



---

# Rapport

## de la Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois



Gouvernement du Québec  
Ministère de la Justice

JBAI  
A29  
064  
A31  
OL  
P. 215

Coordination  
Direction des communications  
Ministère de la Justice

Édition réalisée à  
la Direction de l'édition  
Direction générale des  
publications gouvernementales  
Ministère des Communications

par Marcel Gilbert  
en 1981

Graphisme  
Harold Beaupré

Composition typographique  
Caractéra Inc.

Impression  
Les Presses Lithographiques Inc.

©Gouvernement du Québec, 1981

Dépôt légal — 1er trimestre 1981  
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN 2-551-04224-0

---

*«Tout le monde se plaint de sa mémoire  
et personne ne se plaint de son jugement.»*

(La Rochefoucauld, *Maximes*, LXXXIX)





---

# **TABLE DES MATIÈRES**

---

Lettre au Procureur général du Québec .....	xvii
Remerciements du Commissaire .....	xix
Le personnel de la Commission .....	xxi
INTRODUCTION .....	1

## **PREMIÈRE PARTIE**

### **LES TRAVAUX**

#### **DE LA COMMISSION .....** 5

#### **Chapitre I: HISTORIQUE .....** 9

1	La création de la Commission .....	11
2	Le déroulement des travaux de la Commission et les diverses modifications apportées à son mandat .....	13
3	Le mandat final de la Commission .....	23

#### **Chapitre II:**

#### **LES LIMITES DE L'ENQUÊTE .....** 29

1	Les exigences du mandat .....	31
2	Les contestations judiciaires .....	32
3	La décision de la Cour suprême du Canada et ses conséquences .....	36
4	Les moyens d'enquête .....	38

## **DEUXIÈME PARTIE**

### **L'INFILTRATION DE CELLULES**

### **FELQUISTES DE NOVEMBRE 1970**

### **À JANVIER 1972 .....** 41

#### **Chapitre III:**

#### **LES DIFFÉRENTES VERSIONS**

#### **DES ACTIVITÉS DU FLQ**

#### **DE NOVEMBRE 1970 À JANVIER 1972 .....** 45

1	Les versions diffusées dans l'opinion publique	49
2	La version de la SQ, la version élaborée d'après des dossiers de la GRC et celle du CAD	60
	Conclusion	70

#### Chapitre IV:

#### LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE SUR L'AUTHENTICITÉ DES COMMUNIQUÉS DU FLQ

1	Les communiqués officiels	75
2	Le communiqué no. III de la cellule « La Minerve »	91
3	Le communiqué émis au nom du FLQ, signé par M. C. Longtin	98
4	La provenance du papier utilisé par le FLQ à partir du 5 décembre 1970	103

#### Chapitre V:

#### L'IMPLICATION DE MME C. DEVAULT DANS DES INCIDENTS TERRORISTES REVENDIQUÉS DANS DES COMMUNIQUÉS

1	L'attentat à la bombe incendiaire contre la <i>Brink's Canada Ltée</i>	131
2	L'attentat à la bombe contre la succursale postale De Lorimier	134
3	Le vol de la caisse d'un bingo organisé dans le sous-sol de l'église Sainte-Catherine à Montréal	146
4	La tentative d'extorsion par la cellule de Financement Jalbert	151
5	Le vol d'une caisse populaire à Mascouche	155

#### Chapitre VI:

#### L'IMPLICATION DE MME C. DEVAULT DANS DES INCIDENTS TERRORISTES NON REVENDIQUÉS PAR DES COMMUNIQUÉS

1	Le vol de dynamite à Saint-Paul-d'Abbotsford	171
2	La tentative de vol de dynamite à Saint-Paul-d'Abbotsford	179
3	Le vol de la <i>Caloil Inc.</i> et le recrutement de Mme C. Devault par le SPM	183

**Conclusion générale sur  
les chapitres III — IV — V — VI \_\_\_\_\_ 195**

1	La version contenue dans les communiqués officiels du FLQ _____	199
2	La version diffusée dans l'opinion publique par la reproduction dans la presse des communiqués du FLQ _____	199
3	La version de la SQ _____	200
4	La version élaborée d'après des dossiers de la GRC _____	202
5	La version du CAD _____	210

**Chapitre VII:  
LA CONJONCTURE DES OPÉRATIONS  
POLICIÈRES DEPUIS DÉCEMBRE 1970 \_\_\_\_\_ 211**

1	Le témoignage du capitaine Giguère du SPCUM _____	215
2	L'état des renseignements policiers en novembre et décembre 1970 _____	216
3	Les premières décisions prises suite à l'accumulation de renseignements _____	225
4	Les décisions finales (réunion du 15 décembre 1970) _____	226
5	Le rapport du directeur St-Pierre de la SQ sur les événements d'octobre 1970 _____	229
6	Les renseignements fournis par Mme C. Devault et les opérations policières menées après la réunion du 15 décembre 1970 _____	232
7	L'évaluation des justifications avancées par le capitaine Giguère du SPCUM _____	234
	Conclusion _____	236

**TROISIÈME PARTIE  
OPÉRATIONS POLICIÈRES  
EN 1972 ET EN 1973 \_\_\_\_\_ 237**

**Chapitre VIII:**

**LA PERQUISITION SANS MANDAT  
AUX LOCAUX DE L'AGENCE DE PRESSE  
LIBRE DU QUÉBEC:  
OPÉRATION «BRICOLE» \_\_\_\_\_ 239**

1	Le contexte de «BRICOLE»	247
2	La préparation de «BRICOLE»	252
3	Le déroulement de «BRICOLE»	268
4	Les suites de «BRICOLE»	272
5	Les suites données aux plaintes formulées par les victimes de «BRICOLE»	282
6	Les mesures prises par le gouvernement du Québec après les révélations de l'ex-agent Samson	289
	Conclusion	306

**Chapitre IX:**  
**LE VOL DE DYNAMITE À**  
***RICHELIEU EXPLOSIVES INC.***  
**ET L'INCENDIE DE LA GRANGE**  
**«LE PETIT QUÉBEC LIBRE»** 309

1	Le vol de dynamite	313
2	L'incendie de la grange «Le Petit Québec Libre»	321

**Chapitre X:**  
**LE RECRUTEMENT D'INFORMATEURS**  
**PAR LA GENDARMERIE ROYALE**  
**DU CANADA** 333

1	Les méthodes utilisées par la GRC	337
2	Les cas particuliers	340
	Conclusion	346

**Chapitre XI:**  
**LA REPRODUCTION DE LA LISTE**  
**DES MEMBRES DU PARTI QUÉBÉCOIS:**  
**OPÉRATION «HAM»** 349

1	Le contexte de «HAM»	353
2	La préparation de «HAM»	355
3	Le déroulement de «HAM»	376
4	Les suites de «HAM»	377

## QUATRIÈME PARTIE ANALYSE ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION \_\_\_\_\_ 381

### Chapitre XII: ANALYSE \_\_\_\_\_ 385

- 1 Les opérations policières \_\_\_\_\_ 389
- 2 La connaissance et le contrôle des opérations  
policières par les autorités responsables \_\_\_\_\_ 404

### Chapitre XIII: RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION \_\_\_\_\_ 417

- 1 Le mandat des services de sécurité \_\_\_\_\_ 421
- 2 Les opérations extra-légales des  
services de sécurité \_\_\_\_\_ 421
- 3 Les opérations infra-légales  
des services de sécurité \_\_\_\_\_ 423
- 4 L'accès à l'information et le contrôle des opérations  
policières par les autorités responsables \_\_\_\_\_ 429

### ÉPILOGUE \_\_\_\_\_ 437

### Appendice I: RÈGLES DE PRATIQUE ET DE PROCÉDURE \_\_\_\_\_ 441

### Appendice II: DONNÉES QUANTITATIVES RELATIVES AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION \_\_\_\_\_ 449



## Liste des tableaux

Tableau 1 —	Les procédures judiciaires prises contre la Commission et leur résultat _____	27
Tableau 2 —	Liste des communiqués officiels du FLQ de novembre 1970 à décembre 1971 _____	50
Tableau 3 —	Résultats de l'enquête de la Commission sur l'authenticité des communiqués émis par le FLQ _____	89
Tableau 4 —	Résultats de l'enquête de la Commission sur divers incidents terroristes ayant impliqué Mme C. Devault _____	193
Tableau 5 —	Organigramme partiel de la Section «G» de la Division «C» de la GRC à Montréal - 1972 _____	314







**Gouvernement du Québec  
Commission d'enquête sur des opérations  
policières en territoire québécois**

Montréal, le 22 janvier 1981

Me Marc-André Bédard,  
Procureur général du Québec,  
1200, Route de l'Église,  
Sainte-Foy,  
(QUÉBEC),  
G1V 4M1

Monsieur le Procureur général,

J'ai l'honneur, à titre de Commissaire de  
la *Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois*,  
de vous remettre le présent rapport.

Celui-ci énonce les résultats de l'enquête  
instituée par les arrêtés en conseil 1968-77, 2986-77, 3719-77 et 217-79. Dans  
les limites imposées à mon enquête le 31 octobre 1978 par la Cour suprême  
du Canada, le rapport qui vous est soumis est complet, à l'exception des  
questions relatives au recrutement des informateurs par des corps policiers. Ces  
questions ne pourront être résolues avant que la Cour suprême du Canada n'ait  
rendu sa décision dans la procédure entreprise contre la Commission par le  
sergent-détective Émile Bisaillon du Service de police de la Communauté  
urbaine de Montréal et par M. Henri-Paul Vignola, directeur de ce service de police.

Je vous prie, Monsieur le Procureur  
général, de bien vouloir agréer l'expression de ma considération distinguée.

Le Commissaire,

Jean F. Keable, Avocat



---

## REMERCIEMENTS DU COMMISSAIRE

---

PENDANT toute l'existence de la Commission, son personnel a été très restreint. En raison du nombre réduit des membres de la Commission, il s'est établi, entre les personnes qui ont collaboré de façon immédiate à ses travaux, des relations trop étroites pour que je puisse distinguer la contribution de chacun et spécifier la nature de ma reconnaissance. C'est pourquoi j'adresserai un remerciement collectif aux procureurs de la Commission, à ses responsables des communications, ainsi qu'à ses consultants et recherchistes. Je suis conscient qu'il serait difficile d'exiger davantage de ces collaborateurs que je ne l'ai fait; je suis intimement persuadé qu'il est impossible de produire un effort plus soutenu que ne l'ont fait mes collègues. Je les remercie donc tous également.

J'aimerais toutefois souligner le travail indéfectible de Mmes Louise A. Beaudoin et Lise Gervais, qui furent les secrétaires permanentes de la Commission. J'ai en outre lieu d'être reconnaissant de sa disponibilité constante à M. Pierre Vilaire, sténographe officiel de la Commission. Mme Michèle Langlois-Sarrazin a répondu également avec rigueur et diligence aux demandes d'expertises de la Commission.

Qu'il me soit permis, enfin, de remercier toutes les personnes du ministère de la Justice du Québec qui facilitèrent les travaux de la Commission, ainsi que tous les procureurs, tant du Québec que des autres provinces canadiennes, qui ont contribué à défendre devant les tribunaux le droit de la Commission à remplir son mandat de façon intégrale.



---

## LE PERSONNEL DE LA COMMISSION

---

**A**U début de l'existence de la Commission, Me Jean F. Keable n'a été assisté que par un seul procureur. D'autres ressources se sont ajoutées par la suite au personnel initial de la Commission. Son personnel entier, si l'on excepte les deux secrétaires de la Commission, ne dépassa toutefois jamais un maximum de sept personnes. Aucun des membres du personnel de la Commission, à l'exception du Commissaire, n'a été en fonction pendant toute la durée de ses travaux. La Commission a pu bénéficier de leur disponibilité selon le déroulement des besoins de l'enquête. Voici maintenant la liste des personnes qui, à divers titres, ont été rattachées au personnel de la Commission.



---

## **COMMISSAIRE**

Me Jean F. Keable

## **PROCUREURS**

Me Jacques Bellemare, c.r.

Me Mario Bilodeau

Me Michel Décary

Me Vincent Leduc

Me Jean-Pierre Lussier

## **CONSULTANT ET RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS**

M. Jean-Paul Brodeur, criminologue

## **RECHERCHISTES**

Mme Suzanne Arcand, criminologue

M. Réjean Savard, enseignant

## **RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS**

M. Hubert Sacy, attaché de presse

## **ANALYSTE**

Mme Michèle Langlois-Sarrazin, spécialiste en écritures

## **SECRÉTARIAT**

personnel permanent

Mme Louise A. Beaudoin

Mme Lise Gervais

personnel occasionnel

Mme Josette Duteil

Mme Lise Giroux

Mme Lyola Guay

Mme Hélène Vaillancourt

Mme Nicole Viau

## **STÉNOGRAPHE**

Pierre Vilaire & Associés

## **GREFFIER**

M. Lucien Favreau

## **ADJOINTS ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE**

M. Gaston Pelletier

M. Michel Côté



---

## INTRODUCTION



L'ORGANISME maintenant connu sous l'appellation *Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois* a été créé, le 15 juin 1977, par un arrêté en conseil du Conseil exécutif du Québec. Cet organisme fut initialement désigné comme la *Commission d'enquête relative à la perquisition effectuée dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972 au 3459 de la rue Saint-Hubert à Montréal*. Il adopta son présent nom au début de novembre 1977. Cette appellation coïncidait de façon plus étroite avec la nature des travaux qui devaient être réalisés par la Commission.

La Commission a siégé pendant plus de trois années, ses travaux ayant été fréquemment interrompus à la suite de contestations judiciaires de la légalité de son mandat. La dernière des procédures entreprises contre la Commission se poursuit d'ailleurs encore devant la Cour suprême du Canada.

Dans leur déroulement chronologique, les travaux de la Commission ont d'abord porté sur la perquisition illégale effectuée, en 1972, aux locaux de l'Agence de presse libre du Québec par des membres de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Ses travaux ont ensuite porté sur diverses autres opérations accomplies en territoire québécois, du milieu de l'année 1971 jusqu'en 1973, par la Gendarmerie royale du Canada. Ces opérations sont respectivement un vol de dynamite perpétré à *Richelieu Explosives Inc.*, l'incendie d'une grange située sur le terrain de la commune «Le Petit Québec Libre», l'émission d'un faux communiqué au nom de la cellule «La Minerve» du Front de Libération du Québec (FLQ), des tentatives de recrutement d'informateurs par des moyens répréhensibles ou illégaux et, enfin, la reproduction illicite de la liste des membres du Parti québécois. L'enquête de la Commission s'est enfin penchée sur les actions auxquelles ont donné lieu l'infiltration du FLQ par des informateurs à la solde du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. La dernière partie de cette enquête n'a pu encore être complétée, les procédures judiciaires entreprises contre la Commission par le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal et par un membre de ce corps policier n'étant pas encore terminées.

L'ordre de présentation du rapport inversera celui du déroulement des travaux de l'enquête. La Commission a en effet estimé préférable à l'intelligence des opérations policières de les traiter conformément à leur déroulement chronologique. Nous énoncerons donc d'abord les résultats de l'enquête sur l'infiltration du Front de libération du Québec, de novembre 1970 à 1972. Nous ferons ensuite rapport sur certaines opérations de la Gendarmerie royale du Canada en territoire québécois, en 1972 et en 1973.

Le rapport comporte quatre parties. Une première partie est consacrée à présenter le déroulement des travaux de la Commission. Une

seconde partie porte sur l'infiltration des cellules felquistes de novembre 1970 à 1972 et sur les gestes posés dans le cadre de cette infiltration. Une troisième partie a pour objet les opérations policières exécutées par la Gendarmerie royale du Canada en 1972 et en 1973. La Commission expose enfin, dans une quatrième partie, son analyse de la nature de toutes ces opérations; elle fait suivre cette analyse de ses recommandations.

Le rapport de la Commission est assez élaboré. La Commission a délibérément choisi d'être explicite pour ce qui est de toutes les matières sur lesquelles son mandat exigeait qu'elle fasse enquête. Elle a également décidé de faire rapport sur tous les points soulevés au cours de ses audiences publiques, même si son enquête ne lui a pas permis, à la suite des limites qui lui furent imposées par la Cour suprême du Canada, de résoudre les divergences majeures contenues dans les témoignages recueillis.

La Commission tient à déclarer qu'il n'est pas une seule des choses significatives révélées au cours de l'enquête entreprise dans le cadre de son mandat qui ne soit contenue dans le présent rapport.

---

**PREMIÈRE PARTIE**

**LES TRAVAUX  
DE LA COMMISSION**



*LA Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois* a siégé au-delà de trois ans. Il nous est apparu opportun de rappeler le déroulement de ses travaux, de rendre compte des modifications successives apportées à son mandat et d'expliquer la nature des procédures judiciaires qui ont été prises contre elle.

Cette première partie du rapport est divisée en deux chapitres. Le premier chapitre est essentiellement consacré à faire l'historique des travaux de la Commission et des répercussions au niveau de l'extension de son mandat, des révélations apportées par l'enquête. Le second chapitre fait état des procédures judiciaires entreprises par le Solliciteur général du Canada contre la Commission; il fait également état des conséquences, pour l'enquête, d'une décision rendue par la Cour suprême du Canada en relation avec ces procédures judiciaires. Ce chapitre apporte également des précisions sur les moyens d'enquête utilisés par la Commission.





---

# CHAPITRE I

---

## HISTORIQUE

<b>1</b>	<b>LA CRÉATION DE LA COMMISSION</b>	<b>11</b>
<b>2</b>	<b>LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION ET LES DIVERSES MODIFICATIONS APPORTÉES À SON MANDAT</b>	<b>13</b>
2.1	Analyse documentaire et première modification au mandat	13
2.2	Premières audiences publiques	14
2.21	Règles de pratique et de procédure	14
2.22	Révélation de l'opération «HAM», d'un vol de dynamite et de l'incendie d'une grange	14
2.3	Seconde modification au mandat	15
2.4	Début des procédures judiciaires contre la Commission	16
2.5	Nouvelles révélations	18
2.6	Arrêt des travaux	19
2.7	Reprise des travaux et dernière modification au mandat	19
2.8	Analyse documentaire et audiences à huis clos	21
2.9	Reprise des audiences publiques	21
2.10	Nouvelles procédures judiciaires contre la Commission	22

---

2.11	Dernières audiences publiques	23
2.12	Suite des nouvelles procédures judiciaires	23
3	<b>LE MANDAT FINAL DE LA COMMISSION</b>	23

## 1 LA CRÉATION DE LA COMMISSION

LE 8 mars 1976, l'ex-agent de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), Robert Samson, était appelé à rendre témoignage à huis clos lors d'un procès qui lui était intenté pour avoir déposé une bombe au domicile de M. Samuel Dobryn. Il devait révéler que des membres des trois principaux corps de police opérant au Québec avaient perquisitionné sans mandat les locaux de l'*Agence de presse libre du Québec* (APLQ) au cours de l'année 1972. Cette perquisition illégale avait constitué une opération policière dont le nom de code était «BRICOLE»; nous nous y référerons à l'occasion sous le nom d'opération «BRICOLE».

Ce témoignage fut rendu public le 30 mars 1976 et créa un émoi sensible dans l'opinion publique. À la suite, en effet, de cette perquisition illégale, les membres de l'APLQ avaient cherché à savoir si l'opération dont ils avaient été les victimes n'avait pas été effectuée par des corps policiers, comme ils le soupçonnaient. Ils communiquèrent à cette fin par lettre ou par télégramme avec les autorités de la GRC, de la Sûreté du Québec (SQ) et du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM)<sup>1</sup>; ils communiquèrent également avec le Solliciteur général du Canada, avec le Ministre de la Justice du Québec et enfin, avec le Protecteur du citoyen du Québec. Les instances pressenties s'abstinrent de leur répondre ou leur répondirent négativement.

Après que le témoignage de l'ex-agent Samson eut été rendu public, le solliciteur général du Québec, M. Fernand Lalonde, tenta d'obtenir des trois corps policiers impliqués — soit la GRC, la SQ et le SPCUM — des informations complètes sur leur participation à la perquisition illégale effectuée aux locaux de l'APLQ; il chargea également le sous-ministre associé responsable de la Direction générale de la sécurité publique, M. Paul Benoît, de mener une enquête auprès des trois corps policiers précités. Nous verrons que les démarches de M. Benoît rencontrèrent, comme d'ailleurs celles de M. Lalonde, une résistance de la part de la GRC et du SPCUM.

Le 21 octobre 1976, un agent de liaison de la SQ déposa une plainte devant M. le juge Roger Vincent de la Cour des sessions de la paix (district de Montréal). Cette plainte était dirigée contre MM. Jean Coutellier de la SQ, Paul Beaudry du SPCUM et Donald Cobb de la GRC. Elle était libellée de la façon suivante:

*«Le ou vers le 7 octobre 1972, messieurs Jean COUTELLIER, inspecteur à la Sûreté du Québec, Paul BEAUDRY, inspecteur à la police de la C.U.M., et Donald COBB, inspecteur à la Gendarmerie Royale du Canada, ont illégalement, sans excuse légitime contrevenu à une loi du Parlement du Canada, en omettant volontairement de faire une*

---

<sup>1</sup>Le Service de la Police de la Ville de Montréal est devenu, à la suite de l'intégration des services de police de la Communauté urbaine de Montréal le 1<sup>er</sup> janvier 1972, le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM).

*chose qu'elle prescrit, à savoir, la demande d'un mandat de perquisition prévue à l'article 443 du Code Criminel avant d'effectuer, en tant qu'agents de la paix, une perquisition au bureau de l'A.P.L.Q., situé au numéro 3459 de la rue St-Hubert à Montréal, commettant par là un acte criminel prévu aux articles 115, 21 et 22 du Code Criminel.»*

La pré-enquête conduite par M. le juge Vincent entre le 10 janvier et le 1er février 1977 devait déterminer que M. Paul Beaudry n'était pas impliqué dans cette affaire; c'est contre M. Roger Cormier du SPCUM qu'une plainte identique à celle dont nous avons reproduit le libellé sera déposée le 4 mars 1977. À la suite de la pré-enquête, M. le juge Vincent ordonna qu'une sommation fut adressée à MM. Cobb, Coutellier et Cormier pour qu'ils comparaissent devant lui le 12 mai 1977. Ils devaient répondre à l'accusation formulée dans la plainte déposée contre eux.

Le 26 mai 1977, les trois policiers mis en accusation plaident coupables devant M. le juge Vincent. Le 16 juin 1977, celui-ci libéra inconditionnellement ces trois policiers et refusa, selon les dispositions du *Code criminel*, de rendre publique la preuve qu'il avait recueillie au cours de la pré-enquête.

Il importe de faire dès le départ quelques remarques sur la procédure judiciaire que nous venons de décrire. La plainte déposée contre MM. Cobb, Coutellier et Cormier, en vertu d'un article du *Code criminel* rarement invoqué (l'article 115), est modelée sur une redéfinition de la nature de l'opération «BRICOLE», dont on peut suivre l'évolution dans les documents relatifs à cette opération préparés par la GRC.

Le 16 juin 1977, le ministre de la Justice, M. Marc-André Bédard, annonça publiquement la création de la *Commission d'enquête relative à la perquisition effectuée dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972 au 3459 de la rue Saint-Hubert à Montréal*. Me Jean F. Keable en fut désigné Commissaire.

La Commission avait pour mandat initial:

- «a) *d'enquêter et de faire rapport sur toutes les circonstances qui ont entouré la perquisition effectuée dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972 au 3459 de la rue St-Hubert à Montréal et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, plus particulièrement sur:*
  - i) *la fermeture des dossiers d'enquête qui avaient été ouverts au Service de police de la Communauté Urbaine de Montréal, à la suite des plaintes déposées, peu après la perquisition, par les trois organismes dont les locaux avaient été perquisitionnés;*
  - ii) *la divergence des différentes versions qui ont été données concernant cette perquisition;*
  - iii) *la disposition des documents qui ont été saisis lors de cette perquisition;*

*-et-*

- iv) la collaboration de la Gendarmerie Royale, de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Communauté Urbaine de Montréal avec le ministre de la Justice lors de l'enquête qui a été instituée après que cette perquisition ait été connue publiquement;
- b) de faire des recommandations sur les moyens à prendre pour éviter, à l'avenir que pareille situation se reproduise;»

## 2 LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX DE LA COMMISSION ET LES DIVERSES MODIFICATIONS APPORTÉES À SON MANDAT

### 2.1 ANALYSE DOCUMENTAIRE ET PREMIÈRE MODIFICATION AU MANDAT

Au début de l'enquête, le procureur du Commissaire, Me Jean-Pierre Lussier, fit parvenir une lettre à M. le juge Vincent afin qu'il transmette à la Commission les exhibits déposés lors de la pré-enquête dans l'affaire *La Reine-vs-Cobb, Coutellier et Cormier*. Ces exhibits furent transmis à la Commission par M. le juge Vincent le 7 juillet 1977. Ils étaient au nombre de 17 et comportaient 2 télex rédigés en 1972 par le sous-inspecteur Claude Vermette de la GRC, dans les jours qui suivirent l'opération «BRICOLE». Ces deux télex commençaient par la mention suivante:

«Re: *DISRUPTIVE TACTICS* (D 938 — Q-25)»

Cet indice — l'expression «*Disruptive tactics*» est au pluriel —, de même que plusieurs autres contenus dans les documents que la Commission examinait, convainquirent celle-ci qu'une opération comme «BRICOLE» ne constituait pas un incident isolé. Elle en informa le ministère de la Justice du Québec. Le Conseil des ministres du gouvernement québécois autorisa subséquemment l'addition de deux modifications au mandat initial de la Commission.

— Fut ajouté à la section a) du mandat initial le complément de phrase suivante:

«ainsi que sur tous les faits antérieurs ou postérieurs pouvant s'y rapporter de même que sur le comportement de toutes les personnes impliquées dans la perquisition ou dans un fait antérieur ou postérieur pouvant s'y rapporter»

— Aux articles i) à iv) contenus dans le mandat initial fut ajouté l'article v), qui se lit comme suit:

«les procédés employés lors de cette perquisition et la fréquence de leur utilisation.»

(Nous soulignons)

Ces modifications furent introduites par arrêté en conseil, le 7 septembre 1977.

## **2.2 PREMIÈRES AUDIENCES PUBLIQUES**

### **2.21 RÈGLES DE PRATIQUE ET DE PROCÉDURE**

Les audiences publiques de la Commission s'ouvrirent le 3 octobre 1977. Elles furent soumises à des règles de pratique et de procédure que la Commission édicta le 29 août 1977. Ces règles innovaient de trois façons au chapitre des droits des témoins appelés à témoigner devant une commission d'enquête:

- (i) l'avocat de chaque témoin pouvait interroger son client immédiatement après que le procureur de la Commission eût conclu son propre interrogatoire;
- (ii) l'avocat de chaque témoin pouvait également obtenir l'autorisation d'interroger tout témoin de la Commission ou toute autre personne. Il lui suffisait pour obtenir cette autorisation de présenter une demande dans les délais prescrits par les règles de pratique et de procédure de la Commission;
- (iii) l'avocat de chaque témoin appelé à déposer devant la Commission pouvait enfin obtenir, à titre exceptionnel, l'émission d'une ordonnance de non-publication des propos d'un autre témoin impliquant son client dans son témoignage, jusqu'à ce que son client ait été lui-même entendu par la Commission.

L'ensemble des règles de pratique et de procédure de la Commission est reproduit à l'appendice I du présent rapport. Toutes les requêtes présentées pour faire entendre de nouveaux témoins ou pour interroger des témoins déjà entendus ont été accueillies par la Commission, le plus souvent dès qu'elles furent présentées.

### **2.22 RÉVÉLATIONS DE L'OPÉRATION «HAM», D'UN VOL DE DYNAMITE ET DE L'INCENDIE D'UNE GRANGE**

Au cours de ses audiences publiques, la Commission demandait à ses témoins policiers, en conformité avec l'article a) v) de son mandat, s'ils avaient eu connaissance d'autres activités illégales ou répréhensibles similaires à l'opération «BRICOLE» (*«disruptive tactics»*, que nous avons traduit par «tactiques de neutralisation»). Cette pratique d'interrogatoire fut vite établie et tous les procureurs des divers corps policiers qui prenaient part aux audiences de la Commission étaient en mesure de prévoir qu'elle s'appliquerait à tous les témoins policiers appelés à témoigner devant elle.

Le 20 octobre 1977, la question suivante fut posée au sergent Claude Brodeur de la GRC par l'un des procureurs de la Commission, Me Michel Décarv:

*«Avez-vous eu connaissance que des membres tombant sous votre autorité, votre commandement, aient eux participé à des opérations ou activités illégales?»*

(Vol. 29, p. 18)<sup>1</sup>

Le témoignage de M. Brodeur, de même que ceux de plusieurs autres cadres supérieurs de la GRC, furent suspendus jusqu'au 1er novembre 1977, à la suite des objections soulevées par le procureur de la GRC et par celui du Solliciteur général du Canada.

Le 28 octobre 1977, le procureur du Solliciteur général du Canada révéla devant la Commission l'existence de l'opération «HAM» dirigée contre une entreprise faisant affaire avec le Parti Québécois (vol. 37, pp. 12-15). Cette opération était connue d'au moins quatre témoins de la GRC — MM. d'Entremont, Vermette, Yelle et Starnes — qui étaient appelés à témoigner devant la Commission par suite de leur implication dans l'opération «BRICOLE» (MM. d'Entremont et Vermette) ou dans les suites de cette opération (MM. Yelle et Starnes). La Commission a pu constater, en prenant connaissance de certains documents de la GRC (exhibits H-35 à H-39), que l'inspecteur Vermette s'était même spécifiquement interrogé sur la légalité de l'opération «HAM» en 1976.

Le 1er novembre 1977, le sergent Claude Brodeur se présenta à nouveau devant la Commission dans le cadre d'une audience publique. Le Commissaire rendit alors une décision sur les objections qui avaient été faites à ce qu'on posât à M. Brodeur une question relative à sa connaissance d'autres opérations illégales effectuées par la GRC. Cette décision de la Commission se fondait pour l'essentiel sur l'article de son mandat relatif à la fréquence de l'emploi par la GRC de procédés qui pouvaient être estimés illégaux ou répréhensibles (article a) v)). Le Commissaire ordonna en conséquence au sergent Brodeur de répondre à la question précitée et celui-ci révéla que des membres de la GRC avaient incendié une grange située à Sainte-Anne-de-la-Rochelle et qu'ils avaient également volé de la dynamite à Rougemont.

---

## 2.3 SECONDE MODIFICATION AU MANDAT

En conséquence des révélations qu'avaient apportées ses travaux, le mandat de la Commission fut une seconde fois modifié. Par suite de ces modifications, le paragraphe a) du mandat initial de la Commission demeurerait

---

<sup>1</sup>Référer au volume 19, page 18, des transcriptions sténographiques des audiences de la Commission. Nous utiliserons, dans la suite du rapport, ce mode de référence aux témoignages rendus devant la Commission.

identique, tandis que le paragraphe b) était remplacé par la somme des dispositions suivantes:

- «b) *d'enquêter et de faire rapport sur toutes les circonstances et sur tous les faits antérieurs ou postérieurs pouvant se rapporter aux actes suivants ainsi que sur le comportement de toutes les personnes impliquées dans ces actes et dans ces faits;*
  - i) *l'entrée illégale effectuée au cours du mois de janvier 1973 dans des locaux où étaient conservées des bandes magnétiques pour ordinateur sur lesquelles était emmagasinée la liste des membres d'un parti politique;*
  - ii) *l'incendie d'une ferme connue sous le nom de «Petit Québec Libre» à Sainte-Anne-de-la-Rochelle, le 9 mai 1972;*
  - iii) *un vol de dynamite à Rougemont au printemps de 1972;*
- c) *d'enquêter et de faire rapport sur les procédés employés lors des actes visés au paragraphe b ainsi que la fréquence de leur utilisation;*
- d) *de faire des recommandations sur les mesures à prendre pour éviter que les actes illégaux ou répréhensibles que découvre la Commission ne se reproduisent à l'avenir;»*

Ces modifications n'avaient pour fin, on le constatera, que d'autoriser la Commission à poursuivre son enquête sur les opérations illégales ou répréhensibles qui avaient été divulguées pendant ou à la suite de ses audiences.

L'arrêté en conseil qui modifiait le mandat de la Commission fut adopté le 2 novembre 1977.

## 2.4 DÉBUT DES PROCÉDURES JUDICIAIRES CONTRE LA COMMISSION

À la suite de cette modification à son mandat, la Commission commença de réclamer par voie de *subpoena (duces tecum)* les documents policiers dont la connaissance était essentielle à la poursuite de son enquête. Cette volonté arrêtée de la Commission d'avoir accès à l'information qui lui permettrait de conduire ses travaux avec toute la rigueur exigée par son mandat donna lieu à une longue série de procédures judiciaires qui affectèrent considérablement la nature et la durée de son enquête.

La première des procédures judiciaires prises contre la Commission fut une requête pour jugement déclaratoire. Cette requête, déposée par l'ex-agent de la GRC, Robert Samson, était accompagnée d'une demande de sur-sis. Celle-ci fut présentée le 9 novembre 1977 et fut rejetée le jour même par l'Ho-



Le 22 novembre 1977, le Solliciteur général du Canada et le Procureur général du Canada initièrent la série de procédures qu'ils devaient prendre contre la Commission. Par suite de la réception de *subpoenae* réclamant des documents policiers pertinents à l'enquête de la Commission, le Solliciteur général du Canada, de même que le Procureur général du Canada, présentèrent une requête pour l'émission d'un bref d'évocation. Cette requête contestait la validité des arrêtés en conseil qui avaient déterminé le mandat de la Commission, ainsi que celle de certaines décisions rendues par le Commissaire dans l'exercice de ses fonctions. Cette requête était accompagnée d'une demande de sursis aux travaux de la Commission. L'Honorable juge Melvin L. Rothman de la Cour supérieure, estimant qu'il n'avait pas juridiction, rejeta le 23 novembre 1977 la demande de sursis présentée par les autorités fédérales.

Le 25 novembre 1977, l'Honorable juge James K. Hugessen de la Cour supérieure, statuant sur le fond, rejeta cette demande de sursis.

Dans une décision qu'elle rendait le 5 décembre 1977, la Commission réitérait sa volonté d'obtenir tous les documents qu'elle jugeait nécessaires à la poursuite de son enquête. Ces documents comprenaient, entre autres:

- (i) des pièces relatives à l'approbation par MM. Jean-Pierre Goyer, solliciteur général du Canada, et John K. Starnes, directeur général du Service de sécurité de la GRC, de l'écoute électronique effectuée aux locaux de l'APLQ;
- (ii) les documents faisant partie du dossier «*Disruptive Tactics*» de la GRC;
- (iii) les pièces au dossier de l'enquête interne conduite par MM. Nowlan et Quintal de la GRC au sujet d'actes présumément illégaux ou répréhensibles qui auraient été posés par des membres de la GRC opérant en territoire québécois.

Le lendemain, 6 décembre 1977, le Solliciteur général du Canada et le Procureur général du Canada amendèrent leur requête pour l'émission d'un bref d'évocation antérieurement déposée, afin d'y contester également la décision rendue le 5 décembre par le Commissaire. Le 9 décembre, l'Honorable juge James K. Huggessen rejeta cette requête pour l'émission d'un bref d'évocation, telle qu'amendée.

Le 12 décembre 1977, le Solliciteur général du Canada et le Procureur général du Canada déposèrent une inscription en appel de la décision rendue par l'Honorable juge Hugessen; ils présentèrent également une requête pour l'émission d'une ordonnance de sursis aux travaux de la Commission jusqu'à ce que la Cour d'Appel ait rendu sa décision. Cette requête en sursis fut rejetée le 16 décembre 1977 par un juge de la Cour d'Appel, l'Honorable Fred Kaufman.

La Commission était donc prête à reprendre ses travaux dès le début janvier 1978.



## 2.5 NOUVELLES RÉVÉLATIONS

La Commission reprit ses travaux le 9 janvier 1978, se proposant d'assigner M. Donald Cobb à comparaître devant elle. M. Cobb était l'officier de la GRC qui avait autorisé l'opération «BRICOLE».

Le 9 janvier 1978, le Solliciteur général du Canada continua de s'opposer par voie d'*affidavit* à la production de documents antérieurement réclamés par la Commission, pour la raison que leur transmission aurait été préjudiciable à la sécurité nationale du Canada (article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale*; S.R.C. 1970, ch. 10, 2e supp.). Le représentant du Solliciteur général déposa cependant devant la Commission une série d'exposés de faits qui avaient été préparés par la GRC à la demande du Solliciteur. Ces exposés de faits concernaient respectivement:

- (i) l'obtention d'un certificat de renouvellement d'écoute électronique (exhibit P-106);
- (ii) l'incendie d'une grange par des membres de la GRC (P-107). Ce délit avait déjà été porté à l'attention de l'enquête Nowlan-Quintal, dont la Commission avait réclamé le dossier;
- (iii) «la prise non autorisée» de dynamite sur un chantier de construction, par des membres de la GRC. Ce vol avait également été porté à l'attention de l'enquête Nowlan-Quintal (P-108);
- (iv) la conduite de membres de la GRC dans le recrutement de sources (informateurs) au profit de ce corps policier (P-109-A, B, C, D). Les actes posés lors de ces tentatives de recrutement avaient aussi été retenus par l'enquête Nowlan-Quintal;
- (v) certaines circonstances relatives à l'émission, par des membres de la GRC, d'un faux communiqué diffusé au nom de la cellule felquist «La Minerve» (exhibit P-110). Cet écart a fait l'objet, comme les précédents, de l'enquête Nowlan-Quintal.

Les documents transmis étaient cependant très loin de correspondre à ceux qui étaient réclamés par voie de *subpoena* par la Commission. Dans une décision qu'il rendit le 7 février 1978, le Commissaire manifesta à nouveau son intention d'obtenir les documents qu'il estimait essentiels à la poursuite de son enquête sur toutes les opérations policières comprises dans son mandat (certains des documents demandés concernaient l'opération «HAM»).

Cette période des travaux de la Commission fut caractérisée par la difficulté croissante que rencontra la Commission à obtenir du Solliciteur général du Canada les documents qui lui apparaissaient nécessaires au déroulement de son enquête sur tous les faits qui avaient été mis en lumière par ses audiences. Le motif juridique le plus souvent invoqué par le Solliciteur général du Canada pour refuser à la Commission la production des documents qu'elle réclamait était l'article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale*. Cette loi autorise le Solliciteur général du Canada à manifester par voie d'*affidavit* son refus de transmettre des documents à un tribunal s'il estime, sans autre justification, que cette transmission est préjudiciable aux intérêts de la sécurité nationale canadienne.

Le Solliciteur général du Canada ne déposa pas moins de cinq *affidavits* en vertu de l'article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale*. Ces *affidavits* furent déposés devant la Commission les 4 (deux *affidavits*) et 13 octobre 1977, le 9 novembre de la même année et le 9 janvier 1978. Dans une lettre du 14 février 1978, le solliciteur général du Canada, M. Jean-Jacques Blais, ne consentit à lever qu'une infime partie de l'*affidavit* du 9 novembre 1977. La Commission se vit ainsi privée de l'accès à des documents dont la possession était indispensable à la poursuite de son enquête et à la préparation rigoureuse des interrogatoires de ses témoins de la GRC et des autres corps policiers. *La Commission peut en effet affirmer sur la base de l'expérience qu'elle a acquise au cours de ses investigations qu'il n'est pas fructueux d'interroger des témoins des corps policiers sans disposer de documents relatifs à leurs activités. Seule la possession de ces documents est susceptible de permettre aux procureurs de la Commission d'interroger les témoins de façon pertinente et suffisamment précise.*

## 2.6 ARRÊT DES TRAVAUX

Le 21 février 1978, la Cour d'Appel accueillit en son entier l'appel logé par le Solliciteur général du Canada et le Procureur général du Canada. Le jugement rendu avait pour effet de mettre un terme à tous les travaux de la Commission.

Le Procureur général du Québec et la Commission sollicitèrent de la Cour suprême du Canada la permission d'en appeler du jugement rendu par la Cour d'Appel. Cette permission fut accordée le 6 mars 1978 par la Cour suprême. Une requête fut également présentée devant cette même Cour par le Commissaire afin qu'elle l'autorise à poursuivre ses travaux à l'intérieur de certaines limites. Cette requête fut rejetée le 21 mars 1978. Les travaux de la Commission devaient donc être suspendus entre le 21 février et le 31 octobre 1978, date à laquelle la Cour suprême rendit son jugement. Dans sa décision, la Cour suprême accueillait partiellement l'appel de la Commission et l'autorisait à poursuivre ses travaux à l'intérieur des limites qu'elle lui imposait. Lorsque nous traiterons, à la section 3 du chapitre II, des limites de la présente enquête, nous ferons état des conséquences de ce jugement.

## 2.7 REPRISE DES TRAVAUX ET DERNIÈRE MODIFICATION AU MANDAT

Conformément à sa pratique antérieure, lorsqu'il fut révélé que la GRC s'était approprié la liste des membres du Parti Québécois et que des policiers de ce corps avaient incendié une grange et dérobé de la dynamite, la Commission soumit au ministère de la Justice du Québec, en janvier 1979, une demande de modification de son mandat. Cette demande avait pour fin d'autoriser la Commission à diriger son enquête sur les nouveaux écarts qui avaient été rendus publics le 9 janvier 1978 par le Solliciteur général du Canada. Ce dernier s'était vu contraint par les travaux de la Commission de faire de nouvelles révélations sur les agissements de la GRC. La Commission avait en outre recueilli certaines informations selon lesquelles des policiers relevant de la juridiction de l'administration québécoise de la justice auraient été impliqués dans la production de communi-

qués inauthentiques émis au nom du FLQ. Une analyse de la forme des questions posées par un des membres de la *Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada* sur la production du faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve» avait raffermi la conviction de la Commission que cette affaire de l'émission de communiqués inauthentiques par des personnes rattachées à un corps de police était loin d'être vidée.<sup>1</sup>

La demande de la Commission fut accueillie et, le 31 janvier 1979, un arrêté en conseil apporta une dernière modification à son mandat, en lui ajoutant deux articles établis à la suite des dernières révélations du Solliciteur général du Canada et des analyses effectuées par la Commission.

Ces deux articles, ajoutés au paragraphe b), donnaient à la Commission le mandat d'enquêter et de faire rapport sur:

- «iv) le recrutement d'informateurs par des moyens illégaux ou répréhensibles;
- v) la préparation, la rédaction, l'émission et la distribution d'un ou de faux communiqués.»

En conformité avec les informations dont elle disposait et les conclusions qu'elle en avait tirées, la Commission assigna à comparaître devant elle un certain nombre de policiers de la GRC, afin qu'ils l'éclaircissent sur la question des faux communiqués.

L'un des premiers témoins à être entendus à huis clos par la Commission, après la reprise de ses travaux, fut naturellement le surintendant principal Cobb, qui était responsable de l'émission du faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve» produit par la GRC. Selon sa pratique établie d'interrogatoire, la Commission demanda à M. Cobb s'il avait connaissance que d'autres faux communiqués aient été émis par un corps de police. Le 8 février 1979, M. Cobb révéla alors à la Commission que des communiqués diffusés au nom du FLQ auraient été produits par des «agents de police clandestins» (Vol. 138, pp. 15-16). Il devait rectifier son témoignage au cours d'une audience publique de la Commission en précisant qu'il avait voulu signifier un agent de la police — en clair, un informateur — par l'expression «agents de police clandestins» qu'il avait utilisée au cours de son témoignage (Vol. 140, pp. 32-35).

Cette révélation de M. Cobb donna lieu à une nouvelle série d'audiences publiques, dont le résultat le plus marquant fut d'identifier les noms des officiers de la GRC les plus susceptibles de faire progresser les travaux de la Commission sur la question des faux communiqués. À l'occasion d'interrogatoires tenus à huis clos au cours du mois de mars 1979, la Commission devait apprendre

---

<sup>1</sup>Voir la transcription sténographique de l'audience du 18 juillet 1978 de la *Commission d'enquête sur certaines activités de la Gendarmerie royale du Canada* («Commission McDonald»). Vol. 65, p. 10682 et sqq. («Where there not other communiques by other police forces?» Traduction: N'y eut-il pas d'autres communiqués par d'autres corps de police?)

par le témoignage de Mme Hélène Vigeant, qui avait eu connaissance d'une analyse préparée par M. Raymond Langevin de la GRC, que c'était le SPCUM qui était le plus vraisemblablement responsable de l'émission d'une série de communiqués inauthentiques. Subséquemment, MM. Raymond Langevin de la GRC et Julien Giguère du SPCUM, devaient confirmer que la direction indiquée par le témoignage de Mme Vigeant était la bonne. En suite de ces témoignages, la Commission requit un grand nombre de dossiers du SPCUM et de la SQ. À partir du 26 mars 1979, elle se livra à une étude approfondie des dossiers transmis par ces corps de police. La GRC avait également transmis à la Commission un certain nombre de documents qui lui avaient été antérieurement remis par ces deux corps policiers québécois et qui concernaient une opération baptisée «POUPETTE». Ces recherches avaient pour fin, tel que l'a énoncé le Commissaire dans une déclaration faite le 26 mars 1979, d'évaluer l'ampleur du contrôle exercé par les corps policiers sur les activités terroristes au Québec, de novembre 1970 à janvier 1972.

## **2.8 ANALYSE DOCUMENTAIRE ET AUDIENCES À HUIS CLOS**

De la fin mars 1979 jusqu'au 20 novembre de la même année, la Commission se livra à des recherches documentaires intensives; elle augmenta à cette fin son personnel d'un chercheur. Ces recherches alternaient avec une série d'audiences à huis clos, tenues tant avec des policiers qu'avec des citoyens impliqués dans l'enquête par suite des témoignages rendus par les policiers et par suite de l'étude de la documentation transmise par les corps policiers. Ces audiences n'ont jamais eu pour fin que de faire progresser la Commission dans l'enquête qu'elle devait mener sur la production de faux communiqués et sur le recrutement des informateurs, tel que le requéraient les derniers articles de son mandat. Comme il est maintenant de notoriété publique, certaines de ces audiences se sont tenues dans la ville de Québec, le SPCUM ayant manifesté auprès de la Commission des inquiétudes relatives à la protection de l'un des témoins de celle-ci: il s'agissait de Mme Carole Devault. Le SPCUM avait en effet allégué que certains des témoins non-policiers que la Commission assignait à comparaître à huis clos dans ses locaux faisaient l'objet de filatures. Ces filatures suspectes n'auraient pas été effectuées par des membres des corps policiers.

L'un des témoins entendus à huis clos par la Commission, M. Robert Comeau, présenta en septembre 1979 une requête devant la Cour supérieure pour obtenir l'émission d'un bref d'évocation contre la Commission. La presse a fait publiquement état de cette procédure. Cette requête fut rejetée le 9 octobre 1979 par l'Honorable juge Gerald McCarthy.

## **2.9 REPRISE DES AUDIENCES PUBLIQUES**

La Commission a tenu une brève série d'audiences publiques entre le 20 et le 27 novembre 1979. Cette série d'audiences publiques fut avant tout marquée par la décision que dut rendre la Commission, le 27 novembre 1979, à la suite des refus de MM. Nigel Hamer, Robert Comeau et François Séguin de témoigner devant elle. Ces refus les rendaient tous trois passibles d'une condamnation pour outrage au tribunal. La Commission fut alors contrainte de révéler

que M. François Séguin était une source à l'emploi du SPCUM<sup>1</sup>. Ni M. Hamer ni M. Comeau ni, enfin, M. Séguin ne furent sanctionnés par le Commissaire pour outrage au tribunal.

La Commission a rencontré M. François Séguin à trois reprises avant le 27 novembre 1979. Ces rencontres ont eu lieu les 28 et 30 mai 1979 et le 29 octobre de la même année. M. Séguin s'y est présenté accompagné de son contrôleur, le sergent-détective Émile Bisaillon du SPCUM. Il a été interrogé sur les renseignements qu'il a fournis, à titre de source, au SPCUM. Ces interrogatoires ont été enregistrés au magnétophone et les réponses de M. Séguin ont fait l'objet de rapports de source 945-226, rédigés par M. Bisaillon. Ce dernier s'était engagé à garder les enregistrements à la disposition de la Commission.

Seuls les rapports relatifs aux deux premiers interrogatoires de M. Séguin ont été transmis à la Commission. Celle-ci a subséquemment réclamé par voie de *subpoena* les enregistrements de ses rencontres avec M. Séguin ainsi que le rapport rédigé à la suite de la troisième rencontre avec ce dernier. La Commission n'a pu jusqu'ici obtenir ces pièces du SPCUM, à cause des procédures judiciaires entreprises contre elle par ce service de police et par M. Bisaillon.

Le Commissaire a assisté à ces trois rencontres avec M. Séguin et son contrôleur. Des procureurs de la Commission y étaient également présents. Me Mario Bilodeau a pris part au premier des interrogatoires de M. Séguin; Me Bilodeau et Me Jacques Bellemare ont assisté à la seconde rencontre. Me Bilodeau, Me Bellemare et Me Jean-Pierre Lussier étaient avec le Commissaire lors de la troisième rencontre. Un policier du SPCUM autre que M. Bisaillon a également assisté aux deux premières rencontres avec M. Séguin. Un troisième policier du SPCUM était présent à la dernière rencontre.

## 2.10 NOUVELLES PROCÉDURES JUDICIAIRES CONTRE LA COMMISSION

À la suite de l'audience du 27 novembre 1979, M. Émile Bisaillon, sergent-détective du SPCUM, présenta devant la Cour supérieure une requête pour l'émission d'un bref d'évocation contre la Commission. Le directeur du SPCUM, M. Henri-Paul Vignola, présenta également une demande d'injonction interlocutoire contre le Commissaire. Ces deux requêtes furent rejetées, le 21 décembre 1979, par l'Honorable juge en chef Jules O. Deschênes de la Cour supérieure. Dans l'un des deux jugements rendus ce jour-là, ce dernier affirmait avec vigueur que la police ne constituait pas un État dans l'État et qu'elle ne devait pas aspirer à le devenir.

Le 27 décembre 1979, MM. Émile Bisaillon et Henri-Paul Vignola déposèrent chacun une inscription en appel des décisions rendues par

---

<sup>1</sup>Le numéro de dossier qui lui fut à l'origine attribué par le SPCUM était le no 945-226. Nous ferons référence, à l'occasion, à M. François Séguin par l'expression «la source 226».

l'Honorable juge en chef Jules O. Deschênes. Le sergent-détective Bisaillon présentait également une requête pour obtenir une ordonnance de sursis aux travaux de la Commission. Cette requête devait être rejetée par l'Honorable juge en chef G. Édouard Rinfret de la Cour d'Appel, le 22 janvier 1980.

## 2.11 DERNIÈRES AUDIENCES PUBLIQUES

La Commission tint sa dernière série d'audiences publiques entre le 29 janvier et le 26 février 1980. Ces audiences débutèrent par le témoignage de Mme Devault; il fut suivi du témoignage de M. Julien Giguère du SPCUM, le contrôleur de Mme Devault à l'époque où celle-ci était active au sein du FLQ. Un grand nombre de témoins furent en outre interrogés sur les ramifications de l'opération «POUPETTE», dont Mme Devault avait été l'acteur principal. Celle-ci a été interrogée par Me Guy Lafrance, le procureur du SPCUM et de M. Julien Giguère; Me Richard Shadley, l'autre procureur du capitaine Giguère, n'a pas jugé opportun de l'interroger. Mme Devault fut toutefois soumise aux questions du procureur de M. Robert Comeau, Me Alain Beauvais. Celui-ci demanda de plus à la Commission de faire entendre un témoin, qui fut reçu en audience à huis clos. Au terme de cette audience, le Commissaire demanda à Me Beauvais et au témoin qui était entendu conformément aux vœux du procureur de M. Comeau, s'ils désiraient que le témoignage soit rendu public. Ceux-ci répondirent par la négative.

## 2.12 SUITE DES NOUVELLES PROCÉDURES JUDICIAIRES

Le 21 octobre 1980, la Cour d'appel du Québec rejeta par un jugement unanime la requête en injonction déposée par le SPCUM. La requête du sergent-détective Émile Bisaillon pour l'obtention de l'émission d'un bref d'évocation fut également rejetée par la Cour d'appel à cette même date, dans une décision majoritaire. Les Honorables juges Jean Turgeon et Claire L'Heureux-Dubé, qui rendirent jugement en faveur de la Commission, firent alors valoir la primauté de l'intérêt public, représenté par le Procureur général du Québec et par le Commissaire, sur le privilège traditionnel, issu de la *common law* d'Angleterre, de la confidentialité des sources d'information de la police.

Le 15 décembre 1980, la requête pour permission d'en appeler des décisions rendues par la Cour d'appel du Québec a été accordée à M. Bisaillon et au SPCUM par la Cour suprême du Canada.

---

# 3 LE MANDAT FINAL DE LA COMMISSION

Nous reproduirons maintenant le mandat complet de la Commission en indiquant la date des modifications apportées à ce mandat. Nous ferons suivre l'énoncé de ce mandat des restrictions qui lui ont été imposées quant à la GRC, par suite du jugement rendu le 31 octobre 1978 par la Cour suprême du Canada. Nous fournirons enfin un tableau complet des procédures judiciaires prises contre la Commission.

### Le mandat complet de la Commission

Mandat initial: 15 juin 1977

- |                                       |   |
|---------------------------------------|---|
| <p>«a) Ajouté le 7 septembre 1977</p> | <p><i>d'enquêter et de faire rapport sur toutes les circonstances qui ont entouré la perquisition effectuée dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972 au 3459 de la rue Saint-Hubert à Montréal ainsi que sur tous les faits antérieurs ou postérieurs pouvant s'y rapporter de même que sur le comportement de toutes les personnes impliquées dans la perquisition ou dans un fait antérieur ou postérieur pouvant s'y rapporter et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, plus particulièrement sur:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) <i>la fermeture des dossiers d'enquête qui avaient été ouverts au Service de Police de la Communauté urbaine de Montréal, à la suite des plaintes déposées, peu après la perquisition, par les trois organismes dont les locaux avaient été perquisitionnés;</i></li> <li>ii) <i>la divergence des différentes versions qui ont été données concernant cette perquisition;</i></li> <li>iii) <i>la disposition des documents qui ont été saisis lors de cette perquisition;</i></li> <li>iv) <i>la collaboration de la Gendarmerie Royale du Canada, de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Communauté Urbaine de Montréal avec le ministère de la justice lors de l'enquête qui a été instituée après que cette perquisition ait été connue publiquement;</i></li> </ul> |
| <p>Ajouté le 7 septembre 1977</p>     | <ul style="list-style-type: none"> <li>v) les procédés employés lors de cette perquisition et la fréquence de leur utilisation;</li> </ul>  |
| <p>b) Ajouté le 2 novembre 1977</p>   | <p><i>d'enquêter et de faire rapport sur toutes les circonstances et sur tous les faits antérieurs ou postérieurs pouvant se rapporter aux actes suivants ainsi que sur le comportement de toutes les personnes impliquées dans ces actes et dans ces faits:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i) l'entrée illégale effectuée au cours du mois de janvier 1973 dans des locaux où étaient conservées des bandes magnétiques pour ordinateur sur lesquelles était emmagasinée la liste des membres d'un parti politique;</li> <li>ii) l'incendie d'une ferme connue sous le nom de «Petit Québec Libre» à Sainte-Anne de la Rochelle, le 9 mai 1972;</li> <li>iii) un vol de dynamite à Rougemont au printemps de 1972;</li> </ul>  |
| <p>Ajouté le 2 novembre 1977</p>      |   |



Ajouté le 31 janvier 1979	iv)	le recrutement d'informateurs par des moyens illégaux ou répréhensibles;
	v)	la préparation, la rédaction, l'émission et la distribution d'un ou de faux communiqués;
Ajouté le 2 novembre 1977	c)	d'enquêter et de faire rapport sur les procédés employés lors des actes visés au paragraphe b ainsi que la fréquence de leur utilisation;
	d)	<i>de faire des recommandations sur les mesures à prendre pour éviter que les actes illégaux ou répréhensibles que découvre la Commission ne se reproduisent à l'avenir;</i>
Reformulé le 2 novembre 1977		

**Le mandat de la Commission quant à la GRC à la suite des restrictions apportées par la Cour suprême du Canada le 31 octobre 1978<sup>1</sup>**

- «a) *d'enquêter et de faire rapport sur toutes les circonstances qui ont entouré la perquisition effectuée dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972 au 3459 de la rue Saint-Hubert à Montréal ainsi que sur tous les faits antérieurs ou postérieurs pouvant s'y rapporter de même que sur le comportement de toutes les personnes impliquées dans la perquisition ou dans un fait antérieur ou postérieur pouvant s'y rapporter et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, plus particulièrement sur:*
- i) *la fermeture des dossiers d'enquête qui avaient été ouverts au Service de Police de la Communauté urbaine de Montréal, à la suite des plaintes déposées, peu après la perquisition par les trois organismes dont les locaux avaient été perquisitionnés;*
  - ii) *la divergence des différentes versions qui ont été données concernant cette perquisition;*
  - iii) *la disposition des documents qui ont été saisis lors de cette perquisition;*
  - iv) *la collaboration de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal avec le ministère de la justice lors de l'enquête qui a été instituée après que cette perquisition ait été connue publiquement;*

<sup>1</sup>Les parties raturées manifestent les limites qui ont été posées au mandat initial de la Commission, pour ce qui est des opérations de la GRC, par suite du jugement rendu par la Cour suprême.

- v) *les procédés employés lors de cette perquisition et la fréquence de leur utilisation;*
- b) *d'enquêter et de faire rapport sur toutes les circonstances et sur tous les faits antérieurs ou postérieurs pouvant se rapporter aux actes suivants ainsi que sur le comportement de toutes les personnes impliquées dans ces actes et dans ces faits:*
  - i) *l'entrée illégale effectuée au cours du mois de janvier 1973 dans des locaux où étaient conservées des bandes magnétiques pour ordinateur sur lesquelles était emmagasinée la liste des membres d'un parti politique;*
  - ii) *l'incendie d'une ferme connue sous le nom de «Petit Québec Libre» à Sainte-Anne-de-la-Rochelle, le 9 mai 1972;*
  - iii) *un vol de dynamite à Rougemont au printemps de 1972;*
  - iv) *le recrutement d'informateurs par des moyens illégaux ou répréhensibles;*
  - v) *la préparation, la rédaction, l'émission et la distribution d'un ou de faux communiqués;*
- c) *d'enquêter et de faire rapport sur les procédés employés lors des actes visés au paragraphe b ainsi que la fréquence de leur utilisation;*
- d) *de faire des recommandations sur les mesures à prendre pour éviter que les actes illégaux ou répréhensibles que découvre la Commission ne se reproduisent à l'avenir; »*

# TABLEAU 1

## LES PROCÉDURES JUDICIAIRES PRISES CONTRE LA COMMISSION ET LEUR RÉSULTAT

Nature de la procédure	Présentée par	Tribunal	Juge	Nature et date de la décision
1. Requête pour ordonnance de sursis	M. Robert Samson	Cour supérieure	L'Honorable J.K. Hugessen	rejetée le 9 novembre 1977
2. Requête pour ordonnance de sursis	Solliciteur général du Canada et Procureur général du Canada	Cour supérieure	L'Honorable M.L. Rothman	rejetée le 23 novembre 1977
3. Requête pour ordonnance de sursis	Solliciteur général du Canada et Procureur général du Canada	Cour supérieure	L'Honorable J.K. Hugessen	rejetée le 25 novembre 1977
4. Requête pour l'émission d'un bref d'évocation	Solliciteur général du Canada et Procureur général du Canada	Cour supérieure	L'Honorable J.K. Hugessen	rejetée le 9 décembre 1977
5. Requête pour l'émission d'une ordonnance de sursis	Solliciteur général du Canada et Procureur général du Canada	Cour d'Appel	L'Honorable F. Kaufman	rejetée le 16 décembre 1977
6. Requête pour l'émission d'un bref d'évocation	Solliciteur général du Canada et Procureur général du Canada	Cour d'Appel	Les Honorables juges F. Kaufman, A. Monet, R. Paré	Accueil de l'appel et ordonnance de suspension des travaux de la Commission le 21 février 1978
7. Avis de requête pour permission d'en appeler	Procureur général du Québec et Me Jean F. Keable	Cour suprême du Canada	Les Honorables juges L.-P. Pigeon, W. Estey et Y. Pratte	permission accordée le 6 mars 1978
8. Requête aux fins d'autoriser le requérant à poursuivre ses travaux	Me Jean F. Keable	Cour suprême du Canada	Banc complet (9 juges)	rejetée le 21 mars 1978
Audition de l'appel devant la Cour suprême du Canada les 23, 24, 25 et 26 mai 1978. Cet appel fut appuyé par les provinces de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Nouveau Brunswick, de l'Ontario et de la Saskatchewan.				
9. Jugement de la Cour suprême du Canada prononcé le 31 octobre 1978 accueillant partiellement l'appel.				
10. Requête pour l'émission d'un bref d'évocation	M. Robert Comeau	Cour supérieure	L'Honorable G. McCarthy	rejetée le 9 octobre 1979
11. Requête pour l'émission d'un bref d'évocation	M. Émile Bisaillon	Cour supérieure	L'Honorable J.O. Deschênes	rejetée le 21 décembre 1979
12. Requête en injonction interlocutoire	M. Henri-P. Vignola	Cour supérieure	L'Honorable J.O. Deschênes	rejetée le 21 décembre 1979
13. Requête pour l'émission d'une ordonnance de sursis	M. Émile Bisaillon	Cour d'Appel	L'Honorable G. Rinfret	rejetée le 22 janvier 1980
Audition de l'appel de MM. Émile Bisaillon et Henri-P. Vignola devant la Cour d'Appel, 19-20 mars 1980				

# TABLEAU 1 (suite)

## LES PROCÉDURES JUDICIAIRES PRISES CONTRE LA COMMISSION ET LEUR RÉSULTAT

Nature de la procédure	Présentée par	Tribunal	Juge	Nature et date de la décision
14. Requête pour l'émission d'un bref d'évocation	M. Émile Bisaillon	Cour d'Appel	Les Honorables juges J. Turgeon, A. Monet (dissident), C. L'Heureux-Dubé	rejetée le 21 octobre 1980
15. Requête en injonction interlocutoire	M. Henri-P. Vignola	Cour d'Appel	Les Honorables juges J. Turgeon, A. Monet, C. L'Heureux-Dubé	rejetée le 21 octobre 1980
16. Requête pour permission d'en appeler	M. Émile Bisaillon	Cour suprême du Canada	Les Honorables juges A. Lamer, J. Beetz, B. Dickson	accordée le 15 décembre 1980
17. Requête pour permission d'en appeler	M. Henri-P. Vignola	Cour suprême du Canada	Les Honorables juges A. Lamer, J. Beetz, B. Dickson	accordée le 15 décembre 1980

---

## **CHAPITRE II**

---

### **LES LIMITES DE L'ENQUÊTE**

<b>1</b>	<b>LES EXIGENCES DU MANDAT</b>	<b>31</b>
<b>2</b>	<b>LES CONTESTATIONS JUDICIAIRES</b>	<b>32</b>
	2.1 Questions soulevées par le Solliciteur général du Canada	32
	2.2 Réponses apportées par les tribunaux	34
<b>3</b>	<b>LA DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA ET SES CONSÉQUENCES</b>	<b>36</b>
	3.1 Conséquences générales	36
	3.2 Conséquences particulières	37
<b>4</b>	<b>LES MOYENS D'ENQUÊTE</b>	<b>38</b>



AVANT de traiter de cet important sujet que constituent les limites de l'enquête, nous effectuerons un bref rappel de matières précédemment discutées.

## 1 LES EXIGENCES DU MANDAT

*La Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois* a reçu mandat le 15 juin 1977 d'effectuer une investigation sur la perquisition illégale effectuée dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972 aux locaux de l'APLQ. L'enquête ayant révélé l'existence d'autres opérations de nature illégale ou répréhensible, le mandat originel de la Commission, comme nous l'avons vu, a été élargi de telle sorte que celle-ci puisse faire la lumière sur les incidents et les pratiques suivants:

- la perquisition effectuée aux locaux de l'APLQ (opération «BRICOLE»);
- la reproduction clandestine de la liste des membres du Parti Québécois (opération «HAM»);
- l'incendie de la grange «Le Petit Québec Libre»;
- le vol de dynamite aux locaux de l'entreprise *Richelieu Explosives Inc.*, à Rougemont;
- le recrutement d'informateurs par des moyens illégaux ou répréhensibles;
- l'émission et la diffusion d'un ou de faux communiqués.

Puisque que ceux qui s'étaient rendus responsables des actes sur lesquels elle devait enquêter appartenaient à des corps policiers, la Commission a estimé qu'elle devait répondre à trois ordres de questions pour parvenir à la vérité sur ces incidents et pour faire à son mandat des recommandations éclairées sur les mesures à prendre pour que des opérations policières ne soient plus effectuées en marge de la légalité.

(i) La Commission s'était d'abord donné pour tâche d'élucider toutes les circonstances entourant les opérations qu'elle avait mandat d'examiner. Ces circonstances étaient relatives:

- à la nature des actes posés dans la préparation, l'exécution et l'exploitation des résultats d'une opération;
- à la détermination précise du temps et du lieu des opérations effectuées;
- à l'identification de toutes les personnes ayant pris part à ces opérations;
- à l'évaluation des raisons pour lesquelles ces opérations furent autorisées et exécutées.

(ii) Ces opérations ayant été effectuées par des membres de corps policiers structurés selon divers paliers d'autorité et suivant des politiques déterminées, il importait ensuite à la Commission de rapporter les gestes posés à ces structures et à ces politiques afin d'établir s'ils avaient été posés en conformité ou non avec elles.

(iii) Les corps policiers relevant enfin de l'autorité politique, il apparaissait impérieux à la Commission d'établir quel était le niveau d'implication de cette autorité dans les opérations illégales ou répréhensibles découvertes et quelle était la nature du contrôle que l'autorité politique était en mesure d'exercer sur les corps policiers qui en dépendaient.

Telles étaient donc les tâches que la *Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois* s'était fixées. L'ampleur de ces tâches était dictée par le fait que la Commission ne devait pas seulement faire rapport sur des actes, mais recommander des mesures pour que de tels actes ne se reproduisent plus à l'avenir.

## 2 LES CONTESTATIONS JUDICIAIRES

Pour réaliser son programme d'enquête, la Commission a donc réclamé par voie de *subpoena* un nombre important de documents à la GRC, à la SQ et au SPCUM. Elle a dû, en outre, assigner plusieurs témoins à comparaître devant elle.

Les assignations et les *subpoenae (duces tecum)* émis par la Commission ont donné lieu aux contestations devant les tribunaux décrites au Tableau 1.

### 2.1 QUESTIONS SOULEVÉES PAR LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

Parmi toutes ces procédures, la plus importante est celle qui a été engagée par le Solliciteur général du Canada et le Procureur général du Canada sous la forme d'une requête pour l'émission d'un bref d'évocation devant la Cour supérieure. Cette requête en évocation a été rejetée le 9 décembre 1977 par l'Honorable juge James K. Hugessen. Elle a été accueillie en entier par la Cour d'Appel le 21 février 1978 et, en partie, par la Cour suprême du Canada qui a statué, le 31 octobre 1978, sur la constitutionnalité du mandat de la Commission. Les points qui ont été débattus devant les tribunaux peuvent être regroupés sous trois chefs:

#### (i) Les questions spécifiquement juridiques:

- *La Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois* doit-elle être assimilée à un tribunal soumis à la procédure d'évocation prévue par les articles 834 et 846 du Code de procédure civile?
- *La Commission d'enquête sur des opérations policières en territoire québécois* doit-elle être considérée comme un tribunal devant lequel le Solliciteur général du Canada puisse faire usage de son droit de refuser par *affidavit* la production de documents dont la divulgation mettrait en péril la sécurité nationale? Le droit précédemment allégué est conféré au Solliciteur général en vertu de l'article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale*.



(ii)

**Les questions constitutionnelles en droit:**

Parmi les cinq questions constitutionnelles distinguées par la Cour suprême du Canada, nous reproduisons, en respectant la numérotation que celle-ci a adoptée, les trois questions qui concernent directement les limites imposées à l'enquête:

Question 3:

*«Lorsque des membres d'une institution fédérale, soit la Gendarmerie royale du Canada, sont impliqués dans des actes qu'on allègue être criminels ou répréhensibles, un commissaire chargé d'une enquête en matière d'administration de la justice dans la province en vertu d'une loi provinciale a-t-il le droit, en faisant enquête sur les circonstances entourant la perpétration desdits actes, de s'enquérir sur:*

- a) l'institution fédérale, soit la Gendarmerie royale du Canada;*
- b) les règles, les politiques et la procédure régissant les membres de l'institution qui y sont impliqués;*
- c) le fonctionnement, les politiques et la gestion de l'institution;*
- d) la gestion, le fonctionnement, les politiques et la procédure du service de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada;*

*et de faire des recommandations sur les mesures à prendre pour éviter que de tels actes ne se reproduisent à l'avenir?»*

Question 4:

*«Le Solliciteur Général du Canada ou un autre ministre de la Couronne aux droits du Canada, ès qualité, peut-il être contraint par un commissaire chargé d'une enquête en matière d'administration de la justice dans la province en vertu d'une loi provinciale de comparaître, de témoigner et de déposer des documents?»*

Question 5:

*«Est-ce qu'un ministre de la Couronne aux droits du Canada, ès qualité, a le pouvoir constitutionnel d'empêcher par un affidavit ou autrement la production de documents réclamés par un commissaire chargé d'une enquête en matière d'administration de la justice dans la province en vertu d'une loi provinciale lorsque ces documents peuvent se rapporter à la perpétration d'actes qu'on allègue être criminels ou répréhensibles, à des circonstances les entourant ou à leur fréquence?»*

(iii)

**Les questions constitutionnelles en rapport avec le mandat de la Commission.**

- Le mandat de la Commission est-il effectivement *ultra vires* de la juridiction du Québec?

## 2.2 RÉPONSES APPORTÉES PAR LES TRIBUNAUX

Les réponses qui ont été apportées par les divers tribunaux devant lesquels la Commission a défendu son droit d'effectuer de façon complète l'enquête autorisée par son mandat ont été différentes. Tant le mandat de la Commission que la façon dont elle le remplissait ont d'abord été reconnus juridiquement valides dans plusieurs décisions rendues par la Cour supérieure. La Cour d'Appel a cependant finalement accueilli, le 21 février 1978, la requête pour l'émission d'un bref d'évocation déposée par les avocats du Solliciteur général du Canada et le Procureur général du Canada. La décision de la Cour d'Appel n'a toutefois pas été en tous points unanime, l'Honorable juge Kaufman affirmant que les travaux de la Commission ne constituaient pas une enquête illégitime sur le fonctionnement interne de la GRC. Toutes les questions précédemment soulevées ont obtenu une réponse juridiquement définitive dans un jugement que la Cour suprême du Canada a rendu le 31 octobre 1978. Ce jugement mettait fin à plus de huit mois d'interruption des travaux de la Commission. Les réponses apportées par la Cour suprême aux questions énumérées dans la section précédente sont les suivantes:

(i) À l'égard des pouvoirs exercés par la Commission, la Cour suprême a estimé que celle-ci pouvait être considérée comme un organisme soumis à la procédure d'évocation prévue par le Code de procédure civile. Elle a également conclu que l'article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale* s'appliquait à la Commission.

(ii) Pour ce qui est des questions proprement constitutionnelles, nous reproduirons une nouvelle fois, pour rendre la lecture plus aisée, la formulation donnée à ces questions par la Cour suprême, ainsi que les réponses qu'elle y a apportées.

### «Question 2:

*Est-ce que les pouvoirs de faire enquête d'un commissaire nommé en vertu d'une loi provinciale en matière d'administration de la justice dans la province, sont limités par le partage des pouvoirs législatifs en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique?*

*Réponse:*

Oui.

### Question 3:

*Lorsque des membres d'une institution fédérale, soit la Gendarmerie royale du Canada, sont impliqués dans des actes qu'on allègue être criminels ou répréhensibles, un commissaire chargé d'une enquête en matière d'administration de la justice dans la province en vertu d'une loi provinciale a-t-il le droit, en faisant enquête sur les circonstances entourant la perpétration desdits actes, de s'enquérir sur:*

a) l'institution fédérale, soit la Gendarmerie royale du Canada;

- b) les règles, les politiques et la procédure régissant les membres de l'institution qui y sont impliqués;
- c) le fonctionnement, les politiques et la gestion de l'institution;
- d) la gestion, le fonctionnement, les politiques et la procédure du service de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada;

et de faire des recommandations sur les mesures à prendre pour éviter que de tels actes ne se reproduisent à l'avenir?

Réponse:

Non.

Question 4:

Le Solliciteur Général du Canada ou un autre ministre de la Couronne aux droits du Canada, *ès qualité*, peut-il être contraint par un commissaire chargé d'une enquête en matière d'administration de la justice dans la province en vertu d'une loi provinciale de comparaître, de témoigner et déposer des documents?

Réponse:

Non.

Question 5:

Est-ce qu'un ministre de la Couronne aux droits du Canada, *ès qualité*, a le pouvoir constitutionnel d'empêcher par un affidavit ou autrement la production de documents réclamés par un commissaire chargé d'une enquête en matière d'administration de la justice dans la province en vertu d'une loi provinciale lorsque ces documents peuvent se rapporter à la perpétration d'actes qu'on allègue être criminels ou répréhensibles, à des circonstances les entourant ou à leur fréquence?

Réponse:

Oui.»

- (iii) Dans la mesure où l'enquête de la Commission porte sur les agissements de la GRC, les parties suivantes de son mandat ont été estimées *ultra vires* de la juridiction du Québec:

«Question 1:

Est-ce que les arrêtés en conseil portant les numéros 1968-77, 2736-77, 2986-77 et 3719-77 sont, en tout ou en partie, *ultra vires* de la province de Québec?

Réponse:

Oui dans la mesure suivante en ce qui concerne la Gendarmerie royale du Canada: à l'alinéa a), l'expression «et la fré-

quence de leur utilisation»; à l'alinéa c) l'expression «ainsi que la fréquence de leur utilisation»; et l'alinéa d).»

### 3 LA DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME ET SES CONSÉQUENCES

Le jugement rendu par la Cour suprême ne pose des limites aux travaux de la Commission qu'en ce qui concerne la GRC. Ce corps policier relève en effet d'une juridiction proprement fédérale. C'est pourquoi les limites imposées par la Cour suprême aux investigations de la Commission s'avèrent dirimantes pour l'enquête sur toutes les opérations impliquant la participation des policiers de la GRC.

Les conséquences de ce jugement peuvent s'énoncer de façon générale; elles peuvent également être rapportées à chacune des opérations explicitement énumérées dans le mandat de la Commission, dans la mesure où certaines de ces opérations ont été effectuées par la GRC ou avec sa participation.

#### 3.1 CONSÉQUENCES GÉNÉRALES

Les conséquences générales du jugement rendu par la Cour suprême sont les suivantes:

(i) La Commission doit se confiner à ne produire qu'une description circonstancielle d'un certain nombre d'agissements illégaux ou répréhensibles sans disposer des moyens de vérifier dans quelle mesure ces opérations policières se sont produites à l'intérieur de politiques et de pratiques sanctionnées par des directives émanant de la GRC.

(ii) Faute de pouvoir assigner à comparaître devant elle les personnes ayant occupé les fonctions de Solliciteur général du Canada et d'adjoint au Solliciteur, il est difficile pour la Commission d'évaluer l'efficacité des contrôles exercés par l'autorité politique fédérale sur la GRC et de déterminer en toute équité qui porte la responsabilité ultime des agissements illégaux dont ce corps de police s'est rendu responsable.

(iii) Le jugement de la Cour suprême reconnaît le droit du Solliciteur général du Canada d'invoquer sans autre forme d'explication des motifs relevant de la sécurité nationale pour refuser de produire des documents pertinents à l'enquête d'une Commission. Par ce jugement, la Cour suprême renforce ce que l'Honorable juge en chef de la Cour supérieure Jules O. Deschênes a appelé, dans une étude approfondie de l'article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale*, l'immunité absolue de l'exécutif par rapport au judiciaire (*Le Procureur général du Canada et Claude Vermette -vs- La Commission des droits de la personne*, (1977) C.S. 47). Parmi les pays dont l'Honorable juge Deschênes a étudié les pratiques juridiques — Angleterre, Australie, Nouvelle-Zélande et États-Unis d'Amérique — le Canada est le seul à favoriser de façon répétée la doctrine de l'immunité absolue. Cet article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale* a été estimé rétrograde par l'Honorable juge Owen de la Cour d'Appel dans sa dissidence dans l'affaire de *La Commission des droits de la personne -vs- Le Procureur général du Canada et Claude Vermette*, (1978) C.A. 67.

(iv) Le pouvoir de la Commission de faire des recommandations relatives aux mesures à prendre pour que les agissements illégaux de la GRC ne se reproduisent plus dans l'avenir a été jugé *ultra vires* de la juridiction du Québec. Cette partie du jugement de la Cour suprême s'applique à des recommandations qui auraient pour objet de modifier le fonctionnement interne de la GRC. L'Honorable juge Pigeon a toutefois reconnu dans son jugement que:

*«La commission peut donc, quel que soit le sujet de l'enquête à laquelle elle a validement procédé, soumettre un rapport d'où il ressort que certaines modifications de la loi fédérale sont souhaitables.»*

(p. 20-21)

### 3.2 CONSÉQUENCES PARTICULIÈRES

Au regard des opérations policières examinées par la Commission, les limites qui ont été imposées à ses travaux ont principalement eu les conséquences suivantes:

(i) Pour ce qui est de l'opération «BRICOLE», de l'incendie de la grange «Le Petit Québec libre», du vol de dynamite, du recrutement des sources et de l'émission par la GRC du faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve», il a été difficile pour la Commission d'établir en toute certitude, sur une base documentaire irréfutable, dans quelle mesure ces opérations se rattachaient au programme «*Disruptive Tactics*» (tactiques de neutralisation).

(ii) Comme on le constatera dans les chapitres subséquents du rapport, la Commission a recueilli des témoignages et elle a analysé des documents policiers, dont le contenu peut être ainsi résumé: la stratégie agressive qui s'applique par l'utilisation de tactiques de neutralisation («*Disruptive Tactics*») aurait été élaborée après l'échec policier à prévenir les enlèvements qui marquèrent le mois d'octobre 1970 au Québec. La Commission n'a pu vérifier la véracité de ces affirmations et établir à sa satisfaction la date à laquelle ce programme de neutralisation («*Disruptive Tactics*») a été formulé et mis en application. Certains indices suggèrent toutefois qu'il aurait été conçu et appliqué avant l'année 1970.

(iii) La Commission n'a pu élucider d'une façon qui la satisfasse les motifs qui ont conduit à l'exécution de l'opération «HAM» (reproduction clandestine de la liste des membres du Parti Québécois).

(iv) Ayant été inclus dans son mandat à la suite du jugement rendu par la Cour suprême, l'article relatif au recrutement des informateurs par des moyens illégaux ou répréhensibles, de même que celui concernant la production de faux communiqués, n'ont pu donner lieu à une enquête approfondie sur la part de la GRC à des opérations de cette nature. Par exemple, la Commission a dû se borner à faire rapport sur les quatre cas de recrutement de source qui lui furent soumis, sous la forme d'exposés de faits (exhibits P-109-A, B, C, D), par le Solliciteur général du Canada. Notons à quel point l'examen de ces quatre cas ne videra pas le problème constitué par ces pratiques.

Il est aussi une conséquence du jugement de la Cour suprême qui mérite une discussion particulière. En suite à ce jugement, le pouvoir de la Commission de réclamer des documents du Solliciteur général du Canada a été à toutes fins pratiques annulé. L'expérience de la Commission lui ayant révélé qu'il était relativement inutile d'assigner des témoins appartenant à un corps policier, si

elle ne disposait pas de la base documentaire nécessaire à la préparation de ses interrogatoires, elle a dû renoncer à questionner des témoins de la GRC qui n'avaient pas comparu devant elle avant le jugement rendu par la Cour suprême. Or, il est une règle de pratique de la Commission qui lui fait contrainte de ne pas recommander de sanctions ni de porter de blâme contre des personnes qui n'auraient pas été entendues devant elle. C'est pourquoi la Commission se verra obligée, relativement à la question des poursuites contre les policiers qui se seraient rendus coupables de délits, de formuler une recommandation *générale* d'instituer des poursuites. Cette recommandation sera fondée sur l'état du dossier de la Commission, tel qu'il est exposé dans le présent rapport. Eût-elle pu interroger dans des conditions satisfaisantes tous les policiers impliqués dans les actes illégaux qui ont été portés à sa connaissance, la Commission aurait alors pu recommander des poursuites contre un nombre déterminé de policiers, tous identifiés par leur nom.

Ces remarques ne doivent cependant pas occulter le fait qu'il est des policiers qui ont été entendus par la Commission, certains étant de haut rang, et contre lesquels des poursuites s'imposent. Il appartient au Procureur général du Québec de prendre la décision d'instituer ces poursuites, sur la base du rapport qui lui est soumis par la Commission.

Il est enfin une dernière conclusion qui doit être tirée de la somme des représentations que cette Commission a dû faire devant les tribunaux pour continuer de remplir son mandat. Cette conclusion est autant relative aux difficultés qu'a rencontrées la Commission à établir la vérité complète sur les opérations relevant de son mandat qu'à son efficacité propre comme moyen de contrôle de la légalité des opérations policières.

Considérée comme un moyen de contrôler la légalité des opérations menées par la police, une commission d'enquête se révèle à l'expérience comme un instrument coûteux pour les fonds publics et dont l'efficacité pratique est continuellement restreinte par les complexités de la procédure judiciaire.

Les multiples représentations que la Commission a dû faire devant les tribunaux ont allongé de plus d'une année la poursuite de ses travaux. Ces représentations, par le nombre considérable de personnes impliquées, ont constitué une importante dépense de fonds publics.

## 4 LES MOYENS D'ENQUÊTE

La Commission n'a jamais disposé d'un personnel enquêteur; c'est pourquoi le Commissaire et son propre personnel ont dû assumer toutes les tâches afférentes à l'enquête. Il a été porté à l'attention de la Commission que des policiers du SPCUM se seraient présentés devant certains de ses témoins en alléguant être mandatés par la Commission. Ils ne le furent jamais et la Commission tient à dénoncer avec vigueur de tels agissements.

Les moyens d'enquête utilisés par la Commission furent, pour l'essentiel:

- l'audience publique;
- l'audience à huis clos;
- l'analyse de documents obtenus par *subpoenae*.

Par rapport aux deux types d'audiences auxquelles elle a recouru, la Commission tient à faire les déclarations suivantes:

**Par rapport à l'audience à huis clos:** l'audience à huis clos n'a jamais eu pour fonction que de permettre à la Commission de démêler, avec le maximum de célérité et d'économie, l'écheveau parfois très complexe des dossiers dont elle a eu à traiter. Il n'est pas un seul fait pertinent aux articles du mandat de la Commission, et qui aurait été révélé à huis clos, qui ne soit inclus dans son rapport.

**Par rapport à l'audience publique:** les audiences publiques ont suscité, à l'occasion, des critiques relativement à la publicité préjudiciable faite à la réputation des témoins par leur tenue. La Commission n'entend pas contester le fond de légitimité sur lequel reposent ces critiques. Il lui importe toutefois d'affirmer que seule la pression créée auprès de l'opinion publique par le résultat de ses premières audiences lui a permis d'accomplir des percées dans la poursuite de ses travaux. Comme en témoignent à l'évidence, on le verra, l'enquête à huis clos devant M. le juge Vincent et celle effectuée par le Solliciteur général du Québec en marge de l'opération «BRICOLE», les enquêtes menées à huis clos ne produisent que très peu de révélations.

Il appartient donc aux citoyens du Québec et à leurs mandataires politiques de manifester clairement leur volonté quant à l'institution de commissions d'enquête dont les travaux se poursuivent en public.





---

**DEUXIÈME PARTIE**

**L'INFILTRATION  
DE CELLULES  
FELQUISTES  
DE NOVEMBRE 1970  
À JANVIER 1972**



DE novembre 1970 à la fin de 1971, un informateur de police à l'emploi du SPM<sup>1</sup> a été étroitement impliqué dans la rédaction et la diffusion de communiqués émis au nom du FLQ. Dans la mesure où certains de ces communiqués ont revendiqué des attentats terroristes, l'informateur a été impliqué à des degrés divers dans ces attentats. Cet informateur de police était Mme Carole Devault. L'infiltration de Mme Devault au sein du FLQ a parfois été désignée pendant les audiences de la Commission sous le nom de l'opération «POUPETTE». «POUPETTE» était un sobriquet par lequel les policiers se référaient à Mme Devault. Celle-ci a elle-même utilisé ce sobriquet pour signer un rapport qu'elle a soumis à la police de Montréal.

L'opération «POUPETTE» est profondément différente de celles sur lesquelles nous aurons à faire subséquemment rapport. Voici quelles sont les principales différences:

- (i) Elle n'a pas été, comme les autres opérations qui ont fait l'objet de son enquête, officiellement divulguée à la Commission. La nature de cette opération s'est progressivement révélée à la suite d'investigations qui ont rencontré une résistance constante.
- (ii) S'étant poursuivie au-delà d'une année, elle ne constitue pas un incident isolé. L'infiltration de Mme Devault au sein du FLQ a fourni le cadre d'une suite complexe d'opérations policières.
- (iii) L'opération «POUPETTE» manifeste en conséquence tous les aspects de la répression du terrorisme pour la période pendant laquelle elle s'est déroulée. Parmi ces aspects de la répression du terrorisme, il convient d'énumérer:
  - les relations entre les corps policiers;
  - la manipulation de l'opinion publique;
  - la participation d'un informateur à des activités illégales;
  - le type de contrôle exercé par la police sur les activités terroristes.

À cause des traits précédemment énumérés, faire rapport sur l'opération «POUPETTE» constitue une tâche complexe. Deux autres facteurs viennent en outre compliquer davantage cette tâche. Remarquons, premièrement, que la police de Montréal n'est pas le seul service de police qui soit impliqué dans l'émission de communiqués felquistes d'authenticité douteuse: des policiers de la GRC ont eux-mêmes émis un faux communiqué, au nom de la cellule «La Minerve», en décembre 1971. Il faut se souvenir, deuxièmement, que la question du recrutement des sources par un corps policier forme l'un des articles du mandat de la Commission et que le dossier relatif au recrutement des sources est lié de façon intrinsèque à celui de l'émission de communiqués felquistes inauthentiques. En conséquence, rendre compte du recrutement des informateurs et des ques-

---

<sup>1</sup>Pendant la plus grande partie de cette époque, le SPCUM s'appelait encore le Service de la Police de la Ville de Montréal. Nous avons décidé de le désigner, pour des raisons pratiques, par le sigle «SPM».

tions connexes à l'émission de communiqués au nom du FLQ équivaut, on s'en apercevra progressivement,

- à tracer un portrait relativement complet d'une partie considérable des activités revendiquées par le FLQ dans la suite immédiate des événements d'octobre 1970;
- à décrire les opérations policières conjointes entreprises pour contenir ces activités.

C'est pourquoi nous adopterons, pour cette deuxième partie du rapport, un mode de présentation différent de celui que nous utiliserons dans la partie subséquente.

En effet, pour mettre en relief les résultats de notre enquête, nous procéderons en établissant un contraste.

Dans le chapitre initial de cette partie, nous présenterons plusieurs versions des activités terroristes qui ont marqué la période s'étendant de novembre 1970 jusqu'au début de l'année 1972. Toutes ces versions représentent, à des degrés divers, la vérité officielle sur les activités du FLQ.

À ces diverses représentations des activités du FLQ, nous opposerons dans les chapitres subséquents celle qui s'est progressivement dégagée de notre enquête. Les résultats de cette enquête seront énoncés de la façon suivante:

- le chapitre IV formulera les résultats de l'enquête sur l'authenticité des communiqués émis par le FLQ de novembre 1970 à janvier 1972;
- le chapitre V fera état des résultats de l'enquête sur les opérations terroristes revendiquées dans ces communiqués;
- le chapitre VI rapportera les résultats de l'enquête sur l'implication de Mme Devault dans d'autres opérations du FLQ.

Nous formulerons, au terme du chapitre VI, nos conclusions sur le contraste qui aura été établi entre les versions prétendument officielles des activités du FLQ pour la période où nous les aurons examinées et la version de ces activités dégagée par l'enquête de la Commission.

Un dernier chapitre de cette seconde partie du rapport nous fournira l'occasion d'analyser le contexte des opérations policières décrites dans les chapitres antérieurs. Ce chapitre VII du rapport servira autant de rétrospective pour la deuxième partie que d'introduction générale à la suite des opérations dont nous rendons compte dans la troisième partie.

---

## CHAPITRE III

---

# LES DIFFÉRENTES VERSIONS DES ACTIVITÉS DU FLQ DE NOVEMBRE 1970 À JANVIER 1972

<b>1</b>	<b>LES VERSIONS DIFFUSÉES DANS L'OPINION PUBLIQUE</b>	<b>49</b>
1.1	Version contenue dans les communiqués officiels du FLQ	49
1.11	Nombre et classification des communiqués	49
1.12	Résumé du contenu des communiqués officiels du FLQ	51
1.13	Autres communiqués	56
1.14	Caractéristiques des communiqués précédemment résumés	57
1.2	Version diffusée par la reproduction dans la presse des communiqués du FLQ	59
<b>2</b>	<b>LA VERSION DE LA SQ, LA VERSION ÉLABORÉE D'APRÈS DES DOSSIERS DE LA GRC ET CELLE DU CAD</b>	<b>60</b>
2.1	Version transmise par la SQ au Ministère de la Justice du Québec	60
2.2	Version élaborée d'après des dossiers de la GRC	63
2.3	Version du CAD	68
	<b>CONCLUSION</b>	<b>70</b>



AVANT de décrire les activités du FLQ, telles qu'elles ont été diffusées dans l'opinion publique par la presse et telles qu'elles apparaissent dans les rapports élaborés par des corps policiers et par des documentalistes, il importe à la Commission d'énoncer de façon claire sur quelle période des activités terroristes en territoire québécois elle a fait porter le poids de son enquête.

La Commission a d'abord été contrainte d'examiner certaines des activités du FLQ pour progresser dans son enquête sur l'authenticité des communiqués produits et diffusés au nom de ce mouvement terroriste. Un policier de la GRC, M. Raymond Langevin, avait en effet déclaré devant la Commission que la police de Montréal avait alimenté les milieux terroristes en papier officiel du FLQ, papier qu'elle s'était approprié au cours d'une saisie dans l'appartement de la rue Des Récollets où M. James Richard Cross avait été détenu avant sa libération, le 3 décembre 1970. Pour vérifier l'exactitude de ce témoignage, la Commission a interrogé des membres de la cellule Libération. Ces interrogatoires avaient pour fin de déterminer dans quelle mesure le papier utilisé par cette cellule pour produire ses communiqués aurait pu être acheminé sans l'intervention de la police vers ceux qui se proposaient de prendre la relève de la cellule Libération.

Par suite des recherches auxquelles elle s'est livrée dans les dossiers de la police et par suite également des premières révélations contenues dans le témoignage rendu à huis clos devant la Commission par Mme Carole Devault, la Commission a dû approfondir davantage son enquête sur la nature véritable de certaines activités du FLQ. La collaboration de Mme Devault avec la police de Montréal a commencé de s'établir à partir du 6 novembre 1970 et elle s'est poursuivie de façon très étroite pendant toute l'année 1971. Le premier des communiqués felquistes qui fut produit avec la collaboration de Mme Devault date du 14 novembre 1970.

Ces considérations faites, la Commission peut donc déclarer que la période sur laquelle elle a concentré son enquête sur les matières précédemment décrites s'étend de *novembre 1970 à janvier 1972*.

Cette période est caractérisée par deux types d'événements:

(i) La restructuration improvisée du FLQ et la poursuite de la lutte armée par les groupes qui prirent la relève des cellules Libération, responsable de l'enlèvement de M. Cross, et Chénier, responsable de l'enlèvement et du meurtre de M. Pierre Laporte. Ces groupes faisaient partie des groupes de support des cellules Libération et Chénier pendant la période où furent séquestrés MM. Cross et Laporte. Ils ont donc pris une certaine part aux activités du FLQ en octobre, novembre et décembre 1970.

(ii) La liquidation apparente de la Crise d'octobre, avec la découverte par la GRC de l'endroit où M. Cross était séquestré, avec le départ pour Cuba d'une partie des membres de la cellule Libération et avec, enfin, l'arrestation des frères Rose — Paul et Jacques — et celle de M. Francis Simard. Ces événements ont eu lieu pendant les deux derniers mois de l'année 1970.

C'est le premier de ces deux types d'événements qui a principalement fait l'objet des investigations de la Commission.

La fin de la Crise d'octobre a fait l'objet d'une partie du rapport déposé par Me Jean-François Duchaine et n'a pas constitué, sinon par incidence, la matière de l'enquête que nous avons conduite. C'est pourquoi les différentes versions des activités du FLQ dont nous ferons état concerneront essentiellement les actions menées par d'autres cellules que celles qui procédèrent aux enlèvements de MM. Cross et Laporte.

Ces versions des activités du FLQ peuvent être regroupées en deux grandes catégories, qui font l'objet des deux principales subdivisions de ce chapitre.

- (i) Les versions qui furent diffusées dans l'opinion publique:
  - la version des activités du FLQ qui apparaît dans les communiqués officiels de ce mouvement;
  - la version commentée, et dans certains cas largement amplifiée, de ces activités, telle qu'elle a été diffusée par la reproduction dans la presse des communiqués du FLQ;
- (ii) Les versions qui furent élaborées à l'intention des autorités politiques ou à celle de la direction des corps policiers:
  - la version des activités du FLQ transmise par la SQ au ministère de la Justice du Québec;
  - une version élaborée d'après des dossiers de la GRC;
  - la version du Centre d'analyse et de documentation (CAD).



---

# 1 LES VERSIONS DIFFUSÉES DANS L'OPINION PUBLIQUE

---

## 1.1 VERSION CONTENUE DANS LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS DU FLQ

De quelque nature qu'elles soient, toutes les versions des activités du FLQ qui ont été reconstituées ont pris leur source dans les communiqués réputés officiels émis par ce mouvement. Il est donc indispensable de se livrer à une analyse détaillée de ces communiqués. C'est en effet essentiellement par leur voie que le FLQ s'est publiquement manifesté comme mouvement armé,

- soit en revendiquant la responsabilité de certains attentats terroristes;
- soit en proférant des menaces et en appelant à la lutte armée;
- soit enfin en prenant violemment position sur des questions politiques et sociales.

Il ne faut toutefois pas se hâter d'attribuer au FLQ toutes les violences dont le Québec fut témoin de novembre 1970 à la fin de l'année 1971. Quelques-unes des bombes qui éclatèrent pendant cette période relèvent moins des activités du FLQ que de conflits syndicaux exacerbés. Nous verrons de la même façon que dans la somme des communiqués émis au nom du FLQ, seuls quelques-uns seront véritablement authentifiés par ce mouvement.

---

### 1.11 NOMBRE ET CLASSIFICATION DES COMMUNIQUÉS

Pour la période que nous avons retenue, le nombre de communiqués diffusés au nom de l'une ou l'autre des cellules présumément felquistes est relativement considérable. Une analyse de la SQ (exhibit C-91-A) ne dénombre pas moins de 86 communiqués émis au nom du FLQ pendant l'année 1971. Ces communiqués n'ont pas tous la même importance; à partir des informations qu'elle possédait, la SQ a procédé à la classification suivante de ces communiqués: communiqué « officiel », « semi-officiel », « secondaire » et « crac-pot », c.-à-d. farfelu. Cette classification établie par la SQ repose en grande partie sur la publication par le FLQ, le 24 octobre 1971, d'un communiqué conjoint qui avait pour but d'authentifier un certain nombre de cellules comme faisant véritablement partie du FLQ. Les cellules identifiées par ce communiqué sont les suivantes:

- Cellule Information Viger
- Cellule Information Pierre-Louis Bourret
- Cellule Nelson
- Cellule André Ouimet
- Cellule de Recrutement De Lorimier
- Cellule Organisation Joseph Duquet
- Cellule Financement Narcisse Cardinal
- Cellule Daunais

Il est possible de constituer, à l'instar de la SQ, à partir de cette énumération et à partir de certaines similarités existant entre les communiqués, la liste suivante des communiqués officiels qui ont émané des groupes prenant la relève des cellules Libération et Chénier.

## TABLEAU 2

### LISTE DES COMMUNIQUÉS OFFICIELS DU FLQ DE NOVEMBRE 1970 À DÉCEMBRE 1971

Identification	Date	No d'exhibit
Information-Viger	07/11/70	C-14
Information Viger no 2	14/11/70	C-15
Information Viger 3	21/11/70	C-16
Information Viger	05/12/70	C-20
André Ouimet no. 1	16/12/70	C-21
André Ouimet no. 2	06/01/71	C-28
Information-Viger <i>Journal Patriotes!</i>	08/01/71	C-29
Recrutement Delormier no 1 <sup>1</sup>	(12/02/71)	C-38
Wolfred Nelson no. 1	19/02/71	C-39
Organisation Joseph Duquet no. 1	06/03/71	C-43
A. Daunais #1	07/04/71	C-53
Organisation Joseph Duquet no 2 — manifeste —	08/05/71	C-56
Financement Narcisse Cardinal no 1	11/08/71	C-58
«Information Viger» Commando Elie Lalumière	25/09/71	C-62
Information Viger	06/10/71	C-65
Pierre-Louis Bourret no -1-	17/10/71	C-75
Frères-Chasseurs numéro un	17/10/71	C-76
Pierre-Louis Bourret no -2-	23/10/71	C-88
Conjoint	24/10/71	C-91
Michèle Gauthier No. 1	14/11/71	C-101
Financement Jalbert no 1	19/11/71	C-104
«Narcisse Cardinal»	25/11/71	C-107
Front de Libération du Québec <i>Sur la Grève Générale</i>	30/11/71	C-108

<sup>1</sup>Il est légitime de présumer que cette cellule a emprunté le nom du Chevalier *De Lorimier* en l'orthographiant «Delormier». Nous nous référons à cette cellule en rétablissant l'orthographe (cellule Recrutement De Lorimier). Ce communiqué n'est pas daté; il a été émis, d'après les recherches de la Commission, le 12 février 1971.

Cette liste coïncide, à deux exceptions près, avec celle des communiqués officiels du FLQ, telle qu'elle a été élaborée par la SQ. Ces deux exceptions concernent respectivement:

- (i) Les communiqués produits en 1970 par la cellule Information Viger
- (ii) et les deux premiers communiqués de la cellule André Ouimet (le premier des communiqués de cette cellule a été diffusé en 1970 et le second, au tout début de l'année 1971, soit le 6 janvier 1971).

Comme la liste établie par la SQ n'est relative qu'à des communiqués produits en 1971, il est inévitable que des communiqués émis en 1970 par les cellules susmentionnées n'y apparaissent pas. Il ne fait toutefois aucun doute que ces communiqués doivent être considérés comme officiels, car les cellules Information Viger et André Ouimet se situent parmi celles qui sont énumérées dans le communiqué conjoint du 24 octobre 1971, à partir duquel la SQ a établi sa liste des communiqués officiels (les communiqués émis par la cellule Information Viger en 1971 sont classés par la SQ parmi les communiqués officiels).

## 1.12 RÉSUMÉ DU CONTENU DES COMMUNIQUÉS OFFICIELS DU FLQ

Tous ces communiqués, identifiés comme officiels, ont été largement reproduits et commentés dans la presse. Comme nous devons fréquemment, dans la suite de ce chapitre, nous référer à la nature et au contenu de ces communiqués, nous en présenterons maintenant un bref résumé, parfois assorti de commentaires propres à resituer le contexte des événements allégués dans le texte des communiqués.

### **Communiqué de la cellule Information Viger 7 novembre 1970**

Ce communiqué de la cellule Information Viger étant d'une nature particulière, nous devons faire état des circonstances de sa production. Il s'agit moins, en réalité, d'un communiqué du FLQ que de la révélation d'une preuve du caractère authentique d'un *autre* communiqué que la cellule Libération avait émis.

Vers le début du mois de novembre 1970, la cellule Libération vint à manquer de papier exclusif qu'elle avait jusque-là utilisé pour émettre ses communiqués (papier à en-tête du FLQ, marqué aux couleurs du vert, du rouge et du blanc, avec le dessin de la silhouette d'un « Patriote »). Il fallait donc que cette cellule, à défaut de pouvoir utiliser son papier habituel, fournisse une preuve irréfutable que le communiqué qu'elle avait émis (le communiqué numéro 11 (onze) de la cellule Libération, daté du 2 novembre 1970) provenait bien d'elle.

Deux photos de M. Cross furent prises à cet effet par ses ravisseurs. Ces photos parvinrent à des membres de la cellule Information Viger et ceux-ci é mirent, le 7 novembre 1970, le communiqué suivant, qui existe en deux versions manuscrites. Ces deux versions coïncident à un mot près. Nous ne reproduirons ici, pour des raisons pratiques, que l'une de ces versions.

« Samedi, 7 nov 70  
*Ci-joint, la preuve  
 de l'authenticité des  
 50.000 communiqués  
 diffusés par la  
 «cellule information  
 Viger».*

*Nous vaincrons  
 F.L.Q.»*

À chacune des deux versions de ce communiqué de la cellule Information Viger était jointe une photo différente de M. Cross, ainsi que le communiqué numéro 11 de la cellule Libération. L'authenticité de ce communiqué ne pouvant plus faire de doute, le FLQ espérait qu'il serait reproduit et diffusé en milliers d'exemplaires.

Notons que les dix premières lignes du communiqué numéro 11 de la cellule Libération sont identiques, à peu de choses près, à un communiqué précédent de la même cellule — le communiqué Numéro 10, daté du 17 octobre 1970. Ce communiqué avait été retrouvé par la police le 18 octobre 1970, mais le 7 novembre suivant, son texte n'avait pas encore été rendu public.

Après une perquisition effectuée en décembre 1970 à l'appartement où M. Cross avait été séquestré, la police était en mesure d'établir que les communiqués numéros 10 et 11 de la cellule Libération avaient tous deux été dactylographiés sur un appareil *Royale*, qui marquait des espaces 2.12. Cette machine à écrire fut trouvée dans l'appartement de la rue Des Récollets, d'où M. Cross avait été libéré le 3 décembre 1970. L'un et l'autre de ces communiqués ont été rédigés par M. Jacques Lanctôt (vol. 421, pp. 22-23).

#### **Communiqué no 2 de la cellule Information Viger 14 novembre 1970**

Ce communiqué expose les circonstances lors desquelles M. Bernard Lortie a été arrêté le 6 novembre 1970, au 3720 du chemin Queen-Mary. Il précise également le détail de la fuite des frères Rose et de M. Francis Simard, qui étaient restés dissimulés dans une cachette aménagée dans le même logis, d'où ils purent s'enfuir le 7 novembre 1970.

#### **Communiqué 3 de la cellule Information Viger 21 novembre 1970**

Ce communiqué est accompagné de deux lettres de M. Cross, transmises, comme l'avaient été ses photos, par la cellule Libération à la cellule Information Viger. Le communiqué dénonce la répression policière qui est exercée au Québec et somme le secrétaire général de l'ONU, M. U. Thant, qui avait

demandé que M. Cross soit libéré, de prendre position face aux «luttres de libération» menées par le peuple québécois et par divers peuples du Tiers-monde. Le communiqué se termine par une dénonciation de la presse.

**Communiqué de la cellule Information-Viger**  
**5 décembre 1970**

Ce communiqué, diffusé peu après la libération de M. Cross et le départ pour l'exil d'une partie des membres de la cellule Libération, annonce que le FLQ n'est pas mort et énonce des raisons de considérer la Crise d'octobre comme une victoire du FLQ. Il importe de noter que le dernier paragraphe du communiqué est parfaitement clair sur le nombre de personnes impliquées dans l'opération Libération: elles sont au nombre de sept.

**Communiqué no. 1 de la cellule André Ouimet**  
**16 décembre 1970**

Il s'agit pour l'essentiel d'un «communiqué-propagande». Le FLQ réitère qu'il n'est pas mort, prend position sur diverses questions sociales et affirme sa solidarité avec d'autres groupes engagés dans des activités similaires (*Black Panthers, Weathermen, etc.*).

**Communiqué no. 2 de la cellule André Ouimet**  
**6 janvier 1971**

Ce communiqué revendique un attentat à la bombe incendiaire (*cocktail molotov*) contre un édifice abritant les locaux de la compagnie Brink's.

**Journal *Patriotes!* de la cellule Information-Viger**  
**8 janvier 1971**

Il s'agit d'un document sur *Le statut colonial du Québec et des québécois*.

**Communiqué no 1 de la cellule Recrutement De Lorimier**  
**12 février 1971**

Il s'agit d'un autre communiqué-propagande (prise de position contre le capitalisme, etc.). Une note apparaissant à la fin du communiqué annonce cependant la distribution prochaine de brochures techniques sur la fabrication de bombes.

**Communiqué no. 1 de la cellule Wolfred Nelson**  
**19 février 1971**

Ce communiqué revendique un attentat à la bombe contre un bureau de poste de la rue Papineau. Cet attentat manifesterait la solidarité du FLQ avec les grévistes de la maison Lapalme.

**Communiqué no. 1 de la cellule d'organisation Joseph Duquet**  
**6 mars 1971**

Communiqué-propagande sur le thème de la nécessité, pour le peuple québécois, de prendre les armes et d'organiser sa colère.

**Communiqué #1 de la cellule A. Daunais  
7 avril 1971**

Communiqué produit dans le cadre d'une « Opération CEGEP ». À l'occasion d'un conflit impliquant les étudiants, les professeurs et les employés contre l'administration des cégeps et contre le gouvernement, le communiqué prend position en faveur des premiers.

**Communiqué no 2-manifeste- de la cellule d'organisation Joseph Duquet  
8 mai 1971**

Communiqué-propagande qui critique les politiques du gouvernement du Premier ministre Robert Bourassa. Ce communiqué tente de reproduire le ton du *Manifeste* du FLQ diffusé pendant la Crise d'octobre de 1970 et s'emploie à justifier la violence du FLQ par celle qui s'exerce contre les travailleurs (par les compagnies de finance, l'appareil politique, etc.).

**Communiqué no 1 de la cellule de Financement Narcisse Cardinal  
11 août 1971**

Ce communiqué revendique le dépôt d'une bombe, le 3 août 1971, auprès d'un magasin d'alimentation de la chaîne Steinberg, situé à Arvida. Le dépôt de cette bombe manifesterait l'appui du FLQ aux employés de Steinberg qui, à cette époque, étaient en grève.

**Communiqué de la « cellule Information Viger »  
Commando Élie Lalumière — 25 septembre 1971**

Ce communiqué revendique deux « expropriations » (vols de banque) qui ont eu lieu dans les jours précédents. Au cours de l'un de ces vols, effectué dans le quartier Rosemont à Montréal, un policier a été blessé et trois présumés felquistes ont été arrêtés (MM. Gérard Pelletier, Pierre Boucher et Michel Lafleur). M. Pierre-Louis Bourret a trouvé la mort au cours d'une fusillade, lors du second de ces vols, qui eut lieu dans la ville de Mascouche. Dans ce communiqué, le Front explique la nécessité où il se trouve d'avoir recours à des « expropriations » pour financer ses opérations.

**Communiqué de la cellule Information Viger  
6 octobre 1971**

La police ayant revendiqué le démantèlement de cette cellule à la suite des arrestations dont fait état le communiqué du 25 septembre précédent, la cellule Information Viger réaffirme son existence. Elle revendique, au nom du Front, sans toutefois les identifier, une série de « petites expropriations » qui sont survenues au cours des trois derniers mois.

**Communiqué no-1- de la cellule Pierre-Louis Bourret  
17 octobre 1971**

Communiqué-propagande qui rappelle les événements d'octobre 1970. Il précise que le peuple n'a rien à craindre du FLQ et profère, en termes voilés, des menaces à l'endroit de MM. Drapeau, Choquette, Bourassa, Neapole et Steinberg. Le communiqué précise également que le citoyen qui a abattu Pierre-Louis Bourret n'a pas à craindre de représailles de la part du FLQ.

**Communiqué numéro un de la cellule des Frères-Chasseurs  
17 octobre 1971**

Plusieurs communiqués seront publiés les 17, 18 et 19 octobre 1971. En plus des communiqués de la cellule Pierre-Louis Bourret et de la cellule des Frères-Chasseurs, deux nouvelles cellules se manifesteront, soit les cellules O'Callaghan et Perrault 1. Les communiqués émis par les cellules des Frères-Chasseurs et O'Callaghan sont de même nature: ils profèrent des menaces à l'endroit d'hommes publics et, en particulier, de M. Bourassa. Le communiqué de la cellule O'Callaghan annonce le recours prochain à l'«assassinat sélectif».

**Communiqué no-2- de la cellule Pierre-Louis Bourret  
23 octobre 1971**

Le 19 octobre 1971, un regroupement de cellules — les cellules Charles-Ambroise Sanguinet — s'était manifesté par un communiqué. Ce dernier communiqué et celui émis le 23 octobre par la cellule Pierre-Louis Bourret, sont apparentés à ceux qui ont été publiés, les 17, 18 et 19 octobre, par d'autres cellules: de façon générale, ils dénoncent l'appareil judiciaire et menacent de représailles M. Robert Bourassa et la magistrature qui instruit le procès de M. Paul Rose.

**Communiqué conjoint  
24 octobre 1971**

Il s'agit du communiqué conjoint que nous avons précédemment mentionné. Il semble que le FLQ, prenant position par rapport à la vague de communiqués publiés les 17, 18 et 19 octobre précédents, ait voulu authentifier officiellement un certain nombre de cellules. Le FLQ paraissait ainsi désavouer implicitement les nouvelles cellules qui s'étaient manifestées en produisant un communiqué (soit les cellules Perrault 1, O'Callaghan, Sanguinet et des Frères-Chasseurs. À noter toutefois que le communiqué Frères-Chasseurs est écrit sur du papier identique à celui utilisé par les cellules authentifiées.)

**Communiqué No. 1 de la cellule Michèle Gauthier  
14 novembre 1971**

Ce communiqué annonce la formation de la cellule Michèle Gauthier. (On verra dans la suite du rapport que cette cellule devait bientôt passer à l'action en effectuant un vol dans le sous-sol d'une église où se tenait un «bingo».)

**Communiqué no I de la cellule de Financement Jalbert  
19 novembre 1971**

Ce communiqué constitue en lui-même une opération du FLQ. Annonçant qu'une bombe à retardement a été déposée dans un avion en vol au moment du dépôt du communiqué, il réclame que \$200 000 soient déposés dans le compte de M. Jacques Lanctôt à Cuba. Suite au paiement immédiat de cette somme, le FLQ indiquera comment désamorcer la bombe.

**Communiqué de la cellule «Narcisse Cardinal»  
25 novembre 1971**

Ce communiqué revendique un attentat à la bombe (dynamitage d'un camion cellulaire) perpétré devant des locaux occupés par la Section anti-terroriste du SPM. Le communiqué réitère que le FLQ est un mouvement voué à la lutte armée et désavoue ceux qui se contentent de rédiger des communiqués pour la presse.

**Communiqué du Front de Libération du Québec *Sur la Grève Générale*  
30 novembre 1971**

Ce communiqué manifeste l'appui du FLQ à un projet de grève générale mis de l'avant par un front commun syndical.

### 1.13 AUTRES COMMUNIQUÉS

À cette liste de communiqués réputés officiels, nous ajoutons le communiqué no. III de la cellule «La Minerve» (exhibit C-116) et le communiqué signé par M. Claude Longtin en 1972 (exhibit C-119). Le premier de ces communiqués n'a pas été classifié par la SQ comme officiel; le second — celui de M. Longtin — n'apparaît pas dans la compilation de la SQ, puisqu'il a été publié en 1972. Nous ferons néanmoins une brève présentation de ces communiqués, car nous aurons ultérieurement à y faire référence.

**Communiqué no. III de la cellule «La Minerve»  
19 décembre 1971<sup>1</sup>**

Ce communiqué désavoue la position adoptée publiquement par M. Pierre Vallières dans les jours précédents. M. Vallières, alors en clandestinité, avait en effet fait parvenir au journal *Le Devoir* le premier chapitre de son livre *L'urgence de choisir*. Dans ce chapitre, il engageait les membres du FLQ à renoncer à la lutte armée et à se joindre au Parti Québécois pour y oeuvrer à l'avènement d'un Québec indépendant et souverain, en utilisant le processus démocratique. Rédigé dans un langage violent, le communiqué dénonce M. Pierre Vallières comme un révolutionnaire raté et engage les membres du FLQ à se joindre à la cellule «La Minerve» pour poursuivre la lutte armée.

**Communiqué émis au nom du Front de Libération du Québec, signé par M. Claude Longtin — 6 janvier 1972**

Intitulé *Lignes stratégiques et lignes de force: le FLQ*, ce communiqué est visiblement l'oeuvre d'un farceur. Il est signé par «Claude Longtin, Chef du FLQ». Pour farfêlu qu'il soit, ce communiqué n'en est pas moins écrit sur le papier dont se servait le FLQ pour émettre ses communiqués officiels. Nous nous proposons d'expliquer plus loin comment ce papier est parvenu à M. Longtin. C'est pourquoi le rapport fait état de ce communiqué.

<sup>1</sup>Ce communiqué n'est pas daté. Il a été émis, d'après les recherches de la Commission, le 19 décembre 1971.



### 1.14 CARACTÉRISTIQUES DES COMMUNIQUÉS PRÉCÉDEMMENT RÉSUMÉS

Les communiqués qui précèdent peuvent faire l'objet de deux types de regroupement (nous excluons de ces regroupements le communiqué de la cellule «La Minerve» et celui de M. Longtin, non classifiés comme «officiels»). Le premier de ces regroupements s'effectue sur la base du contenu des communiqués et le second, sur celle du papier utilisé pour les produire.

Eu égard à leur contenu, les communiqués dits «officiels» peuvent être regroupés en trois catégories.

(i) **Les communiqués relatifs aux derniers événements de la Crise d'octobre 1970:**

Information Viger	07/11/70
Information Viger no 2	14/11/70
Information Viger 3	21/11/70
*Information-Viger	05/12/70

Ces communiqués sont, par leur contenu, directement reliés aux événements d'octobre 1970; la cellule Information Viger a en effet assumé, pendant le mois de novembre 1970, des tâches d'information pour les cellules Libération et Chénier.

Les communiqués de la cellule Information Viger ne sont toutefois pas les seuls à avoir été émis pendant la fin de la Crise d'octobre: un communiqué conjoint a été émis par les cellules Chénier, Libération et Dieppe le 27 octobre 1970 et deux communiqués manuscrits, rédigés par M. Jacques Lanctôt, ont été émis par la cellule Libération le 3 décembre 1970. Ces deux derniers communiqués n'ont cependant pas été émis dans le cadre d'opérations d'information. Les deux communiqués du 3 décembre sont des messages des membres de la cellule Libération aux policiers qui assiégeaient le local de la rue Des Récollets et ils avaient pour fin de déterminer les modalités immédiates de la libération de M. Cross. Ayant été produits hors de tout doute par les ravisseurs de M. Cross, ces communiqués, rédigés sur un type de papier différent, on fait l'objet d'un examen attentif de la part de la Commission. Celle-ci a en effet consacré beaucoup d'efforts à tirer au clair la provenance du papier qui sera utilisé, après le 5 décembre 1970, par des membres du FLQ pour produire les communiqués classifiés comme officiels.

(ii) **Les communiqués qui revendiquent des attentats:**

André Ouimet no 2	06/01/71
*Wolfred Nelson no. 1	19/02/71
*Financement Narcisse Cardinal no 1	11/08/71

---

\*L'utilisation de cet astérisque est relative au second regroupement effectué; le critère qui prévaut à ce second regroupement est expliqué à la page suivante.

*«Information Viger»	
Commando Élie Lalumière	25/09/71
*Information Viger	06/10/71
*Michèle Gauthier No. 1 <sup>1</sup>	14/11/71
*Financement Jalbert no 1	19/11/71
*«Narcisse Cardinal»	25/11/71

(iii) **Les communiqués-propagande et communiqués-menaces:**

Cellule André Ouimet no. 1	16/12/70
*Information-Viger Journal <i>Patriotes!</i>	08/01/71
*Cellule Recrutement Delormier no 1	12/02/71
*Organisation Joseph Duquet no. 1	06/03/71
*A. Daunais #1	07/04/71
*Organisation Joseph Duquet no 2 — manifeste —	08/05/71
*Pierre-Louis Bourret no -1-	17/10/71
*Frères-Chasseurs numéro un	17/10/71
*Cellule Pierre-Louis Bourret no -2-	23/10/71
*Conjoint	24/10/71
*Front de Libération du Québec <i>Sur la Grève Générale</i>	30/11/71

Le second regroupement auquel il est possible de procéder, quant à ces communiqués, est relatif au type de papier utilisé. La plupart de ces communiqués sont produits sur du papier que nous désignerons comme «le papier officiel» du FLQ. Nous nous expliquerons, à la section 4 du chapitre IV, sur l'emploi de cette désignation, lorsque nous traiterons de la provenance du papier utilisé par les cellules, à compter du 5 décembre 1970. Le type de papier employé est d'ailleurs un des critères utilisé par la SQ dans sa classification des communiqués. Ce critère a également été retenu par la presse, quand elle s'est interrogée sur l'authenticité des communiqués émis au nom du FLQ (l'analyse parue dans les éditions des 18 et 19 octobre 1971 du *Journal de Montréal*, sous la plume de M. Pierre Bouchard, semble remarquablement informée à cet égard).

Pour ne pas allonger indûment cette section du rapport, nous n'avons pas jugé opportun de reproduire une seconde liste des communiqués, selon qu'ils ont été ou non écrits sur ce que nous avons appelé le papier officiel du F.L.Q. Le lecteur est donc prié de se reporter à la liste qui apparaît précédemment dans cette section: les communiqués qui sont précédés d'un astérisque ont été rédigés sur du papier officiel. Rappelons que le communiqué signé «Claude Longtin» fut également émis sur du papier officiel. Il n'en est pas ainsi pour le communiqué no. III diffusé par la cellule «La Minerve». Comme on le verra plus loin, le papier alors utilisé fut fabriqué par la GRC.

<sup>1</sup>Ce communiqué annonce l'entrée en action imminente de cette cellule; le pronostic se réalisera à très brève échéance.

Par leur contenu, les communiqués que nous venons de décrire ont fourni la matière des représentations du FLQ qui ont été diffusées par la presse ou élaborées à l'intention des autorités politiques et policières. Cette matière initiale sera amplifiée de manière à produire l'image du FLQ qui a contribué à tendre le climat social du Québec dans les années qui suivirent la Crise d'octobre 1970.

## 1.2 VERSION DIFFUSÉE PAR LA REPRODUCTION DANS LA PRESSE DES COMMUNIQUÉS DU FLQ

Les communiqués dont nous avons établi la liste, de même que les attentats que certains d'entre eux revendiquaient, firent l'objet d'une intense couverture de presse, tant écrite qu'électronique. Les principaux journaux qui étaient à l'époque publiés à Montréal — *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Journal de Montréal*, *Montréal Matin*, *Québec-Presse*, *The Gazette* et *The Montreal Star* — reproduisirent avec force commentaires les communiqués que nous avons, à l'instar de la SQ, qualifiés d'officiels.

Il est toutefois un journal qui a semblé accorder aux activités du FLQ, telles qu'elles étaient revendiquées par ses communiqués, une couverture plus voyante que les autres journaux. C'est *Le Journal de Montréal*, auquel plusieurs des communiqués émis étaient par ailleurs adressés. Un journaliste à l'emploi de ce journal, il s'agit de M. Pierre Bouchard, a écrit de nombreux articles sur les communiqués du FLQ. Nous reproduisons ici certaines des manchettes qui, en 1971, coiffaient ses articles:

- «Le FLQ distribuerait des brochures éducatives pour  
«APPRENTIS» TERRORISTES»  
(14 février 1971)
- «NOUVELLE CELLULE FLQ: COMMUNIQUÉ ET  
COUP DE FIL À NOTRE JOURNALISTE»  
(7 mars 1971)
- «LE FLQ ROMPT son silence de 6 semaines»  
(8 mai 1971)
- «LA BOMBE CHEZ STEINBERG: FLQ»  
(18 août 1971)
- «Un communiqué: LE FLQ N'EST PAS MORT»  
(8 octobre 1971)
- «3 COMMUNIQUÉS, et 4 CELLULES  
Principale préoccupation: les assassinats sélectifs»  
(18 octobre 1971)
- «SÉCURITÉ MAXIMUM pour Choquette, menacé par  
une cellule du FLQ»  
(18 octobre 1971)

— «AVANT LES TROIS DERNIERS COMMUNIQUÉS:  
A-T-ON SOUS-ESTIMÉ LA FORCE DU FLQ?»

(19 octobre 1971)

— «Autre communiqué FLQ, même teneur que les  
derniers: ASSASSINATS SELECTIFS!»

(21 octobre 1971)

— «LE FLQ: C'EST NOUS!»

(30 novembre 1971)

Ces manchettes manifestent assez bien le type de couverture qui a été accordé, dans une certaine presse, aux activités du FLQ en 1971: celui-ci était présenté sous les traits d'une organisation puissante et ramifiée en plusieurs cellules, dont les opérations fréquentes constituaient une menace active pour la sécurité des personnes et des biens et pour les libertés civiles au Québec. Nous reviendrons dans la conclusion générale au terme du chapitre VI sur cette image du FLQ qui fut diffusée dans l'opinion publique par la couverture accordée aux communiqués émis par les cellules felquistes.

Notons en terminant sur ce sujet, que la Commission s'est livrée à une analyse de la couverture de presse réservée aux activités du FLQ, de novembre 1970 à la fin de l'année 1971. L'importance accordée par la presse à la publication d'un communiqué présumément officiel du FLQ ne le cède en aucune façon à celle qui est conférée à d'autres activités de nature terroriste, comme le dépôt d'une bombe ou l'explosion d'un *cocktail molotov*.

## 2 LA VERSION DE LA SQ, LA VERSION ÉLABORÉE D'APRÈS DES DOSSIERS DE LA GRC ET CELLE DU CAD

### 2.1 VERSION TRANSMISE PAR LA SQ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC

Le 7 juin 1971, le directeur de la SQ, M. Maurice St-Pierre, faisait parvenir à M. Jérôme Choquette, alors ministre de la Justice du Québec, une lettre dans laquelle il tentait de faire le point sur les activités du FLQ depuis la Crise d'octobre de 1970. À cette lettre était joint un rapport du chef du Service de Sécurité de la SQ, l'inspecteur J. Léonard Gendron, rapport sur lequel M. St-Pierre se fondait pour soumettre son évaluation. Le rapport de M. Gendron est daté du 4 juin 1971 (les passages de la lettre de M. St-Pierre et du rapport de M. Gendron qui sont pertinents à la description des activités du FLQ ont été déposés devant la Commission sous le numéro d'exhibit P-215).

Dans son rapport, M. Gendron estime que le FLQ était le mouvement terroriste le plus actif parmi ceux qui opéraient au Québec à cette époque (l'Armée de Libération du Québec est un autre des mouvements que mentionne le rapport de M. Gendron). Le rapport Gendron contient un historique des activités

du FLQ, une brève description de sa structure et une évaluation de l'ampleur de ce mouvement en 1971.

Au chapitre de la structure du FLQ, le rapport Gendron mentionne, comme on peut s'y attendre, que le FLQ est constitué d'un certain nombre de cellules, qui comprennent de deux à trois membres. Pour ce qui est du nombre total des membres du FLQ, à l'époque où M. Gendron rédige son rapport, il s'avère difficile à déterminer «*étant donné que le nom de «Front de Libération du Québec» sert également d'identification à divers groupes dont le seul but est de commettre des actes criminels à leur avantage*» (exhibit P-215, p. 2).

La remarque que nous venons de citer prendra son importance dans l'évaluation subséquente qui sera faite par M. Gendron des activités du FLQ en 1971. La seule opération qui sera effectivement homologuée au FLQ en 1971 par M. Gendron sera le dépôt d'une bombe à une succursale postale située rue Papineau, à Montréal (cette opération fut revendiquée par la cellule Wolfred Nelson dans son communiqué du 19 février 1971).

Il convient de noter que dans les mois qui précéderent la rédaction du rapport Gendron, M. Reynald Lévesque avait déjà, d'après son acte d'accusation, lancé trois bombes incendiaires<sup>1</sup>: non revendiquées par voie de communiqué, ces opérations ne sont pas intégrées à l'évaluation réalisée par M. Gendron.

Nous reproduirons maintenant une partie de cette évaluation:

«1971: *Le Front de Libération du Québec nous a clairement démontré que l'évolution du terrorisme au Québec est basée en principe et se compare très bien au récit de la «Guérilla Urbaine» et dans cet oeuvre, suivent immédiatement après les enlèvements, les «assassinats sélectifs».*

*Déjà plusieurs informations, dont nous ne pouvons déterminer la véracité, nous révèlent que la prochaine étape sera justement celle des «assassinats sélectifs».*

*Plusieurs sources nous ont également rapporté des projets d'enlèvement. Un énorme travail de surveillance et d'enquêtes fut effectué mais ces projets n'ont pas été mis en application.*

---

<sup>1</sup> Le 10 mai 1973, M. Reynald Lévesque plaidera coupable, entre autres, a trois accusations d'avoir lancé un cocktail molotov — soit le 8 janvier 1971, contre les locaux de l'école Cardinal-Newman à Montréal, le 2 mars 1971, contre les locaux du Manège militaire du 22ième Régiment et le 1er mars 1971, contre un autre édifice situé dans la région montréalaise.

*Présentement, nous sommes au courant que quatre (4) cellules du F.L.Q. sont formées dans la région de Montréal et que probablement deux (2) autres sont en formation. On leur fait crédit d'une (1) bombe qui a été déposée au bureau des Postes Royales du Canada, rue Papineau à Montréal.*

*D'après certains communiqués qui nous sont déjà parvenus, il est clair que le F.L.Q. entend mener la lutte jusqu'au bout et par tous les moyens.»*

(Exhibit P-215, p. 4; nous soulignons)

Comme l'indique le dernier paragraphe de cette évaluation et comme en témoigne également le travail accompli par la SQ dans la classification des communiqués du FLQ, la perception du FLQ qui avait cours dans ce corps de police était déterminée, dans une mesure appréciable, par les communiqués de ce mouvement.

Nous le montrerons, de façon plus explicite, à l'aide de deux exemples.

Remarquons d'abord que dans les mois précédant la rédaction du rapport de M. Gendron, les communiqués suivants avaient été émis par le FLQ, sur le papier officiel de ce mouvement (nous verrons que Mme Devault est impliquée à divers titres dans la production de tous ces communiqués):

- le communiqué no 1 de la cellule  
Recrutement DeLorimier — 12 février 1971;
- le communiqué no. 1 de la cellule  
Wolfred Nelson — 19 février 1971;
- les communiqués nos 1 et 2 de la  
cellule d'organisation Joseph Duquet  
— 6 mars et 8 mai 1971;
- le communiqué # 1 de la cellule  
A. Daunais — 7 avril 1971.

Ces communiqués manifestent l'existence de quatre cellules felquistes: telle est exactement l'information qui sera soumise au directeur de la SQ par le chef du Service de Sécurité de ce même corps de police. Cette évaluation de l'ampleur du FLQ sera retransmise au Ministre de la Justice du Québec par M. St-Pierre.

Le thème des assassinats sélectifs, dans un second exemple, a été développé dans de nombreux communiqués du FLQ. Or, le premier paragraphe de la lettre précitée de M. St-Pierre se réfère explicitement à la possibilité que le FLQ commette de tels assassinats.

## 2.2 VERSION ÉLABORÉE D'APRÈS DES DOSSIERS DE LA GRC

Cette version est énoncée dans un document transmis à la Commission par le SPCUM. Il porte, dans ce service de police, le numéro de dossier F.L.Q. Vol: 7-S.A.T. 933-45 et ses pages ont une bordure verte où apparaît la mention «*Secret*». Ce document ne porte pas le sceau de la GRC ni celui du gouvernement du Canada. Les pages de ce document ne portent pas l'estampille qui apparaît régulièrement sur les documents fédéraux estimés confidentiels soit:

*«CE DOCUMENT appartient au Gouvernement du Canada. Il doit être mis à l'abri à titre de document*

SECRET

*son contenu en tout ou en partie ne doit pas être  
circulé sans consentement préalable de l'auteur.»<sup>1</sup>*

Il s'intitule *Current FLQ Groups* et date du 24 novembre 1971.

Voici pourquoi la Commission est parvenue à la conclusion que ce document avait été élaboré d'après des dossiers de la GRC.

(i) Il contient plus de 350 noms de personnes soupçonnées d'avoir des liens avec le FLQ. La plupart de ces noms sont suivis d'un numéro de dossier commençant par la lettre «D». La confection de ce type de document ne peut, à l'évidence, qu'être faite par une organisation policière. De quelle organisation s'agit-il? Nous verrons, lorsque nous traiterons de l'opération «HAM», que l'un des objectifs de cette opération était de mesurer le degré d'infiltration du Parti Québécois par des militants séparatistes extrémistes (terroristes ou sympathiques au terrorisme). Traduit dans le langage des dossiers de la GRC, cet objectif s'énonce ainsi:

*«According to our «G» section, the value  
of such an operation is great as it will  
provide the Force with updating data on  
most of our D 928 file subjects ( . . . )»*

(Télex de la GRC, 11 août 1972: exhibit P-301, par. 4)

---

<sup>1</sup>Les rapports de police et autres documents examinés par la Commission contiennent un nombre très considérable d'erreurs linguistiques (erreurs stylistiques, grammaticales, d'orthographe, de ponctuation, etc.). Nous n'avons pas jugé opportun de faire suivre chacune de ces erreurs de la mention «(sic)», par crainte de rendre celle-ci omniprésente.

**Traduction<sup>1</sup>:** D'après notre Section «G», la valeur d'une telle opération est grande, car elle fournira à la Force des renseignements à jour sur la plupart des sujets fichés dans notre dossier D 928.

Or, si l'on se réfère au document intitulé *Current FLQ Groups* on constate qu'un nombre important des noms qui y apparaissent sont suivis de la mention d'un numéro de dossier commençant par les inscriptions «D 928». Ces dossiers «D 928», de même que les autres dossiers identifiés par la lettre «D», sont de toute évidence des dossiers de la GRC.

(ii) Le document contient en outre plus de 60 précis biographiques («*biographical briefs*»). La rédaction de ces profils, parfois très détaillée, exige la possession d'une documentation considérable. On ne peut voir qui serait en possession d'une telle documentation, sinon un service de renseignements appartenant à un corps policier.

(iii) Le document se réfère parfois à la police de Montréal et à la SQ. La façon dont on se réfère à ces corps de police — en utilisant la troisième personne — semble exclure que ces derniers soient les auteurs du document.

(iv) Le document est rédigé en langue anglaise.

(v) Questionné, au cours d'un témoignage qu'il a rendu devant la Commission le 13 février 1979, sur l'ampleur du FLQ en 1971, le surintendant principal Donald Cobb de la GRC a fourni des réponses qui concordent de façon étroite avec le document intitulé *Current FLQ Groups*.

Pour la somme de ces raisons, la Commission est parvenue à la conclusion que ce document émanait originellement de la GRC ou, à tout le moins, qu'il aurait été élaboré d'après ses dossiers. Nous effectuerons maintenant une brève description du contenu du document.

Le document intitulé *Current FLQ Groups* comporte 37 pages d'analyse sur les différents réseaux felquistes qu'il identifie; il se prolonge de 20 appendices qui consistent pour l'essentiel en des biographies d'individus soupçonnés d'appartenir au FLQ (plusieurs biographies sont réunies à l'intérieur d'un même appendice). Une partie de l'introduction de ce document mérite d'être reproduite:

*«The new groups seem to have learned from the experiences of the Chenier and Liberation Cells, and have improved upon their techniques and their methods of recruitment. They are much more aware of security and have adopted measures which make it extremely difficult to gain admission into the groups. Only persons whom the leaders are certain can be trusted*

---

<sup>1</sup>À moins d'indications contraires, toutes les traductions qui apparaissent dans le présent rapport ont été effectuées par le personnel de la Commission. Celui-ci a toujours sacrifié l'élégance stylistique au caractère littéral de ses traductions.



*are accepted. As a result, it is increasingly difficult to penetrate these groups to obtain information about their activities and any information obtained to date has, generally, pertained only to peripheral activities. At the present time there are, in the Montreal area, a number of groups whose activities would indicate that they are preparing for action in the near future. It should be borne in mind, however, that there may well be other groups in Montreal or in the Province of Quebec which have not yet been detected.»*

(p. 1; nous soulignons)

**Traduction:**

Les nouveaux groupes semblent avoir tiré des leçons des expériences des cellules Chénier et Libération et ont amélioré leurs techniques et leurs méthodes de recrutement. Ils sont beaucoup plus conscients des problèmes de sécurité et ont adopté des mesures qui rendent extrêmement difficile l'admission à l'intérieur de ces groupes. Les seules personnes à être admises sont celles au sujet desquelles les chefs du mouvement ont acquis la certitude qu'ils pouvaient leur faire confiance. Il s'ensuit qu'il est de plus en plus difficile d'infiltrer ces groupes pour obtenir des renseignements sur leurs activités et que les renseignements obtenus jusqu'ici n'ont concerné, en général, que des activités périphériques. Il y a à l'heure actuelle un certain nombre de groupes, dans la région montréalaise, dont les activités indiqueraient qu'ils se préparent à passer à l'action dans un futur prochain. Il faudrait toutefois garder présent à l'esprit qu'il peut très bien exister d'autres groupes, à Montréal ou dans la province de Québec, qui n'ont pas encore été détectés.

Suite à cet avertissement sur la difficulté d'infiltrer les regroupements felquistes, le document procède à leur description. Il aurait existé au Québec, à l'époque de la rédaction de ce document — novembre 1971 — quatre groupes terroristes principaux, chacun de ceux-ci étant identifié par le nom de son ou de ses chef(s) présumé(s). À ces quatre groupes s'ajouteraient 13 autres regroupements d'éléments felquistes que l'on soupçonne de se préparer à passer à l'action et 22 cellules dont l'existence est présumée (les renseignements permettant de se prononcer sur leur existence effective étant lacunaires). Le document fait enfin état de la disparition de deux cellules. La plupart de ces groupes et de ces cellules sont cependant jugés d'importance secondaire et ne semblent pas constituer une menace immédiate: seuls deux réseaux sont estimés suffisamment dangereux pour que le document recommande qu'on leur porte une attention spéciale («*primary attention*»). Il s'agit des groupes Laliberté et Comeau.

Ces deux groupes font l'objet d'une analyse détaillée, qui comporte les rubriques suivantes:

Groupe Laliberté	Groupe Comeau
— membres et contacts	— membres et contacts
— chef(s)	— chef(s)
— sécurité	— sécurité
— sources de financement	— sources de financement
— camps d'entraînement et cachettes possibles	— entraînement et filtrage (des membres)
— armes	— (aucune rubrique équivalente)
— menace posée	— menace posée
— (aucune rubrique équivalente)	— activités
— (aucune rubrique équivalente)	— éléments de support
— (aucune rubrique équivalente)	— cellules et communiqués

La liste des sujets abordés coïncide, à quelques exceptions près, dans les deux groupes. Ces exceptions sont toutefois d'importance: à la différence du groupe Comeau, le groupe Laliberté n'a pas semblé, d'après *Current FLQ Groups*, s'être effectivement engagé dans des activités terroristes au cours de l'année 1971. Le groupe Laliberté n'était en fait que soupçonné de se préparer à passer à l'action. Soit qu'il y ait renoncé, soit qu'il ait été tenu en échec par la police, soit enfin que les soupçons de la GRC aient été mal fondés, le groupe Laliberté ne passa jamais à l'action.

Reste un réseau, qui fut véritablement actif en 1971: le groupe Comeau. Les activités qui sont créditées à ce groupe sont essentiellement, dans *Current FLQ Groups*, l'émission de communiqués et les attentats qui sont revendiqués dans ces communiqués. Ces activités coïncident de façon étroite avec celles dont nous avons fait état dans notre présentation de la version des activités du FLQ diffusée dans l'opinion publique (voir la section 1 de ce chapitre).

Que la version élaborée d'après des dossiers d'un corps de police présumément aussi bien informé que la GRC ne soit guère plus explicite que celle qui fut émise par la presse de l'époque pourrait, par hypothèse, s'expliquer par la difficulté, maintes fois réitérée dans le document, où se trouvaient les forces policières d'infiltrer les groupements terroristes pour recueillir de l'information sur leurs activités. Dans la section du document consacrée au groupe Comeau, on trouve, par exemple, des passages tels que celui-ci:

«6. Security

*Security is a strong feature of this group. Even the leadership is not known to all members. The group appears to have a relatively sophisticated security system, making extensive use of such techniques as liaison members, codes, aliases, and misinformation. COMEAU has instilled in*

*his adherents a high sense of security consciousness, particularly with respect to police surveillance.*

*COMEAU uses the aliases Mr. K., Pierre, Robert and Yvon; Michele FRANKLAND is known as Francois and Carole DEVAULT as Severine.*

*In addition to serving in a liaison capacity, DEVAULT has been instrumental in obtaining information on persons of interest to COMEAU, has made purchases on his behalf, and has rented a locker at the University of Quebec which has been utilized in the transmission of messages.»*

*(Current FLQ Groups, p. 13; nous soulignons)*

#### Traduction:

La sécurité est un aspect marqué de ce groupe. Même les dirigeants ne sont pas connus de tous les membres. Le groupe semble avoir un système de sécurité relativement sophistiqué, faisant un usage extensif de techniques comme celles des agents de liaison, des codes, des alias et de la désinformation. Comeau a insufflé à ses adhérents un sens élevé des problèmes de sécurité, particulièrement en ce qui a trait à la surveillance policière.

Comeau utilise les alias M. K., Pierre, Robert et Yvon; Michel Frankland est connu sous le nom de François et Carole Devault, sous celui de Séverine.

En plus de servir d'agent de liaison, Devault a été employée pour obtenir de l'information sur des individus intéressants. Comeau, a effectué des achats pour lui et a loué un casier à l'Université du Québec qui a été utilisé pour la transmission de messages.

Nous nous proposons de commenter ce passage du document élaboré d'après des dossiers de la GRC après avoir présenté la version des événements à laquelle nous a conduits notre investigation.

La version des activités felquistes de 1971 qui est contenue dans ce document et l'image du FLQ qui y est présentée peuvent être caractérisées de la façon suivante:

(i) Les activités terroristes qui sont attribuées au FLQ sont dans une mesure considérable homologuées à partir de communiqués produits par les cellules. Le groupe dont les activités sont le plus longuement décrites est celui de M. Comeau. Ce groupe, on le verra, est responsable de l'émission de la presque totalité des communiqués reconnus officiels du FLQ.

(ii) Le FLQ de 1971 est présenté comme une organisation puissante, comprenant plus de 300 membres et sympathisants répartis en 4 réseaux et

quelque 13 groupes de support. Cette organisation est décrite comme étant difficile à infiltrer et plus soucieuse de sécurité que le FLQ de 1970.

Nous remarquerons enfin que le document intitulé *Current FLQ Groups* ne mentionne aucune des activités de M. Reynald Lévesque au cours de l'année 1971. De plus, le nom de Reynald Lévesque ne figure pas à l'index des noms cités par le document.

## 2.3 VERSION DU CAD

Cette version est contenue dans un document élaboré, en septembre 1975, par le Centre d'analyse et de documentation (CAD). Ce document s'intitule *Front de libération du Québec 1960-1975*. Il a été rédigé par deux analystes du CAD, travaillant sous la supervision de M. Gilles Néron, qui occupait à cette époque les fonctions de directeur de cet organisme.

Interrogé sur les tâches qu'il remplissait au sein de la fonction publique du gouvernement du Québec, M. Néron, lors d'une audience de la Commission tenue le 30 août 1979, a répondu en ces termes.

« (...) en juin soixante-et-onze (71) (...) j'ai été affecté comme conseiller auprès de Monsieur Frigon qui était conseiller spécial... au secrétariat du Conseil Exécutif et avec Monsieur Gérard Frigon... j'ai commencé à mettre sur pied un service qui devait informer le Premier Ministre des situations critiques exceptionnelles, des situations de crises qui permettrait en plus au Conseil Exécutif de... coordonner l'action gouvernementale dans certaines de ces crises lorsque c'était nécessaire, lorsqu'il pouvait y avoir une action (...) »

、 (Vol. 395, p. 4)

Le CAD, on peut le constater par cette réponse, avait l'écoute des plus hautes instances gouvernementales du Québec.

Comme on peut aisément l'inférer à partir de son titre, le document du CAD présente un historique complet de l'évolution du FLQ, de sa fondation jusqu'en 1975. La plus grande partie de cet historique ne possède pas un rapport immédiat avec l'enquête de la Commission. La partie du document du CAD qui est relative aux activités du FLQ de novembre 1970 à la fin de 1971 se rapporte toutefois directement aux investigations de la Commission et c'est pourquoi nous en effectuerons une brève présentation.

La description des activités du FLQ pour la période qui nous intéresse apparaît dans la quatrième partie du document. Cette description est entièrement basée sur l'analyse des communiqués du FLQ réalisée par le CAD. La justesse de cette affirmation peut être établie *a contrario* lorsque l'on remarque qu'une erreur des analystes du CAD sur la date d'émission d'un communiqué, les conduit à introduire dans l'histoire du FLQ un chapitre entièrement fictif. Les analystes du CAD datent en effet de janvier 1971 la parution du communiqué émis par M. Claude Longtin, alors que ce communiqué ne fut en réalité diffusé qu'en janvier

1972. Cette erreur les conduit à rendre compte, sous la forme d'un épisode intitulé *Les aventuriers*, des activités de M. Longtin dans la restructuration du FLQ à partir de décembre 1970. Cet épisode, est-il besoin de le dire, n'eut jamais lieu, M. Longtin ne s'étant brièvement manifesté, par un communiqué rédigé sur du papier officiel du FLQ, qu'en janvier 1972 (un exemplaire de ce papier lui fut fourni, on le verra, par un policier du SPCUM, grâce à un intermédiaire).

Il importe toutefois de souligner que si le CAD se trompe d'un an sur la date de l'émission du communiqué de M. Longtin, il est plus perspicace sur la provenance du papier utilisé par celui-ci pour rédiger son communiqué:

«( . . . ) Il est fort probable que c'est par des voies détournées qu'il (Claude Longtin) a pu se procurer le papier sur lequel il a rédigé son communiqué. Certaines quantités de ce papier ont en effet été abandonnées (ou saisies) pendant les événements d'octobre 1970.»

(CAD (1975). *Front de Libération du Québec 1960-1975*, partie IV, p. 5, par. 9)

La pertinence de cette citation du CAD sera discutée dans la suite du rapport de la Commission.

Étant fondée, comme nous venons de le montrer, sur l'analyse des communiqués (officiels) du FLQ, la version du CAD diffère peu, dans sa narration des activités de 1971, des versions que nous avons antérieurement présentées. Sous les titres significatifs de:

- «*Un mouvement qui se régénère*»,
- «*La force d'attraction du nationalisme*»,
- «*Un soutien logistique permanent*»,
- «*La relève se prépare*»,
- «*On reprend les armes*»,
- «*La «guerre froide*».

le document du CAD décrit le rôle prépondérant joué par les personnes regroupées à l'intérieur ou dans la mouvance de la cellule Information Viger, dans la restructuration du FLQ (le document *Current FLQ Groups* se réfère à ces mêmes personnes sous l'appellation «le groupe Comeau»). Les analystes du CAD font état, de façon prévisible, des communiqués produits sur le papier officiel du FLQ et des attentats revendiqués dans ces communiqués. Cette partie de leur exposé se termine par la conclusion que «*tous les éléments semblent en place pour un nouvel affrontement violent*» (Partie IV, p. 8, par. 16).

Dans la suite de son analyse, le document du CAD tente d'expliquer pourquoi l'affrontement attendu ne s'est pas produit. Les deux facteurs d'explication allégués sont:

- (i) le manque d'ampleur et l'organisation déficiente du FLQ (les analystes du CAD se fondent sur le communiqué conjoint émis le 24 octobre 1971 pour conclure que le nombre de cellules felquistes authentiques était bien moindre que ne le laissait supposer la pléthore des communiqués non officiels émis au nom de cellules dont l'existence était problématique);

- (ii) l'appel de M. Pierre Vallières à renoncer à la lutte armée.

Il faut toutefois se souvenir que le document du CAD a été élaboré dans la seconde moitié de l'année 1975, c'est-à-dire à une époque où les événements avaient d'eux-mêmes démontré que le FLQ n'était pas une nouvelle fois passé à l'action. Si le document du CAD avait été rédigé en 1971, il aurait été contraint par la force des choses de se clore sur la conclusion que *«tous les éléments semblent en place pour un nouvel affrontement violent»*. Cette conclusion aurait alors paru de bien mauvais augure, les analystes du CAD émettant des hypothèses menaçantes sur les relations qui pouvaient exister entre le FLQ et des puissances étrangères (avec notamment, Cuba, l'Algérie, le KGB de l'Union Soviétique et la France — voir document du CAD, partie IV, p. 15, par. 32 et 33).

## CONCLUSION

Nous avons présenté plusieurs versions des activités du FLQ de novembre 1970 à la fin de 1971. Deux de ces versions émanent de corps policiers ou sont élaborées d'après leurs dossiers: il s'agit de la SQ et de la GRC. Une troisième provient d'un service de documentation directement relié au Conseil exécutif du Québec et au Premier ministre. Une autre version a été diffusée dans l'opinion publique par la voie de la presse. Toutes ces versions ont été, dans une mesure déterminante, élaborées d'après les communiqués dits officiels du FLQ et sont à cet égard convergentes.

Les versions des activités du FLQ antérieurement présentées s'adressaient respectivement aux destinataires suivants:

- (i) la première des versions dont nous avons discuté a été explicitement diffusée dans l'opinion publique par les canaux habituels qu'utilisent les médias d'information;
- (ii) la version de la SQ fut adressée au Ministre de la Justice du Québec;
- (iii) la version élaborée d'après des dossiers de la GRC est un assemblage relativement exhaustif de précis biographiques de présumés terroristes et elle est préfacée par une représentation synthétique de l'ampleur des forces dont aurait disposé le FLQ au Québec. Ce document, du type *«brief»*, constitue le prototype de l'information à diffusion restreinte qui est produite pour être transmise aux preneurs de décisions, que ceux-ci appartiennent aux sphères gouvernementales ou à la hiérarchie policière. (Le document fut effectivement transmis à la police de Montréal);
- (iv) la version du CAD avait pour destinataires le Premier ministre et le Conseil exécutif du Québec.

Si, maintenant, on fait la somme des différents destinataires de ces versions, on constate qu'elle équivaut à la totalité des instances intéressées par la répression du terrorisme, à savoir le corps entier des citoyens, leurs dirigeants politiques et enfin les corps policiers eux-mêmes.

---

## CHAPITRE IV

---

# LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE SUR L'AUTHENTICITÉ DES COMMUNIQUÉS DU FLQ

<b>1</b>	<b>LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS</b>	75
1.1	Introduction à la collaboration de Mme C. Devault avec le SPM	75
1.2	Implication de Mme C. Devault dans la production des communiqués émis au nom du FLQ	77
<b>2</b>	<b>LE COMMUNIQUÉ No. III DE LA CELLULE «LA MINERVE»</b>	91
2.1	Contexte et objectifs de l'opération	91
2.2	Exécution de l'opération	92
2.3	Suites de l'opération	93
2.4	Perception de la légalité de l'opération	94
2.5	Enquête sur la production hypothétique d'autres faux communiqués par la GRC	95
<b>3</b>	<b>LE COMMUNIQUÉ ÉMIS AU NOM DU FLQ, SIGNÉ PAR M. C. LONGTIN</b>	98
3.1	Rapport de source 945-167	98
3.2	Témoignage du capitaine Giguère du SPCUM	100
3.3	Attitude adoptée par des policiers du SPCUM	101
<b>4</b>	<b>LA PROVENANCE DU PAPIER UTILISÉ PAR LE FLQ À PARTIR DU 5 DÉCEMBRE 1970</b>	103

<b>4.1</b>	<b>Types de papier utilisés par le FLQ</b>	<b>104</b>
<b>4.2</b>	<b>Témoignage du sergent Langevin de la GRC</b>	<b>114</b>
<b>4.3</b>	<b>Autres témoignages relatifs à la provenance du papier officiel</b>	<b>116</b>
<b>4.31</b>	<b>Témoignages de membres de la cellule Libération</b>	<b>116</b>
4.311	Première version de M. et Mme Cossette-Trudel	116
4.312	Seconde version de Mme L. Cossette-Trudel	117
4.313	Comparaison entre la seconde version de Mme L. Cossette-Trudel et les témoignages de MM. J. Cossette-Trudel et N. Hamer	118
4.314	Témoignage de M. J. Lanctôt	119
4.315	Divergences	119
<b>4.32</b>	<b>Témoignage de Mme C. Devault</b>	<b>120</b>
4.321	Première version	120
4.322	Deuxième version	121
4.323	Troisième version	122
<b>4.33</b>	<b>Témoignages des policiers du SPCUM</b>	<b>123</b>
4.331	Témoignage du capitaine Giguère	123
4.332	Témoignage du sergent Marcotte	124
<b>4.34</b>	<b>Témoignages de l'oncle et de la tante de Mme C. Devault</b>	<b>124</b>
<b>4.4</b>	<b>Questions soulevées et preuve recueillie</b>	<b>124</b>
<b>4.41</b>	<b>Qui a modifié le papier-Libération produisant ainsi le papier officiel qui sera utilisé par le FLQ en 1971?</b>	<b>125</b>
<b>4.42</b>	<b>Par quels canaux ce papier a-t-il été acheminé vers les cellules felquistes qui l'ont utilisé en 1971 pour émettre des communiqués?</b>	<b>126</b>
<b>4.43</b>	<b>Conclusion</b>	<b>126</b>



**NOUS** exposerons, dans ce quatrième chapitre du rapport, le résultat des investigations de la Commission sur les communiqués du FLQ. Ces résultats sont fondés à la fois sur des témoignages recueillis tant en public qu'à huis clos et sur une étude approfondie de dossiers transmis, à la demande de la Commission, par le SPCUM, la SQ et dans une moindre mesure par la GRC. Tous les interrogatoires des témoins entendus ont été menés d'après les dossiers transmis par la police à la Commission. Cette méthode a été appliquée de façon systématique dans les questions qui ont été posées à Mme Carole Devault, dont le témoignage revêt une importance particulière quant à l'évaluation de l'authenticité des communiqués produits par le FLQ entre le 7 novembre 1970 et le début de l'année 1972.

Ce chapitre est subdivisé en quatre sections. La première est consacrée à évaluer l'authenticité des communiqués présumés officiels du FLQ. La seconde énonce les conclusions de l'enquête sur le faux communiqué émis par des membres de la GRC au nom de la cellule « La Minerve ». La troisième tente de tirer au clair les circonstances entourant l'émission d'un communiqué rédigé sur le papier officiel du FLQ et signé par M. Claude Longtin. La dernière section de ce chapitre contient l'examen des divers témoignages rendus devant la Commission sur la provenance du papier utilisé par le FLQ pour émettre en 1971 ses communiqués réputés officiels.



## 1 LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Comme nous l'avons mentionné dans les paragraphes servant d'introduction à ce chapitre, le témoignage de Mme Devault est déterminant pour l'examen de l'authenticité des communiqués produits par le FLQ de novembre 1970 au début de 1972. Mme Devault a été recrutée comme informateur (source humaine) par le SPM au début de novembre 1970 et elle a assumé un rôle très actif dans l'émission des communiqués du FLQ, pendant la période où elle a fourni ses services au SPM.

Les circonstances entourant un vol commis aux dépens de la compagnie Caloil possèdent un lien intrinsèque avec le recrutement de Mme Devault comme informateur, par la police de Montréal. Mme Devault se résolut en effet à contacter ce dernier corps policier, après qu'elle eut été sollicitée par le FLQ de participer au vol de la Caloil (Mme Devault était à l'emploi de cette firme). C'est pourquoi nous traiterons explicitement de son recrutement par la police de Montréal dans le chapitre VI du rapport, dont la section 3 sera consacrée en partie au vol perpétré contre un commissionnaire de la Caloil.

Il suffira, pour l'intelligence de ce qui va suivre, que nous fassions brièvement état du témoignage rendu par Mme Devault quant à l'établissement de ses relations avec la police de Montréal.

### 1.1 INTRODUCTION À LA COLLABORATION DE MME C. DEVAULT AVEC LE SPM

Mme Devault aurait été approchée au début du mois de novembre 1970, par M. Robert Comeau, alors professeur du Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal. Mme Devault était elle-même étudiante au module d'histoire de cette même université. M. Comeau lui aurait alors demandé de dissimuler une machine à imprimer (*Gestetner*) dans l'appartement où elle vivait seule et, éventuellement, d'y cacher une personne. Suite à l'acquiescement de Mme Devault, M. Comeau lui aurait fait certaines confidences relatives au FLQ. Ayant appris de Mme Devault qu'elle travaillait à temps partiel pour la compagnie Caloil et qu'il lui arrivait d'accompagner le commissionnaire chargé de faire des dépôts d'argent pour le compte de cette compagnie, M. Comeau l'aurait alors sollicitée d'être partie à un vol de sommes d'argent qui devaient être déposées à la banque. Ce vol aurait eu pour fin de financer le FLQ. Mme Devault aurait feint d'accepter la proposition qui lui était faite, ayant toutefois pris la décision de révéler à la police le vol projeté aux dépens de la Caloil.

Le 6 novembre 1970, Mme Devault se rendit au poste de police numéro 17 et y rencontra le sergent-détective Fernand Tanguay. Elle lui communiqua les renseignements suivants:

- (i) le vol projeté contre la Caloil;
- (ii) des renseignements sur M. Cross — toujours détenu à cette époque par la cellule Libération — ainsi que sur divers felquistes. Ces renseignements n'étaient cependant pas de nature à révéler l'endroit où M. Cross était

séquestré. Mme Devault indiqua toutefois que M. Comeau pourrait savoir où M. Cross était détenu (paragraphe 8 du rapport de M. Tanguay — 6/11/70). Mme Devault révéla également qu'un ingénieur de l'Université McGill faisait partie du FLQ (paragraphe 5 du même rapport);

(iii) des renseignements, extrêmement précis cette fois, sur la publication prochaine d'un communiqué par une cellule du FLQ.

Ces informations firent l'objet d'un rapport de source rédigé par M. Tanguay. Ce rapport, que nous venons de mentionner plus haut, est daté du 6 novembre 1970 et Mme Devault y est désignée comme la source 171. Il fut transmis au lieutenant-détective Julien Giguère de la section anti-terroriste (SAT) de la police de Montréal. Le rapport est dûment initialé par M. Giguère. À partir du 14 novembre 1970, les rapports de la source 171, désignée comme «extra-confidentielle», furent rédigés par le lieutenant Giguère.

Les rapports communiquant les informations transmises par la source 171 s'échelonnent du 6 novembre 1970 jusqu'en 1974. Tous les rapports qui concernent la fin de l'année 1970 et l'année 1971 ont été rédigés par le lieutenant Julien Giguère ou initialés par lui.

M. Giguère ne consigna cependant pas toujours, pendant cette période, les renseignements que lui donna Mme Devault, sur les formulaires réglementaires du SPM (des formulaires sont en effet prévus pour la rédaction des renseignements transmis par une source humaine d'information). Il utilisa souvent, pour y inscrire les informations que lui fournissait Mme Devault, un type de papier dont nous verrons plus loin qu'il a été employé par le FLQ lors de l'émission de certains communiqués. Ces informations furent également inscrites dans un calepin personnel que possédait M. Giguère. C'est le sergent-détective Claude Tardif qui se chargera, en 1972, de transcrire les renseignements ainsi recueillis par M. Giguère sur des formulaires réglementaires du SPCUM. Les renseignements donnés par Mme Devault à partir de 1972 ont été consignés dans des rapports rédigés par d'autres policiers que MM. Giguère ou Tardif. Une grande partie des rapports qui concernent les renseignements donnés par la source 171 portent également l'estampille et les initiales des lieutenants-détectives Roger Cormier et Gilles Forgues de la police de Montréal (l'estampille de M. Forgues apparaît surtout dans les années postérieures à 1971). Lorsque les rapports concernant la source 171 sont rédigés sur les formulaires réglementaires du SPM, on trouve, à quelques exceptions près, sous l'inscription «*Distribution*» qui apparaît habituellement au bas de ces rapports, les mentions suivantes: «*S.A.T.* (ou *S.R.C. (A.S.)*), *G.R.C.* et *S.Q.*».

D'après son témoignage, Mme Devault a commencé à rencontrer le lieutenant Giguère de façon régulière — deux fois par semaine — à partir de décembre 1970 (des rencontres avec M. Giguère ont toutefois eu lieu pendant le mois de novembre 1970). Mme Devault recevait au début de cette série de rencontres qui se sont poursuivies pendant toute l'année 1971, \$30 par rencontre. Nous présenterons à la section 3.6 du chapitre VI de ce rapport, un état plus explicite de la rémunération de Mme Devault.

## 1.2 IMPLICATION DE MME C. DEVAULT DANS LA PRODUCTION DES COMMUNIQUÉS ÉMIS AU NOM DU FLQ

Nous considérerons les communiqués un à un pour énoncer le résultat de nos investigations. Cet exposé sera suivi d'un tableau synoptique résumant l'ensemble des conclusions de notre enquête sur les communiqués.

### **Communiqué de la cellule Information Viger 7 novembre 1970**

Comme nous l'avons déjà dit, les informations données par la source 171 à M. Tanguay du SPM, au sujet de la parution de ce communiqué, étaient précises. D'après le rapport de source rédigé par M. Tanguay, la source révéla en effet à celui-ci qu'un communiqué serait publié et qu'il serait accompagné de photos de M. Cross. Sur l'une de ces photos, M. Cross serait assis sur une caisse de dynamite devant un drap blanc tendu. La source alla même jusqu'à préciser qu'une inscription se terminant par l'expression «*shocking Mr Trudeau*» apparaîtrait à l'endos de l'une des photos. Elle indiqua en outre qu'un chiffre relatif à la distribution du communiqué serait faux: un document dont le FLQ allèguerait qu'il serait reproduit en 50 000 copies ne serait en réalité distribué qu'à quelques centaines d'exemplaires. Elle déclara que tous ces renseignements lui venaient de M. Comeau. Celui-ci fut mis sous filature à partir du 7 novembre 1970 par la police de Montréal et le demeura sans interruption jusqu'au 6 décembre 1970. Après cette date, M. Comeau fit l'objet, cette fois, de filatures intermittentes. Tous les renseignements donnés par la source 171 sur la nature du premier communiqué de la cellule Information Viger allaient se révéler exacts.

Des expertises pour retrouver des empreintes digitales sur ce communiqué furent faites par la SQ en 1972. Par suite d'une comparaison avec des jeux d'empreintes apportés par les sergents-détectives Réal Mailhot et Jean-Guy Rousselle de la police de Montréal, l'expert de la SQ, M. Laval Perron, parvint à établir que les empreintes de MM. Robert Comeau et François Séguin se trouvaient sur le communiqué.<sup>1</sup> Le rapport des sergents Mailhot et Rousselle mentionne que «*ces empreintes sont bonnes pour la Cour*» (exhibit C-14-E, par. 4). Cette comparaison ne fut cependant faite que deux ans après le dépôt du communiqué. Lorsque ce communiqué manuscrit fut transmis, le 7 novembre 1970, à M. André Munch de l'Institut de médecine légale, aucun renseignement ne lui fut donné sur la possibilité que M. Comeau fût impliqué dans l'émission de ce communiqué.

M. Nigel Hamer a témoigné devant la Commission avoir été celui qui servait de lien entre la cellule Libération, qui détenait M. Cross, et des membres de la cellule Information Viger. C'est lui qui procura à ces derniers les photos accompagnant le communiqué (vol. 455, p. 7).

---

<sup>1</sup> M. Perron confirma, dans une seconde expertise effectuée le 19 septembre 1979 à la demande de la Commission, le résultat auquel il était déjà parvenu en 1972.

En témoignant devant la Commission, la source 171 a affirmé avoir donné à M. Tanguay du SPM des renseignements relatifs au lieu où était détenu M. Cross (vol. 446, pp. 17-19). Les renseignements donnés à cet égard par la source 171 sont rapportés par M. Giguère dans un rapport daté du 14 novembre 1970. Nous en ferons état à l'occasion de notre description des circonstances entourant la diffusion du second communiqué produit par la cellule Information Viger.

**Communiqué no 2 de la cellule Information Viger  
14 novembre 1970**

L'une des copies de ce communiqué a été rédigée par la source 171. D'après le témoignage de cette dernière, c'est M. Comeau qui lui a fourni le brouillon du communiqué. Les renseignements sur l'arrestation de M. Bernard Lortie et sur la fuite des frères Rose et de M. Francis Simard, contenus dans le communiqué, avaient été transmis à M. Comeau par M. Nigel Hamer (témoignage de M. Hamer, vol. 445, p. 7). La source 171 et M. Comeau ont alors rédigé en lettres moulées leur exemplaire respectif de ce communiqué. M. Comeau devait en assurer la distribution.

M. Giguère a été prévenu de l'émission prochaine de ce communiqué par la source 171. Celle-ci et M. Comeau ont en effet interrompu, au cours de la soirée du 13 novembre 1970, la rédaction du communiqué, s'étant entendus pour la terminer le lendemain. La source a profité de cette interruption pour communiquer avec M. Giguère. La source et son contrôleur, M. Giguère, se sont alors rencontrés au cours de la nuit du 14 novembre 1970; la première avait apporté le brouillon du communiqué, ainsi que les deux copies dont la rédaction avait été provisoirement interrompue. M. Giguère a pu faire des photocopies de ces documents (vol. 402, pp. 53-54 et 77 à 80; vol. 413, p. 4 et sqq; vol. 446, pp. 28-30).

Comme le révèlent le rapport de filature (70-(S.A.T.)-955-109 du 14 novembre 1970) et le bref rédigé sur M. Comeau en 1971 (exhibit C-15-A; ce bref fut rédigé quelques mois après la fin de la Crise d'octobre), ce dernier était sous filature au moment où il assura la distribution du communiqué no 2 de la cellule Information Viger. Après que la police eut récupéré ce communiqué, des expertises furent effectuées par la SQ afin d'identifier les empreintes digitales qui se trouvaient sur le communiqué; celles-ci furent comparées aux 500 jeux d'empreintes des personnes arrêtées en vertu des dispositions du *Règlement de 1970 concernant l'ordre public* (DORS/70-444), adopté conformément à la *Loi sur les mesures de guerre* (S.R.C. 1970, ch. W-2). M. Comeau n'ayant jamais été arrêté pendant la Crise d'octobre, ces recherches se révélèrent évidemment négatives. Les experts de la SQ qui se livrèrent à ces comparaisons d'empreintes ne furent pas prévenus du rôle de la source 171 et de celui de M. Comeau dans l'émission de ce communiqué.

D'après le rapport rédigé par le lieutenant Giguère, c'est au cours de cette rencontre du 14 novembre que la source 171 lui communiqua certains renseignements concernant l'endroit où était séquestré M. Cross. D'après le paragraphe 1-H du rapport rédigé par M. Giguère, il fut mentionné par la source 171 que M. Cross était détenu dans un appartement dont le loyer, au montant de \$140, était dû le lundi 16 novembre 1970 (Mme Devault fournira elle-

même cet argent pris sur son salaire comme employée de la Caloil.) (Vol. 402, pp. 68, 89 et 90). La source 171 apprendra également à M. Giguère que:

*«Jacques LANCOT ainsi que son épouse et un enfant d'environ 1½ ans ainsi qu'un autre individu de langue anglaise sont spécialement attachés à la garde de M. CROSS.»*

(SAT 945-171 — 14 novembre 1970, par. 1-L)

D'après le même rapport, la source 171 aurait également informé M. Giguère de la formation prochaine de la cellule André Ouimet, qui *«sera chargé de l'inventaire des caches de dynamite du F.L.Q. ainsi que des armes à feu»* (945-171 — 14 novembre 1970, par. 1-E et 1-F).

### **Communiqué 3 de la cellule Information Viger 21 novembre 1970**

D'après son témoignage, la source 171 aurait renseigné M. Giguère sur le contenu de ce communiqué (réponse aux appels de M. U. Thant et référence aux luttes du Tiers-monde). La source 171 aurait également informé M. Giguère que ce communiqué contiendrait des fautes de français du genre de celles que ferait un anglophone écrivant en français (ces anomalies, au nombre de huit ou neuf, ont été signalées par Mme Michèle Langlois, qui se livra à cette époque à une expertise du communiqué (voir l'exhibit C-16-A, p. 2, par. D).

Ce communiqué fut distribué par MM. Robert Comeau et François Séguin, qui étaient sous filature au moment de son dépôt (voir l'exhibit C-16-A, *Bref sur François Séguin*; ce bref fut rédigé quelques mois après la fin de la Crise d'octobre). Comme dans le cas précédent, les empreintes apparaissant sur ce communiqué furent comparées par la SQ aux 500 jeux d'empreintes des personnes arrêtées en vertu des dispositions afférentes à la *Loi sur les mesures de guerre*. Elles le furent en vain, ni M. Séguin ni M. Comeau n'ayant fait l'objet d'une arrestation en vertu de cette loi.

Les lettres de M. Cross qui accompagnaient le communiqué furent transmises à la cellule Information Viger par M. Nigel Hamer. Dans son témoignage, M. Hamer a reconnu être l'auteur de ce communiqué. Il a également admis avoir été l'intermédiaire qui s'était procuré auprès de la cellule Libération les deux lettres de M. Cross qui étaient jointes au communiqué (Vol. 445, pp. 8-9).

### **Communiqué de la cellule Information-Viger 5 décembre 1970**

La source 171 n'est pas impliquée dans l'émission de ce communiqué. Une analyse graphologique réalisée par Mme Michèle Langlois-Sarrazin à la demande de la Commission (Exhibit C-20-C), conclut que le rédacteur de ce communiqué est le même que celui qui a rédigé l'une des versions du communiqué de la cellule Information Viger du 14 novembre 1970 (il s'agit de M. Robert Comeau). M. Comeau était, à la suite des informations transmises antérieurement par la source 171, sous filature au moment de la livraison de ce communiqué. C'est lui qui, d'après les rapports de filature (70 SAT — 955-109, 5 décembre) déposa ce communiqué. Nous verrons plus loin que M. Comeau n'était pas le seul membre du groupe rattaché à la cellule Information Viger qui était à cette époque sous filature.

**Communiqué no. 1 de la cellule André Ouimet**  
**16 décembre 1970**

La source 171 a rédigé le communiqué qui fut émis sous forme manuscrite; elle en a également assuré la distribution, avec d'autres membres de la cellule André Ouimet, soit Mmes Rose-Marie Parent et Michèle Léger et M. Michel Frankland. L'auteur du texte du communiqué serait M. Frankland. Dans son témoignage devant la Commission, M. Frankland a déclaré que le brouillon de ce communiqué avait été fait par lui et par Mme Devault (vol. 379, p. 44). M. Frankland a confirmé dans un témoignage subséquent (vol. 411) que Mme Devault et lui collaboraient à toutes les phases de la rédaction des communiqués dont ils étaient les auteurs communs.

La source 171 avait prévenu le lieutenant Giguère de l'émission de ce communiqué. Les membres de la cellule André Ouimet qui assurèrent la distribution de ce communiqué étaient tous sous filature au moment où ils effectuèrent cette distribution. C'est la SQ et le SPM qui se chargèrent d'effectuer les filatures. Trente-quatre policiers de la SQ et huit policiers du SPM participèrent à cette opération (exhibits C-21-A, B, D et F). Une des copies du communiqué était adressée au quotidien américain *New York Daily News*. C'est Mme Rose-Marie Parent qui, accompagnée de la source 171, déposa une copie de ce communiqué dans une boîte aux lettres, alors qu'elles étaient filées par la SQ. Le SPM se chargea de récupérer le communiqué avant qu'il ne fut livré à New York (exhibit C-21-B). Les corps de police ne prirent cependant aucune mesure pour empêcher que le texte de ce communiqué ne fut publié dans les journaux de Montréal.

Les copies du communiqué furent transmises aux experts de l'Institut de médecine légale et de police scientifique, après avoir été récupérées par les forces policières. Des comparaisons furent effectuées pour identifier les empreintes digitales apparaissant sur ces communiqués. Les experts qui se livrèrent à ces analyses ne furent pas informés de l'identité des auteurs du communiqué ni de celle des personnes qui en assurèrent la distribution. De façon prévisible, les expertises effectuées ne produisirent pas de résultats probants.

**Communiqué no. 2 de la cellule André Ouimet**  
**6 janvier 1971**

La source 171 est l'auteur et le rédacteur de ce communiqué manuscrit. Elle en assura également la distribution, avec M. Michel Frankland. Elle était filée par la SQ au moment où elle déposa ce communiqué (exhibit C-28-A). M. Giguère avait été informé à l'avance du dépôt de ce communiqué, qui revendiquait un attentat contre la Brink's. Il avait été également informé à l'avance de cet attentat.

Le communiqué, récupéré par la police, fut transmis au Service d'identité judiciaire (SIJ) de la SQ et à l'Institut de médecine légale et de police scientifique, pour qu'on y effectue les expertises habituelles (recherche d'empreintes digitales et/ou expertise d'écriture). Comme dans les cas précédents, ces recherches se révélèrent vaines, les experts n'ayant reçu aucune information susceptible d'orienter leurs recherches dans la bonne direction. Nous reviendrons en détail dans la section 1 du chapitre V sur les circonstances entourant l'attentat revendiqué par ce communiqué.



**Journal *Patriotes!* de la cellule Information-Viger  
8 janvier 1971**

Les témoignages relatifs à ce communiqué ne sont pas en tous points convergents.

(i) Dans un premier témoignage rendu devant la Commission, M. Michel Frankland a nié avoir participé à la rédaction de ce journal (vol. 380, p. 23). Dans un second témoignage, M. Frankland atténua la portée de son témoignage antérieur, en reconnaissant la possibilité qu'il ait collaboré avec Mme Devault à la rédaction de ce journal (les statistiques qui y sont énoncées auraient ranimé, dans une certaine mesure, son souvenir; vol. 411, p. 36 et sqq).

(ii) Mme Devault ne se souvient pas d'avoir participé à la rédaction de ce journal (vol. 400 A, p. 61). Elle a émis l'hypothèse que M. Comeau soit lié à sa rédaction. En réponse à une question relative à l'information qu'elle aurait pu transmettre au SPM sur la publication de ce journal, la source 171 a répondu qu'elle savait qu'un tel journal serait publié et qu'il contiendrait éventuellement des plans de bombe (vol. 448, p. 6).

(iii) Dans le témoignage qu'il a rendu devant la Commission, M. Nigel Hamer a reconnu avoir eu l'idée de publier ce journal. Il ne croit pas avoir effectivement participé à sa rédaction, la qualité de son français le lui interdisant. M. Hamer croit que M. Robert Comeau a collaboré avec lui à l'élaboration du premier numéro de ce journal (vol. 443, p. 35).

Nous rappelons que MM. Hamer et Comeau, à cette époque, faisaient l'objet de surveillance policière, par suite des informations transmises à leur sujet par la source 171.

**Communiqué no 1 de la cellule Recrutement De Lorimier  
12 février 1971**

D'après son témoignage, la source 171 a fourni à M. Comeau le papier officiel du FLQ sur lequel est dactylographié ce communiqué (vol. 440, pp. 40-41). La source 171 était à cette époque dépositaire de ce papier. Elle a transmis cette information à M. Giguère, avec des renseignements sur le contenu du communiqué: référence à la grève poursuivie par des employés de Lapalme, menaces dirigées contre M. Philippe de Gaspé Beaubien de *Télémedia Communications*. Les informations transmises par la source 171 sur l'éventualité pour le FLQ de distribuer des plans de bombe peuvent également être reliées à la note qui accompagne ce communiqué et qui annonce la distribution prochaine par le FLQ de plans de bombe.

Le témoignage rendu par la source 171 sur les informations transmises à M. Giguère avant la publication du communiqué est confirmé par les rapports rédigés par ce policier (SAT-945-171, du 10 au 15 février 1971). Ces rapports contiennent cependant des informations que la source nie avoir transmises: par exemple, celle que MM. Robert Comeau et François Séguin auraient écrit le texte de ce communiqué (vol. 417, p. 89).

La source 171 déclare dans son témoignage n'avoir participé ni à la rédaction ni à la distribution de ce communiqué.

À la suite de la publication de ce communiqué, le SPM décida d'accroître la surveillance des édifices des postes. M. de Gaspé Beaubien réclama

la protection policière de la SQ et du Service de la police d'Outremont (exhibits C-38-B et C). Cette protection lui fut accordée, chacune de ses trois résidences ayant fait l'objet, pendant quelques jours, de patrouilles de police à intervalles d'une demi-heure. Dans un rapport du 18 février 1971 rédigé à l'intention de ses supérieurs (l'inspecteur C. Desautels et le capitaine-détective L. Tessier), le lieutenant Giguère les informe que la SAT a manifesté à la Sûreté Municipale d'Outremont ses craintes qu'un attentat à la bombe ne se produise dans cette municipalité, M. Philippe de Gaspé Beaubien pouvant en être la cible *«plus que probable»*.

Des photocopies du communiqué furent transmises à la GRC à des fins d'expertise (les communiqués manuscrits étaient transmis à la SQ, tandis que ceux qui étaient dactylographiés étaient acheminés vers la GRC, qui tentait d'identifier le caractère utilisé).

#### **Communiqué no. 1 de la cellule Wolfred Nelson 19 février 1971**

La source 171 est, avec d'autres personnes, directement impliquée dans toutes les étapes de la production de ce communiqué: elle a participé à sa conception et l'a, par la suite, à la fois rédigé et dactylographié. Le lieutenant Giguère était prévenu à l'avance de l'émission de ce communiqué, comme il l'était de l'attentat à la bombe qu'il revendiquait.

Une photocopie de ce communiqué fit l'objet d'un examen au nitrate d'argent afin d'y repérer des empreintes digitales; étant faite sur une photocopie du communiqué et non sur son texte original, cette expertise était évidemment vouée d'avance à l'échec. Il est de plus intéressant de noter qu'à cette époque les responsables de la production des communiqués avaient décidé d'enduire la surface des communiqués d'un liquide empêchant qu'on puisse y déceler des traces d'empreintes digitales. La source 171 avait communiqué ce détail au lieutenant Giguère. Non seulement les experts ne furent-ils pas mis au courant de cette procédure, mais l'exhibit C-39-F révèle que des journalistes furent rappelés à l'obligation légale dans laquelle ils se trouvaient de remettre à la police les originaux des communiqués dans les plus brefs délais après leur réception.

#### **Communiqué no. 1 de la cellule d'organisation Joseph Duquet 6 mars 1971**

D'après son témoignage, la source 171 a assuré la dactylographie de ce communiqué, à partir d'un texte dont l'auteur serait M. Michel Frankland. Elle en aurait assuré la distribution avec Mme Odette Lamarche.

Tant dans son témoignage du 29 mai 1979 (vol. 380, p. 41) que dans celui qu'il a rendu le 24 septembre de la même année (vol. 411, pp. 74-75), M. Frankland a nié avoir collaboré à l'émission de ce communiqué, ne parvenant pas à concevoir qu'il ait pu écrire une phrase telle que *«Québécois et Québécoises: prenons les armes!»* Mme Odette Lamarche a nié avoir participé à la distribution de ce communiqué et à celle de tout autre (vol. 384, pp. 58-59). Mme Lamarche était cependant une bonne amie de Mme Devault et l'accompagnait parfois dans ses courses. Il est possible qu'elle ait été présente au moment où Mme Devault livrait un communiqué; il est toutefois improbable, selon la Commission, qu'elle ait ignoré la nature des activités de Mme Devault.

M. Giguère n'a pas été prévenu à l'avance de l'émission de ce communiqué (il l'a été après que le communiqué eut paru). C'est le seul cas, d'après le témoignage de Mme Devault, où M. Giguère n'a pas été prévenu à l'avance de la parution d'un communiqué.

**Communiqué #1 de la cellule A. Daunais  
7 avril 1971**

La source 171 a fourni à M. Yves Bergeron le papier officiel du FLQ sur lequel celui-ci a rédigé le communiqué dont la distribution a été assurée par deux étudiants de cégep. Le témoignage rendu par M. Bergeron devant la Commission corrobore celui de Mme Devault (vol. 418, p. 4). M. Bergeron a également témoigné à l'effet que cette dernière était, à sa connaissance, la seule personne auprès de laquelle il aurait pu se procurer du papier officiel du FLQ. La rédaction de ce communiqué est la seule activité liée au FLQ à laquelle M. Bergeron ait été mêlé.

M. Giguère fut prévenu à l'avance de l'émission de ce communiqué et la source 171 l'informa également du nom de son auteur.

Ce communiqué fit l'objet, le 16 avril 1971, d'une lettre de M. F. Rompré, directeur du cabinet de M. Guy Saint-Pierre, qui était à l'époque ministre de l'Éducation du Québec. Cette lettre, adressée à la demande du Ministre au directeur de la SQ, M. Maurice St-Pierre, transmettait à ce dernier une copie du communiqué de la cellule A. Daunais. Dans les mois qui suivirent, des personnes rattachées au Cégep Saint-Laurent furent interrogées par la police dans le but d'identifier l'auteur du communiqué. M. Bergeron ne fut pas interrogé.

**Communiqué no 2 — manifeste — de la cellule d'organisation Joseph Duquet  
8 mai 1971**

D'après le témoignage de Mme Devault, celle-ci aurait dactylographié ce communiqué à partir d'un texte de M. Michel Frankland. La distribution du communiqué aurait été assurée par la source, par M. Frankland et par Mme Odette Lamarche. Le lieutenant Giguère a été informé à l'avance de la parution de ce communiqué.

M. Frankland a nié avoir participé à la rédaction de ce communiqué, dont il n'aurait pas autorisé certaines expressions, à cause de leur vulgarité. Il reconnaît toutefois qu'il aurait pu utiliser d'autres expressions contenues dans le texte du communiqué (vol. 411, pp. 79-84).

Quant à Mme Lamarche, nous avons déjà fait état de son témoignage: elle nie toute participation consciente à l'émission et à la distribution des communiqués du FLQ.

**Communiqué no 1 de la cellule de financement Narcisse Cardinal  
11 août 1971**

Ce communiqué a été dactylographié et distribué par la source 171. D'après son témoignage, elle était accompagnée de Mme Louise Lavergne, au moment de la distribution de ce communiqué. La source 171 avait informé le lieutenant Giguère de ses activités lors de l'émission de ce communiqué.

Les circonstances qui entourent l'émission de ce communiqué n'ont pas toutes été élucidées par la Commission. D'après le témoignage de la source 171, elle aurait reçu un appel téléphonique la requérant de rencontrer quelqu'un sur l'avenue des Pins, à Montréal. Elle ignore de qui provenait cet appel. Elle s'est rendue au rendez-vous de l'avenue des Pins, où une personne de sexe masculin l'a enjointe de prendre livraison d'un brouillon de communiqué dans le bureau de M. Noël Vallerand, alors professeur du Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal. Bien qu'elle ait été interrogée à plusieurs reprises sur ce sujet par la Commission, la source n'a jamais pu identifier la personne qu'elle avait rencontrée sur l'avenue des Pins. Elle s'est rendue, à la suite de cette rencontre, dans le bureau de M. Vallerand et y a pris livraison du brouillon du communiqué, qu'elle a dactylographié et distribué. Le lieutenant Giguère a été prévenu, dans ce cas comme dans les autres, de l'émission du communiqué.

Le bureau de M. Vallerand était situé au Pavillon Louis-Jolliet de l'Université du Québec à Montréal. Il s'agissait d'un bureau ouvert, constitué par un ensemble de cloisons, et dont l'entrée n'était pas fermée par une porte. M. Vallerand a témoigné devant la Commission à l'effet qu'à partir du 2 août 1971, c'est-à-dire avant le dépôt du brouillon de communiqué dans son bureau, celui-ci avait été déménagé dans un autre bureau, situé dans un pavillon de l'Université du Québec connu sous le nom de «Maison Blanche» (rue de La Gauchetière, près de la rue Saint-Alexandre). M. Vallerand, en effet, avait été désigné à cette époque, pour de nouvelles fonctions à l'Université du Québec à Montréal — soit celles de vicedoyen intérimaire de la Famille des lettres — et avait changé de bureau (vol. 480, pp. 17 et 18).

M. Vallerand a nié avoir été mêlé à l'émission du communiqué de la cellule de financement Narcisse Cardinal, de même qu'à celle de tout autre communiqué du FLQ (vol. 480, pp. 21-22).

**Communiqué de la «cellule Information Viger»  
Commando Élie Lalumière — 25 septembre 1971**

Mme Devault a témoigné n'avoir été impliquée d'aucune façon dans la production de ce communiqué.

**Communiqué de la cellule Information Viger  
6 octobre 1971**

D'après le témoignage de Mme Devault, ce communiqué aurait été rédigé à son domicile. Elle a fourni le papier sur lequel il a été dactylographié et sa machine à écrire a été utilisée pour rédiger le communiqué. Celui-ci aurait été rédigé par M. André Lavallée, avec la collaboration de Mme Louise Lavergne. M. Giguère a été averti à l'avance de l'émission de ce communiqué. Dans son témoignage rendu devant la Commission, M. Lavallée a reconnu avoir été présent, avec d'autres personnes, chez Mme Devault — identifiée par le pseudonyme de «Suzanne» — lorsque le contenu de ce communiqué a été discuté et lorsqu'il a été ensuite dactylographié. M. Lavallée n'a pas de souvenir précis sur la part qu'il aurait prise dans l'élaboration du contenu de ce communiqué et dans sa dactylographie. Il a témoigné à l'effet qu'il savait dactylographier à l'époque où le communiqué fut produit dans l'appartement de Mme Devault (vol. 420, p. 8 et sqq).

D'après un rapport de source 945-171, portant sur les activités de Mme Louise Lavergne pendant le mois d'octobre 1971, c'est cette dernière qui aurait rédigé le brouillon du communiqué. Il aurait été dactylographié par M. Laval-lée. Mme Lavergne a nié devant la Commission avoir participé à la rédaction de quelque communiqué felquistique que ce soit (vol. 392, p. 23). Pour des raisons qui seront explicitement données dans la section 2.4 du chapitre V, la Commission tient à manifester ses plus grandes réserves quant à la véracité du témoignage rendu par Mme Lavergne.

**Communiqués nos 1 et 2 de la cellule Pierre-Louis Bourret**

**17 et 23 octobre 1971**

**et communiqué numéro un de la cellule des Frères-Chasseurs**

**17 octobre 1971**

Mme Devault affirme n'avoir été impliquée d'aucune façon dans la rédaction et l'émission de ces communiqués. Elle n'aurait transmis aucune information sur ces communiqués avant qu'ils n'aient été émis.

Les rapports de source 945-171, rédigés en théorie d'après les informations transmises par Mme Devault, font cependant état d'informations qu'elle aurait données sur les communiqués émis par les cellules Pierre-Louis Bourret et des Frères-Chasseurs.

La source 171 a reconnu avoir transmis certains renseignements relatifs aux auteurs des communiqués émis au nom de la cellule Pierre-Louis Bourret. Elle ne reconnaît pour sienne aucune des informations concernant la cellule des Frères-Chasseurs.

**Communiqué conjoint**

**24 octobre 1971**

Ce communiqué a été écrit au domicile de la source 171. Celle-ci ne se souvient pas des personnes qui ont participé avec elle à la rédaction de ce communiqué. M. Giguère a été informé à l'avance de la production et de l'émission de ce communiqué.

**Communiqué No. 1 de la cellule Michèle Gauthier**

**14 novembre 1971**

La source 171 a fourni le papier ayant servi à la rédaction de ce communiqué. Elle en a également assuré la dactylographie. Le lieutenant Giguère a été averti à l'avance de la parution de ce communiqué. M. Michel Guay, dans son témoignage, a reconnu être l'auteur de ce communiqué (vol. 389, p. 18); on retrouve une information analogue dans un rapport 945-171 du 16 novembre 1971, signé par M. Giguère.

**Communiqué no I de la cellule de Financement Jalbert**

**19 novembre 1971**

Ce communiqué a été conjointement écrit par M. Michel Frankland et par la source 171. M. Frankland a rédigé le premier paragraphe du communiqué et la source a rédigé le reste. Ce communiqué s'inscrit dans le cadre d'une tentative d'extorsion effectuée par la cellule de Financement Jalbert.

**Communiqué de la cellule «Narcisse Cardinal»  
25 novembre 1971**

La source 171 affirme n'être impliquée d'aucune façon dans l'émission de ce communiqué. Cette affirmation est corroborée par les rapports de source 945-171. L'un de ces rapports, daté du 30 novembre 1971, mentionne que la source doit tenter de s'informer de l'identité des auteurs de ce communiqué, ainsi que de celle des auteurs de l'attentat qu'il revendique. Dans un rapport daté du même jour, la source 171 aurait, d'après les informations qu'elle est censée avoir transmises, rattaché l'émission de ce communiqué au groupe de M. Comeau. Selon un rapport 945-226, daté du 15 novembre 1972 et rédigé d'après des informations transmises par M. François Séguin, ce dernier a confié aux policiers du SPCUM avoir rédigé et distribué ce communiqué. Les dossiers judiciaires indiquent d'autre part que M. Reynald Lévesque a plaidé coupable à l'attentat revendiqué dans le communiqué.

Il est arrivé à maintes reprises que la source 171 ait nié, au cours des interrogatoires, avoir transmis les renseignements qui lui sont attribués dans les rapports rédigés par M. Giguère. Des informations relatives aux auteurs présumés du communiqué «Narcisse Cardinal» apparaissent effectivement dans un rapport dont l'auteur est M. Giguère. Ce rapport fait état de renseignements qui auraient été transmis par la source 171 au cours d'une rencontre, le 30 novembre 1971, avec le lieutenant Giguère. Les informations attribuées à la source 171 dans le rapport qui fut subséquemment rédigé par M. Giguère figurent parmi celles que la source a nié avec le plus de véhémence avoir transmises. Les renseignements venant de la source 171 auraient été les suivants:

«1- En date du 30 novembre 1971, vers 15.40 heures, la source 945-171, nous communiqua les informations suivantes:

2- Le communiqué émis par la cellule NARCISSE CARDINAL dans lequel il revendique être les auteurs de la bombe du fourgon des prisonniers au poste 18, aurait été émis par des personnes inconnues à date. La source doit tenter de contacter Robert COMEAU ce jour vers 17.30 heures, afin d'avoir de plus amples détails.»

(SAT 945-171 — 30 novembre 1971;  
souligné dans le texte)

«1- Le 30 novembre 1971, vers 18.10 heures, la source 945-171, nous communique les informations suivantes:

Robert COMEAU a été vu à l'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC, à son bureau et il déclare que le communiqué émis par la cellule NARCISSE CARDINAL a été émis par son groupe et que des membres de son groupe ont déposé la bombe dans la camionnette au poste 18.»

(SAT 945-171 — 30 novembre 1971)

La source 171 a nié devant la Commission, à au moins trois reprises, avoir fourni ces informations à M. Giguère (vol. 401, pp. 102 et 103; vol. 417, p. 89 et vol. 452, p. 21).

M. Giguère a, pour sa part, soutenu que ces informations lui avaient été effectivement transmises par la source 171 (vol. 467, p. 35).

**Communiqué du Front de Libération du Québec  
Sur la Grève Générale — 30 novembre 1971**

La source affirme n'être impliquée d'aucune façon dans l'émission de ce communiqué, dont elle ignore l'origine.

Dans le rapport qu'ils ont écrit à la suite de la récupération du communiqué, les sergents-détectives Arsenault et Rousselle estiment que ce communiqué est de même facture que celui de la cellule «Narcisse Cardinal» du 25 novembre 1971 et font suivre cette remarque de la mention «(OPÉRATION POLI-PETTE)» (exhibit C-108-A, p. 2, par. 5).

**Explications relatives au Tableau 3**

Nous présenterons maintenant, sous forme de tableau synoptique, les résultats de l'enquête que nous venons d'exposer. Voici l'explication des différentes informations contenues dans ce tableau:

- |                      |   |
|----------------------|---|
| <b>1ère colonne:</b> | identification du communiqué;   |
| <b>2e colonne:</b>   | date du communiqué;   |
| <b>3e colonne:</b>   | type de papier utilisé:<br>officiel («O») ou autre («A»);   |
| <b>4e colonne:</b>   | type de communiqué (nous reprenons la classification antérieurement proposée: «O» désigne les communiqués relatifs aux derniers événements de la Crise d'octobre 1970; «A» désigne les communiqués revendiquant des attentats; «M/P» désigne les communiqués-menace et les communiqués-propagande); |

- 5e colonne:** informations transmises par la source au sujet d'un communiqué et de l'opération qu'il revendique (si tel est le cas). Sauf une exception — celle du communiqué no. 1 de la cellule Organisation Joseph Duquet —, l'information transmise par la source a précédé l'émission du communiqué et l'exécution de l'attentat qu'il revendique, le cas échéant. La première subdivision de cette colonne est relative aux informations qu'elle reconnaît avoir transmises à son contrôleur du SPM. La seconde est relative aux informations qui lui sont attribuées dans les rapports de source 945-171 rédigés par divers policiers de la SAT. Le témoignage de Mme Devault n'a pas toujours été en concordance avec le contenu des rapports 945-171. Mme Devault a en effet nié que certaines des informations qui lui ont été attribuées dans ces rapports aient été transmises par elle. De façon inverse, certaines des informations qu'elle affirme avoir transmises à la police ne sont pas mentionnées dans les rapports de source 945-171.
- 6e colonne:** participation de la source à la production des communiqués du FLQ: rédaction, fourniture du papier officiel, distribution. (La rédaction d'un communiqué comprend à la fois sa conception et sa calligraphie ou dactylographie);
- 7e colonne:** cette colonne indique si les personnes impliquées dans la distribution d'un communiqué ou dans les activités qui précèdent ou suivent immédiatement l'émission d'un communiqué étaient filées au moment de leur action.<sup>1</sup>
- 8e colonne:** cette colonne indique si les originaux ou des photocopies des communiqués ont été envoyés à la Section d'identité judiciaire du SPM, au Service d'identité judiciaire de la SQ, à l'Institut de médecine légale et de police scientifique ou à la GRC, pour y être soumis à diverses expertises.
- 9e colonne:** cette colonne indique si les experts des services susmentionnés furent informés des renseignements précis que possédait la SAT sur les auteurs des communiqués, avant de procéder à leur expertise.
- Symboles utilisés:** «X» indique une mention affirmative;  
«—» indique une mention négative;  
«O» indique une contradiction entre les témoignages.

---

<sup>1</sup>Plusieurs des membres présumés du FLQ furent soumis à l'écoute électronique par suite des informations de la source 171. Celle-ci le fut elle-même à plusieurs reprises. N'ayant pu procéder à une étude systématique des rapports de ces écoutes électroniques, nous n'avons pas estimé opportun d'intégrer à notre tableau l'information partielle obtenue sur ce sujet.



TABLEAU 3  
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE  
DE LA COMMISSION SUR  
L'AUTHENTICITÉ DES COMMUNIQUÉS  
ÉMIS PAR LE FLQ

Communiqué	Date	Type de papier		Type de communiqué	Informations de la source 171			Participation de la source 171	Flatures Expertises Experts Informés	
		O	A	O	A	M/P	d'après son témoignage	d'après les rapports de police	four-niture du papier	distribution
Information Viger	07/11/70		X	X			X	X	—	X
Information Viger no 2	14/11/70		X	X			X	X	—	X
Information Viger 3	21/11/70		X	X			X	X	—	X
Information-Viger	05/12/70	X		X			—	—	—	X
André Oulmet no. 1	16/12/70		X			X	X	X	X	X
André Oulmet no. 2	06/01/71		X		X		X	X	X	X
Information-Viger <i>Journal Patriotes!</i>	08/01/71	X				X	—	0	—	—
Recrutement Delorimier no 1	12/02/71	X				X	X	X	—	X
Wolfred Nelson no. 1	19/02/71	X			X		X	X	X	X
Organisation Joseph Duquet no. 1	06/03/71	X				X	X	X	X	—
A. Daunais #1	07/04/71	X				X	X	X	—	X
Organisation Joseph Duquet no 2 — manifeste —	08/05/71	X				X	X	X	X	X

Communiqué	Date	Type de papier	Type de communiqué	Informations de la source 171		Participation de la source 171	Flatures Expertises Informés		
		O	A	O	A	M/P	d'après les témoignages de police	d'après la rédaction fournie du papier	distribution
Financement Narcisse Cardinal no 1	11/08/71	X		X	X	X	X	X	X
• Information Viger* Commando Elie Lalumière	25/09/71	X		X					X
Information Viger	06/10/71	X		X	X	X	0	X	X
Pierre-Louis Bourret no 1-	17/10/71	X		X	X	X			X
Frères-Chasseurs numéro un	17/10/71	X		X		X	X		X
Pierre-Louis Bourret no 2-	23/10/71	X		X	X	X	X		X
Conjoint	24/10/71	X		X	X	X	X	X	X
Michèle Gauthier No. 1	14/11/71	X		X	X	X	X	X	X
Financement Jalbert no 1	19/11/71	X		X	X	X	X	X	X
• Narcisse Cardinal	25/11/71	X		X		X	X		X
Front de libération du Québec	30/11/71	X		X		X	X		X

*Sur la Grève Générale*

---

## 2 LE COMMUNIQUÉ NO. III DE LA CELLULE «LA MINERVE»

Le 20 décembre 1971, le journal *Montréal Matin* a publié en première page le texte du communiqué émis par la cellule «La Minerve». Ce communiqué a été rédigé et distribué par des policiers de la GRC. Ce fait a été publiquement reconnu par M. Francis Fox, alors qu'il était solliciteur général du Canada, dans un communiqué de presse émis le 9 janvier 1978, quelques instants avant que ses procureurs n'en fassent de même devant la Commission, lors du dépôt de l'exhibé P-110 et d'un *affidavit* en vertu de l'article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale*. Nous rendrons compte plus loin du détail de l'opération qui amena la GRC à émettre un communiqué au nom du FLQ.

---

### 2.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'OPÉRATION

Dans ses livraisons du 13 et du 14 décembre 1971, le journal *Le Devoir* publiait en deux parties le premier chapitre d'un livre que M. Pierre Vallières avait commencé d'écrire alors qu'il vivait dans la clandestinité. C'est M. Vallières lui-même qui avait fait parvenir ce texte, accompagné d'une lettre manuscrite, à M. Claude Ryan, directeur du *Devoir*. Dans ce texte, M. Vallières engageait les membres du FLQ à cesser la lutte armée et à se joindre au Parti Québécois, pour y militer légalement en faveur de l'indépendance du Québec. Le texte reproduit dans *Le Devoir* suscita de nombreuses réactions et certaines personnes éminent, au nom de présumées cellules felquistes, des communiqués pour annoncer qu'elles se ralliaient à la position de M. Vallières. D'autres communiqués manifestaient une vive désapprobation par rapport à l'abandon de la lutte armée.

D'après son témoignage (vol. 140), le surintendant principal Cobb de la GRC, qui était à l'époque responsable de la Section «G» à Montréal<sup>1</sup>, interpréta le geste de M. Vallières comme une manoeuvre pour infiltrer des extrémistes au sein du Parti Québécois, dans le dessein de prendre éventuellement le contrôle de ce parti. Il se résolut donc à émettre un communiqué au nom du FLQ dans lequel serait dénoncée la position de M. Vallières et dans lequel les membres du FLQ seraient provoqués à poursuivre la lutte armée. M. Cobb espérait que son communiqué aurait pour effet d'inciter les membres du FLQ à se joindre au

---

<sup>1</sup>Nous ferons référence, dans les pages à venir, à diverses sections du Service de sécurité de la GRC. Ces sections sont identifiées par des lettres, soit «D», «E» et «G»... Le jugement de la Cour suprême n'ayant pas reconnu le pouvoir de la Commission de mener une enquête sur les méthodes de la GRC, il nous a été impossible d'obtenir une description explicite des différentes fonctions remplies par les sections du Service de sécurité.

groupe animé par M. Charles Gagnon, plutôt qu'au Parti Québécois. Son expérience le conduisait à estimer que le groupe de M. Gagnon serait plus facile à surveiller que le Parti Québécois.

## 2.2 EXÉCUTION DE L'OPÉRATION

L'inspecteur Cobb demanda au sergent d'état-major Marc Leduc de s'occuper des détails concrets afférents à la réalisation de l'opération (témoignage de M. Leduc, vol. 144, pp. 20-21). Celui-ci recruta lui-même une petite équipe constituée du caporal Bernard Dubuc, de la Section «G», de Mme Hélène Vigeant, analyste à la Section «D», et de M. Laurent Poulin, dessinateur à la GRC.

M. Laurent Poulin fut chargé de dessiner un Patriote semblable à celui qui se trouvait sur les communiqués du FLQ.

M. Dubuc fut chargé de se procurer le matériel nécessaire à la fabrication du communiqué: papier et gants de plastique pour éviter que le communiqué ne porte des empreintes digitales.

Mme Vigeant fut chargée d'élaborer le texte du communiqué et, de façon plus particulière, de lui donner un style «maoïste». Mme Vigeant, comme nous l'avons dit, était analyste à la Section «D» (anti-subversive) et dépendait du sergent d'état-major Normand Cyr. Elle était à l'emploi de la GRC depuis à peine deux mois, soit depuis le 6 octobre 1971, et était à cette époque âgée d'une vingtaine d'années. Le sergent d'état-major Leduc s'adressa au sergent d'état-major Cyr pour requérir la participation de Mme Vigeant. Il ne lui révéla pas quel était le travail qui serait exigé de Mme Vigeant. Le sergent d'état-major Cyr enjoignit cette dernière de se mettre à la disposition de M. Leduc.

Les personnes précitées s'acquittèrent des tâches qui leur avaient été assignées. Les témoignages sur la rédaction du texte du communiqué ne sont pas pleinement convergents. Le surintendant principal Cobb soutient qu'il rédigea lui-même le brouillon du communiqué, auquel Mme Vigeant n'apporta que des corrections de détail. Selon lui, la fabrication du faux communiqué fut accomplie en un jour ou deux (vol. 140, pp. 12, 13 et 16).

La version de Mme Vigeant diffère quelque peu de celle de M. Cobb (le témoignage de Mme Vigeant est contenu dans le volume 130). Elle aurait rédigé un premier brouillon du communiqué et celui-ci aurait été corrigé par M. Cobb. Elle aurait par la suite composé un second brouillon. Il semble, d'après le témoignage de Mme Vigeant, que M. Cobb, M. Leduc et elle-même aient collaboré à l'élaboration du texte du communiqué. Cette opération aurait duré environ cinq jours. C'est Mme Vigeant qui aurait calligraphié le texte final du communiqué, sur du papier où apparaissait le dessin de la silhouette du Patriote.

La mémoire de M. Leduc sur le détail des événements est défailante.

La livraison du communiqué le 19 décembre 1971 fut faite par le caporal Dubuc, qui était accompagné de celui qu'il désigne comme son «siamois», le gendarme Richard Daigle. Les deux policiers se rendirent d'abord à Québec et déposèrent une copie du communiqué à l'église Saint-Sauveur (vol. 149, p.

76). M. Dubuc téléphona ensuite au *Journal de Québec* pour indiquer qu'un communiqué du FLQ avait été déposé à cet endroit.

Les deux policiers revinrent ensuite à Montréal et déposèrent une seconde copie du communiqué à l'Oratoire Saint-Joseph. M. Dubuc a alors téléphoné au journal *Montréal Matin* pour annoncer le dépôt d'un communiqué à l'Oratoire (vol. 149, p. 77). Le communiqué destiné à *Montréal Matin* fut récupéré par M. Ronald Armstrong, photographe à l'emploi de ce journal. La copie destinée au *Journal de Québec* parvint également à destination.

Il est un point sur lequel le témoignage de M. Dubuc diffère de celui des autres policiers impliqués dans cette affaire. M. Dubuc croit avoir déposé une troisième copie de ce communiqué dans une boîte téléphonique située au carré Saint-Louis à Montréal (vol. 149, pp. 77-78). Cette copie du communiqué aurait été destinée au journal *Québec-Presse*. Avant de témoigner devant la Commission, M. Dubuc aurait rencontré MM. Quintal et Pothier de la GRC, ainsi que d'autres personnes appartenant à ce service de police. Il leur a fait part de son souvenir relatif à l'existence d'une troisième copie du communiqué no. III de la cellule «La Minerve». Ceux-ci lui auraient rétorqué qu'il devait se tromper, une étude des dossiers ne révélant pas qu'une troisième copie du communiqué ait été déposée au carré Saint-Louis (vol. 149, p. 78 et sqq).

Pour ce qui est de l'existence d'une troisième copie de ce communiqué, il importe de mentionner que l'enveloppe adressée au *Montréal Matin* porte, à l'endos, une inscription qui se lit comme suit:

« Pour: Montreal Matin  
copies: Quebec Presse  
Journal de Quebec »  
(Exhibit P-179)

Le journal *Québec-Presse* avait reçu, dans la nuit du 17 au 18 décembre 1971, une lettre manuscrite de M. Pierre Vallières, accompagnée d'un texte de ce dernier. Le journal avait publiquement fait état de cette correspondance le 19 décembre 1971. L'hypothèse qu'une troisième copie d'un communiqué visant à dévaluer la position de M. Vallières ait été envoyée à *Québec-Presse* ne manque donc pas de plausibilité. La Commission a effectué des démarches auprès de journalistes qui ont été à l'emploi de ce journal, afin de retrouver cette troisième copie du faux communiqué. Bien que des recherches aient été faites par ces personnes, cette hypothétique troisième copie n'a pas été retrouvée. La Commission le déplore fortement, car elle aurait alors disposé d'échantillons d'écriture qui auraient été de nature à faire progresser son enquête.

## 2.3 SUITES DE L'OPÉRATION

Le faux communiqué de la GRC a fait l'objet d'une enquête du SPCUM visant à en retrouver les auteurs. Il a également fait l'objet des expertises habituelles, à la SQ et au SPCUM. Les enquêtes de la SQ et du SPCUM s'avèrent infructueuses. Selon l'«exposé de faits» relatif à cette affaire déposé par le représentant du Solliciteur général du Canada (exhibit P-110), le texte de ce communiqué a en outre été transmis au solliciteur général du Canada — M. Jean-Pierre

Goyer — par la Direction générale du Service de sécurité de la GRC. Toujours selon ce précis, il semble qu'à l'époque où ce communiqué fut émis, personne à part ceux qui participèrent directement à son émission, n'ait été prévenu qu'il émanait de la Section «G» du Service de sécurité de la Division «C» de la GRC. Au cours de son témoignage, M. Cobb a invoqué le principe du «besoin de savoir» (*«need to know basis»*) pour justifier qu'il n'ait informé aucun des responsables de l'administration de la justice au Québec de l'identité des auteurs véritables du communiqué (vol. 140, p. 76).

## 2.4 PERCEPTION DE LA LÉGALITÉ DE L'OPÉRATION

Interrogé à plusieurs reprises par la Commission sur ce sujet, le surintendant principal Cobb a réitéré qu'il n'estimait pas, au moment où il se décida à émettre un faux communiqué, que cette action fut illégale. M. Cobb, qui n'avait pas consulté de conseiller juridique à l'époque, fonde son opinion sur le fait qu'il a pris soin d'éviter que son communiqué ne constitue une incitation à la violence:

*«( . . . ) Dans mon esprit, il n'y avait absolument rien d'illégal dans qu'est-ce que c'est que j'ai fait là. J'ai pris grand soin, ( . . . ), pour éviter qu'il y aurait une incitation à la violence, dans qu'est-ce que c'est que j'ai publié ( . . . )»*

(Vol. 140, pp. 73 et 74)

Si l'on constate que le texte du communiqué comporte des expressions telles que *«Mao, le vrai révolutionnaire, nous enseigne que le pouvoir est au bout du fusil»* et *«Qui dit lutte dit sacrifice, et la mort est chose fréquente»*, il est difficile de reconnaître le bien-fondé des affirmations de M. Cobb. Il est encore plus difficile d'accepter le raisonnement présenté par M. Cobb devant la Commission, à savoir que la répétition des termes d'une incitation antérieure à la violence ne constituait pas elle-même une incitation à la violence. Selon ce raisonnement, on devrait admettre qu'aucun des communiqués produits par le FLQ en 1971 ne peut être qualifié d'incitation à la violence. À quelques variantes près, tous ces communiqués reprennent un vocabulaire déjà utilisé par le FLQ en 1970.

Il ne semble pas que les autres policiers impliqués dans cette opération aient émis plus de réserves que M. Cobb quant à la légalité de l'émission de ce faux communiqué. Seule Mme Vigeant, membre civil de la GRC, fut troublée par la rédaction du communiqué:

(Interrogatoire du procureur de la Commission)

«Q. Sachant qu'il (le communiqué no. III de la cellule «La Minerve») pourrait être mis en application par certaines personnes, avez-vous fait des efforts pour qu'il ne constitue pas un appel à la violence?

R. Je peux seulement que vous répondre que quand monsieur Cobb a accepté la version finale, là je l'ai transcrite. Je n'ai pas eu d'autre chose à faire.

Q. *Mais est-ce que c'était une préoccupation là dans votre esprit lorsque vous l'aviez rédigé à ce qu'il ne constitue pas un document qui faisait appel à la force, à la violence?*

R. *Quand je l'ai écrit j'ai demandé à monsieur Leduc, justement si ça ne pouvait pas constituer... puis à cette époque-là je ne me souvenais pas de l'expression française, j'ai dit «public mischief» puis lui il a dit de ne pas me tracasser avec ça.*

Q. *De ne pas vous tracasser avec ça?*

R. *Oui.»*

(Vol. 130, p. 30)

(Interrogatoire du procureur de la GRC)

«Q. *Mademoiselle Vigeant, quand monsieur Leduc vous a dit de ne pas vous tracasser, pour vous qu'est-ce que ça voulait dire?*

R. *Ca me disait que pour moi c'était une caution morale parce que le policier me disait de ne pas m'en faire et pour moi il n'y avait pas d'illégalités.»*

(Vol. 130, p. 51)

## 2.5 ENQUÊTE SUR LA PRODUCTION HYPOTHÉTIQUE D'AUTRES FAUX COMMUNIQUÉS PAR LA GRC

La Commission a tenté de savoir si la GRC n'avait pas émis d'autres faux communiqués. Tous les policiers de la GRC qui ont été interrogés à ce sujet ont nié qu'il y ait eu d'autres faux communiqués produits par la GRC.

Dans le but de vérifier la véracité de ces affirmations, la Commission a chargé Mme Langlois-Sarrazin de se livrer à de nombreuses expertises d'écritures. La Commission avait en effet pris connaissance d'un rapport d'expertise de l'Institut de médecine légale et de police scientifique, selon lequel les trois communiqués produits par la cellule «La Minerve» pouvaient être rattachés «à la même personne» (exhibit P-172, rapport daté du 17 août 1972). Un autre rapport d'expertise de l'Institut de médecine légale et de police scientifique, daté du 4 novembre 1971, affirmait que les communiqués nos. I et II de la cellule «La Minerve» et un autre communiqué, émis au nom de la cellule «Amable Daunais», émanaient «d'un même groupe de personnes» (exhibit P-178, p. 3).

Voici le résultat de ces expertises, faites pour le compte de la Commission en 1979 par Mme Langlois-Sarrazin; ce résultat n'a pas été contesté, devant la Commission, par les procureurs de la GRC et du Solliciteur général.

Les communiqués qui furent soumis à l'expertise de Mme Langlois-Sarrazin sont les suivants:

exhibit P-173:

le communiqué no I de la cellule  
«La Minerve»,

- exhibit P-175: le communiqué no II de la cellule «La Minerve»,
- exhibit P-177: un communiqué de la cellule «Amable Daunais»,
- exhibit P-179: le faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve» (la copie qui fut livrée au journal *Montréal Matin*),
- exhibit P-182: le faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve» (la copie qui fut livrée au *Journal de Québec*).

Les rapports effectués par Mme Langlois-Sarrazin peuvent être résumés de la façon suivante (ces rapports ont été produits devant la Commission à titre d'exhibits publics; nous y ferons référence en citant la cote qui leur fut attribuée par la Commission):

- exhibit P-188: Dans ce premier rapport, l'expert conclut que les écrits moulés apparaissant dans les communiqués no I et no II de la cellule «La Minerve» (exhibits P-173 et P-175) sont de la même main. Tous les écrits apparaissant dans ces communiqués sont en lettres moulées.
- exhibit P-189: Dans ce second rapport, l'expert conclut que les écrits en lettres moulées contenus dans le texte du communiqué émis par la cellule «Amable Daunais» (exhibit P-177) sont de la même main que les écrits de même type contenus dans le texte des communiqués no I et no II de la cellule «La Minerve». Les écrits apparaissant dans le texte du communiqué de la cellule «Amable Daunais» ne sont cependant pas tous en lettres moulées (il y a des lettres cursives). En dépit de cette difficulté, l'expert conclut, se fondant sur la somme des ressemblances existant entre les écrits en lettres moulées, que les trois communiqués ont une origine commune. L'expert remarque également que le rédacteur du communiqué de la cellule «Amable Daunais» tente de déguiser son écriture.



- exhibit P-190: Ce rapport compare les deux versions du faux communiqué no. III émis par la GRC au nom de la cellule «La Minerve» (exhibits P-179 et P-182). Sa conclusion est la suivante: ces deux communiqués ont été rédigés par un même scripteur, à l'exception du mot «COMMUNIQUÉ» qui figure dans l'en-tête de P-182, soit la copie du faux communiqué qui fut livrée à Québec par le caporal Dubuc.
- exhibit P-191: Ce rapport compare les deux versions du faux communiqué émis au nom de la cellule «La Minerve», avec le communiqué émis au nom de la cellule «Amable Daunais» (P-177 est comparé à P-179 et à P-182). La conclusion de l'expert est double:
- (i) les écrits en lettres moulées apparaissant d'une part sur P-177 et d'autre part sur P-179 et P-182 proviennent de scripteurs différents;
  - (ii) le mot «COMMUNIQUÉ» apparaissant dans l'en-tête de P-182 s'apparente aux écrits moulés contenus dans le texte de P-177. On se souviendra que ce mot constitue l'exception citée par l'expert dans sa comparaison des pièces P-179 et P-182 (les deux versions du faux communiqué sont d'un même scripteur, à l'exception du mot «COMMUNIQUÉ» apparaissant sur la version livrée à Québec).

Les conclusions générales tirées de ces expertises peuvent être ainsi formulées:

- (i) Les deux premiers communiqués de la cellule «La Minerve» et le communiqué de la cellule «Amable Daunais» ont le même scripteur.
- (ii) Les deux versions du faux communiqué émis par la GRC ont été produites — à l'exception d'un mot — par un même scripteur. Ce scripteur n'est pas celui des trois communiqués cités en (i).

(iii) Le mot «COMMUNIQUÉ», qui constitue la seule expression qui ne soit pas attribuable à un même scripteur dans le cas des deux versions du faux communiqué émis par la GRC, s'apparente aux écrits en lettres moulées contenus dans le texte du communiqué de la cellule «Amable Daunais».

(iv) C'est donc ce mot «COMMUNIQUÉ» qui, de façon hypothétique, lie le faux communiqué émis par la GRC aux autres communiqués de la cellule «La Minerve» et au communiqué de la cellule «Amable Daunais».

Ce lien n'est pas suffisant pour invalider le témoignage des policiers de la GRC à l'effet qu'ils n'auraient produit qu'un seul faux communiqué. Comme nous l'avons dit précédemment, la Commission a déployé des efforts marqués pour retrouver la troisième version du faux communiqué de la GRC qui, selon le témoignage du caporal Dubuc, aurait été destiné à *Québec-Presse*. Si elle avait retrouvé une troisième version du faux communiqué, la Commission aurait alors chargé Mme Langlois-Sarrazin de comparer les écrits contenus dans cette version à ceux des deux premiers communiqués de la cellule «La Minerve», ainsi qu'à ceux du communiqué diffusé par la cellule «Amable Daunais». La Commission n'a malheureusement pas pu retrouver le texte de cette troisième version du faux communiqué, dont l'existence avait été évoquée par M. Dubuc.

La Commission a en outre demandé à Mme Langlois-Sarrazin de comparer des spécimens d'écriture des policiers qui ont témoigné dans l'affaire du faux communiqué émis par la GRC avec les écrits des textes des exhibits P-173, P-175 et P-177. MM. Cobb, Leduc, Hugo, Dubuc et Daigle, de même que Mme Vigeant, ont fourni à la Commission des spécimens de leur écriture. Aucune des expertises auxquelles s'est livrée Mme Langlois-Sarrazin ne s'est révélée concluante quant à la découverte d'un autre faux communiqué qui aurait été émis par ces personnes.

La Commission doit donc déclarer que la preuve qu'elle a recueillie ne l'autorise pas à affirmer que des membres de la GRC auraient été impliqués dans la rédaction, l'émission ou la distribution d'un ou de plusieurs autres faux communiqués que le communiqué no. III de la cellule «La Minerve».

---

### **3 LE COMMUNIQUÉ ÉMIS AU NOM DU FLQ, SIGNÉ PAR M. C. LONGTIN 6 JANVIER 1972**

Le contenu de ce communiqué a été antérieurement présenté. Nous rappellerons qu'il est dactylographié sur le papier officiel du FLQ et qu'il est signé par M. Claude Longtin.

---

#### **3.1 RAPPORT DE SOURCE 945-167**

Le paragraphe 2 a) d'un rapport faisant état d'informations fournies par la source 167 se lit comme suit:

*«La source nous a remis:*

*une lettre qui sera signée par le  
Docteur Claude LONGTIN et qui sera  
envoyée au journal LE DEVOIR, en  
réponse à Pierre VALLIÈRES.»*

(Rapport 945-167 daté du 27 décembre 1971,  
souligné dans le texte)

Ce rapport est daté du 27 décembre 1971. Une copie manuscrite de la lettre de M. Longtin lui est annexée. Le texte de cette lettre correspond de façon exacte — à une variante près — au texte du communiqué qui sera émis le 6 janvier 1972. Les deux seuls paragraphes qui ne sont pas identiques sont les suivants:

*«La formation d'une organisation armée  
signifie de façon pratique un programme de  
formation (entraînement): 1) 2) 3) 4) 5)  
6) 7) 8) 9) 10) 11) 12) 13).»*

(Début du second paragraphe de la page 2, de la lettre  
annexée au rapport 945-167 du 27 décembre 1971)

*«La formation d'une organisation armée  
signifie de façon pratique:*

- 1) camouflage et déguisement;*
- 2) investigation et dépistage;*
- 3) cartographie et développement;*
- 4) photographie et développement;*
- 5) premiers soins*
- 6) radio émetteurs et brouillage d'onde ( . . . )*
- 7) conduite de véhicules lourds;*
- 8) expression orale et art oratoire;*
- 9) manipulation et contrôle des foules;*
- 10) notions d'organisation;*
- 11) Plongée sous-marine;*
- 12) Maniement des armes blanches et balistiques;*
- 13) fabrication et maniement d'engins explosifs.»*

(5e par. du communiqué de M. Claude Longtin)

On constate que le paragraphe du communiqué est plus explicite que celui de la lettre: le nombre des items (13) est toutefois équivalent. Si l'on excepte cette différence, les deux textes sont identiques.

Le rapport auquel une copie de la lettre de M. Longtin est annexée est signé par les sergents-détectives Howard Langlais et Roger Beaudoin. Il porte également l'estampille du lieutenant-détective Gilles Forgues. Tous ces policiers font partie de la Section de la Recherche sur la Criminalité (Activités Subversives), SRC(AS), qui est la nouvelle appellation de la Section anti-terroriste au SPCUM.

### 3.2 TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE GIGUÈRE DU SPCUM

La Commission a demandé au capitaine Giguère<sup>1</sup> si la source 171 était, à sa connaissance, la seule source humaine d'information au service d'un corps policier opérant en territoire québécois qui ait été associée à la préparation de communiqués diffusés au nom du FLQ. Le témoignage qu'il a rendu peut être résumé de la façon suivante (volumes 410 et 433).

Le capitaine Giguère se souvient qu'une source opérait dans l'entourage de M. Longtin, qu'il identifie comme étant un psychiatre<sup>2</sup> (hors de tout doute, cette source est la source 167, d'après le contenu des rapports 945-167). Cette source était contrôlée par deux policiers agissant sous les ordres d'un lieutenant-détective (le capitaine Giguère n'a pas identifié les noms de ces policiers).

Le lieutenant-détective auquel nous venons de référer savait apparemment que le lieutenant Giguère possédait du papier à en-tête du FLQ (le lieutenant Giguère se serait en effet servi un temps de ce papier pour y inscrire les informations qui lui étaient transmises par la source 171 (vol. 410, pp. 50 et sqq). Il approcha un jour le lieutenant Giguère pour se procurer quelques feuilles de ce papier, dans le dessein d'accréditer une source. Le lieutenant en question expliqua en effet à M. Giguère qu'une source infiltrée auprès de M. Longtin s'était vantée auprès de ce dernier de faire partie du FLQ. Comme M. Longtin se proposait d'émettre un communiqué où il s'affirmerait le chef du FLQ, il avait demandé à cette source de lui fournir le papier qu'utilisait ce mouvement pour émettre ses communiqués officiels. D'où la démarche du lieutenant-détective auprès de M. Giguère.

Ce dernier affirme s'être rendu à sa demande: quelques feuilles du papier qu'il possédait parvinrent de cette façon à la source 167, via le lieutenant-détective et ses deux subordonnés qui contrôlaient cette source. C'est ainsi, finalement, que le papier fut acheminé par la source vers M. Claude Longtin, qui l'utilisa pour produire son communiqué.

---

<sup>1</sup>Quand il a été entendu par la Commission, M. Giguère avait le grade de capitaine-détective.

<sup>2</sup>M. Longtin s'est attribué le titre de psychanalyste et la presse le désigne parfois comme psychiatre. Après avoir vérifié auprès de l'Association des Psychanalystes du Québec, de la Société Canadienne de Psychanalyse, de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec et de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, la Commission a établi que M. Longtin n'a jamais appartenu à aucune de ces associations.

### 3.3 ATTITUDE ADOPTÉE PAR DES POLICIERS DU SPCUM

Le capitaine Giguère n'a pas identifié les policiers auxquels il aurait transmis le papier à en-tête du FLQ qu'il possédait. D'après les rapports étudiés par la Commission, les deux policiers qui contrôlaient la source 167, au mois de décembre 1971, étaient les sergents-détectives Howard Langlais et Roger Beaudoin. Ces deux policiers étaient sous l'autorité du lieutenant-détective Gilles Forgues. Ce sont d'ailleurs les noms de ces trois policiers que l'on trouve dans le rapport 945-167, dont nous avons cité le paragraphe 2 a) au début de la section consacrée au communiqué de M. Longtin. Ces policiers ont été assignés devant la Commission. Ils étaient les plus susceptibles d'éclairer la Commission sur la véracité du témoignage rendu par le capitaine Giguère sur la façon dont le papier officiel du FLQ aurait été acheminé vers M. Longtin.

Ce serait faire violence à la langue française que de qualifier de «témoignage» les réponses apportées par ces policiers aux questions de la Commission sur ce sujet. Voici des extraits des interrogatoires tenus à huis clos:

- (i) **Témoignage du sergent-détective Howard Langlais**  
(Vol. 473 *(suite)*, pp. 6 et 7)
- «Q- *Lorsque le communiqué de Claude Longtin, dactylographié et écrit sur du papier authentique du F.L.Q. a paru, est-ce que vous avez informé vos supérieurs de la connaissance que vous aviez dans vos dossiers dès le vingt-sept (27) décembre du contenu de ce communiqué?*
- R- *Je me souviens pas de ça, monsieur . . .*
- Q- *Vous vous souvenez pas de ça?*
- R- *. . .*
- Q- *Est-ce que ça vous est arrivé souvent ça d'avoir à l'avance des brouillons de communiqués?*
- R- *. . . J'ai jamais eu connaissance d'avoir des brouillons de communiqués, pour commencer.*
- Q- *Est-ce que vous avez reçu le document que vous venez de . . . ?*
- R- *Je dois l'avoir reçu, puisqu'il est annexé au rapport, vous me dites que c'est annexé au rapport . . .*
- PAR MONSIEUR LE PRÉSIDENT:**
- Q- *C'est vous qui l'avez dit, monsieur, que c'est annexé au rapport.*
- R- *. . . Ah bon . . . O.K., c'est correct . . . ça date de mil neuf cent soixante-et-onze (1971)?*

PAR Me MARIO BILODEAU:

Q- *Vingt-sept (27) décembre soixante-et-onze (1971), l'étampe de Monsieur Forgues est du vingt-huit (28) décembre soixante-et-onze ('71)?*

R- *... Parfait ...»*

(ii) **Témoignage du sergent-détective Roger Beaudoin**  
(Vol. 473 (suite), p. 15)

«Q- *Est-ce qu'il est exact que vous ayez eu le brouillon du communiqué de Claude Longtin le vingt-sept (27) décembre mil neuf cent soixante-douze (1972)?*

R- *Ca ...*

Q- *Soixante et onze ('71), pardon?*

R- *Je me rappelle pas de ça ...*

Q- *Vous vous rappelez pas de ça?*

R- *...*

PAR MONSIEUR LE PRÉSIDENT:

Q- *Est-ce que vous reconnaissez que votre propre rapport indique que vous l'avez reçu?*

R- *... Ca, ce rapport-là, c'est le confrère Langlais qui l'a fait ...*

Q- *Avec vous?*

R- *Oui.»*

(iii) **Témoignage du lieutenant-détective Gilles Forgues**  
(Vol. 473, p. 6)

«Q- *J'ai remis au témoin, Monsieur le Commissaire, à partir de nos exhibits, le communiqué du F.L.Q. écrit ou paraissant avoir été écrit par Monsieur Claude Longtin et qui est produit à la page 703 de notre volume.*

*Je vous le montre, Monsieur Forgues, parce que vous allez constater que le texte qui est joint au rapport du vingt-sept (27) décembre mil neuf cent soixante et onze (1971) est identique au communiqué que vous avez devant vous. Or le communiqué, lui, est paru le six (6) janvier mil neuf cent soixante-douze (1972) de sorte qu'il est raisonnable de penser que les policiers de Montréal avaient en leur possession copie du communiqué avant qu'il soit distribué?*

R- *... Non ... ça me dit absolument rien ... c'est le rapport, en fait c'est le rapport de Langlais et Beaudoin définitivement, c'est mon étampe en bas mais là le reste ...*

Q- *Ca vous dit absolument rien?*

R- *Non.»*

Les audiences tenues à huis clos avec ces trois policiers, dont nous venons de reproduire quelques extraits, ont fait suite à des questions qui leur furent posées en vain sur le même sujet, au cours d'une audience publique. Les réponses faites au cours du huis clos manifestent exactement la même attitude que celle que ces policiers avaient décidé d'adopter en public, c'est-à-dire un refus systématique d'éclairer la Commission sur des matières inscrites dans les articles de son mandat. La Commission se réserve pour faire ultérieurement les commentaires qui conviennent sur l'attitude qui a été adoptée devant elle par MM. Forgues, Beaudoin et Langlais.

Bien qu'il n'ait pas été corroboré, la Commission est encline à accorder sa créance au témoignage de M. Giguère relatif à la provenance du papier utilisé par M. Longtin. Ce témoignage est pleinement en accord avec le contenu du rapport 945-167 du 27 décembre 1971. Le contenu des affirmations de M. Giguère n'a de plus pas été contredit par MM. Forgues, Beaudoin et Langlais. Ils se sont bornés à soutenir que le témoignage de M. Giguère ne correspondait à rien qui fut présent dans leur souvenir. Nous rappellerons en outre que le document préparé par le CAD mentionne que M. Claude Longtin se serait procuré, par «des voies détournées», le papier qu'il a utilisé.

---

## 4 LA PROVENANCE DU PAPIER UTILISÉ PAR LE FLQ À PARTIR DU 5 DÉCEMBRE 1970

La Commission a consacré des efforts considérables pour établir la provenance du papier utilisé dans la production des communiqués dont elle a évalué l'authenticité (ces communiqués sont ceux qui apparaissent au Tableau 2 du présent rapport).

Les obstacles rencontrés par la Commission dans son enquête sur la provenance du papier utilisé par le FLQ pour produire ses communiqués ont été nombreux:

- (i) les changements, souvent importants, introduits par les témoins dans leur version des événements sur lesquels ils étaient interrogés;
- (ii) l'impossibilité de concilier entre eux les divers témoignages, de manière à présenter une version univoque de ces événements;
- (iii) le caractère incomplet des documents transmis à la Commission par les corps policiers;
- (iv) la destruction délibérée de certains documents, dont l'acquisition par la Commission aurait été de nature à faire progresser son enquête;
- (v) le refus de certains témoins de collaborer à la progression de l'enquête.

La somme de ces obstacles a empêché jusqu'à maintenant la Commission de parvenir à des conclusions fermes concernant cette question de la provenance du papier utilisé, en 1971, pour les communiqués du FLQ sur lesquels elle s'est penchée. Le rapport n'en fera pas moins état des investigations menées par la Commission à ce sujet; il soulignera les discordances qui existent entre les différents résultats de ces investigations.

---

## 4.1 TYPES DE PAPIER UTILISÉS PAR LE FLQ

Afin d'aider à l'intelligence de ce dossier relativement complexe, nous reproduirons, dans les pages subséquentes, cinq communiqués émis au nom du FLQ entre le mois d'octobre 1970 et la fin de l'année 1971. Chacun de ces communiqués a été rédigé sur un type de papier différent, dont nous soulignerons maintenant les caractéristiques pertinentes.

(i) **Communiqué numéro 8 de la cellule Libération**  
**11 octobre 1970**

Ce communiqué est écrit à la main sur le *papier original* du FLQ. L'usage de ce type de papier n'ayant pas fait l'objet de l'enquête de la Commission, nous nous contenterons de reproduire un exemplaire du communiqué numéro 8 de la cellule Libération, sans décrire de façon explicite les caractéristiques de ce papier. À noter toutefois que les bandes apparaissant à l'en-tête du communiqué étaient aux couleurs du FLQ (vert, blanc et rouge). C'est ce papier qui a servi pour produire la plupart des communiqués émis par la cellule Libération, pendant la Crise d'octobre 1970. À une date qu'il est difficile de déterminer avec certitude — début novembre 1970 — ce papier vint à manquer; les membres de la cellule Libération, qui se cachaient dans un appartement de la rue Des Récollets, où était également séquestré M. James Richard Cross, furent alors contraints de se servir d'un autre type de papier pour émettre leurs communiqués.



# COMMUNIQUÉ NUMÉRO 8 DE LA CELLULE LIBÉRATION 11 OCTOBRE 1970

TYPE DE PAPIER: PAPIER ORIGINAL

## front de libération du québec

### communiqué NUMÉRO 8

11 octobre 1970, heure : 10 heures P.M.

A LA SUITE DE L'ENLEVEMENT DE PIERRE LAPORTE ET DE LA POSITION ADOPTÉE PAR LES AUTORITÉS EN PLACE, LE FRONT DE LIBÉRATION DU QUÉBEC A ÉLÉVÉ SES DEUX DERNIÈRES CONDITIONS CONTENUES DANS LE COMMUNIQUÉ NUMÉRO 6, À SAVOIR :

1. LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES "CONSENTANTS" ET LEUR DÉMÉNAGEMENT VERS L'ALGÉRIE, TEL QU'ÉTABLI DANS LE PRÉCÉDENT COMMUNIQUÉ 2, 3, 4 ET 5.
2. IL Y AURA UNE PARTIE DES ÉPOUSES ET ENFANTS DES PRISONNIERS POLITIQUES DE LA RÉGION, S'ils LA DÉSIRENT.
3. D'UN CÔTÉ, PIERRE LAPORTE, PIERRE PASSEAU ET LOUIS FOVARIER POURRAIENT VOULOIR ASSURER UN BON DÉROULEMENT DE CETTE OPÉRATION.
4. DE L'AUTRE CÔTÉ, IL Y AURA DES INTERMÉDIAIRES ENTRE LES DEUX CELLULES, LE FLQ ET LES AUTORITÉS EN PLACE.
5. LA CESSATION IMMÉDIATE DE TOUTES FOUILLES, PERQUISITIONS ET ARRESTATIONS DE LA PART DE LA POLICE POLITIQUE FAUCISTE,

#### GARANTIES

LE FRONT DE LIBÉRATION DU QUÉBEC S'ENGAGE SOLENNELLEMENT DEVANT LE PEUPLE DU QUÉBEC À LIBÉRER AVANT ET EN BONNE SAINTE LE DIPLOMATE J. CROSS, DANS LES VINGT-QUATRE HEURES QUI SUIVRAIENT LE RETOUR À MONTRÉAL DES OBSERVATEURS ASSURANT LA SÉCURITÉ DES PRISONNIERS PATRIOTES. CES OBSERVATEURS DEVOIENT À LEUR RETOUR CERTIFIER LE BON DÉROULEMENT DE CES OPÉRATIONS. IL EST CERTAIN, POUR DES RAISONS ÉVIDENTES DE SÉCURITÉ, QUE PLUS NE POURRA PAS AVANCER À LE DIPLOMATE J. CROSS ET M. PIERRE LAPORTE SERONT LIBÉRÉS, MAIS LES AUTORITÉS EN PLACE SERONT PRÉVENUES, DANS LES MINUTES QUI SUIVRAIENT CETTE LIBÉRATION, DES LIEUX OÙ SE TROUVENT J. CROSS ET PIERRE LAPORTE.

NOUS VAINCRONS  
FRONT DE LIBÉRATION DU QUÉBEC

#### REMARQUE

- REMARQUE 1 - NOUS NE FERMONS PAS DE DOUTER. NOUS CROYONS QUE LA BONNE FOI DES AUTORITÉS EN PLACE SE MANIFESTERA DANS LA CÉLÉRITÉ AVEC LAQUELLE ELLES ÉVALUERONT CES CONDITIONS. NOTRE PAIX NE SERA PAS EN JEU.
- REMARQUE 2 - NOUS AVONS ÉCRIT À CE COMMUNIQUÉ UNE LETTRE DE J. CROSS ATTESTANT QU'IL EST EN ALGÉRIE.

opération libération

(ii) **Un des deux communiqués émis par la cellule Libération  
le 3 décembre 1970**

C'est là un exemplaire de cet autre type de papier utilisé par les membres de la cellule Libération pour émettre *deux* communiqués (non numérotés et non datés) dans la journée du 3 décembre 1970. Les caractéristiques de ce papier sont les suivantes:

- Ce papier est d'abord le résultat d'une *photocopie*. Il est, à une caractéristique près, identique au type de papier originellement utilisé par la cellule Libération: il comporte le dessin de la silhouette du Patriote, ainsi que les mots «communiqué» et «Opération Libération» inscrits en caractères identiques à ceux du papier original et apparaissant aux mêmes endroits que sur ce dernier.
- La différence entre ces deux types de papier est la suivante: l'en-tête — «Front de Libération du Québec» — du second type de papier a été composé en utilisant du *Letraset*.
- Il semble donc, à la lumière de la preuve recueillie par la Commission, que les membres de la cellule Libération aient confectionné une feuille de papier du second type — identique à l'en-tête près, au papier original — et qu'ils l'aient reproduite à l'aide d'une machine à photocopier en quelques exemplaires. Ces exemplaires, vierges de texte, devaient servir à émettre les futurs communiqués de la cellule Libération. Ayant été produit à l'aide d'une machine à photocopier, ce papier ne comporte pas, comme le précédent, les couleurs du FLQ (vert, blanc et rouge).
- Ce papier porte également une marque distinctive: il s'agit d'un petit trait situé à la hauteur du genou gauche du Patriote (cette marque apparaît à 2.5 cm environ sous le «d» de l'expression «Terre des Hommes» par laquelle se termine le communiqué que nous avons reproduit).
- Nous ferons référence à ce second type de papier sous l'appellation «papier-Libération».

Ce papier ne sera utilisé que pour la production de *deux* communiqués, soit les deux communiqués qui furent émis dans la journée du 3 décembre par la cellule Libération. Ces communiqués énonçaient les conditions de libération de M. Cross.

UN DES DEUX COMMUNIQUÉS  
ÉMIS PAR LA CELLULE LIBÉRATION  
LE 3 DÉCEMBRE 1970  
TYPE DE PAPIER: PAPIER-LIBÉRATION

FRONT DE LIBÉRATION DU QUÉBEC

communiqué

En vue de la remise en liberté de J. Cross moyennant  
la libération de certaines autres personnes à vous des  
préalables :

1. ~~Arrêter le J. Cross~~
2. ~~Instaurer la loi martiale~~
3. Nous demandons à Claude Ryan + un représen-  
tant de la libération cubaine → à se présenter  
ici (10945) en compagnie de M. Hargler
4. Possibilité des auditions cubain de nous  
accompagner jusqu'à Cuba
5. J. Cross accompagné de certains membres  
de sa famille.
6. De pouvoir faire usage du téléphone  
au profit de faire des Hommes

opération libération



(iii) **Communiqué de la cellule Information-Viger**  
**5 décembre 1970**

Le papier utilisé pour produire ce communiqué est, à une différence près, en *tous points* identique au papier-Libération. La différence est la suivante: la mention «Opération Libération», inscrite de bas en haut sur le côté gauche du papier-Libération, n'apparaît pas sur le papier utilisé pour produire le communiqué du 5 décembre 1970 de la cellule Information-Viger. Comme on le verra, la mention «Opération Libération» a été recouverte d'un rectangle de papier lors d'une séance de photocopie. Ce rectangle de papier utilisé pour dissimuler l'expression «Opération Libération» a lui-même laissé, à ses extrémités, une trace que nous avons soulignée sur le communiqué reproduit ici pour la rendre plus visible. C'est ce papier — le papier-Libération, moins l'expression «Opération Libération» dissimulée sous un rectangle de papier qui a laissé certaines traces — que nous avons désigné, dans les pages précédentes de ce rapport, par l'appellation «papier officiel» du FLQ. La SQ a en effet classifié les communiqués produits en 1971 par le FLQ comme étant des communiqués officiels, selon qu'ils étaient ou non rédigés sur du papier-Libération modifié comme nous venons de le décrire. À peu d'exceptions près, les communiqués apparaissant au Tableau 2 ont été rédigés sur ce papier officiel du FLQ. Ce papier fut utilisé pour la première fois à l'occasion de l'émission du communiqué du 5 décembre 1970 de la cellule Information-Viger; il continuera d'être utilisé jusqu'au début de l'année 1972.

# COMMUNIQUÉ DE LA CELLULE INFORMATION-VIGER

5 DÉCEMBRE 1970 (p. 2)

TYPE DE PAPIER: PAPIER OFFICIEL DU FLQ

LE FRONT DE LIBÉRATION NATIONAL QUÉBÉCOIS

## communiqué

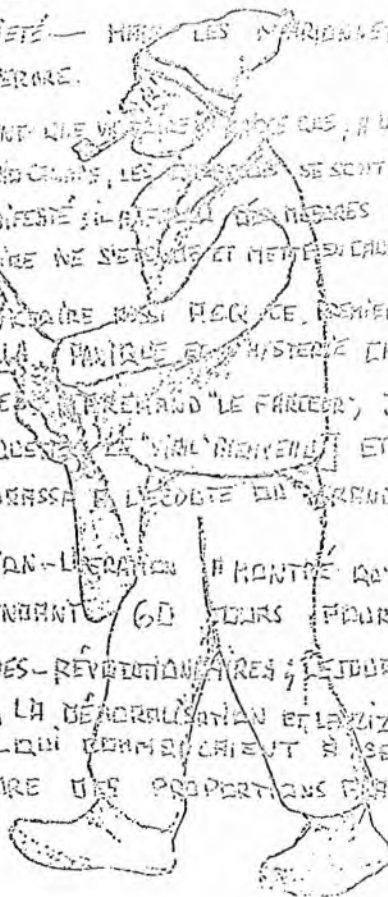
— ET LOU PAS LA SOCIÉTÉ — HMM LES MARIQUETTES DES "BIG BI"  
QU'ONT TRAIT À PÉRIODE.

1/ C'EST ÉVIDEMMENT QUE VOTRE VIEILLE MÈRE, LA SŒUR DE LA LECTURE  
DE LA "GRAND CLOQUE", LES "GRANDS" SE SONT RECONCUS: LES AP  
PÉTITIONNÉES ET MINISTRE DU DÉPARTEMENT DES MÉTIERS DE GUERRE POUR  
QUE LES APPELÉS EN VOUS NE SE DÉCHÈRE ET METTE EN CAUSE LE RÉGIME.

2/ C'EST UNE VRAIE NOUVEAU PÈRE, DEVENIR AFFRONTÉMENT  
ENTRE LA "FAMILLE" ET L'HISTOIRE CHEZ LES DIGNES  
[DES EXEMPLES: "LE FANTÔME", JEAN "V.O.T.E." DE  
LE COUSIN "JEAN-CHARLES" ET "MAL' BOURREAU" ET L'IMPUISSANCE  
DU PETIT BRAS ROUGE EN L'ÉDITE DU "GRAND FRÈRE" D'ÉTAT.

3/ L'OPÉRATION-LIBÉRATION A MONTRÉ QU'IL FALLAIT 22,0  
HOMMES PENDANT 60 JOURS POUR VENIR À BOUT

4/ 7 ÉMÉRANGES-RÉVOLUTIONNAIRES, SEULS AU 500 FELS  
PASSERONT À CHACUN, LA DÉMOCRATISATION ET LA LIBÉRATION CHEZ LES  
FAMILLES JOUEUSES — QUI COMMENCERONT À SE FAIRE SENTIR  
PARLANT DE PRENDRE DES PROPORTIONS ÉPARGNANTES...



Il est une caractéristique de ce papier qu'il importe de mentionner. Si l'on superpose tous les communiqués où il fut utilisé, on découvre que les traces laissées par le rectangle placé pour dissimuler l'expression «Opération Libération» apparaissant sur le papier-Libération *coïncident de façon exacte*, lorsqu'elles sont encore visibles. Il s'ensuit qu'une *matrice unique* du papier officiel fut produite avant l'émission du communiqué du 5 décembre 1970 de la cellule Information-Viger: en effet, une personne qui possédait un exemplaire vierge du papier-Libération l'a transformé en une matrice du papier officiel, dissimulant à *une seule occasion*, sous un rectangle de papier, l'expression «Opération Libération» inscrite sur le papier-Libération. *C'est cette même matrice qui sert par la suite pour reproduire par photocopie tout le papier officiel sur lequel seront rédigés certains communiqués du FLQ.* Si, en effet, plusieurs personnes avaient fabriqué, *indépendamment les unes des autres*, du papier officiel en maquillant le papier-Libération, il est tout à fait improbable qu'elles s'y seraient prises exactement de la même façon (en apposant toutes *au même endroit* un rectangle de *même dimension* pour dissimuler l'expression «Opération Libération»). On est donc amené à se représenter les choses de la manière suivante:

- Du papier-Libération a été fabriqué avant le 3 décembre 1970 et il a servi à émettre les deux communiqués de la cellule Libération (ces deux communiqués ont été émis, le 3 décembre 1970, de l'appartement de la rue Des Récollets où M. Cross était séquestré).
- Ce même type de papier est parvenu à quelqu'un qui en a fait, en une seule occasion, une photocopie, sur laquelle l'expression «Opération Libération» était dissimulée sous un rectangle de papier dont les traces sont apparentes. C'est cette première photocopie du papier-Libération, *ainsi amputée de la mention «Opération Libération»*, qui a été par la suite photocopiée à nouveau pour produire le papier officiel utilisé par le FLQ en 1971.

(iv) **Le communiqué no. 1 de la cellule André Ouimet  
16 décembre 1970**

Ce communiqué est rédigé sur du papier auquel nous ferons référence par l'appellation «papier avec des X». Cette expression, utilisée par Mme Devault au cours de son témoignage, fait référence au procédé graphique utilisé dans les deux bandes qui apparaissent dans le haut du communiqué. Ce papier ne sera utilisé que pour produire les deux communiqués de la cellule André Ouimet.

**LE COMMUNIQUÉ NO. 1  
DE LA CELLULE ANDRÉ OUIMET  
16 DÉCEMBRE 1970 (p. 8)**

**TYPE DE PAPIER:** PAPIER AVEC DES X

FRONT DE LIBÉRATION DU QUÉBEC

D.P.S. → BRÈVE BIOGRAPHIE DU  
PATRIOTE ANDRÉ OLIVET-  
PRÉSIDENT DES "FILS DE  
LA LIBERTÉ" QU'IL FUT UNE DES PRE-  
MIÈRES VICTIMES DES ARRESTATIONS  
DE 1937, ACCUSÉ DE HAUTE-TRAHISON  
IL SUBIT HUIT MOIS DE RÉPRESSION  
ET MOURUT POUR LA PATRIE À L'ÂGE  
DE 45 ANS. - IL ÉTAIT AVOCAT  
DE SON MÉTIER ET ORATEUR  
TRÈS APPRÉCIÉ POUR SON HU-  
MOUR INTARRISSABLE. IL ÉTAIT  
LE HUITIÈME D'UNE FAMILLE  
DE 26 ENFANTS.

[7] - ASSOCIATION PATRIOTIQUE  
FONDÉE EN 1837 À L'HOTEL  
NELSON, LA MÊME OÙ LE  
PATRIOTE ROBERT LEMIEUX  
A DONNÉ SES CONFÉRENCES  
DE PRESSE.

(v)        **Le communiqué no I de la cellule «Amable Daunais»**  
              **22 octobre 1971**

Ce communiqué n'est reproduit qu'à titre d'exemple de ces nombreux communiqués qui furent émis en 1971 sur du papier de facture improvisée. N'ayant pas été rédigé sur du papier officiel, ce communiqué ne fut pas classé comme «officiel» par la SQ. Il en va de même des autres communiqués non émis sur du papier officiel au cours de l'année 1971. Le papier utilisé pour produire ces communiqués est à chaque fois différent. Sauf le faux communiqué émis par la GRC — le communiqué no. III de la cellule «La Minerve» —, ce genre de communiqué n'a pas fait l'objet de recherches intensives de la part de la Commission. Lorsque nous faisons référence au papier utilisé pour émettre ces communiqués, nous le désignons par l'appellation «autre». Il est cependant quelques communiqués produits sur du papier de type «autre» qui doivent être considérés comme des communiqués officiels du FLQ: il s'agit des premiers communiqués de la cellule Information Viger. Ces communiqués furent émis alors que le papier officiel, qui sera par la suite utilisé par cette cellule, n'avait pas encore été fabriqué.



LE COMMUNIQUÉ NO 1  
DE LA CELLULE «AMABLE DAUNAI»  
22 OCTOBRE 1971  
TYPE DE PAPIER: «AUTRE»

FRONT DE LIBÉRATION DU QUÉBEC

Cellule "Amable Daunais"  
COMMUNIQUÉ NO 1.

La cellule "Amable Daunais" conjointement à la cellule "La Minerve" éliminera au moyen "d'ASSASSINATS sélectifs" la population québécoise de la poignée gouvernementale. Qui contamine le "bon peuple québécois".

Nos moyens seront radicaux, sans pitié. Nous, nous ne perdons pas notre temps, nous agirons rapidement.

Bourgeois Kufares, vous avez fini de nous mander à l'inc sur le dos, vous jouez maintenant à votre tour.

AUX ARMES PATRIOTES

NOUS VAINCRONS.

Les types de papier dont nous venons de faire l'énumération sont donc au nombre de cinq:

- (i) Le papier original du FLQ;
- (ii) Le papier-Libération;
- (iii) Le papier officiel du FLQ;
- (iv) Le papier avec des X;
- (v) Le papier du type « autre ».

Tous ces types de papier n'ont pas fait l'objet d'une attention égale de la part de la Commission. Pour l'essentiel, les recherches de celle-ci ont tenté d'apporter une réponse aux questions suivantes:

- (i) Qui a modifié le papier-Libération, produisant ainsi le papier officiel qui sera utilisé par le FLQ en 1971 (rappelons que le papier officiel est celui sur lequel l'expression « Opération Libération » est dissimulée sous un rectangle de papier)?
- (ii) Par quels canaux ce papier a-t-il été acheminé vers les cellules felquistes, qui l'ont utilisé en 1971 pour émettre des communiqués?

Pour montrer comment la Commission a tenté de résoudre ces questions, il nous faut maintenant faire état du témoignage rendu par M. Raymond Langevin, policier de la GRC.

## 4.2 TÉMOIGNAGE DU SERGENT LANGEVIN DE LA GRC

M. Raymond Langevin est un policier qui appartient au Service de sécurité de la GRC. En 1971, M. Langevin était un membre de la Section « G » de ce Service à Montréal, où il a d'abord accompli les fonctions de lecteur relativement aux mouvements terroristes et subversifs. De mai à novembre 1971, M. Langevin a été officier de liaison auprès des autres corps policiers et, notamment, auprès de la SRC(AS) de la police de Montréal. C'est au cours de son service comme agent de liaison que M. Langevin accéda à certaines informations, qui ont fait l'objet du témoignage qu'il a rendu devant la Commission.

M. Langevin a été interrogé à plusieurs reprises par la Commission, tant à huis clos qu'en public. M. Langevin a également été interrogé par Me Guy Lafrance, le procureur du SPCUM. Il convient de faire à propos du témoignage rendu par M. Langevin la remarque suivante: la substance de son témoignage n'a jamais varié au cours des diverses occasions où il a témoigné devant la Commission. Le témoignage de M. Langevin présente à cet égard un contraste saisissant avec celui rendu par les autres témoins interrogés par la Commission sur la provenance du papier utilisé par le FLQ pour émettre ses communiqués officiels en 1971. Nous allons maintenant résumer le témoignage rendu par M. Langevin devant la Commission (ce témoignage est contenu dans les volumes 157, 162, 428, 435 et 436 des transcriptions des audiences de la Commission).

Alors qu'il était agent de liaison auprès du SPM, M. Langevin a été, d'après son témoignage, informé par des membres de ce dernier corps de police des faits suivants: des policiers du SPM auraient photocopié du papier

découvert lors des perquisitions effectuées au 10945 de la rue Des Récollets, après que M. Cross en eut été libéré, et ils auraient alors masqué l'expression « Opération Libération » qui apparaissait sur le papier saisi (vol. 435, pp. 19, 21). D'après la terminologie que nous avons convenu d'adopter, le témoignage de M. Langevin est à l'effet que des policiers du SPM auraient produit le papier officiel du FLQ à partir du papier-Libération qu'ils auraient saisi en perquisitionnant l'appartement de la rue Des Récollets, où M. Cross avait été détenu jusqu'à sa libération, le 3 décembre 1970. Toujours d'après le témoignage de M. Langevin, ce papier officiel aurait été acheminé, par les policiers, vers une ou plusieurs des sources qu'ils contrôlaient et celle(s)-ci aurai(en)t utilisé ce papier pour produire des communiqués felquistes.

M. Langevin n'a pas identifié les policiers qui lui ont donné cette information. Il s'agit toutefois de policiers appartenant à la SRC(AS), M. Langevin ayant été agent de liaison auprès de cette section du SPM, dont il rencontrait les membres à leur quartier général, situé au 4545 de la rue Hochelaga. M. Langevin a réitéré, au cours de son interrogatoire par le procureur du SPCUM, sa certitude de tenir cette information d'un ou de plusieurs membres du SPM. M. Langevin ne se souvient pas du nom des policiers qui auraient été en possession du papier-Libération et qui l'auraient par la suite maquillé. Il ne peut, en outre, associer le nom du lieutenant Giguère à cette opération (vol. 436, p. 20).

M. Langevin n'a pas été le témoin direct des événements rapportés dans son témoignage: il évoque des renseignements qui lui ont été fournis par des policiers à l'emploi du SPM. Le souvenir qu'il garde des informations qui lui furent transmises par ces policiers est toutefois très vif (vol. 428, p. 88). Les recherches auxquelles se livra M. Langevin, en décembre 1977 et en janvier 1978, donnent en effet la mesure de l'impression que firent sur lui les renseignements communiqués par ses collègues du SPM.

Lorsqu'il fut en effet connu que la GRC avait émis un faux communiqué au nom de la cellule « La Minerve », M. Langevin proposa à ses supérieurs d'effectuer une étude, sur la base des informations qu'il possédait, pour identifier tous les communiqués du FLQ dont l'authenticité pouvait être mise en question. Il n'était pas douteux pour M. Langevin, alors qu'il entreprit de faire ses recherches, qu'un communiqué produit avec la participation d'une source devait être considéré inauthentique (vol. 162, pp. 45-46). M. Langevin se livra donc à une étude des communiqués émis par le FLQ à partir du 5 décembre 1970. Il consulta les rapports produits par la GRC, la SQ et la SRC(AS) sur ces communiqués. Il consulta également des rapports de filature et d'écoute électronique, ainsi que les expertises de l'Institut de médecine légale (vol. 435, pp. 25-30). L'un des critères retenu par M. Langevin pour identifier les communiqués dont il estimait l'authenticité douteuse a été la présence, sur le papier officiel utilisé pour émettre un communiqué, des traces que laissait le rectangle de papier employé pour masquer l'expression « Opération Libération ». L'utilisation de ce critère était conforme aux informations possédées par M. Langevin sur le procédé dont auraient usé des policiers du SPM pour produire le papier officiel du FLQ.

La liste des communiqués inauthentiques dressée par M. Langevin au terme de sa recherche coïncide de façon étroite avec celle que nous avons nous-même élaborée au Tableau 3 (la plupart des communiqués portant la mention « papier officiel » dans notre tableau ont été estimés inauthentiques par M.

Langevin au cours de sa recherche; voir le témoignage de celui-ci, vol. 162, pp. 32-39 et vol. 435, pp. 35-43).

Telle est donc la substance du témoignage rendu par M. Langevin devant la Commission. Il nous reste à ajouter quelques précisions sur ce témoignage:

(i) Par suite d'un refus des autorités fédérales, M. Langevin n'a pas été autorisé, avant de témoigner devant la Commission, à consulter le rapport qu'il a préparé sur les communiqués dont il a questionné l'authenticité.

(ii) La Commission n'a pu obtenir du Solliciteur général du Canada qu'il lui transmette une copie de ce rapport.

(iii) Deux rapports concernant les objets découverts au cours des perquisitions faites au 10945 de la rue Des Récollets ont été déposés par le procureur du SPCUM devant la Commission. Aucun de ces rapports ne mentionne, parmi les objets trouvés à cet endroit, des exemplaires du papier-Libération utilisé par la cellule Libération pour produire ses deux derniers communiqués. Lors du témoignage public de M. Langevin, le procureur de la GRC, Me Richard Mongeau, a toutefois déclaré devant la Commission que d'après les renseignements qu'il possédait les deux rapports de perquisition déposés devant la Commission par le SPCUM n'étaient pas complets (vol. 436, pp. 8-10). L'analyse faite par la Commission des rapports de perquisition déposés devant elle par le SPCUM l'amène à être d'accord avec la déclaration du procureur de la GRC.

### **4.3 AUTRES TÉMOIGNAGES RELATIFS À LA PROVENANCE DU PAPIER OFFICIEL**

En suite du témoignage, d'abord rendu à huis clos, de M. Langevin, la Commission a déployé beaucoup d'efforts pour en vérifier la véracité. Elle s'est heurtée de façon répétée à des témoignages contradictoires.

#### **4.31 TÉMOIGNAGES DES MEMBRES DE LA CELLULE LIBÉRATION**

La Commission a d'abord estimé qu'il était opportun d'interroger les membres de la cellule Libération qu'elle pouvait convoquer devant elle, afin de savoir si le papier-Libération qu'ils avaient utilisé aurait pu parvenir jusqu'à d'autres cellules sans l'intermédiaire de la police. Les témoignages rendus à cet effet par les époux Cossette-Trudel sont difficiles à concilier.

##### **4.311 PREMIÈRE VERSION DE M. ET MME COSSETTE-TRUDEL**

La première version des faits présentée par chacun des époux Cossette-Trudel (volumes 408, 409, 423 et 425 des témoignages rendus devant la Commission) est sensiblement identique.

M. Jacques Cossette-Trudel a témoigné à l'effet que le papier-Libération avait été fabriqué au 10945 de la rue Des Récollets, quand le papier original du FLQ fut épuisé (vol. 408, p. 89 et sqq). M. Cossette-Trudel se souvient que

les mots « Front de Libération du Québec » qui apparaissent à l'en-tête du papier-Libération avaient été inscrits à l'aide d'un *Letraset*. Celui-ci avait été acheté par M. Cossette-Trudel lui-même; par contre, c'est M. Jacques Lanctôt qui aurait fabriqué le papier-Libération (vol. 408, pp. 97-98). Une chose est en tout état de cause certaine: des feuilles de papier type « papier-Libération » se trouvaient rue Des Récollets. Nous avons vu que ce papier a été utilisé pour émettre les deux derniers communiqués de la cellule Libération.

Interrogé à trois reprises sur ce sujet, M. Cossette-Trudel a fait chaque fois des réponses *catégoriques*: aucune feuille du papier-Libération n'a été transmise à des membres du FLQ opérant en dehors de l'appartement de la rue Des Récollets. Questionné par la Commission, M. Cossette-Trudel a déclaré qu'aucune feuille de ce papier n'avait été transmise à M. Hamer lors des visites que ce dernier effectuait parfois à l'appartement de la rue Des Récollets, après qu'il eut cessé d'y habiter (vol. 409, pp. 19 et 20). Ceux qui séquestraient encore M. Cross dans cet appartement veillaient jalousement sur ce papier; ils l'auraient apporté avec eux lorsqu'ils quittèrent le Canada.<sup>1</sup> Les seules personnes à avoir eu accès au papier-Libération seraient donc les membres de la cellule Libération partis en exil à Cuba, soit M. et Mme Cossette-Trudel et MM. Jacques Lanctôt, Marc Carbonneau et Yves Langlois. M. Cossette-Trudel ne se souvient pas que des feuilles de ce papier aient été laissées rue Des Récollets par les membres de la cellule Libération avant leur départ pour Cuba. Il n'écarte cependant pas la possibilité que des feuilles de ce papier aient été laissées par oubli à l'appartement, dans la précipitation du départ. (Pour les réponses catégoriques de M. Cossette-Trudel, voir le volume 408, p. 111 et le volume 409, p. 62).

Le témoignage de Mme Louise Cossette-Trudel corrobore celui de son mari: le papier-Libération n'a été transmis à aucune des personnes qui fréquentaient la rue Des Récollets, que ces personnes aient eu ou non des activités reliées à celles de la cellule. Le papier-Libération n'aurait donc jamais circulé en dehors de l'appartement de la rue Des Récollets (vol. 425, pp. 67-68).

Ces témoignages tendent à accréditer en partie le témoignage de M. Langevin: la conclusion qui s'en dégage est en effet que les seules personnes qui étaient en mesure de posséder du papier-Libération, après le départ des membres de la cellule Libération pour Cuba, furent les policiers qui effectuèrent les perquisitions à l'appartement que les felquistes venaient de quitter. On ne peut en effet exclure qu'ils y aient trouvé une ou quelques feuilles du papier qui avait servi à émettre les deux communiqués du 3 décembre.

#### 4.312 SECONDE VERSION DE MME L. COSSETTE-TRUDEL

Mme Cossette-Trudel devait par la suite changer complètement sa version des événements. Ce nouveau témoignage, contenu dans le

<sup>1</sup>Voir le témoignage de Mme L. Cossette-Trudel (vol. 439, p. 18). Selon le témoignage de M. J. Lanctôt, le papier aurait été perdu après avoir été apporté à Cuba (vol. 367, p. 14).

volume 439 des audiences de la Commission, peut être résumé de la façon suivante. Pressentant que le lieu de leur cachette serait bientôt découvert, les membres de la cellule Libération décidèrent de commencer à assurer la relève du FLQ. Pour ce faire, Louise et Jacques Cossette-Trudel rencontrèrent M. Nigel Hamer dans un restaurant, un samedi de la fin novembre 1970, et lui remirent alors plusieurs feuilles de papier-Libération<sup>1</sup>. Mme Cossette-Trudel a soulevé la possibilité que, sur l'une des feuilles remises à M. Hamer, l'expression « Opération Libération » ait été cachée. Seules trois personnes auraient participé à cette rencontre dans un restaurant, soit elle-même, son mari et M. Nigel Hamer.

Questionnée sur les modifications importantes qu'elle apportait à son témoignage précédent, Mme Cossette-Trudel a dit qu'elle avait alors répondu évasivement aux questions de la Commission; le témoignage public d'un officier de la GRC à l'effet que les communiqués felquistes de 1971 avaient été écrits par une ou plusieurs sources sur du papier maquillé fourni par la police lui aurait rafraîchi la mémoire sur le sujet de la diffusion du papier utilisé par la cellule Libération (vol. 439, p. 10). Notons que lorsqu'elle témoigna pour la première fois devant la Commission sur la question du papier-Libération, Mme Cossette-Trudel avait été explicitement informée de la nature du témoignage rendu par l'officier auquel elle se réfère dans la seconde version de son témoignage. La Commission lui avait alors manifesté l'importance qu'elle attachait à ses réponses sur la possibilité que du papier-Libération ait été remis à quelqu'un qui n'habitait pas l'appartement de la rue Des Récollets. La Commission ne peut donc accorder créance à la raison invoquée par Mme Cossette-Trudel, pour changer son témoignage.

#### **4.313 COMPARAISON ENTRE LA SECONDE VERSION DE MME L. COSSETTE- TRUDEL ET LES TÉMOIGNAGES DE MM. J. COSSETTE-TRUDEL ET N. HAMER**

Les deux personnes qui auraient assisté, en compagnie de Mme Cossette-Trudel, à la rencontre qu'elle décrit dans son second témoignage ne corroborent pas sa version.

M. Jacques Cossette-Trudel, pour sa part, ne se souvient pas d'avoir remis du papier à en-tête du FLQ à M. Nigel Hamer au cours d'une rencontre qui aurait eu lieu à la fin novembre dans un restaurant (vol. 442, p. 3).

M. Hamer reconnaît quant à lui avoir reçu du papier-Libération, mais offre une version différente de la réception du papier. M. Hamer aurait reçu une seule feuille de papier-Libération. Celle-ci lui aurait été remise à la fin novem-

---

<sup>1</sup>Selon les informations de la Commission, les participants à cette rencontre ont fait l'objet d'une filature de la GRC. L'ex-officier de la GRC, Donald McCleery, a en outre témoigné à l'effet que des photographies des participants à cette rencontre avaient été prises par la GRC (vol. 485, p. 5). La Commission n'a pas eu accès à cette documentation photographique.

bre par l'un des époux Cossette-Trudel au cours d'une visite qu'il fit au 10945 de la rue Des Récollets. M. Hamer aurait par la suite — environ une semaine après sa réception — remis cette feuille de papier-Libération à M. Robert Comeau ou à M. François Séguin. (M. Hamer affirme n'avoir jamais fait de photocopie de l'exemplaire du papier-Libération qu'il possédait; il aurait donc remis à M. Comeau ou à M. Séguin la seule feuille de ce papier qui a été en sa possession). M. Hamer affirme en outre qu'à son souvenir la feuille de papier à en-tête du FLQ qu'il a reçue de l'un des époux Cossette-Trudel portait la mention «Opération Libération». Il a déclaré à la Commission qu'il n'était pas celui qui aurait dissimulé l'expression «Opération Libération» apparaissant sur la feuille de papier qu'il avait reçue, de manière à produire ce qui deviendra le papier officiel du FLQ (le témoignage de M. Hamer est contenu dans le volume 441 des audiences de la Commission).

M. Jacques Cossette-Trudel, quant à lui, ne garde aucun souvenir d'avoir transmis une feuille de papier-Libération à M. Hamer, lors d'une visite que ce dernier aurait effectuée à l'appartement de la rue Des Récollets (vol. 442, p. 4). Quant au témoignage de Mme Louise Cossette-Trudel, il ne corrobore pas non plus le témoignage de M. Hamer; nous avons vu en effet qu'elle affirmait avoir remis du papier à en-tête du FLQ à M. Hamer au cours d'une rencontre dans un restaurant.

#### 4.314 TÉMOIGNAGE DE M. J. LANCTÔT

M. Jacques Lanctôt a témoigné à l'effet que le papier-Libération aurait été produit, d'après son souvenir, à l'extérieur de la rue Des Récollets par une personne qui faisait partie des éléments de support dont disposait la cellule Libération (vol. 421, pp. 24 à 28). Il a également témoigné que rien d'important n'aurait été laissé par les membres de la cellule Libération dans l'appartement de la rue Des Récollets, quand ils le quittèrent.

#### 4.315 DIVERGENCES

Il est impossible de construire une version cohérente des événements à partir de ces témoignages.

(i) Les deux versions présentées par Mme Cossette-Trudel sont contradictoires.

(ii) La version de la remise du papier qui a été présentée par Mme Cossette-Trudel dans son second témoignage n'est pas corroborée par les deux autres personnes qui y auraient participé, soit MM. Cossette-Trudel et Hamer.

(iii) La version de la remise d'une feuille de papier-Libération, présentée par M. Nigel Hamer, contredit le témoignage de M. Cossette-Trudel dans son ensemble et le premier témoignage rendu par Mme Cossette-Trudel. Elle contredit également le second témoignage rendu par celle-ci.

(iv) Le témoignage de M. Jacques Lanctôt sur la fabrication du papier-Libération à l'extérieur de la rue Des Récollets contredit de façon directe le témoignage de M. Jacques Cossette-Trudel.

(v) Les témoignages rendus par les membres de la cellule Libération et par M. Nigel Hamer ne sont pas de nature à valider, en dépit de leurs contradictions, celui de M. Raymond Langevin de la GRC. Quelles que soient les difficultés qui grèvent ces témoignages, ils n'en laissent pas moins *ouverte la possibilité* que le papier-Libération soit parvenu à la cellule Information Viger par l'intermédiaire de M. Hamer. L'une ou l'autre des personnes appartenant à ce groupe aurait pu dès lors maquiller ce papier de manière à produire le papier officiel du FLQ, sur lequel l'expression «Opération Libération» n'apparaît plus (rappelons qu'en raison de la coïncidence des traces laissées, sur la plupart des communiqués utilisant le papier officiel, par le rectangle de papier utilisé pour masquer «Opération Libération», la modification du papier-Libération n'a pu s'effectuer qu'en une seule fois).

---

### 4.32 TÉMOIGNAGE DE MME C. DEVAULT

Le témoignage rendu à huis clos et en public devant la Commission par Mme Devault est très élaboré et sa transcription est contenue dans plus d'une vingtaine de volumes. La source 171, comme en a fait état notre tableau sur les communiqués officiels du FLQ, a fourni à maintes reprises le papier officiel utilisé par le FLQ pour émettre un communiqué. Certains témoignages sont à l'effet qu'elle était dépositaire de ce papier. Elle a donc été interrogée en détail sur la provenance du papier qu'elle a utilisé. Le témoignage qu'elle a rendu à cet égard n'a pas varié quant à la façon dont elle aurait reçu du papier à en-tête du FLQ. Il a cependant notablement évolué sur la question de savoir *quel type* de papier la source 171 a eu en sa possession. Il convient en outre de remarquer que certains incidents se sont produits en rapport avec le témoignage de Mme Devault sur le papier utilisé par le FLQ. Nous les décrirons en rapportant son témoignage sur ce sujet.

---

#### 4.321 PREMIÈRE VERSION

Mme Devault aurait été enjointe par M. Comeau de rencontrer quelqu'un qu'elle identifiera par le prénom de «Jean» au Cégep Bois-de-Boulogne, dans le bureau de M. Michel Frankland, qui était professeur à cette institution. Cette réunion aurait eu lieu, d'après le témoignage de Mme Devault, au début de février 1971 (à cet égard, son souvenir est juste: cette rencontre a eu lieu, d'après les rapports de filature du SPM, le 1er février 1971). La source 171 avait averti M. Giguère de cette rencontre: les abords du Cégep Bois-de-Boulogne étaient donc surveillés par une équipe de filature du SPM. Cette équipe perdrait éventuellement la trace de «Jean», à sa sortie du Cégep. Mme Devault n'a jamais, d'après son témoignage, connu l'identité de la personne à laquelle elle se réfère en utilisant le prénom de «Jean». Elle en a toutefois fourni à la Commission une description physique approximative.

Au cours de cette rencontre, «Jean» aurait remis à Mme Devault une clé donnant accès à un casier situé au terminus de la compagnie d'autobus *Voyageur Inc.* à Montréal, des plans de fabrication de bombe et du



papier à en-tête du FLQ. D'après le témoignage de Mme Devault, ce papier était de deux types:

- du papier-Libération
- et du papier avec des X.

Plus tard au cours de cette même journée, elle rencontra le lieutenant Giguère et celui-ci fit, à l'intérieur d'un poste de police, des photocopies du papier à en-tête du FLQ qu'elle avait reçu. Mme Devault a également témoigné à l'effet que «Jean» l'avait enjointe de dissimuler l'expression «Opération Libération» qui se trouvait sur le papier qu'il lui avait remis, quand elle en ferait usage. Mme Devault aurait effectivement maquillé le papier-Libération qu'elle avait reçu de «Jean», au cours de séances de photocopies à la Bibliothèque nationale (ancienne Bibliothèque Saint-Sulpice) à Montréal. Ces séances de photocopies auraient eu pour but de produire le papier nécessaire à l'émission des communiqués diffusés par les cellules Recrutement DeLorimier et Wolfred Nelson.

Cette version des événements se heurte à deux difficultés insurmontables:

(i) Les deux communiqués de la cellule André Ouimet auxquels la source 171 a participé — rédaction et fourniture de papier — sont respectivement datés du 16 décembre 1970 et du 6 janvier 1971. Or, ces deux communiqués sont rédigés sur du papier avec des X. Il est difficilement concevable que la source 171 ait produit, en décembre 1970 et en janvier 1971, des communiqués avec du papier qu'elle n'aurait reçu qu'en février 1971. Cette première difficulté a été soulignée à Mme Devault par la Commission.

(ii) Les communiqués de la cellule Recrutement DeLorimier et de la cellule Wolfred Nelson sont rédigés sur du papier officiel du FLQ. Les traces laissées par le rectangle utilisé pour dissimuler l'expression «Opération Libération» sur ces communiqués coïncident exactement avec celles qui apparaissent sur le premier des communiqués rédigés sur le papier officiel du FLQ (il s'agit du communiqué diffusé le 5 décembre 1970 par la cellule Information Viger). Il est relativement impossible qu'au cours de ses séances de photocopies, la source 171 ait réussi à dissimuler l'expression «Opération Libération» qui apparaissait sur le papier qu'elle avait reçu de «Jean», en utilisant un procédé qui laissait exactement les mêmes traces que celles qui apparaissent sur le communiqué émis le 5 décembre 1970 par la cellule Information Viger.

(Cette première version du témoignage de Mme Devault est contenue dans les volumes 396 à 403.)

#### 4.322 DEUXIÈME VERSION

Mme Devault ne soutient plus, dans un témoignage ultérieur (vol. 415), avoir reçu de «Jean» du papier avec des X, le 1er février 1971. Ce papier aurait été imprimé par M. Souheil Rashed, dont les parents possédaient une imprimerie. La source aurait pris possession d'une quantité considérable de ce papier, avant qu'elle ne produise les communiqués de la cellule André Ouimet (16 décembre 1970 et 6 janvier 1971). À cette exception près, cette seconde version des événements relatifs à l'acquisition du papier utilisé par le FLQ demeure

inchangée. Un point demeure toutefois obscur dans le témoignage de Mme Devault: il est en effet difficile d'établir, sur la foi de son témoignage, si «Jean» lui a remis uniquement du papier-Libération ou s'il lui a également remis du papier officiel du FLQ (celui sur lequel l'expression «Opération Libération» est masquée par un rectangle).

Il est maintenant opportun de rendre compte des incidents relatifs au témoignage de Mme Devault sur la provenance du papier à en-tête du FLQ. Mme Devault a témoigné à l'effet qu'elle aurait confié des exemplaires du papier en sa possession:

— À sa mère

— et à son oncle, domicilié à Sainte-Anne-de-la-Pérade.

Le papier conservé à Sainte-Anne-de-la-Pérade a été détruit par l'oncle de Mme Devault en décembre 1978. Le 5 décembre, le capitaine Giguère téléphona en effet à l'oncle de Mme Devault pour l'inviter à détruire certains documents qui lui avaient été remis par cette dernière<sup>1</sup> (voir le témoignage de M. Julien Giguère, vol. 410, p. 10). Utilisant un pseudonyme («Adolphe»), M. Giguère ne révéla pas son identité au cours de cet appel. Quant au papier que Mme Devault confia à sa mère, il fut remis le 19 février 1979 à M. Giguère par la source, à la demande de ce dernier, peu avant qu'elle ne témoigne devant la Commission. Mme Devault a témoigné à l'effet qu'elle était persuadée que le papier qu'elle avait alors remis au capitaine Giguère était du papier officiel du FLQ (M. Giguère aurait à ce moment-là été déçu de ne pas retrouver l'expression «Opération Libération» sur le papier que lui a alors remis sa source — vol. 403, pp. 36-37 et 62-64, vol. 415, pp. 21-22). À la suite d'une rencontre avec Me Lafrance, le procureur du SPCUM, la source a appris, à sa surprise, que c'était en réalité du papier avec des X qu'elle aurait supposément transmis, en février 1979, à M. Giguère (le procureur alors assigné à Mme Devault par le SPCUM a attesté, devant la Commission, l'authenticité de la surprise de la source quand elle a appris par Me Lafrance qu'elle aurait transmis du papier avec des X à M. Giguère; voir le volume 415, pp. 13-14).

#### 4.323 TROISIÈME VERSION

Au cours de son témoignage public (vol. 448), Mme Devault a déclaré que «Jean» lui aurait remis deux types de papier à en-tête du FLQ: du papier-Libération et du papier officiel où l'expression «Opération Libération» était dissimulée. «Jean» recommanda en outre à Mme Devault de faire disparaître l'inscription «Opération Libération» dans le cas où elle utiliserait le papier-Libération qu'il lui avait remis (vol. 448, p. 18).

Lorsqu'il interrogea Mme Devault, le procureur du SPCUM a tenté d'identifier l'individu connu par cette dernière sous le prénom de «Jean». Il lui

<sup>1</sup>Il importe de souligner qu'à cette date le mandat de la Commission n'avait pas encore été modifié de manière à inclure un examen d'authenticité des communiqués émis par le FLQ. Le mandat de la Commission ne sera modifié en ce sens que le 31 janvier 1979.

a exhibé à cet effet la photographie d'un homme. Mme Devault a reconnu que l'individu représenté par cette photographie ressemblait à la personne qu'elle désignait par le prénom de «Jean». La personne représentée par cette photographie est M. Gilles Cossette. Celui-ci a été interrogé par la Commission et il a nié avoir rencontré Mme Devault au Cégep Bois-de-Boulogne en février 1971.

---

### 4.33 TÉMOIGNAGES DES POLICIERS DU SPCUM

Dans leur ensemble, les réponses apportées par les policiers du SPCUM interrogés par la Commission n'ont apporté aucune corroboration au témoignage de M. Langevin. Aucun des policiers de ce corps de police n'a gardé souvenir des événements allégués dans le témoignage de M. Langevin. Il est toutefois deux témoignages qui méritent d'être retenus.

---

#### 4.331 TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE GIGUÈRE

M. Giguère a été interrogé en rapport avec les affirmations de la source 171 à l'effet qu'il aurait fait des photocopies du papier qu'elle avait reçu de «Jean» au Cégep Bois-de-Boulogne. M. Giguère n'a pas conservé de souvenir précis de la séance de photocopie alléguée par sa source. Il reconnaît toutefois qu'il aurait été «naturel» et «normal» qu'il photocopie les documents qu'avait obtenus sa source. De plus, M. Giguère a identifié l'endroit où il aurait pu effectuer ces photocopies: il s'agirait de l'ancien poste 20, situé au coin du boulevard Gouin et de la rue Lajeunesse à Montréal (ce poste de police est situé dans le même quartier que le Cégep Bois-de-Boulogne; pour le témoignage de M. Giguère, voir le volume 464, p. 18).

D'après le souvenir de Mme Devault, c'est dans un poste de police de la rue Jean-Talon que M. Giguère aurait effectué ces photocopies (vol. 381, p. 78; vol. 396, p. 19); notons que les locaux de la SAT étaient à cette époque situés dans un poste de police de la rue Shamrock, à proximité de la rue Jean-Talon.

M. Giguère n'a pas nié avoir téléphoné à l'oncle de Mme Devault, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, pour obtenir qu'il détruise les documents que lui avait confiés sa nièce. Il a toutefois précisé qu'il a effectué ce téléphone à la suite d'une demande de la source, qui n'entretenait plus à cette époque de bonnes relations avec son oncle. Rappelons toutefois que l'initiative de réclamer de Mme Devault qu'elle fasse en sorte que les documents déposés à Sainte-Anne-de-la-Pérade soient détruits appartient à M. Giguère.

M. Giguère a également été interrogé par la Commission en rapport avec les affirmations de M. Raymond Langevin de la GRC. À l'exception du communiqué émis par M. Claude Longtin, le capitaine Giguère a formellement nié avoir joué quelque rôle que ce soit dans l'acquisition, par le FLQ, du papier qui aurait été saisi par la SAT au cours d'une perquisition à l'appartement de la rue Des Récollets.

On se reportera à la section précédente consacrée au communiqué diffusé par M. Longtin pour y obtenir des précisions quant au rôle joué par le lieutenant Giguère dans l'émission de ce communiqué. M. Giguère a témoigné à

l'effet qu'il avait fourni, par divers intermédiaires, le papier officiel sur lequel ce communiqué a été rédigé.

#### 4.332 TÉMOIGNAGE DU SERGENT MARCOTTE

Le sergent-détective Marcotte a spontanément fait référence, lors d'une audience de la Commission, au fait que la police de Montréal avait découvert du papier à en-tête du FLQ, au cours d'une perquisition au 10945 de la rue Des Récollets (il s'agirait vraisemblablement du papier-Libération). Voici le passage pertinent du témoignage de M. Marcotte:

«Q- *Est-ce que vous avez déjà vu des rapports de Monsieur Giguère alors qu'ils étaient faits sur des blancs de communiqués?*

(...)

R- *Je sais qu'on en a ramassés sur la rue Des Récollets des blancs de communiqués.»*

(Vol. 469, pp. 83-84)

Lorsqu'il revint devant la Commission pour poursuivre son témoignage, le sergent Marcotte s'est rétracté quant à ce qu'il avait dit quatre jours plus tôt concernant le papier à en-tête du FLQ qui aurait été découvert au 10945 de la rue Des Récollets. La rétractation de M. Marcotte est fondée sur sa lecture, à la suite du témoignage spontané dont nous avons cité un passage, du rapport de la perquisition du 3 décembre 1970 au 10945 de la rue Des Récollets. Soulignons que c'est ce même rapport qui a été qualifié d'incomplet, en audience publique, par le procureur de la GRC.

---

#### 4.34 TÉMOIGNAGES DE L'ONCLE ET DE LA TANTE DE MME C. DEVAULT

Ces personnes ont été interrogées par la Commission à Québec, dans le cadre des audiences à huis clos qu'elle a tenues dans cette ville. Les parents de Mme Devault corroborent le témoignage de cette dernière quant à l'appel téléphonique du capitaine Giguère à Sainte-Anne-de-la-Pérade. Les deux témoins ont en outre confirmé à la Commission que les documents que Mme Devault avait confiés à son oncle avaient été détruits à la suite de cet appel.

---

### 4.4 QUESTIONS SOULEVÉES ET PREUVE RECUEILLIE

Après avoir fait état des recherches auxquelles s'est livrée la Commission, nous reprendrons les deux questions qui la guidèrent dans ses investigations visant à élucider la provenance du papier officiel utilisé, en 1971, par le FLQ pour émettre ses communiqués officiels.

#### 4.41 QUI A MODIFIÉ LE PAPIER-LIBÉRATION PRODUISANT AINSI LE PAPIER OFFICIEL QUI SERA UTILISÉ PAR LE FLQ EN 1971?

La Commission ne peut apporter de réponse concluante à cette question. Les témoignages qu'elle a recueillis en cette matière sont divergents et il n'est aucun de ces témoignages qui soit suffisamment corroboré pour prévaloir aux yeux de la Commission. Les témoignages les plus importants sur cette question sont ceux de M. Raymond Langevin et ceux des membres de la cellule Libération.

Selon M. Langevin, le papier-Libération, saisi au cours d'une perquisition au 10945 de la rue Des Récollets, aurait été maquillé par des policiers du SPM pour être ensuite acheminé vers les cellules felquistes, par l'intermédiaire de sources dont disposait la police dans les milieux terroristes. Si l'on excepte le communiqué émis par M. Longtin, la Commission n'a pu, ni par ses recherches ni par ses interrogatoires, obtenir la confirmation entière du témoignage de M. Langevin. La Commission peut cependant affirmer que le témoignage de M. Langevin ne constitue pas une extrapolation faite à partir de la fourniture par le lieutenant Giguère du papier qui servira à émettre le communiqué de M. Longtin. M. Langevin avait quitté ses fonctions d'agent de liaison auprès de la SRC (AS) au moment où du papier officiel fut acheminé à M. Longtin par l'intermédiaire de la source 167. Les informations qu'il a recueillies sur le maquillage du papier saisi au 10945 de la rue Des Récollets ne pourraient en conséquence se rapporter au communiqué émis par M. Claude Longtin. Comme M. Langevin n'a pas été le témoin direct des événements dont son témoignage fait état — M. Langevin rapporte des informations qui lui ont été transmises — et comme le témoignage de ce policier de la GRC n'est pas corroboré, *la Commission ne peut conclure que le papier officiel du FLQ, en 1971, provenait du Service de la Police de la Ville de Montréal. Il lui est toutefois également impossible d'exclure cette éventualité.*

En effet, la version des événements que l'on peut opposer à celle de M. Langevin a été proposée à la Commission par les membres de la cellule Libération: selon cette version, le papier utilisé par cette cellule pour produire ses deux derniers communiqués serait parvenu à des membres de la cellule Information Viger par l'intermédiaire de M. Hamer. Il n'est cependant aucun des témoignages rendus à cet effet par les membres de la cellule Libération et par M. Hamer qui s'accordent entre eux. Le déroulement de la rencontre alléguée par Mme Cossette-Trudel n'a laissé aucun souvenir dans l'esprit de ceux qui seraient censés y avoir participé. Quant à la façon dont M. Hamer se serait procuré, selon son témoignage, la feuille de papier-Libération qu'il aurait transmise à M. Comeau ou à M. Séguin, elle n'est pas confirmée par les témoignages de M. et Mme Cossette-Trudel. *Les témoignages de M. Hamer et des membres de la cellule Libération n'apportent enfin aucune lumière sur la façon dont le papier-Libération hypothétiquement reçu par M. Hamer aurait été modifié de manière à constituer le papier officiel utilisé par le FLQ en 1971.*

#### 4.42 PAR QUELS CANAUX CE PAPIER A-T-IL ÉTÉ ACHÉMINÉ VERS LES CELLULES FELQUISTES QUI L'ONT UTILISÉ EN 1971 POUR ÉMETTRE DES COMMUNIQUÉS?

Comme le montre le tableau que nous avons constitué sur les communiqués officiels émis par le FLQ en 1971, le principal canal pour ce qui est de la fourniture du papier officiel utilisé par les cellules felquistes a été la source 171.

La source 171 a témoigné à l'effet que le papier dont elle s'est servi lui était parvenu par l'intermédiaire d'un émissaire de M. Comeau. Elle n'a pas réussi à identifier cet émissaire, auquel elle se réfère par le prénom de «Jean». La Commission n'a pas elle-même réussi à identifier de façon concluante cet émissaire. Le SPCUM a tenté d'identifier cette personne au bénéfice de la Commission, en soumettant une photographie de M. Gilles Cossette à Mme Devault. Interrogé par la Commission, M. Cossette a nié, comme nous l'avons dit, avoir rencontré Mme Devault au Cégep Bois-de-Boulogne le 1er février 1971.

Le papier que Mme Devault affirme avoir reçu de «Jean» a été photocopié par le lieutenant Giguère. Ce dernier est en outre, d'après son propre témoignage, la source du papier utilisé par M. Claude Longtin pour émettre, en 1972, un communiqué au nom du FLQ.

#### 4.43 CONCLUSION

La Commission déplore n'être pas parvenue à répondre d'une façon qui la satisfasse pleinement aux questions qu'elle a soulevées relativement à la provenance du papier utilisé par le FLQ pour émettre ses communiqués officiels en 1971. Elle déplore cependant encore plus n'avoir pu obtenir tous les documents qui étaient de nature à la faire progresser vers les réponses aux questions qu'elle s'est posées.

Si, en effet, la Commission avait pu obtenir possession des documents confiés par Mme Devault à son oncle de Sainte-Anne-de-la-Pérade, elle aurait alors pu déterminer quel type de papier avait été transmis à la source 171 par «Jean» — ce papier était-il du papier officiel (déjà modifié) ou du papier-Libération? Elle aurait pu également découvrir quel type de papier avait été photocopié par le lieutenant Giguère. Ces questions devront rester sans réponse, les documents permettant de les résoudre ayant été détruits par suite d'une intervention du capitaine Giguère auprès de leur dépositaire.

Si, enfin, la Commission avait pu prendre connaissance du rapport écrit par M. Langevin sur les communiqués qu'il jugeait d'authenticité douteuse, elle aurait pu apprécier de façon complète les faits et les rapports sur lesquels M. Langevin s'était fondé, de mémoire, lorsqu'il a rendu témoignage devant elle.

La Commission ne s'explique pas que les autorités fédérales, en plus de refuser la production devant elle du rapport de M. Langevin, n'aient pas à tout le moins permis à ce dernier de le consulter avant de rendre son témoignage. Ces réticences font davantage que de nuire à l'établissement complet des faits: elles alimentent des hypothèses qui sont préjudiciables à la crédibilité des corps policiers et au sujet desquelles la Commission est empêchée de trancher.

---

## CHAPITRE V

---

### **L'IMPLICATION DE MME C. DEVAULT DANS DES INCIDENTS TERRORISTES REVENDIQUÉS PAR DES COMMUNIQUÉS**

<b>1</b>	<b>L'ATTENTAT À LA BOMBE INCENDIAIRE CONTRE LA <i>BRINK'S CANADA LTÉE</i></b>	<b>131</b>
1.1	Action de la cellule Ouimet	131
1.2	Action de la police	131
1.3	Témoignages de Mme C. Devault et de son contrôleur	133
1.4	Suites de l'attentat	133
<b>2</b>	<b>L'ATTENTAT À LA BOMBE CONTRE LA SUCCURSALE POSTALE DE LORIMIER</b>	<b>134</b>
2.1	Acquisition de dynamite par la cellule Wolfred Nelson	136
2.2	Substitution de fausse dynamite à celle reçue par Mme C. Devault	137
2.21	Version de Mme C. Devault	137
2.22	Versions du capitaine Giguère et d'autres policiers du SPCUM	138
2.23	Incertitudes relatives à ces différentes versions	140
2.3	Préparation de l'attentat	141
2.4	Déroulement de l'attentat	141
2.5	Découverte de la bombe	143
2.6	Mise en accusation de M. J. Primeau	144

---

<b>3</b>	<b>LE VOL DE LA CAISSE D'UN BINGO ORGANISÉ DANS LE SOUS-SOL DE L'ÉGLISE SAINTE-CATHERINE À MONTRÉAL</b>	<b>146</b>
3.1	Recrutement des membres de la cellule Michèle Gauthier	146
3.2	Préparation du vol	148
3.3	Déroulement du vol	149
3.4	Suites du vol	150
<b>4</b>	<b>LA TENTATIVE D'EXTORSION PAR LA CELLULE DE FINANCEMENT JALBERT</b>	<b>151</b>
4.1	Préparation de la tentative	152
4.2	Déroulement de la tentative	152
4.3	Enquête subséquente	154
<b>5</b>	<b>LE VOL D'UNE CAISSE POPULAIRE À MASCOUCHE</b>	<b>155</b>
5.1	Chronologie des activités de M. P.-L. Bourret selon les documents policiers	155
5.2	Commentaires sur la mort de M. P.-L. Bourret	162
5.3	Témoignage du capitaine Giguère du SPCUM	163



UN nombre important des communiqués émis avec la participation de la source 171 revendiquent des attentats terroristes. Nous ferons état de l'implication de la source 171 dans certains de ces attentats. Ceux-ci sont au nombre de quatre:

- (i) Un attentat à la bombe incendiaire contre la *Brink's Canada Ltée* (revendiqué par le communiqué no. 2 de la cellule André Ouimet).
- (ii) Le dépôt d'une bombe à l'arrière d'une succursale postale à Montréal (revendiqué par le communiqué no. 1 de la cellule Wolfred Nelson).
- (iii) Un vol perpétré à Montréal dans un sous-sol d'église où se tenait un «bingo» (annoncé par le communiqué No. 1 de la cellule Michèle Gauthier).
- (iv) Une tentative d'extorsion par la menace de faire exploser un avion qui avait décollé de Dorval (cette menace est énoncée dans le communiqué no 1 de la cellule de Financement Jalbert).

Mme Devault a également fourni au SPM des informations sur certaines des activités de M. Pierre-Louis Bourret au sein du FLQ. M. Bourret trouva la mort en s'enfuyant de la ville de Mascouche, où il venait de participer à un vol à main armée.

La cinquième section de ce chapitre retracera donc brièvement la carrière terroriste de M. Bourret et fera état des renseignements que possédait le SPM sur ses activités, avant qu'il ne soit abattu à la suite d'un échange de coups de feu avec un citoyen de Mascouche.

Ces attentats terroristes ne sont pas les seules opérations du FLQ auxquelles ait été reliée la source 171; ce sont toutefois celles qui s'inscrivent dans la ligne de sa participation à l'émission de communiqués au nom du FLQ. Nous rendrons compte au chapitre VI des opérations auxquelles elle a été mêlée à divers titres et qui n'ont pas fait l'objet de communiqués émis au nom du FLQ.



## 1 L'ATTENTAT À LA BOMBE INCENDIAIRE CONTRE LA BRINK'S CANADA LTÉE

Cet attentat fut perpétré dans la soirée du 6 janvier 1971 et fut revendiqué par le communiqué no. 2 de la cellule André Ouimet qui est daté du même jour. Nous avons déjà vu que la source 171 est l'auteur de ce communiqué, dont elle a également assuré la distribution, alors qu'elle était sous filature par la SQ et le SPM. Cet attentat a consisté dans le lancement d'une bombe incendiaire — *cocktail molotov* — contre les portes blindées d'un garage de la compagnie Brink's, situé au 1000 de la rue Ottawa à Montréal. La bombe incendiaire explosa effectivement contre les portes du garage et y causa des dommages superficiels. À la suite de cet attentat, les autorités de la compagnie Brink's accrurent les mesures de sécurité prises à l'égard de leurs édifices.

### 1.1 ACTION DE LA CELLULE OUIMET

D'après le rapport de source 945-171 du 5 janvier 1971, l'instigateur de cet attentat fut M. Robert Comeau, qui réclamait une preuve de bonne foi de la part des membres de la cellule Ouimet. Cette preuve devait être fournie par une action d'éclat. M. Comeau fut apparemment satisfait de l'action accomplie par la cellule Ouimet, car il lui fit parvenir de la dynamite dans les semaines qui suivirent l'attentat contre la Brink's.

Trois personnes participèrent à cet attentat, soit M. Michel Frankland, Mme Michèle Léger et la source 171. L'initiative d'avoir effectivement engagé cette action appartient à M. Frankland (témoignage de M. Frankland, vol. 380, pp. 5-6). La source 171 a pour sa part effectué une reconnaissance des lieux en compagnie de M. Frankland (témoignage de Mme Devault, vol. 447, p. 21). C'est également au domicile de la source — dans la salle de bains — que M. Frankland a fabriqué la bombe, en utilisant de l'essence, un contenant de plastique et des chiffons. La source 171 n'a pas participé au lancement de la bombe: celle-ci a été lancée par M. Frankland, accompagné de Mme Léger. Celle-ci a témoigné devant la Commission à l'effet que cet attentat était la seule action terroriste à laquelle elle ait jamais participé (vol. 372, pp. 19-20). Dans les nombreux examens des dossiers de la police effectués par la Commission dans le cadre général de son enquête, il n'est jamais apparu quelque indice que ce soit permettant de relier Mme Léger à un autre attentat que celui perpétré contre la Brink's, ni à aucune autre activité de nature terroriste. En outre, d'après les témoignages recueillis par la Commission, l'influence de M. Frankland aurait été déterminante quant à la participation de Mme Léger à l'attentat contre la Brink's.

Après le retour de M. Frankland et de Mme Léger au domicile de la source 171, cette dernière rédigea le communiqué revendiquant l'attentat et en assura, avec M. Frankland, la distribution.

### 1.2 ACTION DE LA POLICE

Les corps policiers étaient doublement prévenus de l'imminence de cet attentat.

Le coordonnateur du *Combined Anti-Terrorist Squad* (CATS), M. Rolland Jodoin, avait appris par des rapports d'écoute électronique que le groupe infiltré par la source 171 se proposait de passer à l'action (l'appartement de la source était à son insu soumis à l'écoute électronique). M. Giguère a témoigné devant la Commission à l'effet qu'il fut convoqué par M. Jodoin, qui lui demanda de vérifier auprès de sa source la véracité des renseignements acquis par l'écoute électronique (vol. 461, p. 60).

Au cours d'une rencontre avec son contrôleur, M. Giguère, la source 171 lui révéla les détails du futur attentat contre la Brink's. M. Giguère apprit ainsi qui en seraient les auteurs, de même que la date projetée de l'attentat.

Agissant sur la foi de ces renseignements, les policiers prirent l'auto de M. Frankland en filature le jour de l'attentat, à partir de 07:10h. Trente-huit policiers de la SQ, répartis en trois équipes, participèrent à cette filature. D'après les rapports de filature, les policiers de la SQ perdirent la trace de la voiture de M. Frankland entre 22:31h et 22:54h dans la soirée du 6 janvier 1971. C'est précisément pendant cet intervalle de temps que M. Frankland et sa compagne perpétrèrent l'attentat contre la Brink's. Après s'être aperçus qu'ils avaient perdu la trace de la voiture de M. Frankland, les policiers de la SQ se hâtèrent vers les locaux de la Brink's au 1000 rue Ottawa à Montréal, qu'ils savaient être la cible de l'attentat (il était alors 22:36h). Les policiers arrivèrent sur les lieux à temps pour constater que *«le feu est propagé à la CO BRINKS sur les portes blindées sise sur la rue Ottawa Mtl.»* (rapport de filature, 22:43h, exhibit C-28A). Ils notèrent également qu'une automobile de marque Volvo conduite par un individu portant un uniforme avec képi circulait lentement devant les locaux de la Brink's Canada Ltée, en observant le feu. Bien qu'ils ne purent identifier *«à quel corps il appartenait»* (exhibit C-28-A, 22:43h), ils notèrent le numéro de la plaque d'immatriculation de sa voiture.

L'enquête conduite par la SQ pour retrouver le propriétaire de cette Volvo aboutit au résultat suivant:

- «2. *Pour faire suite à la demande du Lieutenant GIGUÈRE du S.A.T. de Montréal, concernant le v.a. qui fut aperçu en date du 6 janvier 1971 vers les 22:43 hres, immédiatement après que le «cocktail molotov» fut lancé contre les portes de la Cie Brink's sur la rue Ottawa à Montréal; soyez informé que le v.a. en question est bien une VOLVO Canadienne/rouge/ portant imm: 5K-5140-Q-70. Selon les membres observateurs, il s'agirait du bon numéro d'immatriculation, malgré que le Bureau des Véhicules-Moteur de Québec nous donne comme information que ce v.a. est enregistré à: (M.) (6-2-39) du à Sorel, et que ces plaques ont été émises pour un OLDSMOBILE/conv/68 en date du 27 -mai- 70.*

*Après vérification avec Québec, M. n'aurait pas changé de v.a. depuis le mois de mai 70, à moins que ce dernier ait omis de faire le transfert de ces enregistrements.»*

(Dossier 70-SEC-205-237, 15 janvier 1971, rapport signé par l'agent Guy Gaucher de la SQ; nous soulignons)

Le lendemain, 27 policiers de la SQ répartis en trois équipes filèrent M. Michel Frankland et la source 171, alors qu'ils effectuaient la livraison du communiqué revendiquant l'attentat. Dans leur rapport de filature, les policiers de la SQ se réfèrent à la source 171 par l'appellation «POUPETTE», ce qui indique clairement qu'ils avaient connaissance de ses liens avec la police de Montréal.

### 1.3 TÉMOIGNAGE DE MME C. DEVAULT ET DE SON CONTRÔLEUR

Les témoignages de la source 171 et du capitaine Giguère diffèrent quant à la nature des instructions que M. Giguère donna à sa source, après qu'elle lui eut appris l'imminence de l'attentat contre la Brink's.

La source 171 a témoigné à l'effet que son contrôleur ne l'aurait pas enjointe de décourager l'entreprise à laquelle elle était mêlée (vol. 415, pp. 88-89 et vol. 447, pp. 20-21). Il lui aurait toutefois déconseillé de participer au lancement de la bombe incendiaire.

M. Giguère a témoigné à l'effet qu'il aurait demandé à la source 171 d'empêcher la réalisation du projet d'attentat, dont elle lui communiqua à l'avance le détail (vol. 461, p. 57). Il aurait de plus, si l'on se réfère à son témoignage, interdit à la source 171 de participer au lancement de la bombe incendiaire:

*«( . . . )je l'ai bien avisée que si elle se rendait faire un tel crime, qu'elle serait automatiquement arrêtée et mise en accusation (...).»*

(Témoignage de M. Julien Giguère, vol. 461, p. 60)

### 1.4 SUITES DE L'ATTENTAT

Aucune des personnes responsables de l'attentat contre la Brink's ne fut arrêtée ou mise en accusation. Rien ne fut fait en outre par la police pour empêcher ces personnes de réaliser leur projet. Questionné sur les raisons pour lesquelles ces personnes ne furent pas arrêtées, le capitaine Giguère a répondu que l'enquêteur chargé du dossier n'avait aucune preuve contre elles (vol. 461, p. 58).

Notons qu'il ne s'agirait pas, à vrai dire, de l'échec d'un enquêteur, mais plutôt de l'échec conjoint de l'infiltration par une source humaine, du recours à l'écoute électronique, de l'utilisation de 65 policiers motorisés pour effectuer des filatures, ainsi enfin que de l'échec des enquêteurs ultérieurement saisis du dossier. Ou bien la somme de ces mesures a véritablement échoué à prévenir ou à résoudre un crime par manque de preuves, auquel cas on s'effraie de la dépense qu'il faudrait engager pour réussir une enquête policière, ou bien la réponse donnée par M. Giguère est facétieuse.

Le capitaine Giguère a en outre répondu qu'il n'avait «*aucune idée*» sur les raisons pour lesquelles la voiture utilisée par M. Frankland n'avait pas été interceptée par le SPM avant qu'elle ne parvienne devant les locaux de la compagnie Brink's (vol. 461, p. 63).

Le dossier ouvert sur cet attentat par la SQ fut fermé le 9 février 1973 (rapport de la SQ, exhibit C-28-D). Un rapport de délit avait été fait par un policier du SPM, le 7 janvier 1971, soit le lendemain de l'attentat. Il sera suivi, le 8 janvier 1971, d'un rapport d'enquête rédigé par le sergent-détective Claude Marcotte. Ce rapport annonce que l'enquête sur l'attentat se poursuit. La Commission n'a trouvé aucune trace de l'enquête du SPM relative à cette affaire.

## 2 L'ATTENTAT À LA BOMBE CONTRE LA D SUCCURSALE POSTALE DE LORIMIER

Dans son communiqué no. 1, daté du 19 février 1971, la cellule Wolfred Nelson revendique un attentat à la bombe perpétré contre une succursale postale, située sur la rue Papineau (angle Mont-Royal) à Montréal. La source 171 est impliquée dans cet attentat, de même que dans la rédaction du communiqué qui le revendique.

Avant de rendre compte du détail de cet attentat, nous donnerons la liste des personnes dont nous citerons le nom en rapport avec cette opération. Cette liste est relativement étendue:

### Membres présumés du FLQ impliqués, à divers titres, dans cet attentat

Robert Comeau	Rose-Marie Parent
Carole Devault	Jacques Primeau
Michel Frankland	François Séguin
Louise Lavergne	

### Membres du Service de la Police de la Ville de Montréal

(i)	<b>Membres de la SAT</b>	<b>Rôle</b>
	le sergent-détective Roger Beaudoin	force de frappe, le soir de l'attentat
	le sergent-détective Émile Bisaillon	filature au Cégep Bois-de-Boulogne
	le constable Marc Boisvert	filature au Cégep Bois-de-Boulogne
	le sergent-détective Roger Boucher	transfert de dynamite
	le sergent-détective Gilles Boyer	filature au Cégep Bois-de-Boulogne
	le sergent-détective André Chartrand	arrestation de Jacques Primeau

**Membres du Service de la Police  
de la Ville de Montréal****Membres de la SAT**

	<b>Rôle</b>
le sergent-détective Robert Desjardins	arrestation de Jacques Primeau
le sergent-détective Bernard Fréchette	force de frappe, le soir de l'attentat
le lieutenant-détective Julien Giguère	responsable de l'opération policière
le sergent-détective Réal Mailhot	force de frappe, le soir de l'attentat
le sergent-détective Jean-Guy Rousselle	force de frappe, le soir de l'attentat
le sergent-détective Germain Tourigny	transfert de dynamite

(ii)

**Membres de la  
Section technique**

	<b>Rôle</b>
le constable Marcel Beaulieu	Gravure de ses initiales sur de faux détonateurs
le constable Robert D. Binette	rédaction d'un rapport sur le transfert de dynamite
le sergent-détective Robert Côté	transfert de dynamite
le constable Fernand Fortier	transfert de dynamite
le constable Yves Gagnon	désamorçage de la bombe déposée par Jacques Primeau
le sergent-détective Jacques Hogue	transfert de dynamite, désamorçage de la bombe et force de frappe

**Autres**

	<b>Rôle</b>
Onésime Bernier (employé de la CIL)	fabrication de fausse dynamite
Alexandre Montgomery (employé de la CIL)	fabrication de fausse dynamite

## 2.1 ACQUISITION DE DYNAMITE PAR LA CELLULE WOLFRED NELSON

Dans l'après-midi du 30 janvier 1971, MM. Robert Comeau et François Séguin, ainsi que Mmes Rose-Marie Parent et Carole Devault se rencontrèrent au cinéma Verdi, situé rue Saint-Laurent à Montréal. Apparemment satisfait de l'action d'éclat réalisée par la cellule André Ouimet (la bombe incendiaire à la Brink's), M. Comeau se décida à transmettre de la dynamite à Mme Devault et fixa un rendez-vous à cet effet au Cégep Bois-de-Boulogne pour le 1er février 1971. La source 171 communiqua cette information à son contrôleur, comme en fait foi un rapport 945-171 du 31 janvier 1971. Le rapport précise que la dynamite transmise à la source proviendrait d'un stock de 23 caisses contrôlé par M. Comeau. Toutes les personnes qui participèrent à la rencontre du 30 janvier au cinéma Verdi étaient sous filature. Après cette rencontre, M. Séguin fut soumis à une surveillance qui se prolongea pendant les jours suivants.

Le rendez-vous fixé par M. Comeau au bureau de M. Frankland, au Cégep Bois-de-Boulogne, se tint effectivement le 1er février 1971. C'est au cours de cette rencontre que M. Frankland et Mme Devault reçurent, d'un certain «Jean», du papier à en-tête du FLQ et des plans de bombe (nous avons déjà fait état de cette partie de la rencontre). «Jean» remit en outre à Mme Devault une clé donnant accès à un casier du terminus Voyageur à Montréal, dans lequel se trouvait 15 bâtons<sup>1</sup> de dynamite *Power Frac 75%* et des détonateurs de deux types (électriques et à mèche).

Une équipe de filature constituée du lieutenant Giguère, des sergents Mailhot, Bisaillon et Boyer, ainsi que du constable Boisvert (il se peut qu'il y ait eu d'autres policiers), avait quadrillé les abords du Cégep Bois-de-Boulogne dans le but d'intercepter «Jean». La source 171 avait en effet reçu instructions de téléphoner à un numéro confidentiel, aussitôt la rencontre avec «Jean» terminée, afin de fournir une description de son apparence physique et de la voiture qu'il avait utilisée pour se rendre à cette rencontre. La source 171 communiqua effectivement le renseignement qu'elle avait vu «Jean» arriver dans une automobile de couleur blanche et de type *Mustang*.

Selon les policiers, la seule automobile se trouvant dans le stationnement du cégep qui correspondait à cette description fut prise en filature. Il se révéla qu'elle appartenait à un professeur du cégep, que la source 171 n'identifia pas par la suite comme étant «Jean». Il faut donc présumer que «Jean» put quitter le cégep sans être repéré par la police.

C'est après cette rencontre, qui se tint dans l'avant-midi, que la source 171 contacta son contrôleur et lui montra le contenu de l'enveloppe que «Jean» lui avait remise (nous avons vu que le lieutenant Giguère photocopia le contenu de cette enveloppe). Il fut convenu entre la source et son contrôleur, au cours de cette rencontre, que Mme Devault irait récupérer le contenu du casier dont elle avait obtenu la clé. Elle devait par la suite communiquer à nouveau avec M. Giguère.

<sup>1</sup>Ces bâtons étaient longs de seize pouces et avaient deux pouces de diamètre (2" x 16").



M. Frankland et Mme Devault se chargèrent de récupérer la dynamite contenue dans un casier du terminus Voyageur. L'heure à laquelle ils procédèrent à cette récupération varie selon les témoignages de la source 171 (vers 19:00h) et du lieutenant Giguère (vers 15:00h). Mme Devault vida le contenu du casier dont elle avait reçu la clé, pendant que M. Frankland circulait en voiture aux abords du terminus. Elle transféra les bâtons de dynamite et les détonateurs déposés dans le casier, à l'intérieur d'une mallette qu'elle s'était procurée précédemment avec de l'argent que lui avait fourni M. Giguère (environ \$225; voir le vol. 448, pp. 23 à 28). M. Giguère avait en effet donné cette somme d'argent à la source 171, le 2 décembre 1970, afin qu'elle puisse défrayer le coût d'objets réclamés par M. Robert Comeau (soit une mallette, un cadenas, un appareil-photo de marque *Polaroid* et d'autres articles). Ce sont M. Michel Frankland et Mme Rose-Marie Parent qui, d'après le témoignage de Mme Devault, effectuèrent ces achats; le *Polaroid* devait servir à photographier la victime possible d'un projet d'enlèvement.

Après avoir pris possession du contenu du casier, la source 171 le transporta à son domicile, situé sur le boulevard Saint-Joseph, et communiqua avec le lieutenant Giguère. Tel qu'anticipé par la source, le casier du terminus Voyageur contenait 15 bâtons de dynamite *Power Frac 75%* et des détonateurs (d'après un rapport de la Section technique du SPM déposé à titre d'exhibit C-39-J, Mme Devault a été en possession de 18 détonateurs de type «*EB Caps No. 6*»).

## 2.2 SUBSTITUTION DE FAUSSE DYNAMITE À CELLE REÇUE PAR MME C. DEVAULT

Après qu'il eut appris de la source 171 qu'elle était en possession de dynamite, le lieutenant Giguère entreprit de substituer de la fausse dynamite aux bâtons de *Power Frac 75%* qui étaient parvenus dans les mains de Mme Devault. Les versions offertes par la source 171 et par son contrôleur sur la substitution de la fausse dynamite à la dynamite véritable diffèrent surtout quant à la chronologie des événements. Nous ferons état de ces deux versions.

---

### 2.21 VERSION DE MME C. DEVAULT

D'après son témoignage, la source 171 aurait communiqué avec le lieutenant Giguère dans les heures qui suivirent son excursion au terminus Voyageur (soit le 1er février; vol. 448, pp. 27 et 53). Le lieutenant Giguère l'aurait alors enjointe de ne pas manipuler les détonateurs à cause du danger qu'ils présentaient et lui aurait également fait part de sa volonté de substituer de faux explosifs à ceux qui lui étaient parvenus.

Le lieutenant Giguère se serait présenté une première fois au domicile de la source, vers 14:00h le 2 février, avec de faux explosifs. Celle-ci aurait refusé d'en prendre livraison, faisant valoir qu'ils ressemblaient trop peu à la dynamite qu'elle avait reçue. M. Giguère serait alors revenu chez la source, dans la soirée du 2 février, avec de nouveaux bâtons de fausse dynamite, dont la ressemblance avec les vrais était satisfaisante. Ces faux bâtons furent substitués aux vrais, que M. Giguère emporta avec lui.

La source conserva chez elle ces faux explosifs pendant plusieurs jours. Ils furent ensuite transportés chez Mme Rose-Marie Parent, qui les garda pendant quelques jours. Mme Devault en reprit par la suite possession et finit par donner à M. Jacques Primeau quatre bâtons de cette fausse dynamite. C'est avec ces faux explosifs que M. Primeau devait fabriquer la bombe qu'il posa à l'arrière de la succursale postale De Lorimier. Au cours de l'année 1971, Mme Devault remittra au SPM les 11 bâtons qui étaient encore en sa possession (vol. 452, pp. 7-8).

## 2.22 VERSIONS DU CAPITAINE GIGUÈRE ET D'AUTRES POLICIERS DU SPCUM

La version présentée par le capitaine Giguère, à la suite d'une relecture de son journal d'activités pour la période coïncidant avec cette substitution de dynamite, est plus complexe que celle de Mme Devault. Elle est en grande partie corroborée par les autres témoignages rendus par les policiers qui ont participé à cette substitution d'explosifs.

Rappelons d'abord que la source 171, selon le capitaine Giguère, aurait récupéré les explosifs au terminus Voyageur vers 15:00h dans la journée du 1er février (et non vers 19:00h, selon le témoignage de la source). La source 171 aurait alors communiqué avec son contrôleur vers 15:20h. Voici maintenant la chronologie des événements, telle qu'on peut la reconstituer d'après le témoignage de M. Giguère et celui des autres policiers impliqués dans l'opération.

### Journée du 1er février 1971

- 15:20h** Après avoir appris de la source 171 qu'elle avait reçu de la dynamite, le lieutenant Giguère communique avec le sergent Robert Côté, de la Section technique du SPM, afin qu'il lui procure de faux explosifs. Celui-ci prend ceux qui sont à ce moment disponibles à la Section technique.
- 19:45h** Le lieutenant Giguère et le sergent Côté se rendent une première fois au domicile de la source 171. D'après le témoignage du sergent Côté, les policiers auraient laissé dans leur voiture les faux explosifs qu'ils avaient alors apportés avec eux, ceux-ci étant trop dissemblables à de vrais explosifs (à cause peut-être de la trop grande légèreté de leur poids: voir le témoignage de M. Côté, vol. 476, pp. 67-68). Ils seraient montés à l'appartement de la source 171, où ils auraient récupéré les explosifs qui étaient en sa possession. Ceux-ci auraient été transportés par les policiers aux locaux de la Section technique.
- 22:00h** Plus tôt dans cette journée, le lieutenant Giguère aurait chargé les sergents-détectives Roger Boucher et Germain Tourigny de se rendre à Beloeil, aux locaux de la compagnie *Canadian Industries Limited* (CIL), afin d'y prendre livraison d'un colis qu'ils devaient remettre au sergent Côté de la Section technique. Les deux policiers obtempérèrent à la demande de M. Giguère et apportèrent au sergent Côté le colis qu'ils étaient

allés chercher à Beloeil. Le sergent Côté en prit livraison; il déposa son contenu dans une valise qu'il remit à MM. Boucher et Tourigny. Le sergent Côté demanda alors à ces deux policiers d'aller porter cette valise au lieutenant Giguère qui les attendait dans une automobile, rue Boucher (rue voisine du Carmel de Montréal). Ils se rendirent rue Boucher et donnèrent la valise contenant les faux explosifs à M. Giguère qui les attendait effectivement dans une voiture où avait pris également place la source 171. Pour une raison qu'il est difficile de déterminer avec exactitude, il semble que la source aurait refusé de prendre livraison de ces faux explosifs (d'après le témoignage du sergent Côté, vol. 476, pp. 81-84, leur poids aurait encore été, comme dans le cas précédent, trop léger).

### Journée du 2 février 1971

**Avant-midi** La police de Montréal aurait communiqué avec l'usine CIL de Beloeil pour y commander 18 bâtons de fausse dynamite. Cette commande a été remplie par M. Alexandre Montgomery, alors contremaître à l'usine CIL (voir l'interrogatoire de M. Montgomery, vol. 481 et l'exhibit D-7). Il aurait fallu à M. Onésime Bernier, qui avait été chargé par M. Montgomery de fabriquer les faux bâtons de dynamite, entre quatre et cinq heures pour les confectionner.

**Après-midi** Le constable Fernand Fortier se rend à l'usine CIL de Beloeil en automobile, pour y prendre livraison de 18 bâtons de fausse dynamite. Ceux-ci sont apportés aux locaux de la Section technique à Montréal. Le sergent Jacques Hogue aurait alors inscrit une marque distinctive sur 15 bâtons de fausse dynamite, noircissant l'intérieur de la lettre «O», qui apparaissait dans l'inscription «*explosives*» apposée sur les bâtons de fausse dynamite. Le constable Marcel Beaulieu aurait, pour sa part, gravé ses initiales sur les faux détonateurs que la police, d'après une inscription dans le journal d'activités du sergent Côté, se serait peut-être procurés à une usine de la CIL située à Brownsburg (voir le témoignage du sergent Côté vol. 476, p. 104). La fausse dynamite ainsi préparée aurait été échangée contre la vraie dynamite que M. Giguère avait récupérée au domicile de la source 171. Selon le témoignage du constable Binette, cette dynamite se trouvait en bon état et aurait été conservée aux locaux de la Section technique jusqu'au 19 février 1971. Le sergent Hogue aurait alors disposé de cette dynamite en la transportant à un cantonnement de l'Armée canadienne situé à Sainte-Thérèse. D'après le témoignage du sergent Côté, la dynamite récupérée par le lieutenant Giguère était au contraire dangereuse à manipuler, car elle se trouvait en état d'exsudation. Les policiers de la Section technique s'en seraient débarrassés dans les jours subséquents (vol. 476, p. 74 et sqq.).

Après avoir reçu la fausse dynamite préparée par la CIL, le lieutenant Giguère l'aurait transmise à la source 171 (cet échange n'est pas noté dans l'agenda de M. Giguère; il a toutefois témoigné à l'effet qu'il s'était produit le 2 février 1971).

## 2.23 INCERTITUDES RELATIVES À CES DIFFÉRENTES VERSIONS

Dans la mesure où elle est corroborée par les autres policiers impliqués dans cet échange de dynamite, il semble que la version donnée par le capitaine Giguère soit plus exacte que celle de la source 171. MM. Boucher (vol. 476) et Tourigny (vol. 474, pp. 83-88) ont confirmé devant la Commission qu'ils s'étaient rendus à Beloeil le 1er février pour y prendre livraison d'un colis qu'ils ont par la suite livré à M. Giguère. Le constable Fernand Fortier a également témoigné à l'effet qu'il s'était rendu le 2 février à Beloeil, pour y prendre livraison de la fausse dynamite préparée par M. Bernier, à la demande de M. Montgomery. Le sergent Côté confirme en outre qu'il s'est rendu le 1er février 1971 au domicile de la source, en compagnie de M. Giguère.

Trois difficultés n'en subsistent pas moins dans la version des policiers du SPCUM.

(i) Un rapport de M. Robert D. Binette de la Section technique affirme que la fausse dynamite (qui sera finalement acceptée par la source 171) était déjà parvenue, dans la soirée du 1er février 1971, à la chambre 259 du Quartier général du SPM. M. Binette a confirmé l'exactitude de la date que mentionne son rapport en témoignant devant la Commission (vol. 475, pp. 48-49). Dans son témoignage, M. Binette affirme que les marques distinctives apposées sur les faux bâtons de dynamite (et sur les détonateurs) ont été inscrites dans la soirée du 1er février 1971 par MM. Hogue et Beaulieu (vol. 475, p. 48). Le témoignage de M. Binette n'est pas corroboré par l'agenda de M. Hogue (selon cet agenda, M. Hogue avait fini son service à 16:00h le 1er février). M. Hogue a toutefois témoigné devant la Commission à l'effet qu'il était possible qu'il se soit trouvé au Quartier général du SPM le soir du 1er février (vol. 477, pp. 71-72). M. Beaulieu, pour sa part, ne se souvient pas de la date à laquelle il aurait gravé ses initiales sur les détonateurs (vol. 475, p. 77). Rappelons que la dynamite que fournira la source 171 à M. Primeau portera les marques distinctives auxquelles nous venons de faire référence.

(ii) Deux témoins — MM. Binette et Montgomery — ont fait état de rumeurs selon lesquelles le constable Fortier se serait rendu à Beloeil en hélicoptère. M. Fortier affirme pour sa part y être allé en voiture, le 2 février, vers l'heure du dîner.

(iii) Les témoins interrogés n'ont pu complètement éclairer la Commission sur la provenance des faux détonateurs électriques qui auraient été échangés contre les vrais que possédait la source 171.

Les affirmations de M. Binette sur la date de l'échange de dynamite (1er février 1971, vers 21:00h) et les témoignages de MM. Fortier et Montgomery sont contradictoires, ces deux témoins affirmant que M. Fortier n'a pris livraison de la fausse dynamite préparée par la CIL que le 2 février. On peut faire l'hypothèse que les policiers de la Section technique auraient apposé des

marques sur des bâtons de fausse dynamite à *deux* reprises, soit dans la soirée du 1<sup>er</sup> février, sur ceux apportés par MM. Boucher et Tourigny et dans la journée du 2 février, sur ceux apportés par M. Fortier (la fausse dynamite marquée dans la soirée du 1<sup>er</sup> février n'ayant pas été acceptée par la source 171). Il est toutefois douteux que les choses se soient passées ainsi, aucun des témoins interrogés par la Commission n'ayant fait état de deux opérations au cours desquelles des policiers de la Section technique auraient apposé des marques sur des bâtons de fausse dynamite. Si l'on ajoute à ces considérations que la (fausse) dynamite utilisée par M. Primeau lorsqu'il déposa sa bombe portait effectivement les marques décrites dans les témoignages de MM. Hogue et Binette, on ne peut que constater que les réponses divergentes apportées par les policiers du SPCUM nous conduisent à une impasse: comment M. Primeau a-t-il pu disposer de bâtons de (fausse) dynamite identifiés par des marques qui y auraient été apposées par les policiers dans la soirée du 1<sup>er</sup> février alors que la police de Montréal n'aurait pris livraison de ces bâtons de (fausse) dynamite qu'à la fin de l'avant-midi du 2 février?

---

## 2.3 PRÉPARATION DE L'ATTENTAT

D'après son témoignage, M. Primeau aurait été mis en contact avec Mme Devault — qu'il identifie par le pseudonyme de «Rachel» — par une tierce personne au début du mois de janvier 1971. Connaissant son voeu de passer à l'action, Mme Devault lui aurait donné quatre bâtons de dynamite au cours du mois de février (que ce soit à l'époque où il effectua son attentat ou pendant sa mise en accusation pour cet attentat, M. Primeau ne sut jamais qu'il avait déposé une bombe composée de faux bâtons de dynamite). C'est M. Primeau qui aurait déterminé l'endroit du dépôt de la bombe.

Celui-ci et Mme Devault tentèrent de fabriquer une bombe pendant le mois de février 1971, après qu'elle lui eut cédé quatre bâtons de (fausse) dynamite. Le 15 février 1971, la bombe était fabriquée; elle était composée, pour l'essentiel, des quatre bâtons de (fausse) dynamite et d'un détonateur à mèche.

La source 171 tint le lieutenant Giguère au courant de tous les détails afférents à la progression de l'attentat projeté par M. Primeau. Les rapports contenant des informations provenant de la source 171 à cette époque font état d'informations transmises le 31 janvier et les 5, 8, 11, 13, 15, 17, 19 et 22 février 1971 (ce dernier rapport, rédigé après l'attentat, révèle l'endroit où Jacques Primeau s'était réfugié après l'attentat).

D'après son témoignage, la source 171 avait été enjointe par le lieutenant Giguère de tenter de se procurer un spécimen des empreintes digitales de M. Primeau, avant qu'il ne commette son attentat. Elle y serait parvenue (vol. 448, pp. 57-61).

## 2.4 DÉROULEMENT DE L'ATTENTAT

M. Primeau déposa sa bombe à l'arrière du 4535 de la rue Papineau à Montréal, dans la nuit du 19 au 20 février 1971. Sa propre version du dépôt de la bombe diffère quelque peu de celle de la source 171.

D'après son témoignage, M. Primeau aurait lui-même effectué le dépôt de sa bombe, accompagné de Mme Louise Lavergne. Mmes Devault et Rose-Marie Parent les auraient attendus dans un restaurant situé près de la succursale postale De Lorimier. M. Primeau aurait allumé la mèche de sa bombe (cette mèche avait une longueur de plus d'une quinzaine de pieds) et l'aurait ensuite éteinte, ayant été prévenu par Mme Louise Lavergne de l'approche d'un promeneur. Ils auraient par la suite pris la fuite.

Dans le témoignage public qu'elle a rendu devant la Commission, Mme Devault n'a pas été explicite sur le rôle de Mme Rose-Marie Parent dans cet attentat. Voici les faits relatifs à cette affaire, tels qu'on peut les reconstituer d'après les témoignages de Mmes Devault et Parent et les documents policiers. Quatre personnes se sont rendues sur les lieux de l'attentat, soit M. Primeau lui-même et les trois personnes auxquelles ce dernier se réfère dans son témoignage.<sup>1</sup> Le rôle de Mme Parent se serait borné à faire le guet, tandis que M. Primeau, vraisemblablement accompagné de Mme Lavergne, tentait d'allumer la mèche de la bombe. Mme Devault, quant à elle, se serait dirigée vers un restaurant avoisinant, pour y attendre ses trois comparses. Après un premier échec pour allumer la mèche, Mme Lavergne et M. Primeau allèrent rejoindre Mme Devault au restaurant afin de s'y concerter. Mme Parent aurait alors décidé de cesser de participer à l'opération, pour rentrer chez elle (témoignage de Mme Parent, vol. 383, pp. 21-23). En dépit du fait que M. Giguère lui eut demandé de ne pas être présente lors du dépôt de la bombe (vol. 448, p. 64), la source 171 accompagna Mme Lavergne à l'arrière de la succursale postale et elles tentèrent alors d'y allumer la mèche de la bombe (témoignage de Mme Devault, vol. 448, p. 64). Elles n'y réussirent pas et durent interrompre leurs efforts à cause de la présence d'un promeneur. Après cette seconde tentative infructueuse, M. Primeau et ses deux comparses quittèrent les lieux de l'attentat et Mme Devault s'occupa d'émettre le communiqué de la cellule Nelson qui revendiquait le dépôt de la bombe. Lors de son témoignage devant la Commission, Mme Lavergne a nié toute participation consciente au dépôt de la bombe à la succursale postale De Lorimier. Dans la mesure où ce témoignage contredit les déclarations de tous les témoins entendus et le contenu des documents examinés, il est impossible à la Commission de lui accorder sa créance.

Les quatre personnes qui participèrent au dépôt de cette bombe furent étroitement surveillées par la police pendant tout le déroulement de l'opération. MM. Giguère et Hogue étaient dissimulés dans un hangar situé près de l'arrière de la succursale postale, lorsque M. Primeau tenta d'allumer la mèche de sa bombe; un rapport mentionne qu'ils réussirent à l'identifier.

«4- *Le Lieutenant-Détective GIGUÈRE et le Sergent-Détective Jacques HOGUE, de la Section Technique cachés dans un hangar situé à proximité des lieux, ont vu et ont identifié le sujet Jacques PRIMEAU, comme la personne qui a déposé l'engin explosif.»*

(Extrait du rapport 71 SAT-P-71-16-1784, par. 4, signé par les sergents-détectives Bernard Fréchette et Roger Beaudoin. Il porte l'estampille du lieutenant Giguère. Ce rapport constitue l'exhibit C-39-B).

<sup>1</sup>M. Primeau n'a utilisé que le prénom de ces personnes dans son témoignage.

Le lieutenant Giguère et le sergent Hogue de la Section technique n'étaient pas les seuls policiers présents sur les lieux de l'attentat: une force de frappe constituée d'une vingtaine de policiers répartis dans plusieurs automobiles s'y trouvait également. Parmi ces policiers, on peut compter les sergents-détectives Beaudoin, Fréchette, Mailhot et Rousselle. M. Rousselle a témoigné devant la Commission à l'effet que cette force de frappe ne serait pas intervenue, lors de cette opération, à cause de la présence de la source 171 parmi les personnes qui effectuaient le dépôt de la bombe (vol. 474, p. 57). Aucune des personnes ayant participé à cet attentat ne fut arrêtée à la suite de l'opération (nous verrons dans quelles circonstances M. Primeau finit par être accusé d'avoir perpétré cet attentat).

Quelques-uns, à tout le moins, des policiers qui composaient la force de frappe aux abords de la succursale postale De Lorimier avaient été prévenus par le lieutenant Giguère que la bombe qui serait déposée par M. Primeau était composée de faux explosifs (voir le témoignage de M. Mailhot, vol. 473, pp. 75-77).

## 2.5 DÉCOUVERTE DE LA BOMBE

La bombe fut officiellement découverte par deux constables du SPM, vers 02:00h dans la nuit du 19 au 20 février 1971. D'après le rapport précité de MM. Beaudoin et Fréchette, qui faisaient partie de la force de frappe constituée par le lieutenant Giguère, la découverte de la bombe s'effectua dans les circonstances suivantes.

Un appel anonyme parvint à la police vers 01:45h: l'auteur de cet appel<sup>1</sup> révéla qu'il avait vu une bombe composée de quatre bâtons de dynamite et d'une mèche blanche alors qu'il se promenait avec son chien à l'arrière de la succursale postale De Lorimier. Ayant constaté la présence de plusieurs voitures de la SAT aux abords de cette succursale, un constable (matricule 2585) communiqua, vers 01:46h, avec son supérieur, le sergent Gareau, et le prévint qu'il serait préférable de prendre contact avec la SAT avant d'envoyer une auto-patrouille sur les lieux de l'attentat (le rapport que nous résumons n'explique pas comment il se fait que ce constable se trouvait aux abords de la succursale postale pour y constater la présence de plusieurs voitures de la SAT (exhibit C-39-B); il se peut qu'il y ait été dirigé par radio à la suite de l'appel anonyme reçu par la police).

Le sergent Gareau communiqua effectivement avec un constable de la SAT. Celui-ci se mit en rapport avec le sergent Beaudoin de la force de frappe de M. Giguère; le sergent Beaudoin avisa alors ce constable de *«suivre la procédure normale et d'envoyer une auto radio faire les constatations d'usages»* (exhibit C-39-B, par. 10). Une auto-patrouille de la police de Montréal parvint

---

<sup>1</sup>Dans son témoignage, M. Giguère a reconnu être l'auteur de cet appel (vol. 464, pp. 53-54).

donc, peu après 02:00h, sur les lieux de l'attentat. Trois journalistes s'y trouvaient déjà. Leur présence sur les lieux de l'attentat avant que la bombe ait été officiellement découverte, reste inexpiquée.

Le constable Yves Gagnon de la Section technique fut mandé sur les lieux pour désamorcer la bombe. Il désamorça ce qu'il croyait être un engin explosif et rédigea un rapport à l'effet que l'engin découvert comportait les «*éléments nécessaires pour composer une bombe*», à savoir quatre bâtons de dynamite Power Frac 75%, un détonateur à mèche et une mèche de sécurité longue de 18 pieds (exhibit C-39-I; ce rapport du constable Gagnon est contresigné par le sergent Hogue). Le contenu de ce rapport se concilie mal avec le témoignage de son co-signataire, le sergent Hogue: celui-ci a en effet témoigné devant la Commission à l'effet qu'il aurait enlevé le détonateur de la bombe (un vrai détonateur, selon le témoignage de M. Hogue) avant que M. Gagnon n'en dénombre les éléments (vol. 477, p. 78; le capitaine Giguère a témoigné dans le même sens que le sergent Hogue, vol. 464, pp. 55-59). M. Hogue a également déclaré devant la Commission qu'il «*a dû*» aviser le constable Gagnon que la dynamite composant la bombe était fausse (vol. 477, pp. 82-83). Le constable Gagnon a pour sa part réitéré devant la Commission qu'il n'a pas été averti que cette dynamite était fausse (il l'aurait appris par les audiences de la Commission: vol. 471, pp. 65-68).

## 2.6 MISE EN ACCUSATION DE M. J. PRIMEAU

Le «*Résumé chronologique des activités*» de M. Jacques Primeau, préparé par le SPM, comporte la mention suivante:

*«20-02-71 Une bombe est déposée au bureau de Poste, Papineau Mont-Royal mais l'arrestation de Jacques Primeau n'aura lieu qu'au mois de février 1972.»*

(SAT-936-2749)

Voici quelles sont les circonstances qui conduisirent à cette arrestation. Comme nous l'avons dit précédemment, aucune des personnes qui ont participé à l'attentat contre la succursale postale De Lorimier ne fut arrêtée pendant les mois qui suivirent cet attentat. M. Primeau continua donc à militer au sein du FLQ et recruta, comme nous le verrons ultérieurement, quelques collégiens qui constituèrent la cellule Michèle Gauthier. La source 171 tint le lieutenant Giguère informé de tous les projets de cette nouvelle cellule et lorsqu'elle passa à l'action en effectuant un vol dans un sous-sol d'église où se tenait un bingo, tous ses membres furent arrêtés, à l'exception de M. Primeau qui ne participa pas directement à cette action.

Le 22 janvier 1972, M. Primeau fut impliqué dans un accident d'automobile, à la suite duquel il fut blessé et hospitalisé. Le lieutenant Giguère chargea alors les sergents-détectives Robert Desjardins et André Chartrand de mener une enquête pour déterminer «*si effectivement Jacques PRIMEAU était réellement le chef de la cellule Michèle GAUTHIER, et (pour) accumuler sur ce*



*dernier toute information pertinente.*» (72 SAT-906-23, en date du 28-01-72, rapport signé par MM. Desjardins et Chartrand et estampillé par M. Giguère). Les deux policiers résolurent alors d'interroger M. Primeau sur *«la provenance des licences de chauffeur trouvées dans ses effets, ainsi que (sur) sa participation au sein du F.L.Q.»*. M. Giguère n'avait pas estimé opportun de communiquer à ces enquêteurs que M. Primeau avait déposé une (fausse) bombe à la succursale postale De Lorimier et qu'il avait recruté les membres de la cellule Michèle Gauthier.

Les deux policiers rencontrèrent donc M. Primeau et l'interrogèrent sur la provenance de son permis de conduire et d'autres documents d'identification qu'il détenait (tous ces papiers étaient faux). Étant vraisemblablement persuadé que l'interrogatoire auquel il était soumis n'avait pas pour but de découvrir quelque chose d'aussi anodin que la provenance des pièces d'identité qu'il utilisait, M. Primeau avoua qu'il avait déposé une bombe à la succursale postale De Lorimier. Il devenait alors impossible de ne pas l'arrêter. Des quatre personnes responsables du dépôt de la bombe à la succursale De Lorimier, M. Primeau fut le seul à être arrêté (lorsqu'il fut interrogé par les policiers Desjardins et Chartrand, M. Primeau prétendit qu'il avait agi seul dans cet attentat).

Suite à son arrestation, en février 1972, M. Primeau fut accusé des infractions suivantes:

- conspiration (article 423(1)d) du *Code criminel*);
- incitation à commettre un crime (article 21(1); cette accusation est relative au rôle joué par M. Primeau lors du vol de la caisse du bingo, perpétré par les membres de la cellule Michèle Gauthier);
- falsification de documents (article 355);
- fabrication de bombe (article 79(1)d) (i));
- dépôt de bombe (article 79(1)a)).

Les deux premières accusations furent retirées et M. Primeau plaida coupable aux trois dernières. Le 10 mars 1972, il fut condamné à six mois d'incarcération pour altération ou falsification d'un écrit (permis de conduire), à un an d'incarcération pour fabrication de bombe et à deux ans d'incarcération pour dépôt de bombe. Ces peines devaient être purgées de façon concomitante.

Il ne fut pas révélé, au cours du procès de M. Primeau, que la bombe qu'il avait déposée avait été fabriquée en utilisant de faux explosifs. Les enquêteurs Robert Desjardins et André Chartrand ont témoigné à l'effet qu'ils n'ont jamais été informés, à l'époque du procès de M. Primeau, qu'il avait déposé une bombe composée de faux bâtons de dynamite (voir le vol. 478, pp. 78-80 et le vol. 467, p. 45). M. Giguère a pour sa part témoigné qu'il avait informé les enquêteurs de ce fait (vol. 464, pp. 66-67).

S'il avait été révélé, au cours de son procès, qu'il avait déposé une fausse bombe, l'acte d'accusation dressé contre M. Primeau aurait pu être modifié. MM. Desjardins et Chartrand ont affirmé devant la Commission qu'ils auraient informé la Cour et les instances chargées de la poursuite de M. Primeau de la nature particulière de l'engin qu'il avait déposé à l'arrière de la succursale postale De Lorimier, s'ils avaient été eux-mêmes en possession de tous les renseignements pertinents à cette affaire.

Deux procureurs de la Couronne se sont relayés pour instruire des poursuites contre M. Primeau: il s'agit de Me Maurice Laniel, maintenant Coroner du district de Montréal et de Me Edgar Allard, maintenant juge de la Cour provinciale (district de Hull). La Commission s'est adressée par écrit à ces personnes, afin de savoir si elles avaient été informées que l'attentat pour lequel M. Primeau était poursuivi avait été perpétré avec une fausse bombe.

M. le juge Allard a répondu, dans une lettre adressée au Commissaire, qu'il ne se souvenait *«aucunement des faits de la cause et encore moins d'avoir été mis au courant, en quelque temps que ce soit, du fait que la dynamite dont aurait fait mention la dénonciation 72-0589 C.S.P. Montréal, était en réalité de la fausse dynamite»*.

Quant à la réponse de Me Laniel, elle ne permet pas à la Commission de conclure qu'il ait été mis au courant de la nature de la bombe déposée par M. Primeau (la réponse de Me Laniel à la lettre de la Commission se réfère à un procès qui aurait été instruit dans les premiers mois de 1970, alors que la Commission lui avait spécifié dans sa lettre qu'il s'agissait d'une cause de 1972). Me Laniel termine sa lettre en déclarant que *«dans l'atmosphère et l'esprit qui existaient parmi les avocats qui représentaient le ministère public»* pendant la période où fut jugé M. Primeau, peu de choses auraient été changées à la gravité de l'offense commise par le prévenu, en constatant que les bâtons de dynamite dont il s'était servi étaient de faux bâtons.

### 3 LE VOL DE LA CAISSE D'UN BINGO ORGANISÉ DANS LE SOUS-SOL DE L'ÉGLISE SAINTE-CATHERINE À MONTRÉAL

Ce vol a été perpétré par les membres de la cellule Michèle Gauthier le 7 décembre 1971. La source 171 a joué un rôle déterminant dans la préparation de cette opération, choisissant elle-même l'endroit où le vol aurait lieu; elle tenait en même temps le lieutenant Giguère informé de la planification de l'opération par la cellule Michèle Gauthier.

#### 3.1 RECRUTEMENT DES MEMBRES DE LA CELLULE MICHÈLE GAUTHIER

M. Michel Guay, celui qui devait devenir le «chef» de la cellule Michèle Gauthier, fut recruté par M. Jacques Primeau en octobre 1971. Bien qu'à la pleine connaissance de la police, il eut déposé une bombe à la succursale postale De Lorimier, M. Primeau était encore en liberté à cette époque. D'après la confession qu'il signa à la suite de son arrestation en novembre 1972, M. Primeau recruta M. Michel Guay à la suite de conversations tenues avec lui à la taverne Car-tier, où M. Primeau était serveur.

*«(...) Michel Guay, je l'ai remarqué, parce qu'il parlait le plus fort pour le «Front». Quand j'ai vu ça je lui ai dit reviens un autre soir, on discutera sérieusement du «Front». Moi j'en étais à mes premières armes pour essayer de former une «Cellule». C'est pour ça que je lui ai demandé si il connaissais des amis pour former une où plusieurs cellules. Là il est revenu un autre soir et je lui ai demandé carrément si il voulait faire partie du Front, là il m'a dit donne moi une semaine pour y penser, j'ai dit prend le temps que tu voudras. Un bout de temps après il est revenu, il m'a dit c'est d'accord, qu'il avait des gars pour former une «cellule». Je lui ai dit, tu vas avoir des épreuves à passer, et le genre d'épreuve exactement je le sais pas, soit le vol, soit un enlèvement où n'importe quoi. Là je lui ai demandé si il était initié aux armes et à la dynamite, il m'a dit que non, mais il était volontaire pour apprendre. Après ça je leur ai demandé de choisir de faire ce qu'ils voulaient. Après ça il est revenu me voir, et il m'a dit qu'il était prêt à faire un vol. Je lui ai demandé si tu fais un vol, rapporte moi en la moitié pour qu'on puisse acheter des armes de la dynamite et pour faire d'autres vols (...).»*

*de recrute*  
(Mise en garde à un accusé, déclaration de M. Jacques Primeau — Service de la police de Montréal — 31 janvier 1972)

Ces faits sont corroborés par la confession de M. Guay, après son arrestation consécutive au vol de la caisse du bingo, dans le sous-sol de l'église Sainte-Catherine (71-SAT-904-65, 13 décembre 1971). M. Primeau fut, comme on l'a vu, accusé d'incitation au crime à la suite de la dénonciation de M. Guay. Cette accusation fut subséquemment retirée.

M. Primeau n'est pas la seule personne qui participa au recrutement des membres de la cellule Michèle Gauthier. M. Michel Guay fut en effet mis en relation avec Mme Devault par M. Primeau (dans son témoignage, au vol. 389, M. Guay se réfère à Mme Devault par le pseudonyme de «Suzanne»). C'est, d'après le témoignage de M. Guay, «Suzanne» qui lui présenta une nouvelle recrue pour la cellule Michèle Gauthier: il s'agit de M. André Lavallée (le témoignage de M. Lavallée corrobore celui de M. Guay sur ce point. Voir le vol. 420, p. 23). La source 171 s'occupe également de recruter M. Hubert Joyaux (pseudonyme: «Dagobert») qui se joignit aux membres de la cellule Michèle Gauthier. Le travail de recrutement de

la source 171 est explicitement décrit dans un rapport de source rédigé par le lieutenant Giguère:

- «1- ( . . . ) André LAVALLÉE fut contacté par la source afin de rencontrer Michel GUAY ce jour, le 2 décembre 1971, vers 22.30 heures, au restaurant CHEZ HARRY'S rue St-Denis et Carré St-Louis et ce, afin qu'il puisse faire partie du vol projeté par Michel GUAY. André LAVALLÉE devra être celui qui fera la surveillance dans le corridor.
- 2- Il est mentionné dans un autre rapport qu'un individu possiblement DAGOBERT sera aussi présenté à Michel GUAY, vers 22.00 heures au restaurant CHEZ HARRY'S, rue St-Denis et Carré St-Louis, comme étant un autre membre participant au vol que Michel GUAY projète.
- 3- La source nous informe que Michel GUAY doit la rencontrer au cafétéria de L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC ce jour, vers 15.00 heures, le 02-12-71 afin de mettre à point les derniers préparatifs du dit vol projeté. Par la même occasion, la source va informer Michel GUAY de l'endroit et l'heure qu'il devra rencontrer le dénommé DAGOBERT et André LAVALLÉE.»

(Rapport de source (SAT) 945-171, 2 décembre 1971, signé par le lieutenant Julien Giguère; souligné dans le texte)

Aucun des membres recrutés n'était âgé de plus de 21 ans; parmi ceux-ci, deux étaient étudiants dans un cégep.

## → 3.2 PRÉPARATION DU VOL

Le 14 novembre 1971, la cellule Michèle Gauthier émit un communiqué annonçant qu'elle se préparait à passer à l'action. Nous avons fait précédemment état de l'implication de la source 171 dans l'émission de ce communiqué. Dans le mois qui précéda le vol, les membres de la cellule Michèle Gauthier s'employèrent à se procurer le matériel nécessaire pour passer à l'action: véhicule, revolver-jouet, paire de menottes, chloroforme. C'est Mme Devault («Suzanne») qui, d'après le témoignage de M. Guay, aurait fourni ces objets aux membres de la cellule Michèle Gauthier. Le témoignage de M. Guay est en partie corroboré par le rapport de source 945-171 du 24 novembre 1971 (c'est toutefois M. Frankland qui aurait fourni le chloroforme). Mme Devault a nié, au cours de son témoignage devant la Commission, avoir été la personne qui aurait directement procuré ces objets à la cellule Michèle Gauthier (vol. 401, pp. 16-17). Mme Devault

a toutefois reconnu dans son témoignage en public en avoir été la dépositaire (vol. 451, pp. 9-10): il est possible qu'elle ait été l'*intermédiaire* qui a fait parvenir ces objets aux membres de la cellule Michèle Gauthier. Elle a d'ailleurs montré à M. Giguère le revolver dont devaient se servir les membres de la cellule Michèle Gauthier et le policier put constater qu'il s'agissait d'un revolver-jouet (vol. 451, pp. 9-10).

Le reste du temps consacré à la préparation de l'action projetée se passa à déterminer l'endroit où le vol serait perpétré. Divers endroits furent considérés, parmi lesquels se trouve une caisse populaire située dans un des édifices occupés par un cégep de Montréal. D'après le témoignage de M. Guay, c'est Mme Devault qui aurait eu l'idée de s'attaquer à un bingo. Un rapport de source 945-171, daté du 7 décembre 1971 (la journée du vol) et signé par le lieutenant Giguère, mentionne que Mme Devault et M. Frankland auraient déterminé l'endroit du vol après avoir été en reconnaissance dans diverses paroisses de Montréal.

La source 171 tint le lieutenant Giguère au courant des diverses péripéties qui ont marqué la préparation du vol à la salle de bingo. Les rapports de la source 171 relatifs à cette opération sont datés respectivement des 8, 9, 10, 12, 15, 16, 17 et 24 novembre 1971, ainsi que des 1er, 2, 4, 6 et 7 décembre 1971. Tous ces rapports sont signés par le lieutenant Giguère. Avant que ce vol ne soit perpétré, le lieutenant Giguère avait été renseigné par la source:

- sur la date, le lieu et l'heure approximative du vol;
- sur ses participants éventuels;
- sur le fait qu'ils utiliseraient une arme-jouet;
- sur toutes les activités de la source en rapport avec cet attentat, depuis sa part dans le recrutement des membres de la cellule Michèle Gauthier, jusqu'à celle qu'elle a jouée dans la détermination de la cible de ce vol.

Tant en public qu'à huis clos, la source 171 a réitéré que son contrôleur ne lui a donné aucune directive pour empêcher ce vol ou pour y restreindre sa participation (vol. 401, pp. 22-24 et vol. 451, p. 12).

La somme des rapports rédigés par le lieutenant Giguère, à partir des renseignements de la source 171 sur les divers stades du vol, accrédite les déclarations de Mme Devault relativement à l'absence de directives, de la part de son contrôleur, pour la décourager de participer à l'opération et pour en empêcher le déroulement. Confronté aux rapports qu'il a lui-même rédigés, le capitaine Giguère n'a pu en désavouer le contenu.

### 3.3 DÉROULEMENT DU VOL

Le 7 décembre 1971, M. Michel Guay, le présumé chef de la cellule Michèle Gauthier, était mis sous filature à partir de 07:15h. Il le restera jusqu'à son arrestation vers 20:50h, après sa participation au vol de la caisse du bingo de la paroisse Sainte-Catherine.

Le curé de la paroisse Sainte-Catherine fut prévenu par la police de l'éventualité du vol. Il lui fut conseillé de ne pas laisser s'accumuler l'ar-

gent dans la caisse du bingo, de telle sorte que les voleurs ne puissent s'emparer que d'une petite somme.

Une force de frappe constituée d'au moins six détectives de la SRC (AS), assistés de plusieurs constables, attendaient l'arrivée des membres de la cellule Michèle Gauthier au 1010 de la rue Robin, adresse du sous-sol de l'église Sainte-Catherine.

Les membres de la cellule arrivèrent sur les lieux du vol vers 20:48h, le soir du 7 décembre. M. Michel Guay entra à l'intérieur de la salle de bingo, pendant que ses trois complices faisaient le guet dans le portique. Aucun d'entre eux n'était armé (ils s'étaient même débarrassés de leur revolver-jouet). M. Guay s'empara sans violence de la caisse du bingo, qui contenait \$31.90 et quelques cartes de bingo; il sortit ensuite en courant du sous-sol de l'église. Il fut appréhendé par la police, de même que tous ses complices, alors qu'ils essayaient de prendre la fuite.

- M. Michel Guay fut arrêté par la police, alors qu'il tentait de s'enfuir en taxi avec M. Serge Falardeau. Le sergent Marcotte tira six coups de feu en direction de ce taxi, qui finit par s'immobiliser. D'après son témoignage, M. Giguère avait prévenu le sergent Marcotte que les voleurs ne seraient armés que d'un revolver-jouet (vol. 466, p. 60). M. Marcotte ne se souvient pas d'avoir obtenu un tel renseignement du lieutenant Giguère (vol. 471, p. 58-59).
- M. André Lavallée fut également arrêté alors qu'il tentait de prendre la fuite en taxi.
- M. Jacques Brazeau fut arrêté, alors qu'il fuyait en courant.
- Deux autres membres de la cellule Michèle Gauthier, parmi lesquels se trouve M. Hubert Joyaux, devaient participer à l'action et finirent par y renoncer. Ils ne furent pas arrêtés.
- Bien qu'il fut dénoncé par M. Michel Guay comme l'incitateur du vol, M. Jacques Primeau ne fut pas arrêté par la police (il ne l'avait pas été non plus pour la bombe qu'il avait déposée en février). Ses initiales furent cependant publiées dans la presse, qui le désigna comme le chef de la cellule Michèle Gauthier.

### 3.4 SUITES DU VOL

D'après le témoignage du capitaine Giguère (vol. 466, p. 70), la source 171 serait allée *«trop loin»* dans son implication dans le vol du bingo. M. Giguère n'en était pas moins informé de toutes les activités de la source 171 en rapport avec cette opération et il ne semble pas, comme nous l'avons déjà vu, qu'il ait tenté de décourager la source de continuer ses relations avec les membres de la cellule Michèle Gauthier.

M. Giguère a également émis devant la Commission l'opinion qu'*«il aurait peut-être fallu aller arrêter Monsieur Jacques Primeau»* pour son

rôle dans cette affaire.<sup>1</sup> Il a émis la même opinion relativement à l'arrestation de Mme Devault (vol. 466, p. 75). On a déjà vu que l'accusation d'incitation à commettre un crime, qui fut retenue contre M. Primeau en suite à sa confession, fut éventuellement retirée. Mme Devault ne fut évidemment jamais arrêtée. Les quatre membres de la cellule Michèle Gauthier arrêtés par la police furent accusés de vol simple; ils furent condamnés à \$25 d'amende chacun. On ne peut que s'étonner, d'une part, de ce que la police ait tenté d'empêcher la fuite des membres de la cellule Michèle Gauthier en tirant six coups de feu et que, d'autre part, la sentence réclamée par la Couronne ait été si peu exemplaire que ceux-ci n'aient reçu comme peine qu'une amende de \$25.

D'après un rapport de source (945-195, du 16 décembre 1971), c'est M. Hubert Joyaux qui fut soupçonné par le FLQ d'avoir trahi les membres de la cellule Michèle Gauthier (M. Joyaux n'avait pas été arrêté, ayant renoncé à participer à l'opération). Un rapport de la source 171, daté du 13 avril 1972, mentionne que M. Michel Guay aurait été approché par le SPCUM pour devenir une source au service de ce corps policier (c'est M. Guay lui-même qui aurait donné cette information à la source 171; il a souligné devant la Commission avoir repoussé cette offre). Il ne semble pas que la source 171 ait été elle-même soupçonnée d'avoir informé les policiers sur les activités de la cellule Michèle Gauthier.

Le curé de la paroisse Sainte-Catherine écrivit une lettre de félicitations au SPM et vanta l'efficacité de ce service. Le démantèlement de la cellule Michèle Gauthier fit l'objet d'une couverture de presse importante.

## 4 LA TENTATIVE D'EXTORSION PAR LA CELLULE DE FINANCEMENT JALBERT

Le 19 novembre 1971, un communiqué émis par la cellule de Financement Jalbert annonçait qu'elle avait déposé une bombe à retardement dans un avion qui avait décollé de l'aéroport de Dorval à Montréal. Elle réclamait que \$200 000 fussent transférés par le gouvernement fédéral dans le compte en banque de l'un des felquistes exilés à Cuba. Suite à ce transfert, elle donnerait les renseignements pertinents au désamorçage de la bombe dissimulée à bord de l'avion. Ces renseignements ne seraient pas fournis, si le gouvernement fédéral refusait de se plier à la demande de la cellule.

Ce communiqué ne peut être rangé parmi les activités d'information du FLQ; il constitue en lui-même une tentative d'extorsion, telle que définie dans le Code criminel.

---

<sup>1</sup>Rappelons toutefois que M. Giguère n'estima pas opportun de révéler aux sergents Chartrand et Desjardins le rôle tenu par M. Primeau dans cette affaire, lorsqu'il leur enjoignit d'aller interroger M. Primeau, hospitalisé à la suite d'un accident de la route.

## 4.1 PRÉPARATION DE LA TENTATIVE

Ce projet d'extorquer une somme importante du gouvernement fédéral est mentionné dans un rapport de la source 171, faisant état d'informations transmises le 7 novembre 1971. Tel qu'il fut initialement formulé, le projet consistait à déposer une bombe non amorcée dans un casier à bagages à l'aéroport de Dorval; on émettrait par la suite un communiqué annonçant qu'une bombe avait été dissimulée dans un avion et que les directives pour la désamorcer seraient échangées contre le dépôt d'une somme considérable d'argent.

Dans le témoignage qu'il a rendu devant la Commission, M. Frankland attribue à Mme Devault la conception de ce projet (vol. 380, pp. 95-96 et vol. 411, pp. 85-88). Mme Devault, dans son témoignage, attribue au contraire à MM. Frankland et Joyaux la formulation du projet (vol. 401, pp. 64-65 et p. 75).

L'opération fut prévue pour le 9 novembre 1971 et c'est M. Michel Frankland qui devait se rendre à Dorval pour y déposer la bombe non amorcée. Un rapport de la source 171 nous apprend toutefois que M. Frankland renonça à se rendre à Dorval le 9 novembre: il fit en effet l'objet, ce jour-là, d'une enquête relative au défaut de fonctionnement de l'un des feux de signalisation arrière de sa voiture. C'en fut assez pour le dissuader d'aller à Dorval (cet incident montre à quel point il aurait été aisé d'amener M. Frankland à renoncer aux projets qu'il ourdissait. Il ne semble toutefois pas que M. Giguère ait été disposé à user de mesures préventives à l'endroit de M. Frankland; voir le témoignage de M. Giguère, vol. 466, pp. 79-80).

À la suite de l'action avortée de M. Frankland, un groupe de personnes continua à planifier la tentative d'extorsion. D'après les renseignements fournis par la source 171, ce groupe de personnes se composait, en plus d'elle-même et de M. Frankland, de MM. Hubert Joyaux, Gérard Mayer et Marcel Primeau. La source 171 tint M. Giguère au courant de la progression de l'opération (voir les rapports des 9, 10, 12 et 15 novembre de celui-ci). Dans son témoignage, la source 171, mentionne avoir montré à M. Giguère le texte du communiqué no 1 de la cellule de Financement Jalbert avant de l'émettre (vol. 401, p. 80). M. Giguère était prévenu de la date de l'opération (19 novembre 1971) et n'a pas découragé Mme Devault d'y participer (vol. 452, p. 10).

M. Gérard Mayer n'ayant pas réussi, d'après les renseignements de la source 171, à se procurer de la dynamite, il fut décidé qu'on ne joindrait qu'un détonateur au communiqué déposé à Dorval. C'est la source 171 qui a fourni ce détonateur, pris parmi ceux qui étaient encore en sa possession.

## 4.2 DÉROULEMENT DE LA TENTATIVE

D'après les renseignements fournis par la source 171, c'est M. Gérard Mayer qui devait aller porter le communiqué à l'aéroport de Dorval, le 19 novembre 1971. Un détonateur devait être joint à ce communiqué. En conséquence, M. Mayer fut filé par le SPM de 14:35h à 24:00h ce jour-là (rapport de filature 955-163, du 19 novembre 1971). Par suite d'un changement de plan allégué dans un rapport de la source 171, M. Mayer ne se rendit pas à l'aéroport et c'est M. Hubert Joyaux qui alla livrer l'enveloppe contenant le communiqué et le détonateur dans une boîte aux lettres de l'aéroport de Dorval. Le premier paragraphe du



communiqué avait été rédigé par M. Michel Frankland et le reste du texte, par la source 171.

Après que le communiqué fut déposé dans une boîte postale de l'aéroport de Dorval, M. Frankland ou M. Joyaux se chargea de faire des appels téléphoniques qui révélaient qu'un communiqué du FLQ avait été déposé à cet endroit et qui indiquaient également la nature de ce communiqué. *Le Journal de Montréal*, plusieurs stations radiophoniques et certains bureaux des compagnies aériennes KLM et Air Canada étaient les destinataires de ces appels, qui furent logés peu après 21:00h, le 19 novembre 1971.

Vers 21:40h, l'agent Robert Lemieux de l'Escouade de sécurité de la SQ reçut des appels téléphoniques provenant des stations CKVL et CJMS, qui l'avertirent de la présence du communiqué émis par la cellule de Financement Jalbert, à Dorval. Il se rendit à ce dernier endroit.

L'enveloppe contenant le communiqué et le détonateur a été découverte vers 21:30h par MM. Jean-Guy Bisaillon et Paulin Lafrance, qui travaillaient au triage du courrier à la succursale postale de Dorval («Bureau Route C, Airport Sub-Office»). Ceux-ci communiquèrent leur découverte au constable J.A.R. Bérubé, du détachement de la GRC à Dorval. Dans les heures qui suivirent, le caporal J.A.B. Latour de la GRC reçut des appels téléphoniques de CKVL, de CJMS, du *Journal de Montréal*, de KLM et d'Air Canada.

Ce n'est que vers 01:00h, le 20 novembre, que les sergents-détectives Aldo Ghiorotto et Louis Arsenault de la SRC (AS) arrivèrent à l'aéroport de Dorval pour y rencontrer MM. J.R. Goulet et J.L. Ducharme, qui étaient respectivement directeur et directeur délégué de l'aéroport de Dorval. Ils les avisèrent qu'ils avaient des raisons de croire que le communiqué de la cellule de Financement Jalbert ne représentait pas une menace sérieuse (exhibit C-104-B, par. 8). La pièce à laquelle nous venons de nous référer est le rapport rédigé par M. Ghiorotto à la suite de son intervention à Dorval. Le paragraphe 9 de ce rapport se lit comme suit:

*«Puis en ma présence l'agent Don Mc Leary de la G.R.C. avisa par téléphone le chef surintendant de la G.R.C. soit Monsieur PAQUETTE pour que celui-ci communique directement avec l'homme qui peut prendre une décision finale dans cette affaire, pour l'aviser de nos informations sans passer par les voies hiérarchiques.»*

(Exhibit C-104-B, par. 9)

L'affaire en resta là.

M. Ghiorotto a témoigné devant la Commission ne pas se souvenir de qui l'avait mis au courant que le communiqué déposé à Dorval ne constituait pas une menace sérieuse (vol. 478, p. 59).

Questionné sur le délai existant entre la découverte du communiqué à Dorval et l'intervention, plus de trois heures plus tard, du SPM, M. Giguère a répondu ne pouvoir l'expliquer: il a terminé son service à 21:30h, le soir du 19 novembre, soit cinq minutes avant la découverte du communiqué à Dorval (vol. 466, p. 88).

### 4.3 ENQUÊTE SUBSÉQUENTE

L'agent Robert Lemieux de la SQ fut chargé de mener l'enquête sur cette tentative d'extorsion. Le rapport qu'il soumit à cet effet, le 6 décembre 1971, se termine ainsi:

« 17.- Les recherches dans cette affaire ne nous ont conduit à aucun suspect. Advenant le cas où il y aurait développement en ce sens, vous en serez aussitôt avisé. »

(Exhibit C-104-A)

L'enquête ne connut pas de développement et aucune des personnes ayant participé à cette tentative d'extorsion ne fut inquiétée. M. Joyaux fut par la suite recruté par la cellule Michèle Gauthier (voir la section précédente).

Le capitaine Giguère a été interrogé sur la conclusion du rapport écrit par l'agent Lemieux. Il a affirmé avoir toujours assumé que les informations relatives aux auteurs de cette tentative d'extorsion avaient été communiquées à M. Lemieux. Lui-même ne lui a pas communiqué ces informations; il a toutefois fait valoir que les rapports faisant état des renseignements fournis par la source 171 étaient transmis aux autres corps policiers. M. Giguère comprend donc difficilement que M. Lemieux ait pu conclure son rapport d'enquête de la façon dont il l'a fait (vol. 466, p. 91 et sqq).

M. Lemieux a témoigné devant la Commission à l'effet qu'il n'a jamais pris connaissance d'informations relatives à l'identité des auteurs de la tentative d'extorsion sur laquelle il a conduit une enquête qui n'a abouti à rien. Personne ne lui aurait en outre transmis de façon verbale des renseignements à cet égard (vol. 471, pp. 76-77).

Notons qu'en novembre et en décembre 1971, les rapports rédigés à partir des informations de la source 171 étaient régulièrement transmis à la GRC et à la SQ après leur rédaction. L'officier de liaison de la SQ apportait ces rapports au sergent Jacques Bergeron, chef de l'Escouade de sécurité de Montréal du Service de Sécurité de la SQ. Certains des rapports 945-171 précédemment cités dans notre description des circonstances entourant cette tentative d'extorsion portent l'estampille de M. Bergeron. M. Bergeron était le supérieur de l'agent Lemieux.

La cellule de Financement Jalbert ne fut pas la seule à faire une tentative d'extorsion. Au début de l'année 1971 (mois de janvier et février), les deux membres d'une présumée cellule felquiste — la cellule Rodier — émirent deux communiqués réclamant de diverses personnes le dépôt de sommes d'argent. Ils furent rapidement arrêtés par le SPM et, n'étant âgés que de seize ans, ils furent traduits devant la Cour du Bien-être social. Poursuivis en vertu du *Code criminel* sous une accusation d'extorsion et de complot pour extorsion, ils reçurent une sentence de probation d'une durée indéterminée.

## 5 LE VOL D'UNE CAISSE POPULAIRE À MASCOUCHE

Un communiqué de la «Cellule Information Viger» Commando Élie Lalumière, daté du 25 septembre 1971, revendiquait deux vols à main armée qui s'étaient déroulés dans les jours précédents. Au cours de l'une de ces «expropriations», M. Pierre-Louis Bourret avait trouvé la mort. La source 171 n'est pas directement impliquée dans la rédaction de ce communiqué, ni dans les attentats qu'il revendique. Elle a toutefois fourni des renseignements sur la cellule responsable de ces vols à main armée. Dans le cadre de ses recherches sur l'authenticité des communiqués, la Commission a été amenée à se pencher sur les circonstances de la mort de M. Bourret.

La façon la plus simple de faire état du résultat de ces recherches est d'établir une chronologie des activités de M. Bourret et de celles de la police pour y faire échec. L'engagement de M. Bourret dans le FLQ mériterait d'être décrit en détail, car il constitue le profil, à certains égards exemplaire, d'une carrière terroriste; cette description ne peut toutefois être fournie par la Commission, son mandat étant relatif à des opérations policières.

### 5.1 CHRONOLOGIE DES ACTIVITÉS DE M. P.-L. BOURRET SELON LES DOCUMENTS POLICIERS

18 mars  
1970

D'après les recherches de la Commission le nom de M. Pierre-Louis Bourret apparaît pour la première fois dans un rapport de police, le 26 mars 1970. Ce rapport, rédigé par deux officiers de la SAT, MM. Claude Tardif et Lyvail Lessard, est relatif à l'enquête qu'ils ont ouverte suite à l'arrestation de trois personnes pour vol à l'étalage, le 18 mars précédent. À la suite de leur arrestation, ces personnes furent conduites pour interrogatoire au poste 4. Une valise que portait alors l'une d'elle fut fouillée et les policiers y découvrirent divers exemplaires du journal *La Cognée* et d'un tract intitulé *Le F.L.Q., c'est vous*. Le domicile des trois personnes arrêtées, situé au 1776 de la rue Montcalm à Montréal, fit alors l'objet d'une première perquisition et les policiers y trouvèrent divers objets (dactylos, stencils) qui servaient présumément à la production de ces tracts. Le même jour ou le lendemain, deux policiers de la SAT — MM. Tardif et Lessard — effectuèrent une seconde perquisition au 1776 de la rue Montcalm, pour y vérifier la nature d'une poudre blanche contenue dans des bocaux, dont la présence avait été notée au cours de la première perquisition. Ils y rencontrèrent le lieutenant Giguère, qui se trouvait également sur les lieux. C'est au cours de cette perquisition que M. Pierre-Louis Bourret se présenta au 1776 de la rue Montcalm, accompagné d'une autre personne. Ces deux personnes furent arrêtées par les policiers et conduites au poste 4 pour y

être interrogées (un autre individu avait été arrêté dans les mêmes circonstances au cours de la perquisition effectuée le 18 mars).

**31 mai  
1970**

Dans la soirée du 31 mai 1970 et pendant la nuit subséquente, sept bombes furent déposées par le FLQ à Westmount, auprès du domicile de divers notables (MM. Peter et Samuel Bronfman et quelques autres). Cinq de ces bombes explosèrent, ne causant que des dégâts matériels; deux autres ne parvinrent pas à exploser, à la suite de défauts dans l'amorçage. L'une de ces deux bombes fut décrite par le sergent Robert Côté, de la Section technique du SPM, comme étant la plus puissante bombe «*jamaïs démantelée au cours des dernières années dans la région*» (exhibit C-62-A; dossier de la SAT. 70-SAT-906-103-«B», 1er juin 1970, p. 6, par. 9E). Cette bombe avait été glissée dans deux sacs de polythène et devait être actionnée par un cadran de marque *Hero*. Diverses empreintes digitales furent découvertes sur ces objets; elles furent envoyées aux Quartiers généraux de la GRC pour y être identifiées.

**30 septembre  
1970**

Un rapport de la source 945-168 mentionne que M. Pierre-Louis Bourret est un individu «*impulsif et dangereux*». Le rapport mentionne également qu'il est facilement manipulable.

**26 octobre  
1970**

Agissant sur la foi d'un rapport de la source 945-168 à l'effet qu'un camp d'entraînement pour felquistes serait établi au domicile de Mme Jocelyne Despatie (une ferme à Saint-Antoine-sur-le-Richelieu), les policiers effectuent une descente à cet endroit; ils y arrêtent Mme Jocelyne Despatie, MM. Gérard Pelletier et Pierre-Louis Bourret. La descente des policiers s'effectua dans le cadre de l'opération Cross-Laporte et elle s'appuyait sur le règlement promulgué en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre*.

**1er novembre  
1970**

Un rapport manuscrit des policiers L. Lessard (SAT) et J. Lemieux (SQ) recommande la libération de M. Pierre-Louis Bourret, aucun document incriminant n'ayant été découvert au cours d'une perquisition à son domicile. Deux jours auparavant, M. Jérôme Choquette avait émis un ordre de détention au sujet de M. Bourret, en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre*. Ce dernier ne fut donc pas relâché.

**6 novembre  
1970**

La *Centrale d'analyse de Montréal*, regroupant des policiers de la GRC, de la SQ et du SPM, émet la *Demande d'enquête no 67* (exhibit C-62-G). En conformité avec cette demande, les empreintes de tous les suspects arrêtés en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre* seront confrontées à Ottawa avec «*les empreintes de suspects trouvées sur des bombes désamorçées à Westmount.*» (La *Demande d'enquête no 67* réclamait des comparaisons d'empreintes digitales très étendues, d'autres bombes que celles déposées à Westmount étant incluses dans cette demande.)

11 novembre  
1970

Parmi les documents découverts au cours de la perquisition à la ferme de Mme Despatie se trouvait une lettre relativement incriminante, vu le climat qui prévalait à cette époque. Cette lettre, adressée à M. Gérard Pelletier, n'était pas signée; elle faisait état d'un travail de mobilisation qui devait se poursuivre dans la région de Gaspé, d'où elle provenait par ailleurs. Une expertise d'écriture fut faite, afin de comparer une demande de mise en liberté rédigée par M. Bourret pendant sa détention et l'écriture apparaissant sur la lettre incriminante reçue par M. Pelletier. Dans un rapport daté du 11 novembre 1970, l'expert de l'Institut de médecine légale et de police scientifique, le docteur Rosario Fontaine, concluait que M. Pierre-Louis Bourret était le rédacteur de la lettre de Gaspé.

13 novembre  
1970

*C'est sur la base de l'expertise d'écriture effectuée par le docteur Fontaine que M. Pierre-Louis Bourret sera accusé d'appartenance à «l'association illégale» (article 4 a) du Règlement de 1970 concernant l'ordre public) et de conspiration séditeuse (article 62 c) du Code criminel). Après sa comparution, son procès fut remis pro forma au mois de janvier 1971. Ce procès sera remis par la suite au 7 septembre 1971.*

31 décembre  
1970

M. Pierre-Louis Bourret est libéré.

8 février  
1971

Des renseignements transmis par la source 171 informent le lieutenant Giguère que M. Pierre-Louis Bourret fait partie de la cellule Information Viger. A partir de cette date, la source 171 fournira régulièrement de l'information sur M. Pierre-Louis Bourret. Les rapports de la source 945-171 qui renseignent les policiers sur les activités de M. Pierre-Louis Bourret portent les dates suivantes: 8, 17 et 22 février, 8, 20 et 22 mars et 8, 19 et 31 mai; trois rapports généraux sur les activités de M. Bourret pour une période donnée ont également été rédigés (juin, août et septembre 1971). Il n'est aucune de ces informations qui renseigne le lieutenant Giguère de façon précise sur l'imminence de l'opération de Mascouche, au cours de laquelle M. Bourret perdra la vie. On peut toutefois évaluer le sérieux des informations transmises par la source 171 à partir d'une remarque postérieure du lieutenant Giguère:

*«1. Vendredi le 21 janvier 1972, vers 20.00 heures, la source 945-171 nous informe que Pierre RABY devrait être surveillé car il semble préparer quelque chose et qu'il serait le prochain individu à passer à l'action F.L.Q.*

*2. La source nous parlait avec un sérieux inaccoutumé et nous rappelait qu'elle avait prédit la même chose quant à Gérard PELLETIER, Jean-Pierre PIQUETTE, François SÉGUIN et Pierre-Louis BOURRET.»*

(72-SAT-945-171, 26 janvier 1972)

La source 945-171 n'était pas la seule à renseigner les policiers sur les activités de M. Pierre-Louis Bourret. Une autre source — 945-168 — renseignait également la police sur les activités de celui-ci.

26 mars  
1971

M. Pierre-Louis Bourret est, à cette date, sous filature par la police de Montréal.

14 juin  
1971

Production d'un rapport faisant état des renseignements parvenus au lieutenant Giguère, par l'intermédiaire d'une source (non désignée par son numéro), sur un vol à main armée perpétré à l'Université du Québec à Montréal. Le même rapport mentionne qu'une autre source du SPM aurait été contactée par M. Pierre-Louis Bourret pour participer à un vol à main armée au même endroit.

24 juin  
1971

Le SPM reçoit un télex provenant du bureau du Commissaire de la GRC. Ce télex a pour objet d'informer le SPM que deux des empreintes digitales laissées sur une des bombes qui n'ont pas explosé, le 3 mai 1970 à Westmount, appartiennent à M. Pierre-Louis Bourret.

Le télex mentionne également la dernière adresse connue de M. Bourret. Ce télex paraît énoncer le résultat des recherches entreprises à la suite de la Demande d'enquête no 67, datée du 6 novembre 1970.

29 juin  
1971

À la suite du télex de la GRC, des policiers de la Sous-section Détection de la police de Montréal se livrèrent à leurs propres vérifications; ils en donnèrent le résultat dans un rapport que nous allons citer en entier:

« Pour faire suite au télex de la G.R.C. datant du 24 juin, nous arrivons à leurs conclusions que les empreintes numérotées R-4 et R-7 sont celles de Pierre BOURRET.

*L'empreinte numérotée R-4 identifiée à l'index droit. Cette empreinte fut trouvée sur un cadran de marque Héro. Cette empreinte peut servir de preuve devant la Cour.*

*L'empreinte numérotée R-7 identifiée à l'auriculaire droit. Cette empreinte fut trouvée sur un sac en polythène de couleur blanc. Cette empreinte peut servir de preuve devant la Cour.*

*Veuillez communiquer avec nous  
dès que cet individu aura été  
arrêté, afin que nous puissions  
préparer la preuve à temps et  
vous informer quant aux témoins  
que vous devriez assigner pour  
présenter la preuve par empreintes  
digitales».*

(Rapport 17415, signé par M. Yves Danis et le sergent-détective Jacques Paré, 29 juin 1971; exhibit C-62-C).

M. Pierre-Louis Bourret ne fut ni arrêté ni questionné par la police à la suite de ce rapport. M. Bourret a donc été mis en accusation pour avoir été l'auteur d'une simple lettre, alors qu'il ne fut pas arrêté lorsque ses empreintes digitales furent identifiées sur le cadran d'une bombe.

du 26 juin  
au 19 juillet  
1971

Lorsqu'il prit connaissance du télex de la GRC, M. Giguère aurait, d'après son témoignage, prévenu ses supérieurs du SPM, ainsi que des officiers de la GRC et de la SQ, de la nature de son contenu (vol. 465, p. 40). Du 26 juin au 19 juillet 1971, M. Giguère prit ses vacances. Ils constata à son retour qu'aucune mesure n'avait été prise à l'endroit de M. Bourret.

21 juillet  
1971

Date d'une lettre du sergent Bergeron, de l'Escouade de sécurité de la SQ, au caporal Reiter, du Bureau d'analyse de cette même escouade. Dans cette lettre, le sergent Bergeron fait état d'une demande du lieutenant Giguère pour qu'une surveillance soit effectuée sur M. Bourret (exhibit C-62-F). Tel qu'il s'énonce dans une lettre de M. Reiter, l'objectif de cette surveillance n'est pas de repérer M. Bourret afin de procéder à son arrestation; cette surveillance n'a pour but que de recueillir des renseignements sur M. Pierre-Louis Bourret, un sujet notablement difficile à filer. M. Bourret fera effectivement l'objet de tentatives systématiques de filature, du 27 août au 11 septembre 1971. Un rapport de l'agent Richard Danis de la SQ nous apprendra toutefois, le 27 décembre 1972, que pendant toute cette période, les équipes de filature de la SQ ne réussirent à apercevoir Pierre-Louis Bourret que deux fois, soit le 31 août et le 10 septembre; dans les deux cas, les filatures durent être interrompues pour des raisons sécuritaires (M. Pierre-Louis Bourret se serait vraisemblablement aperçu qu'il était filé).

30 juillet  
1971

Les procédures entreprises contre M. Bourret, à la suite de sa mise en accusation du 13 novembre 1970, sont arrêtées (*nolle prosequi*) par suite d'une ordonnance de M. Jérôme Choquette, qui était alors le procureur général du Québec. Cette mesure fut déterminée par le verdict d'acquiescement, rendu le 15 juin 1971, dans les poursuites engagées contre MM. Charles Gagnon et Jacques Larue-Langlois, selon le *Règlement de 1970 concernant l'ordre public* (promulgué en vertu de la Loi

sur les mesures de guerre). Un grand nombre de poursuites prises contre des personnes arrêtées en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre* furent suspendues à la suite du jugement rendu dans la cause de MM. Gagnon et Larue-Langlois, qui constituait un précédent juridique. C'est en vertu d'une ordonnance *générale de nolle prosequi* rendue par le Procureur général, que M. Bourret bénéficia de cette mesure. Le Procureur général, d'après les documents examinés par la Commission, ne fut pas informé à l'époque des soupçons qui pesaient sur M. Bourret à la suite du télex de la GRC.

**2 septembre  
1971**

Un rapport de la SAT (71-SAT-906-247) rédigé sur une affaire de vols d'appareils de communications à Saint-Hyacinthe, à Dorval et en d'autres endroits, nous apprend qu'à cette époque MM. Georges Campeau, Robert Comeau, Pierre Raby, François Séguin et Mme Lucille Marion étaient filés par le SPM. MM. Jean-Pierre Piquette et Pierre-Louis Bourret, étaient, quant à eux, filés par la SQ. La police, d'après ce rapport, envisageait également de soumettre quelques-unes de ces personnes à l'écoute électronique.

**3 septembre  
1971**

M. Pierre-Louis Bourret est responsable d'un attentat à la bombe à Dorion. Cette bombe, déposée à la centrale téléphonique de la compagnie *Bell Canada*, ne fit aucune victime; elle causa toutefois des dommages de l'ordre de \$300 000 environ (exhibits C-62-D et C-62-E). (L'information selon laquelle le responsable de cet attentat était M. Pierre-Louis Bourret fut communiquée à la police par la source 226; elle est contenue dans un rapport 945-226 daté du 11 mai 1972.)

**24 septembre  
1971**

Mort de M. Pierre-Louis Bourret à la suite d'un vol à main armée à la Caisse populaire de Mascouche.<sup>1</sup> D'après les témoignages

---

<sup>1</sup>Les documents policiers relatifs au déroulement du vol effectué à Mascouche ne sont pas toujours concordants quant aux détails. La version que nous présentons a été reconstituée à partir de notre analyse de la documentation policière. D'après un rapport 945-226 daté du 11 mai 1972 (par. 19), la source 226 a divulgué le nom de toutes les personnes qui auraient participé à ce vol. Trois de ces personnes avaient fait l'objet, antérieurement à la rédaction de ce rapport 945-226, d'accusations criminelles en rapport avec l'opération de Mascouche. Les procédures judiciaires entreprises contre elles s'étalèrent de 1971 à 1974: au terme de ces procédures, une des personnes accusées a été acquittée et les deux autres ont bénéficié d'un *nolle prosequi*. À l'exception de M. Pierre-Louis Bourret, nous ne citerons pas les noms des personnes impliquées dans le déroulement du vol à Mascouche, aucune de celles-ci n'ayant été reconnue coupable de l'attentat.



recueillis par les policiers à cette époque, le vol fut effectué par six personnes (quatre hommes et deux femmes). Deux hommes et une femme armés s'emparèrent de plus de \$7 000 à la caisse populaire, tandis qu'une autre équipe composée de deux hommes et d'une femme également armés «*pénétraient dans le poste (de police) pour maîtriser un citoyen et un commis-opérateur et débrancher le téléphone et le système de radio-émetteur*» (rapport d'enquête de la SQ, 29 octobre 1971; dossier 171240971005). Il semble toutefois que l'équipe qui sortit de la caisse populaire pour s'enfuir, trouva à ce moment sa voiture coincée entre d'autres voitures. Les trois personnes ayant dévalisé la caisse durent alors se joindre à l'équipe qui avait neutralisé le poste de police et ces six personnes prirent la fuite dans une automobile volée de marque *Oldsmobile*. Elles furent prises en chasse par des citoyens de Mascouche et il est possible que des coups de feu aient alors été échangés. Après être sortis de la ville, les fuyards arrêterent leur voiture près d'un véhicule de marque *Renault*, qu'ils avaient stationné à l'extérieur de Mascouche. Trois personnes (deux hommes et une femme) tentèrent alors de quitter l'*Oldsmobile* pour prendre place dans la *Renault*. Ils furent surpris, d'après les rapports de police, par un citoyen de Mascouche au cours de cet échange de voitures. Ce citoyen pris la *Renault* en chasse et plusieurs coups de feu furent échangés entre lui et ceux qu'ils poursuivaient. Les felquistes finirent par abandonner la *Renault* et deux personnes la quittèrent pour continuer leur fuite en taxi. Une troisième personne, blessée à la tête, fut abandonnée dans la *Renault*; il s'agissait de M. Pierre-Louis Bourret. Diverses armes ainsi qu'une partie du produit du vol, furent découvertes dans la voiture où il gisait. M. Pierre-Louis Bourret fut amené à l'hôpital du Sacré-Coeur, où il décéda le lendemain, vers 22:30h, des suites de ses blessures à la tête.

Trois personnes furent arrêtées dans les semaines qui suivirent le vol à Mascouche.

Le service funéraire de M. Pierre-Louis Bourret eut lieu le 29 septembre 1971: les policiers avaient auparavant photographié les noms des personnes qui avaient signé le registre du salon mortuaire où son corps avait été exposé.

29 octobre  
1971

Un rapport fut écrit par le caporal Jacques Gaboury, de l'Unité des Homicides de la SQ, sur la mort de M. Pierre-Louis Bourret.

Nous en reproduisons deux paragraphes:

Le caporal Gaboury cite d'abord le rapport du coroner Lapointe:

- « 31. Enquête du coroner:  
(...) *L'autopsie révèle que la mort est due à des perforations du crâne et du cerveau par fragments de projectiles d'arme à feu. Il y a eu échange de*

*coups de feu entre un ou des personnes prenant place dans la voiture Renault où fut trouvée la victime, et un citoyen de Mascouche, qui poursuivait ladite voiture à la suite d'un vol à main armée perpétré dans le bureau d'une Caisse Populaire de Mascouche. Les fragments de projectiles ne peuvent être reliés à aucune des armes trouvées dans la voiture Renault, non plus qu'à la carabine du poursuivant; aucune preuve non plus quant au moment précis où la victime aurait été atteinte. Dans les circonstances, je ne puis imputer de responsabilité et je me bornerai à conclure qu'il s'agit d'une mort violente. ( . . . )*

34.

**CONCLUSION:**

*Les circonstances entourant la mort de Pierre-Louis Bourret sont claires et indiquent qu'aucune personne n'est responsable de la mort de ce dernier. Le verdict du Coroner est pleinement justifié et en ce qui concerne la mort de la victime, l'enquête policière est terminée.»*

(Rapport du caporal Jacques Gaboury, Unité des Homicides de la SQ, Dossier 171240971005. 29 octobre 1971. À l'exception du mot «CONCLUSION» et du nom «Pierre-Louis Bourret», les passages du rapport qui sont soulignés l'ont été par nous.)

## 5.2 COMMENTAIRES SUR LA MORT DE M. P.-L. BOURRET

Dans le cadre de son enquête, la Commission a entendu le citoyen qui a échangé des coups de feu avec les occupants de la Renault. Elle désire maintenant apporter des précisions, suite à son enquête, pour dissiper les malentendus qui pourraient naître à la suite de la lecture des passages cités du dernier rapport mentionné.

La raison pour laquelle les expertises balistiques n'ont pas été concluantes est que la balle qui a frappé M. Bourret a éclaté en divers menus fragments. Il est impossible d'effectuer des expertises balistiques à partir de tels fragments de projectile.

Le verdict du Coroner, qui n'impute aucune responsabilité, n'implique évidemment pas que la mort de M. Bourret ne puisse être attribuée à une tierce personne. Il signifie qu'il n'y a pas matière, dans cette affaire, à attribuer de responsabilité criminelle et à entreprendre une procédure judiciaire.

La Commission n'a pas trouvé d'indices à l'effet que les felquistes qui ont effectué le vol de Mascouche soient tombés, ce jour-là, dans un guet-apens tendu par les forces policières.

Le rapport de M. Gaboury affirme que les circonstances entourant la mort de M. Pierre-Louis Bourret sont claires. Cette affirmation est légitime, dans la mesure où elle est rapportée aux événements qui se déroulèrent dans la journée du 24 septembre 1971. Il est toutefois un point qui, au regard de l'enquête de la Commission, demeure inexpliqué: pourquoi a-t-il dû incomber à un citoyen de Mascouche de prendre en chasse l'automobile où avait pris place M. Bourret et de se livrer avec ses occupants à un échange de coups de feu au cours duquel M. Bourret perdit la vie, alors que la police avait accumulé une somme impressionnante de renseignements sur les activités terroristes de ce dernier, certains de ces renseignements étant à l'effet qu'il devait être arrêté?

### 5.3 TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE GIGUÈRE DU SPCUM

Le lieutenant Giguère a été interrogé par la Commission sur l'apparente inaction de la police de Montréal à la suite, premièrement, du télex de la GRC identifiant les empreintes de M. Pierre-Louis Bourret et, deuxièmement, du rapport de MM. Danis et Paré qui confirme l'identification de la GRC et qui ajoute que les empreintes peuvent servir de preuve devant la Cour. Il a répondu en substance trois choses:

- (i) Il était en vacances entre le 26 juin et le 19 juillet 1971. (Le télex de la GRC est parvenu à la police de Montréal le 24 juin.)
- (ii) M. Giguère a effectivement pris connaissance de ce télex et il a prévenu ses supérieurs — le capitaine Allard et d'autres personnes dont il a oublié le nom — de son contenu avant de partir en vacances.
- (iii) Constatant, à son retour de vacances, qu'aucune mesure opérationnelle n'avait été prise à l'égard de M. Bourret, il a effectué une demande de surveillance auprès de la SQ. Il n'a pas pris de mesures pour que M. Bourret soit arrêté.

M. Giguère estimait que l'affaire des bombes déposées le 3 mai 1970 était du ressort de la police de Westmount ou de la SQ, mais non de celui du SPM (vol. 465, p. 47 et sqq). C'est pourquoi il n'a pas jugé opportun d'émettre un avis de recherche concernant M. Bourret, ni de requérir un mandat d'arrestation contre celui-ci. Cette réponse est difficilement conciliable avec un témoignage antérieur de M. Giguère, selon lequel la SQ et la police de Montréal assumaient conjointement la responsabilité des enquêtes relatives aux dépôts de bombes et aux vols de dynamite se produisant dans un rayon de 25 milles du centre de Montréal (vol. 456, p. 18 et sqq). Les dossiers du SPCUM ne mentionnent en outre pas que M. Giguère ait communiqué avec le service de police de Westmount pour lui transmettre le renseignement qu'il avait reçu de la GRC.

Soulignons que c'était le SPM qui avait fait une demande d'identification d'empreintes digitales à la GRC: le SPM était donc tenu de donner suite à son premier geste ou, à tout le moins, de transmettre à la police de Westmount le résultat de l'expertise de la GRC.

Les réponses apportées par M. Giguère requièrent une appréciation que nous ferons dans la section 1.5 du chapitre VI de ce rapport.



---

## CHAPITRE VI

---

### L'IMPLICATION DE MME C. DEVAULT DANS DES INCIDENTS TERRORISTES NON REVENDIQUÉS PAR DES COMMUNIQUÉS

---

<b>1</b>	<b>LE VOL DE DYNAMITE À SAINT-PAUL- D'ABBOTSFORD</b>	171
1.1	Informations préalables	171
1.2	Exécution du vol	171
1.3	Enquête de la SQ	171
1.31	Premier rapport de l'agent Laplante (SQ)	172
1.32	Rapport du sergent Fréchette (SPM)	172
1.33	Second rapport de l'agent Laplante (SQ)	172
1.34	Informations de Mme C. Devault	173
1.35	Troisième rapport de l'agent Laplante (SQ)	174
1.36	Quatrième et dernier rapport de l'agent Laplante (SQ)	175
1.37	Informations de M. F. Séguin	176
1.4	Témoignage du capitaine Giguère du SPCUM	176
1.5	Rétrospective du témoignage du capitaine Giguère	179

---

<b>2</b>	<b>LA TENTATIVE DE VOL DE DYNAMITE À SAINT-PAUL-D'ABBOTSFORD</b>	<b>179</b>
2.1	Témoignage de Mme C. Devault	180
2.2	Rapports de police	181
2.3	Témoignage du capitaine Giguère du SPCUM	182
<b>3</b>	<b>LE VOL DE CALOIL INC. ET LE RECRUTEMENT DE MME C. DEVAULT PAR LE SPM</b>	<b>183</b>
3.1	Première prise de contact avec M. R. Comeau	183
3.2	Planification du vol	184
3.3	Première tentative de vol	184
3.4	Prise de contact de Mme C. Devault avec la police	185
3.5	Exécution du vol	185
3.6	Recrutement de Mme C. Devault par le lieutenant Giguère du SPM	186
3.7	Recrutement de Mme C. Devault par le FLQ	186
3.71	Témoignage de Mme C. Devault	186
3.72	Témoignage de M. N. Vallerand	188
3.73	Témoignage de M. R. Comeau	189

---

---

<b>CONCLUSION GÉNÉRALE SUR LES</b>	
<b>CHAPITRES III — IV — V — VI</b> ..... 195	
<b>1</b>	<b>LA VERSION CONTENUE DANS LES</b>
	<b>COMMUNIQUÉS OFFICIELS DU FLQ</b> ..... 199
<b>2</b>	<b>LA VERSION DIFFUSÉE DANS</b>
	<b>L'OPINION PUBLIQUE PAR LA</b>
	<b>REPRODUCTION DANS LA PRESSE</b>
	<b>DES COMMUNIQUÉS DU FLQ</b> ..... 199
<b>3</b>	<b>LA VERSION DE LA SQ</b> ..... 200
3.1	Rapport du 7 juin 1971 ..... 200
3.2	Rapport du 31 janvier 1972 ..... 200
3.3	Connaissance de l'opération
	«POUPETTE» ..... 201
<b>4</b>	<b>LA VERSION ÉLABORÉE D'APRÈS</b>
	<b>DES DOSSIERS DE LA GRC</b> ..... 202
<b>5</b>	<b>LA VERSION DU CAD</b> ..... 210





NOUS avons jusqu'ici décrit des attentats revendiqués par des communiqués et nous avons également fait état des renseignements préalables qui étaient en possession de la police avant la perpétration de ces attentats. Nous avons également vu que la source 171 était, à divers degrés, impliquée dans les opérations sur lesquelles elle renseignait M. Giguère. Il nous reste à énoncer les résultats de l'enquête concernant quelques autres opérations entreprises par le FLQ qui n'ont pas fait l'objet d'une revendication explicite par communiqué. Mme Devault a directement participé à deux de ces opérations; elle a donné au lieutenant Giguère des renseignements très précis sur une autre.

Ces opérations sont, dans l'ordre: un vol de dynamite perpétré par des membres du FLQ à une carrière située à Saint-Paul-d'Abbotsford, une tentative de vol de dynamite commise au même endroit et, enfin, le vol de dépôts d'argent appartenant à la compagnie *Caloil Inc.* En traitant de ce dernier vol, nous ferons état des circonstances qui ont déterminé le recrutement de Mme Devault par le SPM.

La description de l'implication de la source 171 dans ces activités du FLQ sera suivie des conclusions générales de la Commission sur le contenu des chapitres III, IV, V et VI. Cette conclusion prendra la forme d'une comparaison entre les versions officielles des activités du FLQ, telles que nous les avons caractérisées au chapitre III, et les résultats de l'enquête sur l'infiltration du FLQ et sur les opérations policières effectuées dans le cadre de cette infiltration.



# 1 LE VOL DE DYNAMITE À SAINT-PAUL-D'ABBOTSFORD

## 1.1 INFORMATIONS PRÉALABLES

À une période qu'il faut situer, d'après son témoignage, dans les semaines qui précéderent le 25 décembre 1970, la source 171 rencontra M. Robert Comeau dans les locaux de l'Université du Québec à Montréal. M. Comeau expliqua alors à Mme Devault que deux vols de dynamite étaient projetés pour bientôt: le premier de ces vols devait être fait à Laval et le second à Saint-Paul-d'Abbotsford, dans des poudrières entreposant de la dynamite. M. Comeau dessina de plus, sur le tableau d'une salle de classe où il avait conduit Mme Devault, l'itinéraire qu'il fallait suivre pour parvenir à une carrière, à Saint-Paul-d'Abbotsford, où de la dynamite était conservée.

La source 171 rapporta ces informations à M. Giguère. Celui-ci y ajouta suffisamment foi pour faire filer MM. Comeau et Séguin. Selon un rapport de filature du 28 décembre 1970, ceux-ci se rendirent en reconnaissance à Saint-Paul-d'Abbotsford (exhibit D-1-A). M. Giguère prit connaissance de ce rapport de filature; signé par les sergents-détectives Gilles Boyer et Marcel Filiatrault, il porte également l'estampille de M. Giguère. Il faut en outre rappeler que MM. Robert Comeau, François Séguin et Jean-Pierre Piquette faisaient l'objet d'une surveillance intensive depuis la mi-novembre 1970. Après avoir transmis ce qu'elle avait appris sur les vols de dynamite projetés, la source 171 s'absenta pour la période des Fêtes.

## 1.2 EXÉCUTION DU VOL

Le 3 janvier 1971, entre 03:30h et 19:00h, un vol de dynamite fut perpétré aux poudrières de l'entreprise *Saint-Paul Construction*, à Saint-Paul-d'Abbotsford. Le produit de ce vol a été le suivant: 397 détonateurs électriques, 137 bâtons de dynamite (*Forcite 40%*), 3 rouleaux de fil à fusible et 2 boîtes contenant chacune 25 détonateurs à fusible (*«caps»*) (rapport d'enquête de la SQ, exhibit D-1-C).

La source 171 apprit la perpétration de ce vol par la radio, alors qu'elle était en vacances. Elle téléphona alors, d'après son témoignage, à M. Giguère pour lui demander *«comment il était possible qu'un tel vol ait eu lieu, puisque (elle) l'avai(t) informé à l'avance de l'endroit et qu'il (...) connaissait les personnes qui (lui) avaient parlé justement... qui (lui) avaient dessiné le plan (...).»* (vol. 447, pp. 30-31; voir également le volume 415, p. 122).

## 1.3 ENQUÊTE DE LA SQ

C'est l'agent Guy Laplante de l'Escouade de Sécurité de la SQ qui fut chargé de mener l'enquête sur ce vol de dynamite. Le cheminement de son enquête est décrit dans quatre rapports, dont nous indiquerons brièvement le contenu tout en mentionnant les circonstances entourant leur rédaction. Il est égale-

ment à noter que le sergent Bernard Fréchette, de la SAT, fut aussi dépêché à Saint-Paul-d'Abbotsford pour commencer une enquête sur ce vol de dynamite. Nous ferons également mention du rapport de M. Fréchette.

### 1.31 PREMIER RAPPORT DE L'AGENT LAPLANTE (SQ)

Dans son premier rapport, (exhibit D-1-C), l'agent Laplante décrit les circonstances de lieu et de temps du vol et donne une description du butin saisi par les voleurs. Le rapport se termine (par. 9) par l'admission de l'enquêteur qu'«*en ce qui concerne cette affaire, nous n'avons pas de suspects*». Le rapport de M. Laplante est daté du 5 janvier 1971 et concerne une visite qu'il a effectuée le 4 janvier sur les lieux du vol.

### 1.32 RAPPORT DU SERGENT FRÉCHETTE (SPM)

Le rapport de M. Fréchette (exhibit D-1-E) est analogue à celui de M. Laplante (circonstances de temps et de lieu, butin, etc.) à une différence près:

M. Fréchette mentionne dans son rapport qu'il présume que les voleurs étaient au nombre de deux, puisqu'ils ont laissé dans la neige deux pistes distinctes de traces de pas.

Le sergent Fréchette ne fait pas état de noms de suspects éventuels relativement à ce vol.

### 1.33 SECOND RAPPORT DE L'AGENT LAPLANTE (SQ)

Dans son second rapport (exhibit D-1-D), qui constitue la suite du premier et qui est également daté du 5 janvier 1971, l'agent Laplante mentionne qu'il a rencontré le sergent Fréchette de la SAT, le jour précédent à Saint-Paul-d'Abbotsford, quand il s'y est lui-même rendu pour les fins de son enquête. Le sergent Fréchette lui a alors communiqué le nom de deux suspects.

- «3. *Par la suite, nous nous sommes rendus à nos quartiers généraux à la Sûreté du Québec, et M. FRÉCHETTE m'a fait part que deux (2) suspects, en l'occurrence François SÉGUIN et Robert COMEAU, seraient les auteurs de ce vol car l'Escouade de Filature de la Sûreté de Montréal a travaillé sur ces individus au cours de la journée du 29 décembre 1970. Ces deux (2) individus se seraient rendus à St-Paul d'Abbotsford et auraient*

*pris le chemin passant par le rang du Fisk et se seraient rendus tout probablement aux deux (2) entrepôts. À cet endroit, on présume qu'ils ont pris les empreintes des cadenas afin de s'en faire faire des clefs.»*

(Exhibit D-1-D; souligné dans le texte)

Le rapport se termine par une note où l'enquêteur mentionne que son rapport *«doit demeurer confidentiel à l'escouade, ceci sur les instructions du Sergent Jacques Bergeron»*, son supérieur. Cette directive du sergent Bergeron s'accorde avec le contenu du rapport du sergent Fréchette de la SAT: il y a en effet lieu de remarquer que le sergent Fréchette *n'inclut dans son rapport écrit qu'une partie des informations* qu'il a transmises à M. Laplante. Le rapport de M. Fréchette mentionne, par exemple, que les voleurs devaient posséder la clé des cadenas posés sur la porte des poudrières (cette information se retrouve dans le premier rapport de M. Laplante). Le rapport de M. Fréchette est toutefois muet sur l'identité des suspects présumés, alors même qu'il avait transmis oralement des informations précises à cet effet à M. Laplante, qui en fit état de façon explicite dans son rapport.

Le sergent Bergeron de la SQ a été interrogé par la Commission sur les raisons de la directive de confidentialité qu'il donna à M. Laplante relativement à son rapport. M. Bergeron a soulevé au cours de son témoignage la possibilité qu'il ait émis cette directive à la demande de M. Fréchette ou à celle du lieutenant Giguère (vol. 458, pp. 69-70). L'objet de cette directive aurait été de restreindre à un cercle étroit de policiers la connaissance du fait que MM. Séguin et Comeau étaient sous filature (vol. 458, pp. 61-65).

Le second rapport de M. Laplante se termine en disant que l'enquête sur ce vol de dynamite se poursuit conjointement avec la Sûreté de Montréal et que de nouveaux développements sont prévisibles à brève échéance.

### 1.34 INFORMATIONS DE MME C. DEVAULT

Un rapport de M. Giguère, qui fait état des renseignements que lui a fournis la source 171 le 5 janvier 1971 (soit deux jours après le vol), se lit comme suit:

*« Robert COMEAU a informé la source que concernant le vol, de dynamite à St-Paul Abotsford en date du 03-01-71, que lui même il s'y était rendu en reconnaissance quelques jours auparavant avec un autre individu et que lors du vol il ne s'y est pas rendu lui-même. Par contre l'individu qui l'accompagnait lors de la reconnaissance des lieux s'est rendu sur le vol avec d'autres individus.»*

De tous les rapports de source 945-171, ce rapport est l'un des deux seuls à avoir été dactylographiés personnellement par M. Giguère; la feuille sur laquelle il a été tapé à la machine ne porte aucune mention de distribution aux autres corps policiers.

Il résulte de l'information contenue dans le rapport précité que M. Giguère était en mesure d'établir, à l'aide d'une inférence élémentaire, que M. François Séguin était l'un des responsables du vol de Saint-Paul-d'Abbotsford:

(i) Un rapport de filature établit en effet que MM. Comeau et Séguin se sont rendus à Saint-Paul-d'Abbotsford, le 28 décembre, pour y effectuer une reconnaissance.

(ii) Le 5 janvier, M. Comeau révèle à la source 171 que l'une des deux personnes qui se sont rendues en reconnaissance à Saint-Paul-d'Abbotsford a participé au vol. Il précise qu'il n'est pas lui-même cette personne.

(iii) Celle-ci ne peut donc être que M. Séguin.

### 1.35 TROISIÈME RAPPORT DE L'AGENT LAPLANTE (SQ)

Le troisième rapport de M. Laplante (exhibit D-1-F) est daté du 7 mai 1971. Il fait référence à des événements qui ont eu lieu en janvier.

Le rapport de M. Laplante se réfère en effet à une perquisition qu'il a effectuée, le 18 janvier 1971, au domicile du père de M. Réal Michon, situé dans la région de Saint-Hyacinthe. M. Laplante n'avait pas réussi à cette date à retracer M. Réal Michon et s'était résolu à effectuer une perquisition au domicile du père de M. Michon, où ce dernier était censé résider. Cette perquisition ne produisit pas de résultats concluants. D'après le rapport de M. Laplante, elle avait eu pour but de découvrir les *instruments* utilisés par les voleurs de Saint-Paul pour s'introduire à l'intérieur des poudrières (il semble donc que l'enquêteur est maintenant d'avis que les voleurs se sont introduits avec effraction dans les poudrières de *Saint-Paul Construction*; rappelons que son premier rapport était à l'effet que les voleurs n'avaient pas dû briser les cadenas apposés sur les portes de ces poudrières). Cette perquisition chez M. Elphège Michon fut autorisée en vertu de la *Loi concernant les explosifs* (S.Q. 1970, ch. 13).

En cette même journée du 18 janvier, M. Laplante perquisitionna également le domicile de M. Pierre Bédard et soumit ce dernier à un interrogatoire en rapport avec le vol de dynamite commis à Saint-Paul-d'Abbotsford. La perquisition, comme l'interrogatoire de M. Bédard, n'apportèrent aucun résultat.

Il y a lieu de s'interroger sur les raisons pour lesquelles M. Laplante, après avoir été dirigé sur la piste de MM. Séguin et Comeau par le sergent Fréchette, perquisitionna chez de nouveaux suspects. La réponse à cette question est fournie par le début du rapport de M. Laplante:

«2- Il est à noter que dans mon rapport daté du 5 janvier 1971, deux (2) noms de suspects étaient mentionnés, soit François SÉGUIN et Robert COMEAU,

*mais après avoir communiqué avec le  
Lieutenant GIGUÈRE de la S.A.T. de  
Montréal, j'ai appris qu'il ne  
s'agissait pas des bons suspects mais  
bien ceux mentionnés au paragraphe «1»  
de ce présent rapport.»*

(Exhibit D-1-F)

Les deux personnes mentionnées au paragraphe «1» sont MM. Pierre Bédard et Réal Michon.

Par rapport à cette citation, il faut rappeler que le second des rapports de M. Laplante se terminait en annonçant que les développements dans cette enquête viendraient des renseignements que lui fournirait la police de Montréal. M. Laplante, comme le mentionne son premier rapport, n'avait pas de suspects dans cette affaire et à la suite de l'intervention de M. Fréchette lui indiquant les noms de MM. Comeau et Séguin, il a laissé l'initiative de cette enquête à la police de Montréal (voir son témoignage à cet effet, vol. 449 bis, pp. 86-89). Il attendit donc d'être contacté à nouveau par la police de Montréal, après sa rencontre avec le sergent-détective Fréchette. Ne recevant pas d'informations de ce corps de police, il se décida à communiquer lui-même avec M. Giguère, à une date qu'il faut situer avant le 18 janvier (c'est en effet le 18 janvier qu'il effectue ses perquisitions aux domiciles de MM. Elphège Michon et Pierre Bédard, après que M. Giguère lui eut indiqué de nouveaux suspects). Or, nous avons vu que le 5 janvier M. Giguère était en mesure d'établir avec certitude, d'après les renseignements de la source 171, que l'un des auteurs du vol de dynamite était M. François Séguin. Il y a donc véritablement lieu de s'étonner qu'il déconseille à M. Laplante de poursuivre son enquête sur MM. Séguin et Comeau. Il y a également lieu de se surprendre que ni M. Laplante ni M. Bergeron, son supérieur à la SQ, n'aient été instruits par M. Giguère des renseignements que lui avaient transmis la source 171, le 5 janvier 1971. Le sergent Bergeron a témoigné devant la Commission à l'effet qu'il n'aurait pas renoncé à rechercher MM. Comeau et Séguin pour les interroger en rapport avec le vol de dynamite, s'il avait eu connaissance des informations que possédait M. Giguère (vol. 458, p. 72). M. Laplante a également témoigné devant la Commission à l'effet qu'il n'avait pas eu connaissance des renseignements donnés par la source 171 à M. Giguère (vol. 449 bis, pp. 69-70).

### 1.36 QUATRIÈME ET DERNIER RAPPORT DE L'AGENT LAPLANTE (SQ)

Ayant interrogé en vain M. Pierre Bédard, M. Laplante avait tenté, depuis le 18 janvier, de retrouver l'autre suspect que lui avait indiqué M. Giguère, à savoir M. Réal Michon. M. Laplante communiqua donc une nouvelle fois avec le lieutenant Giguère pour lui faire part de ses difficultés à retracer M. Michon (exhibit D-1-H):

«1. *Il s'agissait dans cette affaire de  
tenter de localiser l'autre suspect,  
soit Réal MICHON.*

2. *J'ai, en date du 10 mai 1971, communiqué avec le lieutenant GIGUÈRE de la section anti-terroriste pour l'informer des résultats dans cette enquête. En ce qui concerne l'autre suspect MICHON, personne ne peut dire où il demeure présentement. De plus, M. GIGUÈRE m'informa qu'il ne sera pas nécessaire de l'interroger en marge de ce vol car, selon lui, MICHON ne serait pas mêlé à cette affaire et la filature de Montréal ne travaille plus sur ce sujet. M. GIGUÈRE dit également que lorsqu'il nous donna les noms de ces deux (2) personnes, il croyait qu'il s'agissait des auteurs du vol mais que, présentement il serait préférable de discontinuer les recherches pour localiser MICHON.»*

(Exhibit D-1-H; rapport daté du 26 mai 1971. Souligné dans le texte)

Le 25 mai 1971, l'agent Laplante contacta M. Giguère une dernière fois au sujet de M. Réal Michon. M. Giguère l'assura alors que la perquisition effectuée au domicile du père de M. Réal Michon constituait un effort suffisant et que les renseignements qu'il possédait de sa source ne pouvaient éclairer davantage cette affaire:

« (...) Leur source ne peut leur donner de l'aide présentement. Il ajoute qu'advenant quelque chose de sérieux, il nous en informerait aussitôt.»

(Exhibit D-1-H, par. 4)

L'agent Laplante termine son rapport en concluant que les circonstances ne lui permettent plus de poursuivre son enquête et qu'il considère le dossier sur cette affaire comme étant clos.

### 1.37 INFORMATIONS DE M. F. SÉGUIN

Selon un rapport 945-226 daté du 5 juin 1972, la source 226 (M. François Séguin) a reconnu avoir participé, avec MM. Réal Michon et Jean-Pierre Piquette, au vol de dynamite commis à Saint-Paul-d'Abbotsford.

## 1.4 TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE GIGUÈRE DU SPCUM

Dans son témoignage devant la Commission, M. Giguère a reconnu que MM. Séguin et Comeau étaient filés par la police de Montréal quand



ils se rendirent en reconnaissance à Saint-Paul-d'Abbotsford, le 28 décembre 1970. Il a également reconnu avoir reçu de la source 171 l'information selon laquelle l'un des auteurs du vol de dynamite était celui qui accompagnait M. Comeau au cours de cette reconnaissance (vol. 461, pp. 64-66).

M. Giguère a été interrogé sur les raisons qui l'ont amené à informer M. Laplante du fait que les véritables suspects de ce vol n'étaient pas MM. Comeau et Séguin, mais MM. Bédard et Michon.

(i) M. Giguère ne se souvient pas d'avoir mentionné le nom de M. Bédard à M. Laplante (vol. 461, p. 72). Il nie ensuite avoir jamais exclu le nom de M. Séguin de la liste des suspects (vol. 461, pp. 72-73). Il affirme enfin que l'information contenue dans son rapport 945-171 du 5 janvier 1971 a été transmise à la SQ. Sur ces trois points, le témoignage de M. Giguère est en contradiction tant avec les documents d'enquête produits par la SQ qu'avec le témoignage rendu devant la Commission par les deux policiers de ce corps qui ont été impliqués dans l'enquête sur le vol de dynamite commis à Saint-Paul-d'Abbotsford (MM. Laplante et Bergeron). Il est très douteux, selon la Commission, que MM. Laplante ou Bergeron aient eu en leur possession les informations contenues dans le rapport 945-171 du 5 janvier. Les perquisitions faites par M. Laplante, après qu'il eut été informé par M. Giguère que les suspects de ce vol étaient MM. Bédard et Michon, témoignent de la volonté de ce policier de mener une enquête pour découvrir les auteurs de ce vol. Si M. Laplante avait pris connaissance des informations à partir desquelles on pouvait inférer que M. Séguin était le principal suspect dans cette affaire, il aurait pris des mesures pour interroger celui-ci, de la même façon qu'il l'a fait pour MM. Bédard et Michon. M. Bergeron, le supérieur de M. Laplante, aurait eu, d'après son témoignage, la même attitude que ce dernier. Or, les documents transmis par la SQ à la Commission indiquent qu'après le 18 janvier, M. Laplante n'a pas tenté de retrouver M. Séguin. Il est donc improbable qu'il ait jamais eu connaissance des informations transmises par la source 171 au sujet de la participation de M. Séguin au vol de dynamite commis à Saint-Paul-d'Abbotsford.

(ii) M. Giguère a également témoigné à l'effet que la raison pour laquelle il avait désigné M. Michon comme suspect à M. Laplante était que, selon les renseignements possédés par la police de Montréal, M. Michon avait déjà été à l'emploi de *Saint-Paul Construction* (vol. 461, p. 68). Il faut se rappeler à cet égard que le rapport du 4 janvier rédigé par le sergent Fréchette de la police de Montréal signalait que les voleurs de Saint-Paul avaient dû être en possession des clés ouvrant les cadenas des poudrières — d'où la possibilité que le vol ait été accompli par un ancien employé.

Pour valable qu'elle soit, à première vue, cette raison n'apparaît pas comme étant véritablement déterminante. Entre le 18 janvier et le 10 mai 1971, la police de Montréal n'a reçu, d'après les documents examinés par la Commission et les témoignages qu'elle a recueillis, aucune information nouvelle qui aurait été de nature à *disculper* M. Michon (on verra dans le paragraphe suivant que l'une des inférences de M. Giguère était plutôt de nature à accréditer la culpabilité que l'innocence de M. Michon). Le 10 mai, le lieutenant Giguère n'en informera pas moins l'agent Laplante que M. Michon «*ne serait pas mêlé à cette affaire*». Les renseignements concernant l'implication éventuelle de M. Michon dans le vol de dynamite sont demeurés pour l'essentiel inchangés, de janvier 1971 au 10 mai de la même année: pourquoi donc, à partir des mêmes renseigne-

ments, M. Giguère aurait-il d'abord désigné M. Michon comme suspect dans cette affaire en janvier 1971, pour ensuite conclure en mai qu'il n'avait pas participé au vol de Saint-Paul-d'Abbotsford?

(iii) M. Giguère a aussi témoigné à l'effet qu'il avait constaté, suite à l'échange de la dynamite qui sera utilisée en février 1971 par M. Primeau, que la dynamite fournie à Mme Devault par M. Comeau (« Jean » étant l'intermédiaire de M. Comeau) ne provenait pas du stock volé à Saint-Paul-d'Abbotsford. La dynamite volée à Saint-Paul était du type *Forcite 40%*, alors que la dynamite récupérée par Mme Devault dans un casier du terminus Voyageur était de la *Power Frac 75%*. M. Giguère en aurait inféré, d'après son témoignage, que M. Comeau — et, par association, M. Séguin — n'étaient pas reliés au vol de Saint-Paul-d'Abbotsford. S'ils l'avaient été, ils auraient vraisemblablement utilisé le butin de ce vol pour procurer à Mme Devault et à son groupe de la dynamite (vol. 461, p. 82).

Cette partie du témoignage de M. Giguère est doublement intéressante. Elle n'explique d'abord en rien pourquoi il aurait écarté MM. Séguin et Comeau comme suspects dans le vol de Saint-Paul-d'Abbotsford: les événements relatifs à l'échange de dynamite se sont passés en février 1971 alors que c'est *avant* le 18 janvier de la même année que le lieutenant Giguère a orienté l'enquête de M. Laplante vers MM. Bédard et Michon, en apprenant à l'enquêteur de la SQ que MM. Comeau et Séguin n'étaient pas les bons suspects. Les constatations de M. Giguère, quant à la sorte de dynamite reçue par Mme Devault en février 1971, auraient toutefois été de nature à confirmer sa croyance, si celle-ci avait été ferme, que M. Michon était effectivement mêlé au vol de Saint-Paul-d'Abbotsford. Or, le 10 mai, M. Giguère dira à M. Laplante que M. Michon *n'est pas impliqué* dans le vol de Saint-Paul-d'Abbotsford. À la suite de cette information, M. Laplante mettra un terme à son enquête.

En vertu des remarques faites en (i), (ii) et (iii), il est difficile pour la Commission de ne pas se rallier à l'opinion émise par l'agent Laplante dans son rapport du 26 mai 1971, qui clôt l'enquête infructueuse menée pour retrouver les auteurs du vol de dynamite commis à Saint-Paul-d'Abbotsford:

« Personnellement, je n'avais aucune raison ou motif raisonnable d'interroger le suspect MICHON car aucun indice pouvait le rattacher à ce vol, à l'exception de l'information du lieutenant GIGUIERE de la S.A.T., laquelle n'était pas sérieuse. »

(Exhibit D-1-H, le *post-scriptum*)

Dans son témoignage devant la Commission, l'agent Laplante a dit que le *post-scriptum* précité s'appliquait également à l'information que lui avait transmise le lieutenant Giguère relativement à la participation de M. Pierre Bédard au vol de Saint-Paul-d'Abbotsford (vol. 449 bis, p. 104).

## 1.5 RÉTROSPECTIVE DU TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE GIGUÈRE

Les témoignages reçus par la Commission sur l'affaire de Saint-Paul-d'Abbotsford, de même que les documents relatifs à ce vol qui ont été examinés, jettent un doute sérieux sur la validité des réponses apportées par le capitaine Giguère pour expliquer qu'il n'ait pas donné suite au télex de la GRC identifiant les empreintes laissées par M. Pierre-Louis Bourret sur les composantes d'une bombe déposée le 3 mai 1970 (six autres bombes furent déposées, on s'en souviendra, à la même date). Nous avons vu en effet que M. Giguère justifiait l'inaction de la police de Montréal à la suite de la réception de ce télex en alléguant que les attentats perpétrés à Westmount n'étaient pas, à cette époque, du ressort du SPM. Or, toute l'affaire de Saint-Paul-d'Abbotsford montre à l'envi que la police de Montréal assumait entièrement l'initiative dans la direction d'une enquête en matière de terrorisme, lorsqu'elle était dépositaire des informations qui lui permettaient d'infléchir le cours de cette enquête. Les interventions de la police de Montréal, et plus particulièrement celles de M. Giguère, dans l'enquête effectuée par l'agent Laplante de la SQ ont été à chaque fois déterminantes. C'est d'abord M. Fréchette de la police de Montréal qui a fourni à l'agent Laplante sa piste initiale dans cette affaire, à savoir la participation présumée de MM. Comeau et Séguin à ce vol, tout en lui conseillant néanmoins de ne pas agir avant d'avoir reçu d'autres informations en provenance de la police de Montréal. Quant à M. Giguère, sa première intervention eut pour effet d'écarter, à toutes fins pratiques, M. François Séguin du champ de l'enquête. Ce dernier, d'après les rapports de source élaborés à partir des renseignements qu'il a transmis à la police, a participé au vol commis à Saint-Paul. Par la seconde de ses interventions, M. Giguère entraînera la clôture de l'enquête, alors même que les recherches entreprises par M. Laplante pour retrouver M. Michon pouvaient se révéler fructueuses: d'après une information transmise ultérieurement à la police de Montréal par M. Séguin, M. Michon aurait lui aussi participé à ce vol (voir la section 1.37 de ce chapitre).

## 2 LA TENTATIVE DE VOL DE DYNAMITE À SAINT-PAUL-D'ABBOTSFORD

La source 171 se rendit elle-même, les 15 et 16 février 1971, à la carrière de Saint-Paul-d'Abbotsford, où avait eu lieu le vol du 3 janvier. Elle s'y rendit une première fois pour y effectuer une reconnaissance et la seconde fois, pour tenter d'y accomplir un nouveau vol de dynamite. Nous rapporterons donc cette affaire à travers le témoignage de Mme Devault que nous rectifierons, quant à la date de l'opération, grâce à l'information qu'elle transmet elle-même à M. Giguère en janvier 1971.

## 2.1 TÉMOIGNAGE DE MME C. DEVAULT<sup>1</sup>

Mme Devault a rendu un témoignage précis sur ses deux incursions à Saint-Paul-d'Abbotsford, au cours d'un premier témoignage rendu devant la Commission. Lors de celui-ci, elle a cependant situé ces expéditions à une date antérieure au 3 janvier, c'est-à-dire à une date antérieure au vol qu'auraient perpétré à Saint-Paul-d'Abbotsford MM. Séguin et ses complices. Tant les rapports de source 945-171 qu'un rapport de filature parfaitement explicite nous obligent à conclure que les incursions de Mme Devault à Saint-Paul-d'Abbotsford n'ont pas eu lieu avant le 3 janvier 1971, mais bien les 15 et 16 janvier 1971. Cette rectification dans les dates est cependant la seule correction qu'il y ait lieu d'apporter au premier témoignage de Mme Devault. Nous ferons maintenant état de l'ensemble du témoignage de Mme Devault sur ce sujet.

D'après un rapport de la source 171 daté du 15 janvier 1971, c'est M. Comeau qui lui aurait demandé d'aller s'emparer de dynamite à Saint-Paul-d'Abbotsford. Elle transmet cette information à M. Giguère, qui ne lui donna aucune directive pour qu'elle s'abstienne de suivre la consigne de M. Comeau. Mme Devault se rendit donc une première fois en reconnaissance à Saint-Paul-d'Abbotsford en compagnie de M. Michel Frankland, dans l'auto de ce dernier (il est également possible, d'après le témoignage de Mme Devault, que M. Souheil Rashed ait participé à cette reconnaissance; le rapport 945-171 du 15 janvier 1971 ne mentionne cependant que M. Frankland). Ils ne réussirent pas à trouver l'endroit où était entreposée la dynamite et revinrent à Montréal, en projetant toutefois de retourner à Saint-Paul le lendemain, dans le dessein d'y effectuer un vol de dynamite. Dans un second rapport, daté du 15 janvier 1971, la source informa son contrôleur que M. Rashed était en possession d'une valise et de *cutters* (cisaille pour couper la branche d'un cadenas). Dès lors, il était clair qu'un second vol de dynamite à Saint-Paul-d'Abbotsford était en préparation. Interrogée sur cette question, Mme Devault n'a pu faire état d'aucune directive de M. Giguère visant à l'empêcher de retourner à Saint-Paul pour y participer à un vol de dynamite. Comme le confirme un rapport de la source 171, daté du 16 janvier 1971, le lieutenant Giguère fut informé de la seconde incursion à Saint-Paul, avant qu'elle n'ait lieu (le rapport précise en effet l'heure de l'opération — entre 00:30h et 02:00h, la nuit du 17 janvier — et le nom de ceux qui y participeront).

Dans la soirée du 16 janvier 1971, Mme Devault, accompagnée de MM. Charles Meunier et Souheil Rashed, se rendit à Saint-Paul-d'Abbotsford dans le dessein d'y voler de la dynamite. Ils étaient alors suivis, depuis 21:30h, par une équipe de filature de la police de Montréal; cette équipe prenait la relève de policiers de la SQ qui avaient surveillé ce même groupe de 07:15h à 21:25h le même jour (rapport de filature FL 74, 70-SEC-905-237, 16 janvier 1971). Les trois personnes précitées parvinrent à Saint-Paul vers 01:00h dans la nuit du 17 janvier. Le récit des événements qui suivirent diffère selon qu'on se rapporte au témoignage de Mme Devault ou selon qu'on l'infère à partir du rapport de filature rédigé par les sergents Gilles Boyer et Marcel Filiatrault du SPM.

Nous ferons d'abord état du témoignage de Mme Devault. Selon cette dernière, M. Rashed et elle-même quittèrent la voiture non loin du lieu

<sup>1</sup>Vol. 449, pp. 26 à 31 et vol. 415, pp. 73 à 78.

où était entreposée la dynamite et s'y dirigèrent à pied, pendant que M. Meunier continuait de circuler (on craignait d'attirer l'attention en abandonnant la voiture au bord de la route pendant la nuit). Mme Devault et M. Rashed finirent par découvrir l'endroit où était entreposée la dynamite et s'apprêtaient à enjamber la clôture entourant cet endroit lorsqu'une voiture de la SQ se présenta. Ils n'eurent que le temps de s'allonger près d'une voie ferrée qui était à proximité de la carrière, pour échapper aux regards des policiers de la SQ. Ils restèrent allongés dans la neige pendant plusieurs minutes; il semble alors que l'automobile de la SQ recula un peu, permettant à Mme Devault et à M. Rashed de s'éloigner sans être vus. Ils rejoignirent M. Meunier à un endroit convenu et rentrèrent bredouilles à Montréal. Si ce n'avait été de l'arrivée imprévue de cette voiture de la SQ, le vol aurait pu être perpétré par la source 171 et M. Rashed.

## 2.2 RAPPORTS DE POLICE

D'après le rapport de filature signé par MM. Boyer et Filiatrault du SPM, ce sont plutôt MM. Rashed et Meunier qui seraient descendus de l'automobile pendant une période de temps indéterminée; Mme Devault aurait alors circulé seule, en voiture, pour les reprendre à son bord vers 02:00h du matin.

Il est difficile à première vue de départager ces deux versions. Il apparaît plausible, d'une part, que ce soient les deux hommes de l'équipe, physiquement plus vigoureux, qui aient décidé d'effectuer eux-mêmes le vol de dynamite (l'opération impliquait que l'on transporte de la dynamite dont le poids pourrait être assez lourd). Il faut d'autre part remarquer que le rapport de filature n'est pas explicite sur ce qui s'est passé à Saint-Paul entre 01:15h et 01:50h (aucune inscription ne figure dans le rapport entre ces deux moments). Si, de plus, le rapport de filature mentionne que MM. Meunier et Rashed sont revenus, vers 02:00h, à la voiture que conduisait Mme Devault, il n'indique pas le moment où ils l'auraient quittée. Mentionnons également que le rapport ne décrit pas l'apparence physique de la personne qui conduisait la voiture entre 01:15h et 01:50h. Il se peut que les policiers, dans la nuit, aient confondu les silhouettes.

Il faut en outre remarquer que la version de Mme Devault s'accorde avec un rapport de surveillance de la SQ. En effet, après le vol du 3 janvier à Saint-Paul-d'Abbotsford, la SQ décida de surveiller les poudrières de *Saint-Paul Construction*. Une voiture de police s'y présentait à intervalles réguliers pour faire une vérification des lieux. Des vérifications furent ainsi effectuées les 14, 16, 17, 18, 19, 20 et 26 janvier. Dans la soirée du 16 janvier, une voiture de la SQ se présenta ainsi à 19:00h et à 11:45h aux locaux où était entreposée la dynamite. Une troisième visite fut effectuée vers 01:50h (rapport d'événement, 17 janvier 1971, dossier 102030171004, signé par l'agent Lalumière de la SQ). Il est très possible que cette troisième visite ait coïncidé avec les événements que rapporte Mme Devault, lorsqu'elle mentionne qu'elle dut s'étendre près d'une voie ferrée pour ne pas être aperçue par une voiture de la SQ. On ne voit pas, enfin, quel serait l'intérêt de Mme Devault à admettre sa participation à un tel incident, si elle n'y avait pas été effectivement impliquée.

## 2.3 TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE GIGUÈRE DU SPCUM

M. Giguère a été interrogé par la Commission sur les raisons pour lesquelles il n'avait pas interdit à la source 171 de participer à une tentative de vol de dynamite. M. Giguère a répondu que sa source «*s'était trop avancée d'elle-même pour justement contrecarrer son projet*». (vol. 461, p. 85). Afin de dissuader Mme Devault de participer à une opération qu'il affirme avoir réprouvée, M. Giguère l'aurait prévenue qu'elle serait filée à Saint-Paul et que si elle se faisait prendre, elle en subirait les conséquences (vol. 461, p. 84). M. Giguère aurait fait filer les felquistes qui projetaient de se rendre à Saint-Paul-d'Abbotsford par la police de Montréal, précisément parce que la SAT disposait d'une force de frappe pour effectuer des arrestations, alors que les équipes de la SQ n'avaient pour instructions que d'effectuer une surveillance (vol. 461, p. 85).

Le témoignage de M. Giguère appelle un certain nombre de remarques.

(i) M. Michel Frankland a participé, la veille de la tentative de vol du 16 janvier à Saint-Paul-d'Abbotsford, à une reconnaissance effectuée à cet endroit par Mme Devault. Il ne semble toutefois pas qu'il ait éprouvé de difficulté, auprès des autres membres du groupe, à se désengager de l'opération projetée pour le 16 janvier («*Michel Frankland a peur d'aller chercher de la dynamite de soir*»; rapport 945-171 du 16 janvier, par. 2, signé par M. Giguère). Pourquoi aurait-il été plus difficile pour la source 171 d'invoquer un prétexte pour refuser de participer à l'opération?

(ii) L'équipe de filature du SPM, comme en fait foi le rapport de MM. Boyer et Filiatrault, perdit contact avec les présumés felquistes qui se rendirent à Saint-Paul entre 01:15h et 01:50h dans la nuit du 17 janvier (le groupe était alors parvenu à Saint-Paul). Elle n'était donc pas en mesure de savoir si le vol avait ou non été perpétré pendant cet intervalle de temps (si ce n'avait été de l'arrivée de la voiture de la SQ, qui est indépendante de la volonté de la police de Montréal, le vol aurait été effectivement perpétré). Les policiers de Montréal ne firent cependant aucun effort pour intercepter les felquistes afin de fouiller leur voiture<sup>1</sup>, pendant leur retour à Montréal.

(iii) Aucun des policiers de la SAT faisant habituellement partie de la force de frappe de celle-ci ne participa à cette filature (la Commission a examiné leurs agendas, pour les heures qui correspondent à cette tentative de vol).

(iv) La menace alléguée par M. Giguère n'a pas dissuadé Mme Devault de participer à l'opération du 16 janvier à Saint-Paul-d'Abbotsford, ce qui jette un doute sur la réalité de cette menace. Il faut en effet se souvenir que Mme Devault est initialement devenue une source de la police de Montréal parce qu'elle

---

<sup>1</sup>On ne peut s'en surprendre: les policiers chargés des filatures ne font pas d'intervention auprès des personnes qu'ils suivent. Cette mesure a pour fin de préserver leur identité. (On peut consulter à ce sujet le témoignage du sergent-détective Gilles Masse: vol. 484, p. 55. M. Masse a déjà appartenu à la SAT.)

se refusait à participer à un vol projeté contre la Caloil en novembre 1970. Nous avons également vu qu'elle s'est effectivement abstenue de participer directement à l'attentat contre la Brink's, le 6 janvier 1971, en conformité avec une directive de M. Giguère.

Si l'on ajoute aux facteurs précédemment énumérés, le témoignage de Mme Devault elle-même à l'effet qu'elle ne fut pas dissuadée par le lieutenant Giguère de participer à cette opération, la véracité du témoignage rendu par ce dernier dans cette affaire apparaît comme sérieusement grevée.

---

### **3 LE VOL DE CALOIL INC. ET LE RECRUTEMENT DE MME C. DEVAULT PAR LE SPM**

Le vol perpétré contre un commissionnaire de la compagnie Caloil est intrinsèquement lié au recrutement de Mme Devault comme informateur par la police de Montréal. C'est pourquoi nous traiterons de ces deux éléments simultanément.

Mme Devault a été interrogée à plusieurs reprises par la Commission sur cette question, tant à huis clos qu'en public. Elle a en outre été interrogée sur ce sujet par le procureur du SPCUM. Le témoignage de Mme Devault sur les événements relatifs à son recrutement est contenu dans plusieurs des volumes rapportant les audiences de la Commission.

---

#### **3.1 PREMIÈRE PRISE DE CONTACT AVEC M. R. COMEAU**

M. Comeau aurait pris contact avec Mme Devault, alors qu'elle était étudiante au Module d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, où M. Comeau était lui-même professeur. Cette première rencontre s'est effectuée au début du mois de novembre 1970 (avant le 6 novembre, d'après nos recherches).

Alors qu'elle s'apprêtait à sortir de son appartement du boulevard Saint-Joseph, Mme Devault reçut un appel téléphonique (après qu'elle eut répondu, son interlocuteur raccrocha sans lui avoir parlé). Quelques minutes plus tard, Mme Devault sortit de son appartement et trouva M. Comeau qui l'attendait dans le couloir; celui-ci lui demanda de visiter l'intérieur de son logis. Apparemment satisfait de ce qu'il avait vu, M. Comeau demanda alors à Mme Devault de cacher dans son appartement une machine à imprimer *Gestetner* et, éventuellement, une personne. Mme Devault demanda alors à M. Comeau si les services qu'il requerrait d'elle avait un lien avec les activités du FLQ. Celui-ci répondit positivement. Mme Devault accepta de se rendre à ses demandes (vol. 446, pp. 7-9 et vol. 402, pp. 4-10).

Dans les jours qui suivirent, M. Comeau et Mme Devault échangèrent diverses confidences. M. Comeau donna quelques renseignements à Mme Devault sur les activités du FLQ et, en particulier, sur l'émission prochaine d'un communiqué accompagné de photos de M. Cross. Mme Devault apprit pour

sa part à M. Comeau qu'elle travaillait à temps partiel pour la compagnie Caloil et qu'elle accompagnait chaque midi le commissionnaire de la compagnie, lors des dépôts d'argent à la banque que celui-ci effectuait en auto pour le compte de la compagnie (vol. 402, p. 22 et vol. 452, pp. 46-47).

### 3.2 PLANIFICATION DU VOL

M. Comeau fut vivement intéressé par les informations que lui transmit Mme Devault sur son travail et lui proposa alors de participer à une tentative pour s'emparer de l'argent des dépôts de la compagnie Caloil, que transportait le commissionnaire. Ce vol aurait pour but de financer le FLQ. À la suite de cette proposition, M. Comeau alla rencontrer un soir Mme Devault, en compagnie de M. Luc Gosselin. Selon le témoignage de cette dernière, ces deux personnes avaient déjà planifié le vol et auraient usé de beaucoup d'insistance pour qu'elle y participe (vol. 452, pp. 47-48). Mme Devault a également témoigné à l'effet que la planification du vol était trop avancée pour qu'elle puisse dissuader MM. Comeau et Gosselin de l'accomplir (vol. 452, pp. 47 et 52).

Mme Devault accepta donc de participer au vol, dont elle arrêta les derniers détails avec M. Gosselin. Il fut convenu qu'elle aurait soin de déverrouiller la porte de la voiture du commissionnaire, du côté du conducteur; elle devait en outre faire un signe pour avertir les voleurs de la présence de l'argent des dépôts.

### 3.3 PREMIÈRE TENTATIVE DE VOL

D'après un rapport du 6 novembre 1970, rédigé par le sergent-détective Fernand Tanguay, Mme Devault aurait participé à une première tentative de vol contre le commissionnaire de la Caloil. Voici le texte du rapport de M. Tanguay, rédigé d'après les informations transmises par Mme Devault lors de son premier contact avec la police de Montréal:

« 34 — On aurait demandé à Mlle DEVEAULT qu'au moment même du vol, si elle croyait qu'il y avait de l'argent dans les sacs, de baisser la tête vers l'avant, si elle l'ignorait de ne pas bouger et si elle est certaine qu'il n'y a pas d'argent, d'allumer une cigarette.

35 — C'est ce qu'elle aurait fait hier, le cinq novembre, parce que probablement, le vol aurait eu lieu à ce moment.»

(Rapport du sergent-détective Fernand Tanguay,  
6 novembre 1970; nous soulignons)

Ce rapport est daté du 6 novembre 1970: l'expression «hier», qui apparaît au paragraphe 35, réfère donc à la journée du 5 novembre 1970. Il faut donc en inférer que Mme Devault a participé à une première tentative de vol contre la Caloil sans en prévenir la police. Le signal qu'elle donna alors, selon le code préétabli, aurait dissuadé M. Gosselin et son acolyte d'intervenir pour effectuer le vol.



### 3.4 PRISE DE CONTACT DE MME C. DEVAULT AVEC LA POLICE

Vers 23:00h dans la soirée du 5 novembre, Mme Devault téléphone à la SQ et «demande un agent afin de donner des informations concernant le F.L.Q.» (rapport d'événement de la SQ, 5 novembre 1970, signé par MM. R. Primeau et G. Lemire). Après cet appel téléphonique, Mme Devault aurait vainement attendu la visite de quelqu'un de la SQ (vol. 402, p. 25). Le lendemain de cette première tentative de contact avec la police, Mme Devault se rendit au poste 17 de la police de Montréal et y rencontra le sergent Fernand Tanguay. Elle lui transmit les informations dont nous avons fait état dans la section 1.1 du chapitre IV du rapport. D'après le témoignage de Mme Devault, M. Tanguay ne lui donna pas d'instructions concernant la prochaine tentative de vol, qui devait avoir lieu une semaine plus tard. M. Tanguay se contenta de prendre en note les informations de Mme Devault et lui dit qu'il les communiquerait à un de ses supérieurs.

Le sergent Tanguay transmit le rapport qu'il avait rédigé à partir des informations de Mme Devault au lieutenant Giguère de la SAT (le 6 ou le 7 novembre 1970). D'après son témoignage, le lieutenant Giguère aurait alors interrogé le sergent Tanguay sur la crédibilité de son informatrice (vol. 457, p. 97). M. Tanguay étant incapable de produire une évaluation satisfaisante de la crédibilité de Mme Devault, le lieutenant Giguère joignit le rapport de M. Tanguay à d'autres rapports qu'il avait sur son bureau.

Lorsque parut le communiqué du FLQ sur lequel Mme Devault avait fourni des informations à M. Tanguay (il s'agit du communiqué de la cellule Information Viger du 7 novembre 1970), M. Giguère se souvint du rapport de M. Tanguay et s'y reporta (vol. 457, p. 98). Il put alors vérifier que les informations transmises par Mme Devault étaient exactes. Il décida de prendre contact avec elle. Ce premier contact s'effectua par téléphone, vraisemblablement dans l'avant-midi du 12 novembre 1970 (voir le témoignage de Mme Devault à cet effet, vol. 452, p. 49).

### 3.5 EXÉCUTION DU VOL

C'est au cours de ce premier appel téléphonique que M. Giguère apprit à Mme Devault que les personnes qui devaient effectuer le vol contre le commissionnaire de la Caloil, prévu pour l'après-midi, seraient sous surveillance. Au cours de l'interrogatoire de Me Guy Lafrance, le procureur du SPCUM, Mme Devault a également reconnu qu'il était possible qu'elle ait rencontré le lieutenant-détective Roche de la police de Montréal dans les heures qui précéderent le délit, afin d'arrêter les détails concernant le comportement qu'elle devait adopter pendant l'exécution du vol (vol. 452, pp. 50-51).

Le vol fut perpétré dans l'après-midi du 12 novembre 1970. M. Luc Gosselin s'approcha de la voiture où avait pris place Mme Devault et s'empara d'un sac où il espérait recueillir l'argent des dépôts de la Caloil. Il se trompait, car il s'empara en réalité d'un sac contenant divers effets appartenant à Mme Devault (sac à main et notes de cours). M. Gosselin fut immédiatement appréhendé par la police. Celui qui l'assistait dans ce vol, M. Paul Desroches, tenta de prendre la fuite

mais fut, lui aussi, rapidement mis en état d'arrestation. (Dans les heures précédant le vol. M. Desroches avait déjà été mis sous filature par la police.)

MM. Gosselin et Desroches furent accusés sous divers chefs d'accusation et reçurent leurs sentences en 1971.

### **3.6 RECRUTEMENT DE MME C. DEVAULT PAR LE LIEUTENANT GIGUÈRE DU SPM**

Mme Devault rencontra le lieutenant Giguère pour la première fois le 14 novembre 1970. Elle avait alors en sa possession le brouillon d'un communiqué qui devait être émis par le FLQ dans les jours suivants (vol. 446, p. 14). D'après le témoignage de Mme Devault, le lieutenant Giguère ne lui proposa pas clairement de travailler pour la police de Montréal au cours de cette rencontre. Comme Mme Devault lui avait toutefois montré le brouillon d'un communiqué, il manifesta le désir d'être informé des activités du FLQ dont elle aurait connaissance, à mesure que se développeraient les événements. À partir du mois de décembre 1970, M. Giguère et Mme Devault convinrent de se rencontrer deux fois par semaine, M. Giguère devant lui remettre environ \$30 à chacune de ces rencontres.

Le 25 avril 1979, un officier du SPCUM apprit à la Commission, au cours d'une rencontre à laquelle il assistait avec son procureur dans les locaux du SPCUM, qu'une somme de \$15 000 avait été versée à Mme Devault vers la fin de l'année 1970 (ou au début de l'année 1971). Cette somme lui fut versée à titre de rémunération pour les renseignements fournis à partir de la mi-novembre 1970.

### **3.7 RECRUTEMENT DE MME C. DEVAULT PAR LE FLQ**

Une question reste cependant à résoudre, au terme de la narration de ces événements. Elle concerne moins le recrutement de Mme Devault par la police de Montréal à titre d'informateur que son recrutement initial au sein du FLQ par M. Comeau. Cette question pourrait être formulée de la façon suivante: pourquoi M. Comeau s'est-il adressé à Mme Devault au début du mois de novembre 1970 plutôt qu'à une autre personne?

---

#### **3.71 TÉMOIGNAGE DE MME C. DEVAULT**

Mme Devault a été interrogée par la Commission sur cette question; elle a également été interrogée par Me Lafrance, le procureur du SPCUM. Les réponses qu'elle a fournies sont identiques (elles sont contenues au volume 402, pp. 5-6 et au volume 452, p. 38).

Mme Devault aurait questionné M. Comeau sur les raisons qui l'avait amené vers elle au début de novembre 1970. M. Comeau aurait alors répondu que M. Noël Vallerand, son collègue du Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, lui avait rapporté une conversation qui se serait tenue les jours précédents au domicile de M. Vallerand.

Voici, d'après le témoignage de Mme Devault, ce qui en fut de cette conversation avec M. Vallerand. Mme Devault était un jour chez elle en compagnie de M. Frankland, l'un de ses amis, et celui-ci lui apprit avoir été un confrère de collège de M. Vallerand. M. Frankland manifesta à Mme Devault son désir de renouer connaissance avec M. Vallerand. Celle-ci téléphona alors à ce dernier et lui demanda si elle pouvait aller le visiter avec M. Frankland. M. Vallerand acquiesça à cette demande. Mme Devault se rendit chez lui en compagnie de M. Frankland. M. Vallerand, d'après son témoignage, n'avait pas revu M. Frankland depuis près de 13 ans (vol. 480, p. 12). Lorsque Mme Devault et M. Frankland furent parvenus chez M. Vallerand, une conversation s'engagea sur les événements d'octobre — la crise était parvenue à son point culminant à cette époque — et M. Frankland aurait donné voix à son désir de se joindre au FLQ. C'est cette conversation qui aurait été rapportée par M. Vallerand à M. Comeau. Voici l'extrait du témoignage de Mme Devault qui est pertinent à la rencontre que nous venons de mentionner.

(Questions de Me G. Lafrance)

- «Q.- *Et vous nous avez dit aussi ne pas connaître personnellement, à l'époque, Monsieur Comeau?*
- R.- *C'est exact.*
- Q.- *Comment se fait-il que Monsieur Comeau soit allé vous rencontrer comme tel?*
- R.- *... Alors évidemment je fus très surprise de la demande de Monsieur Comeau, je lui ai dit c'est ton habitude de rencontrer, d'aller offrir, de faire de telles propositions à n'importe qui que tu connais pas alors il me dit que lors d'une conversation qu'il avait eue quelques jours auparavant, il avait rencontré un professeur de l'Université du Québec, auquel j'avais moi-même présenté Monsieur Michel Frankland. À cette époque-là, comme nous étions en plein milieu de la crise d'octobre, évidemment la conversation avait porté sur le F.L.Q. Monsieur Michel Frankland avait dit qu'évidemment il aimerait rencontrer ces gens-là, qu'il serait intéressé, lui, à faire partie du F.L.Q. Alors le professeur en question... a relaté ça à Monsieur Comeau et c'est pour ça que Monsieur Comeau est venu me trouver.*
- Q.- *Qui est ce professeur en question?*
- R.- *Monsieur Noël Vallerand.»*

(Témoignage de Mme Devault, vol. 452, p. 38; passage analogue au vol. 402, p. 5 et ssq)

Ce serait donc, originairement, pour être mis en contact avec M. Frankland que M. Comeau se serait adressé à Mme Devault. Cette conclusion

est supportée par une réponse subséquente de Mme Devault à une question de Me Lafrance:

- «R.- *Bon. Alors Monsieur Comeau m'ayant rendu visite, m'ayant dit je sais que tu connais quelqu'un qui est intéressé à rentrer dans le F.L.Q., Monsieur Comeau m'a demandé de le mettre en contact avec Monsieur Frankland, ce que j'ai fait.*»  
(Vol. 452, p. 40)

### 3.72 TÉMOIGNAGE DE M. N. VALLERAND

M. Vallerand a été interrogé par la Commission, le 18 mars 1980, relativement aux allégations de Mme Devault et relativement à des documents de la police de Montréal où son nom apparaissait (l'un des documents, une analyse caractérielle de M. Vallerand rédigée par Mme Devault en 1972, a été déposé devant la Commission par Me Lafrance; seul un extrait de ce document a été utilisé par Me Lafrance au cours de son interrogatoire).

M. Vallerand a reconnu avoir rencontré M. Frankland, en compagnie de Mme Devault, vers la fin du mois d'octobre 1970 (les détails de cette rencontre sont suffisamment analogues à ceux que rapporte Mme Devault pour conclure qu'il s'agit bien de la rencontre dont elle fait état dans son témoignage; voir le témoignage de M. Vallerand, vol. 480, pp. 13-15). Il a cependant nié avoir jamais su que M. Comeau militait de façon active au sein du FLQ.

- «Q.- *Est-ce que vous avez déjà su que Monsieur Robert Comeau avait fait partie du FLQ, en autant là que . . . on puisse dire que quelqu'un fait partie du FLQ, en tout cas, avait posé des gestes au nom du FLQ . . . distribué des communiqués, rédiger des communiqués, etc?*»
- R.- *Non . . . euh, Monsieur Comeau était pour moi . . . euh . . . un jeune professeur activiste de gauche, avoué et ouvert et il me serait jamais venu à l'idée qu'il puisse être membre du FLQ, parce que . . . l'image que je me suis toujours faite à tort ou à raison, peu importe, mais c'est ce qui me commande les propos que je vous dis présentement, l'image que je m'étais faite de gens qui faisaient partie du FLQ, et dont je pouvais avoir la connaissance qu'ils en faisaient partie, par la lecture des journaux suite à leur arrestation, ne correspondait pas du tout du tout au profil que représentait mon collègue, Robert Comeau.*
- Q.- *Le type d'action aussi que le FLQ avait . . . a posé en soixante et dix (1970), là, d'une façon publique . . .*
- R.- *Monsieur Comeau était pour moi un militant de gauche . . . qui s'attardait à des manifestations . . . mais il ne pouvait pas être membre du FLQ, je l'en croyais incapable.»*  
(Vol. 480, pp. 32-33)

Cette réponse détermine la nature du témoignage rendu par M. Vallerand sur les allégations relatives à son rôle d'intermédiaire entre M. Comeau et M. Frankland ainsi qu'entre le même M. Comeau et Mme Devault. Ces allégations sont contenues dans un extrait de l'analyse caractérielle de M. Vallerand rédigée par Mme Devault et déposée devant la Commission par Me Lafrance, le procureur du SPCUM. En conformité avec le passage de son témoignage que nous avons cité plus haut, M. Vallerand a nié avoir jamais servi d'intermédiaire pour M. Comeau, dans le cadre d'activités reliées au FLQ.

M. Vallerand a également été interrogé sur le communiqué émis par la cellule de financement Narcisse Cardinal; ce communiqué revendique un attentat à la bombe commis à Arvida (on se souviendra que Mme Devault avait récupéré le texte de ce communiqué dans le bureau de M. Vallerand, à la suite d'une rencontre avec un individu non identifié, qui lui apprit qu'il y était déposé). M. Vallerand a confirmé devant la Commission qu'il n'occupait plus son bureau de professeur à cette époque, occupant des fonctions dans un autre pavillon de l'Université du Québec à Montréal. Il a nié avoir été impliqué de quelque façon que ce soit dans la rédaction de ce communiqué (vol. 480, pp. 21-22).

M. Vallerand a terminé son témoignage devant la Commission par une brève déclaration, que nous reproduisons:

(Question du Commissaire)

«Q- *Est-ce que vous désirez ajouter d'autre chose ou si vous estimez que le dossier est complet?*

R- *Je voudrais faire un commentaire qui sera très bref. Je n'ai jamais été membre du FLQ, je n'ai jamais été associé directement ou indirectement à quelque activité que ce soit du FLQ et à fortiori, je n'ai jamais été chef du FLQ, même au sens où on pourrait l'entendre aviseur, conseiller... tout cela n'est pas vrai.»*

(Vol. 480, pp. 41-42)

Le témoignage de M. Vallerand sur son absence d'implication dans les activités du FLQ est étroitement corroboré par celui qu'avait rendu devant la Commission, le 29 mai 1979, M. Michel Frankland (vol. 379, p. 13). Le nom de M. Noël Vallerand n'apparaît pas dans le document *Current FLQ Groups*. Rappelons qu'une partie de ce document est consacrée à décrire les activités du groupe de M. Comeau et à en identifier les membres.

### 3.73 TÉMOIGNAGE DE M. R. COMEAU

Il est évident que la seule personne qui puisse véritablement apporter une réponse à la question que nous avons soulevée précédemment dans cette section du rapport est M. Comeau lui-même. Les témoignages précédents constituent des présomptions faites à partir des propos qu'aurait tenus M. Comeau devant Mme Devault quand il se présenta chez elle. M. Comeau a été assigné à plusieurs reprises devant la Commission: soit quatre fois à huis clos et deux fois en public. Nous ferons brièvement état du témoignage rendu par M. Comeau en ces occasions.

## 24 mai 1979 (vol. 377)

M. Comeau a nié, au cours de ce témoignage, avoir eu quelque implication que ce soit dans le FLQ. Il n'est jamais allé chez Mme Devault (p. 7); le nom de M. Frankland ne lui dit rien (p. 8); il n'a jamais possédé de papier à en-tête du FLQ (avec le dessin de la silhouette du Patriote) (p. 12); il n'a jamais rédigé de communiqué du FLQ, ni participé à la rédaction de ces communiqués (p. 13); il ne connaît MM. Paul Desroches, Jean-Pierre Piquette et Luc Gosselin qu'à titre d'étudiants à qui il aurait enseigné, et ainsi de suite.

Tant par les témoignages recueillis que par le nombre de documents policiers examinés, il est impossible pour la Commission d'ajouter foi au témoignage rendu par M. Comeau cette journée-là. La masse des rapports concernant les activités de M. Comeau — rapports de filature, de source humaine, d'expertise, d'écoute électronique, etc. — n'est rien de moins qu'écrasante.

## 7 juin 1979 (vol. 385)

M. Comeau a rectifié son témoignage précédent sur deux points:

(i) Il reconnaît avoir fréquenté Mme Devault. Celle-ci l'aurait invité chez elle, boulevard Saint-Joseph, à la suite d'une rencontre dans un bar (p. 58). Les relations qu'il aurait entretenues avec Mme Devault à la suite de cette première rencontre n'auraient eu aucun lien avec des activités de nature terroriste.

(ii) M. Comeau a ensuite fait état de ses démarches pour la création du *Mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois* (MDPPQ). Il reconnaît qu'il est possible que lors de ces démarches, il ait eu en sa possession du papier à en-tête du FLQ, avec le dessin de la silhouette du Patriote (pp. 65-66). M. Comeau a également soulevé la possibilité qu'au moment de ses activités au *Comité d'action politique* du comté de Saint-Jacques (CAP Saint-Jacques), auquel auraient appartenu selon son témoignage des membres du FLQ, il ait pu entrer en possession de «textes» du FLQ (pp. 69-70). M. Comeau aurait pu transporter à son insu des textes issus du FLQ, qui lui auraient été transmis dans le cadre de ses activités au MDPPQ ou au *Front d'action politique* (FRAP) du CAP Saint-Jacques (pp. 71-72).

Telles furent les deux seules rectifications apportées par M. Comeau à son précédent témoignage. Le commissaire fit alors une intervention pour expliquer au témoin la nature du mandat de la Commission et son désir d'évaluer l'ampleur de l'infiltration policière au sein du FLQ pendant les années 1971 et 1972 (pp. 75-77). En dépit de ces explications, M. Comeau répondit alors au Commissaire qu'il n'était pas en mesure d'aider la Commission.

Nous pouvons faire à l'égard des rectifications apportées par M. Comeau à son précédent témoignage les mêmes remarques que nous avons faites à propos de ce dernier. Il est radicalement impossible, d'après les documents examinés par la Commission et d'après les autres témoignages recueillis, d'y ajouter foi.

## 14 juin 1979 (vol. 387)

Cette audience fut consacrée à la lecture d'une déclaration de M. Comeau. Il expliquait dans cette déclaration les raisons de l'attitude qu'il avait

résolu d'adopter devant la Commission. M. Comeau mentionne qu'il a rencontré M. François Séguin avant de rédiger cette déclaration, dans laquelle il dénonce le caractère erroné des hypothèses relatives à la manipulation des milieux terroristes par la police (p. 20).

#### 19 septembre 1979 (vol. 400)

La Commission manifesta sa volonté d'interroger M. Comeau en se fondant sur des documents qui lui imputaient certaines activités au sein du FLQ. Le procureur de M. Comeau, Me Beauvais, avisa alors la Commission qu'il se proposait de présenter une requête pour l'émission d'un bref d'évocation en Cour supérieure. La séance fut suspendue et Me Beauvais engagea la procédure qu'il avait annoncée. La Cour devait donner raison à la Commission: les questions qu'elle voulait poser à M. Comeau n'excédaient pas son mandat, contrairement à ce qu'avait soutenu le procureur de celui-ci.

#### 21 novembre 1979 (vol. 436)

Assigné à témoigner en public, ainsi que M. François Séguin, M. Comeau refusa de répondre aux questions de la Commission — de même que M. Séguin — et lut une nouvelle déclaration, où il expliquait les raisons de son refus. Cette déclaration était conjointement signée par MM. Comeau et Séguin. En refusant ainsi de répondre aux questions de la Commission, MM. Comeau et Séguin étaient passibles d'une procédure d'outrage au tribunal.

#### 27 novembre 1979 (vol. 438)

La Commission rend sa décision relativement à l'outrage au tribunal dont MM. Comeau et Séguin auraient pu être tenus responsables.

L'histoire du témoignage de M. Comeau devant la Commission est mouvementée. La nature de son témoignage manifeste bien davantage une attitude de refus qu'une volonté d'éclairer la Commission. La somme des choses dites par M. Comeau en réponse aux questions de la Commission doit être tenue, au regard de la vérité, pour nulle. C'est pourquoi la Commission ne s'est pas estimée contrainte de se reporter au témoignage de M. Comeau dans les descriptions des événements relatifs à l'infiltration du FLQ. Nous nous contenterons de faire à cet égard la déclaration suivante: dans son témoignage M. Comeau contredit explicitement ou par implication tous les résultats de l'enquête qui le concernent.

La Commission n'estime donc pas être parvenue au terme de son enquête sur les raisons qui amenèrent M. Comeau à solliciter Mme Devault de militer dans le FLQ. Après le 27 novembre, la Commission n'a plus estimé qu'elle progresserait dans son enquête en continuant d'assigner M. Comeau à témoigner devant elle.

Une lecture, même rapide, des articles du mandat de la Commission montre toutefois que ce sujet du recrutement de Mme Devault par le FLQ ne peut occuper une place centrale dans son enquête. Étaient toutefois d'un intérêt prépondérant pour la Commission, les réponses que celle-ci aurait pu obtenir de M. Comeau sur la provenance du papier officiel utilisé par le FLQ pour émettre ses communiqués et sur celle de la dynamite reçue par Mme Devault de l'individu qu'elle désigne par le prénom de «Jean».

Comme dans le cas des communiqués émis au nom du FLQ, nous présenterons, sous forme de tableau synoptique, le résultat de l'enquête menée sur les attentats revendiqués par ces communiqués et sur diverses autres opérations présumément effectuées par le FLQ. Nous ne nous référerons évidemment qu'aux attentats et incidents dans lesquels la source 171 fut, à divers titres, impliquée.

#### Explications relatives au tableau 4

- 1ère colonne:** identification de l'incident.
- 2e colonne:** date de l'incident.
- 3e colonne:** inscriptions relatives aux informations transmises par la source préalablement à l'incident. La première subdivision de cette colonne est relative aux informations préalables que Mme Devault reconnaît avoir transmises à son contrôleur du SPM. La seconde est relative aux informations qui lui sont attribuées dans les rapports de source 945-171 rédigés par divers policiers de la SAT. Le témoignage de Mme Devault n'a pas toujours été en concordance avec le contenu des rapports 945-171. Mme Devault a en effet nié que certaines des informations qui lui ont été attribuées dans ces rapports aient été transmises par elle. De façon inverse, certaines des informations qu'elle affirme avoir transmises à la police ne sont pas mentionnées dans les rapports de source 945-171.
- 4e colonne:** participation de la source aux divers incidents terroristes énumérés; nous distinguons deux types de participation, soit une participation à l'élaboration du projet de l'opération (« au complot ») et une participation directe à l'action elle-même (« à l'action »).
- 5e colonne:** cette colonne indique si les personnes impliquées dans l'incident ont été filées au moment de sa perpétration ou pendant sa préparation immédiate.
- 6e colonne:** cette colonne indique si une enquête policière a été menée à la suite de l'incident.
- 7e colonne:** cette colonne indique si des arrestations ont été effectuées relativement à l'incident en cause.
- Symboles utilisés:** « X » indique une mention affirmative;  
« - » indique une mention négative.



TABLEAU 4

# RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE LA COMMISSION SUR DIVERS INCIDENTS TERRORISTES AYANT IMPLIQUÉ MME C. DEVAULT

Incident	Date	Informations préalables de la source à la police		Participation de la source	Filature	Enquête policière menée	Arrestation(s) effectuée(s)
		d'après son témoignage	d'après les rapports de police	au complot			à l'action
Vol de la Caloil	12/11/70	X	X	X	X	X	X
Vol de dynamite (Saint-Paul-d'Abbotsford)	03/01/71	X	X	—	X	X	—
Attentat à la Brink's	06/01/71	X	X	X	X	X	—
Tentative de vol de dynamite	16/01/71	X	X	X	X	—	—
Attentat à la succursale postale De Lorimier (Saint-Paul-d'Abbotsford)	19/02/71	X	X	X	X	X	—
Vol de la caisse d'un bingo (sous-sol de l'église Sainte-Catherine)	annoncé 14/11/71	effectué 07/12/71	X	X	—	X	X
Tentative d'extorsion par la cellule de Financement Jalbert	19/11/71	X	X	X	X	X	—

---

**CONCLUSION GÉNÉRALE**  
**SUR LES**  
**CHAPITRES III - IV - V - VI**



NOUS présenterons, au terme de cette longue description de l'opération «POUPETTE» et de ses ramifications, quelques conclusions qui seront développées dans le chapitre XII du rapport consacré à l'analyse des résultats des travaux de la Commission.

Nous avons commencé cette partie en faisant état de plusieurs versions des activités du FLQ de novembre 1970 à janvier 1972. Ces versions étaient au nombre de cinq:

- la version contenue dans les communiqués officiels du FLQ;
- la version diffusée dans l'opinion publique par la reproduction dans la presse des communiqués du FLQ;
- la version transmise par la SQ au ministère de la Justice du Québec;
- la version élaborée d'après des dossiers de la GRC (*Current FLQ Groups*);
- la version du Centre d'analyse et de documentation (CAD)

Le contraste entre le contenu de chacune de ces versions et la réalité des activités terroristes de novembre 1970 à janvier 1972 est saisissant. Nous reprendrons brièvement chacune de ces versions, pour formuler à leur égard nos conclusions.



---

## 1 LA VERSION CONTENUE DANS LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS DU FLQ

Le poids de la preuve accumulée par la Commission montre à l'évidence que la version des activités terroristes contenue dans les communiqués réputés officiels du FLQ n'était rien de moins que frelatée. Les cellules diffusant ces communiqués s'y manifestaient comme actives et comme constituant une menace réelle pour la collectivité. En réalité, elles étaient de toutes parts investies par les services policiers; une source de la police avait en effet assumé un rôle déterminant dans la production des communiqués qui ont été émis par ces cellules et qui ont constitué la face visible du FLQ après la libération de M. Cross.

---

## 2 LA VERSION DIFFUSÉE DANS L'OPINION PUBLIQUE PAR LA REPRODUCTION DANS LA PRESSE DES COMMUNIQUÉS DU FLQ

Les remarques précédentes s'appliquent *a fortiori* au climat créé par la reproduction dans la presse québécoise des communiqués du FLQ et par la nature de certains des commentaires que suscitèrent les activités présumées de ce mouvement.

Nous avons vu que M. Pierre Bouchard accorda une place considérable, dans ses articles, aux communiqués du FLQ. En déposant son rapport, la Commission ne peut taire le fait que M. Bouchard a collaboré avec divers services de renseignements anti-subversifs pendant une période qui s'étend au moins de 1969 à 1973. La Commission a en effet recueilli le témoignage d'un officier du SPCUM — le sergent-détective Réal Mailhot — selon lequel M. Bouchard se serait présenté à lui en 1973 ou dans les années subséquentes, en étant porteur d'une carte l'identifiant comme officier de l'Armée canadienne:

«R.- J'ai été slacké à un moment donné... du S.R.C., fin soixante-treize ('73) et suite à ces années-là il s'est présenté au bureau, il était porteur d'une carte d'officier des armées canadiennes, il m'a dit qu'il était envoyé par le groupe d'Ottawa et puis il voulait avoir mes impressions sur le recrutement des sources...»  
(Vol. 474, p. 29)

Dans ce même témoignage, M. Mailhot a affirmé que M. Bouchard était à cette époque contrôlé par la GRC (vol. 474, p. 31). Le sergent Mailhot a également affirmé qu'en 1971 «Monsieur Bouchard jouait un double jeu qui était connu de tous» (vol. 474, pp. 28-29); M. Bouchard affectait publiquement d'avoir des réserves à collaborer avec le SPM, alors qu'il ne faisait aucune difficulté, en privé, pour transmettre à la police le texte des communiqués du FLQ que rece-

vait *Le Journal de Montréal*. L'affirmation de M. Mailhot sur le rôle ambigu de M. Bouchard est appuyée par une information transmise par la source 171:

*«Pierre BOUCHARD du «JOURNAL DE MONTRÉAL» qui a publié leur communiqué, serait partisan et va peut-être devenir membre du FLQ.»*

(Rapport 945-171 du lieutenant-détective J. Giguère, par. 10, faisant état d'informations transmises le 8 mars 1971; souligné dans le texte)

Mentionnons enfin que les dossiers du SPCUM examinés par la Commission contiennent des photos identifiées, dans ces dossiers, comme provenant d'un collaborateur de ce corps de police. Or, M. Bouchard a reconnu au cours de son témoignage devant la Commission avoir pris ces photos (vol. 431, p. 16). Il ne fait par conséquent aucun doute que M. Bouchard a effectivement collaboré avec le SPM. Certaines des photos qu'il a transmises à ce corps policier ont été prises peu avant juin 1970 (M. Bouchard photographiait des personnes accourues sur les lieux d'attentats terroristes et transmettait ses clichés à un policier du SPM). D'après les pièces examinées par la Commission, la collaboration de M. Bouchard avec le SPM ne s'est pas limitée à la transmission de photos et de communiqués felquistes reçus par *Le Journal de Montréal*.

### **3 LA VERSION DE LA SQ**

#### **3.1 RAPPORT DU 7 JUIN 1971**

Cette version de la SQ est énoncée premièrement dans un rapport sur les *«Activités terroristes et révolutionnaires à l'intérieur des mouvements ou associations au Québec»*. Ce rapport, préparé par le directeur de la SQ, M. Maurice St-Pierre, et par M. J. Léonard Gendron, chef du Service de Sécurité de la SQ, a été adressé à M. Jérôme Choquette le 7 juin 1971. Il a été déposé devant la Commission (exhibit P-215) et nous en avons décrit le contenu dans la section 2.1 du chapitre III.

Cette version ne contient aucun des éléments révélés par notre enquête, que ce soit au chapitre du rôle de Mme Devault dans la rédaction des communiqués du FLQ, à celui des informations qu'elle a transmises sur la composition du FLQ ou, enfin, à celui des opérations effectuées par le SPM dans le cadre de l'opération «POUPETTE».

#### **3.2 RAPPORT DU 31 JANVIER 1972**

La version de la SQ est également présentée dans un rapport préparé par l'agent Guy Gingras du Service de Sécurité de la SQ. Ce rapport constitue une analyse des communiqués du FLQ produits en 1971; daté du 31 janvier 1972, il est adressé à M. Jean Coutellier, sous-chef du Service de Sécurité de la SQ. M. J.L. Gendron en prit également connaissance et le soumit à M. Lucien Descent, directeur général adjoint des Services spéciaux de renseignements et de

sécurité. Il a été déposé devant la Commission (exhibit C-91-A) et nous avons précédemment fait état de son contenu à la section 1.11 du chapitre III.

Pour ce qui est de la validité de l'analyse de M. Gingras, qu'il suffise de dire que la majorité des communiqués qu'il désigne comme officiels, ont été rédigés par la source 171 ou avec sa collaboration. M. Gingras a été assigné par la Commission et a témoigné à l'effet qu'il n'avait jamais été informé de la part que prit la source 171 dans la production des communiqués dits « officiels » du FLQ (vol. 471, pp. 106-107). M. Gingras n'aurait jamais été informé, d'après son témoignage, d'aucune des actions policières menées dans le cadre de l'opération « POUPETTE » (vol. 471, p. 102).

### 3.3 CONNAISSANCE DE L'OPÉRATION «POUPETTE»

La SQ fut-elle jamais informée du rôle de Mme Devault dans la production des communiqués et de son rôle dans l'infiltration du FLQ? À cette question, la réponse est indiscutable: oui, elle le fut.

(i) Des officiers et des agents de la SQ ont participé, nous l'avons vu, à des filatures effectuées dans le cadre de l'opération «POUPETTE». Les rapports de filature rédigés par ces policiers identifient Mme Devault par son surnom de «POUPETTE», qui lui avait été donné par des policiers du SPM.

(ii) Au moins quatre rapports du SPM faisant état du rôle de Mme Devault dans la production ou l'émission de communiqués diffusés au nom de cellules felquistes ont été distribués à la SQ entre les mois d'avril et de novembre 1971. Ces rapports concernent respectivement:

- le communiqué du 16 décembre 1970 de la cellule André Ouimet (le rapport affirme que Mme Devault a collaboré à sa composition);
- le communiqué du 6 mars 1971 de la cellule d'organisation Joseph Duquet (le rapport affirme que Mme Devault, identifiée par son numéro de source 945-171, a déposé ce communiqué);
- le communiqué du 11 août 1971 de la cellule de Financement Narcisse Cardinal (le rapport affirme que le communiqué a été rédigé et distribué par un membre du groupe «POUPETTE»);
- le communiqué du 14 novembre 1971 de la cellule Michèle Gauthier (le rapport affirme que Mme Devault, identifiée comme source du SPM, a rédigé le communiqué et qu'elle doit en assurer la distribution).

Tous ces rapports du SPM ont été transmis au Service de Sécurité de la SQ et portent d'ailleurs l'estampille de M. Jacques Bergeron, chef de l'Escouade de sécurité de Montréal du Service de Sécurité de la SQ. Tous ces rapports ont été transmis à la SQ avant que M. Gingras n'effectue son analyse des communiqués du FLQ. Certains des dossiers de la SQ sur les communiqués du FLQ — en particulier le communiqué no 2 de la cellule d'organisation Joseph Duquet émis le 8 mai 1971 — sont parfaitement clairs quant à la participation de



Mme Devault à la production de ces communiqués. Le sergent Jacques Bergeron a été assigné par la Commission. Il a témoigné avoir su que Mme Devault avait participé, à divers degrés, à la production de communiqués émis au nom du FLQ. Des rapports concernant les activités de Mme Devault dans la production de communiqués du FLQ étaient disponibles à la SQ et M. Bergeron ne s'explique pas que l'analyse de M. Gingras n'en tienne pas compte (vol. 472, p. 17). Par ailleurs, l'implication de la source dans la production de communiqués serait la seule facette de l'opération «POUPETTE» dont M. Bergeron aurait eu connaissance (vol. 472, pp. 27-33).

(iii) M. Jean Coutellier a témoigné devant la Commission, qu'il avait eu connaissance qu'une personne portant le sobriquet de «POUPETTE», était une source du SPCUM. Il aurait toutefois ignoré le rôle de cette personne dans la production des communiqués du FLQ et son implication dans les attentats terroristes. Eût-il connu ce rôle qu'il l'aurait, d'après son témoignage, désavoué (vol. 472, pp. 52-62).

(iv) MM. Gendron et St-Pierre ont témoigné à l'effet qu'ils ignoraient l'implication de la source 171 dans la production des communiqués du FLQ et dans les attentats terroristes (vol. 472, pp. 68-69, vol. 482, pp. 31-33). M. St-Pierre a en outre témoigné qu'il n'aurait pas approuvé qu'une source policière participe à la production des communiqués du groupe terroriste au sein duquel elle se serait infiltrée (vol. 482, p. 34).

---

## 4 LA VERSION ÉLABORÉE D'APRÈS DES DOSSIERS DE LA GRC

La version des activités du FLQ en 1971 contenue dans le document élaboré d'après des dossiers de la GRC — *Current FLQ Groups* — présente un problème particulier. Nous avons vu, en effet, que ce document insistait sur les mesures de sécurité qui prévalaient en 1971 à l'intérieur du FLQ, ainsi que sur la difficulté d'infiltrer ce mouvement. Or, il ne fait *aucun doute* pour la Commission que les informations transmises par Mme Devault ont été mises à la disposition du ou des rédacteurs de *Current FLQ Groups*. Pour le démontrer, nous mettrons en parallèle certains extraits de *Current FLQ Groups* et des rapports rédigés à partir des informations transmises au SPM par la source 171. D'après les inscriptions apparaissant sur ces rapports, la plupart d'entre eux auraient été distribués par le SPM à la GRC et à la SQ.

EXTRAITS DU DOCUMENT  
*CURRENT GLQ GROUPS*INFORMATIONS TRANSMISES  
PAR LA SOURCE 171«1. Members and Contacts

(...) COMEAU is suspected of acting as courier for Marc CARBONNEAU in delivering a message to his mistress (...).

(p. 11)

## Traduction:

1. Membres et contacts

(...) COMEAU est soupçonné d'agir comme courrier pour Marc CARBONNEAU, en livrant un message à sa maîtresse (...).

«COMEAU aurait transporté une lettre de CARBONNEAU à la maîtresse de ce dernier, cette dernière aurait été interrogée pendant environ 6 heures récemment, elle serait une ancienne élève du COLLÈGE STE-MARIE.»

(Rapport de la source 171 du 6 novembre 1970, par. 19, rédigé par le sergent-détective Fernand Tanguay)

EXTRAITS DU DOCUMENT  
CURRENT FLQ GROUPS

INFORMATIONS TRANSMISES  
PAR LA SOURCE 171

«2. Leadership

*Although the leadership of the group is unknown to some members (...), the apparent leader is Robert COMEAU.»*

(p. 11)

**Traduction:**

2. Chef(s)

Bien que la direction du groupe soit inconnue de certains membres (...), le chef en est apparemment Robert COMEAU.

«Qu'Un dénommé Robert Comeau (...) serait l'instigateur de la cellule Viger.»

(Rapport 945-171 du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 1-D, faisant état d'informations transmises le 14 novembre 1970)

EXTRAITS DU DOCUMENT  
CURRENT FLQ GROUPSINFORMATIONS TRANSMISES  
PAR LA SOURCE 171«5. Training and Screening

(...) it has been reported that the Oui-met Cell, to which Carole DEVAULT belongs, holds regular meetings and that every Tuesday and Friday important FLQ personalities meet with elements of COMEAU's group to offer instruction related to the handling of explosives.»

(pp. 12-13)

## Traduction:

5. Entraînement et filtrage  
(des membres)

(...) il a été rapporté que la cellule Oui-met, à laquelle Carole DEVAULT appartient, tient des rencontres régulières et que chaque mardi et vendredi, d'importantes personnalités du FLQ se réunissent avec des éléments du groupe COMEAU pour leur donner des instructions sur la manipulation d'explosifs.

«Des individus du front vont apporter à la cellule OUIMET de la dynamite et vont renseigner les membres comment fonctionne ces appareils appelés bombes et comment les faire fonctionner.

(...)

Des membres importants du front veulent se rencontrer les mardis et vendredis à 19.30 heures.»

(Rapport 945-171 du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 10 et 12, faisant état d'informations transmises le 26 novembre 1970)

EXTRAITS DU DOCUMENT  
CURRENT FLQ GROUPS

INFORMATIONS TRANSMISES  
PAR LA SOURCE 171

«6. Security

*The group appears to have a relatively sophisticated security system, making extensive use of such techniques as liaison members, codes, aliases, and misinformation. COMEAU has instilled in his adherents a high sense of security consciousness, particularly with respect to police surveillance. COMEAU uses the aliases Mr. K, Pierre, Robert and Yvon; Michel FRANKLAND is known as François and Carole DEVEAULT as Severine.»*

(p. 13)

**Traduction:**

6. Sécurité

Le groupe semble avoir un système de sécurité relativement sophistiqué, faisant un usage extensif de techniques comme celles des agents de liaison, des codes, des alias et de la désinformation. COMEAU a insufflé à ses adhérents un sens élevé des problèmes de sécurité, particulièrement en ce qui a trait à la surveillance policière.

COMEAU utilise les alias M. K., Pierre, Robert et Yvon; Michel FRANKLAND est connu sous le nom de François et Carole DEVAULT, sous celui de Séverine.

*«COMEAU s'appelle M. «K» au sein du F.L.Q. il ferait partie de la cellule no. 2, il s'avait d'avance l'enlèvement de M. LAPORTE.*

(Rapport de la source 171 du 6 novembre 1970, par. 38, rédigé par le sergent-détective Fernand Tanguay)

*«Quand ils parlent d'un Lucien ou d'un Pierre, en prison, ce n'est pas vrai, c'est pour brouiller les pistes.*

(...)

EXTRAITS DU DOCUMENT  
CURRENT FLQ GROUPSINFORMATIONS TRANSMISES  
PAR LA SOURCE 171

*Carole DEVEAULT utilise le sobriquet «SEVERINE», lors de ses contacts avec les membres de la cellule OUIMET.»*

(Rapport 945-171 du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 7 et 14, faisant état d'informations transmises le 26 novembre 1970)

*«Robert COMEAU va continuer à agir sous le nom de Pierre ROBERT ou Yvon ceci dans le milieu.*

*(...)*

*Robert COMEAU est connu de la cellule OUIMET sous le nom de Yvon.*

*(...)*

*Robert COMEAU est connu dans le milieu sous le nom de Pierre ROBERT et Yvon.»*

(Rapport 945-171 du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 3, 6 et 11, faisant état d'informations transmises le 26 novembre 1970; il ne s'agit pas du même rapport que celui que nous avons précédemment cité)

*«Michel FRANKLAND va porter le nom de François.»*

(Rapport 945-171 du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 3, faisant état d'informations transmises le 27 novembre 1970)

EXTRAITS DU DOCUMENT  
CURRENT FLQ GROUPS

INFORMATIONS TRANSMISES  
PAR LA SOURCE 171

*«In addition to serving in a liaison capacity, DEVAULT has been instrumental in obtaining information on persons of interest to COMEAU, has made purchases on his behalf, and has rented a locker at the University of Quebec which has been utilized in the transmission of messages.»*

(p. 13)

**Traduction:**

En plus de servir d'agent de liaison, DEVAULT a été employée pour obtenir de l'information sur des individus intéressant COMEAU, a effectué des achats pour lui et a loué un casier à l'Université du Québec qui a été utilisé pour la transmission de messages.

*«Carole DEVEAULT va servir de contact entre les cellules Viger et OUIMET, elle fait partie de la cellule OUIMET, elle va avoir la liste de la dynamite pour le 5 ou le 6 décembre 1970.»*

(Rapport 945-171 du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 4, faisant état d'informations transmises le 26 novembre 1970)

*«Robert COMEAU a demandé à Rose-Marie PARENT, Michel FRANKLAND et Carole DEVEAULT d'acheter des sacs de voyage de compagnies d'aviation (7), pour fin de transport de bombes.»*

(Rapport 945-171 du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 2, faisant état d'informations transmises le 27 novembre 1970)

EXTRAITS DU DOCUMENT  
CURRENT FLQ GROUPSINFORMATIONS TRANSMISES  
PAR LA SOURCE 171«8. Cells and Communiqués

*A communiqué dated 8 April 1971 was written on paper the same as that used by COMEAU's group, which was reportedly kept by a member of the André Ouimet Cell. The communiqué was said to be written by a person by the name of Yves BERGERON (numéro de dossier). No additional information could be found on BERGERON and his connection with the COMEAU group or particular members of it.»*  
(p. 15)

## Traduction:

8. Cellules et Communiqués

Un communiqué daté du 8 avril 1971 a été écrit sur du papier identique à celui utilisé par le groupe COMEAU. On a rapporté qu'un membre de la cellule André Ouimet était dépositaire de ce papier. Ce communiqué aurait été écrit par une personne du nom de Yves BERGERON (numéro du dossier). Aucune autre information n'a pu être trouvée sur BERGERON et sur sa relation avec le groupe COMEAU ou des membres particuliers de ce groupe.

*«Informations du lieutenant-détective GIGUÈRE, l'individu qui aurait écrit ce communiqué serait un nommé Yves BERGERON (...).»*

(Rapport 71-SAT-911-24, par. 11, du 8 avril 1971, signé par les sergents-détectives Réal Mailhot et Jean-Guy Rousselle)

*«Il est à noter que ce communiqué offre toutes les caractéristiques des communiqués déjà émis par le groupe relié à l'opération POUPETTE. Il est à mentionner que ce communiqué serait selon les informations obtenus du Lieutenant-Détective Julien Giguère de la S.A.T., l'œuvre de Monsieur Yves BERGERON (...).»*

(Rapport 71-SAT-911-24, par. 2 et 3, du 4 mai 1971, signé par les sergents-détectives Réal Mailhot et Jean-Guy Rousselle)



Les points de recoupement entre *Current FLQ Groups* et les renseignements fournis par Mme Devault sur les activités du groupe dont le chef présumé est M. Robert Comeau pourraient être multipliés: ils concerneraient autant les projets de ce groupe (enlèvements, vols de dynamite), que les activités de certains de ses membres, comme M. Michel Frankland. Une partie des renseignements fournis par Mme Devault sur M. Nigel Hamer figure également dans *Current FLQ Groups*.

Si l'on amputait la partie de ce document consacrée au groupe de M. Comeau des paragraphes exploitant les renseignements de la source 171, le volume de cette partie en serait sensiblement diminué.

Il est dès lors étonnant de constater que le document affirme que le FLQ de 1971 est plus conscient des problèmes de sécurité que ne l'étaient les cellules Libération et Chénier, responsables des enlèvements de MM. Cross et Laporte en 1970. Cet étonnement s'accroît lorsqu'on lit que les cellules felquistes de 1971 ont «adopté des mesures qui rendent extrêmement difficile l'admission à l'intérieur de ces groupes» et qu'il est en conséquence «de plus en plus difficile d'infiltrer ces groupes»<sup>1</sup>. L'étonnement laisse finalement place à une certaine stupéfaction, quand on s'aperçoit que le passage de *Current FLQ Groups* qui décrit le système de sécurité adopté par le groupe de M. Comeau en le qualifiant de «relativement sophistiqué», est presque entièrement rédigé d'après les informations d'une source infiltrée dans ce groupe (soit Mme Devault)<sup>2</sup>.

Cette infiltration fut jugée suffisamment prononcée par les corps policiers pour qu'ils s'abstiennent, en décembre 1970, de procéder à l'arrestation des membres du groupe de M. Comeau. Comme nous le verrons dans le chapitre final de cette partie du rapport, des responsables des sections anti-terroristes estimèrent en effet qu'ils étaient en mesure de contrôler, grâce à la source 171, les activités du groupe de M. Comeau et qu'il n'était pas opportun d'en arrêter les membres.

## 5 LA VERSION DU CAD

Cette version constitue selon la Commission le prototype de ces représentations lacunaires de la réalité qui sont acheminées vers l'autorité politique pour éclairer sa prise de décision.

<sup>1</sup>*Current FLQ Groups*, Introduction, p. 1; ces passages ont déjà été cités au chap. III, section 2.2.

<sup>2</sup>*Current FLQ Groups*, p. 13, par. 6 («La sécurité est un aspect marqué de ce groupe...»). Nous avons reproduit le passage sur les mesures de sécurité parmi les points de recoupement entre ce document et les rapports de source 945-171.

---

## CHAPITRE VII

### **LA CONJONCTURE DES OPÉRATIONS POLICIÈRES DEPUIS DÉCEMBRE 1970**

<b>1</b>	<b>LE TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE GIGUÈRE DU SPCUM</b>	<b>215</b>
<b>2</b>	<b>L'ÉTAT DES RENSEIGNEMENTS POLICIERS EN NOVEMBRE ET EN DÉCEMBRE 1970</b>	<b>216</b>
2.1	Informations relatives à la participation de M. N. Hamer à l'enlèvement de M. J.R. Cross	216
2.2	Informations relatives à des caches de dynamite	219
2.21	Vol à <i>Demix Agregats</i>	219
2.22	Opérations policières	220
2.3	Informations relatives à des projets d'enlèvement	222
<b>3</b>	<b>LES PREMIÈRES DÉCISIONS PRISES SUITE À L'ACCUMULATION DE RENSEIGNEMENTS</b>	<b>225</b>
<b>4</b>	<b>LES DÉCISIONS FINALES (RÉUNION DU 15 DÉCEMBRE 1970)</b>	<b>226</b>
<b>5</b>	<b>LE RAPPORT DU DIRECTEUR ST-PIERRE DE LA SQ SUR LES ÉVÉNEMENTS D'OCTOBRE 1970</b>	<b>229</b>

---

5.1	Opération «RATISSAGE»	229
5.2	Version du directeur St-Pierre de la réunion du 15 décembre 1970	231
5.3	Note sur les communiqués de la cellule Information Viger	231
6	<b>LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR MME C. DEVAULT ET LES OPÉRATIONS POLICIÈRES MENÉES APRÈS LA RÉUNION DU 15 DÉCEMBRE 1970</b>	232
6.1	Renseignements sur M. N. Hamer et sur M. R. Comeau	232
6.2	Renseignements sur des vols de dynamite	233
6.3	Renseignements sur des projets d'enlèvement	233
7	<b>L'ÉVALUATION DES JUSTIFICATIONS AVANCÉES PAR LE CAPITAINE GIGUÈRE DU SPCUM</b>	234
	<b>CONCLUSION</b>	236

NOUS avons décrit, dans les chapitres précédents de cette partie du rapport, la somme des opérations policières qui furent menées en rapport avec l'infiltration de cellules du FLQ par la source policière 945-171, à savoir Mme Carole Devault.

Il nous incombe maintenant de rendre compte de la conjoncture qui aurait amené les corps policiers à mener leurs opérations comme ils l'ont fait, de novembre 1970 jusqu'au début de l'année 1972. La Commission a reçu plusieurs témoignages de la part d'officiers des corps policiers, lorsqu'elle a tenté de tirer au clair les raisons pour lesquelles on avait donné licence d'opérer à certaines cellules du FLQ, alors que la police était prévenue d'avance de ce qu'elles projetaient de faire. À l'exception relative du capitaine Giguère, peu de policiers ont conservé un souvenir précis des décisions qui furent prises à la fin de l'année 1970.

Nous commencerons donc notre exposé en faisant état du témoignage rendu par le capitaine Giguère. Cet exposé comprendra sept points. Au lieu d'en faire l'énumération, nous renvoyons le lecteur qui désire en prendre une connaissance préalable à la table des matières figurant au début du chapitre.



## 1 LE TÉMOIGNAGE DU CAPITAINE GIGUÈRE DU SPCUM

Le capitaine Giguère a longuement déposé devant la Commission, tant à huis clos qu'en public. Son témoignage comporte trois genres de propos:

(i) Des digressions qui n'avaient qu'un rapport éloigné avec les questions posées par la Commission.

— Le capitaine Giguère a ainsi assez longuement discoursé sur ses efforts pour convaincre ses collègues du SPCUM de détruire certains dossiers après l'élection du Parti Québécois en 1976 (vol. 155, pp. 40-50).

— Il a également révélé l'existence de l'opération «RICHELIEU», sur laquelle nous reviendrons plus tard.

(ii) Des réponses aux questions de la Commission sur le détail de ses activités et de celles des policiers du SPM, dans le cadre de l'opération «POUPETTE». Le dossier de la Commission était en partie constitué à partir des propres rapports du capitaine Giguère et du témoignage de la source qu'il a contrôlée; on comprendra dès lors que ses réponses ont, dans une très large mesure, corroboré ce qu'il avait lui-même écrit dans ses rapports de 1970 et de 1971, sauf, bien sûr, dans les cas où sa mémoire était déficiente.

(iii) Des explications pour justifier l'inaction des corps policiers face aux activités des cellules du FLQ, de la fin de l'année 1970 au début de l'année 1972. Ces explications tiennent en plusieurs points. Les policiers se seraient abstenus d'effectuer les coups de filet que leurs informations leur auraient permis d'accomplir, parce qu'ils poursuivaient les objectifs suivants:

— ils désiraient remonter la filière jusqu'aux têtes dirigeantes du FLQ;

— ils désiraient prévenir de nouveaux enlèvements;

— ils désiraient retrouver une large quantité de dynamite volée par le FLQ.

À ces premiers éléments d'explication s'en ajoute un autre, qui fut maintes fois utilisé par le capitaine Giguère:

— la police n'aurait pas procédé à des arrestations légitimes pour protéger l'identité de la source 171, à savoir Mme Devault.

Cette dernière raison est d'une nature profondément différente des trois premières: la préservation de l'identité d'une source n'est en effet pas une fin en soi de l'activité policière. Ce n'est qu'un moyen qui est pris par la police pour remplir son mandat légal, qui est de prévenir et de réprimer la criminalité et de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique. Or, parce qu'elle n'est qu'un moyen, la préservation de l'identité d'une source doit être justifiée par rapport à son but. Dans le cas présent, le but de l'infiltration de Mme Devault aurait résidé dans les trois premiers objectifs énoncés dans le témoignage du capitaine Giguère.

C'est pourquoi nous devons d'abord évaluer dans quelle mesure ces objectifs ont été réalisés, pour ensuite pouvoir nous prononcer sur la validité du moyen utilisé pour les atteindre.

Autrement dit, on se demande en effet: «Pourquoi certaines arrestations qui paraissaient légalement motivées n'ont-elles pas été faites?» Une réponse peut être de dire: «Pour préserver l'identité d'une source.» Mais cette réponse doit être à son tour mise en question: «Quel était donc le but poursuivi par l'infiltration prolongée de Mme Devault?» La réponse à cette nouvelle question ne peut être que celle qui a déjà été énoncée: «Parce que l'on devait remonter la filière du FLQ, prévenir de nouveaux enlèvements et retrouver de la dynamite.» Ce sont donc ces derniers éléments de réponse que la Commission doit évaluer avant de se prononcer sur le bien-fondé de l'exigence de préserver l'identité de Mme Devault.

Nous examinerons dans ce chapitre la véracité des allégations du capitaine Giguère sur les objectifs poursuivis par l'infiltration de la source 171. Cet examen sera réalisé à la lumière du dossier constitué par la Commission à partir:

- de rapports écrits par le capitaine Giguère,
- de divers autres documents des corps policiers,
- et de témoignages rendus devant la Commission.

L'étude de ce dossier est relativement complexe, car elle nous oblige, pour plus de clarté, à traiter séparément de renseignements qui parvinrent de façon simultanée aux corps policiers. Nous tenterons d'établir les relations entre les diverses pièces du dossier, après les avoir présentées séparément.

---

## **2 L'ÉTAT DES RENSEIGNEMENTS POLICIERS EN NOVEMBRE ET EN DÉCEMBRE 1970**

---

### **2.1 INFORMATIONS RELATIVES À LA PARTICIPATION DE M. N. HAMER À L'ENLÈVEMENT DE M. J.R. CROSS**

Les dossiers policiers examinés par la Commission ne portent pas trace de façon explicite des tentatives du SPM pour remonter la filière jusqu'à la tête dirigeante du FLQ. Les informations transmises sur M. Nigel Hamer et sur la nature de ses activités au sein du FLQ ont cependant été nombreuses et régulières. La Commission tient à spécifier qu'elle n'identifie d'aucune façon M. Hamer à un hypothétique chef du FLQ (un tel «chef» n'a sans doute jamais existé). Il lui est apparu toutefois important de faire état des renseignements possédés par la police sur M. Hamer: sa participation à l'enlèvement de M. Cross aurait certes dû le qualifier comme un sujet d'intérêt primordial pour les policiers d'une section anti-terroriste.

La source 171 a donné de nombreuses indications sur la participation de M. Nigel Hamer à l'enlèvement et à la séquestration de M. Cross. Nous citerons à cet effet des passages des rapports de source rédigés à partir des informations transmises par Mme Devault. À l'exception du premier rapport que nous citerons, Mme Devault a transmis toutes ses informations à son contrôleur, le lieutenant Julien Giguère. Voici donc des extraits des rapports rédigés à partir des informations provenant de la source 171:

- *«Il y aurait des anglais de l'UNIVERSITÉ MC GILL dans le F.L.Q. entre autre un ingénieur et un électricien les noms sont inconnus.»*
- *«Relativement à l'enlèvement de M. CROSS, lors de l'enlèvement, il y aurait eu un anglais de mêlé à cette affaire.»*  
(Rapport du 6 novembre 1970, par. 5 et 6, rédigé par le sergent-détective Fernand Tanguay)
- *«( . . . ) Jacques LANCTOT ainsi que son épouse et un enfant d'environ 1 ½ ans ainsi qu'un autre individu de langue anglaise sont spécialement attachés à la garde de M. CROSS.*  
(Rapport du lieutenant-détective Julien Giguère faisant état d'informations transmises le 14 novembre 1970, par. 1 L)
- *«L'anglais est caché au 2435 Edouard Montpetit avec une fille du nom de Audette d'AMOUR, téléphone 731-3130.»*
- *«L'anglais se nomme Nigel HAMER.»*  
(Rapport du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 4 et 7, faisant état d'informations transmises le 4 décembre 1970)
- *«L'anglais qui a participé à l'enlèvement de CROSS n'a pas encore été arrêté.»*
- *«Nigel HAMER se cache depuis trois (3) semaines.»*  
(Rapport du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 4 et 5, faisant état d'informations transmises le 5 décembre 1970)
- *«L'anglais est un des ravisseurs de CROSS.»*  
(Rapport du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 2, faisant état d'informations transmises le 7 décembre 1970)
- *«Audette D'AMOUR louerait des chambres, ils ont fait passer ça comme si Nigel HAMER louerait une chambre chez Audette. Cette dernière aurait un grand logement.»*



— «*Nigel Hamer serait un des ravisseurs de CROSS. Et lui et une fille auraient été vus où CROSS était détenu.*»

(Rapport du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 2 et 3, faisant état d'informations transmises le 8 décembre 1970)

— «*Robert COMEAU est supposé aller porter du manger à Nigel HAMER.*»

(Rapport du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 2, faisant état d'informations transmises le 8 décembre 1970; il ne s'agit pas du même rapport que celui que nous avons précédemment cité)

Ces renseignements, il faut le reconnaître, sont précis: M. Nigel Hamer est clairement identifié comme l'un des ravisseurs de M. Cross et l'adresse<sup>1</sup> où il se cache à la suite du départ des membres de la cellule Libération pour Cuba est transmise par Mme Devault.

Aux renseignements de la source 171 s'ajoutent ceux fournis par la source 168. Selon un rapport daté du 6 octobre 1970, soit le lendemain de l'enlèvement de M. Cross, la source 168 mentionne M. Nigel Hamer parmi cinq personnes qu'elle soupçonne d'avoir pu participer à cet enlèvement<sup>2</sup>.

Le SPM commença à colliger des informations sur M. Nigel Hamer à partir du 28 novembre 1969. Un bref rédigé, en janvier 1973, sur le sujet Nigel Hamer (dossier 935-922) par l'agent Gilles Pinsonneault et le lieutenant Giguère, comporte 27 pages et n'énumère pas moins de 65 dates auxquelles diverses informations ont été transmises à son sujet à la SAT ou à la SRC(AS). Notons enfin que M. Hamer a fait l'objet de filatures intermittentes à partir du 22 novembre 1970. Il ne sera cependant pas arrêté avant 1980.

<sup>1</sup>Mme D'Amour a témoigné devant la Commission à l'effet qu'elle a loué une chambre de son logement à M. Robert Comeau, celui-ci la destinant à un ami qu'il lui présenta sous le prénom de «Bob». Mme D'Amour a complètement ignoré qu'il s'agissait de M. Hamer (vol. 385, p. 3 et sqq). La Commission n'a aucun motif de douter de la véracité du témoignage de Mme D'Amour.

<sup>2</sup>Quatre des cinq individus nommés par la source 168 firent l'objet d'une intervention policière entre le 6 octobre 1970 et le 11 février 1971. Pour l'une de ces personnes, un mandat était déjà émis au moment où la source 168 transmet ses renseignements; à la suite de la réception de ceux-ci, deux autres personnes furent arrêtées et soumises à une parade d'identification; le domicile d'une quatrième personne fut perquisitionné à deux reprises (décembre 1970 et février 1971). Seul M. Hamer ne fit l'objet d'aucune intervention policière manifeste, et ce, jusqu'en 1975, lors de l'opération «PRÉVENTION OLYMPIQUE».

Les témoignages de Mme Devault et de M. Giguère sont contradictoires sur un point. M. Giguère a témoigné à l'effet que la source 171 ne lui aurait jamais donné le nom du ravisseur anglais de M. Cross (vol. 461, p. 28). Mme Devault, pour sa part, soutient qu'elle a transmis le nom de M. Hamer à M. Giguère dès qu'elle l'eut appris (vol. 413, p. 12 et sqq). D'après le texte des rapports rédigés à partir des informations transmises par Mme Devault, c'est le 4 décembre 1970 que celle-ci aurait révélé à M. Giguère que l'Anglais impliqué dans l'enlèvement de M. Cross se nommait Nigel Hamer. Comme nous venons de le voir, les renseignements transmis sur M. Nigel Hamer par diverses sources policières ne cesseront de s'accumuler au cours des années subséquentes.

## 2.2 INFORMATIONS RELATIVES À DES CACHES DE DYNAMITE

Nous avons fait précédemment état des événements relatifs à un vol de dynamite à Saint-Paul-d'Abbotsford et à l'enquête infructueuse menée pour découvrir les auteurs de ce vol. Cette enquête n'eut pas de suite en dépit des informations précises fournies par la source 171 sur l'imminence du délit et, après sa perpétration, sur ses auteurs. La source 171 ne s'est pas bornée à fournir aux policiers des renseignements au sujet du vol à Saint-Paul-d'Abbotsford; elle a également transmis des informations relatives à un stock de dynamite volé en 1970, qui était beaucoup plus important que celui volé en 1971 à Saint-Paul-d'Abbotsford. Des membres du FLQ s'emparèrent en effet d'une quantité très considérable de dynamite au cours d'un vol effectué à la carrière *Demix Agregats*.

---

### 2.21 VOL À DEMIX AGREGATS

Avant de faire état des renseignements transmis par la source 171 sur cet important stock de dynamite, il est nécessaire d'établir dans quelles circonstances le FLQ se l'appropriä. Le détail de ce vol de dynamite a été révélé à la police par M. François Séguin et s'énonce dans des rapports 945-226 rédigés en 1972 à partir des renseignements qu'il a transmis. Mentionnons également que M. Nigel Hamer a témoigné devant la Commission quant à sa participation à ce vol de dynamite.

Voici les faits relatifs à ce vol, tels qu'ils peuvent être reconstitués à partir du rapport de source 945-226 du 5 juin 1972 et du témoignage de M. Hamer (Vol. 445, p. 15 et sqq). Au cours du mois de septembre 1970, cinq personnes liées au FLQ effectuèrent un vol de dynamite à la carrière Demix, située à Saint-Hilaire; ils s'approprièrent au cours de ce vol une importante quantité d'explosifs, soit 22 caisses de dynamite. Parmi celles-ci se trouvaient 19 caisses de dynamite CIL, de type *Power Frac 75%*. Ces caisses contenaient des bâtons 2" x 16". Le produit total du vol se chiffrait à environ 450 bâtons de dynamite, pesant au total quelque 1 100 livres. Parmi les cinq personnes qui effectuèrent ce vol, se trouvaient MM. François Séguin, Nigel Hamer et, d'après le rapport 945-226 précité, Robert Comeau, qui assurait la surveillance des lieux. La dynamite volée a par la suite été transportée dans un garage du quartier Notre-Dame-de-Grâce à Montréal. Ce garage avait été loué par M. Hamer d'une personne qu'il identifie

dans son témoignage comme un homme âgé, de langue anglaise; il était situé à proximité d'un poste de police (M. Hamer ne se souvient pas du nom exact de la rue dans laquelle était situé le garage; il se souvient toutefois que celle-ci était entre la rue Girouard et le boulevard Décarie). M. Hamer possédait la clé de ce garage.

Il a reconnu avoir transmis de la dynamite puisée dans ce stock aux membres de la cellule Libération qui ont séquestré M. Cross dans l'appartement de la rue Des Récollets. Il importe de souligner que le garage où la dynamite volée à la carrière Demix était entreposée a été décrit par M. Hamer comme un endroit humide. L'humidité qui aurait prévalu à cet endroit était de nature à affecter la dynamite qui y était entreposée, en accélérant l'exsudation de la nitroglycérine contenue dans les bâtons.

Le 3 décembre 1970, la police de Montréal découvrit quatre bâtons de dynamite au pavillon du Canada à Terre des hommes. Ces explosifs y avaient été laissés par les membres de la cellule Libération, avant qu'ils ne s'envoient pour Cuba. Ces bâtons de dynamite, de dimension 2" × 16", étaient de type *Power Frac 75%* et l'enquêteur de la Section technique de la police de Montréal, le sergent Robert Côté, note dans son rapport de découverte que chacun d'entre eux montrait un début d'exsudation (exhibit C-62-B).

Si l'on excepte les bâtons qui furent transmis aux ravisseurs de M. Cross, il ne semble pas que cette dynamite ait été utilisée pendant la Crise d'octobre 1970. M. Hamer a témoigné à l'effet qu'il ne s'était pas rendu au garage de Notre-Dame-de-Grâce pendant les événements d'octobre, estimant trop dangereux de se rendre à un endroit avoisinant un poste de police.

M. Hamer retourna au garage où était entreposée la dynamite au cours de l'année 1971: il constata peu à peu que la dynamite dégageait une odeur de plus en plus forte, symptomatique d'une dangereuse exsudation. Dans la seconde moitié de 1971, il déposa finalement trois ou quatre caisses de dynamite dans un casier de l'université McGill, après que le reste de la dynamite ait été jeté dans les eaux du canal de Soulanges. M. Hamer se débarrassera éventuellement de la dynamite déposée dans le casier de McGill en la jetant dans la rivière des Prairies.

## 2.22 OPÉRATIONS POLICIÈRES

Le 5 octobre 1970, la GRC, la SQ et le SPM devaient conjointement mettre en place un dispositif de surveillance des personnes suspectées d'avoir participé à des vols de dynamite et d'en entreposer les produits. Le nom de code de cette opération était l'opération «RICHELIEU». L'organigramme des personnes suspectes a été déposé par le capitaine Giguère devant la Commission (exhibit C-129). Les noms des personnes apparaissant dans cet organigramme ont été sélectionnés par le sergent-détective Bernard Fréchette de la police de Montréal. Celui-ci s'est fondé sur diverses pièces pour constituer l'organigramme des personnes visées par l'opération «RICHELIEU», soit le dossier 906-264 (vol de dynamite à la CIL de McMasterville), le dossier 906-239B (dommages causés à des pylônes de l'Hydro-Québec) et des rapports de la source 945-168 datés du 1er septembre 1970 et du 2 octobre 1970 (vol. 478, pp. 99-101 et vol. 479, pp. 7-22).

Il semble que les rapports de la source 168 aient été exploités de façon particulière, la très grande majorité des individus mentionnés dans les rapports de cette source se retrouvant dans le document préparé par M. Fréchette. À une exception notable, toutefois: celle du nom de M. Hamer qui, bien que mentionné dans les rapports de la source 168, n'apparaît pas dans l'organigramme préparé par M. Fréchette. Or, M. Hamer n'était rien de moins que le dépositaire de 1 100 livres de dynamite volées à la Demix.

L'opération «RICHELIEU» n'eut jamais lieu, M. Cross ayant été enlevé le 5 octobre, soit le jour même où cette opération devait débiter. Les forces policières auraient affecté tous leurs effectifs à la recherche de M. Cross, décom-mandant de cette façon l'opération «RICHELIEU». Ils manquèrent ainsi involontai-rement l'occasion de retrouver de la dynamite volée (deux des personnes appa-raissant dans l'organigramme de M. Fréchette ont effectivement participé au vol à la Demix, d'après le rapport précité de la source 226; il ne s'agit toutefois ni de M. Hamer ni de M. Séguin ni de M. Comeau, dont les noms sont tous trois absents de cet organigramme).

D'après les rapports 945-171, les renseignements donnés par la source 171 sur la dynamite en possession du FLQ sont nombreux. Les rapports des 26 et 27 novembre 1970, de même que ceux des 4, 5, 7 et 8 décembre de la même année, contiennent un nombre considérable de paragraphes (plus de 20) relatifs à la dynamite en possession du FLQ. Au cours de son témoignage devant la Commission (vol. 414, pp. 77-78), Mme Devault a nié avoir fourni à la police de Montréal une information qui lui avait été attribuée dans un des rapports précités. Selon cette information, une partie de la dynamite entreposée dans le garage de Notre-Dame-de-Grâce devait être transportée dans un appartement du nord de Montréal (955 est, boulevard Henri Bourassa). Les informations que Mme Devault a reconnu avoir transmises à la police n'en étaient pas moins suffisamment pré-ci-ses pour permettre à celle-ci d'opérer. La source 171 apprit en effet que «25 à 30, caisses» de dynamite étaient cachées dans un garage de Notre-Dame-de-Grâce, dont le propriétaire était une personne de langue anglaise. Un paragraphe d'un rapport faisant état de renseignements transmis par la source 171, le 4 décembre 1970, se lit en outre comme suit:

*«Robert COMEAU, l'anglais et un autre individu savent où est caché la dynamite.»*

(Rapport rédigé par le lieutenant Giguère, par. 3)

Or, dans un autre rapport également daté du 4 décembre, la source 171 identifiait M. Nigel Hamer comme étant l'anglais du FLQ. À la suite de ces informations, la police de Montréal était donc en possession du nom de deux personnes qui savaient où étaient cachées 1 100 livres de dynamite (l'une de ces personnes — M. Hamer — était même le dépositaire de cette dynamite). Ni M. Comeau ni M. Hamer ne furent interrogés par la police. Rappelons que conformé-ment au règlement adopté en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre*, la police disposait de tous les pouvoirs nécessaires pour interroger ces deux personnes.

Un passage du bref préparé par MM. Giguère et Pinsonneault sur M. Hamer, démontre que les corps policiers considéraient avec le plus grand sérieux la validité des informations de la source 171:

« 10-12-70: *Une demande d'assistance fut formulée à la Gendarmerie Royale du Canada en date du 09-12-70 concernant:*

— Nigel HAMER  
— Jean-Guy BARIL  
— Odette D'AMOUR

*NOTE: Cette demande fut formulée à la suite d'une information que ce groupe avait en sa possession au:  
2435 Boul. Edouard-Montpetit, 23 caisses de dynamite.»<sup>1</sup>*

*(Bref sur B.N. Hamer, terminé le 17 janvier 1973, p. 9)*

La police n'effectuera une vérification, à l'appartement no 5 du 2435 du boulevard Edouard Montpetit, que le 18 janvier 1971 et constatera que ses locataires en ont quitté les lieux. M. Nigel Hamer sera à nouveau repéré le 23 janvier 1971; il ne sera jamais interrogé.

## 2.3 INFORMATIONS RELATIVES À DES PROJETS D'ENLÈVEMENT

Nous commencerons par présenter les informations transmises par Mme Devault sur ce sujet d'enlèvements éventuels et nous les commenterons brièvement.

*«Selon l'informateur, du moment que les soldats partiront de Montréal, il y aura un troisième enlèvement, il s'agirait probablement du journaliste, M. Jean PELLERIN.»*

*(Rapport du 6 novembre 1970, par. 22, rédigé par le sergent-détective Fernand Tanguay)*

---

<sup>1</sup>M. Jean-Guy Baril n'est mentionné dans le présent rapport que parce qu'il eut la mauvaise fortune d'habiter le logement de Mme D'Amour au moment où M. Hamer y séjourna lui-même. Rappelons en effet que M. Comeau y avait loué une chambre pour M. Hamer. Suite à cette location, les deux autres habitants du logement — soit M. Baril et Mme D'Amour elle-même — furent soupçonnés d'appartenir au FLQ. M. Baril et Mme D'Amour n'étaient toutefois aucunement liés au FLQ et ignoraient l'identité de M. Hamer.

«( . . . ) la source ( . . . ) qui m'informe ( . . . ) Que cette même cellule avait projeté d'effectuer les enlèvements de de M. Jean PELLERIN DU JOURNAL LA PRESSE (parce qu'il est un ami de Pierre Elliot TRUDEAU) ainsi que M. SAM STEINBERG.»<sup>1</sup>

(Rapport non daté du lieutenant-déetective Julien Giguère, par. 11, faisant état d'informations transmises le 14 novembre 1970)

«Le front continue à suivre Jean PELLERIN et qui demeure-rait dans les environs de St-Denis et Boulevard St-Joseph.»

(Rapport non daté du lieutenant-déetective Julien Giguère, par. 13, faisant état d'informations transmises le 26 novembre 1970)

«Robert COMEAU veut planifier un troisième enlèvement.»

(Rapport non daté du lieutenant-déetective Julien Giguère, par. 7, faisant état d'informations transmises le 26 novembre 1970; il s'agit d'un rapport différent du précédent)

«Robert COMEAU veut un Polaroid pour la cellule OUIMET.»

(Rapport non daté du lieutenant-déetective Julien Giguère, par. 7, faisant état d'informations transmises le 27 novembre 1970)

«Michel FRANKLAND et Rose-Marie PARENT vont acheter pour \$225. de valises, cadenas et autres articles au WOLCO, ainsi qu'un Polaroid, pour la cellule OUIMET.»

(Rapport non daté du lieutenant-déetective Julien Giguère, par. 4, faisant état d'informations transmises le 3 décembre 1970)

«Il y aura un troisième enlèvement d'ici une semaine et demi environ.»

(Rapport non daté du lieutenant-déetective Julien Giguère, par. 3, faisant état d'informations transmises le 4 décembre 1970)

«Michel FRANKLAND, Rose-Marie Parent, se sont rendus chez Carole DEVAULT porter des sacs et un polaroid.»

---

<sup>1</sup>La cellule à laquelle il est ici fait référence est la cellule Libération, déjà responsable de l'enlèvement de M. Cross.

«D'ici Noël, il vont enlever un troisième individu, peut-être Sam STEINBERG ou Jean-Paul LAURIN.»<sup>1</sup>

(Rapport non daté du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 2 et 6, faisant état d'informations transmises le 5 décembre 1970)

Ces informations peuvent être regroupées sous deux chefs:

(i) Les informations transmises entre le 6 et le 26 novembre 1970 font référence à des projets d'enlèvement qui auraient été, très hypothétiquement (ses membres ayant fort à faire pour échapper aux recherches de la police pour retrouver M. Cross qui, à cette époque, n'avait pas été libéré), élaborés par la cellule Libération.

(ii) Les informations transmises entre le 27 novembre et le 5 décembre 1970 indiquent un changement d'assignation: c'est la cellule Ouimet, à laquelle appartiennent la source 171 et M. Michel Frankland, qui est chargée par M. Robert Comeau d'effectuer un troisième enlèvement. Cette cellule est, à cette époque, en voie de formation et elle se cherche de l'équipement: sacs de voyage pour transporter de la dynamite, appareil *Polaroid* pour photographier l'otage, cadenas, etc. L'argent pour effectuer ces achats, à savoir \$225, a été fourni à la cellule Ouimet par le lieutenant Giguère de la SAT, par l'entremise de sa source, Mme Devault (voir le témoignage de Mme Devault, vol. 448, pp. 25-26). Cette information apparaît en toutes lettres dans l'agenda du lieutenant Giguère.

«Mercredi le 2 décembre 1970 ( ... )  
( ... ) 22.30 hres: en route 945-171  
(\$8.00 + \$225.00) 2.15 retour ( ... )»

(Agenda du lieutenant-détective Julien Giguère; journée du 2 décembre 1970)

Lorsqu'ils effectuèrent leurs achats au magasin *Miracle Mart* du Centre d'achats Saint-Martin, M. Michel Frankland et Mme Rose-Marie Parent étaient sous la filature de la SQ. Voici un extrait du rapport de filature du 4 décembre 1970:

«20:05 Michel FRANKLAND et Rose-Marie PARENT  
entrent tous les deux au MIRACLE-MART  
du Centre d'Achat st-Martin.

Les membres 26-37-33 sont couverts à l'intérieur.

NB: Michel FRANKLAND achète au comptoir des caméras, un  
POLAROID COLOR PAK à \$49.95 et 2 films couleur, et une  
boîte de FLASH CUBE, lui-même a payé pour ces effets.

<sup>1</sup>Dans le cadre d'une conversation, le nom de M. Jean Pellerin a pu être segmenté de la façon suivante: «Jean-Pel Lerin», que l'on orthographiera par la suite dans le rapport, «Jean-Paul Laurin.»

*NB: Par la suite, toujours en cie de Rose-Marie PARENT, Michel FRANKLAND s'est dirigé directement au département des valises où il en a acheté 3 valises: une: brune mesurant 1'6" x 1'6" x 6"; une: noire et une autre bleue toutes deux de même dimension, le tout d'une valeur de \$23.67. Michel FRANKLAND a payé pour les valises.»*

### 3 LES PREMIÈRES DÉCISIONS PRISES SUITE À L'ACCUMULATION DE RENSEIGNEMENTS

À la suite des renseignements que nous avons énumérés, il semble que les corps policiers aient résolu de passer à l'action. Nous citerons à cet effet une page de l'agenda de M. Maurice St-Pierre, alors directeur de la SQ et responsable, à l'époque, du commandement de tous les corps de police municipaux du Québec. L'agenda de M. St-Pierre fait état d'une réunion regroupant des officiers supérieurs de la GRC, de la SQ et du SPM. Cette réunion aurait été convoquée à la suite d'une demande formulée par M. Marcel St-Aubin, directeur de la police de Montréal.

#### « 8 DÉCEMBRE

*Ass. demandée par St-Aubin*

*Présents: Walsh, Forest, Jodoin, Vadeboncoeur,  
Dubé, St-Pierre, St-Aubin, Desautels,  
Gendron*

*1- Enlèvements = intervention imm.*

*2- Dynamites = " "*

*3- J. Pellerin et Sam Steinberg avisé  
par Jodoin, Jodoin — off. Security*

*4- Baril, Hammer, Franklin  
Comeau*

*5- 1ère Action Comeau — 48 hres études»<sup>1</sup>*

*(Agenda de M. Maurice St-Pierre, 8 décembre 1970)*

Il paraît donc acquis, après cette réunion, que les corps policiers interviendront contre le groupe infiltré par Mme Devault.

Il se passera en réalité peu de choses. La GRC prendra la relève du SPM pour filer M. Hamer du 9 au 15 décembre 1970. Cette filature apportera peu de résultats, M. Hamer excellent, d'après les policiers de la GRC, à

<sup>1</sup>Le nom de « Franklin » fait référence en toute probabilité à M. Michel Frankland. Le dernier mot du texte, soit « études », est difficilement lisible sur l'original.



dépister ceux qui le filent. Comme nous l'avons vu, en outre, ce n'est que le 18 janvier 1971 que la police effectuera une vérification au 2435 du boulevard Edouard Montpetit, où plus de vingt caisses de dynamite sont censées être entreposées. À cette date, les occupants du logis — M. Hamer, ainsi que Mme D'Amour et M. Baril — avaient déjà quitté les lieux.

La police de Montréal continuera de colliger des renseignements sur des projets d'enlèvements:

« *Rose-Marie PARENT est prête à garder le futur kidnappé.*»

(Rapport 945-171 du 14 décembre 1970, par. 4 faisant état d'informations recueillies par M. Giguère. Au cours de son témoignage, Mme Devault nia avoir transmis cette information à son contrôleur, vol. 414, pp. 105-106.)

« *Michel FRANKLAND va faire un enlèvement en revenant de vacances de Noël. Il va le tuer après 24 heures. Il va exiger 1 million de dollars.*»

(Rapport du lieutenant-détective Julien Giguère, par. 3, faisant état d'informations transmises le 14 décembre 1970. Il s'agit d'un rapport autre que le précédent. Nous discuterons plus loin la valeur de cette information.)

## 4 LES DÉCISIONS FINALES (RÉUNION DU 15 DÉCEMBRE 1970)

Le 15 décembre 1970, soit à peine une semaine après la réunion dont nous avons traité précédemment, des membres des services de sécurité des trois principaux corps de police opérant en territoire québécois se réunirent au Grand Quartier général de la SQ, à Montréal. Il a été extrêmement difficile, pour la Commission, d'obtenir de l'information sur la nature de cette réunion et sur les propos qui s'y échangèrent. Il n'existerait aucun document rapportant les discussions qui se tinrent au cours de cette réunion. Il est en outre problématique d'établir la liste des policiers qui y assistèrent. Voici néanmoins une liste des noms de ces policiers, telle que reconstituée de mémoire par le capitaine Giguère du SPCUM (vol. 433, p. 16 et sqq). Auraient assisté à cette réunion:

### Du Service de la Police de la Ville de Montréal:

- l'assistant-directeur  
Jean-Pierre Olivier
- le coordonnateur des unités anti-terroristes  
Rolland Jodoin
- le capitaine-détective  
Claude Desautels

- le lieutenant-détective  
Marcel Allard
- le lieutenant-détective  
Julien Giguère
- le sergent-détective  
Claude Bourbonnière (officier de liaison)

**De la Sûreté du Québec:**

- le chef du Service de Sécurité  
J. Léonard Gendron (probabilité d'assistance)
- l'inspecteur  
Jean Coutellier (probabilité d'assistance)
- l'assistant-directeur  
Lucien Descent (assistance douteuse)
- le sergent  
Jacques Bergeron (probabilité d'assistance)
- un officier de liaison (non identifié)

**De la Gendarmerie royale du Canada:**

- les inspecteurs  
John Walsh ou Donald Cobb (probabilité d'assistance de l'un ou de l'autre)
- le sergent d'état-major  
Maurice Bussièrès (probabilité d'assistance)
- le sergent  
Donald McCleery (probabilité d'assistance)
- un officier de liaison (non identifié)

Interrogés par la Commission, MM. Desautels, Jodoin, Bergeron et McCleery n'ont pas nié la possibilité qu'ils aient assisté à cette réunion; ils n'en gardent toutefois aucun souvenir précis. MM. Allard et Bussièrès ont nié devant la Commission avoir assisté à cette réunion. Le seul policier qui semble en avoir conservé un souvenir relativement précis est le capitaine Giguère.<sup>1</sup> Nous rapporterons maintenant son témoignage sur les décisions qui furent prises au cours de cette réunion qui, en tout état de cause, réunissait plus de dix officiers supérieurs appartenant à la GRC, à la SQ et au SPM.

D'après le témoignage du capitaine Giguère, les décisions qui furent prises au cours de cette réunion contrastent profondément avec celles qui sont rapportées dans l'agenda de M. Maurice St-Pierre, en date du 8 décembre.

---

<sup>1</sup>Bien qu'il n'ait pas été mentionné par le capitaine Giguère, il semblerait que le directeur-adjoint du SPM, M. Maurice Vadeboncoeur, ait assisté à la réunion dont il garde, d'après son témoignage, un certain souvenir (vol. 487, p. 26 et sqq.).

Autant il paraissait impérieux, le 8 décembre 1970, d'intervenir auprès du groupe infiltré par Mme Devault, autant il semblera que cette intervention est devenue inopportune le 15 décembre de la même année. Il fut en effet décidé au cours de cette réunion que l'on procéderait à l'arrestation des membres du groupe de support de la cellule Chénier (celle des frères Rose) et qu'on laisserait opérer le groupe de support de la cellule Libération — la cellule Information Viger et les diverses personnes se rattachant au groupe de M. Comeau (vol. 410, pp. 93-97). Il importe de souligner que le groupe de M. Comeau était celui-là même dont les activités réclamaient, d'après l'agenda du 8 décembre de M. St-Pierre, une intervention immédiate des forces policières.

Les réponses les moins ambiguës qui aient été recueillies sur la nature des discussions qui se tinrent à cette réunion ont été fournies par le capitaine Giguère à Me Jean-François Duchaine, dont le rapport sur les événements d'octobre 1970 a été rendu public. Nous reproduirons, avec l'accord de Me Duchaine, quelques passages de son interrogatoire du capitaine Giguère, sur la réunion du 15 décembre 1970:

*«( . . . ) et puis je les crois pas dangereux  
ceux qu'on contrôle à ce moment-là ( . . . ).»*

*«( . . . ) il y avait eu une grosse argumentation  
de la part de la G.R.C., ils étaient pas  
tout à fait d'accord, ils étaient arrivés  
avec leurs documents pour frapper, mais  
ils étaient pas d'accord qu'on frappe les  
leurs avant notre côté.»*

*«Ils ont été une cellule de support  
avec les gens qui sont partis pour Cuba,  
je pense qu'on est aussi bien de s'assir  
tranquillement et de les regarder bouger.»*

*«( . . . ) J'ai dit si vous voulez on veut  
continuer à travailler sur eux-autres et  
avoir des entrées dans le futur ( . . . ).»*

*«Finalement ils sont arrivés à ça,  
ils ont dit c'est logique on est peut-être  
mieux de laisser aller ça, ils ont dit la  
source toujours confiance en la source,  
pas de problème, tant et aussi longtemps  
qu'on peut contrôler ça, quand viendra un  
moment donné qu'on perd le contrôle O.K.  
on frappera.»*

(Transcription d'un interrogatoire du capitaine Giguère par Me Jean-François Duchaine, en date du 22 février 1978, pp. 104-107)

À la suite de cette réunion, les membres du groupe de support de la cellule Chénier furent tous arrêtés, conformément à la décision de l'assemblée. Les membres du groupe de support de la cellule Libération ne le furent pas;

les chapitres précédents de cette partie du rapport montrent que la police de Montréal n'estima jamais opportun de «frapper» ce groupe, dont elle connaissait la composition de façon précise (d'après le témoignage de M. Vadeboncoeur, les policiers auraient considéré la possibilité d'arrêter MM. Comeau et Séguin au cours de leurs discussions du 15 décembre; vol. 487, p. 27). Il n'a pas été question, au cours de cette réunion du 15 décembre, de la participation de M. Nigel Hamer à l'enlèvement de M. Cross (témoignage de M. Giguère, vol. 461, p. 7). Dans leur témoignage devant la Commission, MM. Vadeboncoeur, St-Aubin et St-Pierre ont affirmé n'avoir appris qu'après 1978 que M. Hamer aurait pu avoir participé à l'enlèvement et à la séquestration de M. Cross.

---

## 5 LE RAPPORT DU DIRECTEUR ST-PIERRE DE LA SQ SUR LES ÉVÉNEMENTS D'OCTOBRE 1970

Le 4 janvier 1971, M. Maurice St-Pierre, responsable à cette époque de toutes les forces policières québécoises, rédigea son rapport final sur les opérations effectuées pendant les événements d'octobre 1970. M. St-Pierre devait en effet cesser, le 7 janvier suivant, d'assumer le commandement de l'ensemble des corps de police du Québec pour réintégrer son poste de directeur de la seule SQ. Le rapport de M. St-Pierre est adressé au ministre de la Justice, M. Jérôme Choquette; des copies conformes de ce rapport furent également envoyées au Premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, et au sous-ministre intérimaire, M. Lucien Darveau. Il importe de faire état de quelques-uns des passages de ce rapport.

---

### 5.1 OPÉRATION «RATISSAGE»

Le paragraphe 11 du rapport de M. St-Pierre donne le détail des opérations accomplies dans le cadre de l'opération «RATISSAGE», qui se déroula de la mi-novembre à la fin de décembre 1970. Cette opération avait pour but d'effectuer des perquisitions de maisons ou de bâtiments abandonnés et des entrevues, dans le dessein de découvrir des caches d'armes et d'explosifs qui auraient pu être utilisés par le FLQ<sup>1</sup>.

Dans le cadre de cette opération, la grande banlieue de Montréal fut partagée en quatre zones, soit le *West Island*, le Nord-Est de Montréal, les Laurentides et la Ville de Montréal proprement dite. Voici maintenant, telles que

---

<sup>1</sup>Rappelons que des présomptions à l'égard de la possession par le FLQ de stocks considérables d'armes et d'explosifs ont été alléguées pour justifier la décision de recourir à la *Loi sur les mesures de guerre* (voir *Collecte de données* (Milieu policier, 29 octobre 1970, p. 839), effectuée par Me Jean-François Duchaine et terminée en juin 1978).

compilées d'après les chiffres contenus dans le rapport de M. St-Pierre, les statistiques relatives aux opérations menées par la GRC, la SQ, le SPM, diverses forces policières municipales et par les Forces Armées Canadiennes.

<i>Perquisitions</i>	: 22,539
<i>Bâtiments vacants visités</i>	: 3,653 <sup>1</sup>
<i>Personnes interviewées</i>	: 34,742
<i>Saisies</i>	: 185

Il semble en outre que la police de Montréal (SAT), la GRC et la SQ se soient livrées, du 5 novembre au 31 décembre 1970, à d'autres perquisitions effectuées dans l'ensemble du Québec. Le nombre de ces perquisitions s'élève à 2 357.

Voici maintenant le résultat de ces vastes entreprises policières, tel qu'énoncé dans ce rapport de M. St-Pierre:

<u><i>Armes à feu saisies:</i></u>	15 (on n'en précise pas la nature; 10 de ces armes ont été saisies dans la région de Rimouski)
<u><i>Munitions saisies:</i></u>	990 (saisies dans la région de Rimouski)
<u><i>Explosifs saisis:</i></u> <u><i>(bâtons de dynamite,</i></u> <u><i>détonateurs</i></u> <u><i>et poudre)</i></u>	90 TNT (dont 68 ont été saisis dans la région de Rimouski) 158 détonateurs 1 baril de poudre.

Il importe de se souvenir, pour mesurer le succès de ces opérations, qu'au moment même où elles s'accomplissaient, les forces policières possédaient des renseignements précis sur la possession, par des felquistes identifiés par leur nom, de près de 25 caisses de dynamite. Cette dynamite ne fut jamais retrouvée, bien que la police possédât des renseignements sur les personnes qui pouvaient la conduire à l'endroit où elle était entreposée; le FLQ se débarrassa lui-même de cette dynamite lorsqu'elle se trouva dans un état d'exsudation trop avancé. Le garage loué par M. Hamer à Notre-Dame-de-Grâce n'a pas fait partie des multiples bâtiments vacants visités par la police ou l'armée en novembre et décembre 1970.

---

<sup>1</sup>Ce chiffre est minimal: la copie originale du rapport de M. St-Pierre comporte des corrections dactylographiques difficiles à interpréter. Le nombre de bâtiments vacants visités pourrait s'élever jusqu'à 15 653.

## 5.2 VERSION DU DIRECTEUR ST-PIERRE DE LA RÉUNION DU 15 DÉCEMBRE 1970

Cette version s'énonce au paragraphe 12 du rapport de M. St-Pierre. Nous le citerons en entier:

*«12- Après la libération de M. James Richard CROSS, les services conjoints de la Sécurité ont gardé sous surveillance un groupe de suspects qui agissaient de toute apparence comme cellule de support à la cellule «Libération» qui détenait M. CROSS. Au cours d'une rencontre entre les représentants des trois (3) services le 15 décembre 1970 et une analyse de l'information en main, il a été décidé d'appréhender ce groupe de suspects pour interrogatoire. Le 22 décembre, onze (11) personnes ont été arrêtées et après interrogatoire, quatre (4) furent relâchées, faute de preuve les reliant aux activités du groupe. A la suite de l'interrogatoire de deux (2) détenus en particulier, nous avons déterminé que les frères Paul et Jacques ROSE ainsi que Francis SIMARD avaient demeuré chez une détenue, c'est-à-dire Denise QUESNEL, 1495 rue Laurier Est, Montréal, après leur départ de la rue Chemin de La Reine Marie et par la suite, se sont réfugiés dans un bâtiment d'une ferme abandonnée à St-Bonaventure de Sorel pour quelque temps.»*

(Nous soulignons)

Dans ce rapport adressé au Ministre de la Justice du Québec et dont copie conforme fut transmise au Premier ministre, M. St-Pierre, à son escient ou à son insu, présente une version des décisions prises à la réunion du 15 décembre qui est *très exactement le contraire* de ce qui y fut décidé. Comme on l'a déjà vu, on décida en effet, lors de cette réunion, de *ne pas procéder à l'arrestation du groupe de support de la cellule Libération.*

## 5.3 NOTE SUR LES COMMUNIQUÉS DE LA CELLULE INFORMATION VIGER

Cette note s'énonce au paragraphe 16 du rapport de M. St-Pierre. Nous la reproduisons:

*«16- Du 5 novembre à la libération de M. CROSS, un nombre de communiqués fut distribué par la «cellule d'information Viger»*

*qui agissait à l'occasion d'intermédiaire entre la cellule «Libération» et les médias d'information. Vous trouverez, à l'appendice «A», copies des communiqués avec rapports explicatifs concernant leur distribution.»*

Les communiqués de la cellule Information Viger, pour la période à laquelle se réfère M. St-Pierre, ont été émis les 7, 14 et 21 novembre 1970, ainsi que le 5 décembre de la même année. On se rapportera au Tableau 3 pour l'ensemble des circonstances entourant l'émission de ces communiqués. Rappelons, en bref, que Mme Devault a rédigé une copie du communiqué émis le 14 novembre, qu'elle a prévenu la police de l'émission des communiqués des 7 et 14 novembre et que les personnes qui distribuèrent les communiqués des 14 et 21 novembre, ainsi que celui du 5 décembre, étaient sous filature au moment où elles en effectuaient la distribution. Aucun de ces renseignements n'apparaît dans le rapport même de M. St-Pierre, ni dans l'appendice A, qui est relatif aux circonstances de la distribution de ces communiqués.

## **6 LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR MME C. DEVAULT ET LES OPÉRATIONS POLICIÈRES MENÉES APRÈS LA RÉUNION DU 15 DÉCEMBRE 1970**

Les quatre chapitres précédents du présent rapport ont fourni la description des opérations policières entreprises à la suite de la décision de laisser opérer le groupe de support de la cellule Libération. Il est donc inutile de reprendre cette description. Nous ferons toutefois état des renseignements que continua de fournir la source 171 sur des membres notoires du FLQ, sur des vols de dynamite et sur des projets d'enlèvement.

### **6.1 RENSEIGNEMENTS SUR M. N. HAMER ET SUR M. R. COMEAU**

La source 171 continua de fournir des renseignements sur M. Hamer en suite de ceux qu'elle avait déjà transmis. Notons toutefois qu'après les premiers renseignements fournis par Mme Devault sur «l'anglais du FLQ», ce dernier fit l'objet d'une attention soutenue de la part des services de police, comme en témoigne le bref sur les activités de M. Nigel Hamer, que nous avons déjà cité<sup>1</sup>. Les renseignements qui s'accumulèrent sur M. Hamer — confirmation, dans des rapports de source 945-226 datés de 1972, de la participation de M. Hamer à l'enlèvement et à la séquestration de M. Cross — ne furent apparemment jamais suffisants pour décider la police à intervenir. L'intérêt des services policiers pour M. Hamer se ranima en 1974-1975, à la suite d'une intervention du lieutenant-détective André

<sup>1</sup>Par exemple, la police exerça même une surveillance lors du mariage de M. Hamer.

Chartrand du SPCUM, dans le cadre de l'opération « PRÉVENTION OLYMPIQUE ». Le 4 février 1977, le lieutenant Chartrand adressa un accablant mémo à M. Claude Desautels, assistant-directeur du SPCUM, relativement au dossier Nigel Hamer (exhibit C-132). Celui-ci fut finalement arrêté à l'été de 1980.

M. Hamer ne fut pas, il s'en faut, la seule personne sur laquelle la source 171 a fourni des renseignements à la police de Montréal. Le nom de M. Robert Comeau occupe une place prééminente dans les rapports de la source 945-171; M. Comeau est en outre identifié dans le document *Current FLQ Groups* comme étant à la tête d'un réseau felquiste. Ces informations n'entraîneront aucune intervention policière à l'égard de M. Comeau, si ce n'est simplement de la surveillance.

## 6.2 RENSEIGNEMENTS SUR DES VOLS DE DYNAMITE

Aux premiers renseignements donnés par la source 171 sur ceux qui possédaient de la dynamite (volée à la carrière Demix), s'ajoutèrent les informations qu'elle transmit sur le vol effectué à la carrière de Saint-Paul-d'Abbotsford et sur la tentative de vol à laquelle elle participa au même endroit. Aucun des renseignements relatifs aux opérations du FLQ à Saint-Paul-d'Abbotsford n'amena la police à prendre des mesures pour prévenir que des délits n'y fussent commis.

Il faut également noter que la dynamite qui fut reçue de Mme Devault par la police, en février 1971, présentait les caractéristiques suivantes. Elle était d'abord de type *Power Frac 75%* (bâtons de 2" x 16"), comme celle qui fut récupérée à Terre des Hommes après le départ pour Cuba de membres de la cellule Libération. Rappelons en outre que la dynamite laissée à Terre des Hommes présentait un début d'exsudation. Or, d'après l'expert de la Section technique du SPM, le capitaine Robert Côté, la dynamite reçue de Mme Devault par le lieutenant Giguère, présentait des symptômes d'exsudation. Il n'aurait peut-être pas été difficile alors d'inférer de ces ressemblances que la dynamite retrouvée à Terre des Hommes et celle qui parvint à la source 171 par l'intermédiaire du mystérieux « Jean » provenaient d'un même stock d'environ 25 caisses, antérieurement identifié dans les rapports 945-171. Le groupe de M. Comeau, qui était en possession de cette dynamite dont la quantité se chiffrait à environ 1 100 livres, ne fut jamais véritablement « frappé » par la SAT. L'action de la SAT eut pour effet, bien au contraire, de laisser le FLQ augmenter son stock de dynamite par le vol de Saint-Paul-d'Abbotsford.

## 6.3 RENSEIGNEMENTS SUR DES PROJETS D'ENLÈVEMENT

La source 171 continua également à fournir des renseignements sur les projets d'enlèvement qui auraient été entretenus par M. Michel Frankland. Les victimes éventuelles de ces projets devaient être M. Sam Steinberg, homme d'affaires bien connu, et M. François Cloutier, ministre du cabinet de M.



Robert Bourassa. Il ne semble toutefois pas, d'après le témoignage de Mme Devault, qu'elle ait pris ces projets de M. Frankland au sérieux<sup>1</sup>; elle fit part de son scepticisme à maintes reprises à M. Giguère (vol. 415, pp. 98-101). Mme Devault a toutefois également témoigné à l'effet que M. Giguère ne semblait pas faire de différence, dans les notes qu'il prenait à partir des informations qu'elle lui transmettait, entre les projets farfelus de M. Frankland et ceux, plus sérieux, d'autres membres du FLQ (vol. 415, p. 101). Il convient de faire état d'une contradiction entre, d'une part, le témoignage de M. Frankland et, d'autre part, le témoignage de Mme Devault et les informations qui lui sont attribuées dans les rapports de source 945-171. Tant dans son témoignage que dans les rapports rédigés à partir des informations qu'elle transmettait, Mme Devault a attribué à M. Frankland la paternité des projets d'enlèvement de MM. Steinberg et Cloutier. M. Frankland, quant à lui, a témoigné en mai 1979 à l'effet qu'à son souvenir ce fut Mme Devault qui prit l'initiative d'ourdir de tels projets (vol. 379, p. 100 et vol. 380, pp. 52-54).

## 7 L'ÉVALUATION DES JUSTIFICATIONS AVANCÉES PAR LE CAPITAINE GIGUÈRE DU SPCUM

Il est très difficile, au regard de la conjoncture que nous venons de décrire, d'accorder créance aux justifications avancées par le capitaine Giguère quant aux activités dont il assumait la responsabilité dans le cadre de l'opération «POUPETTE».

(i) Si l'on compare les allégations de M. Giguère quant à son désir de parvenir aux têtes dirigeantes du FLQ et l'inaction de la police malgré la masse de renseignements fournis sur la participation de M. Hamer à l'enlèvement de M. Cross<sup>2</sup> et sur les tentatives de M. Comeau pour reconstruire le FLQ, ces allégations paraissent dénuées de toute crédibilité.

<sup>1</sup>Les projets d'enlèvement de M. Frankland sont décrits de la façon suivante dans *Current FLQ Groups*: «A possible political kidnapping has been mentioned, but is felt to be only the fantasy of Michel FRANKLAND, the organizer of the plot» (p. 13). Traduction: un projet d'enlèvement politique a été mentionné, mais semble n'être que la fantaisie de Michel Frankland, l'organisateur du complot.

<sup>2</sup>Un rapport de 1977 du lieutenant-détective André Chartrand est à cet égard éloquent. On y lit:

*«En autant que je suis concerné, tout en ayant le souci de protéger les sources d'informations du temps et si l'identification avait été positive en organisant un scénario lors de l'arrestation du sujet, je considère élémentaire qu'à compter du 4 décembre 1970 tout aurait dû être fait pour identifier le sujet Nigel Hamer auprès des témoins.»*

(Exhibit C-132, p. 2)

(ii) Il en va de même de la volonté prétendue de la SAT de parvenir à retrouver d'importants stocks de dynamite: de donner au FLQ la licence d'augmenter ces stocks par de nouveaux vols n'était certes pas la bonne façon de les confisquer.

(iii) Il est impossible de concilier l'intention de parvenir à prévenir de nouveaux enlèvements avec la fourniture de fonds au FLQ pour acheter du matériel devant servir à la perpétration de ces enlèvements.

Ces conclusions ne sont pas démenties par le témoignage du sergent-déetective Gilles Masse. M. Masse et son assistant, le sergent-déetective Claude Bourbonnière, ont été chargés, au début du printemps de 1971, de faire l'analyse des renseignements accumulés par la SAT sur les milieux terroristes (vol. 484, p. 27). M. Masse aurait alors rédigé un rapport de 300 pages, qui faisait le point sur les connaissances possédées par la SAT quant aux individus engagés dans le terrorisme.<sup>1</sup> Parmi d'autres documents, le sergent-déetective Masse a disposé, pour réaliser son analyse, des rapports de source 945-171 rédigés par le lieutenant Giguère; il aurait également, à l'occasion, consulté verbalement ce dernier.

M. Masse a été interrogé par la Commission sur le contenu de son rapport. Il ne garde aucun souvenir des mesures policières qui auraient été prises à l'égard de M. Hamer (vol. 484, pp. 31 et sqq); il n'a pas non plus gardé mémoire des efforts entrepris par le SPM pour retrouver un stock de 1 100 livres de dynamite volée (vol. 484, p. 41); bien qu'il se souvienne des activités de M. Frankland, il n'a pas rattaché ce dernier à des projets d'enlèvement (vol. 484, pp. 51-52). Si l'opération «POUPETTE» avait poursuivi les objectifs énoncés par M. Giguère, on peut présumer que M. Masse en aurait fait état dans son analyse. Il ne semble pas, d'après son témoignage, qu'il en ait été ainsi.

Il ne nous reste plus qu'à évaluer, comme nous l'avons annoncé, la dernière des justifications apportées par les policiers aux activités qu'ils ont menées dans le cadre de l'opération «POUPETTE», soit la préservation de l'identité de la source 171.

(i) Comme nous l'avons dit précédemment, la préservation de l'identité d'une source n'est qu'un moyen qui doit être apprécié en relation avec les fins qu'il poursuit. Or, nous venons de montrer que les fins poursuivies par l'infiltration de Mme Devault n'ont pas été réalisées. L'échec, qu'il soit véritable ou qu'il ait été entretenu, ne peut que jeter un discrédit sur le moyen employé.

(ii) De façon encore plus spécifique, il convient de remarquer que des arrestations ont dû être effectuées lors de deux incidents où fut impliquée Mme Devault à titre de source: la police étant intervenue lors d'un flagrant délit, il lui était en effet difficile de ne pas procéder à des arrestations. MM. Gosselin et Desroches furent ainsi arrêtés à la suite d'informations préalables à l'infraction transmises par Mme Devault, lorsqu'ils tentèrent de dévaliser le commissionnaire

---

<sup>1</sup>Le document de M. Masse, que l'on appelait, à la SAT, «la brique Poupette», a été distribué à la SQ et à la GRC. Malgré plusieurs demandes faites à tous les corps policiers qui auraient disposé de ce rapport, la Commission n'a pu en obtenir une copie.

de la compagnie Caloil, le 12 novembre 1970. Les auteurs du vol perpétré, le 7 décembre 1971, au sous-sol de l'église de la paroisse Sainte-Catherine furent tous arrêtés, la police ayant été prévenue de leur action par Mme Devault. À la suite de ces arrestations, celle-ci ne fut jamais soupçonnée d'être une informatrice de la police. Dans l'affaire du bingo, les soupçons de la cellule Michèle Gauthier, relatifs à la présence en son sein d'un informateur de police, se portèrent même sur une autre personne que Mme Devault.

(iii) Après un accident d'automobile, M. Jacques Primeau fut tellement effrayé de la visite des policiers Chartrand et Desjardins qu'il leur avoua spontanément avoir participé à l'attentat contre la succursale postale De Lorimier. M. Primeau ne soupçonna jamais que les policiers à qui il confessa son délit l'interrogeaient par suite d'une délation de Mme Devault. Ce n'était d'ailleurs pas le cas, MM. Chartrand et Desjardins n'ayant pas été informés de la participation de M. Primeau à l'attentat contre cette succursale.

(iv) Il importe enfin de souligner, de façon plus générale, que loin de faire décroître les activités terroristes du groupe où elle s'était infiltrée, la présence de Mme Devault eut pour effet de prolonger ces activités en garantissant l'immunité à ceux qui s'y livraient. Si la rançon de l'infiltration est la somme des événements qui se sont produits dans le cadre de l'opération «POUPETTE», tels que décrits dans les pages précédentes, il est justifiable de s'interroger sur la légitimité de ce moyen, tel qu'il a été utilisé par les policiers du SPM, de novembre 1970 à janvier 1972.

## CONCLUSION

Les résultats de la description de la conjoncture des opérations policières que nous avons entreprise ne se bornent cependant pas aux conclusions que nous venons d'énoncer. Cette description replace dans leur contexte aberrant les opérations menées par la GRC et, dans une moindre mesure, par la SQ et le SPCUM, en 1972 et 1973. Ces opérations constituent pour la plupart des tactiques de neutralisation; elles sont caractérisées par leur aspect agressif et par leur mépris de la légalité. En décrivant ces agressions, nous aurons à nous demander si elles étaient même requises, d'un strict point de vue opérationnel, pour faire échec à une résurgence du terrorisme. Les chapitres précédents du rapport indiquent que loin de s'apprêter à resurgir, le terrorisme avait progressivement fait l'objet d'un encerclement de la part des forces policières, depuis novembre 1970.

Cet encerclement se resserra à un point tel que le capitaine Giguère a pu se vanter, devant Me Jean-François Duchaine, qu'«en 1972, le FLQ c'était nous-autres».

Interrogé de façon explicite à ce sujet par Me Duchaine, le capitaine Giguère devait à peine atténuer sa première affirmation:

«Q Vous avez déjà dit que le F.L.Q. c'était vous-autres en 1972?  
R Oui, presque finalement. Ca dépend des cellules.»<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Événements de la crise d'octobre, notes sténographiques du 22 février 1978, p. 115. Le capitaine détective J. Giguère du SPCUM était interrogé par Mes J.-F. Duchaine et M. Duclos.

---

**TROISIÈME PARTIE**

**OPÉRATIONS POLICIÈRES  
EN 1972 ET EN 1973**



À l'exception de la perquisition illégale conjointement effectuée par les membres de trois corps policiers aux locaux de l'*Agence de presse libre du Québec*, cette partie du rapport concerne des opérations qui ont été exécutées par la Gendarmerie royale du Canada. Ces opérations sont, dans l'ordre des chapitres qui leur sont consacrés, les suivantes:

- Chapitre VIII: la perquisition illégale des locaux de l'*Agence de presse libre du Québec* par la Gendarmerie royale du Canada, la Sûreté du Québec et le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Cette opération reçut le nom de code «BRICOLE».
- Chapitre IX: le vol de dynamite à *Richelieu Explosives Inc.* et l'incendie de la grange de la commune «Le Petit Québec Libre» par des membres de la Gendarmerie royale du Canada.
- Chapitre X: le recrutement d'informateurs par des membres de la Gendarmerie royale du Canada.
- Chapitre XI: la reproduction de la liste des membres du Parti Québécois. Cette opération reçut le nom de code «HAM» et fut accomplie par des membres de la Gendarmerie royale du Canada.

La séquence de ces quatre chapitres ne respecte pas intégralement l'ordre chronologique selon lequel se sont déroulées les opérations. Nous nous expliquons de cette déviation par rapport à l'ordre chronologique au début du chapitre IX.

Tous les chapitres de cette partie du rapport sont construits de manière analogue et rendent successivement compte du contexte d'une opération, de ses préparatifs, de son déroulement et, enfin, de ses suites (immédiates ou lointaines).



---

## CHAPITRE VIII

---

### **LA PERQUISITION SANS MANDAT AUX LOCAUX DE L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUÉBEC: OPÉRATION «BRICOLE»**

<b>1</b>	<b>LE CONTEXTE DE «BRICOLE»</b>	247
1.1	Organismes visés	247
1.11	<i>Agence de presse libre du Québec (APLQ)</i>	247
1.12	<i>Mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois (MDPPQ)</i>	249
1.2	Action policière	250
1.21	Accent sur l'action préventive	250
1.22	Présuppositions sur le terrorisme	251
<b>2</b>	<b>LA PRÉPARATION DE «BRICOLE»</b>	252
2.1	Opération conjointe	252
2.2	Chronologie de la planification	253
2.3	Objectifs de l'opération	256
2.4	Autorisation de l'opération	263
<b>3</b>	<b>LE DÉROULEMENT DE «BRICOLE»</b>	268
3.1	Affectations	268
3.2	Exécution de l'opération	270
<b>4</b>	<b>LES SUITES DE «BRICOLE»</b>	272
4.1	Analyse des documents saisis	272
4.11	De la mi-octobre au 1er novembre 1972	272
4.12	Du 1er novembre au 6 décembre 1972	273



---

4.2	Transcription des renseignements extraits des documents saisis: création de sources humaines fictives	277
4.3	Évaluation des résultats de l'opération	279
4.31	Effets de neutralisation	279
4.32	Renseignements obtenus	280
5	<b>LES SUITES DONNÉES AUX PLAINTES FORMULÉES PAR LES VICTIMES DE «BRICOLE»</b>	282
5.1	Suites données par la GRC	283
5.11	Lettre envoyée au Solliciteur général du Canada	284
5.12	Télégramme envoyé au commandant de la Division «C» (Québec)	284
5.13	Réaction du directeur général du Service de sécurité	285
5.2	Suites données par la SQ	287
5.3	Suites données par le SPCUM	288
5.31	Plainte déposée au poste 16	288
5.32	Télégramme envoyé au directeur Daigneault	288
5.4	Suites données par le Protecteur du citoyen	289
6	<b>LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC APRÈS LES RÉVÉLATIONS DE L'EX-AGENT SAMSON</b>	289

---

<b>6.1</b>	<b>Mesures prises par le Solliciteur général du Québec et collaboration des corps policiers</b>	<b>290</b>
6.11	Collaboration du SPCUM	290
6.12	Collaboration de la SQ	296
6.13	Collaboration de la GRC	297
<b>6.2</b>	<b>Enquête du sous-ministre associé du ministère de la Justice et collaboration des corps policiers</b>	<b>302</b>
6.21	Collaboration du SPCUM	302
6.22	Collaboration de la SQ	304
6.23	Collaboration de la GRC	304
<b>CONCLUSION</b>		<b>306</b>



NOUS produirons, en guise d'introduction à ce chapitre, une description sommaire de l'opération «BRICOLE». Elle sera suivie du plan de notre exposé.

Dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972, des policiers de la GRC, de la SQ et du SPCUM s'introduisirent, sans mandat de perquisition ni autre forme d'autorisation légale, dans des locaux situés au 3459 de la rue Saint-Hubert à Montréal. Ces locaux abritaient les bureaux de l'*Agence de presse libre du Québec* (APLQ), du *Mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois* (MDPPQ), de la *Coopérative des déménagements du 1er mai* et des *Loisirs Aubergine*. Les policiers s'emparèrent de nombreux documents — dossiers du centre de documentation de l'APLQ, documents administratifs et listes d'adresses appartenant à la fois à l'APLQ, au MDPPQ et à la COOP 1er mai, carnets de chèques, etc. — et les mirent dans des sacs de toile. Ces documents furent d'abord transportés par camion aux bureaux de la SRC(AS), 4545 rue Hochelaga à Montréal, et par la suite en d'autres lieux pour fins d'analyse.

Dans les jours qui suivirent cette opération, les responsables de l'APLQ, du MDPPQ et de la Coop 1er mai déposèrent une plainte au poste 16 du SPCUM. Ils communiquèrent en outre, par télégramme ou par lettre recommandée, avec la direction des trois principaux corps policiers opérant dans la région de Montréal, ainsi qu'avec le Solliciteur général du Canada, le Ministre de la Justice du Québec et le Protecteur du citoyen. L'envoi de cette correspondance avait pour but de savoir si la GRC, la SQ ou le SPCUM, séparément ou conjointement, étaient responsables de cette saisie de documents.

Les corps policiers et le Solliciteur général du Canada ne répondirent pas, pour leur part, aux démarches entreprises auprès d'eux par l'APLQ. Le ministre québécois de la Justice, M. Jérôme Choquette, fit une déclaration à l'effet qu'aucun corps policier n'était impliqué dans la disparition des documents de l'APLQ. Le Protecteur du citoyen fit éventuellement parvenir une lettre aux membres de l'APLQ, dans laquelle il les assurait qu'aucun corps policier québécois n'avait perquisitionné leurs locaux dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972.

Le nom de code donné par les policiers à cette opération était «BRICOLE».

L'ordre qui sera suivi dans l'établissement des faits relatifs à cette opération sera le suivant.

Nous traiterons consécutivement:

- du contexte de l'opération,
- de sa préparation.

- de son déroulement,
- de ses suites pour les corps policiers,
- du résultat des démarches de l'APLQ, du MDPPQ et de la COOP 1er mai pour connaître les responsables de la prise de leurs documents,
- des obstacles rencontrés lors de l'enquête menée par le ministère de la Justice du Québec sur l'opération «BRICOLE», après qu'elle eut été divulguée par l'ex-agent de la GRC, Robert Samson.

---

# 1 LE CONTEXTE DE «BRICOLE»

---

## 1.1 ORGANISMES VISÉS

Les locaux perquisitionnés illégalement au cours de l'opération «BRICOLE» étaient occupés par quatre organismes:

- l'*Agence de presse libre du Québec* (APLQ);
- le *Mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois* (MDPPQ);
- la *Coopérative des déménagements du 1er mai*;
- les *Loisirs Aubergine*.

Il est également possible que l'exécutif d'un syndicat d'employés de soutien d'un cégep de Montréal y ait tenu des réunions. Les organismes visés au premier chef par cette opération ont été le MDPPQ et l'APLQ. Nous décrivons brièvement ces deux mouvements.

Il importe toutefois de souligner que notre description se fonde, pour l'essentiel, sur le type de documentation qui a été accessible à la Commission, à savoir des documents policiers. Il est inévitable que la représentation de ces organismes, telle qu'elle apparaît dans ces documents, comporte des inexactitudes et qu'elle soit partielle à certains égards. N'ayant pas été mandatée pour réaliser une enquête sur l'APLQ et le MDPPQ, la Commission n'a pas assigné leurs membres pour les questionner sur la nature de ces mouvements. Elle n'est donc pas en mesure de corriger toutes les inexactitudes contenues dans les documents qu'elle a examinés. Le personnel de la Commission a toutefois rencontré, de façon informelle, quelques membres de ces mouvements. Elle espère que sa description ne sera pas infidèle à la nature de ces derniers.

---

### 1.11 AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUÉBEC (APLQ)

L'APLQ aurait été fondée, en mars 1968, par deux journalistes à la pige, MM. Jacques Larue-Langlois et Charles Meunier. Cette appellation, dûment enregistrée, ne se serait rapportée, au début, qu'aux activités professionnelles de ces deux journalistes, qui avaient jugé opportun de se donner une raison sociale commune.

En 1970, MM. Larue-Langlois et Meunier auraient cédé, au cours d'une transaction formelle, l'appellation «*Agence de presse libre du Québec*» à un groupe de journalistes. Ces journalistes, parmi lesquels se trouvaient d'anciens rédacteurs du *Quartier-Latin* (journal publié à l'origine à l'Université de Montréal), désiraient pratiquer une forme de journalisme militant qui fit état des initiatives et des regroupements populaires visant à changer les conditions sociales prévalant tant au Québec qu'ailleurs dans le monde. Ils éditerent, pour ce faire, un bulletin hebdomadaire dont le premier numéro serait paru le 18 mars 1971. Ce

bulletin devait servir à la fois d'organe d'information et d'instrument de liaison entre les divers groupes qui militaient pour transformer les rapports sociaux, surtout au Québec. Voici, à titre d'illustration, la table des matières du premier numéro de ce bulletin:

—Lettre de l'Agence de presse libre du Québec;	p. 1
—Nouvelle clinique juridique à Montréal;	p. 1
—Fédération des pilotes du Saint-Laurent;	p. 2
—Beauceville: syndicat F.T.Q. à Beauceville Flooring;	p. 2
—La Prospérité: travailler deux heures de plus sans salaire;	p. 3
—Le Québec et l'or noir;	p. 4
—Crise au Cégep du Vieux-Montréal;	p. 5
—Vallières-Gagnon;	p. 5
—Turner réduit au silence à Vancouver;	p. 6
—Front de libération des étudiants;	p. 6
—Nous avons brûlé le Capitole;	p. 7
—Les Indiens de Nouvelle-Écosse refusent de payer les taxes provinciales;	p. 7
—FRAP: résolutions votées au Congrès (5-7 mars);	p. 8

Le bulletin de l'APLQ n'était d'aucune façon une publication clandestine: des organismes aussi divers que la *Canadian Broadcasting Corporation* (CBC), des syndicats, la *Ligue des Droits de l'Homme*, la *Société Saint-Jean-Baptiste* et l'Université Laval y étaient abonnés.

L'APLQ était dirigée par un exécutif dont la composition a varié, mais qui n'était pas constitué de plus d'une douzaine de membres (il était formé, la plupart du temps, de cinq ou six personnes). Cet organisme comptait des membres actifs (une centaine de personnes), parmi lesquels se trouvaient les correspondants de cette agence de presse. Dans un précis de la GRC sur l'APLQ, les abonnés du bulletin sont désignés comme «sympathisants». Le nombre de ces abonnés totalisait environ 250 personnes et 67 associations et organismes divers. L'APLQ avait en outre établi des liens avec des agences de presse étrangères poursuivant des objectifs similaires aux siens, notamment aux États-Unis (*Liberation News Service*), en France (*Agence de presse Libération*) et à Cuba (*Prensa Latina*).

Le centre de documentation de l'APLQ constituait, enfin, une ressource mise à la disposition des mouvements dont cette agence voulait assurer la coordination.

### 1.12 **MOUVEMENT POUR LA DÉFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES QUÉBÉCOIS (MDPPQ)**

Le MDPPQ aurait été fondé, à la fin de juin 1970, par un groupe de personnes où se retrouvaient, entre autres, M. Guy Marsolais, le docteur Serge Mongeau et le poète Gaston Miron. Le MDPPQ aurait progressivement pris la relève du Comité Vallières-Gagnon, qui avait perdu sa raison d'être, sous cette désignation, quand MM. Vallières et Gagnon eurent recouvré leur liberté. Le but principal de ce mouvement était de recueillir des fonds pour assurer la défense de personnes qui étaient alors perçues, souvent à cause de leurs liens avec le FLQ, comme des «prisonniers politiques», bien que cette désignation ait été à proprement parler absente du droit criminel canadien. En plus de recueillir ces fonds, le MDPPQ s'efforçait de sensibiliser l'opinion au sort de ces «prisonniers politiques» et de leur apporter un support venant de l'extérieur. En raison même de sa nature de mouvement pour la défense des prisonniers politiques, le MDPPQ ne pouvait éviter d'avoir des relations avec des personnes liées de près ou de loin avec le FLQ: les felquistes formaient en effet la grande majorité des gens dont ce mouvement voulait assurer la défense.

Le MDPPQ a été actif en 1971, époque à laquelle ses membres se réunissaient régulièrement. Selon un avis partagé à la fois par des policiers et par des membres de ce mouvement, le MDPPQ était devenu sensiblement moins actif en 1972 (on s'y réfère parfois comme étant «moribond», par exemple dans un document de la GRC déposé comme exhibit P-95). L'APLQ mettait ses locaux à la disposition du MDPPQ pour ses réunions et elle lui fournissait également des services divers de secrétariat. Ces services étaient cependant relativement modestes, puisque, comme nous l'avons remarqué, le mouvement était moins actif en 1972.

Les renseignements policiers allèguent souvent le fait que le MDPPQ et l'APLQ possédaient des membres qui leur étaient communs. Qu'il y ait eu des individus qui aient appartenu en même temps à ces deux mouvements est véridique. On ne saurait toutefois en inférer que le MDPPQ et l'APLQ étaient des désignations qui réfèrent à un même groupe de personnes. Si l'on examine, en effet, les précis que la GRC avait préparés de ces deux mouvements, on trouve que sur les 107 membres actifs que comptait l'APLQ, seulement 9 militaient activement au sein du MDPPQ. La liste des membres et des sympathisants du MDPPQ, telle qu'elle apparaît dans le précis de la GRC, comprend environ 1200 noms. Le principe regroupant les membres du MDPPQ est énoncé dans le précis de la GRC de la façon suivante:

*«Ils ont tous un but commun: Tout citoyen a droit à une justice impartiale et à une défense adéquate tout particulièrement dans les cas où des gens sont traduits devant les tribunaux pour activités soit-disant politiques.»*

(Exhibit P-111, Section 1)



Le MDPPQ se lia avec l'APLQ pour la raison suivante: il avait essuyé, en novembre 1971, un refus à sa demande d'incorporation. Pour circonvenir cette difficulté, il se serait associé à l'APLQ à titre de sous-section aux affaires judiciaires.

## 1.2 ACTION POLICIÈRE

Quitte à revenir plus explicitement sur ce sujet dans l'analyse contenue au chapitre XII de la quatrième partie de ce rapport, nous ne ferons que quelques commentaires circonstanciés sur la stratégie suivie par les corps policiers dans certaines de leurs opérations en 1972. Deux choses méritent d'être notées.

### 1.21 ACCENT SUR L'ACTION PRÉVENTIVE

Lorsque l'opération «BRICOLE» fut divulguée par M. Robert Samson, en 1976, la GRC procéda à l'interrogatoire de certains de ses membres qui y étaient impliqués. Le surintendant principal Cobb avait, à titre d'inspecteur, autorisé l'opération «BRICOLE» en 1972. Il fut donc questionné sur les circonstances qui l'amènèrent à donner son autorisation à l'opération. Voici comment il décrit la stratégie qui prévalait encore au moment de l'opération «BRICOLE»:

« (C) IN THE AFTERMATH OF THE 1970 CRISIS  
(BY SUMMER 1971) «G» SECTION HAD BECOME  
PREVENTION ORIENTED, A POLICY

-----  
*I BELIEVE TO HAVE BEEN DICTATED BY THE  
THEN MINISTER IF NOT THE P.M.»*

(Exhibit P-119, p. 5)

**Traduction:** Dans les séquelles de la crise de 1970 (à partir de l'été 1971) la Section «G» s'était orientée vers la prévention, une politique qui, je crois, nous avait été dictée par le Solliciteur général de l'époque, sinon par le Premier ministre.

Le surintendant principal Cobb explique, dans la suite de son texte, la nature de cette politique de prévention. Au lieu de stocker passivement des informations et de s'y reporter *après* qu'une crise se fut déclarée, la Section «G» suivait une politique d'intervention préalable à une crise ou à un acte criminel appréhendés, pour en empêcher l'avènement. M. Cobb poursuit en donnant un exemple de tactique préventive:

*«WE PREVENTED THE MUCH-MOOTED FLQ  
RENAISSANCE OF 1971 BY A SIMPLE  
REVERSAL OF OUR EARLIER POLICIES — A  
REVERSAL INSPIRED BY THE THEORIES OF  
DR. GUSTAV MORF AND OTHERS ABOUT THE  
GROUP DYNAMICS OF SECRET ASSOCIATIONS.  
INSTEAD OF HOARDING OUR INTELLIGENCE.*

*WE GAVE IT AWAY TO INDIVIDUALS IDENTIFIED AS PARTICULARLY SUSCEPTIBLE, BY OUR PSYCHOLOGIST, AMONG KNOWN OR SUSPECTED MEMBERS OF EMERGING CELLS. THE CELLS IN QUESTION, EXAGGERATING THE EXTENT OF OUR KNOWLEDGE OF THEM, DISPERSED AS IF BY MAGIC.»*

(Exhibit P-119, p. 5)

**Traduction:**

Nous avons empêché la renaissance tant débattue du FLQ en 1971 en renversant simplement nos politiques antérieures — ce renversement fut inspiré par les théories du docteur Gustave Morf et d'autres sur la dynamique de groupe prévalant dans les associations secrètes. Au lieu d'entasser nos renseignements, nous les avons distribués à des individus identifiés par notre psychologue comme particulièrement vulnérables, parmi les membres connus ou présumés des cellules en voie de formation. Les cellules en question, exagérant l'étendue de nos informations sur elles, se dispersaient comme par magie.

Nous reviendrons, dans notre analyse, sur le contraste saisissant qui existait entre la stratégie suivie par la GRC et celle qui s'exprimait dans une opération comme «POUPETTE», menée par le SPM. Cette politique proactive pratiquée par la GRC favorisait la conception et l'exécution d'opérations comme «BRICOLE»; nous verrons d'ailleurs que des éléments présents dans le texte précité de M. Cobb, comme celui de la désinformation, se retrouvent dans le plan d'opération de «BRICOLE».

## 1.22 PRÉSUPPOSITIONS SUR LE TERRORISME

Parmi les suites du traumatisme causé par la Crise d'octobre 1970 — décrivant le climat qui prévalait au Service de sécurité en 1972, les analyses de la GRC parlent de «paranoïa» — se trouvait une très grande appréhension, manifeste chez les policiers, d'une résurgence du FLQ (exhibit P-95). Cette appréhension était nourrie par deux présuppositions qui ressortent clairement de la lecture des documents produits à l'époque par les corps policiers et qui ont été déposés devant la Commission comme exhibits.

(i) Un individu qui s'est impliqué de façon directe ou même très indirecte dans des activités terroristes ou subversives est toujours susceptible de récidiver, quel que soit le jugement — souvent très critique — qu'il porte sur ses activités passées et quel que soit le temps qui s'est écoulé depuis sa dernière participation à une action violente.

(ii) Un organisme qui compte, serait-ce à son insu, parmi ses membres ou ses présumés sympathisants quelques personnes qui se sont déjà livrées à des activités terroristes ou subversives ou encore qui entretient, pour un motif ou un autre, des relations avec de telles personnes est susceptible de constituer une façade («a front») pour des activités terroristes ou subversives.

Ce sont de telles présuppositions qui ont constitué la toile de fond de l'opération «BRICOLE», dirigée contre le MDPPQ et l'APLQ. Comme les

analystes de la GRC devaient le reconnaître en 1976, elles n'étaient pas fondées en ce qui concerne le MDPPQ (exhibit P-95). Selon nous, cette conclusion est valable *a fortiori* pour l'APLQ.

## 2 LA PRÉPARATION DE «BRICOLE»

### 2.1 OPÉRATION CONJOINTE

Trois corps policiers opéraient en 1972 dans la région de Montréal: la GRC, la SQ et le SPCUM (cette situation est aujourd'hui inchangée). Certaines escouades ou sections spéciales de ces corps étaient affectées à la surveillance d'éléments — personnes ou organismes — soupçonnés de se livrer à des activités subversives (cette catégorie inclut l'activité terroriste). Ces escouades ou sections spéciales étaient:

- De la GRC: les Sections «D» et «G» du Service de sécurité de la Division «C».
- De la SQ: l'Escouade de sécurité de Montréal du Service de Sécurité de la SQ.
- Du SPCUM: la section anti-terroriste (SAT), qui était devenue en 1972 la Section de Recherche sur la criminalité — Activités subversives (SRC(AS)). Cette section comportait environ 75 membres, dont une trentaine s'occupaient d'obtenir des renseignements sur les activités de 200 à 350 mouvements et associations divers.

Des agents appartenant à ces sections anti-subversives étaient affectés de façon plus spéciale à la surveillance de certains mouvements. Pour ce qui est du MDPPQ et de l'APLQ, les affectations étaient les suivantes:

- De la GRC: l'agent Robert Samson était affecté à la surveillance du MDPPQ; le caporal Guy Bonsant avait une affectation similaire pour l'APLQ.
- De la SQ: l'agent Pierre Champagne était affecté à la surveillance des deux mouvements précités.
- Du SPCUM: les sergents-détectives Claude Marcotte et Fernand Tanguay étaient conjointement affectés à la surveillance du MDPPQ et de l'APLQ, sans qu'aucun des deux ne s'occupe de l'un de ces mouvements en particulier.

En 1972, la collaboration était présumément devenue étroite entre ces trois corps policiers (d'après le témoignage du lieutenant Cormier du SPCUM, «*on travaillait les trois quarts (¾) la main dans la main*» (vol. 31, p. 79). Cette collaboration aurait pris les formes suivantes:

- **un échange général d'informations:** des agents de liaison de la GRC et de la SQ étaient invités aux réunions que tenaient quo-

tiennement, le matin, les membres de la SRC(AS). Les matières discutées à ces réunions faisaient l'objet de rapports qui étaient distribués aux trois corps policiers. La SRC(AS) était en outre reliée par télex aux autres corps policiers.

- **une mise en commun des ressources opérationnelles:** les agents des trois corps, qui étaient affectés à la surveillance du MDPPQ et de l'APLQ, se réunissaient presque hebdomadairement dans les locaux du SPCUM au 4545 de la rue Hochelaga. C'est au cours de l'une de ces rencontres que l'opération «BRICOLE» a été projetée.

En dépit toutefois de ces échanges, la concertation entre les trois corps policiers était loin d'être complète. Il arrivait en effet qu'un de ces corps poursuivait un projet qui lui était propre, sans en informer les autres. C'est ainsi qu'entre le 8 décembre 1971 et le 20 juin 1972, la GRC et le SPCUM disposèrent chacun d'une source technique (un instrument d'écoute électronique) à l'intérieur des locaux de l'APLQ, en négligeant de s'en avertir réciproquement. Lorsque, à la suite de recoupements dans les renseignements obtenus, le SPCUM eut inféré que la GRC se livrait en même temps que lui à l'écoute électronique des conversations qui se tenaient dans les locaux de l'APLQ, il y débrancha ses micros. (Le SPCUM s'était déjà livré, avant le 8 décembre 1971, à l'écoute électronique des locaux de l'APLQ, y ayant effectué un «branchement sommaire».) C'est à l'aide d'une source technique installée par la GRC que les corps policiers apprirent la combinaison du coffre-fort<sup>1</sup> du MDPPQ.

D'après l'exhibit P-95, l'une des raisons pour lesquelles on décida d'entreprendre conjointement l'opération «BRICOLE» fut précisément qu'il était impossible à un seul corps policier d'effectuer une perquisition — *a fortiori* si elle était illégale — aux locaux de l'APLQ sans alerter les deux autres. Le MDPPQ et l'APLQ faisaient en effet l'objet d'une surveillance intensive de la part des trois corps policiers.

---

## 2.2 CHRONOLOGIE DE LA PLANIFICATION

Cette chronologie ne peut être qu'approximative, les témoignages ne concordant pas sur la date des réunions de planification et sur l'identité des participants à ces réunions. Pour des raisons pratiques, nous réservons pour la prochaine section la présentation explicite des objectifs de l'opération «BRICOLE».

Depuis le début de l'année 1972, le MDPPQ et l'APLQ faisaient l'objet d'une surveillance intense de la part des trois principaux corps policiers opérant en territoire québécois. À cause de ses relations avec d'anciens membres du

---

<sup>1</sup>L'expression «coffre-fort» traduit le terme anglais «safe», qui apparaît dans les documents de la GRC (exhibit P-95). D'après le témoignage du sergent Claude Marcotte, il ne s'agissait en réalité que d'un placard dont la porte était verrouillée par un cadenas à combinaison numérique (vol. 22, p. 65).

FLQ incarcérés qu'il s'était donné pour tâche de défendre devant les tribunaux, le MDPPQ était soupçonné de fournir un support clandestin à une résurgence des activités terroristes au Québec. L'APLQ, pour sa part, était devenue suspecte à cause de ses liens avec le MDPPQ; on lui attribuait en outre la fonction de coordonner les individus et les groupes qui, en cas de crise sociale ou politique au Québec, pourraient à nouveau s'engager dans l'action violente; les corps policiers semblaient enfin persuadés qu'elle entretenait des relations avec des felquistes exilés à Cuba et avec des mouvements présumément subversifs qui opéraient en dehors du Canada.

D'après les témoignages les plus explicites rendus sur cette question, le déroulement des réunions de planification peut être reconstitué de la manière suivante:

**début septembre 1972:** L'idée d'effectuer une perquisition sans mandat aux locaux de l'APLQ est énoncée au cours de rencontres entre les agents des trois corps policiers qui sont affectés à la surveillance du MDPPQ et de l'APLQ. D'après les divers témoignages des policiers ayant participé à la conception de l'opération «BRICOLE», *ce projet a d'abord été formulé par l'agent Samson de la GRC*. Dans le témoignage qu'il a rendu, l'agent Samson estime que ce projet est plutôt une idée conjointe des policiers qui surveillaient les mouvements concernés. Ce qui semble toutefois être le premier document où les modalités de l'opération «BRICOLE» sont déterminées est écrit de la main de l'agent Samson (exhibit P-74).

**mi-septembre 1972:** Première réunion de planification de l'opération «BRICOLE». Y sont présents:

de la GRC: l'agent Robert Samson,  
de la SQ: l'agent Pierre Champagne,  
le caporal Richard Presseau,  
du SPCUM: le sergent-détective Claude Marcotte,  
le sergent-détective Fernand Tanguay.

**29 septembre 1972:** Il semble qu'à cette date l'autorisation de planifier l'opération «BRICOLE» ait été acquise des cadres supérieurs des trois corps policiers impliqués. Ont participé à cet réunion:

de la GRC: l'agent Robert Samson,  
le sergent Claude Brodeur<sup>1</sup>,  
de la SQ: l'agent Pierre Champagne,  
le caporal Richard Presseau,  
du SPCUM: le sergent-détective Claude Marcotte,  
le sergent-détective Fernand Tanguay.

<sup>1</sup>La participation de M. Brodeur à ces réunions est problématique. Nous reviendrons sur ce sujet, après avoir établi notre chronologie des réunions de planification.

- 2 octobre 1972:** Autre réunion de planification. Y participent, les mêmes personnes que celles des deux réunions précédentes, auxquelles s'est joint le caporal Hubert Reiter de la SQ. Des témoins affirment qu'il est possible que d'autres personnes aient participé à cette réunion, mais qu'ils seraient incapables de désigner leur nom.
- 4 octobre 1972:** Réunion de planification tenue l'avant-veille de l'opération. Ont participé à cette réunion:
- de la GRC: l'agent Robert Samson,  
le sergent Claude Brodeur,
  - de la SQ: l'agent Pierre Champagne,  
le caporal Richard Presseau,
  - du SPCUM: le sergent-détective Claude Marcotte,  
le sergent-détective Fernand Tanguay.
- 6 octobre 1972:** Dernière réunion avant l'opération. Ont participé à cette réunion:
- de la GRC: l'agent Robert Samson,  
l'agent Guy Bonsant',  
le sergent Claude Brodeur,
  - de la SQ: le capitaine Léonce Guérard,  
le caporal Richard Presseau,  
le caporal Hubert Reiter,  
l'agent Pierre Champagne,
  - du SPCUM: le lieutenant-détective Roger Cormier,  
le lieutenant-détective Henri Marchessault,  
le sergent-détective Claude Marcotte,  
le sergent-détective Fernand Tanguay.

Il faut faire, par rapport à cette chronologie (approximative), les remarques suivantes:

- (i) La remarque faite à propos de la réunion du 2 octobre sur la possibilité qu'il y ait eu en réalité plus de personnes présentes que celles précédemment citées, s'applique à toutes les réunions.
- (ii) Dans son témoignage, le sergent Claude Brodeur a soutenu qu'il n'avait été mis au courant de «BRICOLE» que quelques jours avant l'opération (vol. 28, p. 22). Il n'aurait donc pas pu participer, d'après lui, aux réunions de planification qui ont précédé le 5 octobre. D'après le témoignage du sergent d'état-major François d'Entremont, il est possible que le sergent Brodeur ait été affecté à «BRICOLE» à partir de la fin septembre. Les supérieurs de M. Brodeur désiraient qu'un officier d'expérience participe à l'opération «BRICOLE» (vol. 46, pp. 67-69).

---

<sup>1</sup>La réserve énoncée à l'égard de la participation de M. Brodeur aux réunions de planification vaut également pour celle de M. Bonsant.

(iii) Il est important de noter, pour la discussion future des objectifs de cette opération, que l'agent Guy Bonsant, qui était affecté à la surveillance de l'APLQ, n'aurait participé qu'à la dernière réunion de planification (celle qui a immédiatement précédé, le 6 octobre, la réalisation de l'opération). L'agent Bonsant a toutefois déclaré devant la Commission n'avoir participé à aucune réunion de planification (vol. 27, pp. 55-56). Le sergent Claude Marcotte du SPCUM croit pour sa part que ses homologues de la GRC, soit MM. Samson et Bonsant, ont participé à la planification de «BRICOLE» (vol. 23, pp. 4-5).

(iv) D'après des documents rédigés par les inspecteurs Cobb et Vermette de la GRC, le responsable de la planification de l'opération «BRICOLE» fut le lieutenant Cormier du SPCUM (ces documents constituent respectivement les exhibits P-119 et P-67).

## 2.3 OBJECTIFS DE L'OPÉRATION

Il est deux questions relatives aux objectifs de l'opération «BRICOLE», auxquelles le présent rapport doit tenter d'apporter une réponse.

(i) L'opération «BRICOLE» a-t-elle eu pour but de recueillir des renseignements sur les mouvements concernés ou avait-elle pour fin de les neutraliser?

(ii) Quel a été, parmi les mouvements qui avaient leurs locaux au 3459 de la rue Saint-Hubert, celui qui constituait la cible première de l'opération «BRICOLE»?

Ces deux questions sont étroitement liées et les réponses que désire leur apporter la Commission ne concordent pas avec les témoignages qui ont été rendus par des policiers tant devant elle que devant M. le juge Roger Vincent, lors de sa pré-enquête relative à MM. Coutellier, Beaudry et Cobb. Dans son jugement, M. le juge Vincent rapporte en effet le témoignage de l'ex-agent de la GRC, Robert Samson, dans les termes suivants (rappelons que M. Samson aurait été l'instigateur de l'opération «BRICOLE»):

*«Je dois aussi ajouter que ce certificat d'honnêteté, de franchise s'applique aussi à l'ex-agent Samson qui, avec un grain d'amertume parfois a relaté devant nous tous les faits et gestes qu'il avait accompli dans cette affaire en octobre 1972. Il affirme par exemple qu'à l'époque, il était loin de considérer cette affaire comme une opération policière de routine et qu'il se considérait comme un agent en quête de renseignements au service de son pays dans une affaire d'espionnage et de mouvement anti-subversif. Cette opération, si elle n'était pas légale, était utile et nécessaire selon lui parce que c'était du contre-espionnage fait dans le seul but d'informer l'état, les autorités en place et que tous ceux qui ont participé à l'affaire croyaient bien faire et l'ont fait une fois autorisés par leurs supérieurs sans aucune arrière pensée.»*

(Texte du jugement de M. le juge Roger Vincent, p. 5)

Les policiers qui ont témoigné devant M. le juge Vincent ont également allégué leur volonté de s'emparer d'une lettre qui aurait été envoyée de Cuba, par les époux Cossette-Trudel, à Mme Louise Vandelac de l'APLQ:

*«Ces policiers, se reportant dans le temps, soit l'automne 1972 parlent d'espionnage par l'entremise des exilés politiques à Cuba et un document produit sous la cote E-1 à la pré-enquête comportant 13 pages de textes et signé par Jacques Cossette-Trudel et son épouse, document dont on soupçonnait l'existence et qui effectivement a été saisi lors de la perquisition (. . .)»*

(Texte du jugement de M. le juge Roger Vincent, p. 9)

Les policiers feront grand cas de cette «lettre de Cuba» devant la Commission.

La somme de ces témoignages est de nature à créer l'impression que c'était d'abord l'APLQ qui constituait la cible première de l'opération «BRICOLE» et que celle-ci ne visait ensuite qu'à recueillir des renseignements.

Cette impression est doublement fausse. La preuve documentaire examinée par la Commission et certains témoignages qu'elle a entendus lui permettent de faire les affirmations suivantes:

- «BRICOLE» fut en premier lieu une opération de neutralisation (classifiée sous le générique anglais «DISRUPTIVE TACTICS»). Les policiers espéraient toutefois retirer des renseignements valables de l'analyse des documents saisis au 3459 de la rue Saint-Hubert.
- Le MDPPQ constituait une cible d'une importance au moins égale à celle de l'APLQ, au regard de l'opération «BRICOLE».

Nous nous proposons de reprendre l'une et l'autre de ces affirmations pour les étayer à la lumière de la preuve dont dispose la Commission.

#### **L'opération «BRICOLE» fut principalement une tentative de neutralisation du MDPPQ et de l'APLQ**

Cette première affirmation se base sur les constatations suivantes:

- (i) Deux motifs principaux peuvent être allégués pour faire de «BRICOLE» une opération de renseignement dirigée contre l'APLQ. Le premier de ces motifs aurait tenu à la volonté des policiers de s'emparer de la lettre des époux Cossette-Trudel, en provenance de Cuba et adressée à Mme Louise Vandelac de l'APLQ. Le second de ces motifs aurait été dicté par la nécessité de se procurer, par d'autres moyens, les informations que les policiers n'arrivaient pas à obtenir vu l'impossibilité d'infiltrer une source humaine (un informateur de la police) parmi les membres de l'APLQ.

Ces deux motifs, comme il est assez facile de le démontrer, sont loin de suffire à appuyer l'affirmation que l'opération «BRICOLE» aurait eu pour objectif principal de recueillir des renseignements sur l'APLQ. En effet, si cette opération avait eu pour but premier de s'emparer de la lettre en provenance



de Cuba, il devient difficile d'expliquer pourquoi un agent de la SQ (M. Richard Presseau) avait été chargé d'acheter, avant l'opération, plusieurs grands sacs de toile pour la somme de \$75. Ces sacs devaient servir à recueillir les documents saisis aux locaux de l'APLQ et leur achat aurait été inutile si l'opération n'avait consisté qu'à s'emparer d'une seule lettre.

Pour ce qui est, en second lieu, de la difficulté alléguée de disposer d'une source humaine au sein de l'APLQ, il nous faut faire les remarques suivantes. Pas moins de 11 télex provenant de la GRC et transmis à la SRC(AS) ont été déposés devant la Commission comme exhibits (P-34 et P-35, P-54 à P-62). Ces télex rapportent des renseignements obtenus à l'aide d'une «source digne de confiance» sur les activités de l'APLQ à la suite de la perquisition de ses locaux.

Ces renseignements sont précis: les conversations de membres de l'exécutif de l'APLQ, de même que les projets de cet organisme pour dénoncer la perquisition illégale de leurs locaux, sont mentionnés de façon explicite. Au moins trois des documents contenant des renseignements de cette nature sont datés du 13 octobre 1972, c'est-à-dire moins d'une semaine après l'opération «BRICOLE».

Le texte de ces télex est difficile à interpréter, l'expression «source digne de confiance» pouvant indifféremment référer, en langage policier, à une source humaine ou à une source technique. L'ex-agent Robert Samson a cependant témoigné devant la Commission avoir contrôlé — en 1971 ou en 1972 — une source humaine qui opérait à l'intérieur de l'APLQ et du MDPPQ (il a divulgué à quelques reprises le nom de cette source, soit devant la Commission et devant divers tribunaux). On peut en outre ajouter que d'après le plan d'opération de «BRICOLE» (P-74), l'agent Guy Bonsant de la GRC était chargé de «contacter source» avant la perquisition, pour s'assurer qu'il ne se trouverait personne dans les locaux de l'APLQ dans la nuit du 6 au 7 octobre (ou pour un autre motif, le témoignage de M. Robert Samson n'ayant pas été dépourvu d'ambiguïtés sur cette question; vol. 58, p. 52 et sqq).

Il apparaît donc clair que la GRC disposait de sources à la fois humaines et techniques au sein de l'APLQ et du MDPPQ. Le corps de police avait déjà préparé deux précis sur les activités de ces mouvements; ces précis contenaient une description de leurs objectifs et de leur fonctionnement, ainsi qu'une liste de leurs membres et sympathisants (ces précis ont été déposés comme exhibits P-38-B et P-111). Or, les renseignements obtenus par la GRC étaient, au moins en partie, communiqués aux autres corps policiers. Un document en provenance du SPCUM mentionne, par exemple, une information relative aux activités de l'APLQ avant le 6 octobre 1972, qui lui a été transmise par la GRC et dont l'origine est une source humaine (exhibit P-38-A, p. 6, par. 7). Les deux précis relatifs à l'APLQ et au MDPPQ avaient également été distribués aux deux autres corps policiers.

Il faut donc se résoudre à penser que les corps policiers étaient déjà bien informés sur les activités de ces mouvements.

(ii) Des documents qui émanent de la GRC et qui concernent l'opération «BRICOLE», portent explicitement la mention «*Disruptive Tactics*» comme moyen de référence à ce dossier (par exemple, exhibit P-92: «*RE: DISRUPTIVE TACTICS (D-938-Q-25)*»).

(iii) Il est un troisième fait — sans doute le plus déterminant — à partir duquel l'opération «BRICOLE» apparaît clairement comme une opération de déstabilisation. La perquisition des locaux de l'APLQ s'est effectuée sans mandat. La raison de cette infraction à la loi s'énonce clairement dans un document de la GRC et elle est relative à une majoration souhaitée des effets déstabilisateurs de cette opération:

*The primary objective of this Operation was to disrupt the MDPPQ and the APLQ and the second objective was information gathering. The theft was preferred over the lawful search by the persons involved as more disruptive: No need to return documents/No legal battle against oppressive authority and it would create more uncertainty in the milieu. Although a Warrant could probably have been obtained, it appear the MCP could not make a direct link between the MDPPQ/APLQ and a crime. Finally there was a hope that the crime could be blamed on Andre MAHEU of the MILICE REPUBLICAINE, who had asked the MDPPQ for a list of its supporters and, when refused, had become quite hostile.»*

(Exhibit P-95, annexe 1, p. 6)

**Traduction:** L'objectif premier de cette opération était de neutraliser le MDPPQ et l'APLQ et le second objectif était la cueillette d'informations. Le vol fut préféré à une perquisition légale par les personnes impliquées parce qu'il aurait plus d'effet au niveau de la neutralisation de ces mouvements: aucun besoin de rendre les documents, aucune bataille légale contre une autorité oppressive; le vol créerait plus d'incertitude dans le milieu. Bien qu'un mandat ait probablement pu être obtenu, il semble que le SPCUM ne pouvait établir de lien direct entre le MDPPQ/APLQ et la commission d'un crime. Finalement, il y avait un espoir que ce crime soit attribué à André MAHEU, de la MILICE RÉPUBLICAINE. Il avait demandé au MDPPQ une liste de ses sympathisants et quand elle lui avait été refusée, il était devenu fort hostile.

On peut également citer un passage du témoignage de M. Jean Coutellier, de la SQ. Comme on le verra, c'est M. Coutellier qui a autorisé les policiers de la SQ à participer à l'opération «BRICOLE». Il a témoigné devant la Commission à l'effet que la nature de l'opération «BRICOLE» excluait qu'on l'effectue en réclamant préalablement un mandat:

«Q. (...) dans votre esprit c'était une opération qui, si elle s'effectuait, devait nécessairement s'effectuer sans mandat?

R. *Si elle s'effectuait, elle devait s'effectuer sans mandat.  
(...)*

R. *(...) j'en ai discuté également avec Monsieur Vermette, et il m'a fait comme réponse, à ce moment-là, que chez-eux, si... je me souviens pas si c'était lui-même ou quelqu'un de son service, avait examiné la situation de bien près, et puis qu'il ne voyait pas d'autres solutions que celle-là.»  
(Vol. 108, p. 45)*

La somme des constatations que nous avons faites jusqu'ici suffirait à appuyer notre affirmation sur l'objectif de neutralisation poursuivi par «BRICOLE». Nous citerons toutefois un dernier fait, qui montre que l'évaluation faite par les policiers des résultats de «BRICOLE» est conforme à l'objectif que nous lui attribuons.

(iv) L'évaluation des résultats de l'opération «BRICOLE» est en effet faite en fonction de la désorganisation qu'elle a suscitée dans les mouvements qui en ont été victimes. On peut citer à cet égard un passage d'un télex de la GRC envoyé moins d'un mois après le déroulement de l'opération «BRICOLE»:

- «3. AU NIVEAU DE LA DISRUPTION, NOUS CONSIDERONS LES RESULTATS OBTENUS DE CETTE OPERATION COMME ETANT UN SUCCES. LES DIRIGEANTS DU MOUVEMENT POUR LA DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES QUEBECOIS (MDPPQ) AYANT PERDU LEURS LISTES COMPLETES DE MEMBRES ET SUPPORTEURS, AU-DELA DE 800 NOMS, NE PEUVENT PLUS ENTRER EN COMMUNICATION AVEC EUX POUR DES REQUETES DE SUPPORT FINANCIER ET LE MOUVEMENT EST COMPLETEMENT DESORGANISE CAR REFAIRE LEURS LISTES SERAIT UNE CORVEE PRATIQUEMENT IRRREALISABLE. D'APRES (numéro d'une source humaine), LE VOL DU 7-10-72 EST DEFINITIVEMENT LE COUP DE GRACE POUR LE MDPPQ.
- «4. CONCERNANT L'APLQ, LA PERTE DE PLUS DE MILLE DOSSIERS ENTRAVE SERIEUSEMENT LEURS OPERATIONS. ILS N'ONT PLUS DE REFERENCES ET C'EST LA PERTE DE RECHERCHES QUI LEUR AVAIENT PRIS AU-DELA D'UN AN ET DEMIE A ACCUMULER. ILS SONT MAINTENANT AUSSI FORCES D'ADRESSER A LA MAIN TOUS LEURS BULLETINS, CE QUI, AU PREALABLE, ETAIT FAIT MECANIQUEMENT, ET COMME ILS LE DISENT, C'EST UN TRAVAIL DE BENEDICTIN. POUR

LE PRESENT, LE VOL A L'APLQ LE 6/7-10-72  
A RALENTI DE BEAUCOUP LEUR TRAVAIL ET  
LES EFFETS POUR EUX SE FERONT SENTIR  
POUR UNE BONNE PERIODE DE TEMPS. UNE  
DES REACTIONS EST QU'ON ESSAIE DE SE  
LANCER EN GUERRE CONTRE LE BILL 51,  
LEUR CHEVAL DE BATAILLE, ET LEUR SUCCES  
DANS CETTE DIRECTION DEMEURE DOUTEUX  
PUISQU'ILS NE SEMBLANT PAS OBTENIR  
LE SUPPORT ESPERE DES AUTRES MOUVEMENTS.»

(Exhibit P-70, p. 1; télex de la GRC du 2 novembre 1972)

Il existe d'autres documents déposés devant la Commission, qui énoncent les «résultats stratégiques» de l'opération «BRICOLE» (P-67, P-95 et P-119). Nous reviendrons dans une partie subséquente de ce rapport sur le texte de ces télex. Il nous importait pour le moment d'établir que les critères d'évaluation du succès de l'opération «BRICOLE» se sont surtout énoncés en fonction d'une opération de neutralisation. Il est toutefois opportun de mentionner immédiatement que la GRC a vu, dans la faillite financière du bureau de Me Robert Lemieux, l'un des résultats stratégiques de l'opération «BRICOLE»:

*«Les bureaux de Robert LEMIEUX ont fait faillite parce que le MDPPQ ne pouvait plus réunir les fonds requis pour payer les avocats.»*

(Exhibit P-157, annexe 1, p. 8)

### L'importance de neutraliser le MDPPQ

Voici maintenant l'énumération des faits qui ont amené la Commission à conclure que le MDPPQ constituait une cible privilégiée de l'opération «BRICOLE».

(i) Un rapport manuscrit de l'agent Samson constitue à notre connaissance le premier document où s'énoncent les objectifs de l'opération «BRICOLE» (il a été déposé devant la Commission comme exhibit P-74). C'est également ainsi que le rapport de l'agent Samson est considéré par la GRC, dans le cadre d'une enquête interne qu'elle effectua sur l'opération «BRICOLE» en 1976 (P-95, Att. 1, p. 3). Nous reproduirons un passage de ce rapport, qui est relatif aux buts de l'opération «BRICOLE»:

*«Les buts visés par cette opération sont principalement de donner un dernier coup de grâce au MDPPQ, de vérifier l'information contenue dans nos filières et par le fait même de s'approprier certains documents appartenant à l'APLQ.*

*Il est attendu, aussi que certains documents seraient par la suite sujet d'autre opération, soit, aller les déposer, chez certains sujets qui*

*seraient soupçonnés d'avoir été le ou les auteurs du vol en question, afin de discréditer ces derniers vis à vis la gauche québécoise.»*

(Exhibit P-74, p. 3; nous soulignons)

Ce rapport de l'agent Samson a été repris, comme nous venons de le mentionner, dans les rapports et les analyses auxquels a donné lieu une enquête interne de la GRC sur l'opération «BRICOLE». Ces documents — en particulier, un long télex du surintendant principal Cobb, qui autorisa l'opération «BRICOLE» en 1972, et une analyse du sergent d'état-major d'Entremont — identifient également le MDPPQ comme la cible première (*«primary target»*) de l'opération «BRICOLE». Ils ont été respectivement déposés devant la Commission sous la cote P-95 et P-119.

(ii) Les rapports de police mentionnent que le MDPPQ fournissait des fonds à Me Robert Lemieux (de la «Commune juridique»). Celui-ci assurait, devant les tribunaux, la défense d'accusés présumés membres du FLQ. C'était là un motif de plus pour nourrir les appréhensions entretenues par les corps policiers à l'égard du MDPPQ (ces appréhensions, nous l'avons déjà remarqué, ont été par la suite reconnues sans fondement par les analystes de la GRC). Rappelons que la faillite alléguée du bureau de Me Robert Lemieux fut comptée parmi les résultats stratégiques de l'opération «BRICOLE».

(iii) Le lieutenant Cormier du SPCUM, responsable selon certains documents de la planification de l'opération «BRICOLE», a déclaré devant la Commission que le MDPPQ était le plus important des mouvements occupant les locaux du 3459 de la rue Saint-Hubert (vol. 31, p. 56). Il a affirmé au cours de cette même audience, que le but premier de «BRICOLE» était d'empêcher le MDPPQ de fonctionner (vol. 31, p. 151).

(iv) Le responsable, à la GRC, de la surveillance de l'APLQ, le caporal Guy Bonsant n'aurait pas, d'après son témoignage, participé à la planification de l'opération «BRICOLE». Par contre, le policier de la GRC affecté à la surveillance du MDPPQ, l'agent Robert Samson, y a joué un rôle de premier plan.

Il faut toutefois, au terme de l'énumération de ces faits, rétablir un équilibre que cette dernière pourrait compromettre. Si la Commission insiste sur l'importance du MDPPQ dans la genèse des objectifs de l'opération «BRICOLE», c'est au premier chef pour corriger une image relativement inexacte de cette action policière, qui a été diffusée dans l'opinion publique par suite du témoignage de certains policiers. Il ne fait en effet aucun doute que l'APLQ a constitué, à toutes fins pratiques, au même titre que le MDPPQ, la cible de «BRICOLE». À la différence de la GRC et du SPCUM, la SQ s'est engagée dans cette opération surtout par volonté de contrecarrer l'action de l'APLQ (exhibit P-151-B). L'intérêt de la GRC et du SPCUM à neutraliser l'APLQ ne le cédait toutefois en rien à leur désir de porter le coup de grâce à l'activité du MDPPQ.

Il est cependant une autre raison à notre insistance sur l'importance prise originellement par le MDPPQ dans la détermination des objectifs de l'opération «BRICOLE». Il importe en effet de souligner la redoutable facilité avec laquelle une opération comme «BRICOLE» adjoint à ses objectifs originels des objectifs parallèles, qui finissent par prendre une importance égale aux premiers.

Cet accroissement improvisé de l'ampleur d'une opération, qui intègre de nouvelles cibles et de nouveaux objectifs au gré des intérêts des corps policiers impliqués, manifeste le manque complet de contrôle sur l'action des services de sécurité. Il donne de plus un exemple révélateur de l'inquiétant globalisme qui afflige ces services: tous ceux que des circonstances diverses amènent à côtoyer régulièrement ou non des individus ou des mouvements souvent arbitrairement suspects sont eux-mêmes susceptibles de répression.

## 2.4 AUTORISATION DE L'OPÉRATION

Comme on le verra, cette question de l'autorisation «BRICOLE» est embrouillée. C'est pourquoi les dates qui seront données ne peuvent être qu'approximatives.

### La Gendarmerie royale du Canada

Quand il eut proposé à ses homologues de la SQ et du SPCUM de faire une perquisition aux locaux de l'APLQ, l'agent Robert Samson en informa son supérieur hiérarchique, le sergent Hughes Fortin (vol. 55, p. 55 et sqq). À la suite de la démarche de M. Samson, il se tint, vers la fin du mois de septembre 1972, une réunion entre des officiers de la Section «G» du Service de sécurité (vol. 40, p. 56). Les sergents Fortin et Pelletier, le sergent d'état-major d'Entremont et le sous-inspecteur Vermette participèrent à cette réunion (la présence de M. Samson à cette réunion n'a pu être établie avec certitude). Il fut décidé, au cours de cette réunion, d'autoriser la *poursuite de la planification* de l'opération «BRICOLE». Le sous-inspecteur Vermette communiqua cette décision à son supérieur hiérarchique, le surintendant principal Laurent Forest. MM. Vermette et d'Entremont convinrent également de mandater le sergent Claude Brodeur pour assister aux réunions de planification de l'opération «BRICOLE», qui se tenaient aux locaux de la SRC(AS) (témoignage de M. Claude Vermette, vol. 87, pp. 8-10).

Deux choses semblent donc claires à ce moment (dernière semaine de septembre):

- (i) Seule la *poursuite de la planification* de l'opération «BRICOLE» a jusqu'ici été autorisée.
- (ii) Les officiers concernés ont pleinement connaissance que cette perquisition s'effectuera sans mandat. Dans un télex daté du 12 octobre 1972 (exhibit P-67), M. Vermette fait état des mesures qui avaient été antérieurement arrêtées, pendant la planification de l'opération «BRICOLE», pour éviter que la prise des documents contenus dans les locaux de l'APLQ ne fut imputée à la police.

Dans la section dévolue à rapporter les diverses étapes de la planification de l'opération «BRICOLE», nous avons déjà décrit les événements qui se sont passés entre la fin septembre 1972 et la veille de l'opération elle-même. Il est toutefois deux faits qu'il est opportun de mentionner. Le responsable de la Section «G», le sous-inspecteur Vermette, est parti en voyage de chasse le 4 octobre: il sera donc absent, le 6 octobre, quand se prendra la décision d'autoriser la perquisition illégale aux locaux de l'APLQ. M. John K. Starnes, le directeur général du Service de sécurité de la GRC, était également absent de son bureau d'Ottawa les

6 et 7 octobre 1972. Il n'apprendra la tenue de cette opération qu'à son retour et s'en montrera, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons, considérablement irrité.

L'opération a finalement été autorisée, le 6 octobre, dans les circonstances suivantes. D'après le témoignage du sergent Pelletier, celui-ci aurait reçu dans l'après-midi du 6 octobre un appel du sergent Brodeur, qui assistait à la dernière réunion de planification de «BRICOLE». Le sergent Pelletier apprit que l'opération «BRICOLE» était prévue pour la nuit suivante — celle du 6 au 7 octobre — et qu'il était trop tard pour l'annuler, l'équipe de surveillance du SPCUM étant déjà en place depuis deux jours. Le sergent Pelletier lui dit alors d'aller de l'avant, bien qu'il n'eut pas le pouvoir d'autoriser de façon formelle cette opération (vol. 42, pp. 4-5). C'est d'ailleurs pourquoi il alla rapporter à l'inspecteur Cobb sa conversation téléphonique avec le sergent Brodeur. En l'absence du sous-inspecteur Vermette, le sergent Pelletier dut en effet s'adresser à M. Cobb, qui avait l'autorité d'approuver la participation de la GRC à cette opération. Ce dernier n'était pas au courant, à ce moment, de la planification de cette opération. Toutefois, en tant qu'ancien responsable de la Section «G», il était, d'après le témoignage du sergent Pelletier, *«parfaitement au courant (...) des intérêts que nous (la GRC) avions envers l'Agence de Presse Libre du Québec»* (vol. 42, p. 6). Nous allons maintenant citer le témoignage rendu par le sergent Pelletier sur le contenu de sa rencontre avec l'inspecteur Cobb:

Q- (...) Avez-vous, à ce moment-là, demandé l'autorisation à Monsieur Cobb?

R- ... Textuellement, je n'avais pas à le faire. Si je m'informe d'une opération illégale qui va se ... avoir lieu sous peu, sa réponse est soit une approbation ou une désapprobation.

Q- D'accord. Par sa réponse, est-ce que vous avez compris que c'était une approbation? Est-ce que ce serait juste de dire ça, Monsieur Pelletier?

R- Une approbation?

Q- Oui.

R- Effectivement.

Q- Par la suite, avez-vous communiqué, à nouveau, avec Monsieur Brodeur ou une autre personne impliquée dans l'opération?

R- Jamais.

Q- Après cette conversation?

R- Non. non.»

(Vol. 42, pp. 6-7)

Pour ce qui est de la GRC, l'autorisation de l'opération «BRICOLE» se présente donc dans les termes suivants. Seule l'autorisation de planifier cette opération a été formellement accordée par l'officier responsable de la Section «G», le sous-inspecteur Vermette. Quant à l'autorisation d'effectuer l'opéra-

tion, elle a d'abord été donnée, sous la pression des événements, par un officier qui n'avait pas le pouvoir d'accorder une telle autorisation (le sergent Pelletier). Ce dernier a ensuite soumis sa décision à l'approbation de l'inspecteur Cobb qui, en l'absence du sous-inspecteur Vermette, dut assumer les responsabilités de celui-ci ce jour-là. Le sergent Pelletier n'ayant pas été désapprouvé par l'inspecteur Cobb, l'autorisation qu'il avait précédemment donnée, en excédant ses pouvoirs, s'est alors transformée en une autorisation formelle. En suite à sa consultation avec l'inspecteur Cobb, le sergent Pelletier n'avait pas de raison de communiquer de nouveau avec le sergent Brodeur pour interdire la participation de la GRC à cette opération. C'est donc l'inspecteur Cobb qui assumera la responsabilité d'avoir autorisé cette opération<sup>1</sup>.

### La Sûreté du Québec

L'autorisation donnée par la SQ à l'opération «BRICOLE» a été acquise de la manière suivante. À une date qui précède de quelques jours le 20 septembre 1972, l'agent Pierre Champagne révéla à son supérieur, le caporal Richard Presseau, l'existence du projet d'effectuer une perquisition sans mandat aux locaux de l'APLQ. Vers le 20 septembre, le caporal Presseau s'est rendu à une réunion de planification de l'opération «BRICOLE», à laquelle participaient M. Robert Samson de la GRC et MM. Claude Marcotte et Fernand Tanguay du SPCUM. Par suite de l'absence du responsable de la section montréalaise du Service de Sécurité de la SQ, le caporal Presseau dut se présenter devant l'inspecteur Jean Coutellier, chef de l'ensemble du Service de Sécurité, pour obtenir l'autorisation d'impliquer la SQ dans l'opération «BRICOLE». M. Coutellier se montra réticent à autoriser une perquisition qui devait s'effectuer sans mandat. Il n'en autorisa pas moins le caporal Presseau à contribuer à la planification de l'opération, pendant qu'il s'emploierait lui-même à consulter ses homologues de la GRC et du SPCUM.

À une date que l'on peut situer entre le 22 et le 29 septembre 1972, l'inspecteur Coutellier communiqua avec le sous-inspecteur Vermette de la GRC et ce dernier lui confirma la participation de la GRC à «BRICOLE». D'après son témoignage devant la Commission, l'inspecteur Coutellier aurait vu dans l'implication de la GRC, une caution morale qui l'a décidé à autoriser la participation de la SQ à l'opération (vol. 108, pp. 52-53). Son autorisation a effectivement été donnée au caporal Presseau vers le 29 septembre. Elle comportait cependant la réserve suivante: si la GRC se retirait de l'opération, la SQ annulerait également sa participation (le caporal Presseau avait assuré l'inspecteur Coutellier que la position du SPCUM était similaire à celle de celui-ci, à savoir que ce dernier corps de police se retirerait également de l'opération, si la GRC n'y participait pas).

L'inspecteur Coutellier était, comme les autres membres de la SQ qui participaient à l'opération, pleinement conscient du caractère illégal de «BRICOLE». C'est pourquoi il n'informerait pas son supérieur — le directeur adjoint

---

<sup>1</sup>Notons que M. Cobb tenta de communiquer avec M. Starnes, à Ottawa, pour l'informer avant le fait de la participation de la GRC à «BRICOLE». M. Starnes était absent d'Ottawa et ne prit connaissance de «BRICOLE» qu'après son accomplissement (exhibit P-67-B, par. 9).



Lucien Descent — de la participation de la SQ à l'opération «BRICOLE». M. Coutellier ne voulait pas engager la responsabilité de M. Descent dans ce qu'il savait être une opération illégale. On peut citer à preuve que les officiers concernés par l'opération «BRICOLE» avaient pleine connaissance de son caractère illégal, un passage du rapport que fit le capitaine Desnoyers, chargé en 1976 de mener l'enquête interne de la SQ sur la participation de celle-ci à «BRICOLE»:

«7. *Il est à signaler qu'à la Sûreté du Québec il n'existe aucun rapport ou document quelconque se rapportant à la perquisition. Comme l'explique dans sa déclaration le caporal PRESSEAU, les rapports qui avaient été soumis à cette époque ont été détruits par mesure supplémentaire de précaution, étant donné que tous ceux qui y avaient participé étaient très conscients qu'il s'agissait d'une affaire délicate et disons-le, illégale.*»

(Exhibit P-153-B, p. 3;  
souligné dans le texte)

La SQ continua d'assister aux réunions de planification de «BRICOLE» entre le 29 septembre et le 6 octobre. Quand il fut décidé d'effectuer l'opération dans la nuit suivante, le lieutenant Léonce Guérard, qui était présent à la réunion où cette décision fut prise, communiqua avec M. Coutellier pour obtenir une confirmation de son autorisation à laisser la SQ participer à l'opération. Cette confirmation lui fut donnée par M. Coutellier.

### **Le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal**

Les modalités de l'autorisation de l'opération «BRICOLE» sont difficiles à éclaircir pour ce qui est du SPCUM. Pour deux raisons: le SPCUM n'a pas fait une enquête interne approfondie sur l'opération «BRICOLE» et nous ne disposons pas, en conséquence, d'une base documentaire aussi étendue que dans le cas de la GRC et de la SQ; les principaux témoins qui ont déposé devant la Commission sur ce sujet — on peut citer l'exemple du capitaine Cormier — ont davantage fondé leur témoignage sur des inférences relatives à ce qu'ils «ont dû faire» à l'époque de «BRICOLE» que sur leur mémoire, très déficiente, de ce qu'ils ont effectivement fait.

Néanmoins, il semble que l'on puisse établir les faits de la façon suivante. Après que le projet d'effectuer une perquisition sans mandat aux locaux de l'APLQ eut pris forme, le sergent Marcotte, de la SRC(AS), le soumit à son supérieur, le lieutenant Cormier. Celui-ci n'autorisa d'abord ses hommes qu'à poursuivre la préparation de l'opération «BRICOLE». L'autorisation d'effectuer cette opération n'aurait été finalement donnée, par le lieutenant Cormier, que le 6 octobre, au cours de l'importante réunion qui précéda l'opération. Si l'on se réfère à la version des événements qui a été donnée par la GRC, il est cependant possible que l'autorisation de passer à l'action ait été acquise avant le 6 octobre. On se souviendra en effet que le sergent Brodeur alléguait, au cours d'une conversation télé-

phonique tenue le 6 octobre avec le sergent Pelletier, l'impossibilité de reporter «BRICOLE» à cause de la mise en place, deux jours auparavant, d'un dispositif de surveillance des locaux de l'APLQ par le SPCUM. L'établissement de cette surveillance impliquerait que les hommes du SPCUM avaient eu l'autorisation de commencer l'opération dès le 4 octobre.

Deux points méritent d'être soulignés en ce qui a trait à l'autorisation de l'opération «BRICOLE» au sein du SPCUM.

(i) Le premier est l'application rigoureuse de cette mesure de sécurité connue en langage policier comme le *«need to know basis»* et que l'on peut caractériser de la façon suivante: les informations divulguées à un membre d'un service de sécurité ne doivent pas excéder ce qu'il lui est nécessaire de savoir pour pouvoir accomplir les tâches que l'on requiert de lui. Il est en effet un point sur lequel le témoignage du capitaine Cormier est clair: c'est son insistance à affirmer qu'à part lui-même, les seules personnes à connaître la nature du projet «BRICOLE», jusqu'au 6 octobre, ont été les sergents Marcotte et Tanguay. M. Cormier a déclaré n'avoir jamais mis son supérieur, le capitaine Allard, au courant de l'opération «BRICOLE». C'est pourquoi l'autorisation de cette opération n'a pas dépassé le palier d'autorité de M. Cormier. Lorsque des autorisations ont dû être requises par le lieutenant Cormier pour effectuer l'opération — allocation de crédits pour louer une camionnette, affectation d'hommes à la surveillance des locaux de l'APLQ —, ces autorisations auraient été obtenues sans qu'une explication soit fournie sur les véritables raisons pour lesquelles elles étaient demandées. Le contrôle exercé par les supérieurs de M. Cormier sur la légalité des opérations qu'il autorisait était donc inexistant.

(ii) À la différence des cadres de la GRC et de la SQ, le capitaine Cormier a nié avoir eu connaissance que l'opération qu'il autorisait était illégale. Il ne semble toutefois pas que le jugement de M. Cormier sur la légalité de cette opération ait été fondé sur son souci de respecter la loi, mais plutôt sur le privilège qu'il paraît s'accorder de décider «dans son esprit» de la légalité d'une opération. Comme le révèle son témoignage devant la Commission, la législation sur la nécessité d'obtenir un mandat pour effectuer une perquisition semble complètement étrangère à cet officier. Voici à cet égard quelques extraits de son témoignage:

«Q. Vous voulez dire que, si vous aviez eu un mandat de perquisition, par exemple, vous pouviez prendre les documents puis aller les déposer chez... chez les Chevaliers de l'Indépendance?

R. ... Bien, certainement.»  
(Vol. 31, p. 74)

«Q. ... Est-ce que ça... quand vous faites des perquisitions normalement, ça arrive souvent que vous faites des perquisitions légales en louant un camion sous un faux nom?

R. *Hum . . . Souvent . . . Je sais pas si c'est arrivé souvent, ça devait arriver . . .*

Q. *Est-ce que ça arrive que vous faites des perquisitions légales en vous . . . en s'assurant que les gens qui la font sont munis de gants pour effectuer cette perquisition?*

R. *Je le sais pas . . . Je sais pas . . .*  
(Vol. 31, p. 75)

Ces extraits sont suffisamment éloquentes pour qu'on n'ait pas à les commenter davantage.

### 3 LE DÉROULEMENT DE «BRICOLE»

La description du déroulement de l'opération «BRICOLE» elle-même n'est pas problématique, cette opération s'étant déroulée sans anicroche, en conformité avec le plan établi. Nous rendrons d'abord compte des affectations d'hommes à cette opération et décrirons ensuite son déroulement.

#### 3.1 AFFECTATIONS

Les diverses tâches ont été réparties de la manière suivante.

##### Gendarmerie royale du Canada

La GRC a, pour sa part, assumé trois fonctions:

(i) Une fonction appelée «Intelligence» dans les documents déposés devant la Commission (exhibit P-37). Cette fonction a consisté en la surveillance électronique des locaux de l'APLQ. Le caporal Bonsant était chargé de surveiller la ligne téléphonique de l'APLQ pendant la soirée du 6 octobre et pendant la nuit du 7 octobre, afin de déterminer, dans le cas d'un appel, s'il se trouvait quelqu'un à l'intérieur des locaux sis au 3459 de la rue Saint-Hubert.

(ii) Une fonction de coordination et de communication: le sergent Brodeur devait, au cours de la nuit du 7 octobre, assurer la liaison entre les équipes chargées de surveiller les abords des locaux de l'APLQ. Il était muni, pour ce faire, d'un émetteur-récepteur (*walkie-talkie*).

(iii) La GRC a enfin fourni le matériel photographique qui devait servir à la reproduction des documents saisis.

##### Sûreté du Québec

La SQ a également assumé trois fonctions:

(i) Une fonction de surveillance: les agents Jean-Luc Alix et Claude Ménard se sont joints à leurs collègues du SPCUM pour assurer la surveillance des abords du 3459 de la rue Saint-Hubert. Le caporal Reiter était chargé, pour sa part, avec un officier du SPCUM, de coordonner les équipes de surveil-

lance à partir d'une automobile de la SQ. Le caporal Reiter devait également apporter son soutien aux membres des corps policiers qui se sont introduits à l'intérieur des locaux de l'APLQ.

(ii) L'exhibit P-37 mentionne également que deux hommes de la SQ devaient se joindre à ceux du SPCUM pour constituer en cas de besoin une «force de frappe» disponible à proximité des locaux de l'APLQ. Nous verrons plus loin quelle était la tâche de cette «force de frappe».

(iii) Le caporal Richard Presseau fut enfin chargé d'acheter les sacs de toile dans lesquels les documents saisis furent déposés. Le caporal Presseau participa également à l'opération à titre de «support extérieur».

### Service de police de la Communauté urbaine de Montréal

Ce sont les policiers du SPCUM qui assumèrent la part la plus active pendant l'accomplissement de l'opération. Ils étaient chargés:

(i) De surveiller les locaux de l'APLQ avant l'opération. Deux hommes dépendant du sergent-détective André Tessier furent affectés à cette surveillance.

(ii) De surveiller ces mêmes locaux et leurs abords pendant le déroulement de l'opération. Ce sont les hommes du lieutenant-détective Henri Marchessault — responsable de la section «Filature» de la SRC(AS) — qui étaient chargés d'exercer cette surveillance. Le lieutenant Marchessault participa lui-même à l'opération et se joignit au caporal Reiter de la SQ pour apporter un support extérieur aux hommes qui s'étaient introduits dans les locaux de l'APLQ.

(iii) Les hommes du lieutenant-détective Gilles Forgues — responsable de la section «Enquête» de la SRC(AS) — constituaient pour leur part une force de frappe pendant toute la durée de l'opération. La fonction de cette force de frappe est ainsi décrite dans l'exhibit P-37 (document du SPCUM):

*«Les hommes du L/D FORGUES travaillant sur la 3<sup>ème</sup> relève la veille de l'opération agiront comme force de frappe accompagnés de deux autres officiers de la Sûreté du Québec dans le but d'effectuer une arrestation si le besoin s'en fait sentir et agiront comme s'il y avait eu une plainte de vol à main armée. Ces derniers conduiront la personne au poste no. 4 qui le libéreront après s'être excusés auprès de l'individu.»*

(Exhibit P-37, p.2)

Le lieutenant Forgues n'a pas lui-même participé à l'opération. Il semble que ses hommes y aient été affectés par le lieutenant Cormier, responsable de la section «Intelligence» de la SRC(AS).

(iv) Le SPCUM assumait enfin diverses tâches, soit:

— La location d'une camionnette de type *Econoline*, dans laquelle devaient être transportés les documents saisis.

D'après les affectations mentionnées dans l'exhibit P-37, c'est le constable Robert Bouchard qui devait se charger de faire cette location, en utilisant de fausses pièces d'identité<sup>1</sup>.

- Cette camionnette devait être conduite par le sergent-détective Marcel Lavoie, accompagné du sergent-détective Guy Lemire.
- Le SPCUM fournit enfin les services d'un serrurier, chargé de déverrouiller la porte arrière des locaux de l'APLQ. C'est le constable Bouchard qui devait remplir ces fonctions de serrurier.

D'autres policiers du SPCUM que ceux énumérés jusqu'ici ont participé à «BRICOLE». Il s'agit des sergents-détectives Gilles Boyer, Pierre Desjardins et Jean-Guy Rousselle et des constables Gordon Alexander, Joseph Bilodeau, Gilles Guyotte, Marcel Morin et Jean Pressault. Ces policiers se répartirent diverses tâches de surveillance et d'intervention («force de frappe»).

### 3.2 EXÉCUTION DE L'OPÉRATION

L'opération se déroula dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972 et nécessita la participation d'une trentaine de policiers, qui assumèrent les tâches précédemment décrites dans l'énumération des affectations.

Il était entendu que des membres des trois corps de police devaient s'introduire dans les locaux de l'APLQ. Ces policiers étaient:

- de la GRC: l'agent Robert Samson;
- de la SQ: l'agent Pierre Champagne;
- du SPCUM: les sergents-détectives Claude Marcotte et Fernand Tanguay.

Les estimations varient pour ce qui est de l'heure exacte de l'exécution de l'opération. À un moment qu'il faut situer, d'après les témoignages, entre 01:00h et 04:00h dans la nuit du 7 octobre, cinq policiers s'introduisirent dans les locaux de l'APLQ (le constable Robert Bouchard, du SPCUM, se joignit aux quatre policiers qui devaient effectuer la perquisition). M. Bouchard n'eut pas besoin de déverrouiller la porte arrière du local de l'APLQ; l'une des fenêtres donnant accès aux locaux de l'APLQ n'étant pas verrouillée, les policiers purent l'utiliser pour s'introduire à l'intérieur.

Les policiers qui pénétrèrent dans le local étaient munis de gants. Si l'on se réfère à la plainte déposée au nom des organismes qui logeaient au 3459 de la rue Saint-Hubert, les policiers vidèrent littéralement ces locaux de tout ce qui y était aisément transportable, n'y laissant que les meubles. Voici le contenu de cette plainte, tel qu'il est reproduit par M. le juge Vincent, dans son jugement de mai 1977:

«Quatre (4) classeurs comprenant  
700 dossiers du 1<sup>e</sup> centre  
de documentation de l'Agence;

<sup>1</sup>Dans son témoignage (vol. 3, p. 126), M. Bouchard a nié avoir été requis de louer un camion (il n'aurait donc pas effectué cette location).

- Trois tiroirs de classeurs comprenant 350 dossiers sur les abonnés, l'administration et le budget de l'agence;
- Un nombre inconnu de plaques de métal, avec noms et adresses des abonnés;
- 75 dossiers sur les journaux, syndicats et étudiants;
- 100 dossiers sur les groupes populaires;
- différents dossiers sur perspective jeunesse et des projets d'initiative locale (projet bill);
- Un carnet de dépôt à la Banque Canadienne Nationale;
- Un livret de la banque Caisse d'Économie de la C.S.N.
- Un cahier noir à poteaux comprenant divers documents;
- Le courrier de la journée de vendredi, le 6 octobre 1972;
- L'agence de transport et de dépannage mieux connue sous le nom de Coopérative de Déménagement du 1er mai se plaint de la disparition de 30 dossiers sur les employés du projet travaillant au local de la rue St-Hubert ainsi que des dossiers sur les activités de cette coopérative, ainsi que des livres et des procès-verbaux;
- Le mouvement pour la défense des prisonniers politiques québécois fait état de la disparition de 50 dossiers fait de découpures de journaux sur différentes crises sociales; 500 cartes de membres avec des noms et adresses et 200 dossiers sur la documentation des manifestations en faveur de ce mouvement.»

(Texte du jugement de M. le juge Roger Vincent, p. 4)<sup>1</sup>

Ces effets, qui pesaient plus d'une demi-tonne, furent chargés dans la camionnette conduite par le sergent-détective Marcel Lavoie et furent

<sup>1</sup>Les plaintes des divers organismes ont été déposées devant la Commission (exhibits P-28 et P-29).

transportés dans la voûte de la SRC(AS) au 4545 de la rue Hochelaga. D'après les témoignages rendus par des membres de l'APLQ, il semble qu'aucun de ces documents n'ait eu un caractère confidentiel. L'opération dans son ensemble se déroula en quelque 45 minutes et elle ne fut interrompue par aucun incident.

---

## 4 LES SUITES DE «BRICOLE»

Si l'on excepte la plainte déposée par les organismes victimes de l'opération, les suites immédiates de «BRICOLE» concernent les activités proprement policières. Les corps policiers s'employèrent d'abord à analyser les documents dont ils s'étaient emparés. Ils s'entendirent ensuite sur une procédure pour enregistrer les renseignements qui avaient été extraits des documents de l'APLQ et du MDPPQ. Nous traiterons en premier lieu de ces activités policières et nous décrirons, dans une section ultérieure, le cheminement de la plainte déposée par les organismes qui furent la cible de l'opération «BRICOLE».

---

### 4.1 ANALYSE DES DOCUMENTS SAISIS

En raison de leur trop grande quantité, la SRC(AS) manifesta des réticences à conserver, au 4545 de la rue Hochelaga, les documents saisis. Le sergent Brodeur de la GRC proposa donc de les transporter à sa demeure de Beloeil, qui servirait de «maison sécuritaire» (*safe-house*). S'il est difficile de déterminer avec exactitude quand les documents furent acheminés en ce lieu, on peut néanmoins affirmer qu'ils s'y trouvaient le 10 octobre 1972. À cette date, Mme Marie-Claire Dubé-Vani, une analyste appartenant à la Section «G» de la GRC, se rendit en effet à Beloeil pour commencer l'analyse des documents.

Les personnes affectées, à des titres divers, à l'analyse de ces documents furent les suivantes:

- |            |   |
|------------|---|
| de la GRC: | le sergent Claude Brodeur,<br>l'agent Robert Samson,<br>le caporal Guy Bonsant,<br>l'analyste Marie-Claire Dubé-Vani; |
| de la SQ:  | l'agent Pierre Champagne,<br>l'agent Robert Perron;   |
| du SPCUM:  | le sergent-détective Claude Marcotte,<br>le sergent-détective Fernand Tanguay.  |

L'analyse des documents se déroula en deux périodes.

---

#### 4.11 DE LA MI-OCTOBRE AU 1ER NOVEMBRE 1972

Pendant la période susmentionnée, les policiers se livrèrent à un premier tri. Mme Marie-Claire Dubé-Vani semble avoir été chargée, de façon plus particulière, d'effectuer ce tri, alors que M. Robert Samson microfilmait les documents. L'agent Pierre Champagne a transporté les documents jugés sans

grande valeur au Grand Quartier général de la SQ à Montréal, et il les y a brûlés dans l'incinérateur.

C'est pendant ce premier tri que la «lettre de Cuba» aurait été découverte parmi les documents de l'APLQ. Cette découverte fut effectuée avant le 24 octobre 1972. À cette date, des policiers du SPCUM avaient en effet déjà préparé une analyse du contenu de cette lettre. Cette analyse s'énonce dans un rapport rédigé par le sergent Mailhot; ce rapport est également signé par le lieutenant Giguère (exhibit P-41)<sup>1</sup>. Il n'est pas absolument certain que la «lettre de Cuba» ait été découverte parmi les documents saisis dans les locaux de l'APLQ. Des annotations manuscrites sur l'exhibit P-79 — un document rédigé par M. Samson — autorisent l'hypothèse qu'une entrée par effraction ait été effectuée au domicile de Mme Louise Vandelac. La Commission n'a pu obtenir de la GRC le dossier de Mme Vandelac. Le Solliciteur général du Canada en a en effet refusé la transmission pour des motifs de sécurité nationale en invoquant, dans un *affidavit* déposé devant la Commission, l'article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale* (S.R.C. 1970, ch. 10, 2e supp.).

#### 4.12 DU 1ER NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 1972

Le 1er novembre 1972, il se tint dans les locaux de la SRC(AS) à Montréal, une réunion entre des représentants des trois corps policiers impliqués dans l'opération «BRICOLE». Cette réunion avait pour but de discuter des suites de cette opération et de déterminer les modalités futures du traitement des documents saisis. Trois décisions furent prises au cours de cette assemblée tripartite. On convint d'abord que les membres des services policiers qui avaient déjà entrepris la première phase de l'analyse des documents saisis s'y emploieraient dorénavant à plein temps (on estima que le travail serait achevé en trois ou quatre semaines). On décida ensuite de la procédure selon laquelle les informations extraites par l'analyse seraient consignées par écrit pour le bénéfice des trois corps policiers. On s'entendit enfin pour entreposer les originaux des documents, une fois l'analyse complétée, aux Quartiers généraux de la GRC à Ottawa.

Les décisions dont nous venons de rendre compte sont explicitement mentionnées dans l'exhibit P-79 — compte rendu manuscrit de la réunion du 1er novembre, rédigé par l'agent Robert Samson — et dans l'exhibit P-70 — un télex de la GRC, daté du 2 novembre 1972.

Nous citerons maintenant le texte du compte rendu rédigé par M. Samson.

*«Le 1 Nov. 72 une réunion entre les représentants des 3 corps policiers eut lieu*

<sup>1</sup>Le rapport de M. Mailhot a été classé parmi les dossiers 946 du SPCUM. Ce chiffre réfère, d'après la codification du SPCUM, aux «opérations spéciales». Lorsqu'elle a réclamé ces dossiers, la Commission a appris qu'ils auraient tous été détruits.



*dans la salle de conférence de la S.A.T.  
police de Mtl.*

*(...)*

*Il fut décidé que l'information contenue  
dans les dits documents serait mise  
sur rapport de source, que chaque  
corps policier ouvrirait un ou des  
numéros de source, et que les enquê—  
teurs assignés à ce travail, qui  
prendra environ de 3 semaines à 1 mois  
de travail de recherche seront a plein  
temps dans une maison sécuritaire que  
seul ils connaîtront.*

*(...)*

*Il fut aussi décidé que les originaux  
des documents (ayant une certaine  
valeur) seront par la suite entre—  
posées à nos Q. Généraux Ottawa,  
étant donné qu'en aucun moment la S.Q.  
et PM. (SPCUM) ne veulent avoir ces documents  
ou copie de en leur possession, (les jugeant  
comme trop compromettant, étant eux,  
sujet à des perquisitions par le  
ministre de la Justice).*

*La raison pour laquelle nous désirons  
garder ces documents, est la possibi—  
lité d'une valeur future, au point de  
vue contre-espionnage, ou l'utilisation  
de ces document comme mesure «destructives»  
dans le futur dépendamment de l'ovolution  
de la situation présente et des  
evenements futurs au sein des groupes  
visées.»*

*(Exhibit P-79; les passages entre parenthèses sont raturés  
dans le texte de M. Samson)*

Voici maintenant le texte du télex de la GRC:

«1. LE 1-11-72, DES REPRESENTANTS DE LA  
GRC, DE LA SQ ET DU SPCUM SE REUNIRENT  
DANS LES LOCAUX DU SPCUM (...). IL FUT  
DECIDE DE REVISER TOUS LES DOCUMENTS EN  
NOTRE POSSESSION ET D'EN EXTRAIRE TOUTE  
INFORMATION VALABLE SUR RAPPORT. A CES  
FINS, CHAQUE CORPS DEVRA SE SERVIR D'UN  
NUMERO DE SOURCE APPROPRIE. LE NOTRE  
SERA D 926-1-152-D-2-2. LE TRAVAIL DE

RECHERCHE SE FERA EN TOUT TEMPS A L'EXTÉRIEUR DE TOUS LOCAUX POLICIERS, SOIT A L'INTÉRIEUR D'UNE MAISON SECURITAIRE (SAFE HOUSE). LES ENQUÊTEURS IMPLIQUÉS DANS CE TRAVAIL QUI, INCIDEMMENT, DEVRAIT PRENDRE ENVIRON TROIS SEMAINES, SERONT CEUX-LA MEMES QUI CONNAISSENT DÉJÀ L'EXISTENCE ET LA LOCATION DE L'ENDROIT. LES REPRÉSENTANTS DES TROIS CORPS FURENT D'ACCORD POUR DIRE QUE L'UTILISATION IMMÉDIATE ET UNILATÉRALE DE L'INFORMATION PRODUITE POURRAIT ÉVEILLER L'ATTENTION DE CERTAINS MEMBRES (DES MOUVEMENTS IMPLIQUÉS) A DES ACTIVITÉS POLICIERES SOUDAINES ET CONFIRMER AINSI DES SOUPÇONS A SAVOIR: QUI EST EN POSSESSION DES DOCUMENTS. NOUS PRÉFÉRONS DONC RESTREINDRE L'UTILISATION DE L'INFORMATION A UN STRICT MINIMUM JUSQU'À CE QUE L'ANALYSE COMPLÈTE SOIT TERMINÉE.

2. IL VA SANS DIRE QUE NI LA SQ NI LE SPCUM NE DESIRENT VOIR UN DOCUMENT OU COPIE DE, DANS QUELCONQUE DE LEURS DOSSIERS. AINSI, UNE FOIS LE TRAVAIL TERMINE, LES ORIGINAUX ET MICROFILMS SÉRAIENT IDÉALEMENT ENTREPOSÉS A NOS QUARTIERS GÉNÉRAUX. (...)

(...)

#### 7. UNE ANALYSE PLUS APPROFONDIE

- A) DES DOCUMENTS ET DE L'INFORMATION QUI EN RÉSULTERA
- B) DE L'INFORMATION PROVENANT DE SOURCES TECHNIQUES, TRAITANT DES REPERCUSSIONS SUR AUTRES MOUVEMENTS OU INDIVIDUS AINSI QUE
- C) L'USAGE QUE NOUS POURRIONS FAIRE DES DOCUMENTS ORIGINAUX POUR CONSOLIDER UN SOUPÇON DIRIGÉ VERS UN INDIVIDU OU MOUVEMENT OU POUR DISCREDITER UN INDIVIDU OU MOUVEMENT

SE FAIT CONCURREMMENT A LA MISE EN RAPPORT DES INFORMATIONS ET NOUS SUGGERONS QU'À LA FIN DE CETTE ÉTUDE, UN MEMBRE DES QUARTIERS GÉNÉRAUX DE LANGUE FRANÇAISE VIENNE DISCUTER AVEC NOS MEMBRES DES MESURES À ÊTRE ENTREPRISES. ÉTANT DONNÉ

L'IMPLICATION DE DEUX AUTRES CORPS POLI—  
CIERS DANS CETTE OPERATION, NOUS DESIRONS  
SOULIGNER QU'IL FUT ENTENDU QU'AUCUNE  
ACTION UNILATERALE NE SERAIT ENTREPRISE  
AVANT LA FIN DE L'ETUDE EN QUESTION.»

(Exhibit P-70)

Les policiers qui participèrent à cette réunion de concertation du 1er novembre furent:

de la GRC: le sergent Henri Pelletier,  
l'agent Robert Samson;

de la SQ: le lieutenant Léonce Guérard,  
le caporal Richard Presseau,  
l'agent Pierre Champagne;

du SPCUM: le lieutenant-détective Roger Cormier,  
le lieutenant-détective Julien Giguère,  
le sergent-détective Claude Marcotte,  
le sergent-détective Fernand Tanguay.

Le travail d'analyse s'effectua en conformité avec les décisions prises<sup>1</sup>. C'est vraisemblablement pendant cette période que Mme Marie-Claire Dubé-Vani rédigea son analyse de la lettre des époux Cossette-Trudel à Mme Louise Vandelac.

Finalement, l'agent Robert Samson reçut ordre de transporter à Ottawa les originaux des documents conservés. Pour ce faire, il loua un véhicule

---

<sup>1</sup>Cette période fut marquée par un incident rapporté en 1976 par l'agent Robert Perron de la SQ: «Nous lisions les documents pour ensuite rédiger des rapports en indiquant que cela provenait d'une source. C'est surtout le Gendarme SAMSON qui nous distribuait la paperasse à analyser.

Un certain jour, il m'a photographié en train de lire des documents, à quelques reprises. Il a également photographié le sergent-détective Fernand TANGUAY de la police de Montréal. J'ai souligné cet incident au Caporal BONSANT de la G.R.C. qui était présent. M. BONSANT ne m'a pas répondu. Il s'est seulement baissé la tête. J'ai alors voulu voir la mini-caméra de SAMSON. Il a reculé en cachant la caméra dans sa main. Je lui ai demandé ce qu'il voulait faire avec ces photos. Il n'a pas répondu. J'ai insisté pour voir la caméra et j'ai voulu la prendre dans mes mains. Il a refusé. Je lui ai demandé à qui appartenait cette caméra. SAMSON a dit: «C'est à la force.»

(Déclaration de l'agent Perron recueillie, le 6 mai 1976, par le capitaine Bernard Desnoyers, dans le cadre de l'enquête interne qu'il mena à la SQ sur «BRICOLE» en 1976.)

sous le nom d'emprunt de «Robert Lemieux». Les documents furent alors remis à M. Alcide Yelle, un des officiers responsables des opérations «G», à Ottawa. Celui-ci garda les documents sous clé dans son bureau pendant une période de trois à six mois. Au terme de cette période, il transmet les documents à la Section des dossiers («F» Operations) des Quartiers généraux de la GRC à Ottawa.

## 4.2 TRANSCRIPTION DES RENSEIGNEMENTS EXTRAITS DES DOCUMENTS SAISIS: CRÉATION DE SOURCES HUMAINES FICTIVES

Nous avons vu qu'il fut décidé, le 1er novembre 1972, de consigner sous forme de rapports de source humaine d'information, les renseignements recueillis par l'analyse des documents dont s'était emparée la police. Cette décision fut appliquée à la lettre. Une source humaine fictive fut effectivement créée par les trois corps policiers. La GRC lui attribuera le numéro D 926-152-D-2-1<sup>1</sup>, la SQ, le numéro SIS-232 et le SPCUM, le numéro 945-243. Nous citerons maintenant, pour illustrer la procédure suivie, trois extraits des nombreux rapports de source confectionnés à partir des documents saisis au 3459 de la rue Saint-Hubert.

Les informations de la «source» D-926-152-D-2-1 de la GRC

### «INFORMATION

1. *Le 20 NOV 72, une source considérée comme digne de confiance et très bien vue au sein de l'A.P.L.Q. nous a obtenu une liste de chèques faits par les membres de l'A.P.L.Q. au nom de l'Agence pour la période de avril 1971 à juillet 1972. La source nous informe que les chèques pour la période du 13 avril 1971 au début de mars 1972 étaient signés au nom de l'A.P.L.Q. par Maria GIGUÈRE (numéro de dossier) et Serge MARTEL (numéro de dossier), et qu'après le 1er mars 1972 à venir jusqu'à date, les chèques étaient signés au nom de l'Agence par Diane FAVREAU (numéro de dossier) et Maria GIGUÈRE. Ces chèques étaient tirés sur la Banque Canadienne Nationale à l'adresse 3501, rue St-Hubert, Montréal, Québec, aux numéros de comptes suivants: 940-22, 942-27 et 966-29).»*

(Rapport du 20 novembre 1972; souligné dans le texte)

<sup>1</sup>Les derniers chiffres de ce numéro varient parfois dans les rapports; voir, par exemple, le texte précité de l'exhibit P-70.

L'analyse faite par Mme Dubé-Vani de la «lettre de Cuba» fut de la même façon rédigée sur une formule de rapport de source (la source était censée avoir fait parvenir à la GRC le contenu de cette lettre). Ce rapport a été déposé devant la Commission (exhibit P-44).

**Les informations de la «source» SIS-232 de la SQ**

*«SIS-232 m'informe avoir assisté à la réunion de l'APLQ en date du 3 mars 1972. Lors de cette réunion, Serge MARTEL a rencontré un dénommé DUCEPTE du Cap Maisonneuve. Également, un dénommé André a rencontré un certain Gaétan TREMBLAY, du CCSNM, en rapport avec la banque d'information du Conseil Central de Montréal. De plus, le dénommé André a écrit à Suzanne CHARTRAND, fille de Michel CHARTRAND, en Belgique.»*

(Rapport daté du 17 novembre 1972; souligné dans le texte)

**Les informations de la «source» 945-243 du SPCUM**

*«SUJET: ENTREVUE AVEC LA SOURCE 945-243.*

*SOURCE: FIABLE.*

*INFORMATIONS: CONSIDÉRÉES VÉRIDIQUES.*

1. *Lundi, le 13-11-72, nous les soussignés avons rencontré la source ci-haut mentionnée dans le but d'y obtenir de l'information concernant l'ancien Quartier Latin, journal d'étudiant rédigé à l'Université de Montréal. Ce dernier nous avait promis dans une rencontre antérieure de nous remettre la liste des personnes travaillant au Quartier Latin ainsi que les salaires dont ils avaient été payés au temps.»*

(Rapport daté du 15 novembre 1972; souligné dans le texte)

En consignait les renseignements obtenus illégalement dans des rapports de source, les policiers réussissaient à les intégrer dans les dossiers sans éveiller l'attention sur leur provenance. Toute question relative à l'origine des informations contenues dans un rapport de source était en effet censurée, par principe, à l'intérieur des corps de police.

La procédure suivie pour intégrer une partie des résultats de «BRICOLE» dans le cadre régulier des opérations policières donne une indication de l'exploitation qui pourrait être faite de cette terre inexplorée des rapports de source. Elle montre de plus à quel point pourrait être erronée une lecture naïve de ces mêmes rapports.

## 4.3 ÉVALUATION DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATION

Nous dresserons la liste des résultats de «BRICOLE», tels qu'ils sont énoncés dans les documents préparés en 1972 et, par la suite, en 1976, par les corps de police impliqués dans cette opération. Nous ferons suivre l'énoncé de ces résultats d'un bref commentaire. Les rapports et les analyses produits par les corps policiers établissent une distinction entre les résultats acquis au niveau de la neutralisation des mouvements concernés (*«disruptive tactics»*) et ceux qui sont relatifs à l'acquisition de renseignements. Nous observerons cette distinction dans l'énumération des résultats de l'opération «BRICOLE». Ces résultats, il faut le souligner, sont ceux qui sont explicitement revendiqués par les corps de police.

---

### 4.31 EFFETS DE NEUTRALISATION

D'après des rapports préparés par le sous-inspecteur Vermette en 1972 et par le sergent d'état-major d'Entremont en 1976 (dans le cadre d'une enquête interne menée par la GRC sur «BRICOLE»), les résultats «stratégiques»<sup>1</sup> de l'opération, tels que revendiqués par la police, s'énoncent comme suit:

- (i) Cette opération aurait entraîné la fin des activités du MDPPQ.
- (ii) Elle aurait désorganisé les activités de l'APLQ pour une longue période de temps.
- (iii) En donnant le coup de grâce au MDPPQ, «BRICOLE» aurait précipité la faillite de Me Robert Lemieux, le MDPPQ n'étant plus en mesure de recueillir les fonds nécessaires à la défense légale des personnes que représentait Me Lemieux.
- (iv) Cette opération aurait enfin désorganisé le milieu des sympathisants du FLQ, en y introduisant la méfiance.

Chacun des résultats revendiqués par la GRC peut faire l'objet d'un commentaire de la Commission.

- (i) Les activités du MDPPQ étaient déjà très ralenties avant l'opération «BRICOLE». Comme nous l'avons déjà remarqué, le mouvement était décrit comme moribond par la GRC elle-même. (Cette perception a été confirmée par des membres du MDPPQ, rencontrés par le personnel de la Commission.)
- (ii) L'APLQ aurait au contraire rapidement repris ses activités, l'opération policière ayant eu l'effet de mobiliser ses membres.
- (iii) Quoi qu'il en ait été des activités postérieures de Me Lemieux, la Commission tient à manifester son étonnement que la présumée faillite d'un

---

<sup>1</sup>Les effets de neutralisation sont désignés comme résultats «stratégiques» dans les documents policiers. Notre exposé de ces résultats se fonde sur l'exhibit P-95 (document de la GRC).

membre du Barreau ait été comptée parmi les résultats « valables » de l'opération « BRICOLE »<sup>1</sup>.

(iv) D'après une analyse de l'opération « BRICOLE » effectuée par la GRC en 1976, cette opération a reposé sur une perception complètement inadéquate du climat social et politique existant au Québec en 1972. C'est pourquoi l'effet de désorganisation du milieu des sympathisants du FLQ a pu être considérablement surévalué. Les analystes de la GRC mentionnent que ce « milieu », en 1972, était profondément désorganisé. Est-il besoin d'ajouter, après les descriptions contenues dans la deuxième partie de ce rapport, à quel point la perception qui a conduit les policiers à entreprendre l'opération « BRICOLE », en 1972, était éloignée de la réalité?

### 4.32 RENSEIGNEMENTS OBTENUS

Ces résultats auraient été d'une triple nature:

(i) Obtention des listes des membres et des sympathisants du MDPPQ et de l'APLQ.

(ii) Meilleure perception des objectifs et du fonctionnement de ces mouvements.

(iii) Obtention d'une preuve documentaire des liens existant entre l'APLQ et des membres de la cellule Libération à Cuba (cette preuve étant constituée par la lettre des époux Cossette-Trudel à Mme Louise Vandelac).

Pour ce qui est de (i) et de (ii), il faut remarquer que ces renseignements se trouvaient déjà, dans leur presque totalité, entre les mains de la police avant l'opération « BRICOLE ». Des rapports très élaborés sur les objectifs et le fonctionnement, ainsi que sur les membres et les sympathisants de ces organismes, avaient été rédigés avant « BRICOLE »; ces documents ont été déposés devant la Commission (exhibits P-38-B, P-111 et P-111-B).

Quant à la « lettre de Cuba », il faut faire les remarques suivantes. Il n'est aucunement fait mention de cette lettre dans les documents de 1972 relatifs aux objectifs de l'opération « BRICOLE ». On s'y attache toutefois beaucoup dans les documents produits en 1976, après que l'opération ait été divulguée. Il est donc possible que cette lettre ait été découverte par hasard dans les documents saisis au 3459 de la rue Saint-Hubert et qu'on ait par la suite allégué son existence pour justifier, après l'avoir accomplie, une opération à la fois illégale et peu rentable, selon la GRC, au niveau des renseignements obtenus. Il est en effet intéressant

---

<sup>1</sup>«Après un examen rétrospectif de toute l'Opération, nous sommes de l'avis que, dans le contexte du mois d'octobre 1972, les objectifs visés étaient valables, l'opération bien effectuée et les buts réalisés.»

(Exhibit P-156, traduction par la GRC de l'exhibit P-95, annexe 1, p. 9, par. 3. Cette partie de P-95 a été rédigée par le sergent d'état-major François d'Entremont.)

de constater que la GRC s'est refusée à rendre cette lettre publique, après en avoir analysé le contenu en novembre 1972. Les raisons de cette réticence méritent d'être citées en détail:

«2. Après discussion avec l'analyste, je crois que l'impression générale des Canadiens-Français sur COSSETTE-TRUDEL est qu'il est considéré comme un «bandit». Si cette lettre était publiée dans les journaux, j'estime que la réaction des Canadiens-Français serait:

(i) COSSETTE-TRUDEL serait vu comme un repentir qui admet avoir choisi les mauvais moyens mais le bon but. La lettre aurait probablement l'effet d'attirer beaucoup de sympathisants dans tous les milieux québécois. Il est fort probable que COSSETTE-TRUDEL serait vu dans certains milieux (indépendantistes, socialistes) comme un héros.

(ii) Dans les milieux intellectuel et universitaire, les critiques et analyses de COSSETTE-TRUDEL seraient prises comme plan d'action. Il est à noter que l'analyse de l'action est très bien faite et pourrait facilement impressionner beaucoup de personnes dans ces milieux.

(iii) Dans les secteurs activistes et révolutionnaires, ce document servirait comme appel à l'action dans des secteurs tel que la C.S.N., l'A.P.L.Q. et les Caps. La Lettre met aussi en évidence des stratégies du gouvernement fédéral dans le cadre des projets Initiatives Locales et Perspective-Jeunesse qui servent comme l'opium du peuple activiste.

3. Une des raisons pour faire publier cette lettre serait de discréditer l'A.P.L.Q. et Louise VANDELAC en particulier. Je crois que le Bulletin de l'A.P.L.Q. identifie assez clairement sa position politique et que la lettre n'aurait pas l'effet de discréditer l'A.P.L.Q. mais attirerait l'attention de tous vers cette publication qui jusqu'à présent n'a pas beaucoup d'abonnés. (...)

4. Vu cette situation d'ensemble, je suis d'accord avec l'analyste que nous avons plus à perdre qu'à gagner en faisant publier cette lettre. Je suggère que cette lettre soit montrée au Conseil de Sécurité du Cabinet fédéral en prenant toutes précautions pour que le contenu ne soit pas distribué à l'extérieur de cet organisme pour protéger la source de cette information.»

(Exhibit P-44, pp. 7, 8 et 9. L'auteur de ces commentaires est le sergent d'état-major François d'Entremont.)

Cette analyse montre, à l'évidence, que le contenu de la lettre des Cossette-Trudel impliquait tout autre chose que l'établissement de contacts entre l'APLQ et des membres de la cellule Libération dans le but de poursuivre l'action terroriste. La lettre propose en fait exactement le contraire et c'est pourquoi



la GRC se refusera à la publier. Comme on l'a déjà vu dans l'affaire du faux communiqué émis au nom de la cellule « La Minerve » après l'appel de M. Pierre Vallières à déposer les armes, il semble que la GRC ait craint avant tout que la dissidence politique ne prenne au Québec un visage plus acceptable, par suite de son renoncement à l'action violente. Il est, en dernier lieu, relativement surprenant de voir l'APLQ décrite comme « une publication qui ( . . . ) n'a pas beaucoup d'abonnés », alors qu'on l'avait présentée auparavant comme un foyer latent de terrorisme, possédant des ramifications internationales.

## 5 LES SUITES DONNÉES AUX PLAINTES FORMULÉES PAR LES VICTIMES DE L'OPÉRATION

Dès qu'ils prirent connaissance du cambriolage de leurs locaux, les membres de l'APLQ, du MDPPQ et de la *Coopérative des déménagements du 1er mai* soupçonnèrent qu'il avait été effectué par la police. Ils prirent donc les mesures suivantes:

(i) Une plainte de vol et d'introduction avec effraction fut déposée, le 7 octobre, au poste 16 du SPCUM.

(ii) Des télégrammes, datés du 9 octobre, furent envoyés à M. Jean-Yves Dubé, commandant de la Division « C » de la GRC, à M. Maurice St-Pierre, directeur général de la SQ et à M. René Daigneault, directeur du SPCUM. Il leur était demandé si les corps policiers qui étaient respectivement sous leur responsabilité avaient participé au cambriolage des locaux sis au 3459 de la rue Saint-Hubert.

(iii) Des lettres recommandées furent également envoyées au solliciteur général du Canada, M. Jean-Pierre Goyer, et au ministre de la Justice du Québec, M. Jérôme Choquette. Dans ces lettres, datées du 9 octobre, les mouvements susmentionnés sollicitaient l'intervention des ministres pour que les questions posées aux responsables des corps policiers obtiennent une prompt réponse.

(iv) Une lettre recommandée fut enfin expédiée — le 11 octobre — au Protecteur du citoyen, M. Louis Marceau, pour le requérir d'instituer une enquête sur cette affaire.

Avant de voir la réponse qui fut apportée à ces différentes démarches, il est important de noter que cette réaction des victimes de « BRL-COLE » avait été anticipée par les planificateurs de l'opération. C'est pourquoi les officiers responsables des sections qui avaient mené cette opération, se concertèrent le 11 octobre 1972 pour adopter une attitude commune face aux démarches entreprises par l'APLQ, le MDPPQ et la *Coopérative des déménagements du 1er mai*. Dans un télex daté du 12 octobre, le sous-inspecteur Vermette fit part à M. Starnes, de la ligne qui avait été adoptée:

THE THREE ORGANIZATIONS LOCATED AT  
3459 ST. HUBERT STREET (APLQ, MDPPQ

AND CO-OP DEMENAGEMENT 1ER MAI) SENT  
TELEGRAMS TO THE MCP, QPF, RCMP, QUEBEC  
OMBUDSMAN, HON. JEAN-PIERRE GOYER AND  
JEROME CHOQUETTE ASKING IF THEY WERE  
THE RESPONSIBLE FOR TAKING THE DOCUMENTS.  
IF HAD BEEN FORESEEN IN THE INITIAL  
PLANNING THAT THE POLICE FORCES WOULD  
BE BLAMED FOR THIS ACTION AND WE WERE  
PREPARED TO ACCEPT THIS. THE MCP, QPF  
AND THE CO«C» DIVISION WILL NOT ANSWER  
TO THIS TELEGRAM WHICH WAS SIGNED BY  
SERGE MARTEL (numéro de dossier).»

(Exhibit P-67, par. 6)

**Traduction:**

Les trois organismes occupant les locaux du 3459 Saint-Hubert (APLQ, MDPPQ, Co-op des déménagements du 1er mai) ont envoyé des télégrammes au SPCUM, à la SQ, à la GRC, à l'Ombudsman du Québec, aux Honorables Jean-Pierre Goyer et Jérôme Choquette, dans lesquels ils leur demandent s'ils sont responsables d'avoir pris les documents. Il avait été prévu dans la planification initiale que les forces policières seraient blâmées pour cette action et nous étions préparés à accepter cela. Le SPCUM, la SQ et l'officier commandant de la Division «C» ne répondront pas à ce télégramme, qui a été signé par Serge Martel.

Il est un point dans ce télex qui mérite d'être dûment souligné. La concertation du 11 octobre, dont ce télex communique le résultat, a eu lieu entre des *cadres intermédiaires* des corps policiers, soit le sous-inspecteur Vermette, pour la GRC, l'inspecteur Coutellier, pour la SQ, et le capitaine Allard ou l'inspecteur Beaudry, pour le SPCUM (témoignage de M. Vermette, vol. 87, p. 38 et sqq). Or, les télégrammes et les lettres recommandées n'étaient nullement adressés à ces officiers. À s'en rapporter cependant au texte du télex précité, le sous-inspecteur Vermette semble énoncer au directeur Starnes ce qui ne sera rien de moins que la politique qui sera adoptée par les trois corps policiers et même par le ministre responsable de la GRC. Il nous reste à montrer à quel point l'action subséquente des responsables des corps policiers sera conforme à la ligne tracée par M. Vermette dans son télex.

## 5.1 SUITES DONNÉES PAR LA GRC

Au niveau de la GRC, il faut faire état d'une triple réaction aux démarches entreprises par les victimes de la perquisition effectuée au 3459 de la rue Saint-Hubert:

- (i) la réponse apportée à la lettre adressée au ministre Jean-Pierre Goyer;
- (ii) la réponse apportée au télégramme adressé au commandant de la Division «C», M. Jean-Yves Dubé;

(iii) la réaction de M. Starnes, le directeur général du Service de sécurité, à l'opération «BRICOLE».

### 5.11 LETTRE ENVOYÉE AU SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

La lettre envoyée à M. Jean-Pierre Goyer est reçue par M. John Ralph Cameron, dont le titre est celui de *Departmental Assistant to the Solicitor General*. M. Cameron n'estime pas opportun de transmettre cette lettre à son destinataire, M. Goyer, qui est requis par la campagne électorale de 1972.

Le 11 octobre 1972, M. Cameron transmet donc cette lettre au commissaire de la GRC, M. William L. Higgitt, en lui demandant quelle en serait la réponse appropriée. En l'absence de ce dernier, c'est M. Maurice Jean Nadon, alors sous-commissaire aux opérations criminelles et officier sénior aux Quartiers généraux, qui reçoit cette demande. M. Nadon s'enquiert d'abord auprès du Service des opérations criminelles pour savoir s'il ne s'y trouve rien sur cette affaire. Ayant reçu une réponse négative, il inscrit alors sur le texte de la demande de M. Cameron que la meilleure réponse à faire serait que la GRC n'a pas d'information sur cette perquisition (*Best answer may be we are unaware!*). M. Nadon transmet ensuite la demande de M. Cameron au Service de sécurité pour qu'il vérifie s'il n'aurait pas de renseignements plus adéquats sur cette affaire. Le 26 octobre 1972, le directeur général adjoint du Service de sécurité, M. L.R. Parent, recommande à M. Cameron «qu'aucune réponse ne soit apportée à la lettre de l'APLQ-MDPPQ». M. Nadon n'a pas été consulté sur cette réponse et, à cette date, M. Starnes est à nouveau absent d'Ottawa. La recommandation de M. Parent fut suivie. Son état de santé ne le lui permettant pas, M. Parent n'a pas témoigné devant la Commission.

Au début de novembre 1972 — vraisemblablement le 3 novembre — une rencontre eut lieu entre MM. Goyer, Higgitt et Starnes, et possiblement d'autres personnes. MM. Higgitt et Starnes ont tous deux témoigné à l'effet qu'ils ne se souvenaient pas d'avoir effectivement mis M. Goyer au courant de l'opération «BRICOLE» et de ses suites pendant cette rencontre. Ils ont toutefois également affirmé qu'ils seraient très surpris de ne pas l'avoir fait<sup>1</sup>.

### 5.12 TÉLÉGRAMME ENVOYÉ AU COMMANDANT DE LA DIVISION «C» (QUÉBEC)

M. Dubé est le commandant de la Division «C» de la GRC et il est, en théorie, responsable de toutes les activités de cette division. En pratique, cependant, il semble que les opérations menées par le Service de sécurité au sein de la Division «C» aient plutôt été contrôlées des Quartiers généraux à Ottawa que de Montréal.

<sup>1</sup>À la suite du jugement rendu le 21 février 1978 par la Cour d'Appel, la Commission s'est vu retirer le pouvoir d'assigner M. Goyer et de réclamer les documents pertinents au contenu de cette réunion.

Après avoir reçu le télégramme de M. Serge Martel de l'APLQ, M. Dubé convoque le surintendant principal Forest, dont dépendaient les opérations du Service de sécurité au sein de la Division «C». M. Forest apprend alors à M. Dubé que la GRC, la SQ et le SPCUM ont participé à la perquisition effectuée aux locaux de l'APLQ. M. Dubé est sous l'impression que l'opération a été approuvée par les Quartiers généraux d'Ottawa et il ne s'enquiert pas davantage auprès de M. Forest. Après sa rencontre avec M. Forest, M. Dubé ne communique ni avec le bureau de M. Goyer ni avec celui de M. Higgitt. Il ne contacte pas non plus ses homologues de la SQ et du SPCUM. D'après le témoignage de M. Dubé, M. Forest lui aurait appris que le Solliciteur général avait décidé de ne pas répondre aux questions contenues dans la lettre recommandée qui lui avait été envoyée (vol. 82, pp. 26-27). M. Dubé ne répondra pas davantage au télégramme qu'il avait reçu.

### 5.13 RÉACTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SERVICE DE SÉCURITÉ

M. John Kenneth Starnes, directeur général du Service de sécurité, reçut également une copie de la lettre envoyée au Solliciteur général. Le 12 octobre 1972, M. Starnes communiqua par télex avec le surintendant principal Forest et lui demanda un rapport sur l'opération (dont il avait été averti après son exécution):

*«APART FROM THE OBVIOUS REASONS FOR  
WANTING SUCH A REPORT I NEED IT IN  
ORDER TO DECIDE HOW BEST TO DEAL  
WITH THE MATTER IN TERMS OF THE  
PRIME MINISTER AND THE MINISTER,  
BOTH OF WHOM HAVE RECEIVED REPRESENTATIONS FROM L'AGENCE DE PRESSE  
LIBRE DU QUÉBEC AND THEIR ASSOCIATES.*

(Exhibit P-97, p. 1)

#### Traduction:

À part les raisons évidentes de vouloir un tel rapport, j'en ai besoin afin de décider comment résoudre au mieux cette affaire en ce qui regarde le Premier ministre et le Ministre, qui ont tous deux reçu des représentations de l'Agence de Presse Libre du Québec et de leurs associés.

M. Starnes donna également voix à sa considérable irritation de n'avoir été mis au courant de l'opération «BRICOLE» qu'après son exécution. Il semble toutefois que ce soit moins le caractère illégal en lui-même de l'opération qui ait gêné M. Starnes, que l'inopportunité d'effectuer cette opération dans une conjoncture pré-électorale:

*«YOU WILL NOT BE SURPRISED THAT  
I WAS CONSIDERABLY IRRITATED TO  
LEARN, AFTER THE FACT, OF THE  
OPERATION DESCRIBED IN YOUR  
TELEGRAM G-274, AND PARTICULARLY*

*SINCE I MADE IT QUITE CLEAR TO INSPECTOR COBB WHEN HE WAS HERE LAST WEEK THAT I FELT HEADQUARTERS SHOULD BE INFORMED IN ADVANCE OF SUCH ACTIONS IN THIS PRE-ELECTION SITUATION.»*

(Exhibit P-97, p. 1)

**Traduction:** Vous ne serez pas surpris que j'aie été considérablement irrité d'apprendre, après le fait, l'exécution de l'opération décrite dans votre télégramme G-274, particulièrement à cause du fait que j'avais manifesté très clairement à l'inspecteur Cobb, quand il est venu ici la semaine dernière, que j'estimais que le Quartier général devait être informé à l'avance de telles actions dans cette situation pré-électorale.

Cette question de la conjoncture électorale préoccupe suffisamment M. Starnes pour qu'il y revienne dans un second télex, daté du 13 octobre:

*«THANK YOU FOR THE EXPLANATIONS CONTAINED IN YOUR VARIOUS MESSAGES. HAD I BEEN CONSULTED BEFOREHAND I PROBABLY WOULD HAVE URGED A FAR MORE PASSIVE ROLE FOR THE RCMP IN THIS PARTICULAR OPERATION AND ESPECIALLY SINCE IT WAS BEING TIMED TO TAKE PLACE SO SOON BEFORE THE FEDERAL ELECTION.»*

(Exhibit P-98)

**Traduction:** Merci des explications contenues dans vos divers messages. Aurais-je été consulté auparavant que j'aurais probablement préconisé un rôle beaucoup plus passif pour la GRC dans cette opération, particulièrement à cause du fait qu'elle devait avoir lieu si tôt avant l'élection fédérale.

La désapprobation de M. Starnes donna lieu à un échange confus de télex entre Montréal et Ottawa, où il se révèle que l'inspecteur Cobb avait tenté de rejoindre M. Starnes à Ottawa, le 6 octobre, pour l'avertir de l'exécution imminente de l'opération «BRICOLE». (Nous avons vu qu'il n'avait pu y réussir en raison de l'absence de ce dernier.) Dans leur texte même et dans les annotations manuscrites qui leur furent ajoutées en marge, ces télex font également état de malentendus assez profonds entre M. Starnes et la Section «G» de Montréal. Ces malentendus sont relatifs à la façon dont M. Starnes devait être informé des opérations menées par cette section. D'après les officiers de la Section «G» à Montréal, M. Starnes aurait demandé d'être informé personnellement et verbalement (en évitant toute correspondance écrite) de certaines opérations délicates entreprises en territoire québécois. De plus, il n'aurait pas réclamé d'être informé de ces opérations avant qu'elles ne soient exécutées, étant satisfait d'être renseigné en termes

généraux, après l'exécution d'une opération<sup>1</sup>. M. Starnes a déclaré n'avoir donné aucune de ces directives, dans le témoignage qu'il a rendu devant la Commission (vol. 105, pp. 18-22).

Dans son télex du 13 octobre, M. Starnes demanda plus de détails sur l'opération «BRICOLE», pour pouvoir juger de l'opportunité d'ignorer ou non les représentations des victimes de cette opération. Il ne semble toutefois pas, si l'on se fie à la ligne subséquentement adoptée par le bureau du Solliciteur général, que le directeur du Service de sécurité ait modifié la politique arrêtée par ses subordonnés de la Section «G» à Montréal. Aucune réponse ne fut donc fournie.

Aucune sanction disciplinaire ne fut prise contre les membres de la GRC qui avaient participé à «BRICOLE»<sup>2</sup>. M. Starnes a cependant témoigné qu'en tant que membre civil de la GRC, il ne possédait pas le pouvoir de prendre des sanctions disciplinaires (vol. 105, pp. 15 et 16). Certains de ses subordonnés, MM. Parent et Draper, disposaient cependant, à titre de membres réguliers de la GRC, d'un tel pouvoir.

---

## 5.2 SUITES DONNÉES PAR LA SQ

À la Sûreté du Québec, on n'apporta aucune réponse au télégramme envoyé au directeur, M. Maurice St-Pierre. Celui-ci a en effet déclaré devant la Commission n'avoir jamais reçu le télégramme en question (vol. 112, p. 32). Son témoignage ne fait pas exception: aucun des témoins de la SQ n'a pu affirmer devant la Commission avoir reçu ce télégramme.

Nous avons vu que l'opération «BRICOLE» avait été autorisée à la SQ par le chef de son Service de Sécurité, M. Jean Coutellier. Ce dernier a témoigné avoir appris par la voie des journaux, en 1972, que l'APLQ avait envoyé un télégramme à la SQ (vol. 108, p. 63 et sqq). Il ne fit aucune démarche pour retracer ce télégramme et ne s'enquit pas de cette affaire auprès de ses supérieurs, MM. Descent et St-Pierre. Ceux-ci, pour leur part, ne requérèrent pas d'explications de M. Coutellier. Ce dernier s'en tint donc strictement à la politique de silence adoptée, par les officiers responsables de l'opération «BRICOLE», au cours de leur concertation du 11 octobre 1972.

À l'exception de la réponse du Protecteur du citoyen, la seule réaction officielle aux démarches des victimes de l'opération «BRICOLE» fut celle de M. Jérôme Choquette, le ministre québécois de la Justice. M. Choquette a affirmé avoir communiqué avec M. St-Pierre entre le 10 octobre (date à laquelle le ministre prit connaissance dans les journaux de la conférence de presse convoquée par l'APLQ à la suite du cambriolage de ses locaux) et le 12 octobre (date à laquelle lui parvint la lettre recommandée adressée par les victimes de «BRICOLE»). Selon le témoignage de M. Choquette, M. St-Pierre aurait nié la participation des corps policiers à cette opération (vol. 111, p. 67). Le 12 octobre, le Ministre

---

<sup>1</sup>Voir les exhibits P-90, P-98-B et, de façon plus particulière, P-67-B, par. 9.

<sup>2</sup>M. Cobb fut promu dans les années qui suivirent l'opération «BRICOLE».

de la Justice envoya en conséquence un télégramme à l'APLQ, dans lequel il disculpait les trois corps policiers de toute participation à l'effraction commise dans la nuit du 6 au 7 octobre.

M. St-Pierre a témoigné ne pas se souvenir d'avoir été consulté par M. Choquette au sujet de cette affaire (vol. 112, p. 52). Il est toutefois en mesure d'affirmer sans réserve n'avoir jamais dit à M. Choquette que les corps policiers n'étaient pas impliqués dans une introduction avec effraction dans les locaux de l'APLQ (vol. 112, p. 55).

### 5.3 SUITES DONNÉES PAR LE SPCUM

On se souviendra qu'une plainte avait été déposée au poste 16 du SPCUM et qu'un télégramme avait également été envoyé au directeur du SPCUM, M. René Daigneault.

#### 5.31 PLAINTÉ DÉPOSÉE AU POSTE 16

C'est le sergent-détective Réal Archambault, un enquêteur affecté au poste 16, qui a été chargé de mener une enquête sur le cambriolage des locaux de l'APLQ. La plainte qu'il reçut était en effet relative à un vol avec effraction (exhibits P-27 et P-28). Il s'est rendu sur les lieux du délit le 9 octobre et a interrogé diverses personnes (membres des mouvements concernés et voisins du 3459 de la rue Saint-Hubert).

En raison des soupçons manifestés par les auteurs de la plainte, M. Archambault a communiqué avec le lieutenant-détective Cormier de la SRC(AS). Interrogé par M. Archambault, le lieutenant Cormier a nié l'implication de son service dans le vol des documents perpétré aux locaux de l'APLQ. M. Cormier aurait de plus prévenu l'enquêteur qu'il s'informerait auprès des autres corps policiers mis en cause par la plainte. Il demanda enfin à M. Archambault de lui faire parvenir les rapports et les dossiers relatifs à cette affaire (vol. 18, pp. 78-79).

Le sergent Archambault communiqua par la suite à diverses reprises avec des membres de l'APLQ. Il n'a pas demandé au lieutenant Cormier quel avait été le résultat de ses démarches auprès des autres corps policiers et ce dernier ne fit pas de tentative pour le lui apprendre.

L'enquête menée par le sergent Archambault ne donna aucun résultat.

#### 5.32 TÉLÉGRAMME ENVOYÉ AU DIRECTEUR DAIGNEAULT

Après avoir reçu ce télégramme, M. Daigneault l'a transmis au Département des enquêtes criminelles, dont le responsable était M. Vadeboncoeur. Ce dernier l'achemina vers l'assistant-directeur Claude Desautels, qui dirigeait les sections spéciales du SPCUM. Après que M. Choquette eut publiquement nié la participation des corps policiers au cambriolage des locaux de l'APLQ, M. Daigneault ne s'est plus préoccupé de répondre au télégramme qui lui avait été envoyé. Ce télégramme ne reçut donc pas de réponse de la part du SPCUM.

---

## 5.4 SUITES DONNÉES PAR LE PROTECTEUR DU CITOYEN

M. Jacques Houpert de l'APLQ reçut, le 12 octobre 1972, un accusé de réception de la lettre que l'APLQ avait fait parvenir à M. Louis Marceau, le Protecteur du citoyen. M. Paul-André Egan, l'assistant du Protecteur du citoyen, assure alors M. Houpert que «cette affaire sera examinée attentivement» (exhibit P-13). Le résultat des vérifications effectuées par le bureau du Protecteur du citoyen fut communiqué à M. Houpert dans une lettre que lui envoya, le 17 octobre 1972, M. Robert Lévêque, adjoint de M. Louis Marceau:

*«Après vérifications, je puis vous  
affirmer qu'il n'y a pas eu perqui-  
sition par aucun service de la  
police provinciale ou municipale  
dans la nuit du 6 au 7 octobre  
au 3459 rue St-Hubert à Montréal.»*

(Exhibit P-14)

Les informations transmises au Protecteur du citoyen étaient manifestement fausses. La *Loi du Protecteur du citoyen* (L.R.Q. 1977, ch. P-32) stipule toutefois que le Protecteur du citoyen ne peut être contraint de dévoiler l'identité des personnes interrogées dans le cadre de ses enquêtes. La Commission n'a donc pu éclaircir les circonstances dans lesquelles on a trompé celui-ci.

Malgré le fait que les mouvements victimes d'une perquisition illégale aient fait des représentations auprès de toutes les autorités susceptibles de confirmer ou d'infirmer leurs soupçons, leurs démarches se sont soldées par un échec complet. Le camouflage de l'opération «BRICOLE» fut maintenu jusqu'au 30 mars 1976.

---

## 6 LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC APRÈS LES RÉVÉLATIONS DE L'EX-AGENT SAMSON

La perquisition illégale effectuée par les corps policiers dans les locaux de l'APLQ, en octobre 1972, devait rester secrète jusqu'en 1976. Dans un témoignage rendu à huis clos lors de son procès pour le dépôt d'une bombe au domicile de M. Samuel Dobryn, l'ex-agent Robert Samson de la GRC devait révéler, le 8 mars 1976, que le cambriolage des locaux de l'APLQ avait été perpétré par les trois grands corps policiers opérant en territoire québécois. Il confirmait ainsi les soupçons initiaux des mouvements illégalement perquisitionnés, après qu'ils eurent constaté que des individus s'étaient introduits avec effraction dans leurs locaux dans la nuit du 6 au 7 octobre 1972. (Le témoignage de M. Samson sera rendu public le 30 mars 1976.)



Diverses mesures furent prises par le gouvernement du Québec à la suite des révélations de l'ex-agent Robert Samson. Nous rendrons maintenant compte des tentatives faites par M. Fernand Lalonde, solliciteur général du Québec, et par M. Paul Benoît, sous-ministre associé au ministère de la Justice du Québec, pour obtenir des trois corps policiers impliqués dans l'opération «BRICOLE» la vérité sur la nature de leur participation.

---

## **6.1 MESURES PRISES PAR LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC ET COLLABORATION DES CORPS POLICIERS**

Dans les semaines qui suivirent les révélations de M. Samson, M. Fernand Lalonde communiqua par écrit avec le président du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal, M. Paul-Émile L'Écuyer, avec le directeur général de la Sûreté du Québec, M. Jacques Beaudoin, et, finalement avec M. Warren Allmand, solliciteur général du Canada. Les lettres que fit parvenir M. Lalonde à ces personnes ont un contenu analogue: il leur demande la production d'un «rapport circonstancié» sur la participation du corps policier dont ils sont responsables, à l'opération divulguée par l'ex-agent Samson (exhibits P-46, P-151-A et P-155).

---

### **6.11 COLLABORATION DU SPCUM**

Nous avons vu que l'ex-agent Samson révéla la participation des corps policiers à l'opération «BRICOLE» dans le témoignage qu'il rendit à huis clos le 8 mars 1976. Dans les jours qui suivirent cette révélation, les sergents-détectives Marcotte et Tanguay rencontrèrent l'assistant-directeur Claude Desautels pour lui faire part de la nature du témoignage rendu par M. Robert Samson (voir le témoignage de M. Desautels, volumes 5 et 36). M. Desautels informa lui-même ensuite le directeur René Daigneault des faits rapportés par les sergents Marcotte et Tanguay. Le SPCUM n'effectua aucune enquête en règle sur cette affaire avant d'avoir reçu une requête en ce sens de la part du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal. Le directeur du SPCUM, M. Daigneault, a toutefois témoigné devant la Commission à l'effet qu'une étude de dossiers avait été effectuée, dans son service de police, vers la fin du mois de mars 1976 (vol. 35, p. 41).

Au tout début d'avril, le président du Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal, M. Paul-Émile L'Écuyer, reçut une lettre de M. Fernand Lalonde, qui lui demandait un rapport circonstancié sur la participation du SPCUM à l'opération «BRICOLE» (exhibit P-46; lettre datée du 1er avril 1976). M. L'Écuyer répondit à la demande de M. Lalonde le 9 avril suivant; le dossier transmis par M. L'Écuyer comportait, outre une lettre de transmission, deux lettres signées par le directeur Daigneault, une lettre de transmission de l'assistant-directeur Desautels et une version de la participation du SPCUM à l'opération «BRICOLE» (exhibit P-47, pp. 1 à 9).

Les caractéristiques du dossier transmis par le président du Conseil de sécurité de la Communauté urbaine de Montréal au Solliciteur général du Québec, sont les suivantes:

- (i) Il s'agit d'une version *collective* de la participation des policiers du SPCUM à l'opération «BRICOLE». Si l'on excepte le fait que l'un des documents transmis (exhibit P-47, p. 8) mentionne que la planification de cette opération a été autorisée par l'officier commandant de la SRC, M. Paul Beaudry, ce dossier ne comporte aucune attribution de responsabilités individuelles dans l'exécution de cette opération<sup>1</sup>.
- (ii) Ce dossier attribue à la GRC l'initiative d'avoir engagé cette opération et fait en outre valoir que les policiers du SPCUM y ont participé parce qu'ils présumaient qu'elle avait été autorisée par la GRC (exhibit P-47, pp. 2 et 8).
- (iii) Les buts allégués de l'opération sont la désorganisation des mouvements qu'elle prenait pour cible et l'appropriation, par les services de police, d'une lettre de M. Jacques Cossette-Trudel (exhibit P-47, p. 7).
- (iv) Plus d'un tiers du document préparé par les policiers du SPCUM — une page sur deux pages et demie — est consacré à légitimer cette opération (exhibit P-47, pp. 5 et 7).

Le 14 avril 1976, M. Lalonde écrit à nouveau à M. L'Écuyer en ces termes:

*«( . . . ) je vous demandais formellement ( . . . ) de me soumettre un rapport circonstancié sur les faits ci-haut décrits et non simplement de me transmettre des rapports qui vous ont été soumis par le directeur du service de police de la C.U.M.*

*Dans les circonstances, et étant donné l'urgence de la question, j'apprécierais que vous me soumettiez votre rapport dans les prochains jours.»*

(Exhibit P-48)

La réponse apportée par M. L'Écuyer, le 26 avril 1976, à la nouvelle demande de M. Lalonde témoigne à sa manière de l'impuissance du Conseil de sécurité publique à obtenir de la police de la CUM le rapport circonstancié réclamé par le Solliciteur général du Québec. La réponse de M. L'Écuyer comporte en effet l'envoi de trois documents (exhibit P-49):

- (i) Une transcription des «Questions posées au Directeur Daigneault concernant l'affaire Samson», lors de la séance du 23 avril 1976 du Conseil de sécurité publique (exhibit P-49, p. 3 et 4).

<sup>1</sup>Dans une enquête effectuée ultérieurement, M. Paul Benoît apprendra que cette version collective avait été rédigée par l'assistant-directeur C. Desautels à la suite d'une rencontre avec MM. Cormier, Giguère, Marcotte, Tanguay et peut-être aussi, M. Beaudry.

Voici un extrait de cette transcription:

«Q.      *Président:*

*Comment se fait-il que le policier qui était au courant de l'enquête sur le vol, n'a pas continué cette enquête?*

R.      *Directeur:*

*Le responsable de l'enquête, Paul Beaudry, pourrait répondre lui même à cette question.*

Q.      *Président:*

*Est-ce que l'A.I.C. Paul Beaudry, du S.R.C., était au courant de l'opération sous tous ses aspects?*

R.      *Directeur:*

*Paul Beaudry devra répondre lui même (réponse contenue dans la lettre du 5 avril 1976).»*

*(Exhibit P-49, p. 3)*

Est-il besoin de dire que M. Paul Beaudry ne répondit pas personnellement à ces questions, auxquelles le directeur du SPCUM était incapable de répondre à sa place? M. Daigneault a témoigné devant la Commission que les policiers sous ses ordres ont refusé de donner des versions personnelles de leur implication dans l'opération «BRICOLE», alléguant qu'ils ne bénéficieraient pas, dans ces circonstances, de la protection qu'une Cour pourrait leur accorder (vol. 35, p. 62). Il n'était pas difficile pour le directeur Daigneault de conclure de l'attitude adoptée par les policiers en question qu'ils avaient des doutes très sérieux sur la légalité de leurs actions dans le cadre de l'opération «BRICOLE». Il se soumit pourtant au mutisme de ses subordonnés, envers lesquels il ne prit aucune sanction disciplinaire.

(ii)      Un rapport du Conseil de sécurité publique sur l'opération «BRICOLE» (exhibit P-49, pp. 5 à 8).

Ce rapport de quatre pages est très loin de constituer le rapport circonstancié (détaillé) demandé par le Solliciteur général du Québec: une seule page est consacrée à l'opération «BRICOLE» elle-même et elle n'ajoute rien à l'envoi du 9 avril précédent. Le reste du rapport fait état des mesures adoptées, à partir de la fin de 1972, pour améliorer les communications entre le directeur de la police de la Communauté urbaine de Montréal et l'officier commandant de la SRC.

(iii)      Une opinion légale du conseiller juridique du SPCUM, Me Guy Lafrance (exhibit P-49, pp. 9 à 11).

Dans ce texte, Me Lafrance conclut qu'aucun des policiers impliqués dans l'opération «BRICOLE» n'a commis un acte criminel.

La lettre de transmission des documents précités comportait un *post-scriptum* à l'effet que le Conseil de sécurité publique attendait «un rapport circonstancié quant à la disposition de la plainte portée auprès de (poste 16) la Police de la C.U.M. par une citoyenne suite à cette opération».

Ce rapport circonstancié devait être transmis à M. L'Écuyer par le directeur Daigneault, le 4 mai 1976 (exhibit P-50). Il se compose essentiellement

d'une note de l'assistant-directeur Desautels sur le traitement de la plainte et d'une opinion légale de Me LaFrance.

Nous reproduirons d'abord des passages de la note de l'assistant-directeur Desautels:

*«Après avoir pris connaissance de ce dossier, j'ai convoqué le Lieutenant-détective CORMIER et le Sergent-détective Réal ARCHAMBAULT.*

*Lors de la rencontre, en date du 29 avril 1976, à 16:00 heures, avec le Lieutenant-détective CORMIER, en présence de l'A.I.C. P. BEAUDRY, du Capitaine-détective J. GIGUÈRE et de Me G. LAFRANCE, monsieur CORMIER nous informa que de mémoire, lorsqu'il avait reçu l'appel du Sergent-détective ARCHAMBAULT l'informant des plaintes d'introduction par effraction et de vol déposées par mademoiselle Louise VANDELAC, qu'il n'était pas au courant qu'une perquisition avait été effectuée à cet endroit, mais qu'il connaissait les mouvements impliqués et qu'il serait intéressé à avoir copie desdits documents.*

*(...)*

*Le 30 avril 1976, j'ai entrevu, en présence de Me G. LAFRANCE, le Sergent-détective Réal ARCHAMBAULT, qui nous informa qu'étant donné que mademoiselle VANDELAC prétendait que les documents qui étaient disparus l'auraient été suite à une perquisition faite par la section Anti-Terroristes de la Police de Montréal ou «la nouvelle escouade du Ministre CHOQUETTE», il communiqua avec le Lieutenant-détective CORMIER, pour lui demander si une telle perquisition avait été effectuée.*

*Il nous informa de plus que le Lieutenant-détective CORMIER lui dit qu'il n'était pas au courant qu'une perquisition avait été faite à cet endroit par la Section de Recherche sur la Criminalité, mais comme il connaissait ces mouvements, il désirait avoir une copie du rapport d'enquête qu'il rédigerait.*

*Le Sergent-détective ARCHAMBAULT nous informa de plus que la plaignante, mademoiselle VANDELAC ne pouvait pas, ou ne voulait pas, dire d'une façon précise quels documents avaient disparu.*

*Le Sergent-détective, pour compléter son enquête, s'informa auprès des voisins du 3459, St-Hubert, à Montréal, afin d'essayer de trouver des indices pour compléter son enquête.*

*Étant donné que son enquête ne lui apporta aucune autre information, il classa ce dossier en attendant d'obtenir des nouvelles, soit de mademoiselle VANDELAC ou d'autres sources d'information.*

*De plus, il se souvient qu'après la date du 9 octobre 1972, dans les semaines qui suivirent, il parla à mademoiselle VANDELAC et comme il n'y avait pas d'autres développements, ce dossier demeura classé.»*

(Exhibit P-50, pp. 2 et 3)

Remarquons d'abord que cette version de 1976, rédigée à la demande du Solliciteur général du Québec, se contente de reproduire l'impasse à laquelle était parvenue la plainte déposée au poste 16 par l'APLQ, en 1972. La note de M. Desautels ne comporte en effet aucune mention du rôle déterminant de M. Cormier dans l'opération «BRICOLE»; ce dernier, rappelons-le, ne fut rien de moins que l'officier responsable de «BRICOLE» pour le SPCUM. Or, au moins deux des policiers qui se réunirent, le 29 avril 1976, pour tirer au clair le sort de la plainte déposée au poste 16 avaient assisté à la réunion du 9 avril précédent. (Au cours de cette dernière réunion, les policiers du SPCUM avaient préparé, en compagnie de M. Cormier, leur version de la participation de la SRC(AS) à l'opération «BRICOLE».) Ces deux policiers — soit MM. Giguère et l'assistant-directeur Desautels lui-même — savaient donc pertinemment que M. Cormier avait délibérément menti au sergent Archambault chargé, en 1972, de mener l'enquête relative à la plainte déposée par l'APLQ. M. Desautels, dans sa note relative aux suites données à cette plainte, ne jugea pas opportun de transmettre cette information.

Se fondant sur la note de M. Desautels, Me Lafrance rédigea une opinion juridique qui fut transmise à M. L'Écuyer. Voici le texte de cette opinion:

*«Monsieur le Président,*

*Suite à notre dernière rencontre où vous m'avez demandé de vous fournir une opinion légale quant aux activités des policiers de la C.U.M., suite aux plaintes rapportées au poste 16, relativement à la perquisition effectuée au 3459, rue St-Hubert, à Montréal, en date du 6 octobre 1972, j'ai entrevu, en présence de l'Assistant-Directeur Claude Desautels, le Capitaine-détective Cormier, qui travaillait à ce moment à la Section de Recherche sur la Criminalité, ainsi que le Sergent-détective Réal Archambault de la Sûreté/Poste 16.*

*Après avoir consulté le dossier du Registre Central: P-72-16-6433 - 34 - 35, ainsi que le rapport de l'Assistant-Directeur Claude Desautels, adressé au Directeur René Daigneault, en date du 30 avril 1976, relativement au même sujet, j'ai constaté les faits suivants:*

*—Le Capitaine-détective Cormier, le Sergent-détective Archambault, ainsi que les rapports F-311 rédigés le 13 octobre 1972 par le Sergent-détective Archambault sont unanimes, en spécifiant que le Sergent-détective Archambault communiqua avec le Capitaine-détective Cormier et que ce dernier demanda une copie des rapports*

*après avoir spécifié, qu'à sa connaissance, il n'y avait pas eu de perquisition à «ce local».*

—Le S/D Archambault continua son enquête et visita les voisins du 3459, rue St-Hubert.

—Le S/D Archambault, ne trouvant pas d'indices pour éclaircir ces plaintes, les classa comme inactives, en date du 13 octobre 1972.

*Ces faits ne relatent aucun événement pouvant laisser croire à la commission d'un acte criminel, dans ce dossier.»*

(Exhibit P-50, pp. 4 et 5)

Ce complément au dossier de l'opération «BRICOLE», tel que reconstitué par le SPCUM, fut transmis à M. Fernand Lalonde par M. L'Écuyer le 13 mai 1976. Il était assorti d'un commentaire de M. L'Écuyer:

*«Pour compléter le rapport que je vous envoyais le 26 avril 1976, il me fait plaisir de vous transmettre le complément quant à la disposition de la plainte portée auprès de la Police de la C.U.M. par une citoyenne suite à l'opération du 6 octobre 1972.*

*(...)*

*Nous sommes d'opinion dans les circonstances, que les policiers affectés à l'enquête au poste 16 ne pouvaient procéder plus avant avec ce dossier vu le manque d'informations.»*

(Exhibit P-51, p. 1)

M. Lalonde a témoigné devant la Commission qu'il n'avait pas été satisfait de la collaboration du SPCUM à l'éclaircissement des circonstances relatives à la participation de ce service à l'opération «BRICOLE» (vol. 120, pp. 22-26). La Commission ne peut que partager son évaluation: les documents transmis par le SPCUM à M. L'Écuyer sont prolixes sur les circonstances antérieures à l'opération «BRICOLE» et sur les mesures qui furent prises, dans les années qui suivirent cette opération, pour améliorer les canaux de communication entre son directeur et sa section de renseignement. Ils sont toutefois trop laconiques sur la participation du SPCUM à l'opération «BRICOLE» et comportent de flagrantes omissions. Ils contiennent de plus, en dépit de leur laconisme, de nombreuses inexactitudes.

M. L'Écuyer a également témoigné devant la Commission de son insatisfaction par rapport aux documents transmis par le directeur Daigneault. Il a de plus fait état de ses efforts pour en savoir plus que ce qui lui était communiqué par ces documents (vol. 2, p. 30). Il est une partie du témoignage de M. L'Écuyer qui mérite d'être discutée. Ce dernier a témoigné à l'effet que le Conseil de sécurité publique avait convoqué MM. Daigneault et Beaudry à l'une de ses séances pour tirer au clair les circonstances de la participation du SPCUM à l'opération «BRICOLE». Dans une lettre datée du 6 avril 1976 (exhibit P-47, pp. 2 et 3),

le directeur Daigneault apprenait en effet à M. L'Écuyer que l'approbation de procéder à l'opération avait été donnée par l'officier commandant de la SRC (M. Paul Beaudry). Or, dans une autre lettre, datée du 8 avril 1976 (exhibit P-47, pp. 8 et 9), le directeur Daigneault devait nuancer cette première affirmation en précisant que l'officier commandant de la SRC n'avait autorisé que la *planification* de cette opération. M. L'Écuyer convoqua donc MM. Daigneault et Beaudry à une séance du Conseil de sécurité publique et posa des questions relatives à l'identité de l'officier qui avait autorisé la participation du SPCUM à l'opération «BRICOLE». Cette réunion se tint le 9 avril 1976. M. L'Écuyer affirme que M. Beaudry n'a pas nié au cours de cette séance avoir autorisé l'opération «BRICOLE». M. Beaudry aurait en effet soit gardé le silence devant les réponses du directeur Daigneault qui le désignaient comme l'officier responsable, soit affirmé que les réponses sur l'identité de l'officier qui avait autorisé l'opération «BRICOLE» se trouvaient dans la lettre envoyée, le 6 avril 1976, à M. L'Écuyer par le directeur Daigneault (cette lettre indique que c'est l'officier commandant de la SRC, M. Beaudry, qui a autorisé cette opération). M. L'Écuyer aurait inféré de l'attitude de M. Beaudry, que ce dernier était l'officier qui avait autorisé la participation du SPCUM à l'opération «BRICOLE» (vol. 2, p. 40).

M. Paul Beaudry, quant à lui, a affirmé devant la Commission n'avoir autorisé ni la planification ni l'exécution de l'opération «BRICOLE» (vol. 4, p. 27). Son témoignage est contredit par celui de M. Desautels, qui fut chargé par M. Daigneault d'élucider les circonstances de la participation du SPCUM à l'opération «BRICOLE». Selon M. Desautels, c'est bien M. Beaudry qui aurait autorisé la planification de l'opération «BRICOLE». M. Desautels fonde en partie son affirmation sur les mêmes faits que M. L'Écuyer: lorsque fut déposée à une séance du Conseil de sécurité publique la lettre du 8 avril 1976 de M. Daigneault (exhibit P-47, pp. 8 et 9) qui affirme que l'officier commandant de la SRC avait autorisé la planification de l'opération «BRICOLE», M. Beaudry n'aurait pas manifesté son désaccord avec cette information (vol. 36, pp. 65-71). M. Desautels ajoute de plus que M. Beaudry aurait reconnu, en sa présence et en celle de M. Daigneault, avoir autorisé des membres du SPCUM à *planifier* l'opération «BRICOLE» (vol. 36, pp. 72 et 73).

Il convient de rappeler ici que ce n'est pas M. Beaudry, mais bien M. Roger Cormier, qui a finalement déposé un plaidoyer de culpabilité devant M. le juge Vincent, en rapport avec la perquisition illégale effectuée en 1972 aux locaux de l'APLQ.

## 6.12 COLLABORATION DE LA SQ

La collaboration apportée par la Sûreté du Québec à M. Fernand Lalonde contraste de façon frappante avec celle du SPCUM.

Pour rendre compte de cette collaboration, il convient de faire état d'événements qui se produisirent au mois de mars 1976, à la suite du témoignage rendu à huis clos par M. Robert Samson.

Rappelons que c'est le 8 mars 1976 que l'ex-agent de la GRC, Robert Samson, révéla au cours d'un témoignage rendu à huis clos le déroulement de l'opération «BRICOLE» en 1972. Le 9 mars 1976, l'inspecteur J. Léonard

Melanson, chef du Service de Sécurité de la SQ, informa le directeur Jacques Beaudoin de la nature du témoignage rendu par M. Samson (témoignage de M. Beaudoin, vol. 7, p. 113 et vol. 119, pp. 68-69). Vers le 12 mars, M. Beaudoin communiqua avec M. Robert Normand, sous-ministre de la Justice, et lui fit part du témoignage de M. Samson; il demanda également à l'inspecteur Melanson de vérifier les dossiers que possédait la SQ sur l'opération «BRICOLE». Vers le 18 mars, le directeur Beaudoin chargea le capitaine Bernard Desnoyers, coordonnateur du Service de Sécurité de la SQ, d'effectuer une enquête interne sur la participation de la SQ à l'opération «BRICOLE». Il informa M. Normand de cette décision.

Le 31 mars, M. Desnoyers transmet son rapport au directeur Beaudoin; il semble que deux versions de ce rapport aient existé, l'une comportant le nom des policiers impliqués et l'autre ne les identifiant pas.

C'est le 1er avril 1976 que M. Lalonde écrira une lettre à M. Beaudoin, lui demandant, comme à M. Paul-Émile L'Écuyer pour le SPCUM, un rapport circonstancié sur la participation de la SQ à l'opération «BRICOLE» (exhibit P-151-A). M. Beaudoin se rendit immédiatement à la demande de M. Lalonde et lui fit parvenir, le 2 avril, une copie des deux versions du rapport préparé par M. Desnoyers. Une version de l'enquête menée par M. Desnoyers comportant le nom des policiers impliqués, elle correspondait de près à ce que M. Lalonde pouvait entendre par un rapport circonstancié.

Le 5 avril suivant, M. Beaudoin écrivit une seconde lettre à M. Lalonde pour l'informer que la version préliminaire de l'enquête interne menée par M. Desnoyers serait complétée par une version plus détaillée, sur laquelle se fonderait la direction de la SQ pour évaluer l'opportunité de prendre des sanctions disciplinaires contre les policiers impliqués (exhibit P-152). La lettre de M. Beaudoin indiquait de plus qu'une fois que cette enquête interne serait complétée, Me Gérard Girouard, procureur en chef de la Couronne pour le district judiciaire de Montréal, serait consulté pour qu'il évalue la possibilité de porter des accusations contre les policiers impliqués. M. Desnoyers compléta son enquête le 17 mai 1976 et son rapport fut envoyé le 19 mai à Me Girouard (exhibit P-154). M. Beaudoin a témoigné à l'effet que le rapport complet de M. Desnoyers parvint à M. Lalonde par l'intermédiaire de Me Girouard (vol. 7, p. 167).

M. Lalonde a déclaré devant la Commission qu'il avait été satisfait de la collaboration apportée par la SQ à ses demandes (vol. 120, pp. 26 à 30). Cette collaboration fut en effet irréprochable.

### 6.13 COLLABORATION DE LA GRC

Nous traiterons de cette collaboration de façon analogue au cas précédent, c'est-à-dire en exposant les faits à partir du témoignage rendu à huis clos par l'ex-agent Samson, le 8 mars 1976.

À cause toutefois de la complexité du dossier, nous produirons une chronologie explicite des faits, tels qu'ils apparaissent dans les témoignages rendus devant la Commission et dans les exhibits déposés devant elle.

#### 15 mars 1976

Le surintendant principal Cobb, de la GRC, fait parvenir à M. Michael Dare, le directeur général du Service de sécurité de la GRC, un long docu-



ment décrivant les circonstances de l'opération «BRICOLE». Ce document, rédigé en anglais, a été déposé devant la Commission (exhibit P-95).

D'après le témoignage de M. Cobb, ce document aurait été préparé afin de renseigner le Solliciteur général du Canada sur la participation des corps policiers à l'opération «BRICOLE» (vol. 47, p. 142). Les témoignages rendus quant à la date à laquelle M. Allmand aurait reçu une copie de ce rapport ne sont pas dépourvus d'ambiguïté. Le 2 avril 1976, M. Allmand devait toutefois affirmer devant la Chambre des Communes que la GRC n'avait joué qu'un rôle de soutien dans cette affaire<sup>1</sup>. Cette affirmation contredisait manifestement le contenu du rapport transmis, le 15 mars, par M. Cobb. On peut donc présumer que ce rapport ne fut pas communiqué à M. Allmand avant le 2 avril 1976. Le 7 avril 1976, M. Allmand devait rectifier le contenu de ses premières déclarations (vol. 125, p. 8). Une note de M. Dare à M. Allmand indique que le rapport préparé par M. Cobb et d'autres personnes a été effectivement transmis au Solliciteur général le 7 avril 1976 (exhibit P-161).

Si l'on excepte la lettre de transmission qui l'accompagne, le rapport préparé sous la supervision de M. Cobb (exhibit P-95) se compose:

(i) d'un résumé de l'opération «BRICOLE». Le résumé de l'opération comporte deux pages et ne divulgue le nom d'aucun des policiers qui ont participé à l'opération, à l'exception de celui de M. Samson. La lettre de transmission et le résumé sont signés par M. Cobb;

(ii) d'un rapport élaboré par les membres de la GRC qui participèrent à l'opération «BRICOLE». Ce rapport d'une dizaine de pages a été préparé par le sergent d'état-major François d'Entremont et il constitue l'appendice I de l'envoi de M. Cobb à M. Dare. Cet appendice divulgue le nom des policiers de la GRC qui ont participé à l'opération. Un trait particulier du texte de M. d'Entremont est qu'il ne fait aucun mystère du caractère illégal de l'opération: on y trouve des termes comme «*illegal entry*» (entrée illégale) et «*crime*»;

(iii) d'un second appendice, d'une page de longueur, sur les motifs de l'opération «BRICOLE»;

(iv) d'une analyse de trois pages des motifs de l'opération «BRICOLE», rédigée en français par un groupe d'analystes, sous la direction de M. Pierre Tremblay.

## 2 avril 1976

D'après le témoignage du directeur de la SQ, M. Jacques Beaudoin, une réunion regroupant des membres des trois forces policières ayant participé à l'opération «BRICOLE» eut lieu dans une salle de conférence adjacente à son bureau (Vol. 119, p. 86). Cette réunion avait pour but de permettre aux corps policiers de comparer la version respective qu'ils soumettraient de l'opération «BRICOLE» et d'élaborer une attitude commune face aux demandes du Solliciteur général du Québec. Le surintendant principal Cobb de la GRC et l'inspecteur Melanson de la SQ participaient à cette réunion avec d'autres policiers.

Au cours de son interrogatoire de M. Fernand Lalonde, le procureur de la GRC, Me Pierre Lamontagne, a lu publiquement une lettre du surin-

<sup>1</sup>Journal des débats, 1976, vol. XII, p. 12 401.

tendant principal Cobb (Vol. 120, p. 62). Dans cette lettre, ce dernier affirme avoir transmis à l'inspecteur Melanson de la SQ, au début d'avril 1976, le rapport qu'il avait déjà fait parvenir le 15 mars 1976 à M. Dare. D'après la lettre de M. Cobb, le rapport aurait été transmis *accompagné de ses appendices*.

M. Lalonde et le directeur Beaudoin ont pour leur part nié avoir jamais eu connaissance de ce rapport (vol. 120, p. 68 et vol. 119, p. 88). L'inspecteur Melanson a été entendu par la Commission relativement à cette question et son témoignage est sans ambiguïté: M. Cobb ne lui a transmis que le *résumé* de l'opération «BRICOLE», soit l'item numéro (i) du document qu'il avait fait parvenir, le 15 mars, à M. Dare et que nous avons précédemment décrit. M. Melanson a retrouvé dans ses dossiers le document qui lui a été transmis par M. Cobb et il a été déposé devant la Commission (exhibit P-158). Il ne s'agit en effet que du seul résumé: M. Melanson n'a jamais reçu les appendices du document préparé, par M. Cobb, pour M. Dare (vol. 124, pp. 4-13).

Le témoignage de M. Melanson confirme ceux de M. Lalonde et du directeur Beaudoin. Nous verrons qu'il s'accorde en tous points avec la suite des événements pertinents à la description de la collaboration apportée par la GRC au gouvernement du Québec.

### 5 avril 1976

M. Cobb expédie à M. Dare un long télex, dans lequel il répond à un ensemble de questions précises sur la participation des corps policiers à l'opération «BRICOLE». Ce télex de M. Cobb est l'une des descriptions les plus explicites qui aient été présentées par un officier de la GRC ou de tout autre service de police, de l'ensemble des circonstances afférentes à la participation des corps policiers à l'opération «BRICOLE». Dans un second télex, envoyé le même jour, le surintendant principal Cobb rend compte de l'attitude adoptée par les corps policiers québécois au cours de la réunion du 2 avril et propose des éléments de stratégie pour régler cette affaire (exhibit P-119).

### 3 mai 1976

M. Fernand Lalonde fait parvenir une lettre au Solliciteur général du Canada, dans laquelle il réclame de M. Allmand un rapport sur la participation de la GRC à l'opération «BRICOLE» (exhibit P-155). M. Lalonde aurait attendu un mois avant de s'adresser à M. Allmand, parce qu'il désirait d'abord recueillir la version des corps policiers québécois placés directement sous sa responsabilité (vol. 120, pp. 40-41).

### 31 mai 1976

En réponse à la lettre de M. Lalonde, M. Allmand envoie à ce dernier un bref rapport du commissaire de la GRC, M. Maurice J. Nadon. Ce rapport fait état de la participation de cinq membres de la GRC — soit MM. Cobb, Brodeur, Bonsant, Samson et Mme Dubé-Vani — à l'opération. Il est ambigu quant aux fins poursuivies par l'opération, affirmant toutefois qu'*une perquisition et saisie sans mandat est contraire aux principes de la loi*» (exhibit P-75-C). La terminologie utilisée par le commissaire Nadon mérite d'être notée. Comme celui transmis par le SPCUM, le rapport de M. Nadon consacre quelques pages à justifier l'exécution de l'opération «BRICOLE», à partir des renseignements possédés par

la GRC. Les formules qu'il emploie sont similaires à celles qui apparaissent dans le rapport présenté, le 5 avril 1976, par M. Desautels du SPCUM (exhibit P-47, pp. 4 à 7).

### 1er juin 1976

Le lendemain de l'envoi de la réponse de M. Allmand à M. Lalonde, le directeur du Service de sécurité de la GRC, M. Michael Dare, fait parvenir à M. Cobb une lettre portant la mention «*ultra secret*». Le paragraphe 4 de cette lettre se lit comme suit:

*In the event that the Honourable Fernand LALONDE, Solicitor General for the Province of Québec, requests further information, would you and your staff review your BRICOLE report of March 15, 1976, plus attachments. It is realized that it was originally written for internal consumption. No doubt it could be redrafted with the same factual accuracy, perhaps a bit shorter, with a language that would be more easily understood outside this Force. We would not want to risk giving the impression that we are in any way attempting to diminish our role, an intention which I know is not of your making.»*

(Exhibit P-126; nous soulignons)

### Traduction:

Dans l'éventualité où l'Honorable Fernand Lalonde, Solliciteur général de la Province de Québec, réclamerait un complément d'information, pourriez-vous, avec votre personnel, revoir votre rapport du 15 mars sur «BRICOLE», et ses appendices. Nous sommes conscients qu'il a été originellement écrit pour distribution interne. Sans doute pourrait-il être reformulé, peut-être de façon un peu plus brève, avec la même exactitude factuelle, mais dans un langage qui serait plus aisément compris à l'extérieur de la Force. Nous ne voudrions pas prendre le risque de donner l'impression que nous tentons de quelque façon que ce soit de diminuer notre rôle, intention dont je sais qu'elle n'est pas la vôtre.

### 8 juin 1976

M. Cobb donna suite à la requête de M. Dare. Une version annotée de son rapport initial du 15 mars (exhibit P-95) a été déposée devant la Commission (exhibit P-95-B; les annotations sont manuscrites). Une nouvelle version de P-95 sera préparée par la GRC à la suite des corrections apportées par M. Cobb (exhibit P-127). Nous citerons des extraits d'un même passage de P-95 (le rapport initial de M. Cobb), de P-127 (le rapport modifié) et de P-156 (la traduction faite par la GRC de P-127; elle ne sera transmise à M. Paul Benoit que le 20 décembre 1976). Cette comparaison est révélatrice, car elle dévoile le sens des modifications apportées par la GRC.

«WHY ILLEGAL ENTRY:

*The primary objective of the Operation was to disrupt the MDPPQ and the APLQ and the second objective was information gathering. The theft was preferred over the lawful search by the persons involved as more disruptive: No need to return documents/No legal battle against oppressive authority and it would create more uncertainty in the milieu. Although a Warrant could probably have been obtained, it appear the MCP could not make a direct link between the MDPPQ/APPLQ and a crime. Finally there was a hope the the crime could be blamed on Andre MAHEU of the MILICE REPUBLICAINE, who had asked the MDPPQ for a list of its supporters and, when refused, had become quite hostile.*

(Exhibit P-95, annexe 1, p. 6; nous soulignons)

Raison de l'introduction illégale:

L'objectif premier de cette opération était de neutraliser le MDPPQ et l'APLQ et le second objectif était la cueillette d'informations. Le vol fut préféré à une perquisition légale par les personnes impliquées parce qu'il aurait plus d'effet au niveau de la neutralisation de ces mouvements: aucun besoin de rendre les documents, aucune bataille légale contre une autorité oppressive; le vol créerait plus d'incertitude dans le milieu. Bien qu'un mandat ait probablement pu être obtenu, il semble que le SPCUM ne pouvait établir de lien direct entre le MDPPQ/APLQ et la commission d'un crime. Finalement, il y avait un espoir que ce crime soit attribué à André MAHEU, de la MILICE RÉPUBLICAINE. Il avait demandé au MDPPQ une liste de ses sympathisants et quand

«WHY ENTRY WITHOUT WARRANT

*The primary objective of the Operation was to disrupt the MDPPQ and the APLQ and the second objective was information gathering. The entry without warrant was preferred over the search with warrant by the persons involved as more disruptive: no need to return documents/no legal battle against «oppressive authority» and it would create more uncertainty in the milieu. Although a warrant could probably have been obtained, it appeared the SPCUM could not make a direct link between the MDPPQ/APLQ and a crime. Finally there was a hope the the removal of the documents could be blamed on André MAHEU of the MILICE REPUBLICAINE, who had asked the MDPPQ for a list of its supporters and, when refused, had become quite hostile.*

(Exhibit P-127, annexe 1, pp. 6-7; nous soulignons)

«Raison de la pénétration sans mandat:

*Le but premier de l'opération visait à entraver les activités du MDPPQ et de l'APLQ, et le deuxième, à obtenir des renseignements. Les personnes intéressées ont opté pour une introduction dans les lieux sans mandat au lieu d'une perquisition avec mandat. De cette façon, elles espéraient nuire davantage aux organisations: il ne serait pas nécessaire de rendre les documents, il n'y aurait pas danger de poursuites pour «abus d'autorité» et cela créerait une plus grande incertitude dans le milieu. Bien qu'on ait probablement pu obtenir un mandat, le SPCUM, semble-t-il, était incapable d'établir un lien direct entre le MDPPQ/l'APLQ et une infraction précise. Enfin, les membres de l'Opération Bricole espéraient que l'on imputerait la*

elle lui avait été refusée, il était devenu fort hostile.

(Exhibit P-95, annexe 1, p. 6; notre traduction. Nous soulignons.)

*disparition des documents à André MAHEU de la MILICE RÉPUBLICAINE, qui était devenu très hostile lorsque le MDPPQ avait refusé de lui donner une liste de ses partisans.»*

(Exhibit P-156, annexe 1, pp. 6-7; traduction de la GRC. Nous soulignons.)

Comme il est manifeste, les modifications apportées ont pour but d'occulter le caractère illégal de l'opération «BRICOLE». Malgré ces modifications, le rapport de M. Cobb et ses appendices ne seront jamais envoyés à M. Lalonde par les autorités fédérales.

M. Lalonde a témoigné devant la Commission à l'effet qu'il avait été insatisfait des informations transmises par la GRC (vol. 120, pp. 51-53). Pour la suite de ce dossier, il s'en remit au sous-ministre Paul Benoît chargé, depuis mai 1976 comme nous le verrons, de compléter l'enquête sur l'implication des corps policiers dans «BRICOLE». M. Benoît n'obtiendra une copie du rapport modifié de M. Cobb et de ses appendices qu'à la fin de l'année 1976.

## 6.2 ENQUÊTE DU SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET COLLABORATION DES CORPS POLICIERS

M. Paul Benoît qui était alors, à titre de sous-ministre associé de la Justice, responsable de la Direction générale de la Sécurité publique, reçut mandat en mai 1976 de faire enquête sur la participation des corps policiers à l'opération «BRICOLE». Pendant l'été, il rencontra des représentants des trois corps policiers impliqués. Les résultats de l'enquête de M. Benoît ont été déposés devant la Commission (exhibits P-159-A à P-159-F).

### 6.21 COLLABORATION DU SPCUM

M. Benoît entreprit des démarches auprès de M. Paul-Émile L'Écuyer, le président du Conseil de sécurité publique, qui le référa à M. Daigneault, le directeur du SPCUM. Ce dernier mettra M. Benoît en rapport avec l'assistant-directeur Desautels. La collaboration apportée par le SPCUM à l'enquête menée par M. Benoît fut aussi réticente que celle qui avait été apportée aux démarches de M. Lalonde. On peut en retenir les points suivants:

(i) Comme M. Lalonde, M. Benoît fit porter l'essentiel de son effort sur l'obtention de versions individuelles (circonscrites) des policiers qui avaient participé à l'opération. M. Desautels et le procureur du SPCUM présentèrent à sa démarche la même objection que celle qui avait été présentée à M.

L'Écuyer lorsqu'il tenta de donner suite aux demandes d'information du Solliciteur général du Québec:

*«Il fut question au cours de cette rencontre qu'en donnant des versions des faits les policiers pourraient s'incriminer sans bénéficier de la protection qu'accorde la Cour dans de telles circonstances. Il me dit qu'il soumettrait le cas au directeur Daigneault.»*

(Exhibit P-159-C)<sup>1</sup>

Le SPCUM ne modifia pas sa position et M. Benoît ne reçut jamais les versions individuelles qu'il réclamait.

Du 8 juillet au 6 septembre 1976, moment de la date de son rapport, les démarches de M. Benoît se heurtèrent, comme il est manifeste à la lecture de son texte, à une obstruction systématique de la part du SPCUM (exhibit P-159-C, pp. 2-3). L'attitude prise en 1976 par certains policiers du SPCUM se concilie très mal avec celle qu'ils ont adoptée en témoignant devant la Commission, alors que leur témoignage était rendu sous la protection de la *Loi sur les commissions d'enquête* (L.R.Q. 1977, ch. C-37). Nous avons en effet déjà cité, à titre d'exemples, des passages du témoignage du capitaine Cormier où ce dernier affirme que la perquisition effectuée aux locaux de l'APLQ était selon lui une opération *légale*. Si les policiers du SPCUM qui ont participé à l'opération «BRICOLE» étaient véritablement persuadés que cette perquisition était légale, pourquoi ont-ils maintenu devant M. Benoît leur refus de lui présenter des versions individuelles de leur rôle dans cette affaire, en alléguant le caractère incriminant de ce qui était exigé d'eux?

(ii) Les policiers du SPCUM ont réitéré l'importance, dans la genèse de l'opération «BRICOLE», de s'emparer d'une lettre que M. et Mme Cossette-Trudel auraient fait parvenir de Cuba à un membre de l'APLQ. D'après les policiers du SPCUM, ce serait M. Robert Samson qui aurait insisté de façon particulière sur la nécessité de se procurer cette lettre. Remarquons à cet égard que le texte manuscrit dans lequel l'agent Robert Samson énonce le projet initial d'entreprendre cette perquisition ne comporte *aucune mention* de la «lettre de Cuba» (exhibit P-74).

(iii) Il est enfin un passage de l'exhibit P-159-C qui mérite d'être cité, car il est révélateur de l'esprit qui prévalait parmi certains membres du SPCUM. M. Benoît rapporte les paroles de l'assistant-directeur Desautels de la façon suivante:

*«Il m'a aussi dit que cette affaire aurait pu être réglée bien facilement si le Premier Ministre Trudeau avait fait une déclaration se rapportant à l'intérêt de la nation laquelle aurait été justifiée par la nature des documents trouvés à cet endroit. Il me dit que le Premier Ministre ne l'avait pas jugé*

<sup>1</sup>Note de M. Paul Benoît à la suite d'une rencontre qu'il eut avec M. Desautels et Me Lafrance, le 8 juillet 1976.

*opportune uniquement à cause du voyage qu'il effectuait à Cuba.»*

(Exhibit P-159-C, p. 4)<sup>1</sup>

Comme nous l'avons déjà dit précédemment, la valeur des documents saisis à l'APLQ a été estimée nulle par ceux qui en ont fait l'analyse. Nous verrons plus loin que la saisie de ces documents ne permettra pas d'établir que les occupants des locaux de l'APLQ se livraient à des activités illégales.

## 6.22 COLLABORATION DE LA SQ

La SQ collabora à l'enquête de M. Benoît de la même façon qu'elle avait répondu aux demandes de M. Lalonde. M. Benoît rencontra le capitaine Desnoyers, qui avait mené l'enquête interne de la SQ sur la participation de ses membres à l'opération «BRICOLE». Ce dernier lui remit des versions individuelles des membres de la SQ sur leur implication dans cette opération et lui donna les informations supplémentaires qu'il avait acquises en poursuivant son enquête interne. Mentionnons parmi ces informations que l'analyse faite des documents saisis dans les locaux de l'APLQ n'avait apparemment pas révélé que les membres de cette organisation se livraient à des activités de nature illégale. Au cours de sa rencontre avec M. Benoît, le capitaine Desnoyers ajouta

*«que les versions individuelles ont été obtenues à la demande du directeur Beaudoin et que les policiers qui les ont données l'ont fait pour établir la vérité et ne croient pas que ces versions seront utilisées comme preuves contre eux.»*

(Exhibit P-159-B, p. 1)

## 6.23 COLLABORATION DE LA GRC

Le 12 août 1976, M. Paul Benoît rencontra le commissaire Maurice J. Nadon de la GRC. Ce dernier était accompagné du surintendant Joseph A. Nowlan, qui avait collaboré à une enquête interne sur la participation de membres de la GRC à l'opération «BRICOLE». M. Benoît avait déjà préparé, à la suite de

---

<sup>1</sup>Interrogé sur ce passage du rapport de M. Benoît, M. Desautels a d'abord allégué qu'il n'avait pas gardé souvenir de cette conversation; il a ensuite déclaré qu'il «n'avait pas pu» dire une telle chose à M. Benoît (vol. 36, pp. 88-89). Quoi qu'il en soit de la mémoire de M. Desautels, les affirmations de M. Benoît sur les attentes des policiers du SPCUM par rapport aux autorités fédérales sont corroborées par un télex de M. Cobb de la GRC (exhibit P-119; second télex sous cette cote, par. 3 et 6). M. Cobb y rapporte que les policiers du SPCUM espéraient que le Solliciteur général du Canada justifiait l'opération «BRICOLE» au nom de la sécurité nationale.

sa rencontre avec des membres de la SQ et du SPCUM, un résumé écrit des résultats de son enquête. La rencontre consista à établir la véracité des informations recueillies par M. Benoît sur le rôle de la GRC dans l'opération «BRICOLE», ces informations ayant été colligées à partir de ses entrevues avec des représentants des autres corps policiers. Dans leur rencontre avec M. Benoît, les deux officiers de la GRC lui confirmèrent que, d'après leurs dossiers, l'appropriation de la «lettre de Cuba» ne constituait pas l'enjeu de l'opération «BRICOLE». Ils corroborèrent également ce qu'il avait déjà appris de la SQ, à savoir que les membres des mouvements occupant le 3459 de la rue Saint-Hubert n'avaient participé à aucun acte de nature criminelle et qu'ils ne se préparaient pas à le faire.

Les renseignements transmis à M. Benoît par le commissaire Nadon et le surintendant Nowlan furent incomplets et, à certains égards, faux:

(i) Ils ne dépassaient d'abord pas les faits contenus dans le résumé de l'opération «BRICOLE», tel que celui-ci avait été établi par M. Cobb et transmis, sans ses appendices, à l'inspecteur Melanson de la SQ. M. Benoît était déjà en possession de l'essentiel de cette information à la suite de sa rencontre avec le capitaine Desnoyers de la SQ.

(ii) La GRC assura M. Benoît que le sergent d'état-major François d'Entremont n'avait participé à aucun des stades de l'opération (exhibit P-159-E). Ce renseignement était inexact. Il est toutefois possible que le commissaire Nadon et le surintendant Nowlan n'aient pas été informés, à cette date, du rôle tenu par M. d'Entremont dans l'opération «BRICOLE».

(iii) Il semble cependant que sur un point les deux officiers de la GRC aient consciemment induit M. Benoît en erreur. Dans le rapport qu'il a fait sur son entrevue avec M. Benoît, le commissaire Nadon fait état des renseignements qu'il lui transmit, de la façon suivante:

*«According to our files, the main motive of the search was to seek information on the MDPPQ who were known to be a rallying point for the FLQ sympathizers.»*

(Exhibit P-136, p. 3; rapport du commissaire Nadon, daté du 13 août 1976)

**Traduction:** D'après nos dossiers, le motif principal de la perquisition était d'obtenir des renseignements sur le MDPPQ, dont on savait qu'il constituait un point de ralliement pour les sympathisants du FLQ.

Or, le 16 août, soit quelques jours à peine après sa rencontre avec M. Benoît, le commissaire Nadon fit parvenir à M. Dare, le directeur du Service de sécurité, le rapport qu'il avait rédigé trois jours auparavant. Son rapport était toutefois accompagné d'une note qui en commentait le contenu. Nous citons maintenant un passage de cette note:

*«Another disturbing factor, although not admitted during our interview with Mr. Benoit, is that it appears*



*the plan was prepared with a view to the theft of documents to disrupt the organisation concerned, not just to seek information. If such is the case there was «mens rea» involved and if it comes out in court members concerned could be found guilty of Break, Enter and Theft.»*

(Exhibit P-137)

**Traduction:**

Un autre sujet de préoccupation, bien que la chose n'ait pas été reconnue lors de notre entrevue avec M. Benoît, est qu'il semble que le plan (de l'opération «BRICOLE») a été conçu avec le dessein de neutraliser l'organisme concerné en volant ses documents, et non dans le seul but de recueillir des renseignements. Si tel est le cas, la *mens rea* était présente et si cela est révélé devant un tribunal, les membres impliqués pourraient être reconnus coupables d'introduction avec effraction et de vol.

(Nous avons ajouté la précision contenue entre parenthèses.)

*La connaissance de l'objectif réel de l'opération «BRICOLE» ne fut jamais portée explicitement à l'attention de M. Benoît par la GRC, au cours de l'enquête de celui-ci. Le rapport rédigé le 15 mars 1976 par l'inspecteur Cobb ne lui fut communiqué que le 20 décembre 1976. Le rapport était cette fois accompagné de ses appendices; il était également présenté dans sa version modifiée. C'est M. Cobb qui se chargea de transmettre lui-même son rapport à M. Benoît. Soulignons que le 21 octobre 1976, un agent de liaison de la SQ avait déposé, devant M. le juge Vincent, une plainte relative à l'absence de mandat dans la perquisition effectuée aux locaux de l'APLQ. M. Donald Cobb était l'un des trois policiers impliqués dans cette plainte déposée par la SQ.*

## CONCLUSION

Il est un dernier document, daté du 2 février 1977, dont nous désirons citer un large extrait en guise de conclusion. L'auteur de ce document, qui constitue un aide-mémoire relatif à l'opération «BRICOLE», est le surintendant J.A. Nowlan de la GRC; une copie en fut transmise à M. George H. Powell, sous-ministre adjoint (Police et Sécurité) au ministère du Solliciteur général du Canada.

«QUESTIONS WHICH MAY BE RAISED LATER ON

GOYER — DID HE KNOW? — DID HE TAKE ANY PART IN NOT PURSUING RCMP PARTICIPATION IN THE RAID FURTHER?

HIGGITT — Did he act reasonably by being satisfied that it was a unique operation and that measures had been taken by his Deputy to prevent recurrence?

STARNES — *Did he act reasonably in so assuring the Commissioner?*

COBB — *Why was he promoted on two occasions since 1972 when the RCMP was aware of his overzealousness in consenting to RCMP participation in the raid?*

BREAKING and ENTERING — *What assurance do we have that it was a unique operation and that the Security Service has not been a party to other trespasses or other breaking and entering cases?*

DISRUPTION — *What does this term relate to? Was this practice widespread then and now?*

COVER-UP — *Does Commissioner Higgitt's reliance on the assurance of his Deputy at that time constitute a coverup?*

QUESTIONS OF HONESTY — *Were members of the RCMP completely forthright and candid at any time that questions were raised within the Force or by Parliament and the Solicitor General?*

(Exhibit P-140, p. 2; souligné dans le texte)

#### Traduction:

#### QUESTIONS QUI PEUVENT ÊTRE SOULEVÉES PLUS TARD

GOYER — Savait-il? A-t-il été partie à ne pas poursuivre plus loin les recherches sur la participation de la GRC à ce raid?

HIGGITT — A-t-il agi raisonnablement en ayant été satisfait que cette opération n'était qu'un cas unique et que des mesures avaient été prises par son adjoint pour prévenir la répétition (de telles opérations)?

STARNES — A-t-il agi raisonnablement en assurant le Commissaire que la situation était telle?

COBB — Pourquoi a-t-il été promu deux fois depuis 1972, alors que la GRC était avertie de son trop grand zèle à avoir consenti à la participation de la GRC à ce raid?

INTRODUCTION AVEC EFFRACTION — Quelle assurance avons-nous que l'opération n'a constitué qu'un cas unique et que le Service de sécurité n'a pas participé à d'autres violations de propriété ou à d'autres introductions avec effraction?

NEUTRALISATION — À quoi ce terme réfère-t-il? Cette pratique était-elle répandue à cette époque et l'est-elle maintenant?

CAMOUFLAGE — Est-ce que la confiance du commissaire Higgitt dans les assurances que lui fournit son adjoint à cette époque constitue un camouflage?

QUESTIONS RELATIVES À L'HONNÊTETÉ — Est-ce que les membres de la GRC ont été complètement francs et ouverts à chaque fois que des questions ont été soulevées à l'intérieur de la Force ou par le Parlement et le Solliciteur général?

L'interprétation de ce document est difficile. On ne sait en effet s'il constitue un document de stratégie, anticipant des questions auxquelles la GRC pouvait être pressée de répondre ou si les questions énumérées par le surintendant Nowlan étaient véritablement reconnues pertinentes à l'intérieur de ce corps policier. Une chose est absolument sûre: certaines de ces questions ne sont soulevées que pour la forme. Lorsque, par exemple, M. Nowlan s'interroge sur les assurances de la GRC que «BRICOLE» n'a constitué qu'un cas isolé, il est lui-même assuré du contraire. Nous verrons en effet dans un chapitre subséquent<sup>1</sup> que M. Nowlan a rédigé un télex en décembre 1976, dans lequel il discute la légalité de l'opération «HAM» et dans lequel il conclut qu'un grand nombre d'interventions de la GRC ont «techniquement» violé la loi.

Le surintendant Nowlan est l'un des membres de la GRC qui a été nommé par le commissaire Nadon pour mener une enquête interne sur l'implication de certains policiers dans des opérations illégales. Cette enquête fut instituée au mois de juin 1977, en vertu de la *Loi sur la Gendarmerie Royale du Canada* (S.R.C. 1970, ch. R-9).

La Commission a réclamé par voie de *subpoena* des parties du rapport auquel donna lieu cette enquête. Ces parties étaient celles relatives aux opérations menées par la GRC au Québec. Elles ne lui furent jamais transmises, le Solliciteur général du Canada ayant manifesté par voie d'*affidavit*, en conformité avec l'article 41(2) de la *Loi sur la Cour fédérale*, que la divulgation de ces documents serait préjudiciable à la sécurité nationale.

---

<sup>1</sup>Voir la section 2.22 du chapitre XII.

---

## CHAPITRE IX

### **LE VOL DE DYNAMITE À RICHELIEU EXPLOSIVES INC. ET L'INCENDIE DE LA GRANGE «LE PETIT QUÉBEC LIBRE»**

<b>1</b>	<b>LE VOL DE DYNAMITE</b>	<b>313</b>
1.1	Contexte de l'opération	313
1.2	Préparation de l'opération	315
1.21	Objectif du vol	315
1.22	Autorisation de l'opération	316
1.3	Déroulement de l'opération	317
1.4	Suites de l'opération	318
1.41	Transport de la dynamite	319
1.42	Enquête de la SQ	320
<b>2</b>	<b>L'INCENDIE DE LA GRANGE «LE PETIT QUÉBEC LIBRE»</b>	<b>321</b>
2.1	Contexte de l'opération	321
2.11	Cadre général des opérations policières	321
2.12	Ferme du «Petit Québec Libre»	322
2.2	Préparation de l'opération	323
2.21	Instigation et autorisation de l'opération	324
2.22	Objectifs de l'opération	326
2.23	Perception de la légalité de l'opération	328
2.24	Visite des lieux	329

---

**2.3    Déroulement de l'opération** \_\_\_\_\_ 329

---

**2.4    Suites de l'opération** \_\_\_\_\_ 330

---

**2.41    Enquête de la SQ** \_\_\_\_\_ 330**2.42    Résultats de l'opération** \_\_\_\_\_ 331

CES deux opérations illégales feront l'objet d'un même chapitre du rapport. Elles sont en effet très peu distantes dans le temps et ont été effectuées, à peu d'exceptions près, par les mêmes policiers de la Section «G» du Service de sécurité de la GRC à Montréal. Nous suivrons un plan analogue à celui de notre exposé sur l'opération «BRICOLE» et distinguerons entre le contexte de l'opération, sa préparation, son déroulement et ses suites.

Bien que ces opérations aient été effectuées au cours de l'année 1972, c'est-à-dire avant l'opération «BRICOLE», nous avons choisi de rendre compte du vol de dynamite et de l'incendie de la grange après notre chapitre sur «BRICOLE». Les raisons de ce choix tiennent essentiellement à la nature de la preuve recueillie par la Commission. Par suite du jugement de la Cour suprême, nous n'avons pu en effet obtenir tous les documents qui auraient été propres à rendre exhaustive l'enquête menée sur le vol de dynamite et sur l'incendie de la grange. Ces opérations ne constituent pas, de toute évidence, des opérations de cueillette de renseignements; leur nature les apparente plutôt à l'opération «BRICOLE», sur laquelle notre enquête a été plus complète. Nous avons donc pensé que notre description de l'opération «BRICOLE», sur laquelle la Commission possédait une documentation relativement importante, était propre à fixer la perspective générale dans laquelle étaient exécutées les tactiques de neutralisation. C'est pourquoi nous avons choisi de traiter d'abord de l'opération «BRICOLE», même si elle est postérieure au vol de dynamite et à l'incendie de la grange.



## 1 LE VOL DE DYNAMITE

À un moment qu'il faut situer, selon toute vraisemblance, dans la nuit du 26 au 27 avril 1972, des policiers de la GRC s'introduisirent avec effraction dans les poudrières de la compagnie *Richelieu Explosives Inc.*, situées à Saint-Grégoire, dans la région de Rougemont. Ils s'y emparèrent de bâtons de dynamite et de détonateurs. Cette dynamite fut par la suite entreposée en divers lieux choisis par les policiers de la GRC. Ces derniers se débarrassèrent finalement de la dynamite volée, ou d'une partie de celle-ci, le 23 octobre 1972. Ils la laissèrent en effet dans un sac en bordure de la route 50 (dans les Cantons de l'Est) et logèrent un appel anonyme au poste de la Sûreté du Québec de Coaticook, pour rapporter que de la dynamite avait été laissée à l'endroit susmentionné. Des policiers de la SQ vinrent alors récupérer la dynamite. Notons ici que l'enquête faite par la SQ à la suite du vol de dynamite à *Richelieu Explosives Inc.* ne parvint pas à découvrir les responsables de celui-ci.

### 1.1 CONTEXTE DE L'OPÉRATION

La conjoncture policière au sein de laquelle s'inscrit cette opération est, pour l'essentiel, la même que celle de l'opération «BRICOLE». Il s'agit de la mise en pratique d'une politique agressive de prévention d'une recrudescence du terrorisme au Québec. Au cours d'un témoignage rendu le 1er novembre 1977 lors duquel il révéla sa participation à diverses opérations illégales, le sergent Claude Brodeur de la GRC a décrit de la façon suivante cette politique d'intervention active:

*«( . . . ) Peu de temps après la crise soixante-dix (70), McCleery avait vendu l'idée à la haute direction du service de sécurité de la G.R.C., à Montréal, d'adapter une politique préventive et d'épargner ainsi des millions de dollars aux fonds publics. Son objectif, qu'il a atteint d'ailleurs, d'éviter une deuxième crise ou même une mini-crise, par tous les moyens possibles.»*

(Vol. 38, p. 9. Le texte lu par M. Brodeur a été déposé comme exhibit P-64)

Afin de réaliser son objectif, le sergent d'état-major McCleery recruta, parmi les membres de la GRC, une équipe de policiers d'origine québécoise qui, selon les termes du sergent Brodeur, étaient «des gars plus opérationnels qu'administrateurs» (vol. 38, p. 9).

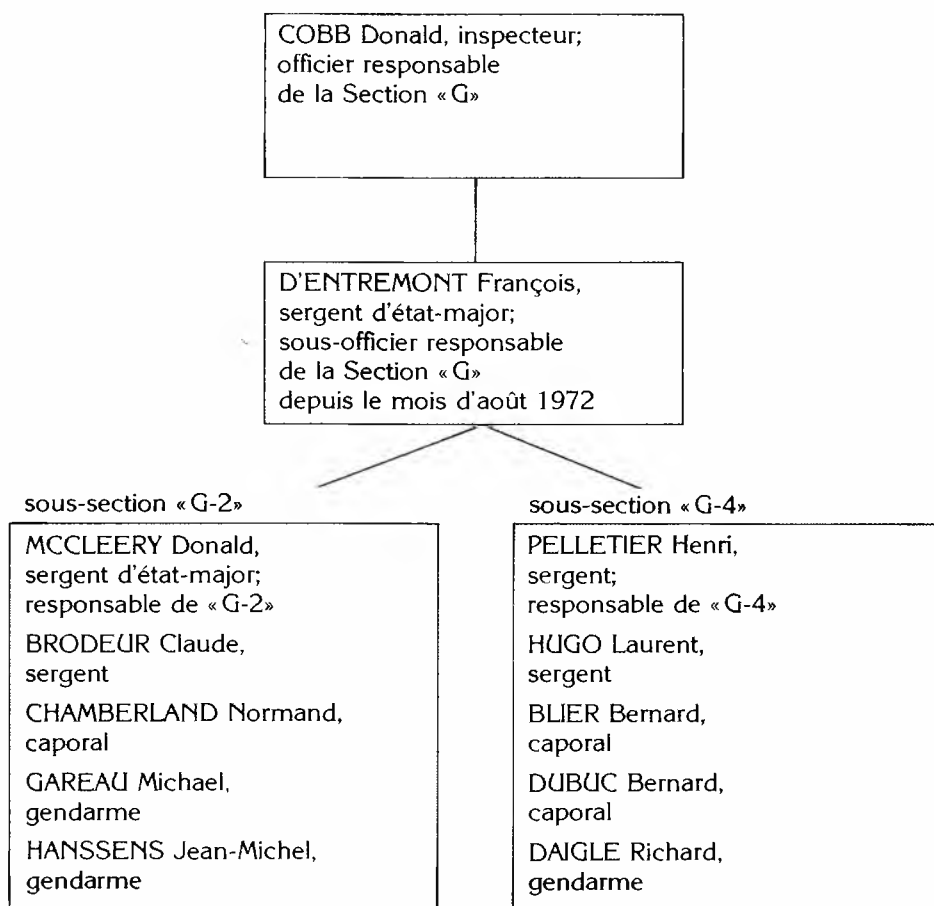
Les policiers recrutés par M. McCleery appartenaient à la Section «G» du Service de sécurité de la Division «C» à Montréal. La Section «G» était subdivisée en quatre composantes, à savoir «G-1», «G-2», «G-3» et «G-4». La sous-section «G-2», sous la direction de M. McCleery, s'occupait de façon plus particulière du contrôle des présumées cellules felquistes; la composante «G-4» s'employait à développer des sources humaines dans les milieux réputés subversifs. Il est toutefois important de souligner que, d'après la preuve recueillie par la Commission, il n'existait pas de cloisonnement opérationnel entre les activités de



ces diverses composantes de «G», les membres de «G-2» et de «G-4» étant parfois appelés à participer aux mêmes opérations.

Voici un organigramme partiel de la Section «G» à Montréal: seul les noms des policiers impliqués à des titres divers dans le vol de dynamite et dans l'incendie de la grange seront cités:

# **TABLEAU 5** **ORGANIGRAMME PARTIEL** **DE LA SECTION «G»** **DE LA DIVISION «C»** **DE LA GRC À MONTRÉAL** **1972**



## 1.2 PRÉPARATION DE L'OPÉRATION

Selon les témoignages relatifs à cette opération, celle-ci ne donna pas lieu à des réunions de planification. La difficulté de donner une description exacte des préparatifs de ce vol de dynamite est en outre accrue par le fait que les divers participants à l'opération ont proposé des versions contradictoires de ses objectifs et de son autorisation.

---

### 1.21 OBJECTIF DU VOL

Les deux versions qui s'affrontent, pour ce qui est de la détermination de l'objectif de ce vol de dynamite, sont les suivantes:

- (i) Cette dynamite aurait été volée dans le but d'accréditer une source qui tentait d'infiltrer une cellule présumément terroriste (témoignage du sergent Pelletier, vol. 66, p. 78 et témoignage du caporal Dubuc, vol. 149, p. 47).
- (ii) Cette dynamite aurait été volée dans le but de neutraliser un présumé terroriste (exhibit P-84).

Il est toutefois possible que des objectifs du même ordre que ceux précédemment énoncés aient été poursuivis *en même temps*. Spéculant, lors de son interrogatoire, sur la façon dont cette opération aurait pu être réalisée, le sergent d'état-major McCleery a avancé la théorie suivante: la GRC fournit de la dynamite à une présumée cellule terroriste par l'intermédiaire d'une source et attend que les membres de cette cellule projettent une opération pour les arrêter tous en flagrant délit (vol. 52, p. 36). M. McCleery ne se souvient cependant pas si le vol de dynamite perpétré à Rougemont s'est effectivement inscrit dans le cadre d'une telle stratégie.

On aurait pu, de la même façon, projeter d'utiliser une source pour procurer de la dynamite à un terroriste que l'on voulait neutraliser, arrêtant ensuite ce dernier en flagrant délit de possession d'explosifs:

*«Hanssens a ajouté que durant cette même époque, il a reçu soit de McCleery ou Brodeur le commentaire que la dynamite était projetée pour être placée dans le véhicule de (nom de l'individu), et de le faire prendre à la frontière des U.S.A. en possession de dynamite.»*

(Exhibit P-84; résumé d'une déclaration du caporal Hanssens de la GRC dans le cadre d'une enquête interne menée par ce même corps de police; le résumé est daté du 20 juin 1977<sup>1</sup>.)

---

<sup>1</sup>Le témoignage de M. Hanssens devant la Commission McDonald est conforme à la déclaration dont nous avons cité le résumé; voir les transcriptions de la Commission McDonald, vol. 77, pp. 12 544-45.

## 1.22 AUTORISATION DE L'OPÉRATION

Il existe également deux versions contradictoires au chapitre de l'autorisation de cette opération.

(i) **La version du caporal Dubuc:** c'est le sergent d'état-major McCleery qui lui aurait ordonné de se procurer de la dynamite de façon illégale (vol. 149, p. 42). D'après le témoignage du sergent Pelletier, le supérieur de M. Dubuc, ce dernier lui aurait effectivement révélé que la dynamite avait été volée par suite d'un ordre de M. McCleery (vol. 66, p. 77). M. Pelletier n'avait pas été informé de ce projet de vol avant sa réalisation et il n'a pas lui-même disséminé cette information après l'avoir obtenue de M. Dubuc.

(ii) **La version du sergent d'état-major McCleery:** cette opération est une initiative des membres de «G-4» (développement des sources). Lui-même n'aurait pris connaissance de cette opération qu'après sa réalisation (vol. 126, p. 59). Les arguments avancés par M. McCleery pour appuyer sa version sont les suivants:

- s'il avait voulu accréditer une source, il aurait facilement pu se procurer de façon légale de la fausse dynamite (vol. 126, p. 60);
- s'il avait ordonné l'exécution de cette opération, il aurait eu recours à des hommes de «G-2» — MM. Claude Brodeur et Normand Chamberland — en qui il avait davantage confiance qu'en MM. Dubuc et Daigle (vol. 118, pp. 4-5).

Ces arguments du sergent d'état-major McCleery ne sont pas suffisants pour convaincre la Commission relativement à l'autorisation de ce vol de dynamite.

Notons d'abord que si l'on accepte le premier de ces arguments, on est conduit à mettre en cause le fait que l'objectif de cette opération ait été d'accréditer une source (pourquoi lui fournir de la vraie dynamite alors qu'il aurait suffi de lui procurer de faux explosifs?). L'opération n'aurait alors poursuivi que le second des objectifs mentionnés plus haut, à savoir neutraliser un terroriste en l'arrêtant en flagrant délit de possession de dynamite. Or, d'après la preuve recueillie par la Commission, c'est M. McCleery lui-même qui aurait parrainé ce projet. Quelle que soit la façon dont on aborde cette question de l'autorisation du vol de dynamite, les témoignages renvoient à M. McCleery.

Remarquons en second lieu que M. Chamberland, qui était sous l'autorité de M. McCleery, a effectivement participé à l'exécution de cette opération. Nous verrons plus loin que M. McCleery ne soulèvera pas d'objection à la participation de MM. Dubuc et Daigle à l'incendie de la grange «Le Petit Québec Libre». Il ne semble donc pas que les réserves qu'il a émises, devant la Commission, relativement à ces deux policiers aient été constantes.

À ces remarques peuvent s'en ajouter d'autres. M. McCleery a lui-même manifesté à plus d'une reprise, devant la Commission, ses très grandes réserves à initier une opération sans en prévenir ses supérieurs pour recueillir leur approbation. On ne voit pas pourquoi les autres policiers de la Section «G», comme le caporal Dubuc, auraient soudainement transgressé la procédure établie

et se seraient livrés à une opération sans prévenir *aucun* de leurs supérieurs. On voit encore plus mal qu'ayant délibérément omis de réclamer son autorisation, ces policiers aient eu recours par la suite à M. McCleery pour qu'il les aide à disposer d'une caisse de dynamite volée. En effet, M. McCleery a pris une part très active dans la dissimulation de la dynamite, après qu'elle eut été volée.

Il faut donc se résoudre à affirmer que la version présentée par le caporal Dubuc sur l'autorisation de ce vol de dynamite est la plus plausible. Dans le témoignage qu'il a rendu devant la Commission, le caporal Dubuc a déclaré avoir présumé que M. Cobb avait été informé de cette opération, quand M. McCleery lui ordonna d'y participer (vol. 149, pp. 43-44). D'après son témoignage, M. Cobb aurait appris de M. McCleery qu'une caisse de dynamite était entreposée au chalet de ce dernier; M. Cobb n'aurait pas su que cette dynamite avait été volée (vol. 47, pp. 161-164).

Après que M. McCleery eut ordonné au caporal Dubuc de se procurer des explosifs, ce dernier lui proposa d'en trouver en utilisant un faux nom ou quelque autre expédient de ce genre. M. McCleery répondit à M. Dubuc — selon le témoignage de ce dernier (vol. 149, p. 70) — que cette façon de procéder était inconciliable avec le but de l'opération (*«It would defeat the purpose»*). MM. Dubuc et Daigle effectuèrent alors des recherches pour trouver un endroit où il serait relativement facile de s'emparer d'explosifs sans y être autorisé. Il semble que ce soit après avoir entendu une conversation entre certains membres de la Section «G» que le sergent Dubuc ait décidé d'aller prospecter la région de Saint-Grégoire et qu'il ait arrêté son choix sur *Richelieu Explosives Inc.*

L'enquête menée par la SQ, à la suite du vol de dynamite, révèle en effet que deux policiers de la GRC se rendirent aux locaux de cette entreprise, deux jours avant que MM. Dubuc et Daigle ne s'y emparent de dynamite et de détonateurs. M. Pierre Savary, gardien des poudrières, a déclaré aux enquêteurs de la SQ que des policiers de la GRC l'interrogèrent sur les mesures de surveillance prises à l'égard des dépôts de dynamite. C'est vraisemblablement les commentaires de ces deux policiers qui orientèrent le choix de M. Dubuc (vol. 149, pp. 52-53).

---

### 1.3 DÉROULEMENT DE L'OPÉRATION

Cette opération s'est déroulée sans incident dans la nuit du 26 au 27 avril 1972. Trois membres de la Section «G» y ont pris part, à savoir le caporal Bernard Dubuc, le gendarme Richard Daigle et le caporal Normand Chamberland. Ce dernier a été recruté par le caporal Dubuc pour conduire le véhicule qui servit à transporter les explosifs volés. Selon le témoignage de M. Dubuc, M. Chamberland ne se trouva à participer à cette opération que parce qu'il était disponible le soir où l'on décida de l'effectuer et qu'il consentit à aider, pour services rendus, ceux qui allaient l'entreprendre (vol. 149, pp. 47-50). Il ne semble donc pas qu'il ait été informé de la nature de cette opération avant sa participation.

Dans la nuit du 26 au 27 avril 1972, ces trois policiers se rendirent donc à Saint-Grégoire (Rang Double), dans le comté d'Iberville, où se trouvaient les poudrières de la compagnie *Richelieu Explosives Inc.* M. Chamberland déposa MM. Dubuc et Daigle non loin des poudrières et s'éloigna dans son véhicule. Il avait la consigne de revenir à intervalles de 15 minutes près de l'endroit où il

les avait déposés pour prendre possession du chargement de dynamite. MM. Daigle et Dubuc fracturèrent les cadenas de deux poudrières et s'emparèrent d'un certain nombre de bâtons de dynamite et de détonateurs électriques («caps»). Ils revinrent à Montréal dans le véhicule conduit par M. Chamberland, après y avoir chargé la dynamite et les détonateurs. Le lendemain matin, les employés de la compagnie rapportèrent le vol à la SQ, dont l'enquête ne parvint à aucun résultat.

Il n'est qu'une seule véritable discordance dans les témoignages rendus sur le déroulement de cette opération. Elle est cependant d'importance. Il existe en effet une sérieuse différence dans l'évaluation de la quantité de dynamite volée.

(i) D'après l'inventaire fait par les employés de la compagnie après le vol, *quatre* caisses de dynamite *Tonal 75%* contenant des bâtons  $2\frac{1}{2}" \times 16"$  auraient été prises. La dynamite manquante pesait environ 200 livres et totalisait 56 bâtons. Il manquait également une boîte de *100 détonateurs instantanés* («E.B. Caps 6 pieds no 6»). La valeur marchande de ces explosifs se chiffrait approximativement à \$200.

(ii) D'après les témoignages des policiers qui ont perpétré ce vol, *une seule caisse* de dynamite contenant 14 bâtons  $2\frac{1}{2}" \times 16"$  et une boîte de détonateurs (environ une centaine de détonateurs) auraient été emportées (témoignage de M. Bernard Dubuc, vol. 149, pp. 68-69).

Il est impossible pour la Commission d'élucider cette contradiction. M. Robert Hunter, inspecteur du ministère des Mines du Canada en matière d'explosifs, a déclaré aux enquêteurs de la SQ que *Richelieu Explosives Inc.* «avait le meilleur système d'inventaire du Canada d'après lui» (rapport d'enquête de la SQ, no 105270472019, p. 22). M. Bernard Dubuc est pour sa part catégorique: M. Daigle et lui n'auraient pris qu'une caisse de dynamite. Comme on le verra dans la section suivante, seule une caisse de dynamite a été récupérée par la SQ en bordure de la route 50.

## 1.4 SUITES DE L'OPÉRATION

D'après les témoignages recueillis par la Commission, il ne semble pas que cette opération ait eu des suites qui fussent en rapport avec ses objectifs présumés. C'est d'ailleurs pourquoi il est impossible de vérifier laquelle des hypothèses faites sur la nature des objectifs de cette opération est valide. Sur la foi des témoignages entendus par la Commission, la dynamite volée n'aurait jamais été utilisée, les seules suites de ce vol consistant dans les activités déployées pour entreposer la dynamite volée (ainsi que les détonateurs) et, à la fin, pour s'en débarrasser. Les témoignages rendus sur les divers endroits où cette dynamite a été entreposée ne concordent pas pleinement. Nous tenterons toutefois d'établir une chronologie des événements qui ont précédé la récupération de cette dynamite par la SQ. Nous indiquerons au besoin les contradictions entre les divers témoignages.

## 1.41 TRANSPORT DE LA DYNAMITE

### Premier épisode

Quand les policiers qui l'avaient volée revinrent à Montréal dans la nuit du 27 avril 1972, la dynamite fut d'abord placée dans une automobile de la GRC garée dans un stationnement isolé sur le boulevard Shevchenko à LaSalle (témoignage de M. Bernard Dubuc, vol. 149, pp. 45-46).

### Second épisode

D'après son témoignage, le sergent d'état-major McCleery apprit le résultat du vol de la dynamite après l'exécution de celui-ci. Pour une raison inconnue de M. McCleery la dynamite ne fut pas utilisée par ceux qui l'avaient volée. Ceux-ci vinrent se rapporter à lui et, pour les tirer d'embarras, il leur aurait proposé de laisser cette dynamite dans les locaux qu'il occupait à la GRC (M. McCleery affirme même être presque certain d'avoir entreposé cette dynamite sous son bureau pendant environ deux jours — vol. 126, pp. 61-63). Après avoir songé à ce qu'il ferait de cette dynamite, il enjoignit le caporal Dubuc d'aller la porter dans un chalet qu'il possédait à Saint-Faustin, dans les Laurentides. Pour ce faire, il prêta à M. Dubuc les clés de son chalet et dessina un plan lui indiquant comment s'y rendre. D'après son témoignage, il infère avoir dû mettre l'inspecteur Cobb au courant de cette affaire, bien qu'il ne se souvienne pas de façon précise des circonstances dans lesquelles il a communiqué cette information à M. Cobb (vol. 118, p. 17).

La version que le caporal Dubuc donne de cet épisode diffère de celle de M. McCleery. D'après le caporal Dubuc, la dynamite ne fut pas entreposée dans les locaux de la GRC, près du bureau de M. McCleery. Après avoir volé la dynamite, le caporal Dubuc aurait prévenu le sergent d'état-major McCleery que l'opération avait été exécutée conformément à ses ordres; il lui aurait demandé ce qu'il devait faire de la dynamite. Après y avoir réfléchi, le sergent McCleery aurait alors ordonné au caporal Dubuc de transporter la dynamite à Saint-Faustin (vol. 149, p. 47).

### Troisième épisode

Conformément au vœu de M. McCleery, la dynamite fut transportée à son chalet de Saint-Faustin par le caporal Dubuc et par le gendarme Richard Daigle. Elle y restera jusqu'à la fin du printemps de 1972.

### Quatrième épisode

Vers la fin de mai 1972 (ou en juin de la même année), le sergent d'état-major McCleery prit la décision de transporter la dynamite dans un autre lieu que son chalet, sa famille devant bientôt y séjourner. Il se rendit donc à Saint-Faustin en compagnie du sergent Claude Brodeur et du caporal J.M. Hanssens (témoignage de M. Brodeur, vol. 38, p. 12 et témoignage de M. McCleery, vol. 126, p. 64).

Les versions de M. McCleery et de M. Brodeur diffèrent, pour ce qui est de la suite des événements. Selon M. McCleery, la dynamite fut d'abord transportée par MM. Brodeur, Hanssens et lui-même à une maison que possédait

M. Brodeur à Saint-Paul-d'Abbotsford. Il se peut alors que la dynamite ait été enterrée en arrière de la maison de M. Brodeur, qu'elle ait été placée dans cette maison ou encore qu'on l'ait mise dans une carcasse d'automobile qui était sur le terrain de M. Brodeur. Cette dynamite sera ensuite transportée par M. Brodeur dans une maison située à Stanhope (dans les Cantons de l'Est).

D'après le témoignage qu'il a rendu devant la Commission (vol. 38, p. 13), M. Brodeur se serait rendu avec M. McCleery au chalet de ce dernier à Saint-Faustin (M. Brodeur ne se souvient pas si M. Hanssens les accompagnait). Il serait alors revenu à Montréal avec M. McCleery et se serait rendu — sans ce dernier — dans la région de Stanhope, où se trouvait une maison abandonnée ayant déjà appartenu à une source de la GRC (vol. 38, p. 13). Il se peut que cette maison ait servi de camp de chasse à M. Brodeur. Il entreposa la dynamite dans cette maison, dont les fenêtres étaient barricadées et la seule entrée, cadenassée. M. Brodeur enfouit les détonateurs dans la fosse d'une toilette extérieure, située à proximité de cette maison. Il se souvient d'avoir transporté dans les Cantons de l'Est une quinzaine de bâtons de dynamite et une cinquantaine de détonateurs.

Les deux versions présentées — celle de M. McCleery et celle de M. Brodeur — peuvent aisément se concilier en supposant que M. Brodeur a d'abord transporté la dynamite à Saint-Paul-d'Abbotsford et qu'il l'a ensuite remise dans la maison de Stanhope. Les témoignages rendus ailleurs par M. Brodeur sur cette question se concilient avec cette version du quatrième épisode<sup>1</sup>.

### Dernier épisode

Au cours de l'été 1972 — à la fin de juillet ou au début d'août — le sergent d'état-major François d'Entremont a succédé à M. McCleery. Le sergent Brodeur est alors venu trouver M. d'Entremont et lui a révélé la nature d'un « héritage » laissé par le sergent d'état-major McCleery, à savoir cette caisse de dynamite. MM. d'Entremont et Brodeur déterminèrent une façon sécuritaire de se débarrasser de cet héritage encombrant: aller porter la dynamite dans un endroit isolé et téléphoner anonymement à la SQ pour qu'elle vienne la récupérer. M. d'Entremont ne consulta ni n'avertit personne relativement à la décision qu'il avait prise de disposer de la dynamite de cette manière, préférant garder cette affaire à son niveau (vol. 69, pp. 97-100).

Le sergent Brodeur et les gendarmes C.M. Gareau et Richard Daigle se rendirent à Stanhope pour prendre la dynamite. Ils la déposèrent dans un sac de polythène en bordure de la route 50 dans la région de Coaticook et, le 23 octobre 1972, le gendarme Daigle téléphona à un poste de la SQ pour prévenir que des bâtons de dynamite étaient déposés dans un sac au lieu que nous venons de mentionner.

## 1.42 ENQUÊTE DE LA SQ

L'agent John Norton du poste de Coaticook reçut cet appel vers 19:50h et les agents Claude Nadeau et Guy Mayrand de la SQ se rendirent à

<sup>1</sup>Transcriptions des audiences de la Commission McDonald, vol. 76, pp. 12 299 à 12 301.

l'endroit indiqué. Conformément aux recommandations du sergent Montagne de la SQ, les agents Nadeau et Mayrand ne déplacèrent pas le colis. Le sergent Montagne communiqua avec Montréal pour obtenir qu'un spécialiste en explosifs vînt récupérer le colis. L'agent Jean-Marc Ducharme de la SQ s'est rendu sur les lieux de la découverte du colis suspect le 24 octobre, peu de temps après minuit, pour éviter que quelqu'un ne s'approche de la dynamite. Il y fut rejoint vers 01:45h par le lieutenant Cole et le caporal Patrick, de la base militaire de Saint-Hubert. Ces derniers récupérèrent le colis. Il contenait 14 bâtons de dynamite fabriquée par *Du Pont of Canada Inc.* et cette dynamite était, d'après le lieutenant Cole, dans un très bon état. La dynamite fut transportée à Saint-Hubert afin d'être détruite.

Malgré des fouilles entreprises par la SQ pour retrouver les détonateurs à l'endroit indiqué par le sergent Brodeur dans son témoignage de 1977, ceux-ci n'ont pas été retrouvés.

L'enquête ouverte par la SQ à la suite de la récupération de la dynamite, le 23 octobre 1972, ne parvint pas à découvrir l'identité de ceux qui avaient déposé la dynamite en bordure de la route 50. Cette enquête fut suspendue le 24 janvier 1973, après avoir établi que la dynamite récupérée provenait du vol effectué dans la nuit du 27 avril 1972 à *Richelieu Explosives Inc.* (rapport d'enquête de la SQ, no 113231072006).

Dans le précis préparé par la GRC et déposé devant la Commission, cette opération est décrite sous l'appellation «*prise non autorisée de dynamite sur un chantier de construction*»: comme le montrent les descriptions qui précèdent, cet euphémisme réfère à un vol avec effraction.

---

## 2 L'INCENDIE DE LA GRANGE «LE PETIT QUÉBEC LIBRE»

Dans la soirée du 8 mai 1972, quatre policiers de la GRC, appartenant à la section «G», parvinrent en automobile dans le voisinage d'une ferme transformée en commune, dénommée «Le Petit Québec Libre»<sup>1</sup>. Cette commune était située à Sainte-Anne-de-la-Rochelle dans le comté fédéral de Shefford au Québec. Ils incendièrent la grange de cette ferme — devant s'y reprendre à deux fois pour y parvenir — et revinrent ensuite à Montréal, dans la nuit du 9 mai. La grange fut rasée par les flammes. Les propriétaires de cette grange n'ayant pas déposé de plainte, l'enquête ouverte par la SQ se contenta d'établir les faits relatifs à l'achat de cette ferme, quelque 13 mois auparavant, par Mme Claudette Hudon.

---

### 2.1 CONTEXTE DE L'OPÉRATION

---

#### 2.11 CADRE GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS POLICIÈRES

On se reportera, pour cette question, aux remarques que nous avons faites dans la section 1.1, consacrée au contexte qui prévalait pour le vol de

---

<sup>1</sup>On se réfère également à cette commune sous l'appellation «Au Petit Québec Libre».



dynamite. L'incendie de la grange ayant suivi d'environ deux semaines le vol de dynamite, il a été planifié dans un contexte qui était essentiellement le même que celui de cette dernière opération. Ce contexte était caractérisé par la primauté accordée à l'intervention préventive et à la mobilité opérationnelle des membres de la Section « G ». Le témoignage rendu par le sergent Brodeur est particulièrement clair sur la prépondérance d'une politique d'action préventive, élaborée et mise en application par le sergent d'état-major McCleery (vol. 39, p. 107).

## 2.12 FERME DU «PETIT QUÉBEC LIBRE»

La ferme connue plus tard sous l'appellation « Le Petit Québec Libre » a été achetée le 18 février 1971 de Mme Thérèse Lauzon-Tremblay par Mme Claudette Hudon, pour la somme de \$16 000. En raison de ses liens antécédents avec la famille Rose, les policiers de la GRC croyaient que l'une des parties à cette transaction n'était qu'un prête-nom pour Mme Rosa Rose, la mère des frères Rose qui enlevèrent M. Pierre Laporte pendant le mois d'octobre 1970.

Après qu'elle eut été transformée en une commune, cette ferme comportait une maison de deux étages où habitaient les membres permanents de la commune, une grange qui servait de salle de spectacle et de ralliement, un hangar servant d'atelier de mécanique, un centre d'information avec machines à imprimer (type *Gestetner*) et matériel photographique et deux érablières qui furent exploitées par les membres de la commune.

Si l'on se rapporte au témoignage rendu par le sergent Brodeur devant la Commission (vol. 39, p. 96), les policiers de la GRC considéraient le « Petit Québec Libre » comme un avatar de la fameuse « Maison du Pêcheur » de Percé, qui aurait été animée par les frères Rose. Le député créditiste du comté fédéral de Richmond, M. Léonel Beaudoin, fit d'ailleurs une intervention à la Chambre des communes à Ottawa pour prier le Premier ministre d'ordonner que soit surveillée cette nouvelle « Maison du Pêcheur ». (Par la voix du journal qu'ils publiaient, les membres du « Petit Québec Libre » protestèrent très vivement contre l'identification de leur commune à la « Maison du Pêcheur », invitant les citoyens du comté à venir constater par eux-mêmes à la commune la fausseté des allégations du député Beaudoin.) Il n'en demeure pas moins que « Le Petit Québec Libre » faisait effectivement l'objet d'une surveillance étroite de la part des principaux corps policiers opérant en territoire québécois.

Cette commune, qui se définissait comme un « Centre d'activités socio-culturelles et de formation politique », aurait été animée par deux groupes de personnes, entre lesquels existaient certains foyers de tension. Un premier groupe de personnes était constitué d'anciens membres du *Jazz Libre du Québec* (fondé en 1967), dont certains appartenaient au Parti communiste du Québec (marxiste-léniniste). Ce groupe poursuivait les activités musicales du *Jazz Libre du Québec* et tentait d'allier celles-ci avec de l'animation politique. Un second groupe — identifié comme « Groupe de l'intendance » — était constitué d'éléments très divers, parmi lesquels se trouvaient des personnes soupçonnées d'être liées au FLQ. Les membres de la commune « Le Petit Québec Libre » avaient publié en 1971 un manifeste (sur papier aux couleurs des Patriotes de 1837) et éditaient également un journal dont le contenu manifestait des appartenances idéologiques

nationalistes et socialistes. Le présumé terroriste qu'aurait voulu neutraliser M. McCleery<sup>1</sup> serait fréquemment venu au «Petit Québec Libre».

D'après les dossiers de la police (SQ et SPCUM), une rencontre entre des felquistes présumés et des membres du *Black Panthers Party* aurait eu lieu au «Petit Québec Libre» le 10 juillet 1971. Des réunions entre des personnes soupçonnées d'activités felquistes et divers représentants de groupes radicaux américains auraient également eu lieu dans les bâtiments de cette commune, le 26 juillet 1971 et le 5 septembre de la même année.

Il serait cependant erroné de croire que le «Petit Québec Libre» n'était fréquenté que par des personnes appartenant à des mouvements radicaux. La commune était ouverte à qui voulait y venir (pourvu qu'on accepte d'y accomplir certaines tâches domestiques). Le groupe dit «de l'intendance» aurait d'ailleurs reproché à cet égard à l'autre groupe de n'attirer, par ses activités musicales, que «des hippies et des drogués». Un rapport de la SQ en date de juin 1971, décrit les activités du «Petit Québec Libre» de la façon suivante (ce rapport se fonde sur un numéro du journal publié par les membres du «Petit Québec Libre» — numéro du 30 mai 1971):

- «5. *Le groupe de Communards se compose de gars et de filles, peut-être des enfants, qui vivent ensemble l'expérience de la Commune, travaillent ensemble à préparer le Petit Québec Libre, font ensemble de la musique improvisée plusieurs fois par semaine, partagent le même idéal socialiste et entrevoient pour le Québec un même avenir dans lequel disparaîtrait l'exploitation de l'homme par l'homme.*
6. *Le but du groupe est de convaincre le plus de Québécois possible que chacun possède une créativité musicale qui ne demande qu'à s'exprimer et que la musique qu'on invente vaut infiniment plus que celle qu'on écoute bêtement sur son transistor ou chez Steinberg.»*

(Dossier de la SQ, no DQS-1-241,  
daté du 2 juin 1971)

---

## 2.2 PRÉPARATION DE L'OPÉRATION

À la différence du vol de dynamite, il semble que l'incendie de la grange ait fait l'objet d'une certaine planification.

---

<sup>1</sup>Voir la déclaration du caporal Hanssens, citée à la section 1.21 du présent chapitre.

## 2.21 INSTIGATION ET AUTORISATION DE L'OPÉRATION

Il existe plusieurs contradictions dans les témoignages et les exhibits que possède la Commission quant à l'incendie de la grange. Il semble, comme dans le cas du vol de dynamite, que ces contradictions puissent être regroupées en deux versions des événements: celle du sergent d'état-major McCleery et celle des autres policiers impliqués dans cette opération.

### (i) La version du sergent d'état-major McCleery

Le témoignage du sergent d'état-major McCleery n'est pas clair pour ce qui est de la question de l'instigation de cette opération. Voici sa version des événements. Au cours de l'une de leurs réunions quotidiennes d'information — à une date qu'il faudrait situer dans la dernière quinzaine du mois d'avril 1972 — les membres de la Section «G» auraient appris qu'une rencontre aurait lieu entre diverses personnes — dont l'appartenance n'est pas précisée par M. McCleery — à la ferme du «Petit Québec Libre». Il était toutefois acquis que les membres de cette commune participeraient à cette réunion dont ils étaient les hôtes. La GRC ne pouvant capter de façon satisfaisante les ondes des micros qui pouvaient être disposés à l'intérieur de la grange où aurait lieu la réunion, il fut alors décidé qu'on brûlerait cette grange afin d'obliger ceux qui devaient s'y rencontrer à se réunir ailleurs — dans un endroit plus accessible à l'écoute électronique — ou à renoncer à leur réunion (vol. 118, pp. 18-19).

Dans l'un des témoignages qu'il a rendus devant la Commission, le sergent d'état-major McCleery a affirmé de façon catégorique avoir sollicité et obtenu l'autorisation de l'inspecteur Cobb pour effectuer cette opération (vol. 52, pp. 38 et 41). Dans un témoignage subséquent, M. McCleery s'est borné à réitérer qu'il avait informé l'inspecteur Cobb de la tenue prochaine de cette opération, mais qu'il n'était pas sûr que ce dernier avait saisi toute la portée de l'information qui lui était transmise (vol. 118, pp. 19-20).

Toujours selon le témoignage de M. McCleery, la réalisation de l'opération aurait été laissée à la sous-section «G-4», dont l'âme dirigeante véritable était M. Laurent Hugo. Le seul membre de «G-2» qui aurait été affecté à l'opération par M. McCleery aurait été le sergent Claude Brodeur. Les déclarations de M. McCleery ne sont pas dépourvues d'ambiguïté sur la question de savoir qui avait la responsabilité opérationnelle d'incendier la grange. M. McCleery a affirmé au cours de l'un de ses témoignages que c'était M. Laurent Hugo qui avait la responsabilité d'effectuer cette opération (vol. 118, p. 20). Il aurait toutefois également inféré que la responsabilité de mener à bien cette entreprise incombait au sergent Claude Brodeur (M. McCleery se fonde, pour tirer cette inférence, sur le fait que M. Brodeur a été, parmi les policiers participant à l'incendie de la grange, celui dont le grade était le plus élevé; vol. 52, pp. 39-40).

### (ii) La version des autres policiers

Il n'est presque aucun point de la version de M. McCleery qui n'ait pas été contesté par les autres témoignages.

— M. Cobb a témoigné n'avoir appris l'existence de cette opération qu'après son exécution. M. Cobb aurait entendu des commentaires qui s'y rapportaient (vol. 47, pp. 165-166).

— M. Laurent Hugo a nié devant la Commission toute participation à l'incendie de cette grange. M. Hugo, muté à Québec, a quitté Montréal le 28 avril 1972 et était à son domicile, à Québec, le 1er mai 1972. M. Hugo a pu établir qu'il était dans cette dernière ville les 8, 9 et 10 mai 1972 (l'incendie de la grange a été allumé dans la nuit du 8 au 9 mai 1972) et qu'il n'est pas revenu à Montréal avant les 22 ou 23 mai de la même année. Il importe de citer un passage du témoignage de M. Hugo, qui en résume clairement la teneur:

«Q- *Alors . . . votre témoignage est à l'effet que ni les raisons de cette opération-là, ni l'opération comme telle n'ont été portées à votre attention en soixante-et-onze (1971), soixante-douze (1972)?*

R- *. . . C'est exact.»*  
(Vol. 150, pp. 71-72)

Si l'on excepte les témoignages du sergent d'état-major McCleery, la Commission n'a rien trouvé qui infirme le témoignage de M. Hugo.

— D'après son témoignage devant la Commission, le sergent Brodeur aurait été assigné à cette opération par M. McCleery. Le sergent Brodeur ne serait donc pas l'instigateur de cette opération, la nature de celle-ci — l'incendie d'une grange — lui ayant été apprise par le sergent d'état-major McCleery (vol. 38, p. 11). Bien que M. Brodeur ait revendiqué n'avoir participé à cette opération qu'à titre de guide (il connaissait la région de Sainte-Anne-de-la-Rochelle), le rôle qu'il y a joué, on le verra, a été cependant beaucoup plus actif que celui de guide. Dans un témoignage mis en preuve devant la Commission, M. Dubuc a affirmé avoir été affecté à l'opération par M. McCleery, avec l'ordre de se rapporter au sergent Brodeur<sup>1</sup>.

— Dans un témoignage mis en preuve devant la Commission, le caporal Dubuc a témoigné que M. McCleery lui avait ordonné, ainsi qu'au gendarme Daigle, d'incendier la grange de la commune «Le Petit Québec Libre»<sup>2</sup>. C'est le caporal Dubuc qui a requis la participation du caporal Blier à l'opération. Comme nous venons de l'indiquer, MM. Daigle, Dubuc et Blier devaient se rapporter au sergent Brodeur, qui était l'officier responsable de l'exécution de l'opération.

Il semble donc, en conclusion, qu'au regard de ces divers témoignages, ce soit bien M. McCleery qui ait été l'instigateur de cette opération et qu'il ait affecté — à l'exception de M. Blier — les membres de la Section «G» qui

<sup>1</sup>Transcriptions de la Commission McDonald, vol. 72, p. 11 411.

<sup>2</sup>Transcriptions de la Commission McDonald, vol. 72, pp. 11 411-11 413.

devaient y participer. Il fait également peu de doute que le chef des quatre hommes affectés à l'opération ait été l'officier qui possédait le grade le plus élevé, à savoir le sergent Claude Brodeur. Quant à l'inspecteur Cobb, ou bien il a effectivement autorisé cette opération, comme le prétend le sergent d'état-major McCleery, ou bien, comme il l'a déclaré lui-même, il n'en a appris l'existence qu'après qu'elle eut été menée à terme. Dans le premier cas, il doit en partager la responsabilité; dans le second cas, on doit conclure qu'il ne contrôlait pas les opérations entreprises par ses subordonnés.

## 2.22 OBJECTIFS DE L'OPÉRATION

L'objectif de l'opération, d'après les témoignages de ceux qui y ont été affectés par le sergent d'état-major McCleery, peut s'énoncer comme suit: il était devenu nécessaire de brûler cette grange pour y empêcher la tenue d'une réunion entre des membres du *Black Panthers Party* des États-Unis et un groupe de personnes qui fréquentaient «Le Petit Québec Libre», auxquelles le sergent Brodeur se réfère en les désignant comme «*nos agitateurs locaux*». Il semble, d'après le témoignage du sergent Brodeur, que les policiers se représentaient ces «*agitateurs locaux*» comme un groupe engagé dans des projets de nature terroriste (des enlèvements), mais qui manquait d'encadrement suffisamment compétent pour passer à l'action. Les policiers redoutaient que cet encadrement ne leur fut fourni par de *vrais révolutionnaires*, comme les membres du *Black Panthers Party*. L'urgence de détruire cette grange était accrue du fait qu'il ne semblait pas possible qu'on s'y livrât à l'écoute électronique avec succès.

La formulation de cet objectif appelle quelques commentaires.

(i) Il est une question qui a été posée, de façon répétée, aux responsables de ce projet et à laquelle il n'a pas été répondu de façon satisfaisante: en quoi était-on assuré qu'après l'incendie de cette grange, la réunion projetée n'aurait pas lieu dans un autre local, inconnu de la police?

(ii) D'après les rapports de police, il est au moins trois réunions qui se sont tenues au «Petit Québec Libre» entre «*nos agitateurs locaux*» et des militants radicaux américains. Les corps policiers, en 1971, n'ont pas semblé voir dans ces réunions une menace particulièrement pressante. On doit également remarquer que certaines de ces réunions étaient annoncées à l'avance dans les rapports de police. Malgré les recherches entreprises, nous n'avons pas trouvé, parmi les documents mis à la disposition de la Commission, de rapport qui annonçait la tenue prochaine (mai ou juin 1972) d'une réunion à laquelle participeraient des membres du *Black Panthers Party*.

(iii) Dans son témoignage devant la Commission, le sergent d'état-major McCleery n'a pas allégué la présence, comme telle, de membres du *Black Panthers Party* à une réunion future qui devait se tenir à la grange de la commune du «Petit Québec Libre».

(iv) En quoi les policiers étaient-ils assurés que les membres du *Black Panthers Party* étaient désireux de fournir un encadrement à «*nos agitateurs locaux*» et qu'ils étaient compétents pour réaliser un projet d'enlèvement?

(v) S'il était difficile d'installer une source technique dans les locaux du «Petit Québec Libre», il était par contre relativement aisé d'y infiltrer des sources humaines (un grand nombre de rapports produits par des sources sont relatifs aux activités du «Petit Québec Libre»).

Si l'on établit des rapprochements entre les diverses pièces du dossier des opérations illégales, il devient manifeste que les justifications de leur nécessité qui ont été avancées devant la Commission comportent une part appréciable d'improvisation, sinon d'opportunisme. En effet, il faudrait d'abord admettre qu'une opération comme «BRICOLE» était requise par l'impossibilité d'infiltrer une source humaine au sein de l'APLQ, alors qu'on disposait de sources techniques dans les locaux de ce mouvement. Il faudrait ensuite reconnaître, à l'inverse, que l'incendie d'une grange se justifiait par l'impossibilité de disposer d'une source technique à l'intérieur de ce bâtiment, alors que des sources humaines étaient déjà infiltrées parmi ceux qui s'y réunissaient.

Une partie des difficultés que nous venons d'énumérer peut être levée si l'on renonce à penser qu'une opération comme l'incendie de la grange réalise des objectifs opérationnels précisément identifiés. Le témoignage du sergent Brodeur fait ressortir avec une netteté particulière que ce genre d'opération — identifié comme tactique de neutralisation («*disruptive tactics*») — est censé fonctionner comme un signe ou un message global transmis par la police à des gens qu'elle désire intimider:

«Q- Si vous l'avez détruit (la grange), comme vous l'avez dit, c'est un «*disruptive tactic*»?

R- Exact.

Q- Bon... la tactique comme telle, elle-même employée porte un message?

R- Exact.

(...)

Q- D'accord. Mais lorsque vous avez fait l'opération, cette opération, comme telle, portait un message. L'incendie, il y avait un message là-dedans?

R- Sûrement.

Q- Quel était-il?

R- C'était pour semer la pagaille et puis empêcher des rencontres avec des vrais révolutionnaires du «*Black Panther*» et puis nos agitateurs locaux, ici; parce que ça aurait eu des suites désastreuses incontrôlables en ce qui nous concerne.»

(Vol. 39, pp. 103-104)

Nous pensons qu'une opération comme l'incendie de la grange répondait à un impératif d'ordre beaucoup plus général que celui d'empêcher la tenue d'une réunion. Elle visait, pour reprendre les termes du sergent Brodeur, à communiquer «un message» et à «semer la pagaille». Il serait vain de réduire la poursuite de cette stratégie d'intimidation au cadre restrictif d'une seule opération. Elle a plutôt constitué l'arrière-plan de tout un programme d'opérations, dont la réalisation a été aussi arbitraire que les consignes qui l'inspiraient. Les documents de la GRC se réfèrent à ce programme sous l'appellation «*Disruptive*

*tactics*». Par suite des limites imposées à son enquête, la Commission n'a pu évaluer d'une manière qui la satisfasse l'ampleur et la durée de ce programme, de même que la légalité de ses opérations.

## 2.23 PERCEPTION DE LA LÉGALITÉ DE L'OPÉRATION

À définir l'illégalité en son sens strict comme une violation de la Loi, il ne fait pas de doute que les policiers ayant participé à l'incendie de la grange avaient conscience de transgresser la Loi. On doit cependant distinguer deux attitudes:

- celle d'un policier comme le sergent Brodeur: un policier est justifié de ne pas considérer illégale une violation de la Loi qui a pour fin d'empêcher la commission de crimes graves. Dans le témoignage qu'il a rendu devant la Commission, le sergent Brodeur reconnaîtra sa participation à des «*activités illégales présumément illégales*» (vol. 38, p. 8);
- celle d'un policier comme le caporal Dubuc: ce dernier partage la distinction précédemment établie entre les violations de la Loi illégales et les violations de la Loi présumément illégales; il allègue en outre l'érosion de son jugement par le climat d'impunité qui régnait à la GRC, pour expliquer son indifférence à l'égard de la légalité des opérations.

En déposant devant la Commission McDonald relativement à son rôle dans l'incendie de la grange, le caporal Dubuc a fait la déclaration suivante:

«Q. Alors, vous n'aviez aucun souci que c'était une opération illégale ou contre le Code Criminel du Canada?

R. Non. Je n'avais pas de souci.

*Remarquez bien ce que je vous dis: le raisonnement que je me suis donné, que j'ai expliqué à monsieur Daigle, un moment donné, c'est qu'il y avait quand même d'autres opérations qui n'étaient pas prescrites dans le Code criminel, qui étaient contre le Code Criminel, qui se produisaient autour de moi depuis plusieurs années. Les types semblaient avoir une belle carrière, et ils n'avaient jamais de problème. À ce moment-là, je ne voyais pas ce qu'il y avait de plus illégal dans ça (l'incendie de la grange).»*

(Transcriptions de la Commission McDonald, vol. 72, pp. 11 473-11 474)

Le témoignage du caporal Dubuc devant la Commission McDonald a été mis en preuve devant nous le 21 février 1979 (voir le vol. 149, p. 5).

## 2.24 VISITE DES LIEUX

Le déroulement de cette opération ayant été soumis à une part appréciable d'improvisation — comme on s'en rendra compte plus loin dans ce chapitre —, ses préparatifs ne furent pas considérables. Ils se bornèrent, pour l'essentiel, à effectuer deux voyages de reconnaissance dans les environs de la ferme «Le Petit Québec Libre». C'est le caporal Dubuc et le gendarme Daigle qui firent ces reconnaissances, dans la semaine qui précéda l'opération elle-même.

---

## 2.3 DÉROULEMENT DE L'OPÉRATION

Il existe un certain nombre de discordances dans le récit qu'ont fait du déroulement de cette opération ses divers participants. Ces différences portent cependant sur des points relativement mineurs et il est possible de reconstituer le déroulement de l'opération de la manière suivante.

Les quatre policiers qui ont participé à cette opération — le sergent Claude Brodeur, les caporaux Bernard Dubuc et Bernard Blier et le gendarme Daigle — ont quitté les locaux de la GRC à Montréal, l'après-midi du 8 mai 1972, dans une automobile de la GRC (une vieille voiture de marque *Chevrolet*, sans signe d'identification de la GRC). Ils ont fait un bref arrêt à leurs domiciles respectifs — à LaSalle pour MM. Dubuc et Daigle, à Longueuil pour M. Blier et à Beloeil pour le sergent Brodeur — afin de pouvoir changer de vêtements. Ils se sont ensuite dirigés vers Sainte-Anne-de-la-Rochelle et se sont arrêtés à Granby pour y souper. Ils se sont également réunis dans un hôtel de Granby pour discuter des détails de l'opération.

Ils parvinrent près de la ferme «Le Petit Québec Libre» dans le milieu de la soirée du 8 mai (l'opération se serait déroulée entre 21:00h, le 8 mai 1972, et 02:00h, dans la nuit du 9 mai). Le caporal Blier, qui fut affligé d'une indigestion pendant l'opération, resta près de la voiture, garée à plus d'un mille de la ferme. MM. Brodeur, Daigle et Dubuc marchèrent jusqu'à cette ferme, en emportant de l'huile à moteur qu'ils s'étaient procurée avant d'entreprendre l'opération (ils auraient acheté deux pintes d'huile sur le chemin de Sainte-Anne-de-la-Rochelle). Parvenus près de la grange qu'ils devaient incendier, les policiers s'assurèrent d'abord, selon leur témoignage, qu'aucune vie humaine ne serait mise en danger par l'incendie qu'ils se proposaient d'allumer. Deux policiers — vraisemblablement le sergent Brodeur et le gendarme Daigle — tentèrent d'allumer un feu, à l'intérieur de la grange, en utilisant l'une des pintes d'huile. Ils revinrent ensuite au pas de course vers l'automobile que gardait le caporal Blier. Personne ne les dérangerait au cours de l'opération.

Revenus à la voiture, les policiers s'aperçurent que le feu qu'ils avaient allumé s'était éteint. Ils constatèrent, en même temps, que la voiture qu'ils avaient utilisée avait des ennuis de démarrage. Ils parvinrent à faire démarrer la voiture, mais estimèrent qu'ils devaient s'en procurer une autre avant de tenter à nouveau d'incendier la grange; ils devaient en effet disposer d'un véhicule fiable pour s'éloigner de l'endroit qu'ils se proposaient d'incendier. Ils repartirent donc pour Magog. Le sergent Brodeur connaissait dans cette localité une source qu'il avait déjà utilisée et dont il s'était fait «une sorte d'ami»; il espérait pouvoir lui emprunter



son véhicule: ce qu'il réussit à faire, sans divulguer à cette personne la raison pour laquelle les policiers empruntaient sa camionnette.

Les policiers revinrent donc tous dans cette camionnette à Sainte-Anne-de-la-Rochelle, au début de la nuit du 9 mai. Ils stationnèrent à nouveau leur véhicule à quelque distance du «Petit Québec Libre». Seuls le sergent Brodeur et le gendarme Daigle se dirigèrent alors vers la grange qu'ils devaient incendier, le caporal Dubuc s'étant déclaré trop exténué par l'effort qu'il avait précédemment fourni, pour retourner à la grange. Les deux policiers qui s'y rendirent réussirent, lors de cette seconde tentative, à provoquer un incendie qui rasa la grange. Ils utilisèrent, pour ce faire, la seconde des pintes d'huile qu'ils avaient achetées. L'incendie ne se communiqua à aucun autre bâtiment de la ferme (d'après les témoignages recueillis, la nuit avait été pluvieuse).

Les quatre policiers retournèrent à Magog, après s'être assurés que le feu qu'ils avaient allumé était bien pris. À Magog, le caporal Dubuc réussit à faire démarrer à nouveau la vieille voiture que les policiers avaient initialement utilisée; les quatre policiers rentrèrent donc à leurs domiciles respectifs pour prendre quelques heures de sommeil avant de se présenter à l'heure habituelle aux locaux de la GRC, à Montréal, pour y accomplir leur journée de travail. Il leur importait en effet, selon les témoignages recueillis, d'accomplir leurs fonctions régulières afin que l'on ne remarquât pas leur absence, aux bureaux de la GRC, le lendemain de l'opération.

## 2.4 SUITES DE L'OPÉRATION

Le lendemain de l'opération, les policiers qui y avaient participé se présentèrent donc au travail. La diffusion de l'information concernant l'incendie de la grange fut soumise de façon stricte à la règle du besoin de connaître (*«need to know basis»*). M. Dubuc informa toutefois le sergent Pelletier, responsable de la sous-section «G-4», de sa participation à l'incendie de la grange. M. Dubuc a témoigné à l'effet qu'il aurait reçu les félicitations de M. McCleery dans les jours qui suivirent l'incendie de la grange de Sainte-Anne-de-la-Rochelle.

M. McCleery, quant à lui, a affirmé avoir appris, au cours d'une rencontre avec M. Hugo, que la grange avait été incendiée. Cette information lui aurait été transmise dans les jours qui suivirent l'opération (vraisemblablement le lendemain de l'opération; vol. 52, p. 40). Cette affirmation de M. McCleery est sujette à forte caution, M. Hugo ayant pu démontrer qu'il n'était pas présent à Montréal le jour même et le lendemain de cette opération, de même que les jours qui la suivirent.

---

### 2.41 ENQUÊTE DE LA SQ

Prévenus par le Service de Sécurité de la SQ qu'un incendie avait détruit la grange de la commune «Le Petit Québec Libre», les enquêteurs réguliers de ce corps de police s'y rendirent. Ils reçurent, dans le cours de leur enquête, une information selon laquelle les membres de la commune auraient eux-mêmes incendié leur grange dans le dessein de toucher une prime d'assurance.

Le 24 mai 1972, l'agent Michel Pimparé se rendit sur les lieux de l'incendie, accompagné du caporal Jean Charlin. Les policiers furent reçus par un membre de la commune qui s'objecta à ce qu'ils prissent des photographies de l'état des lieux, sans détenir un mandat pour le faire. Les policiers de la SQ repartirent sans avoir pris leurs photos et ne revinrent pas sur les lieux par la suite.

Leur enquête démontra néanmoins que la grange incendiée n'était pas assurée. Selon le créancier hypothécaire interrogé dans le cadre de cette enquête, aucun des noms des membres de la famille Rose n'a figuré dans la transaction par laquelle Mme Claudette Hudon devint propriétaire de cette ferme (rapport d'enquête de la SQ, no 069180572002).

Dans un rapport daté du 2 juin 1972, l'agent Michel Pimparé suggéra à ses supérieurs de clore l'enquête:

*«Dans les circonstances, vu qu'il  
n'y avait pas de plaignant officiel,  
mais qu'il s'agissait plutôt d'une  
assistance à l'Escouade de Sécurité,  
vu que la grange n'était pas assurée  
vu le refus du propriétaire de nous  
laisser libre accès à la grange, je  
ne vois pas l'utilité de poursuivre  
cette enquête et je suggère de clore  
le présent dossier.»*

(Exhibit P-84, par. 9)

## 2.42 RÉSULTATS DE L'OPÉRATION

Il ne semble pas que l'incendie de cette grange ait diminué de façon sensible les activités du «Petit Québec Libre». Les rapports de la SQ postérieurs au 9 mai 1972 font état d'activités de même nature que celles qui se poursuivaient sur le terrain de cette commune avant que la GRC n'incendiât la grange.

Dans son témoignage devant la Commission, le sergent Brodeur a estimé que l'incendie de la grange avait «refroidi» les relations entre les éléments felquistes qui fréquentaient «Le Petit Québec Libre» et les membres du *Black Panthers Party* (ces relations, selon le même témoignage, ont éventuellement cessé; vol. 39, p. 103).

La Commission n'ayant jamais obtenu la preuve de l'étroitesse des relations présumées entre le *Black Panthers Party* et ceux que la police appelait «nos agitateurs locaux», elle ne peut se prononcer sur la véracité des résultats revendiqués par le sergent Brodeur.



---

## CHAPITRE X

---

### LE RECRUTEMENT D'INFORMATEURS PAR LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

<b>1</b>	<b>LES MÉTHODES UTILISÉES PAR LA GRC</b>	337
1.1	Contexte opérationnel	337
1.2	Contexte organisationnel	339
<b>2</b>	<b>LES CAS PARTICULIERS</b>	340
2.1	Tentative de recrutement de M. André Laforest	340
2.2	Tentative de recrutement de M. Reynald Michaud	342
2.3	Tentative de recrutement de M. Michel Lemay	344
2.4	Tentative de recrutement de M. André Chamard	345
	<b>CONCLUSION</b>	346



**P**AR suite de la décision de la Cour suprême, la Commission n'a pu poursuivre son enquête sur le recrutement de sources humaines par la GRC, de façon aussi complète que l'exigeait l'un des articles de son mandat. Le type de recrutement d'informateurs auquel se livra, dans la suite des événements d'octobre 1970, la sous-section « G-4 » du Service de sécurité de la GRC au Québec constitue le prototype même d'un *procédé* d'intervention policière par rapport auquel la description de quelques cas particuliers prend une signification trop restreinte. Cette description est toutefois propre à fournir des indications relativement précises sur la nature du procédé utilisé par la GRC. C'est pourquoi nous l'effectuerons.

Nous ferons d'abord état, de façon générale, des méthodes utilisées par la GRC dans le recrutement de ses sources. Nous examinerons par la suite les quelques cas particuliers qui ont été portés à l'attention de la Commission par le Solliciteur général du Canada.



# 1 LES MÉTHODES UTILISÉES PAR LA GRC

## 1.1 CONTEXTE OPÉRATIONNEL

Nous commencerons d'abord par rappeler ce que nous avons déjà écrit dans la section 1.21 du chapitre VIII consacré à l'opération «BRICOLE»: par suite de l'échec allégué par la GRC de prévenir les enlèvements de MM. Cross et Laporte en octobre 1970, il fut décidé de substituer une stratégie d'intervention proactive (intervention avant le fait) aux méthodes réactives (intervention après le fait)<sup>1</sup>. D'après le témoignage du sergent Brodeur (vol. 38, p. 59), ce serait le sergent d'état-major McCleery qui aurait convaincu les autorités du Service de sécurité, et en particulier l'inspecteur Cobb, d'adopter une politique d'intervention proactive. Il est évidemment possible que le sergent d'état-major McCleery ait joué un rôle dans l'adoption d'une telle politique. Ce rôle ne doit toutefois pas être exagéré: certaines des directives relatives à l'adoption d'une stratégie d'intervention proactive ont été élaborées à un niveau beaucoup plus élevé que celui de la sous-section «G-2» du Service de sécurité de la GRC<sup>2</sup>. On peut citer à cet égard un *Mémoire* de l'inspecteur J. G. Long de la GRC déposé en preuve devant la Commission McDonald<sup>3</sup> et un document réalisé par le *Strategic Operation Center* (SOC). Ce dernier document a été analysé par Me Jean-François Duchaine dans son *Rapport sur les événements d'octobre 1970* et il est d'un intérêt particulier pour ce chapitre de notre rapport, puisqu'on y allègue de façon explicite la possibilité de recourir aux méthodes de la «guerre psychologique»<sup>4</sup>.

Les témoignages recueillis par la Commission démontrent au-delà de tout doute que le recrutement d'informateurs, tel que pratiqué par les policiers de la sous-section «G-4», s'inscrit en partie dans ce que le document du SOC appelle la «guerre psychologique». Ces témoignages concordent en outre avec les résultats de notre enquête sur l'opération «BRICOLE»: au cours des années 1971-1972, la cueillette des renseignements et la neutralisation des individus et des groupes étaient des objectifs indissociables des opérations poursuivies par certaines sections du Service de sécurité postées à Montréal.

Nous allons maintenant appuyer cette affirmation par de nouveaux arguments.

---

<sup>1</sup>Il serait même possible que cette décision ait été prise avant 1970.

<sup>2</sup>D'après un télex rédigé par l'inspecteur Donald Cobb, l'orientation de la GRC vers la proaction lui aurait été «dictée» par le Solliciteur général de cette époque, «sinon par le Premier ministre» (exhibit P-119, p. 4, par. 1 (C)).

<sup>3</sup>Cet exhibit a été déposé devant la Commission McDonald (cote D1). Ce *Mémoire* est daté du 12 février 1971: seule une partie en a été rendue publique.

<sup>4</sup>DUCHÂINE, J.-F. (1980). *Rapport sur les événements d'octobre 1970*. Québec: Éditeur officiel du Québec, p. 117.



(i) Interrogé par un procureur de la Commission sur les activités menées par la sous-section «G-4», nominalement chargée de recruter des sources, l'inspecteur Hugo a fourni la réponse suivante:

« R- Je crois que ... ça a été bien établi devant la Commission McDonald que les deux (2) buts visés étaient, d'une part, si on pouvait pas ... euh ... savoir si ... les cellules ... quels ... quels actes terroristes les cellules terroristes allaient entreprendre, bien, il fallait au moins ... euh ... essayer d'avoir des sources à l'intérieur de ces cellules-là, et puis l'autre moyen, c'était de neutraliser ... euh ... les cellules parce que, effectivement, si l'individu décidait d'aller raconter à ... un autre membre de la cellule qu'il avait été ... euh ... rencontré par la police, la G.R.C., euh ... sa crédibilité tombait du même coup. Alors, c'étaient les deux (2) buts visés par ... euh ... G-4.

Q- Neutralisation, infiltration?

R- Soit, au départ, sûrement tenter d'infiltrer pour obtenir des renseignements sur les cellules, et puis ... euh ... par ricochet, obtenir ... une neutralisation des cellules si ça fonctionnait pas ( ... )»

(Vol. 150, pp. 84-85)

Si l'on s'en rapporte au document *Current FLQ Groups*, il semble que ce que M. Hugo désigne comme une activité subsidiaire (la neutralisation) ait été la principale activité de «G-4»: le document précité fait en effet état de la très grande difficulté à infiltrer le groupe Blondin-Laliberté, auquel s'est référé M. Hugo au cours de son témoignage.

(ii) D'après les témoignages rendus devant la Commission, les moyens employés pour neutraliser des individus et des groupes étaient variés:

- Dans l'exhibit P-119 déjà cité, M. Cobb réfère à des tactiques de désinformation. M. Cobb y fait aussi explicitement référence à des expertises psychologiques relatives à la vulnérabilité de certains individus à ces tactiques.
- M. McCleery fait état de tactiques de harcèlement (vol. 126, p. 81) au moyen de filatures «ouvertes».
- M. McCleery a également témoigné relativement à la pratique d'entrevues de confrontation («*confrontation interviews*») (vol. 126, p. 81). Le sergent Brodeur, de la sous-section «G-2», aurait effectué plusieurs centaines de ces entrevues (vol. 38, p. 57).
- Un autre moyen employé était également l'écoute électronique, qu'elle fut légale ou illégale (vol. 38, p. 62).

(iii) Les réponses apportées aux questions de la Commission par le sergent Brodeur indiquent clairement la perspective dans laquelle s'inscrivaient certaines des activités des policiers de la Section «G».

« Q- Alors, un des principaux moyens pour neutraliser l'activité ou la participation d'une personne à quelque chose, c'était de profiter d'un conflit, entre cette personne et d'autres dans le groupe?

R- C'était aussi de profiter d'un conflit . . .

Q- D'accord. Pourriez-vous . . . C'était quoi aussi? Comment procédez-vous, vous profitez d'un conflit, qu'est-ce que vous cherchiez en plus?

R- Je recherchais si le bonhomme parlait notre langage, on lui passait le message . . . et puis on le surveillait pendant un certain temps, à savoir s'il retournait s'associer avec tel ou tel caractère, qui était convaincu que la seule façon de procéder, c'est de tout faire sauter . . .

Q- O.K. Fallait lui passer le message dans son langage . . . Pourriez-vous illustrer, passer un message . . . ça veut dire quoi?

R- Passer un message, ça veut dire parler le langage de l'interlocuteur qui parle votre langage, vous demandez que les questions se répondent . . . Dans le cas du . . . C'est très difficile pour moi d'expliquer . . . il faudrait plutôt un psychologue . . .»

(Vol. 38, pp. 59-60)

Le témoignage de M. McCleery pourrait également être cité: il ne ferait que confirmer que les activités des membres de la Section «G» relevaient en partie de ce qu'on a convenu d'appeler la «guerre psychologique» (ou encore l'utilisation de la psychologie à des fins répressives).

## 1.2 CONTEXTE ORGANISATIONNEL

Pendant les années 1971 et 1972, les activités des membres de «G-2» étaient relatives au contrôle des cellules terroristes et celles de «G-4», au développement des sources. Cette répartition est cependant de nature relativement théorique, des membres de «G-4» — MM. Blier, Dubuc et Daigle, pour en citer quelques-uns — étant parfois appelés par M. McCleery ou l'un de ses adjoints à participer à des opérations qui relevaient manifestement de tactiques de neutralisation («disruptive tactics»). Nous avons vu en effet dans le chapitre précédent que ces policiers ont participé à divers degrés au vol de dynamite à *Richelieu Explosives Inc.*, pour les uns, et à l'incendie d'une grange, pour les autres.

Le sergent Claude Brodeur, qui appartenait quant à lui à la sous-section «G-2», s'est livré d'après son témoignage à des centaines d'entrevues de confrontation: nous verrons quelques exemples de ces entrevues de confrontation lors de notre description des opérations auxquelles se sont livrés des mem-

bres de la GRC appartenant à « G-4 ». M. Brodeur a témoigné à l'effet qu'il travaillait pour M. McCleery (vol. 38, p. 56). Ce dernier, rappelons-le, était en charge de « G-2 » et on lui attribue la responsabilité de l'implantation d'une stratégie proactive d'intimidation; M. McCleery se serait lui-même livré avec beaucoup d'efficacité à la pratique de ces entrevues de confrontation.

Ces remarques, comme celles que nous avons faites en 1.1, sont de nature à montrer à quel point les objectifs de cueillette d'information et de neutralisation étaient simultanément poursuivis par les policiers qui se livraient, en théorie, au recrutement des sources. L'analyse des quelques cas particuliers dont a été saisie la Commission montrera que l'objectif d'intimidation a été celui qui, dans ces cas, a prévalu.

## 2 LES CAS PARTICULIERS

Les quatre tentatives de recrutement dont la Commission a été saisie concernent respectivement MM. André Laforest, Reynald Michaud, Michel Lemay et André Chamard. Nous reproduisons, pour chacun de ces cas, l'exhibit décrivant la tentative de recrutement; nous ajouterons au besoin des précisions quant à ces tentatives de recrutement, telles qu'elles ont été recueillies au cours des interrogatoires menés par la Commission.

### 2.1 TENTATIVE DE RECRUTEMENT DE M. ANDRÉ LAFOREST

Cette tentative est décrite dans l'exhibit P-109-B:

	<u>ANDRÉ LAFOREST</u>
<i>Entrevue: —</i>	<i>Avenue du Parc-Montréal le 4 octobre 1971. 14h15.</i>
<i>Terminée: —</i>	<i>Vers 7h le lendemain le 5 octobre 1971</i>
<i>Membres: —</i>	<i>Sgt L. HUGO et cap. DUBUC</i>
<i>Membres du SS à la Division C au courant: —</i>	<i>Insp. D. COBB, l'ex-sgt et.-maj. LEDUC sgt PELLETIER</i>
<i>Membres du SS à la D.G. Ottawa qui sont au courant: —</i>	<i>S.-d.g. (M. Starnes) comm. adj. PARENT, comm. adj. S. CHISHOLM, comm. adj. DRAPER, insp. YELLE, insp. FERRARIS, sgt. ét.-maj. POTVIN, P. MARWITZ.</i>

*L'incident: —*

*Après que le sujet a été retrouvé au centre ville, le sgt HUGO s'est approché de la voiture de LAFOREST qui avait été arrêtée sur l'av. du Parc par un autre V.P. conduit par le cap. DUBUC. Le sgt HUGO s'est identifié comme un membre de la G.R.C. et a ensuite demandé à LAFOREST de conduire sa voiture et de se soumettre à une fouille avant d'entrer dans le V.P. conduit par DUBUC. On l'a amené à une chambre d'hôtel à Montréal-Nord où il a été interrogé pendant 17 heures environ.*

*Les sgt DUBUC et HUGO ont déclaré qu'ils n'ont eu recours ni à la violence ni à l'intimidation lorsqu'ils ont interrogé LAFOREST. Le 22 juin 1977, le sgt DUBUC a admis verbalement qu'on avait commandé à LAFOREST de rester debout dans un coin de la chambre pendant une certaine période de temps, afin de l'empêcher de s'endormir.»*

Dans le témoignage qu'il a rendu devant la Commission, le caporal Dubuc a reconnu que les membres de la GRC qui participèrent à cette opération n'avaient aucun motif raisonnable de croire que M. Laforest, au moment où il fut intercepté, était en train de commettre un crime ou qu'il se préparait à le faire (vol. 149, p. 27). Le jour où il fut séquestré, M. Laforest était filé par trois voitures conduites par des policiers de la GRC; il semblerait qu'il se fut aperçu qu'il était filé et les policiers l'interceptèrent alors qu'il accélérât pour échapper à la filature (vol. 149, p. 28). M. Laforest fut interrogé pendant toute la nuit par des policiers de la GRC. Le dernier paragraphe de l'exhibit P-109-B doit à cet égard être souligné: contraindre quelqu'un à rester debout, au cours de la nuit, pour l'empêcher de s'endormir est manifestement user de violence envers lui.

## 2.2 TENTATIVE DE RECRUTEMENT DE M. REYNALD MICHAUD

Cette tentative est décrite dans l'exhibé P-109-D.

«

### REYNALD MICHAUD

1) Entrevue: —

le 17 janvier 1972 à son  
domicile, 100, rue de Gaspé,  
Ile des Soeurs, Montréal

Membres: —

Le sgt DÜHAMEL et le cap.  
B. BOISVERT

Autres membres du  
Serv. de séc. de  
la Division «C»  
au courant: —

L'insp. D. COBB,  
l'ex-s. é.-m. LEDUC,  
le sgt L. HUGO,  
l'ex-comm. adj. DUBE

Membres du Serv. de  
séc. de la D.G. —  
Ottawa, au courant

Le comm. adj. PARENT,  
l'insp. YELLE,  
le s.é.-m. POTVIN,  
Peter MARWITZ.

2) Perquisition de la  
ferme de MICHAUD  
Notre Dame de Ham  
Nord: —

le 17 janvier 1972

Membres de la S.Q.

Les gend. J.C. LEMAY,  
C. FORGUES et  
Michel LEDUC

Membres de la G.R.C.

Le cap. C. BRODEUR,  
le cap. A. GIRARD,  
les gend. LAFLAMME et  
DAUDELIN.

Autorisation de  
perquisitionner: —

Loi provinciale sur  
les explosifs.

### Incidents

1) Entrevue:

Le 17-1-72, le sgt  
L. DÜHAMEL accompagné  
du cap. S. BOISVERT a  
interviewé le sujet à  
sa résidence à l'Ile  
des Soeurs afin d'essayer  
de recruter MICHAUD en  
tant qu'informateur. Il  
s'agissait du premier  
contact d'un plan prédé-

2) *Perquisition de la ferme:*

COMMENTAIRE:

*terminé afin de le recruter ou de le neutraliser d'un groupe terroriste spécifique.*

*Après l'entrevue, trois membres de la Sûreté du Québec et nos membres mentionnés ci-dessus ont fait une perquisition de la ferme de MICHAUD à Notre Dame du Ham Nord en vertu de la Loi provinciale sur les explosifs. La légalité de cette perquisition est discutable.*

*Suite aux mesures prises par nos membres, MICHAUD a porté plainte auprès de M. J.Y. DUBE, alors commandant de la Division «C», le 1er février 1972, mettant en question la légalité de nos actions.»*

Après la «rencontre» de M. Michaud avec des membres de la GRC, sa ferme fut perquisitionnée conjointement par des policiers de la SQ et de la GRC, en vertu de la *Loi concernant les explosifs* (L.Q. 1970, ch. 13); l'exhibit P-109-D mentionne que la légalité de cette perquisition était douteuse.

Il n'y a pas lieu de s'en surprendre. Mentionnons que nous avons vu, à la section 1.3 du chapitre VI, que la législation relative aux explosifs pouvait être arbitrairement invoquée par les policiers pour légitimer des perquisitions au domicile de citoyens dont on n'avait aucun motif raisonnable de croire qu'ils entreposaient de la dynamite obtenue illégalement. Nous avons également vu que des perquisitions en vertu de cette même législation *n'étaient pas effectuées* au domicile de citoyens dont la police savait, d'après des informations précises, qu'ils possédaient de la dynamite obtenue illégalement. Nous avons enfin décrit une opération où des membres de la GRC elle-même ont impunément effectué un vol de dynamite.

L'exhibit qui se rapporte à la tentative de recruter M. Michaud est incomplet, car il y manque son dernier épisode. À la suite de l'entrevue avec M. Michaud et de la perquisition de sa ferme, le caporal Dubuc, agissant sous les ordres du sergent d'état-major Marc Leduc, rencontra l'employeur de M. Michaud pour lui apprendre que ce dernier aurait fraudé la compagnie qui l'employait (témoignage de M. Bernard Dubuc, vol. 149, pp. 18-20). D'après les renseignements transmis à l'employeur de M. Michaud par la GRC, celui-ci aurait utilisé le véhicule que lui fournissait la compagnie pour des fins autres que celles de son employeur (témoignage de M. Marc Leduc, vol. 146, p. 64). Ce prétexte pourrait évidemment être arbitrairement invoqué contre tout citoyen utilisant une voiture

fournie par son employeur. Quoi qu'il en soit de la véracité des allégations des policiers de la GRC (niées par M. Michaud devant la Commission McDonald), il faut souligner qu'un nombre considérable de policiers devraient recevoir des sanctions si leurs écarts étaient tenus pour réels sur la foi d'une simple allégation et si ces écarts étaient justiciables de la même rigueur que celle appliquée aux citoyens qu'un corps policier souhaite neutraliser.

M. Michaud perdit effectivement son emploi à la suite de la visite d'un membre de la GRC auprès de son employeur. Il semble, d'après le témoignage de M. Dubuc, que cette visite ait été liée à l'échec de la GRC de recruter M. Michaud comme informateur:

«Q.- *Je dois comprendre par votre témoignage qu'au moment où Monsieur Leduc vous a demandé d'aller rencontrer cet employeur, il savait, lui, Monsieur Leduc, que la tentative avait été infructueuse?*

R.- *Là je vais être honnête, je ne me souviens pas des paroles échangées, mais il le fallait. La suite logique des événements... c'est comme il a été mentionné hier, on l'aurait pas fait jeter dehors avant de tenter de le recruter comme source.»*

(Vol. 149, pp. 18-19)

## 2.3 TENTATIVE DE RECRUTEMENT DE M. MICHEL LEMAY

Cette tentative est décrite dans l'exhibit P-109-C.

«	<u>MICHEL LEMAY</u>
Entrevue:	Détachement de Trois-Rivières Printemps 1972
Membres:	Cap: B. BLIER et d'autres membres non- identifiés du détache- ment de Trois-Rivières
Autres membres du S.S. de la Division «C» au courant:	Insp. COBB, sgt. HUGO, l'ex-sgt ét.-maj. LEDUC, sgt. PELLETIER
Membres du S.S. de la D.G. — Ottawa, au courant:	Insp. YELLE, sgt ét.-maj. POTVIN & Peter MARWITZ
Incident:	On a demandé à Michel LEMAY de se présenter au détachement de Trois-Ri- vières sous le prétexte que le

cap. BLIER avait 2 mandats d'arrêt émis contre lui pour des actes criminels. Les mandats, qui avaient été falsifiés par un autre membre du détachement, ont fait peur à LEMAY. Le cap. BLIER avait les mandats en question dans la poche intérieure de son veston. On les lui a montrés de temps en temps sans que LEMAY prenne connaissance du contenu. Durant l'entrevue, on lui a fait croire que les mandats étaient authentiques afin de le recruter.»

## 2.4 TENTATIVE DE RECRUTEMENT DE M. ANDRÉ CHAMARD

Cette tentative est décrite dans l'exhibit P-109-A.

«

### ANDRÉ CHAMARD

Entrevue -

rue Amherst, Montréal  
le 7 juin 1972, vers 9h15.

Terminée: -

vers 13h, le 7 juin 1972.

Membres: -

Cap. B. BLIER et  
gend. DAIGLE

Autres membres du  
S.S. de la Division  
«C», qui étaient au  
courant:

Insp. COBB,  
sgt HUGO,  
ex-sgt LEDUC

Membres du S.S. de  
la D.G. — Ottawa,  
qui étaient au  
courant:

Note de service soumise  
pour les dossiers seulement  
et, par conséquent, la D.G. à  
Ottawa n'a pas été avisée  
par écrit.

Incident:

Le 7 juin 1972, le cap. BLIER,  
accompagné du gend.  
DAIGLE, approche André  
CHAMARD sur la rue Am-  
herst, vers 10h. Après qu'ils  
se sont identifiés comme  
policiers en présentant une



*insigne à distance, M. CHAMARD monte dans le V.P. avec nos membres et se fait conduire sur la route n° 20 en direction de Québec. En route, le cap. BLIER discute avec M. CHAMARD de la possibilité que M. CHAMARD devienne une source. M. CHAMARD insiste à savoir le nom de leur organisation avant d'accepter ou de refuser la proposition. Comme ils ont jugé que M. CHAMARD se montrait prématurément intéressé à la suggestion des membres, ils ont cru bon de ne pas révéler le nom de leur organisation. Il a été convenu, cependant, qu'une deuxième réunion aurait lieu.*

*Lors de notre entrevue avec le cap. BLIER le 23 juin 1977, il nous a admis verbalement que M. CHAMARD et lui s'étaient bousculés dans le V.P. lorsque M. CHAMARD a commencé à se montrer nerveux et à vouloir sortir du véhicule. On l'a donc laissé sur le bord de la route près de Ste-Madeleine. Suite à cette entrevue avec M. CHAMARD, Maître Robert LEMIEUX a tenu une conférence de presse avec les journalistes, le 14 juin 1972.»*

---

## CONCLUSION

Des quatre citoyens victimes de ces tentatives de recrutement, il n'en est qu'un dont le nom apparaisse dans le document intitulé *Current FLQ Groups*. On croit d'abord, selon le texte de ce document, que ce citoyen «aurait pu avoir volé quatre fusils à un parent»; son nom est également signalé dans le cadre d'une surveillance exercée, en décembre 1970 et en janvier 1971, sur une personne qui avait été accusée en 1970 d'avoir conspiré pour enlever le consul d'Israël. Le nom des trois autres citoyens n'est aucunement mentionné dans le document précité.

Ces constatations appuient notre affirmation selon laquelle l'objectif de ces tentatives de recrutement était davantage d'intimider des individus en exerçant sur eux des pressions diverses que de les recruter comme informateurs.

La Commission n'a pas effectué d'enquête approfondie sur ces quatre tentatives de recrutement, dont aucune n'a été fructueuse. La proportion de cas soumis à la Commission par le Solliciteur général du Canada est en effet insignifiante par rapport au nombre total de gestes d'intimidation posés par la GRC. Ajoutons à cette première constatation que l'enquête qu'il aurait importé de mener sur les tentatives de recrutement concerne beaucoup moins l'établissement des circonstances particulières à chaque tentative que l'évaluation rigoureuse des procédés utilisés par la GRC et de la stratégie qui guidait l'application de ces méthodes. La Commission n'a pas été autorisée par la Cour suprême du Canada à mener une telle enquête qui, seule, aurait été significative.



---

## CHAPITRE XI

---

### LA REPRODUCTION DE LA LISTE DES MEMBRES DU PARTI QUÉBÉCOIS: OPÉRATION «HAM»

<b>1</b>	<b>LE CONTEXTE DE «HAM»</b>	353
1.1	Organisme visé	353
1.2	Action policière	353
<b>2</b>	<b>LA PRÉPARATION DE «HAM»</b>	355
2.1	Origine de l'opération	355
2.11	Rapport du caporal Goguen de la Section «G» de la GRC (Montréal)	355
2.12	Télex intitulé «PUMA GÉNÉRAL» de la Section «E (SPÉCIAL)» de la GRC (Montréal)	356
2.13	Ouverture d'un dossier «PUMA» aux Quartiers généraux de la GRC (Ottawa)	357
2.2	Planification et autorisation de l'opération	358
2.21	Autorisation du principe de l'opération	358
2.22	Autorisation de l'exécution de l'opération	361
2.3	Objectifs de «HAM»	365
2.31	Objectifs énoncés dans les documents de la GRC	365
2.32	Objectifs énoncés lors des témoignages rendus devant la Commission	368
2.33	Comparaison entre ces différents objectifs	370
2.4	Perception de la légalité de l'opération	373

<b>3</b>	<b>LE DÉROULEMENT DE «HAM»</b>	376
<b>4</b>	<b>LES SUITES DE «HAM»</b>	377
4.1	Analyse de l'information acquise	377
4.2	Destruction de la liste des membres du Parti Québécois	379

DANS la nuit du 8 au 9 janvier 1973, des membres de la GRC s'introduisirent, après avoir neutralisé le système d'alarme, dans les locaux des *Messageries Dynamiques* situés au 9820 de la rue Jeanne-Mance à Montréal. Dans ces locaux se trouvait un ordinateur, dont les bandes contenaient la liste des membres du Parti Québécois, de même que des renseignements sommaires sur ceux-ci (adresse, profession, etc.). Les policiers s'emparèrent de ces bandes et les remirent à un ancien membre de la GRC qui participait également à cette opération. Ce dernier s'occupa au cours de la même nuit de faire recopier les bandes qui lui avaient été remises sur d'autres bandes d'ordinateur. Dès qu'elles eurent été recopiées, les bandes originales furent retournées par les policiers à l'endroit où elles avaient été prises. Toute cette opération fut complétée au cours de la nuit du 8 au 9 janvier 1973. Elle avait pour nom de code, «HAM».

Les bandes-copies furent transportées aux Quartiers généraux de la GRC à Ottawa pour y être imprimées et l'information qu'elles contenaient y fut également analysée. Elles furent par la suite conservées dans la salle des dossiers de la Section «E» de la GRC à Ottawa, jusqu'en juillet 1975. Lorsqu'il fut question, à cette date, de transférer ces bandes au *Centre d'information de la police canadienne* (CIPC), des officiers de la GRC estimèrent préférable de les détruire pour éviter que le gouvernement fédéral ou la GRC elle-même ne se trouvent dans une situation embarrassante s'il venait à être révélé que le Service de sécurité s'était procuré ce type d'information.

Les bandes et les feuilles de sortie («*print-outs*») sur lesquelles elles avaient été imprimées furent effectivement détruites entre le 4 et le 7 juillet 1975, dans l'incinérateur des Quartiers généraux de la GRC à Ottawa.

Le plan que nous suivrons dans ce chapitre du rapport est analogue à celui que nous avons suivi dans le compte rendu que nous avons fait des opérations précédentes. Nous distinguerons donc entre le contexte de l'opération, sa préparation, son déroulement et ses suites.



---

# 1 LE CONTEXTE DE «HAM»

---

## 1.1 ORGANISME VISÉ

Il n'est pas besoin de se livrer à une description de la nature et des activités du Parti Québécois, celles-ci appartenant depuis plusieurs années au domaine public. Il importe toutefois de remarquer qu'à l'époque où fut effectuée l'opération «HAM», le Parti Québécois était officiellement représenté à l'Assemblée nationale du Québec, où il formait l'Opposition.

## 1.2 ACTION POLICIÈRE

L'opération «HAM» a été conçue et planifiée à la même époque que l'opération «BRICOLE». Il est donc normal que des éléments du contexte qui a prévalu pour l'opération «BRICOLE» se retrouvent dans l'opération «HAM».

Il ressort des témoignages rendus devant la Commission relativement à l'opération «HAM» que deux des éléments constituant le contexte policier de l'opération «BRICOLE» sont également présents dans le cas de l'opération «HAM». Ces éléments sont respectivement:

- (i) l'insistance sur les opérations préventives (le témoignage du caporal Goguen de la GRC, dont on verra plus tard le rôle dans cette opération, est clair à cet égard — voir le vol. 90, p. 91, et le vol. 91, p. 12);
- (ii) la présupposition des policiers sur le caractère permanent de l'engagement d'un individu dans l'action violente. L'appel de M. Pierre Vallières à renoncer à l'action violente a été systématiquement interprété comme une manoeuvre stratégique visant à infiltrer des éléments terroristes dans les rangs du Parti Québécois.

Il est toutefois d'autres traits qui appartiennent de façon plus particulière au contexte dans lequel s'est élaborée l'opération «HAM». Ce sont les suivants:

- (i) l'inquiétude créée au sein de la GRC par des fuites d'information relatives à des opérations de nature militaire ou policière qui devaient être effectuées en territoire québécois, si les conditions les rendaient nécessaires. La divulgation du projet «NEAT PITCH» — plan d'occupation du territoire québécois par les Forces armées canadiennes — aurait suscité une volonté bien arrêtée de mettre un terme à de telles fuites et d'en identifier les auteurs<sup>1</sup>;

---

<sup>1</sup>Les témoignages de certains membres de la GRC se réfèrent, nous le verrons, de façon explicite à la divulgation du projet «NEAT PITCH». Il importe toutefois de noter que l'existence de ce projet n'a été révélée à l'opinion publique par le journal *Le Jour* que plusieurs mois après l'exécution de «HAM». Il faut donc en déduire que la GRC possédait des renseignements sur les fuites en provenance des Forces armées canadiennes bien avant que ces fuites n'aient fait l'objet de révélations publiques.



(ii) les recommandations du *Rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité (Version abrégée)*<sup>1</sup>. Bien que les principales recommandations de ce rapport — et notamment la recommandation de faire du Service de sécurité de la GRC un organisme indépendant de celle-ci — n'aient fait l'objet d'aucune législation, certains de ses paragraphes ont été allégués devant nous par MM. Starnes et Draper, les deux principaux responsables du Service de sécurité à cette époque, et par d'autres témoins pour justifier l'opération «HAM». Les paragraphes invoqués ont été les paragraphes 6, 21, 22, 23 et 101 (exhibit P-357). Il est opportun de résumer le contenu de certains de ceux-ci.

Dans une section intitulée «*Le séparatisme québécois et la sécurité*», le rapport Mackenzie reconnaît que «*le mouvement séparatiste, s'il ne commet pas d'illégalités et cherche à réaliser ses objectifs par des moyens légaux et démocratiques, doit être considéré comme un mouvement politique*» et que ses activités ne constituent pas dès lors un problème pour la sécurité de l'État (par. 21). Le rapport indique toutefois que «*le séparatisme québécois*» pourrait constituer, dans certains cas, une menace pour la sécurité nationale. Les cas énumérés dans le rapport Mackenzie sont les suivants:

- l'utilisation par les militants «*séparatistes*» de moyens sédi-  
tieux, comme par exemple le recours à la violence, pour réali-  
ser leurs objectifs (par. 22);
- l'exploitation du «*sentiment séparatiste*» par des «*factions*  
*communistes*» et «*trotskyistes*» (par. 22);
- la participation de pays étrangers au «*mouvement sépara-  
tiste*» (par. 23);
- l'emploi dans la Fonction publique de personnes «*qui sem-  
blent s'être engagées dans les activités de l'aile extrémiste  
du mouvement séparatiste*» (par. 101).

Comme on le verra dans les pages qui suivent, les objectifs de l'opération «HAM», tels qu'ils ont été énoncés dans les témoignages des dirigeants du Service de sécurité de la GRC, constituent un décalque précis des quatre paramètres que nous venons d'énumérer. Cette soudaine exhumation d'un rapport dont les recommandations n'avaient pas été retenues par le législateur n'est pas sans soulever quelques problèmes. On verra surtout qu'il est loin d'être établi que la surveillance exercée par la GRC sur le Parti Québécois ait été limitée par les paramètres énoncés dans le rapport Mackenzie.

---

<sup>1</sup>*Rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité (Version abrégée)* («Rapport Mackenzie»). Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1969. (Seule la version abrégée a été rendue publique.)

---

## 2 LA PRÉPARATION DE «HAM»

L'opération «HAM» a donné lieu à une préparation beaucoup plus élaborée que celle des opérations que nous avons jusqu'ici décrites. Elle a en outre été autorisée au niveau le plus élevé du Service de sécurité de la GRC à Ottawa. Nous ferons la distinction entre plusieurs stades de préparation de cette opération.

---

### 2.1 ORIGINE DE L'OPÉRATION

#### 2.11 RAPPORT DU CAPORAL GOGUEN DE LA SECTION «G» DE LA GRC (MONTRÉAL)

Le projet de s'approprier la liste des membres du Parti Québécois reçut sa première formulation dans un rapport du caporal Maurice Goguen, de la Section «G» du Service de sécurité de la GRC à Montréal (le caporal Goguen avait pour supérieur immédiat le sergent Henri Pelletier. Il est donc possible qu'il ait appartenu à la sous-section «G-4», commandée par M. Pelletier). Ce rapport, daté du 8 août 1972, fut envoyé par le caporal Goguen aux Quartiers généraux de la GRC à Ottawa (exhibit P-300).

Dans ce rapport, le caporal Goguen informait les Quartiers généraux que le Parti Québécois utilisait un ordinateur de marque *Burroughs* (type B 500) pour tenir la liste de ses membres à jour et pour produire certaines statistiques relatives à ces membres. Cet ordinateur était la propriété des *Éditions Peladeau* et il était installé dans les locaux d'une entreprise dont le nom était *Les Messageries Dynamiques*. Ces locaux se trouvaient au 9820 de la rue Jeanne-Mance à Montréal. Le rapport du caporal Goguen identifiait en outre M. Édouard Cloutier, professeur à l'Université du Québec à Montréal, comme le responsable des statistiques du Parti Québécois et il précisait que cette Université possédait elle-même un ordinateur.

Le caporal Goguen avait également annexé à son rapport, en plus d'une découpe de journal relative à l'ordinateur utilisé par le Parti Québécois, l'exemplaire d'une formule par laquelle ce parti recueillait un certain nombre de données sur ses membres. Ces données, dont on pouvait penser qu'elles se trouvaient dans la banque de l'ordinateur, étaient les suivantes: nom et prénom du membre, sa date de naissance, son adresse et son numéro de téléphone, son niveau de scolarité, son occupation et le nom de son employeur et, enfin, le montant de sa cotisation (minimum de \$3.00) et du don en argent qu'il désirait faire à la caisse du Parti.

Pour réunir les renseignements qu'il transmet aux Quartiers généraux de la GRC à Ottawa, le caporal Goguen eut donc recours à la lecture des journaux; il compléta son dossier en faisant quelques appels téléphoniques au Parti Québécois et à l'Université du Québec à Montréal; il consulta enfin diverses

sources humaines. À partir des informations ainsi recueillies, le caporal Goguen recommanda:

- que l'on consultât M. Meyer, un officier de la GRC qui travaillait au CIPC dans le domaine du *software* et qui avait également déjà été employé par *Burroughs Business Machines Ltd.*, sur les possibilités et les moyens d'avoir accès aux renseignements contenus dans la banque d'information de l'ordinateur utilisé par le Parti Québécois;
- que l'on ouvrît, si l'on retenait l'opportunité d'effectuer l'opération qu'il avait esquissée, un dossier portant la mention *très secret* («*top secret*»).

## 2.12 TÉLEX INTITULÉ «PUMA GÉNÉRAL» DE LA SECTION «E (SPÉCIAL)» DE LA GRC (MONTRÉAL)

Voici maintenant la suite des événements qui amèneront l'ouverture d'un dossier *très secret* à Ottawa sur l'opération «HAM», conformément à la suggestion du caporal Goguen. À l'époque où il préparait son rapport, de même que dans les jours qui suivirent l'envoi de celui-ci à Ottawa, le caporal Goguen discutait de la possibilité d'effectuer l'opération qu'il proposait avec divers collègues de la Section «G» à Montréal et, vraisemblablement, avec le sergent d'état-major Gilbert Albert de la Section «*E Special*» («*E(SPC)*») également à Montréal. (Il est possible que le sergent d'état-major Albert ait d'abord été consulté par un autre membre de la Section «G» que le caporal Goguen: d'après les témoignages, il pourrait s'agir du sergent d'état-major d'Entremont, avec qui le caporal Goguen avait discuté de ce qui allait devenir l'opération «HAM».) D'après le témoignage du sergent d'état-major Albert, la Section «*E(SPC)*» était chargée de fournir de l'assistance aux opérations — au niveau de leur planification et de la détermination de la possibilité de les accomplir.

Le 11 août 1972, le sergent d'état-major Albert fit parvenir un télex coiffé de l'appellation «*PUMA GENERAL*» à la Section «E» d'Ottawa (exhibit P-301). Le contenu de ce télex, vraisemblablement reçu par le sergent d'état-major Ken Hollas de la Section «E» d'Ottawa, peut être ainsi résumé: ce télex reprenait d'abord les grandes lignes de l'information contenue dans le rapport du caporal Goguen; il estimait ensuite que l'opération était réalisable et recommandait que l'on consultât M. Meyer, du CIPC; il précisait ensuite la nature des résultats qui étaient attendus de cette opération par les membres de la Section «G» de Montréal.

L'officier supérieur auquel se rapportait directement le sergent d'état-major Albert était le surintendant principal Laurent Forest. D'après le témoignage de M. Albert, le surintendant principal Forest n'a pas désapprouvé, comme il avait le pouvoir de le faire, que le projet de s'approprier l'information contenue sur les bandes de l'ordinateur utilisé par le Parti Québécois soit soumis aux Quartiers généraux d'Ottawa. Là semble s'arrêter, toutefois, la participation de M. Forest à l'opération «HAM». Le sergent d'état-major Albert était considéré comme

«l'expert» des opérations de type «PUMA»<sup>1</sup>; selon son témoignage, «(il) *consulte pas personne, ni demande les directives à qui que ce soit* ( . . . )» (vol. 84, p. 62). Une opération de type «PUMA» ne pouvait cependant être autorisée que par les Quartiers généraux d'Ottawa; la demande d'autorisation devait être appuyée par l'officier responsable du Service de sécurité de la GRC en territoire québécois, le surintendant principal Forest.

### 2.13 OUVERTURE D'UN DOSSIER «PUMA» AUX QUARTIERS GÉNÉRAUX DE LA GRC (OTTAWA)

Le 19 août 1972, le sergent d'état-major Ken Hollas fit ouvrir un dossier sur une opération de type «PUMA», qui devait recevoir le nom de code «HAM» (exhibit P-302). M. Hollas avait, à la Section «E», l'inspecteur Joseph A. Nowlan comme supérieur.

Il semblerait à première vue que l'opération «HAM» ait été amorcée de façon analogue à l'opération «BRICOLE»: le projet d'effectuer l'opération est d'abord proposé par un membre de la GRC possédant un grade subalterne (le caporal Goguen). Là cependant s'arrêtent les ressemblances avec «BRICOLE». À peine quelques jours après que le caporal Goguen eut soumis son rapport, le projet «HAM» fit l'objet d'un transfert de juridiction de la Section «G» à Montréal à la Section «E» des Quartiers généraux d'Ottawa (aucune des opérations dont nous avons jusqu'ici rendu compte n'a dépassé le palier d'autorisation des responsables de la section «G» à Montréal).

Nous verrons que l'opération «HAM» sera autorisée par les plus hautes instances du Service de sécurité de la GRC à Ottawa. Il mérite également d'être souligné que l'expert de la Section «E(SPC)» dans ce genre d'opérations, le sergent d'état-major Gilbert Albert, se rapportait directement au responsable du Service de sécurité à Montréal, le surintendant principal Forest, alors qu'il dépendait en théorie de l'inspecteur Cobb, récemment muté à la tête des Sections de soutien et d'administration à Montréal. La Section «E (SPC)» que commandait le sergent d'état-major Albert aurait dû constituer une subdivision de la Section «E», alors placée sous la responsabilité de M. Cobb; elle opérait en réalité à la manière d'une entité autonome, qui relevait directement des Quartiers généraux d'Ottawa.

La rapidité avec laquelle cette opération a été récupérée par les Quartiers généraux d'Ottawa, de même que l'accès privilégié du sergent d'état-

---

<sup>1</sup>Sommairement définie, une opération «PUMA» consiste en une introduction clandestine qui a pour but de recueillir des renseignements. Cette introduction peut s'effectuer dans des locaux; il est également possible d'effectuer une opération «PUMA» en rapport avec des objets (coffre arrière d'une voiture, mallette de documents, sacoche, etc.). Une opération «PUMA» n'a pas pour fin de s'approprier des documents mais seulement de les reproduire en les laissant ou en les retournant à leur propriétaire.

major Albert auprès du surintendant principal Forest, autorisent l'hypothèse de l'existence de directives, de la part des Quartiers généraux de la GRC, relatives à l'obtention générale de renseignements sur le Parti Québécois.

L'officier responsable de la Section «G» à Montréal a témoigné devant la Commission à l'effet que l'initiative d'exécuter l'opération «HAM» était venue des Quartiers généraux:

«R- ... Je crois que la première étape a été à Ottawa où, possiblement, Monsieur Goguen aurait participé, je crois, si je me trompe pas, à une ... peut-être à une rencontre, mais à Ottawa, pas à Montréal. Je crois que l'évolution du plan s'est faite en ... le départ de l'évolution, je crois, de cette opération-là ... a pris naissance à Ottawa.»

(Extrait du témoignage de l'inspecteur Vermette; Vol. 90, p. 44)

Quoique le caporal Goguen ait appartenu à la Section «G» que dirigeait le sous-inspecteur Vermette, ce dernier a témoigné devant la Commission n'avoir appris l'existence de «HAM» qu'à la fin d'octobre ou au début de novembre 1972, soit plus de six semaines après le début de sa planification (vol. 90, p. 27). Si cette opération avait été véritablement le fruit de l'initiative d'un membre de la Section «G» à Montréal, on voit difficilement comment l'officier commandant cette section n'aurait appris l'existence du projet «HAM» que plus de six semaines après le début de sa planification (le sous-inspecteur Vermette avait participé aux premiers stades de la planification de l'opération «BRICOLE»).

## 2.2 PLANIFICATION ET AUTORISATION DE L'OPÉRATION

### 2.21 AUTORISATION DU PRINCIPE DE L'OPÉRATION

Comme nous l'avons déjà noté, l'opération «HAM» a donné lieu à une planification beaucoup plus soignée que les opérations dont nous avons précédemment rendu compte. Elle a également été autorisée au plus haut niveau du Service de sécurité de la GRC à Ottawa. La façon la plus simple de rendre compte de la planification et de l'autorisation de cette opération est de présenter une chronologie commentée des événements qui ont précédé l'exécution de «HAM». Le premier stade de la planification de l'opération a conduit à une autorisation de principe de l'opération. Voici comment cette première autorisation a été obtenue.

#### 19 août 1972

Ouverture d'un dossier sur l'opération «HAM» aux Quartiers généraux de la GRC à Ottawa, selon la recommandation de M. Ken Hollas.

#### 19 août au 11 octobre 1972

Divers membres de la Section «E» à Ottawa s'interrogent sur la meilleure façon d'obtenir les renseignements contenus dans la banque d'infor-

mation de l'ordinateur des *Messageries Dynamiques*. On s'occupe de recueillir des données sur le fonctionnement des ordinateurs du même type que celui utilisé par le Parti Québécois. L'inspecteur Nowlan distribue des articles techniques sur le fonctionnement des ordinateurs. Cette période est surtout marquée par le recrutement parmi les membres de l'équipe chargée de planifier l'opération «HAM» de M. James (Jim) Emberg. M. Emberg est un ancien membre de la GRC, qui travaille dans une entreprise possédant des bureaux à Montréal (*R.L. Crain Limited*). Cette entreprise entretient des relations d'affaires avec *Les Messageries Dynamiques*. M. Emberg n'est pas informé, au début de sa participation, de la nature de l'opération «HAM». Au terme de ces premières semaines de planification, la GRC est parvenue à la conclusion que les risques politiques de s'emparer de la liste des membres du Parti Québécois en développant une source humaine à l'intérieur des *Messageries Dynamiques* étaient trop élevés pour que l'on ait recours à cet expédient (exhibit P-305, par. 1-2).

### 11 octobre 1972

Réunion à Ottawa, à laquelle participent les caporaux Goguen et Boire, le sergent d'état-major Albert, M. Ken Burnett et l'inspecteur Yule. Les trois premiers sous-officiers sont rattachés à des sections montréalaises du Service de sécurité. M. Burnett est un membre civil de la GRC et il appartient au CIPC. Il est spécialisé en informatique. L'inspecteur Yule est également responsable d'une section de la GRC qui utilise les ressources de l'informatique. La réunion porte sur les possibilités d'effectuer un branchement sur un ordinateur pour avoir accès à l'information qui y est stockée.

### 12 octobre 1972

Réunion entre le caporal Boire et MM. Burnett et Emberg. On y décide que MM. Burnett et Emberg effectueront une visite aux *Messageries Dynamiques* sous le prétexte d'établir des relations d'affaires avec cette firme. M. Burnett se présentera sous un nom d'emprunt et prétendra représenter une compagnie de transport. Un ami personnel d'un membre de la GRC, qui occupait les fonctions de gérant d'une compagnie de transport, avait accepté d'authentifier le prétexte utilisé par M. Burnett, si nécessaire. Cet ami ne fut pas informé des raisons pour lesquelles un tel service lui était demandé (exhibit P-306).

### 18 octobre 1972

MM. Burnett et Emberg se rendent aux *Messageries Dynamiques* à Montréal et ils y rencontrent M. Dollard Desroches, gérant de l'informatique. Cette rencontre est considérée comme un succès par MM. Burnett et Emberg, qui recueillent un grand nombre d'informations nécessaires à la planification de «HAM». Ils quittent cet endroit convaincus que M. Desroches n'a pas perçu le motif véritable de leur visite. Le lendemain de cette visite, la GRC est en possession de divers croquis de l'intérieur des locaux occupés par *Les Messageries Dynamiques* et de photographies de l'extérieur de ces mêmes locaux (exhibit P-309).

### 19 octobre 1972

Le caporal G. Boucher, de la section des équipements de sécurité («*Security Lock Section*»), effectue une première reconnaissance des

locaux occupés par *Les Messageries Dynamiques*. Il découvre que la porte du garage n'est pas branchée sur le système d'alarme de ces locaux (exhibit P-309, par. 4).

## 20 octobre 1972

La collaboration de M. Emborg ayant été nécessaire au succès de «HAM», ce dernier signe une déclaration (*«Indoctrination undertaking»*) par laquelle il s'engage, sous peine des sanctions prévues par la *Loi sur les secrets officiels* (S.R.C. 1970, ch. 0-3), à ne pas révéler ce qu'il apprendra dans le cadre de sa participation à l'opération «HAM». Le caporal Boire et le sergent d'état-major Albert sont les témoins de cette déclaration. Le formulaire employé avait déjà été utilisé dans le cadre des opérations désignées sous les noms de code «GRUB» et «BRAVO»<sup>1</sup> (exhibits P-309, par. 3 et P-310).

## 20 octobre au 14 novembre 1972

Cette période est dévolue à trouver des solutions aux problèmes que constituent l'introduction clandestine dans les locaux des *Messageries Dynamiques* et la reproduction de l'information stockée sur les bandes d'ordinateur dont on désirait s'emparer.

## 14 novembre 1972

L'approbation de l'opération «HAM» est formellement sollicitée dans une lettre que signe l'inspecteur Nowlan. Certains des paragraphes de cette demande d'autorisation n'ont pas été rédigés par l'inspecteur Nowlan lui-même, mais par l'un de ses assistants (vraisemblablement, le sergent d'état-major Hollas). Dans une note manuscrite, l'inspecteur Nowlan précise qu'il recommande que l'opération ne reçoive qu'une approbation de principe. Les «ramifications politiques» de l'opération restreignant le choix des moyens par lesquels la GRC pouvait se procurer la liste des membres du Parti Québécois, la lettre signée par l'inspecteur Nowlan propose que des membres de la GRC soient autorisés à s'introduire dans les locaux des *Messageries Dynamiques* en l'absence de leurs occupants habituels. Ces policiers seraient également autorisés à s'emparer des rubans de l'ordinateur dans le but d'en reproduire le contenu. Ces rubans seraient retournés aux *Messageries Dynamiques* après leur reproduction. La demande d'approbation énonce également les objectifs de l'opération, sur lesquels nous reviendrons dans la section 2.3 de ce chapitre.

L'opération reçoit une autorisation de principe du surintendant principal Howard Crossfield Draper, conformément à la recommandation de M. Nowlan. M. Draper signale, dans une note manuscrite, qu'il n'autorise que la  *poursuite de l'étude*  de cette opération et qu'aucune action ne doit à cette date être effectivement entreprise (exhibit P-314).

---

<sup>1</sup>À la suite de la décision de la Cour suprême du Canada, la Commission n'a pu faire enquête sur ces opérations et ignore, en conséquence, ce à quoi font référence ces noms de code.

## 2.22 AUTORISATION DE L'EXÉCUTION DE L'OPÉRATION

Nous procéderons, pour ce second stade de l'autorisation de l'opération «HAM», de la même façon que dans la section précédente (2.21). Cette seconde période est surtout marquée par l'exécution de reconnaissances («dry runs») aux locaux occupés par *Les Messageries Dynamiques*. Ces reconnaissances ont eu d'abord pour but de recueillir des renseignements précis sur ces locaux; elles se sont ensuite progressivement transformées en des simulations de l'opération elle-même.

### 16 novembre 1972

Une reconnaissance est effectuée au 9820 de la rue Jeanne-Mance par deux membres de la section des équipements de sécurité de la GRC, le caporal Boucher et M. Ward Jones. La surveillance des lieux est assurée par le caporal Boire, le caporal Goguen et le sergent Gard. À la suite de cette reconnaissance, il est décidé que l'introduction dans les lieux se ferait par la porte du garage (exhibit P-316).

### 20 novembre 1972

À cette date, la GRC était parvenue à résoudre le problème de la reproduction des bandes de l'ordinateur des *Messageries Dynamiques*. Cette reproduction serait effectuée par un ami de M. Emberg, qui travaillait dans une firme (*M.I.C.R. Systems Ltd*) disposant du matériel nécessaire pour effectuer cette reproduction. Les bureaux de cette firme étaient situés à Montréal dans l'un des édifices du *Westmount Square* (l'entreprise qui employait M. Emberg avait également ses bureaux à cet endroit). L'ami de M. Emberg n'a pas été informé de la nature de l'information contenue sur les rubans qu'il devait reproduire (exhibit P-317).

### 21 novembre 1972

Une demande d'autorisation d'effectuer une seconde reconnaissance est présentée par M. Nowlan à M. Draper. Elle est approuvée par ce dernier. Il est également signalé, dans cette demande d'autorisation, que si l'opération de la GRC était découverte après son accomplissement, il est possible qu'elle soit alors confondue avec de l'espionnage industriel, beaucoup d'informations sur diverses entreprises commerciales étant conservées au 9820 de la rue Jeanne-Mance (exhibit P-319).

Ce même jour, le caporal Boire et le sergent d'état-major Albert ont rencontré la personne qui avait installé le système d'alarme dans les locaux des *Messageries Dynamiques*. Les deux policiers ont utilisé le faux prétexte d'une enquête sur un réseau de pornographie, auquel aurait appartenu la maison d'édition en cause, pour obtenir des renseignements sur le fonctionnement du système d'alarme assurant la protection des *Messageries Dynamiques*. Au terme de cette rencontre, l'installateur de ce système a fourni aux policiers le numéro de la clé débranchant le système d'alarme et il leur a également fourni quelques clés qu'il possédait pour qu'ils les essayent (exhibit P-321).



### 23 novembre 1972

La seconde reconnaissance, qui devait avoir lieu à cette date, n'a pu être effectuée, les locaux des *Messageries Dynamiques* ayant été occupés par des employés pendant la plus grande partie de la nuit. Cette seconde reconnaissance a été remise au 30 novembre (exhibit P-322).

### 30 novembre 1972

L'installateur du système d'alarme des *Messageries Dynamiques* fut rencontré une seconde fois par des policiers de la GRC. Il fut interrogé cette fois par le sergent Luker et M. L. Bisson de la section des équipements de sécurité sur le fonctionnement du système d'alarme. Ces deux policiers étaient également accompagnés du caporal Boire.

À la suite de cette entrevue, une nouvelle reconnaissance des lieux est effectuée (dans la nuit). Les caporaux Boire et Boucher et M. W. Jones s'introduisent à l'intérieur des locaux, pendant que le caporal Beaulieu et le gendarme Richer en surveillent le devant et que le sergent Gard et le caporal Goguen assurent la surveillance de l'arrière. Les serruriers de la GRC (MM. Boucher et Jones) pénètrent aisément dans les locaux des *Messageries Dynamiques*; ils ne peuvent cependant ouvrir la porte du second étage, qui était verrouillée à l'aide d'un mécanisme («NATCOR») inconnu des policiers. Ceux-ci quittèrent les lieux vers 01:15h en se proposant d'effectuer, le lendemain, des recherches sur la serrure qu'ils n'avaient pu ouvrir (exhibit P-324).

### 3 décembre 1972

Une simulation de la procédure par laquelle les bandes prises au 9820 de la rue Jeanne-Mance seront recopiées est effectuée. MM. Burnett et Emberg, le sergent d'état-major Albert, le caporal Boire et l'ami qu'avait M. Emberg aux entreprises *M.I.C.R. Systems Ltd* participent à cette simulation. Le temps écoulé entre la remise des bandes à M. Emberg (au *Victoria Hall* à Westmount), leur reproduction aux locaux de *M.I.C.R. Systems Ltd* et leur retour ensuite aux *Messageries Dynamiques* est évalué à environ deux heures (exhibit P-327, par. 1).

### 5 décembre 1972

Les derniers détails de la planification de «HAM» sont arrêtés et les affectations sont déterminées. L'opération est prévue pour le 10 décembre. Aucun corps policier autre que la GRC n'est prévenu de son exécution prochaine. Des mesures sont également envisagées en cas d'échec de l'opération («disaster plan»). Ce sont les suivantes:

«MEMBERS ENTERING THE TARGET WILL NOT  
CARRY ANY IDENTIFICATION WHATSOEVER.  
EMERGENCY EXIT WILL BE MADE THROUGH  
EITHER THE REAR FIRE ESCAPE OR FRONT  
DOOR DEPENDING ON THE CIRCUMSTANCES.  
THEY WILL BE PICKED UP BY EITHER ONE  
OF THE SURVEILLANCE CARS. EVERY  
EFFORT WILL BE MADE THAT ANY OUTSIDE  
CIVILIAN DOES NOT INTERFERE WITH OUR

*TARGET EXIT. IF THE M.C.P. ARE IMPLICATED, OUR O.P. WILL CONTACT INSP VERMETTE IN ORDER THAT THE LATTER CAN MAKE THE NECESSARY ARRANGEMENTS.»*

(Exhibit P-327, par. 3(E))

**Traduction:**

Les membres s'introduisant à l'intérieur de la cible ne porteront aucune pièce d'identité, quelle qu'elle soit. En cas d'urgence, ils quitteront les lieux en utilisant, selon les circonstances, la porte arrière d'incendie ou la porte avant. Ils seront recueillis par l'une ou l'autre des voitures de surveillance. Tous les efforts seront faits pour éviter que des civils n'interfèrent, à l'extérieur, avec notre sortie de la cible. Si la police de la CUM est impliquée, notre PO (poste d'observation) communiquera avec l'inspecteur Vermette afin qu'il fasse les arrangements nécessaires.

Le texte de ce télex ne précise pas la nature de ces arrangements. Ces précisions seront apportées devant la Commission par l'inspecteur Vermette lui-même:

«R- (...) à ce moment-là, ma fonction aurait été de communiquer avec le surveillant ou le responsable du poste et lui faire part que la GRC avait une opération possiblement de drogue dans le secteur et puis que là, il y aurait peut-être une interférence qui serait nuisible à la bonne marche de nos opérations.»

(Vol. 87, p. 67)

**7 décembre 1972**

La dernière reconnaissance, prévue pour la nuit du 7 au 8 décembre, ne peut avoir lieu, les locaux des *Messageries Dynamiques* étant encore une fois occupés pendant la nuit. Cet échec détermine le report de l'exécution de l'opération «HAM» au 14 décembre (exhibit P-328).

**8 décembre 1972**

Une demande d'autorisation de l'exécution de l'opération «HAM» est déposée par l'inspecteur Nowlan (exhibit P-329). Elle est appuyée par l'inspecteur Alcide Yelle, responsable des opérations de la Section «G» à Ottawa<sup>1</sup>. Cette demande rappelle les grandes lignes de la planification de «HAM» et précise que la section des serruriers de la GRC a dû fabriquer plusieurs clés pour avoir

<sup>1</sup>L'inspecteur Yelle était absent de son bureau le jour où fut signée cette lettre. C'est donc le sergent d'état-major Robert Potvin qui signa, au nom de M. Yelle, la demande d'autorisation; M. Potvin partageait les vues de M. Yelle quant à l'opportunité d'effectuer l'opération «HAM» (témoignage de M. Yelle, vol. 93, pp. 11-12; témoignage de M. Potvin, vol. 89, pp. 17-18).

accès aux locaux situés au 9820 de la rue Jeanne-Mance et pour en débrancher le système d'alarme. Deux éléments sont rajoutés au plan d'opération original:

(i) un dispositif d'écoute électronique sera laissé dans la salle où se trouve l'ordinateur, pendant que les bandes contenant la liste des membres du Parti Québécois seront reproduites. (On saura, de cette manière, si une personne s'est introduite dans cette salle avant que les bandes emportées n'y aient été remises.);

(ii) d'autres bandes que celles contenant l'information que la GRC voulait obtenir seront aussi emportées pour laisser croire à de l'espionnage industriel, dans l'éventualité où l'opération serait découverte.

L'acceptation de cette demande d'autorisation est recommandée par M. H.C. Draper, assistant-directeur adjoint du Service de sécurité. L'autorisation est formellement conférée par M. L.R. Parent, le directeur adjoint de ce même service.

Une note manuscrite inscrite sur la formule d'autorisation signale que le directeur général du Service de sécurité a pris connaissance de l'autorisation donnée. M. Starnes a effectivement témoigné devant la Commission avoir approuvé cette opération, dont il n'a dû prendre connaissance (à la mi-décembre, d'après son témoignage) que quelques jours avant de l'autoriser (vol. 54, p. 15). M. Starnes a également témoigné n'avoir pas informé le Solliciteur général de sa décision, pour éviter que l'opération «HAM» n'apparaisse obéir à des considérations d'ordre politique (vol. 54, p. 17).

#### 12 décembre 1972

M. Ken Burnett éprouve des difficultés à décoder la bande reproduite lors de l'essai du 3 décembre (exhibit P-330).

#### 14 décembre 1972

La reconnaissance qui avait échoué le 7 décembre doit à nouveau être reportée; les locaux des *Messageries Dynamiques* étaient en effet à nouveau utilisés par les employés, dans la nuit du 13 décembre. Une surveillance de ces locaux était exercée depuis le 8 décembre pour en établir la fréquence d'occupation; elle se poursuivra jusqu'au 16 décembre (exhibit P-334).

#### 19 décembre 1972

La reconnaissance deux fois différée est accomplie. La surveillance des lieux est assurée par le caporal Boire (intérieur du local), le caporal Goguen (arrière de l'édifice) ainsi que par le caporal Beaulieu et le gendarme Richer (avant de l'édifice). Le caporal Boucher et M. Jones, de la section des équipements de sécurité de la GRC, effectuent leurs dernières vérifications à l'intérieur de l'édifice avant l'exécution de l'opération. Ils y fabriquent une clé destinée à ouvrir la porte du second étage de l'édifice; ils prennent également des numéros de code pour pouvoir fabriquer une autre clé servant à déverrouiller l'armoire de métal où les bandes de l'ordinateur sont entreposées (exhibit P-335).

#### Fin décembre 1972

L'exécution de l'opération «HAM» est remise à janvier 1973. La GRC désire obtenir l'horaire exact des activités de ceux qui travaillent aux *Messageries Dynamiques* (exhibit P-336).

## 2.3 OBJECTIFS DE «HAM»

La détermination des objectifs véritables de l'opération «HAM» est difficile à établir. Ce problème est toutefois suffisamment important pour que nous le soumettions à une discussion approfondie. Il est impérieux à cet égard de faire une distinction entre les objectifs de l'opération «HAM» *tels qu'ils sont formulés dans les exhibits* recueillis par la Commission et ces objectifs *tels qu'ils sont plus tard énoncés par les divers membres de la GRC lors de leur témoignage devant la Commission*.

La formulation des objectifs qui se trouve dans les exhibits précède en effet l'exécution de l'opération et elle est contemporaine de sa planification. Les objectifs revendiqués par les témoins qui ont comparu devant la Commission ont été énoncés, par contre, près de cinq années après l'accomplissement de l'opération; les témoignages rendus sont en outre contemporains de l'embarras qui a été créé par la divulgation publique de cette opération.

### 2.31 OBJECTIFS ÉNONCÉS DANS LES DOCUMENTS DE LA GRC

Ces documents consistent dans les exhibits P-301 et P-314. L'exhibit P-301 est le télex que le sergent d'état-major Albert a fait parvenir aux Quartiers généraux d'Ottawa le 11 août 1972, c'est-à-dire au tout début de l'élaboration de ce qui allait devenir l'opération «HAM». L'exhibit P-314 est la demande d'autorisation du principe de l'opération «HAM». Cette opération a été autorisée essentiellement sur la base des objectifs énoncés dans P-314. (L'exhibit P-329, qui est la demande d'autoriser l'exécution de l'opération, ne revient pas sur les objectifs.)

#### Les objectifs énoncés dans l'exhibit P-301

Les objectifs énoncés sont les suivants:

*«ACCORDING TO OUR «G» SECTION, THE VALUE OF SUCH AN OPERATION IS GREAT AS IT WILL PROVIDE THE FORCE WITH UPDATING DATA ON MOST OF OUR D 928 FILE SUBJECTS AS WELL AS STATISTICS ON THE DEGREE OF SEPARATIST INFILTRATION OF OUR KEY SECTORS, EDUCATION, POLICE AND ARMED FORCES, AND PROVINCIAL AND FEDERAL GOVERNMENTS.»*

(Exhibit P-301, par. 4)

#### Traduction:

D'après notre Section «G», la valeur d'une telle opération est grande, car elle fournira à la Force des renseignements à jour sur la plupart des sujets fichés dans notre dossier D 928, ainsi que des statistiques sur le degré d'infiltration séparatiste dans nos secteurs clés, l'éducation, la police et les forces armées, ainsi que les gouvernements provincial et fédéral.

La «Force» à laquelle on se réfère dans ce passage de P-301 est évidemment la GRC. Quant au dossier D 928, il contiendrait des renseignements sur des individus présumés être des militants séparatistes extrémistes (terroristes ou sympathiques au terrorisme). Le caporal Goguen et le surintendant Patrick Banning ont tous deux témoigné devant la Commission à l'effet que la cote D 928 référerait à des dossiers de terroristes (vol. 90, p. 123 et vol. 129, p. 41)<sup>1</sup>.

### Les objectifs énoncés dans l'exhibit P-314

Les objectifs énoncés sont les suivants:

*«Our «G» Operations confine its interest in the P.Q. to its use as a vehicle by revolutionaries or agents of foreign power. Since the Vallieres declaration of one year ago the revolutionary movement has turned in the direction of the P.Q. and there is now good evidence of a strong radical left waffle group within the party. Of concern also is the incursions made by pequistes into all levels of government. A recent survey done by «G» Operations revealed that there are 235 pequistes holding positions within Federal Government departments. Our information in this area is so limited that the survey is considered to be less than 50% accurate and that the actual figure must be much higher.*

---

<sup>1</sup>Notons que cette définition orthodoxe du dossier D 928 ne tient pas compte de l'inflation et du dérèglement qui prévalent dans la constitution des dossiers de la police. On trouve en effet parmi les sujets D 928 des personnes qui semblent correspondre à la nature alléguée de ce dossier: soit MM. Pierre Vallières (D 928-563), Francis Simard (D 928-2062), Jacques Cossette-Trudel (D 928-2582) et Robert Comeau (D 928-2617). On trouve également toutefois, les noms de Mmes Lysiane Gagnon (D 928-330) et Judith Jasmin (D 928-973) et de MM. Pierre Marois (D 928-2378) et René Lévesque (D 928-2470). Contrairement à des témoignages de policiers de la GRC rendus devant la Commission, cette énumération révèle que la surveillance exercée par la GRC débordait largement le cadre fixé par le rapport Mackenzie. Elle montre en outre que des personnes dont les activités étaient profondément différentes se retrouvaient cataloguées sous la même étiquette policière d'extrémistes.

*By necessity our investigational techniques have been curtailed because of the political ramifications. It is hoped that the information which might be gained from the operation would provide sufficient data to properly assess the degree of revolutionary influence within the party and the impact the P.Q. can exert through its influence in government departments.»*

(Exhibit P-314, par. 2 et 3)

**Traduction:**

Nos Opérations «G» confinent leur intérêt par rapport au P.Q. à son utilisation comme véhicule par des révolutionnaires ou par des agents d'un pouvoir étranger.

Depuis la déclaration de M. Vallières, il y a un an, le mouvement révolutionnaire s'est tourné vers le P.Q. et il y a maintenant des preuves satisfaisantes de l'existence, à l'intérieur du parti, d'un fort courant radical de gauche. Un autre sujet de préoccupation réside dans les incursions faites par les péquistes dans tous les niveaux du gouvernement. Un récent relevé fait par les Opérations «G» révèle qu'il y a 235 péquistes occupant un poste à l'intérieur des organismes du gouvernement fédéral. Notre information est si limitée dans ce domaine que ce relevé est considéré exact à moins de 50% et que le chiffre réel doit être beaucoup plus élevé.

Nos techniques d'investigation ont été nécessairement restreintes à cause des ramifications politiques. On espère que l'information qui pourrait être recueillie par cette opération fournirait suffisamment de renseignements pour évaluer adéquatement le degré d'influence révolutionnaire à l'intérieur du parti et l'impact que le P.Q. peut exercer par son influence dans les organismes gouvernementaux.

À les lire attentivement, ces textes révèlent l'existence de deux objectifs que nous dénommerons respectivement l'objectif restreint et l'objectif large de l'opération «HAM».

- L'objectif restreint, attribué de façon plus spécifique par P-314 aux opérations de la Section «G» à Ottawa, consiste à évaluer le degré d'infiltration du Parti Québécois par des éléments terroristes ou par des agents étrangers.
- L'objectif large, qui s'énonce à la fois dans les exhibits P-301 et P-314, tient dans l'évaluation du degré de pénétration des membres du Parti Québécois dans différents secteurs d'activités, comme par exemple l'éducation, et de leur impact dans les divers organismes des gouvernements fédéral et provincial.

(Il est loin d'être sûr que cet objectif plus large ait été poursuivi par la Section «G» de Montréal: dans le témoignage qu'il a rendu devant la Commission, le caporal Goguen a affirmé ne pas se souvenir d'avoir transmis au sergent d'état-major Albert les informations à partir desquelles ce dernier énonce l'objectif large de «HAM» dans le télex qu'il fit parvenir à Ottawa (exhibit P-301; voir le témoignage du caporal Goguen, vol. 90, pp. 114-115.)

Il semble que ces deux objectifs aient été au départ d'égale importance. Il y a lieu de se rappeler à cet égard que «HAM» a été rapidement récupéré par la Section «E» d'Ottawa et que les responsables opérationnels de cette opération, à savoir les sergents d'état-major Albert et Hollas, appartenaient à cette Section «E». L'objectif restreint poursuivi par les opérations de la Section «G» à Ottawa ne fut donc pas le seul à être considéré, dans les premiers stades de la planification de «HAM».

## 2.32 OBJECTIFS ÉNONCÉS LORS DES TÉMOIGNAGES RENDUS DEVANT LA COMMISSION

### Témoignages des membres de la Section «G»

Les témoignages de l'inspecteur Vermette et du caporal Goguen — les seuls de la Section «G» qui, d'après le témoignage de M. Vermette (vol. 90, p. 31), aient été assignés à la planification de «HAM» — sont pleinement conformes à l'assignation d'un objectif restreint à l'opération «HAM» (voir le volume 90, pp. 46-47 pour l'inspecteur Vermette et le volume 91, p. 30 et sqq pour le caporal Goguen).

### Témoignages des dirigeants du Service de sécurité

Les témoignages qui sont cependant les plus élaborés, pour ce qui est des objectifs de l'opération «HAM», sont ceux de l'assistant-directeur adjoint du Service de sécurité, le surintendant principal H.C. Draper, et du directeur général du Service de sécurité, M. J. K. Starnes.

La Commission a fait l'examen des témoignages rendus par MM. Starnes et Draper. Pas moins de sept objectifs sont assignés à l'opération «HAM» dans leurs témoignages respectifs. Nous les énonçons, en les faisant suivre de renvois aux témoignages rendus par ces deux dirigeants du Service de sécurité de la GRC. Ces objectifs seraient donc les suivants:

- (i) découvrir si une somme de \$350 000, présumément versée à la caisse du Parti Québécois, n'avait pas été une contribution d'une puissance étrangère (témoignage de M. Draper, vol. 99, p. 52; témoignage de M. Starnes<sup>1</sup>, vol. 106, p. 21);

<sup>1</sup>Le témoignage de M. Starnes ajoute cependant au témoignage de M. Draper que la source de l'information selon laquelle le Parti Québécois aurait reçu \$350 000 d'une puissance étrangère, était le Secrétariat pour la sécurité au sein du Conseil Privé du gouvernement du Canada («Security Secretariat in the Privy Council Office», voir le volume 106, p. 21). Volume 99: témoignage de M. Draper. Volumes 104 et 106: témoignage de M. Starnes.

- (ii) découvrir l'origine de fuites émanant des Forces armées du Canada postées au Québec — il s'agit de la révélation de l'opération «NEAT PITCH» (vol. 99, p. 52-53; de façon moins spécifique, vol. 104, p. 5 et vol. 106, p. 15 et sqq);
- (iii) découvrir la source de fuites relatives à des documents confidentiels appartenant à un certain nombre d'organismes du gouvernement fédéral (vol. 99, p. 53; vol. 104, p. 3 et vol. 106, p. 15 et sqq);
- (iv) identifier les membres du «réseau Parizeau». Il s'agirait d'un groupe de personnes occupant des postes au gouvernement fédéral et fournissant de l'information au Parti Québécois sur les décisions qui étaient prises à l'intérieur de l'administration gouvernementale (vol. 99, p. 53, vol. 104, pp. 3-5 et vol. 106, p. 15);
- (v) satisfaire un certain nombre de chefs de département au sein de la Fonction publique fédérale, qui s'interrogeaient sur le nombre de «séparatistes» à l'intérieur de leurs départements respectifs (vol. 99, p. 53; de façon moins spécifique, vol. 106, p. 17);
- (vi) découvrir l'ampleur de l'infiltration du Parti Québécois par des groupes marxistes et trotskystes, présumément affiliés au terrorisme international (vol. 99, p. 54 et vol. 106, p. 15)<sup>1</sup>;
- (vii) mesurer l'influence de puissances étrangères sur l'évolution du Parti Québécois (vol. 99, p. 55; vol. 104, p. 6 et vol. 106, p. 14).

### **Le rapport Mackenzie et le témoignage de MM. Starnes et Draper**

M. Starnes a en outre invoqué, au cours de son témoignage, des paragraphes précédemment cités du rapport Mackenzie pour justifier les objectifs de l'opération «HAM»<sup>2</sup>. On peut effectivement mettre les objectifs énoncés dans les témoignages de MM. Starnes et Draper en correspondance avec les quatre cas où, selon le rapport Mackenzie, le «séparatisme» constitue une menace pour la sécurité nationale (voir la section précédente 1.2).

- Les objectifs (i) et (vii) font référence à la participation de puissances étrangères au mouvement autonomiste québécois (par. 23 du rapport Mackenzie).
- L'objectif (vi), tel qu'il est formulé par M. Draper, concerne l'exploitation du «sentiment séparatiste» par des «factions communistes» et «trotskystes» (par. 22 du rapport Mackenzie).

<sup>1</sup>Pour ce qui est du sixième objectif, M. Starnes parle plus volontiers de l'infiltration terroriste dans le Parti Québécois que de l'influence que pourraient y exercer des groupes marxistes ou trotskystes.

<sup>2</sup>Vol. 106, p. 13. Les pages du rapport Mackenzie où s'énoncent ces paragraphes ont été déposées à titre d'exhibit devant la Commission (exhibit P-357).



- Le souci que traduit le témoignage de M. Starnes d'évaluer l'infiltration de terroristes au sein du Parti Québécois peut être mis en relation avec le paragraphe du rapport Mackenzie qui concerne l'utilisation, par des « séparatistes », de moyens séditionnels pour réaliser leurs objectifs (par. 22). Une fois, en effet, qu'il serait infiltré par des éléments terroristes, le Parti Québécois se verrait transformé en un parti séditionnel.
- Les autres objectifs ou préoccupations énoncés par MM. Starnes et Draper — les objectifs (ii) à (v) inclusivement — sont tous relatifs à l'infiltration au sein de la Fonction publique, de l'armée et de la police, d'éléments « séparatistes » séditionnels (par. 101 du rapport Mackenzie).

### 2.33 COMPARAISON ENTRE CES DIFFÉRENTS OBJECTIFS

Nous nous trouvons donc en présence de deux versions des objectifs de l'opération « HAM », celle qui s'énonce dans les exhibits datés de l'époque de l'opération et celle qui est alléguée dans les témoignages rendus en 1977 et en 1978. Ces deux versions ne coïncident pas :

- (i) il n'est pas fait mention du « réseau Parizeau » dans les documents de 1972 et il n'y a pas davantage de référence explicite à des fuites d'information et de documents confidentiels;
- (ii) les documents de 1972, bien qu'ils portent la mention « *très secret* », sont muets sur la possibilité d'une intervention étrangère dans le financement du Parti Québécois;
- (iii) alors que l'exhibit P-314 se réfère explicitement à la présence de « péquistes » au sein des institutions gouvernementales fédérales, les témoignages rendus insistent sur le fait que ce n'était pas le Parti Québécois, comme tel, qui constituait la cible de l'opération « HAM » mais plutôt des « séparatistes » soupçonnés d'user de moyens séditionnels pour réaliser leurs fins.

Bien qu'il soit difficile pour la Commission de départager ces deux versions, elle peut néanmoins faire les considérations suivantes. La version des objectifs de « HAM » présentée dans les témoignages de MM. Starnes et Draper semble littéralement modelée sur les paramètres de légitimation fournis par le rapport Mackenzie. Or, la version des objectifs qui est contemporaine de l'opération — celle des exhibits de 1972 — est loin de correspondre de façon aussi exemplaire aux dispositions du rapport précité. Elle diffère, au moins sur les trois points que nous avons mentionnés, de la version des objectifs proposée en 1977 et en 1978. Rappelons surtout que les remarques que nous avons faites sur l'identité des personnes fichées sous la cote D 928 montrent à quel point les pratiques du Service de sécurité, en 1972, étaient exorbitantes par rapport aux paramètres contenus dans le rapport Mackenzie.

La version des objectifs de « HAM » contenue dans les exhibits de 1972 n'est pas contredite par les témoignages des membres de la Section « G » de Montréal; ceux-ci insistent en effet sur l'existence de ce que nous avons appelé l'*objectif restreint* de l'opération « HAM ».

Sans mettre en cause de façon trop brutale la véracité des témoignages rendus par les dirigeants du Service de sécurité de la GRC à Ottawa, la Commission ne peut s'abstenir de remarquer que la haute direction de ce service ne paraissait avoir qu'une connaissance bien imparfaite des opérations qui y étaient effectuées par leurs subordonnés. M. Starnes a en effet témoigné qu'il n'avait pas connaissance de la plupart des opérations *importantes* entreprises sous le nom de code «PUMA» (vol. 105, p. 64) et que ses fonctions ne requéraient pas qu'il autorise de telles opérations ou même qu'on les porte à son attention (vol. 105, p. 65)<sup>1</sup>. Il a de plus témoigné à l'effet qu'il n'avait jamais été informé des opérations qui étaient effectuées sous le nom de code «CATHEDRAL C» (ouverture illégale de courrier; vol. 105, pp. 9-10 et p. 69). Finalement, M. Starnes a catégoriquement nié que le Service de sécurité ait constitué un dossier sur le Parti Québécois:

*«( . . . ) I just want to make one thing quite clear. There was no file on le Parti Québécois per se. We had no interest in le Parti Québécois.»*

(Vol. 106, p. 27)

**Traduction:** Je veux qu'une chose soit bien claire. Il n'y avait pas de dossier sur le Parti Québécois comme tel. Nous n'étions pas intéressés par le Parti Québécois.

On peut opposer à ce témoignage celui du caporal Goguen. Interrogé sur l'exhibit P-300, où il esquisse le projet initial de s'emparer de la liste des membres du Parti Québécois mise sur ordinateur, le caporal Goguen a fourni la réponse suivante à l'une des questions du procureur de la Commission:

«Q- ( . . . ) Je vous demande si vous reconnaissez ce document, pièce P-trois cent (P-300)?

R- Oui, je le reconnais comme étant la mienne, que j'ai soumise moi-même.

Q- D'accord. Ce document porte comme objet «Parti Québécois». Dans le haut, à droite, on a un numéro de dossier qui apparaît: D neuf vingt-six — quatre-vingt-huit — D — 1 (D926 88-D-1). Cette information était relative au Parti Québécois; est-ce qu'en haut, à droite, le numéro de dossier qui apparaît est le numéro du dossier du Parti Québécois?

R- C'est exact.»

(Vol. 90, p. 86)

---

<sup>1</sup>Bien que M. Starnes ait témoigné n'avoir pas été informé de la majorité des opérations importantes de type «PUMA», il n'en a pas moins reconnu avoir autorisé «HAM», qui lui fut présentée comme une opération de type «PUMA» (vol. 54, p. 15, ainsi que l'exhibit P-329).

La somme des remarques précédentes conduit la Commission à formuler une alternative: ou bien M. Starnes ignorait véritablement ce qui se passait dans son service, auquel cas sa version des objectifs de «HAM» ne peut faire autorité, ou bien il le savait en dépit de ce qu'il affirme, auquel cas sa version n'est pas crédible.

Il est toutefois une dernière considération qui est déterminante pour évaluer la nature des objectifs de l'opération «HAM». Si l'on compare les différents objectifs allégués au moyen choisi pour les réaliser — la reproduction de la liste des membres du Parti Québécois — on peut difficilement échapper à la conclusion qu'un de ces objectifs était beaucoup plus susceptible d'être atteint par l'opération «HAM» que tous les autres. Cet objectif est celui que nous avons dénommé *l'objectif large*, c'est-à-dire l'évaluation du degré de pénétration des membres du Parti Québécois dans divers secteurs de la société canadienne.

En quoi, en effet, la reproduction de la liste des membres du Parti Québécois — avec les renseignements sommaires qu'elle contenait — était-elle de nature à renseigner la GRC sur le financement présumé de ce parti par une ou des puissances étrangères? (Peut-on raisonnablement imaginer qu'un parti politique financé par l'étranger aurait eu la naïveté d'inscrire la provenance et le montant des sommes reçues dans un ordinateur dont la presse vantait l'efficacité?)

La lecture de l'exhibit P-314 nous apprend, en second lieu, que la GRC possédait déjà une liste de 235 «péquistes» occupant des postes à l'intérieur de la Fonction publique fédérale, sans être pour autant en mesure de conjurer les fuites d'information. En quoi l'adjonction de quelques et même de plusieurs noms à cette liste aurait-elle constitué la solution d'un problème que la simple possession d'une liste de noms s'avérait déjà incapable de résoudre? (On a souvent fait état dans la presse de fuites dont aurait bénéficié dans le passé un parti siégeant dans l'Opposition à Ottawa. Ces fuites, rappelons-le, concernaient autant les relations internationales que les relations fédérales-provinciales. La GRC aurait-elle pu prendre prétexte de l'existence de ces fuites présumées pour s'approprier clandestinement la liste de tous les membres d'un grand parti politique canadien?)

Pour ce qui est de la présomption relative à l'infiltration terroriste au sein du Parti Québécois, l'utilisation d'un moyen comme «HAM» pour en vérifier la justesse soulève plusieurs questions de principe. En quoi d'abord était-il légitime d'étendre à l'ensemble des membres d'un parti politique légalement constitué une opération policière qui n'avait sa raison d'être que par rapport à quelques individus sur lesquels la police possédait déjà de volumineux dossiers? Pourquoi, en second lieu, user d'un moyen clandestin pour parvenir à une fin qui aurait pu être atteinte par une démarche officielle auprès de la direction du Parti Québécois, si cette fin avait été indiscutablement légitime?

Ce serait néanmoins faire violence tant aux témoignages entendus qu'aux exhibits déposés que de nier l'existence de ce que nous avons appelé l'objectif restreint de l'opération «HAM». La position à laquelle la Commission est amenée, après avoir examiné les faits pertinents à cette question de la détermination des objectifs de l'opération «HAM», est donc la suivante:

*La Commission estime que la version des objectifs de «HAM» contenue dans les exhibits de 1972 est plus conforme aux fins poursuivies par cette opération que celle qui a été exposée dans les témoignages rendus devant elle en 1977-78.*

L'opération «HAM» poursuivait donc un double objectif, qui est énoncé dans les exhibits de 1972:

- l'objectif restreint de la Section «G» de Montréal, qui était d'évaluer l'infiltration terroriste à l'intérieur du Parti Québécois;
- l'objectif large de l'opération, qui était d'évaluer le degré de pénétration de membres du Parti Québécois à l'intérieur de divers secteurs d'activités. Certains de ces secteurs relevaient de la compétence du gouvernement fédéral (par exemple, les Forces armées canadiennes, la Fonction publique fédérale); d'autres, comme l'éducation et la Fonction publique provinciale, n'en relevaient pas.

Le moyen utilisé pour réaliser ces objectifs était plus propre à atteindre l'objectif large qu'à réaliser l'objectif restreint.

Il est une dernière conclusion à laquelle la Commission est parvenue. Nonobstant l'utilisation qui a pu être faite des renseignements obtenus par «HAM», cette opération se distingue de toutes les autres sur lesquelles s'est penchée la Commission. Cette opération n'appartient pas en elle-même aux tactiques de neutralisation (*«disruptive tactics»*); elle n'avait pour fin que de recueillir des renseignements, à savoir le nom des membres du Parti Québécois.

---

## 2.4 PERCEPTION DE LA LÉGALITÉ DE L'OPÉRATION

À l'époque où fut effectuée l'opération, il ne semble pas que ceux qui y participèrent questionnèrent sa légalité. L'opération fut cependant considérée comme extrêmement délicate; parce que l'on appréhendait les conséquences politiques qui auraient été entraînées par sa divulgation publique, elle fut maintenue dans le plus grand secret.

Ce n'est qu'à la fin de décembre 1976, au moment où des policiers préparaient leur témoignage dans le cadre de la pré-enquête menée par M. le juge Vincent sur l'opération «BRICOLE», que l'inspecteur Vermette commença d'exprimer ses doutes sur la légalité de «HAM» (M. Vermette avait autorisé la planification de «BRICOLE» pour la GRC et il avait également participé à «HAM»). M. Vermette semblait en effet craindre que M. le juge Vincent ne l'interrogeât sur sa participation à des opérations de légalité douteuse autres que «BRICOLE». Il s'ouvrit de ses craintes au sergent d'état-major d'Entremont qui, après avoir conféré avec le surintendant principal Cobb, fit parvenir un télex à la Section «E» des Quartiers généraux d'Ottawa. Ce télex sollicitait l'avis de ceux-ci sur la légalité de l'opération «HAM» (exhibit H-35). Le lendemain de l'envoi de ce télex, la réponse des Quartiers généraux de la GRC parvint à Montréal. Elle a été rédigée par le surintendant Nowlan, qui avait présenté la demande d'autorisation de principe de l'opération «HAM» (de même que la demande d'en autoriser l'exécution).

Dans les témoignages qu'ils ont rendus devant la Commission, le surintendant Nowlan et le sergent d'état-major d'Entremont ont témoigné à l'effet que la réponse fournie par les Quartiers généraux était que l'opération «HAM» n'était pas illégale (vol. 83, p. 50 et vol. 81, p. 66 et sqq). Le télex rédigé le 24 décembre 1976 par le surintendant Nowlan paraît toutefois plus réservé sur la question de la légalité de «HAM» que ne le laisse entendre son témoignage devant la Commission. Voici les passages pertinents de ce document:

*«IT IS IMPORTANT TO TURN THE QUESTION ON «HAM» AROUND. WE SHOULD ASK «IN WHAT WAY WAS HAM ILLEGAL?» IT MUST BE REMEMBERED THAT EVERY PUMA AND EVERY VAMPIRE OPERATION NECESSITATING ENTRY INTO THE TARGET WITHOUT CONSENT PRIOR TO JUNE 30, 1974 WAS TECHNICALLY A SITUATION OF TRESPASS, A CRIMINAL OFFENCE. IT IS STILL TECHNICALLY AN OFFENCE IN SPITE OF BILL C-176 UNTIL SUCH TIME IN THE FUTURE AS SOME APPEAL COURT JURISPRUDENCE IS DEVELOPED.*

*(...)*

*THERE ARE MANY OTHER CASES IN WHICH THERE IS NO SPECIFIC PROVISION IN LAW FOR THIS UNDERTAKING. ARE WE THEN TO LABEL ILLEGAL OR UNLAWFUL MANY OF OUR OPERATIONS SIMPLY ON THAT BASIS (...)*

*(Exhibit H-36, par. 3 et 5)*

#### **Traduction:**

Il est important d'inverser la question sur «HAM». Nous devrions nous demander: «En quoi l'opération «HAM» était-elle illégale?» On doit se souvenir qu'avant le 30 juin 1974, chaque opération «PUMA» et chaque opération «VAMPIRE» exigeant que l'on pénétrât à l'intérieur de la cible sans consentement, constituait techniquement une situation de violation de propriété, une infraction criminelle. C'est encore techniquement une infraction, en dépit du projet de loi C-176, tant que n'existera pas une jurisprudence établie par les Cours d'Appel.

*(...)*

Il y a beaucoup d'autres cas pour lesquels il n'existe pas de disposition spécifique dans la Loi. Sommes-nous alors pour étiqueter «illégales» ou «illicites», simplement à partir de cela, plusieurs de nos opérations (...)<sup>1</sup>

<sup>1</sup>Le projet de loi C-176 devint la *Loi sur la protection de la vie privée* (S.C. 1973-1974, ch. 50) en 1974; celle-ci fut en partie intégrée au *Code criminel* (articles 178.1 et sqq).

Le témoignage le plus explicite qui ait été rendu devant la Commission concernant les raisons pour lesquelles les Quartiers généraux de la GRC estimaient cette opération légale est celui de M. Starnes, l'ancien directeur général du Service de sécurité. M. Starnes a témoigné à l'effet qu'il avait estimé — et continuait toujours de le faire — que l'opération «HAM» était légale. Il a fondé son évaluation sur trois raisons:

- (i) les rubans de l'ordinateur utilisé par le Parti Québécois ont été *rendus* après avoir été reproduits<sup>1</sup> (vol. 106, p. 11);
- (ii) les policiers de la GRC se sont introduits au 9820 de la rue Jeanne-Mance en utilisant la clé de quelqu'un qui était légalement autorisé à avoir accès à ces lieux (vol. 106, p. 11);
- (iii) en effectuant l'opération «HAM», la GRC remplissait un mandat défini dans le rapport Mackenzie (nombreux passages au vol. 104 et au vol. 106).

Quitte à rappeler des principes de droit extrêmement élémentaires, nous commenterons brièvement ces trois points allégués pour justifier la légalité de l'opération «HAM».

(i) La restitution d'un bien acquis sans l'autorisation de son propriétaire ne légitime pas la procédure par laquelle on se l'est approprié (s'emparer sans consentement, par exemple, des plans d'une invention et les rendre après les avoir reproduits, ne change rien à la nature de l'acte par lequel on s'est approprié ces plans).

(ii) M. Starnes est mal informé des modalités opérationnelles de «HAM». Même si l'on concédait que la clé donnant accès au 9820 de la rue Jeanne-Mance avait été acquise de quelqu'un qui était autorisé à y pénétrer, il demeure indiscutable que la GRC a dû fabriquer un certain nombre de clés pour effectuer avec succès l'opération «HAM» (notamment la clé donnant accès aux locaux du deuxième étage et à l'armoire de métal contenant les bandes dont on voulait s'emparer; voir l'exhibit P-335, par. 2). Selon le raisonnement de M. Starnes, on devrait conclure qu'une personne possédant une clé pour s'introduire dans un édifice abritant des bureaux pourrait légalement s'introduire dans tous les bureaux situés à l'intérieur de cet édifice, dût-elle même se fabriquer de fausses clés pour y parvenir.

(iii) L'invocation du rapport Mackenzie est au moins aussi litigieuse que les deux autres justifications avancées par M. Starnes. Non seulement ce rapport n'a-t-il jamais fait force de loi au Canada, mais il ne recommande rien de moins que la GRC cesse d'assumer les tâches spécifiquement dévolues à un service de sécurité, l'exécution de ces tâches se conciliant en effet difficilement avec le respect de l'esprit, sinon de la lettre, de la Loi et avec celui des droits de l'individu<sup>2</sup>. Que ce rapport soit allégué pour justifier la légalité de «HAM» ne peut manquer d'apparaître relativement paradoxal. Rappelons enfin notre conclusion selon la-

<sup>1</sup>Cette justification de la légalité de «HAM» est également énoncée au paragraphe 4 du télex rédigé, le 24 décembre 1976, par M. Nowlan (exhibit H-36).

<sup>2</sup>Voir le *Rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité (Version abrégée)*, p. 26.

quelle l'opération «HAM» poursuivait à la fois un objectif restreint et un objectif large. Le second de ces objectifs déborde considérablement les paramètres fournis par le rapport Mackenzie.

À ces trois remarques peut s'en ajouter une quatrième. Nous avons vu que les policiers de la GRC qui s'introduisirent à l'intérieur des locaux occupés par les *Messageries Dynamiques* reçurent instructions de s'emparer de plusieurs bandes d'ordinateur (exhibit P-329, par. 6). Cette mesure avait pour fin de faire passer l'opération «HAM» pour de l'espionnage industriel, si un employé des *Messageries Dynamiques* s'apercevait de la disparition des bandes avant qu'elles n'aient été rendues. Si «HAM» avait été une opération légale, n'était-il pas inconséquent d'en dissimuler la nature sous une opération illégale (l'espionnage industriel)? On conçoit sans peine le désir de donner à l'illégalité l'apparence de la légalité. La volonté de faire apparaître ce qu'on prétendait légal comme une infraction à la Loi est, quant à elle, pour le moins inattendue.

### 3 LE DÉROULEMENT DE «HAM»

L'opération se déroula sans anicroche dans la nuit du 8 au 9 janvier 1973, selon le plan qui avait été établi le 5 décembre 1972.

Les policiers qui devaient participer à l'opération se réunirent vers 23:00h, le 8 janvier. Quand ils eurent appris que les personnes travaillant aux *Messageries Dynamiques* avaient regagné leurs domiciles respectifs, ils se dirigèrent vers le 9820 de la rue Jeanne-Mance. Deux des employés des *Messageries Dynamiques*, Mme Françoise Bouffard et M. Denis Asselin ayant été en effet sous filature, les policiers pouvaient ainsi savoir avec certitude à quel moment les locaux occupés par *Les Messageries Dynamiques* seraient vacants.

Les policiers arrivèrent aux abords des *Messageries Dynamiques* vers 00:20h dans la nuit du 9 janvier. Quatre membres de la GRC s'introduisirent dans ces locaux: il s'agit des caporaux Boire et Boucher, du sergent d'état-major Albert et de M. Ken Burnett. Ils s'emparèrent de quatre bandes de l'ordinateur utilisé par le Parti Québécois et les remirent à M. James Emberg. Ce dernier les attendait au *Victoria Hall*, sur la rue Sherbrooke, comme il avait été préalablement convenu. M. Emberg fit recopier ces bandes dans la même nuit par son ami de *M.I.C.R. Systems Ltd*. Il semble que la reproduction de ces bandes ait présenté des difficultés imprévues, car elle ne furent rendues aux *Messageries Dynamiques* que vers 05:15h dans la nuit du 9 janvier.

Les bandes-copies furent ensuite transportées à Ottawa par M. Burnett et M. Harry Reed de la Section «E» de la GRC, pour qu'y soient imprimées les feuilles de sortie.

Voici une liste des personnes ayant directement participé à l'opération, ainsi que les fonctions qu'elles y remplirent (cette liste se fonde sur l'exhibé P-338):

<b>Personnes</b>	<b>Rôle</b>
Sous-inspecteur C. Vermette, Sergent d'état-major F. d'Entremont	supervision
M. W. Jones, Caporal G. Boucher	équipements de sécurité
M. K. Burnett, Sergent H. Reed	analystes des Quartiers généraux (informatique)
M. J. Emberg	reproduction des bandes
Sergent d'état-major G. Albert, Caporal D. Boire	surveillance à l'intérieur des locaux
Caporal Y. Beaulieu, Gendarme M. Richer	surveillance à l'extérieur des locaux (à l'avant)
Sergent G. Gard, Caporal M. Goguen	surveillance (à l'arrière)
Constable J.L. Boutin Constable J. Delisle	poste d'observation
Membres non identifiés de la Section «I»	filature

Cette liste est loin d'être exhaustive. Selon les exhibits P-339, P-340 et P-348, plus de 30 personnes eurent une connaissance directe de cette opération et y participèrent à des titres divers et plus de 50 personnes en eurent une connaissance indirecte. Le total des personnes impliquées dans cette opération dépasse donc 80.

## **4 LES SUITES DE «HAM»**

### **4.1 ANALYSE DE L'INFORMATION ACQUISE**

D'après tous les témoignages recueillis par la Commission, les informations contenues dans la liste des membres du Parti Québécois se révélèrent décevantes par rapport aux objectifs allégués de l'opération. Les témoignages les plus éloquents à cet égard sont ceux de MM. Starnes et Draper. Le premier a



témoigné que l'information recueillie par l'analyse des renseignements contenus dans la liste des membres du Parti Québécois s'était révélée *hautement décevante* («*highly disappointing*», vol. 54, p. 22). M. Draper a déclaré devant la Commission qu'il n'aurait pas autorisé l'opération s'il avait prévu à quel point ses résultats seraient minces au point de vue des renseignements obtenus (vol. 100, p. 3):

- rien ne vint confirmer le financement du Parti Québécois par une puissance étrangère (vol. 99, p. 55);
- on n'obtint aucune confirmation de l'infiltration du Parti Québécois par des éléments terroristes ou extrémistes (vol. 99, pp. 69-70);
- on ne réussit pas davantage à identifier les membres du «réseau Parizeau», pour autant qu'il ait existé (vol. 99, pp. 67-68);
- l'analyse révéla que le membre des Forces armées déjà soupçonné d'avoir été responsable de la fuite relative à l'opération «NEAT PITCH» appartenait bien au Parti Québécois. On n'apprit cependant rien de plus sur les personnes que fréquentait cet officier (vol. 99, p. 60).

La mesure du caractère apparemment décevant de ces résultats peut être donné en évoquant le témoignage du responsable de la Section «G» de Montréal, l'inspecteur Claude Vermette; selon celui-ci, l'information acquise par la reproduction de la liste des membres du Parti Québécois n'a pas été communiquée à son service (vol. 90, pp. 58-59 et 79-80). À la lumière des conclusions auxquelles nous sommes parvenus au regard des objectifs poursuivis par l'opération «HAM», il n'y a peut-être pas lieu de s'en surprendre: le moyen utilisé pour atteindre ces objectifs n'était véritablement adapté qu'à mesurer l'ampleur de la pénétration des membres du Parti Québécois dans divers secteurs-clés d'activités.

Comme dans le cas des documents saisis lors de l'opération «BRICOLE», les informations extraites de l'analyse de la liste des membres du Parti Québécois furent inscrites dans des rapports de source humaine d'information. Cette procédure engendra une certaine confusion. Ignorant la provenance réelle des renseignements inscrits dans ces rapports de source, des policiers de la GRC demandèrent à rencontrer la source qui aurait transmis ces informations (exhibit P-349).

Nous ne reprendrons pas les commentaires que nous avons déjà faits à la section 4.2 du chapitre VIII sur cette procédure d'intégration de renseignements obtenus par des moyens détournés.

## 4.2 DESTRUCTION DE LA LISTE DES MEMBRES DU PARTI QUÉBÉCOIS

Vers la fin de juin 1975, le sergent d'état-major Bernard Limoges reçut la visite de l'inspecteur Ken Hollas (ce dernier avait été promu). Il était question de transférer les bandes contenant la liste des membres du Parti Québécois au CIPC. Ces bandes étaient conservées dans une chambre de documents de la Section «E» à Ottawa (registre C-400, dossier D-976-2-C-8), alors que les feuilles de sortie de ces bandes étaient gardées par la Section «Opération G» («G Ops»), à Ottawa (registre B-304). À la suite de sa discussion avec l'inspecteur Hollas, le sergent d'état-major Limoges recommanda que ces bandes, de même que les feuilles sur lesquelles la liste des membres du Parti Québécois avait été imprimée, fussent détruites (exhibit P-352).

Une requête générale pour regrouper au CIPC toutes les bandes d'ordinateur possédées par le Service de sécurité fut effectivement envoyée, le 4 juillet 1975, sous l'autorité du surintendant J.G. Long. On n'y donna pas suite, en ce qui a trait aux produits de l'opération «HAM». Le 7 juillet suivant, une note de service signée par l'inspecteur Ken Hollas annonçait que les bandes et leurs feuilles de sortie avaient été détruites dans l'incinérateur des Quartiers généraux de la GRC. Les raisons de la destruction de ce matériel sont énoncées dans cette note de service:

*«While the information contained on these tapes is now dated, the content is extremely delicate and should any of this information fall into the wrong hands, it could prove embarrassing for the Government as well as the R.C.M.P.»*

(Exhibit P-354, par. 2)

**Traduction:** Bien que l'information inscrite sur ces rubans soit maintenant ancienne (ou datée), son contenu est extrêmement délicat. Si quelque partie que ce soit de cette information tombait entre de mauvaises mains, cela pourrait se révéler embarrassant autant pour le Gouvernement que pour la GRC.

Si les bandes et leurs feuilles de sortie ont été détruites, il ne semble pas qu'il en ait été de même pour les dossiers rédigés à partir des informations recueillies par «HAM». Le surintendant Nowlan a en effet témoigné qu'il était possible que ces dossiers n'aient pas été détruits (vol. 96, p. 45).



---

## **QUATRIÈME PARTIE**

### **ANALYSE ET RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION**



CETTE quatrième partie comprend un chapitre d'analyse et le dernier chapitre du rapport, où sont formulées les recommandations de la Commission.

Il importe de souligner que le chapitre d'analyse n'a pas été conçu comme une discussion générale de toutes les questions afférentes aux opérations d'un service de sécurité ou d'une section anti-subversive. L'analyse proposée est volontairement limitée à synthétiser les résultats les plus importants de l'enquête, tels qu'ils sont énoncés dans les chapitres du rapport, et à accompagner au besoin cette synthèse de quelques commentaires qui en soulignent les aspects pertinents.

Les mêmes remarques s'appliquent aux recommandations de la Commission. Leur nombre a été délibérément restreint, afin qu'elles reçoivent une attention soutenue et qu'elles ne soient pas annulées par leur multiplication.



---

## CHAPITRE XII

### ANALYSE

<b>1</b>	<b>LES OPÉRATIONS POLICIÈRES</b>	389
1.1	Mandat incertain	389
1.2	Stratégie de crise: investir les milieux subversifs	390
1.3	Définition élargie des milieux subversifs: le renseignement	390
1.31	Sources et contrôleurs	391
1.32	Constitution et enrichissement des dossiers de la police	394
1.4	Opérations policières contre le milieu subversif	396
1.41	Opérations extra-légales	396
1.42	Opérations infra-légales	401
1.43	Conjonction de ces deux types d'opérations	404
<b>2</b>	<b>LA CONNAISSANCE ET LE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS POLICIÈRES PAR LES AUTORITÉS RESPONSABLES</b>	404
2.1	Transmission interne d'informations sur les opérations policières	405
2.11	Informations connues de la direction des services de police ou de sécurité	406
2.12	Informations connues des officiers supérieurs	406
2.13	Informations connues des policiers de rangs intermédiaire ou subalterne	407
2.14	Transmission des informations entre les corps de police	407



---

<b>2.2</b>	<b>Communication externe d'informations sur les opérations policières</b>	<b>408</b>
2.21	Communication à l'autorité politique	409
2.22	Communication à l'autorité judiciaire	411
2.23	Communication à certains organismes gouvernementaux	412
2.24	Communication aux victimes des opérations illégales	413
2.25	Communication à l'opinion publique	413
2.26	Remarques finales	413
<b>2.3</b>	<b>Contrôle des autorités responsables</b>	<b>414</b>

---

**N**OUS nous proposons maintenant de considérer l'ensemble des événements antérieurement décrits, pour en extraire quelques caractéristiques générales. Les résultats de cette analyse constitueront la toile de fond de nos recommandations.

Cette analyse procédera en deux temps. Nous soulignerons d'abord certains aspects des *opérations policières* elles-mêmes, qui nous sont apparus préjudiciables aux droits des personnes et de nature à engendrer des écarts par rapport à la Loi. Nous évaluerons ensuite le *contrôle* qui fut exercé sur ces opérations. Pour ce faire, il nous faudra mesurer la connaissance que posséderent de ces opérations ceux qui avaient pour tâche de veiller à ce qu'elles respectent le cadre de nos lois.



# 1 LES OPÉRATIONS POLICIÈRES

## 1.1 MANDAT INCERTAIN

La première constatation générale que la Commission est appelée à faire est relative à l'absence d'un mandat clair et public de la part des autorités politiques compétentes aux responsables des divers services de sécurité. D'après les témoignages entendus par la Commission, le mandat des services de sécurité, pour la période sur laquelle ont porté nos travaux, aurait été énoncé dans deux textes.

Le premier de ces textes est le *Rapport de la Commission royale d'enquête sur la sécurité* («Rapport Mackenzie») (allégué par M. Starnes, le directeur général du Service de sécurité de la GRC, dans son témoignage sur l'opération «HAM»). Nous avons déjà, dans les pages précédentes, souligné le statut ambigu de ce rapport, dont certaines des principales recommandations n'ont jamais été appliquées et qui, par son contenu, a pu autoriser des interprétations arbitraires. Ajoutons à ces remarques que le rapport Mackenzie a été déposé en 1968, soit deux ans avant la Crise d'octobre 1970. Or, si l'on se réfère à divers documents préparés par les corps policiers après la Crise d'octobre 1970, il faut reconnaître que l'avènement de cette crise a introduit des bouleversements dans l'appareil des services de sécurité canadiens. Un nombre important des politiques qui prévalaient dans ces services avant 1970 a été remplacé par des directives qui réclamaient une action plus agressive. C'est pourquoi il est problématique de se reporter à un document déposé quelque deux ans avant la Crise d'octobre pour y trouver le mandat des services de sécurité. De 1968 à 1971, ceux-ci ont en effet modifié de façon sensible la nature de leurs opérations.

Ces remarques sur l'incertitude du mandat s'appliquent *a fortiori* à la SAT, à la SRC(AS) et au Service de Sécurité de la SQ: aucun des policiers appartenant à ces sections spéciales n'a jamais invoqué le rapport Mackenzie devant la Commission, ni aucun autre document énonçant de façon explicite les politiques qu'il suivait.

Des policiers ont également invoqué devant la Commission les dispositions du Code criminel canadien pour justifier leurs actions. Les opérations policières auraient en effet été exécutées pour prévenir ou réprimer des infractions définies dans le *Code criminel*. Cette invocation est par trop simple: si l'on se réfère à la lettre du *Code criminel*, plusieurs des opérations policières examinées par la Commission n'auraient pas dû être accomplies, car elles en transgressaient, sous un aspect ou un autre, les articles. Il est donc illusoire de se dépenser à faire coïncider l'énoncé de la loi, tel qu'il se trouve dans le *Code criminel*, avec la pratique des services de sécurité.

Deux autres textes de loi auraient pu être cités, en particulier par les policiers du SPCUM, pour légitimer certaines des opérations qui se sont poursuivies de novembre 1970 à avril 1971. Il s'agit du *Règlement de 1970 con-*

cernant l'ordre public<sup>1</sup> et de la Loi de 1970 concernant l'ordre public (mesures provisoires)<sup>2</sup> qui fut en vigueur du 3 décembre 1970 au 30 avril 1971. Les articles du Règlement et de la Loi de 1970 concernant l'ordre public ont été rarement invoqués par les policiers du SPCUM pour justifier leurs actions. Et pour cause: si ces articles avaient été appliqués avec rigueur, l'opération «POUPETTE» n'aurait pu être accomplie de la façon dont elle l'a été<sup>3</sup>.

## 1.2 STRATÉGIE DE CRISE: INVESTIR LES MILIEUX SUBVERSIFS

Ce qui sembla tenir lieu de mandat aux corps policiers dans la suite du traumatisme causé par l'enlèvement de M. Cross et l'assassinat de M. Laporte fut le précédent causé par les rafles effectuées après la promulgation, le 16 octobre 1970, du règlement afférent à la *Loi sur les mesures de guerre*. À cause de leur caractère massif, ces rafles ne visaient pas tant à appréhender le petit nombre de ceux qui avaient effectivement enfreint la loi en kidnappant MM. Cross et Laporte et qui avaient jusque-là échappé à toutes les recherches, qu'à neutraliser tout le milieu des présumés sympathisants à la cause du FLQ. C'est cette volonté de contrôler un milieu constitué pour l'essentiel par des groupes, plutôt que celle d'arrêter des *infracteurs individuels* aux lois, qui caractérisa les opérations policières entreprises pendant les deux années qui suivirent la Crise d'octobre 1970.

## 1.3 DÉFINITION ÉLARGIE DES MILIEUX SUBVERSIFS: LE RENSEIGNEMENT

Cet effort pour contenir un milieu présupposait d'abord que l'on pût identifier les groupes et les individus qui présumément y appartenaient. Les moyens utilisés pour mener à bien cette tâche furent:

- l'exploitation des dossiers existant avant la Crise d'octobre 1970;
- l'enrichissement des dossiers suite aux arrestations effectuées en vertu du règlement afférent à la *Loi sur les mesures de guerre*;
- la filature et les rapports policiers auxquels cette pratique donna lieu;

<sup>1</sup>DORS/70-444, 16 octobre 1970; règlement établi en application de la *Loi sur les mesures de guerre* (S.R.C. 1970, ch. W-2), art. 3(2).

<sup>2</sup>Statuts du Canada 1970-71-72, ch. 2.

<sup>3</sup>En vertu des articles 4 et 5 du *Règlement de 1970 concernant l'ordre public*, la source 171 et son contrôleur policier auraient pu être reconnus coupables d'actes criminels et passibles d'emprisonnement. (Voir en particulier les alinéas c, d, e et g de l'article 4. Le contenu de ces articles se retrouve de façon intégrale dans la *Loi de 1970 concernant l'ordre public (mesures provisoires)*.)

- l'écoute électronique et les rapports policiers auxquels cette pratique donna lieu;
- l'interception des conversations téléphoniques et les rapports policiers auxquels cette pratique donna lieu;
- l'interception du courrier et les rapports policiers auxquels cette pratique donna lieu;
- les perquisitions effectuées (légalles ou illégales) et les rapports policiers auxquels ces pratiques donnèrent lieu;
- la transmission de renseignements par des sources humaines d'information et les rapports policiers auxquels cette pratique donna lieu.

Dans cette énumération, nous avons délibérément pris soin, quitte à être répétitifs, d'associer un moyen d'enquête à une procédure de rédaction de rapport. Nous avons en effet vu, à diverses reprises, que la relation entre les rapports de la police et les opérations policières n'était pas transparente. Des informations sont attribuées à une source, alors que celle-ci affirmera par la suite ne pas les avoir transmises; les renseignements obtenus à la suite d'une perquisition illégale sont transcrits sur des rapports de source humaine, alors qu'ils n'ont pas été recueillis de cette façon; les informations disséminées aux divers corps de police sont modifiées, parfois censurées; la validité des informations recueillies n'est pas, enfin, évaluée rigoureusement. La liste de ces exemples pourrait être considérablement allongée. L'effet cumulatif de tous ces brouillages et de toutes ces inflexions est extrêmement important. Il tend à faire des archives de la police un monde relativement à part, qui possède son autonomie et sa dynamique bureaucratique propre. Cet univers de fiches et de dossiers ne coïncide souvent que de manière très imparfaite avec la réalité qu'il prétend décrire et à laquelle il finit par se substituer. Il arrive évidemment à cet univers d'être véridique. Il importait toutefois à la Commission de rétablir un équilibre compromis, dans l'opinion publique, au profit de l'exactitude des dossiers de la police: *l'étude de ces dossiers renseigne parfois bien davantage sur la police elle-même que sur ceux qu'elle surveille.*

### 1.31 SOURCES ET CONTRÔLEURS

Parmi les moyens d'enquête et de surveillance employés par la police, l'utilisation des renseignements transmis par des sources humaines d'information revêt une importance particulière, comme l'ont reconnu des policiers devant la Commission<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>La déclaration faite devant la Commission par le capitaine Giguère, le 20 novembre 1979, est à cet égard particulièrement significative:

*«(...) Au cours de ma formation à l'école de police, monsieur le commissaire, j'ai appris que la force d'un policier ou d'un corps de police reposait pour beaucoup sur les informations qu'il pouvait obtenir et que l'arme la plus efficace que nous pouvions posséder, c'est encore notre crayon pour prendre note de toutes ces informations (...).»*

(Vol. 433, p. 44)

Avant de souligner certains des aspects du traitement de l'information transmise par une source humaine, nous expliciterons davantage ce que nous entendons par cette dernière expression. Pour ce faire, nous reprendrons de façon plus élaborée certains éléments concernant les sources humaines qui sont contenus dans les chapitres précédents.

En langage policier, l'expression «source humaine» désigne *toute personne qui, d'une manière ou d'une autre, transmet volontairement ou non un renseignement à la police*. Cette définition est évidemment trop large. Selon la terminologie adoptée par la Commission, l'expression «source humaine» réfère à un *informateur qui, contre une rémunération quelconque, transmet de façon régulière à un service de sécurité des renseignements sur des sujets d'intérêt pour un tel service*. Cet informateur est habituellement infiltré dans un groupe clandestin ou dans un mouvement ou un organisme officiel et il doit participer de façon militante aux activités de ce groupe, mouvement ou organisme pour y conserver sa crédibilité de membre<sup>1</sup>. Sa rémunération peut prendre diverses formes, qu'on peut regrouper en quatre catégories<sup>2</sup>:

- **des privilèges juridiques:** immunité contre l'arrestation; suspension des poursuites à la suite d'une arrestation effective; lors de poursuites, licence de plaider coupable à une infraction moindre que celle dont la police pourrait faire la preuve; attribution, enfin, d'une sentence allégée au terme d'une procédure devant la Cour;
- **des bénéfices financiers:** sommes remises à intervalles relativement réguliers, accompagnées parfois d'une prime plus élevée pour récompenser une information importante;
- **des avantages professionnels:** accès à des informations susceptibles de favoriser la carrière officielle de l'informateur; trafic d'influence pour lui trouver du travail ou le faire accéder à une promotion, etc.;
- **des gratifications personnelles:** elles peuvent être de toute nature (voyages, cadeaux, etc.).

Il est capital de noter que ce type d'informateur est infiltré dans un groupe, mouvement ou organisme pour une période de temps *indéterminée*, qui peut s'étendre, par exemple, bien au-delà de cinq ans. Les informations transmises ne se bornent pas en effet à des infractions projetées ou commises; elles concernent des personnes et leurs diverses activités (leurs rencontres, leurs conversations, leurs déplacements et même leur personnalité, etc.).

<sup>1</sup>Il peut arriver qu'un informateur n'ait pas à participer aux activités au sujet desquelles il informe la police. S'il est, par exemple, le conjoint d'une personne qui milite dans un groupe.

<sup>2</sup>Cette énumération ne tient compte que des avantages que l'on pourrait qualifier de «positifs». Le chantage est un moyen dont l'utilisation est fréquente dans le recrutement d'informateurs: en ce cas, le mode de rémunération est «négatif», les services de sécurité s'abstenant de faire quelque chose qui serait nuisible à l'informateur potentiel.

Ces informateurs font enfin l'objet d'une évaluation, par les policiers, selon une échelle de fiabilité<sup>1</sup>; en plus de faire l'objet, quant à leur véracité, d'une évaluation souvent très sommaire, les informations transmises sont également jugées en fonction de leur caractère de confidentialité<sup>2</sup>.

Nous décrivons maintenant certains traits propres au contrôle des sources humaines, telles que nous venons de les caractériser.

- Le répondant policier d'une source humaine est désigné, dans les documents de la police, comme son *contrôleur*. La source est elle-même désignée par un numéro, dont les trois premiers chiffres étaient, par exemple, à la SAT et plus tard à la SRC(AS), 945...<sup>3</sup>
- Les personnes avec lesquelles la source est elle-même en contact sont réputées *contrôlées* par la source (telle est la terminologie utilisée dans des rapports de source). Une source humaine est contrôlée par un policier et elle est censée elle-même contrôler les personnes appartenant au groupe dans lequel elle s'est infiltrée.
- La source transmet à son contrôleur, au cours d'entrevues régulières, les informations qu'elle a acquises. Une partie considérable de ces informations consiste en la description des rencontres de la source (les paroles échangées au cours de ces rencontres sont également rapportées). Dans les informations qu'elle transmet, une source fait un usage très large du oui-dire: «X m'a dit que Y avait dit à N que...»<sup>4</sup>.
- Le responsable policier d'une source humaine dispose de tous les moyens d'enquête habituels — filature, écoute électronique, perquisitions etc. — pour contrôler sa source.

---

<sup>1</sup>Une fois faite, cette évaluation peut ne pas être remise en cause, ni même réexaminée pendant plusieurs années.

<sup>2</sup>La source 171, par exemple, avait la plus haute cote de confiance et ses renseignements étaient estimés extra-confidentiels.

<sup>3</sup>Ces numéros varient évidemment d'un corps de police à un autre. L'enquête poursuivie par la Commission sur le recrutement des sources a été jusqu'ici en partie déterminée par l'implication de la source 171 dans la production de communiqués du FLQ. L'enquête approfondie et générale sur le recrutement des sources par des corps policiers relevant de l'administration québécoise de la justice reste à faire. Elle ne peut être effectuée avant que la Cour suprême n'ait rendu sa décision dans les procédures entreprises par M. Émile Bisillon et par le SPCUM contre la Commission.

<sup>4</sup>Il est cependant difficile d'évaluer avec certitude et précision la part du oui-dire dans les informations transmises par une source. Les rapports de source étant soucieux de préserver l'identité des informateurs, le recours à l'intromission d'intermédiaires fictifs est un expédient fréquent.



— Les rapports 945 (rapports de source) que nous avons examinés comportent généralement deux parties: une première partie énonce les renseignements transmis par la source et une seconde partie consiste en l'énumération des noms de toutes les personnes mentionnées par la source au cours de son entrevue avec son contrôleur. En marge de cette liste de noms, alphabétiquement ordonnée, se trouve un numéro de dossier, lorsque la personne dont le nom est mentionné figure au fichier de la police (*Cardex*). Le contrôleur recommande, à sa discrétion, d'ouvrir un dossier sur chacune des personnes dont le nom ne figure pas déjà dans les dossiers de la police.

### 1.32 CONSTITUTION ET ENRICHISSEMENT DES DOSSIERS DE LA POLICE

Les principes tacites qui nous sont apparus, à l'analyse, guider la discrétion policière dans la constitution et l'enrichissement des dossiers sont au nombre de cinq:

#### (i) La permanence de l'engagement terroriste

Un individu qui a déjà été arrêté en rapport avec des activités terroristes, ou encore qui est soupçonné de s'y livrer, est réputé constituer un *risque perpétuel*. Quelle que soit la volonté de cet individu de rompre avec l'action violente, il n'en sera pas moins continuellement assimilé, dans les documents de la police, au milieu terroriste. Les mêmes remarques valent pour les personnes qui, par leurs écrits ou leurs paroles, appellent à l'action violente, la légitiment ou l'exaltent.

#### (ii) La culpabilité par association

Les personnes qui sont régulièrement en contact avec des individus appartenant à une organisation terroriste, ou soupçonnés d'en faire partie, sont progressivement intégrées dans les rapports de police au milieu terroriste lui-même. Il importe relativement peu que ces personnes sachent ou non qu'elles fréquentent des éléments terroristes; il importe également peu qu'elles les rencontrent dans le cadre de relations de travail ou dans celui de rencontres sociales. Il suffit que leur nom soit mentionné de façon répétée — parfois même une seule fois — dans des rapports rédigés par un ou des policiers des services de sécurité pour qu'un dossier leur soit attribué.

#### (iii) L'imputation de manipulation

Un groupe dont les activités sont sans rapport avec l'action violente, mais qui comporte parmi ses membres, serait-ce à son insu, une ou des personnes soupçonnées de se livrer au terrorisme ou de sympathiser avec l'action violente, devient lui-même soupçonné d'être manipulé par ces personnes. Il devient donc un objet de surveillance. Il le demeurera, même si les personnes soupçonnées de le manipuler à leurs fins l'avaient quitté.

#### (iv) Le délit d'opinion

Les dossiers de la police révoquent la distinction couramment établie entre la parole (verbale ou écrite) et les actes. La plupart des gens qui sont

fichés le sont pour des choses qu'ils ont dites et non pour des choses qu'ils ont faites. Ceux que leur profession amène à prendre fréquemment la parole — écrivains, journalistes, artistes, enseignants, permanents syndicaux — sont particulièrement vulnérables à des pratiques de surveillance pour lesquelles la dissidence en parole tend à être assimilée à l'infraction en acte.

(v) **La présomption d'espionnage**

Cette présomption constitue l'un des principes de légitimation de la surveillance le plus fréquemment allégué. En effet, l'espionnage, comme le terrorisme, réfère souvent moins à un champ réel d'activités qu'à un espace potentiel de risque: toute personne qui manifeste de façon explicite sa dissidence par rapport aux institutions politiques établies donne d'emblée prise au soupçon d'entretenir des liens préjudiciables à la sécurité nationale avec une puissance étrangère. Dans la conjoncture actuelle, marquée par la prolifération des échanges entre des organismes et des mouvements issus de divers pays, il est peu de choses qui ne soient pas de nature à alimenter ces soupçons.

L'application de ces cinq principes constitue une pratique discrétionnaire dont l'exercice n'est évidemment pas restreint au traitement de l'information en provenance de sources humaines d'information. Cette pratique s'exerce *de façon générale* dans le traitement de tous les renseignements recueillis par les services de sécurité; elle prévaut également dans la planification et l'autorisation de certaines opérations dirigées contre le milieu terroriste, tel qu'il est reconstitué par les dossiers de la police (par exemple, dans le cas de l'émission du faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve» et dans celui des opérations «BRICOLE» et «HAM»).

Les résultats de la mise en application de cette pratique sont redoutables:

(i) Cette pratique estompe les différences existant entre des groupes véritablement engagés dans l'action terroriste et des regroupements qui militent en faveur d'un changement politique ou social sans enfreindre ni projeter d'enfreindre les lois qui prévalent au Canada. Le tout de la dissidence en vient progressivement à être assimilé à cette partie de la contestation qui se propose d'atteindre ses objectifs par l'action violente.

(ii) Cette pratique conduit en conséquence à une *amplification* de l'intervention des services de sécurité dans la vie des citoyens respectueux de la Loi, que cette intervention s'effectue par la cueillette de renseignements ou par la perturbation des activités légitimes auxquelles se livrent ces citoyens.

(iii) Cette amplification de l'intervention des services de sécurité dans la vie des citoyens peut prendre l'aspect d'une véritable dérive des opérations, surtout peut-être lorsque l'initiative en est laissée à des policiers de rangs subalterne ou intermédiaire et lorsque leurs agissements échappent à tout contrôle rigoureux, que ce soit celui de la hiérarchie policière, celui de la magistrature, celui de l'autorité politique responsable ou celui, enfin, de tout autre organisme institué pour faire respecter le droit des personnes.

Le résultat de cette volonté d'intégrer le tout dans la partie culmine dans la notion élastique de subversion — «milieux de la subversion», «éléments subversifs», etc. Cette notion peut être mise à contribution pour légitimer littéralement n'importe quelle pratique policière.

---

## 1.4 OPÉRATIONS POLIÉIÈRES CONTRE LE MILIEU SUBVERSIF

Quelques-unes des opérations dirigées contre le milieu subversif, tel qu'il fut perçu et défini par les services de sécurité de la fin de l'année 1970 jusqu'en 1972, ont fait l'objet principal des investigations de la Commission. Les circonstances de leur exécution ont été décrites dans les parties précédentes de ce rapport.

Considérées dans leur ensemble, ces opérations policières peuvent être regroupées en deux catégories: celles qui transgressent la loi, dans sa lettre ou son esprit, et que nous appellerons «extra-légales», et celles qui favorisent la transgression des lois et que nous désignerons comme «infra-légales». Nous nous expliquerons davantage sur cette terminologie dans les sections qui suivent.

---

### 1.41 OPÉRATIONS EXTRA-LÉGALES

Quelques mots d'explication, d'abord, sur l'utilisation de l'expression «opération extra-légale». Pourquoi préférer cette désignation à celle, plus habituelle, d'opération illégale? Pour la raison suivante:

L'évaluation de la légalité d'une action, dans le domaine du droit public, est généralement faite en fonction des articles du *Code criminel*. Or, ce code est un instrument beaucoup plus apte à évaluer le comportement de ceux qui sont soumis sans réserve à l'application de la Loi — la masse des citoyens — qu'à prendre la mesure des actes de ceux qui ont la charge de faire respecter cette Loi. La Commission pourrait dresser un répertoire d'actions policières sur lesquelles a porté son enquête et dont l'évaluation au regard de la Loi ne peut manquer d'être controversée. Ces actions apparaissent moins comme étant *hors la loi* (ou illégales), au sens où elles constitueraient des infractions clairement identifiables aux lois existantes, qu'*en dehors* du champ couvert par la Loi, ou prétendument *au-dessus* de lui. La Loi est muette ou très lacunaire sur ces actions. Les articles du *Code criminel* où la notion problématique d'intention criminelle est explicitement invoquée peuvent être systématiquement interprétés en faveur du policier (ses fonctions le mettent au-dessus du soupçon d'agir avec de telles intentions). Figureraient de cette façon en bonne place dans le répertoire des actions extra-légales:

- les pratiques d'intimidation et de chantage auxquelles se livrent des membres des corps policiers;
- les atteintes à la réputation de citoyens par la dissémination de faux renseignements sur leur compte;
- la désinformation (à tous niveaux);
- l'ingérence dans des enquêtes en cours;
- la dissimulation d'éléments de preuve dans une procédure judiciaire;
- les violations de domicile ou de propriété dans le dessein de recueillir des renseignements de sécurité;

- l'utilisation abusive de certaines dispositions légales, comme la *Loi sur les explosifs*, pour légitimer des perquisitions;
- le dommage causé aux biens lors de perquisitions «agressives»;
- les relations, d'une nature souvent extrêmement problématique, entre un contrôleur policier et sa source (dans quelle mesure le premier est-il partie aux infractions de la seconde, lorsqu'il en possède une connaissance préalable?);
- la provocation par personnes interposées (policiers infiltrés ou informateurs).

Ces lacunes dans le texte de la Loi sont de nature à légitimer, par omission ou par manque de précision, les écarts auxquels se livrent des membres des corps policiers. On s'abuserait en effet en ne reconnaissant pas que le fardeau de la preuve est singulièrement plus lourd à porter dans une poursuite judiciaire contre un policier que dans une poursuite contre un citoyen. En vertu de leur statut d'agent de la paix, les policiers jouissent la plupart du temps d'un préjugé favorable devant les tribunaux; ils peuvent toujours y alléguer que leurs actions répréhensibles ont été posées sans intention criminelle. Or, plaider le vertueux excès de zèle est d'autant plus efficace lorsque la Loi ne dénonce pas de façon précise et tranchante certains comportements.

Il est possible qu'un meilleur mot que celui d'extra-légal ait pu être trouvé, pour faire référence tant à des actions qui transgressent la Loi qu'à des actions qui en trahissent profondément l'esprit, mais par rapport auxquelles sa lettre est déficiente. L'emploi d'un terme ou d'un autre importe toutefois peu au regard du problème qui doit être soulevé: l'inaptitude relative du *Code criminel* à fournir une mesure claire de l'action de ceux qui sont partie à son application.

Ces lacunes ne sont toutefois pas telles que la Commission soit impuissante à trancher la question de la légalité des opérations dans tous les cas.

Les opérations qui, à ses yeux, ont manifestement transgressé des articles du *Code criminel canadien* sont les suivantes<sup>1</sup>:

- l'émission d'un communiqué au nom de la cellule felquiste «La Minerve» (opération effectuée par des membres de la GRC);
- le cambriolage des locaux de l'APLQ (opération «BRICOLE», qui regroupa dans une action conjointe des membres de la GRC, de la SQ et du SPCUM);
- le vol de dynamite perpétré aux dépens de la compagnie *Richelieu Explosives Inc.* (opération effectuée par des membres de la GRC);
- l'incendie d'une grange à Sainte-Anne-de-la-Rochelle (perpétré par des membres de la GRC, aux dépens de la commune «Le Petit Québec Libre»);

---

<sup>1</sup>L'ordre que nous suivrons dans l'énumération de ces opérations est celui dans lequel elles furent décrites dans le rapport.

- la séquestration, contre leur gré, de MM. André Laforest et André Chamard (opération effectuée par des membres de la GRC);
- le vol de la liste des membres du Parti Québécois (opération «HAM», effectuée par des membres de la GRC, aidés d'un civil).

Si un simple citoyen était impliqué dans l'un ou l'autre de ces actes et que son action était portée à l'attention du Procureur général du Québec, il ne fait pas de doute, dans l'esprit de la Commission, que ce citoyen serait traduit devant les tribunaux.

On n'a en effet qu'à refaire la narration de l'une ou l'autre de ces opérations en leur donnant pour auteurs de simples citoyens au lieu de policiers pour s'apercevoir à quel point sont fragiles les raisons avancées pour justifier leur légalité. Imaginons, pour prendre un exemple calqué sur l'opération «HAM», qu'un citoyen dispose d'une clé donnant accès à l'entrée d'un édifice logeant des bureaux. Il se fabrique une clé ouvrant la porte de l'un de ces bureaux et une autre pour déverrouiller une armoire contenue dans le bureau où il désire s'introduire. Imaginons maintenant qu'il s'empare, de nuit, en usant de toutes les précautions pour ne pas se faire prendre, de bandes d'ordinateur déposées dans l'armoire dont il s'est fabriqué la clé. Il fait reproduire l'information contenue sur ces bandes et retourne sur les lieux pour les replacer dans l'armoire où il les a prises. Ce faisant, il se fait surprendre par des policiers, alertés à la suite de la ronde de nuit d'un gardien. Peut-on sérieusement maintenir que ce citoyen pourrait éviter d'être poursuivi en justice en alléguant qu'il était légalement en possession de la clé donnant accès au rez-de-chaussée de l'édifice et qu'il était en train de rendre à leur propriétaire les bandes d'ordinateur qu'il avait fait recopier? La Commission est d'avis que non.

Elle parvient à la même conclusion par rapport aux cinq autres opérations précitées: si elles avaient été accomplies par de simples citoyens, leur caractère illégal serait manifeste. La somme imposante des précautions prises par les corps policiers pour dissimuler ces opérations témoigne par elle-même de leur caractère irrégulier. Si toutes ces opérations avaient été légales, comment en effet expliquer la très grande résistance rencontrée par la Commission dans ses efforts pour élucider les circonstances de leur exécution?

Plusieurs des opérations précédemment énumérées comportent un certain nombre de caractères communs:

- (i) Ce sont des opérations de nature *offensive*: au moins cinq des opérations précédemment énumérées se rangent dans la catégorie des tactiques de neutralisation («*disruptive tactics*»).
- (ii) Dans la mesure où leurs victimes ont pu être identifiées par la Commission, ces opérations de nature offensive ont été dirigées contre des organismes et des personnes qui n'étaient pas engagés dans l'action terroriste: soit le MDPPQ, l'APLQ, la *Coopérative des déménagements du 1er mai*, les membres de la commune «Le Petit Québec Libre», les propriétaires de *Richelieu Explosives Inc.*, et la masse des gens qui ont fait l'objet d'entrevues de confrontation et parfois

de mesures d'intimidation plus radicales (comme la séquestration). La victime réelle de l'émission du faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve» n'a pu être que l'opinion publique.

(iii) L'initiative d'entreprendre ces opérations est venue, pour la plupart d'entre elles, de cadres policiers intermédiaires ou de simples agents. L'exception la plus notable est l'émission du faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve», dont le projet a été formulé par un cadre supérieur de la GRC (soit un inspecteur).

(iv) Une place à part doit être faite à l'opération «HAM». Bien que de nature offensive, cette opération ne possède pas de lien *immédiat* avec le programme de tactiques de neutralisation («*Disruptive Tactics*»). De plus, elle a eu pour cible un parti politique légalement constitué, le Parti Québécois, dont certains représentants siégeaient à l'Assemblée nationale du Québec. Cette opération a fait en outre l'objet d'une autorisation au plus haut niveau du Service de sécurité de la GRC.

(v) Toutes ces opérations ont été accomplies sous le sceau du secret, des mesures élaborées étant appliquées pour en empêcher la divulgation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des corps policiers.

(vi) En aucun cas les policiers impliqués dans ces opérations ont-ils éprouvé le besoin d'en évaluer de façon explicite la légalité. La perception, par les policiers, du caractère illégal d'une opération a exercé une influence inverse quant à l'autorisation et quant à l'exécution d'une opération. Autant cette perception n'a jamais constitué un facteur déterminant dans la décision d'autoriser la réalisation d'une opération projetée, autant elle a cependant joué un rôle décisif dans l'établissement des mesures de sécurité relatives à son exécution<sup>1</sup>.

Les difficultés soulevées par l'évaluation de la légalité des gestes posés par un policier du SPCUM impliqué de façon étroite dans l'opération «POUPETTE» sont cependant beaucoup plus considérables que dans le cas des opérations sur lesquelles nous nous sommes déjà prononcés. Ce policier est le contrôleur de la source 171. Les remarques faites au début de cette section sur cette difficulté d'évaluer certaines actions policières au regard des articles du *Code criminel* prennent ici toute leur importance. Il nous est en effet par principe impossible d'affirmer que le caractère illégal de certains gestes posés par le contrôleur de la source 171 deviendrait manifeste, si ces gestes avaient été posés par un simple citoyen. Toutes les actions qui pourraient être reprochées au contrôleur de la source 171 se rattachent directement aux fonctions qu'il occupait au sein du SPCUM. N'étant ni policier, ni agent de la paix, un simple citoyen n'aurait pu par définition entretenir le même type de relation avec la source 171 que son contrôleur; aucun citoyen n'aurait été en mesure de fournir une caution légale aux activités de la source 171 et de lui assurer une immunité à l'arrestation.

---

<sup>1</sup>On peut, à cet égard, signaler le fait que M. Emberg, un ex-membre de la GRC qui participa à l'opération «HAM», a signé une formule par laquelle il s'engageait, en vertu de la *Loi sur les secrets officiels*, à ne rien révéler de sa participation à «HAM» sans y être autorisé. Cette utilisation de la *Loi sur les secrets officiels* était profondément dévoyée.

Nous tenterons maintenant de formuler le problème que pose l'évaluation de la légalité des actions du contrôleur de la source 171.

Il doit d'abord être tenu pour acquis que plusieurs des activités de la source 171 sont en elles-mêmes de nature illégale. Elle est impliquée à divers titres dans l'attentat contre la Brink's, dans le dépôt d'une bombe contre la succursale postale De Lorimier, dans un vol perpétré contre une salle de bingo, dans une tentative d'extorsion à l'aéroport de Dorval et dans une tentative de vol de dynamite. Le contrôleur de la source 171 possédait une connaissance préalable de la participation de celle-ci à ces infractions et n'aurait posé aucun geste pour l'empêcher d'être complice, de façon répétée, d'activités illégales. On doit enfin se souvenir que des arrestations n'ont été effectuées que dans le seul cas du vol du bingo (M. Primeau a été arrêté à la suite de sa confession spontanée, plusieurs mois après avoir déposé ce qu'il croyait être une bombe à la succursale postale De Lorimier.)

La question soulevée par l'énumération de ces faits peut être ainsi formulée:

Quel est le degré de responsabilité du contrôleur de la source 171 dans les infractions commises par celle-ci et par les personnes dont elle dénonçait les projets, avant qu'ils ne soient réalisés?

Cette question n'admet pas de solution simple:

(i) Les témoignages rendus par la source 171 et par son contrôleur sur la nature du contrôle exercé par ce dernier sont contradictoires. La source affirme que ce contrôle était entier; son contrôleur maintient qu'il n'était que partiel. Cette divergence était prévisible. La source ne peut dégager sa responsabilité qu'en alléguant la caution de son contrôleur. Celui-ci ne peut à l'inverse se disculper qu'en soulignant l'autonomie dont disposait sa source.

(ii) L'imputation d'une intention criminelle, au sens strict du terme, au contrôleur de la source 171 est problématique.

(iii) Dans son état actuel, le droit ne fournit que très peu de repères pour juger des relations entre un contrôleur policier et sa source, lorsque celle-ci est partie à des infractions sur lesquelles elle transmet des renseignements préalables.

Ces considérations faites, la Commission adoptera la position suivante: il lui apparaît clairement que les actions du contrôleur de la source 171 doivent être dénoncées et que des mesures doivent être prises pour que l'infiltration ne donne plus lieu à des gestes similaires à ceux qu'il a posés dans le cadre de l'opération «POUPETTE».

Il existe toutefois plusieurs façons de prendre ces mesures. L'une d'entre elles peut être de prendre des poursuites judiciaires contre le contrôleur de la source 171, afin de requérir des tribunaux une décision exemplaire dans un litige difficile à trancher. Une autre façon est d'établir des directives explicites relatives à l'infiltration, ainsi qu'une procédure pour contrôler l'observance de ces directives.

Le choix de trancher entre ces mesures ou de les adopter de façon concomitante appartient au Procureur général du Québec.

Au terme de ces considérations sur les opérations extra-légales, il reste une question qui doit être soulevée: est-il légitime pour des policiers de transgresser la Loi, s'ils estiment que cette transgression est nécessaire à l'accomplissement des fonctions et des devoirs qui leur sont impartis par leur mandat? Une réponse affirmative à cette question constitue le fond de l'argumentation déployée devant la Commission pour légitimer les actions policières. Le problème de concilier le respect dû aux lois et les impératifs du travail policier est complexe, lorsqu'on l'aborde dans toutes ses dimensions et il n'admet pas de solution facile. *La Commission tient néanmoins à déclarer que l'invocation du mandat des services de sécurité, quel qu'il soit, n'est pas suffisante pour réconcilier les opérations policières énumérées dans cette section avec l'esprit et la lettre de la Loi.*

## 1.42 OPÉRATIONS INFRA-LÉGALES

Les opérations policières qui sont de nature illégale ou extra-légale reçoivent habituellement plus d'attention que ces opérations que nous qualifions d'«infra-légales». C'est à tort, selon la Commission, car les conséquences des opérations infra-légales sont au moins aussi préjudiciables aux institutions de la justice que ne le sont celles des opérations illégales.

Qu'entendre cependant par cette expression d'«opération infra-légale»? Une opération policière peut être qualifiée d'infra-légale lorsqu'elle a pour résultat de neutraliser l'application des lois criminelles ou pénales, dans le cas d'infractions graves, au profit d'objectifs arbitrairement déterminés par un policier ou un groupe de policiers. La nature de ces objectifs est très diversifiée: ils peuvent autant relever du maintien de la sécurité publique, telle que perçue par ces policiers, que de l'intérêt propre à un corps policier (recueillir le bénéfice d'arrestations spectaculaires au cours d'un flagrant délit) ou à un individu en particulier (obtenir une promotion).

Cette notion d'infra-légalité doit être nettement distinguée de celle de «tolérance», familière aux opérations policières. La tolérance policière s'exerce de façon générale envers des infractions relativement bénignes et qui ne font pas de victimes, si ce n'est ceux qui les commettent (il s'agit souvent d'infractions aux mœurs et à diverses réglementations). Surtout, elle ne vise pas explicitement à accroître le contrôle exercé par les corps policiers sur des individus et/ou des groupes. Il en va tout autrement de ces opérations policières que nous qualifions d'infra-légales, dont le programme consiste précisément, en théorie, à différer le moment où la répression sera exercée pour lui conférer un maximum d'impact.

Le prototype d'une opération infra-légale est constitué par l'opération «POUPETTE» et ses diverses ramifications. Les caractéristiques de ces opérations — «POUPETTE» est un terme qui désigne un grand nombre d'agissements — sont les suivantes:

- (i) En poursuivant ces opérations, la SAT a suspendu provisoirement le droit de répression que la Loi confère aux services policiers, en faveur d'un *droit de gérance* d'activités de nature terroriste.
- (ii) La cible de ces opérations était constituée par des cellules felquistes elles-mêmes.



(iii) L'initiative d'engager et de poursuivre ces opérations a appartenu à un cadre intermédiaire de la SAT (un lieutenant).

(iv) Un secret complet a entouré ces opérations: le maintien de ce secret a même été, d'après le témoignage du capitaine Giguère, le motif pour lequel la police s'est abstenue, dans certains cas, de procéder à l'arrestation de personnes qui avaient manifestement transgressé la Loi (par exemple, M. Primeau, après qu'il eut déposé une bombe).

(v) Ces opérations auraient été légitimées par une volonté de prévenir la commission de crimes plus graves que ceux qu'on laissait s'accomplir.

L'argument qui est énoncé au paragraphe (v) pour légitimer les pratiques policières infra-légales a été si souvent réitéré devant la Commission qu'il mérite une discussion approfondie.

Commençons d'abord par remarquer qu'il constitue à sa manière un aveu d'impuissance face au terrorisme: la police serait impuissante à faire échec au terrorisme sans l'avoir préalablement retranché à l'intérieur d'une « colonie » policière où il a licence précaire de s'exercer. Les limites de cette colonie seraient fixées de façon discrétionnaire par les services de sécurité.

Il faut ensuite souligner à quel point cet argument est *abstrait*: il fait en effet bon marché des carences du travail policier tel qu'il s'exerce concrètement dans la réalité. *Il n'est en effet absolument rien* qui garantisse qu'à laisser des infractions jugées moins graves se commettre, la police soit effectivement en mesure de prévenir des actions plus graves.

En effet, les recherches de la Commission ont mis en lumière de nombreuses « carences » (prétendues ou véritables) dans les opérations policières.

### Carences opérationnelles

- Il s'est trouvé que la filature de la SQ a perdu la trace des felquistes qui ont lancé un *cocktail molotov* sur un immeuble de la Brink's, pendant le court intervalle de temps où cet attentat a été perpétré.
- M. François Séguin était sous filature alors qu'il effectua une reconnaissance à une carrière située à Saint-Paul-d'Abbotsford. La police avait été prévenue par la source 171 de l'imminence d'un vol de dynamite, qui devait être commis à cet endroit. Le vol eut lieu, ainsi que l'avait prévu la source; M. Séguin y participa et ni lui ni ses complices ne furent inquiétés par la police.
- Vers la fin de l'été 1971, le SPM demanda à la SQ de prendre M. Pierre-Louis Bourret en filature. Du 27 août au 11 septembre 1971, ce dernier fit effectivement l'objet de tentatives systématiques de filature de la part de la SQ. Il n'en put pas moins, le 3 septembre 1971, déposer une bombe qui causa quelque \$200 000 de dommages à la compagnie *Bell Canada*, à Dorion.

- Il s'est également trouvé que le SPM a négligé de procéder à l'arrestation de M. Pierre-Louis Bourret, à la suite de l'identification de ses empreintes digitales sur une bombe déposée à Westmount. M. Pierre-Louis Bourret devait être blessé mortellement, lors de sa fuite consécutive à un vol à main armée perpétré le 23 septembre 1971 à Mascouche.

### Carences dans l'évaluation de l'information

- Si l'on se réfère à un rapport 945-168, on constate que les policiers de la SAT étaient, le lendemain de l'enlèvement de M. Cross, en possession d'une information provenant d'une source digne de confiance à l'effet que M. Nigel Hamer pouvait être impliqué dans cet enlèvement. La police ne donna pas véritablement suite à cette information.
- On ne donna pas suite aux informations de la source 171 sur les personnes qui pouvaient conduire la police à une importante cache de dynamite, au cours du mois de décembre 1970.
- Si l'on devait croire le témoignage de M. Giguère sur la nature de ses interventions dans l'enquête de la SQ sur le vol de dynamite commis à Saint-Paul-d'Abbotsford, il faudrait conclure que ce policier a évalué de façon systématiquement erronée les informations qui lui étaient transmises par Mme Devault sur les auteurs de ce vol.

### Carences dans le contrôle des sources

La somme des témoignages recueillis sur les activités de Mme Devault est marquée par des ambiguïtés profondes. Ces ambiguïtés se concentrent sur trois points principaux:

- Les témoignages recueillis sur le degré de contrôle exercé par le lieutenant Giguère sur les activités de Mme Devault sont contradictoires. Selon cette dernière, ce contrôle était complet; selon M. Giguère, ce contrôle n'était que partiel.
- La part de la provocation et celle de la participation passive sont très difficiles à évaluer dans le cas des activités de sources infiltrées auprès d'un groupe pour une période considérable de temps.
- Mme Devault n'a pas reconnu avoir transmis au lieutenant Giguère une partie notable des informations qui lui sont attribuées dans les rapports de source 945-171.

Les exemples que nous venons de signaler pourraient être multipliés. Leur accumulation ne ferait que souligner davantage une difficulté inhérente aux témoignages recueillis par la Commission sur la justification des pratiques infra-légales:

- ou bien les policiers de la SAT *exerçaient un contrôle véritable* sur les activités des cellules felquistes qu'ils étaient parvenus à infiltrer, auquel cas ils doivent accepter une part de responsabilité pour ces activités illégales dont ils permirent la poursuite;

—ou bien les policiers de la SAT *n'exerçaient pas un tel contrôle*, auquel cas on ne voit pas en quoi leur inaction était propre à leur permettre de prévenir des crimes majeurs, alors même qu'ils étaient impuissants à faire échec à des activités jugées moins graves.

Dans l'un et l'autre cas, les opérations policières que nous avons qualifiées d'infra-légales apparaissent dépourvues de légitimation. Elles laissent en outre un résidu massivement illégal, à savoir les infractions de la source elle-même au cours de sa participation répétée à des activités terroristes.

### 1.43 CONJONCTION DE CES DEUX TYPES D'OPÉRATION

Prises en elles-mêmes, les opérations policières que nous avons décrites dans ce rapport, qu'elles soient de nature extra-légale ou de nature infra-légale, sont dépourvues de légitimité. C'est toutefois leur conjonction qui produit les résultats les plus ruineux, en jetant un discrédit durable sur le travail des services de sécurité et, par extension, sur le travail policier lui-même et les institutions de la justice:

- La conjonction d'opérations offensives contre des citoyens dont les liens avec le terrorisme sont inexistants, avec des opérations qui ne font rien de moins qu'entretenir les activités de personnes qui sont engagées de façon militante dans l'action terroriste, paraît à la fois absolument inéquitable et absolument incohérente.
- Cette conjonction est de nature à accréditer toutes les rumeurs et toutes les hypothèses sur les desseins des services de sécurité. On constate en effet, d'une part, que des policiers pratiquent le cambriolage, qu'ils volent de la dynamite, incendient une grange et se livrent à des entrevues dont la fin explicite est d'intimider des citoyens. On apprend, d'autre part, que d'autres policiers ont contrôlé pendant plus d'une année l'émission des communiqués officiels du FLQ et qu'ils ont mis dix ans à arrêter l'un des ravisseurs de M. Cross, alors qu'ils en connaissaient l'identité depuis aussi longtemps. Toute tentative pour réintégrer au sein d'une stratégie concertée des opérations qui paraissent réciproquement s'annuler, ne peut s'effectuer qu'aux dépens de la confiance dont devraient bénéficier les institutions de la justice.

## 2 LA CONNAISSANCE ET LE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS POLICIÈRES PAR LES AUTORITÉS RESPONSABLES

Nous avons précédemment fait état de l'absence d'un mandat clair pour les services de sécurité et des suites de cette lacune initiale: représentation arbitraire et très élargie des «milieux subversifs» et exécution simultanée

d'opérations extra-légales et infra-légales. Les premières avaient pour fin de neutraliser ceux qui se situaient dans la périphérie de ce milieu; les secondes ont eu l'effet, paradoxalement peut-être, d'entretenir l'existence des groupes occupant le centre de l'action terroriste.

Il nous reste, avant de faire nos recommandations, à traiter brièvement de deux aspects des opérations policières qui sont étroitement reliés, à savoir la transmission d'informations relatives à l'existence de ces opérations et le contrôle exercé sur celles-ci par les autorités compétentes. Il est clair que *le contrôle qui peut être exercé sur les opérations policières est en fonction directe de la connaissance de leur nature. Lorsque cette connaissance fait défaut, le contrôle exercé sur ces opérations ne peut être, par définition, que très lacunaire et même, à la limite, inexistant.*

En présentant nos conclusions sur la connaissance que possédaient les autorités compétentes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des corps policiers, de la nature des opérations des services de sécurité, nous allons à la fois nous référer aux documents examinés et aux témoignages recueillis. De façon prévisible, la conclusion qui se dégagera de cet examen est que personne n'était au courant de la nature des opérations qui étaient effectuées, sauf ceux qui y étaient immédiatement impliqués. Il est évident que pour dégager leur responsabilité, plusieurs des témoins interrogés par la Commission avaient intérêt à nier leur connaissance de ces opérations; la Commission n'est pas dupe de la mémoire sélective de plusieurs de ses témoins. Nous nous sommes abstenus toutefois de révoquer un témoignage, à moins de posséder des éléments précis pour en infirmer la véracité.

En réalité, il importe moins de savoir si l'une ou l'autre des autorités était, contrairement à son témoignage, informée de la nature de certaines opérations policières que *de montrer que toutes ont estimé disposer d'arguments pour plaider l'ignorance.* Le contrôle efficace des opérations policières ne présuppose pas seulement, en effet, que ceux qui ont charge de l'exercer soient renseignés sur ces opérations; *il présuppose également que l'alibi de l'ignorance ne soit plus disponible* et qu'on ne puisse impunément l'invoquer pour justifier son inaction.

---

## 2.1 TRANSMISSION INTERNE D'INFORMATIONS SUR LES OPÉRATIONS POLICIÈRES

La circulation de l'information à l'intérieur des corps policiers présente au moins quatre aspects différents:

- la connaissance des opérations possédée par la haute direction d'un corps de police (ou d'un service de sécurité);
- la connaissance des opérations possédée par les officiers supérieurs;
- la connaissance des opérations possédée par les policiers de rangs intermédiaire ou subalterne;
- la transmission des informations entre les corps policiers.

Le principe qui régit la circulation de l'information est essentiellement un principe de cloisonnement: son expression consacrée est *le besoin de savoir*. Ce principe opère de deux façons. *D'une façon explicite*: seules les informations qui sont nécessaires pour permettre à un policier d'accomplir ses tâches opérationnelles lui sont communiquées (on lui demandera, par exemple, de surveiller les abords d'un édifice sans lui dire pourquoi). *D'une façon implicite*: dans le cas d'une opération dont la légalité est douteuse, on s'abstiendra de demander une autorisation pour ne pas embarrasser l'officier qui aurait à l'accorder ou à la refuser. Comme nous l'avons déjà dit, les témoignages reçus par la Commission sont à l'effet que la perception du caractère illégal d'une opération n'est pas une raison décisive pour en empêcher l'exécution. L'officier qui devrait autoriser une telle opération pourrait cependant être soumis à un dilemme, qu'on s'efforce fréquemment de lui éviter.

---

## 2.11 INFORMATIONS CONNUES DE LA DIRECTION DES SERVICES DE POLICE OU DE SÉCURITÉ

Le témoignage le plus significatif à cet égard est celui du directeur général du Service de sécurité de la GRC, en 1972, M. John Kenneth Starnes. Ayant déjà traité en détail de la connaissance lacunaire de M. Starnes par rapport aux opérations de son service, nous ne reviendrons pas sur ce point (voir chapitre XI, section 2.33).

Le témoignage de M. Starnes est cependant important à un autre égard: il a témoigné à l'effet que ses lourdes fonctions, à titre de directeur général du Service de sécurité, le mettaient dans la plus rigoureuse impossibilité de prendre connaissance de toutes les opérations de son service. Il est difficile de ne pas reconnaître la justesse de cette observation, qui pourrait être reprise par tout chef d'un grand service de police; elle a été effectivement reprise devant la Commission au cours d'autres témoignages.

On peut citer à titre d'exemple le témoignage rendu par le sous-commissaire Nadon de la GRC, qui était responsable en 1972 des opérations et des investigations criminelles, et celui du directeur de la SQ à la même époque, M. Maurice St-Pierre; ces deux personnes n'auraient en effet appris qu'en 1976 l'exécution de l'opération «BRICOLE», soit à la suite du témoignage de l'ex-agent Robert Samson (vol. 132, p. 19 et vol. 112, p. 38). D'après son témoignage, M. Daigneault, le directeur du SPCUM au moment de l'opération «BRICOLE», reçut le télégramme envoyé par l'APLQ à la suite du cambriolage de ses locaux. Il ne prit cependant jamais connaissance des résultats de la demande d'information qu'il fit auprès de ses subordonnés relativement aux allégations contenues dans ce télégramme (vol. 35, pp. 24-25).

## 2.12 INFORMATIONS CONNUES DES OFFICIERS SUPÉRIEURS

Par officiers supérieurs, nous entendons des policiers de rang relativement élevé — par exemple, celui d'inspecteur à la GRC et ses équivalents à la SQ et au SPCUM —, à l'exclusion de la direction même d'un service policier.

Le principe de cloisonnement prévaut dans la circulation de l'information à travers la hiérarchie policière telle que nous venons de la définir. L'une des opérations les plus représentatives, à cet égard, est l'opération «BRICOLE». Le jour de l'exécution de l'opération «BRICOLE», le sous-inspecteur Claude Vermette, qui en avait autorisé la planification pour la GRC, était absent de son bureau à Montréal. L'officier qui fut sollicité d'autoriser la GRC à participer à l'exécution de l'opération — l'inspecteur Cobb — n'avait pas été prévenu de l'existence du projet de perquisitionner illégalement les locaux de l'APLQ. Il se décida, donc, à autoriser des membres de la GRC à prendre part à une opération dont il venait d'apprendre l'existence.

Par crainte d'être fastidieux, nous n'énumérerons pas tous les témoignages des officiers supérieurs qui ont été interrogés par la Commission: à très peu d'exceptions près, ils ont nié avoir eu connaissance des écarts auxquels se sont livrés leurs subalternes.

### **2.13 INFORMATIONS CONNUES DES POLICIERS DE RANGS INTERMÉDIAIRE OU SUBALTERNE**

La communication des informations est à ce niveau *théoriquement* régie par le principe du cloisonnement dans sa version explicite (voir section 2.1 du présent chapitre). Pratiquement, cependant, les officiers de police de rangs intermédiaire ou subalterne sont en possession, par oui-dire, par confiance ou autrement, des informations les plus exactes sur les opérations en cours ou qui ont déjà été exécutées. Les informations que possèdent ainsi ces officiers n'embrassent cependant pas la totalité des opérations. Chacun est limité à une connaissance restreinte, mais précise, des opérations projetées ou effectuées par les policiers de son entourage: les policiers les mieux renseignés sur les opérations sont, pour prendre l'exemple de la GRC, les sergents d'état-major. La même affirmation peut être faite à l'égard de leurs homologues des autres corps policiers.

### **2.14 TRANSMISSION DES INFORMATIONS ENTRE LES CORPS DE POLICE**

La Commission n'a pas mené une enquête générale sur la transmission des informations entre les divers corps policiers. Elle est toutefois en mesure de faire les affirmations suivantes.

Un corps policier ne révèle pas aux autres corps son implication dans des opérations illégales. La GRC n'a de cette façon pas divulgué aux autres corps policiers la production du faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve», le vol de dynamite, l'incendie de la grange et l'opération «HAM». La liste des membres du Parti Québécois entreposée aux Quartiers généraux de la GRC à Ottawa a été expressément détruite lorsqu'il fut question, par suite d'une décision administrative, de la transmettre au *Centre d'information de la police cana-*

dienne (CIPC). D'une manière analogue, le SPM n'aurait pas révélé de façon explicite aux autres corps policiers l'implication de la source 171 dans des infractions comme l'attentat à la Brink's, le dépôt d'une bombe à la succursale postale de la rue De Lorimier et sa participation à une tentative de vol de dynamite et à une tentative d'extorsion.

Il est plus difficile d'évaluer dans quelle mesure toutes les ramifications de l'opération «POUPETTE» ont été connues de la SQ et de la GRC. Les rapports 945-171, qui recueillent les informations transmises par Mme Devault, portent en inscription qu'ils ont été distribués à la SQ et à la GRC. Il faut toutefois remarquer qu'une partie de ces rapports a été rédigée près d'un an après que Mme Devault eut communiqué ses informations à M. Giguère. Pendant une partie de l'année 1971, le lieutenant Giguère n'a pas utilisé les formulaires réguliers du SPM pour y consigner les informations que lui transmettait Mme Devault.

Il est indiscutable que certains policiers de la SQ connaissaient l'identité de Mme Devault, qu'ils ont filée à quelques reprises. Il est également clair qu'au moins un officier du Service de Sécurité de la SQ a pris connaissance de certaines informations transmises par la source 171 et de son rôle dans l'infiltration du FLQ<sup>1</sup>. Il semble toutefois que ces informations n'aient pas été disséminées à l'intérieur de la S.Q. Nous avons également vu que les rapports sur le terrorisme que rédigèrent certains membres de la direction de la SQ à l'intention des autorités politiques québécoises ne tenaient pas compte des renseignements de la source 171 sur le FLQ. Le policier qui fut chargé de faire l'enquête sur le vol de dynamite perpétré à Saint-Paul-d'Abbotsford ne fut pas informé des renseignements recueillis par la source 171 sur les auteurs de cette infraction. À l'époque où fut effectuée cette enquête, aucun policier de la SQ ne prit connaissance des informations de la source 171 sur l'affaire de Saint-Paul-d'Abbotsford.

La comparaison que nous avons effectuée entre le texte de *Current FLQ Groups* et celui des rapports 945-171, rédigés à partir des renseignements fournis par Mme Devault, montre au-delà de tout doute que ces renseignements figuraient dans des dossiers de la GRC.

---

## 2.2 COMMUNICATION EXTERNE D'INFORMATIONS SUR LES OPÉRATIONS POLICIÈRES

Nous examinerons successivement la communication de l'information à l'autorité politique, à l'autorité judiciaire, à des organismes gouvernementaux, aux victimes des opérations illégales et à l'opinion publique. Il doit être entendu, dans cette section comme dans la précédente, que nos conclusions sont relatives aux opérations policières qui ont fait l'objet de notre enquête.

---

<sup>1</sup>Il s'agit du sergent Jacques Bergeron. Celui-ci était affecté à l'Escouade de sécurité de Montréal du Service de Sécurité de la SQ. Voir la « Conclusion générale » énoncée à la fin du Chapitre VI, section 3.3.

---

## 2.21 COMMUNICATION À L'AUTORITÉ POLITIQUE

La communication de l'information pertinente à la nature des opérations entreprises par un corps policier à l'autorité politique dont il dépend est l'un des plus problématiques parmi les sujets dont nous avons à traiter.

Entre l'exécution de l'opération «BRICOLE», en 1972, et sa révélation publique par l'ex-agent Samson, deux solliciteurs généraux se sont succédé dans le cabinet fédéral: il s'agit de MM. Jean-Pierre Goyer et Warren Allmand. C'est M. Jérôme Choquette qui était le ministre québécois de la Justice en 1971 et en 1972; M. Fernand Lalonde était solliciteur général du Québec en 1976.

Parmi ces ministres, MM. Allmand, Choquette et Lalonde ont été entendus par la Commission. Elle s'apprêtait à entendre M. Jean-Pierre Goyer lorsque le jugement de la Cour d'Appel du Québec, confirmé plus tard sur ce point par la Cour suprême du Canada, lui a retiré le droit d'assigner un ministre du gouvernement fédéral à comparaître devant elle. M. Goyer n'a donc pas été entendu par la Commission.

La conclusion qui se dégage des témoignages des ministres et ceux d'autres autorités politiques (sous-ministre, président du Conseil de sécurité publique de la CUM) est que les communications entre l'autorité politique et les corps policiers sont très loin d'être transparentes. Les exemples du caractère imparfait de ces communications pourraient être multipliés:

- Tant MM. Allmand et Choquette que M. Lalonde ont témoigné devant la Commission n'avoir appris qu'en 1976 la participation des corps policiers à l'opération «BRICOLE», suite au témoignage rendu par l'ex-agent Samson, soit quatre ans après son exécution<sup>1</sup>. Aucun des ministres interrogés n'a reconnu avoir eu connaissance, à l'époque où elles furent commises, d'une seule des opérations qui ont fait l'objet des investigations de la Commission.
- Un exemple particulièrement significatif des lacunes de l'information transmise par un corps policier à l'autorité politique est fourni par l'affaire du faux communiqué no. III de la cellule «La Minerve». D'après l'exhibit P-110, ce communiqué fut transmis au solliciteur général du Canada, M. Jean-Pierre Goyer, par la direction générale de la GRC (vraisemblablement par M. Starnes). Celle-ci aurait ignoré que ce communiqué avait été émis par des membres de la GRC, sous la direction de l'inspecteur Donald Cobb. M. Goyer ne fut donc pas informé qu'il s'agissait d'un faux communiqué.

---

<sup>1</sup>Rappelons que l'APLQ avait fait parvenir, en 1972, des lettres recommandées à MM. Goyer et Choquette.



- Le témoignage rendu par M. Choquette sur son ignorance, en 1972, de la participation de corps policiers au cambriolage des locaux de l'APLQ entre en contradiction avec celui du directeur de la SQ à cette époque, M. Maurice St-Pierre. À la suite de la lettre que lui avait adressée l'APLQ, M. Choquette aurait communiqué par téléphone avec M. St-Pierre et aurait reçu de ce dernier l'assurance qu'aucun des trois grands corps policiers opérant au Québec n'était impliqué dans cette affaire (vol. 111, p. 67). M. St-Pierre nie formellement avoir donné une telle assurance à M. Choquette (vol. 112, p. 55).
- Le témoignage du commissaire Higgitt de la GRC quant aux informations qu'il a transmises à M. Goyer, en 1972, sur l'affaire de l'APLQ est relativement ambigu. M. Higgitt n'a pas un souvenir précis d'avoir informé le Solliciteur général de la participation de la GRC à cette opération policière; il a toutefois affirmé qu'il aurait été inhabituel de ne pas informer M. Goyer du rôle de la GRC dans la perquisition de l'APLQ (vol. 102, p. 37). Ce type de témoignage est en quelque sorte classique: le policier responsable devant l'autorité politique ne se souvient pas d'une façon précise de l'avoir informée d'une illégalité commise par son service; il affirme toutefois d'autre part qu'il serait «surpris» d'apprendre qu'il ne l'a pas fait.

La liste de ces exemples pourrait être considérablement allongée, si nous faisons à nouveau état de toutes les difficultés que rencontra M. Paul Benoit dans son enquête de 1976, sur la participation des corps policiers à l'opération «BRICOLE». Rappelons enfin que les rapports sur l'étendue du terrorisme qui ont été soumis, en 1971, par la direction de la SQ au Ministre québécois de la Justice étaient grossièrement inexacts.

Il semble que les communications entre les corps policiers et l'autorité politique soient en partie déterminées, dans le cas de la divulgation d'opérations illégales, par deux facteurs.

Le premier de ces facteurs est le principe de cloisonnement, dans sa version que nous avons qualifiée d'*implicite*: un policier s'abstient de communiquer une information à l'autorité politique lorsqu'il estime que cette information la mettrait dans une position intenable. L'illustration la plus frappante de ce principe se trouve dans le témoignage de M. Starnes: ce dernier a vivement nié avoir informé le Solliciteur général du Canada de l'opération «HAM», afin d'éviter qu'elle n'apparaisse ouvertement avoir une motivation politique (vol. 54, p. 17).

Dans l'exhibit P-162, M. Dare allègue de manière analogue le fait que son prédécesseur, M. Starnes, n'aurait pas communiqué à M. Goyer toute l'information relative à la participation de la GRC à l'opération «BRICOLE», de crainte de mettre ce dernier dans une situation intenable. Appliqué aux rapports entre les corps policiers et l'autorité politique, le principe du cloisonnement ou du besoin de savoir se transforme en son contraire, à savoir *la nécessité d'ignorer*.

Le second des facteurs qui influe sur la communication entre les corps policiers et l'autorité politique responsable est ce que nous appellerons une procédure de *camouflage*. Il n'est pas d'autre terme pour désigner l'attitude de la GRC et du SPCUM envers MM. Lalonde et Benoît lorsqu'ils tentèrent d'élucider les circonstances de l'opération «BRICOLE».

Les deux facteurs que nous avons énumérés — la nécessité d'ignorer et le camouflage — ne prévalent certes pas en tout temps dans les rapports entre les corps policiers et l'autorité politique responsable. Ils ont toutefois prévalu dans une grande mesure, pour ce qui est des faits examinés par la Commission.

## 2.22 COMMUNICATION À L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

Cet aspect n'a pas fait l'objet d'une enquête approfondie de la part de la Commission. Il lui est toutefois possible d'affirmer qu'il n'a pas été divulgué, lors des procédures judiciaires prises à l'endroit de M. Jacques Primeau, que celui-ci n'avait déposé que ce qui n'était en réalité qu'une fausse bombe.

Il est un autre dossier qui jette une lumière assez crue sur cette question de la communication de l'information à l'autorité judiciaire.

Nous avons déjà vu qu'à la suite des révélations de l'ex-agent Robert Samson, trois policiers firent l'objet d'une dénonciation pour avoir autorisé l'exécution de l'opération «BRICOLE». M. le juge Vincent fut chargé de mener une pré-enquête judiciaire pour éclaircir cette affaire. Or, comme devait l'apprendre à ses clients l'un des procureurs de la GRC, il n'y a pas de règles de procédure établies sur la façon dont doit être menée une pré-enquête, sa conduite étant laissée à la discrétion du juge (exhibit H-37, par. 2).

Rien ne pouvait donc assurer la GRC que M. le juge Vincent ne demanderait pas aux membres de ce corps policier impliqués dans «BRICOLE», s'ils n'avaient pas participé à d'autres opérations de nature illégale. Au cours de rencontres préparatoires à leur déposition devant M. le juge Vincent<sup>1</sup>, il fut découvert que l'un des témoins de la GRC répondrait par l'affirmative à une telle question (l'inspecteur Claude Vermette estimait que l'opération «HAM», à laquelle il avait participé, était illégale). Le Service de sécurité de la GRC à Montréal décida donc de communiquer avec les Quartiers généraux d'Ottawa afin de savoir si «HAM» était ou non une opération illégale et de rectifier éventuellement le jugement porté sur elle par l'inspecteur Vermette.

*«IT WOULD, THEREFORE, BE APPRECIATED, IF THIS OPERATION WAS LEGAL, THAT WE BE INFORMED ON WHAT GROUNDS IT WAS LEGAL SO THAT INSP VERMETTE COULD CHANGE HIS TESTIMONY.»*

(Exhibit H-35, par. 4)

<sup>1</sup>Ces rencontres eurent lieu à la fin de décembre 1976. Les exhibits cités sont datés de cette période.

**Traduction:** Il serait en conséquence apprécié, si cette opération était légale, que nous soyons informés du fondement de sa légalité, de telle sorte que l'inspecteur Vermette puisse changer son témoignage.

La réponse des Quartiers généraux sur la légalité de «HAM» fut réservée, la loi ne permettant pas de statuer sur le fond quant à la légalité de cette opération (il était reconnu qu'elle constituait une «violation technique» de la loi; voir l'exhibit H-36, par. 3, déjà cité). Ne disposant pas de raisons suffisantes pour amener l'inspecteur Vermette à changer son témoignage éventuel sur sa participation à une opération qu'il estimait illégale («HAM»), la GRC donna à son procureur le mandat suivant (au cas où M. le juge Vincent demanderait à des membres de ce corps policier s'ils avaient participé à d'autres opérations illégales que «BRICOLE»):

*«ASSUMING THAT DEFENSE COUNSEL (le procureur de la GRC) RAISES OBJECTIONS AT EVERY APPROPRIATE TIME WHEN THE QUESTIONING IS GOING BEYOND THE RELEVANCE OF A CASE AT HAND, THERE WOULD SEEM TO BE NO ALTERNATIVE IF THE JUDGE PERSISTS FOR THAT SAME DEFENSE COUNSEL TO ASK FOR AN ADJOURNMENT TO GIVE US AN OPPORTUNITY TO DISCUSS WITH THE SOLICITOR GENERAL WHATEVER PROPER LEGAL INTERVENTION MIGHT BE INTRODUCED.»*

(Exhibit H-36, par. 6)

**Traduction:** Prenant pour acquis que l'avocat de la défense soulèvera des objections à chaque fois que des questions iront au-delà de ce qui relève de l'affaire en cours, il ne semble pas qu'il y ait d'autre alternative pour l'avocat de la défense, si le juge persiste, que de demander un ajournement pour nous donner l'occasion de discuter avec le Solliciteur général des interventions juridiques possibles auxquelles nous pourrions avoir recours.

Il semble donc que la GRC avait pour sa part décidé de la nature des questions qui étaient pertinentes à la pré-enquête de M. le juge Vincent. Elle était résolue à faire obstruction à toutes les questions du juge pour replacer «BRICOLE» dans son contexte opérationnel.

## 2.23 COMMUNICATION À CERTAINS ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

Les seuls organismes que nous mentionnerons sont ceux qui, à un titre ou à un autre, ont fait partie du champ de l'enquête. Ces organismes sont respectivement le bureau du Protecteur du citoyen, la Commission de police, l'Institut de médecine légale et de police scientifique et le Centre d'analyse et de documentation (CAD).

Malgré qu'il ait été saisi d'une plainte de l'APLQ, le Protecteur du citoyen n'a pu y donner une suite appropriée, car toutes les informations qui lui furent données sur la participation de policiers au cambriolage des locaux de cette agence de presse étaient fausses.

La Commission de police ne fut saisi d'aucune plainte relative aux opérations sur lesquelles nous avons fait enquête. Aucun renseignement sur la nature de ces opérations ne lui fut acheminé par les corps policiers.

L'Institut de médecine légale et de police scientifique a effectué de très nombreuses expertises sur des communiqués du FLQ dont les auteurs étaient connus de la police. Celle-ci ne lui transmet jamais les informations dont elle disposait à cet égard.

Lors de la rédaction de son rapport de 1975 sur le FLQ, le Centre d'analyse et de documentation (CAD), qui était rattaché au bureau du Premier ministre du Québec, n'a disposé d'aucune des informations relatives à l'opération «POUPETTE» et à l'infiltration du FLQ en 1971.

## **2.24 COMMUNICATION AUX VICTIMES DES OPÉRATIONS ILLÉGALES**

La planification d'une opération illégale comporte une stratégie pour dégager la police de tout soupçon entretenu à son endroit par la victime éventuelle. Lorsque les membres de l'APLQ tentèrent de savoir si les corps policiers étaient responsables du cambriolage de leurs locaux, ils se heurtèrent à un véritable mur.

## **2.25 COMMUNICATION À L'OPINION PUBLIQUE**

Dans l'esprit de la Commission, l'émission de communiqués produits au nom du FLQ de décembre 1970 au début de 1972, telle qu'elle fut gérée par des membres du SPM, ne constitue rien de moins qu'un viol de l'opinion publique. Est-il besoin d'ajouter qu'à l'exception de l'opération «BRICOLE», dont l'exécution fut divulguée en 1976, il n'est aucune des opérations sur lesquelles s'est penchée la Commission dont l'existence avait été rendue publique avant ses travaux.

## **2.26 REMARQUES FINALES**

Parmi les remarques que nous venons de faire sur la communication extérieure de l'information pertinente à la nature des opérations policières, il convient d'insister, serait-ce même trop brièvement, sur celles qui sont énoncées à la section 2.24. Ces remarques sont, dans une certaine mesure, décisives pour ce qui est des recommandations de la Commission sur les mesures à prendre pour exercer un contrôle sur les opérations des services de sécurité.

À une exception près, toutes les opérations policières que nous avons examinées ont un caractère en commun: leurs victimes sont maintenues dans l'ignorance des opérations entreprises contre elles. Seul le recrutement des sources oblige les policiers à s'identifier comme tels auprès des personnes qu'ils tentent de recruter.

L'ignorance des victimes d'opérations policières illégales peut prendre deux formes. Une forme *relative*: le citoyen perçoit qu'il est victime d'une infraction — cambriolage, incendie — mais ne soupçonne pas que des policiers en sont les auteurs; s'il le soupçonne, il lui est rigoureusement impossible d'obtenir une confirmation de ses soupçons. Une forme *absolue*: un citoyen ou un groupe de citoyens ignorent même qu'ils ont fait l'objet d'une opération policière. Ce fut par exemple le cas du Parti Québécois, qui n'eut pas connaissance que la GRC avait reproduit la liste de ses membres. Les exemples relatifs à cette forme radicale d'ignorance pourraient être multipliés: les opérations des services de sécurité sont, par leur nature, secrètes (qui savait que les communiqués émis par le FLQ en 1971 étaient, pour les plus importants d'entre eux, émis avec l'assentiment d'un policier de la SAT?).

La conclusion de ces remarques est la suivante: rien n'est plus illusoire que d'imaginer soumettre les corps policiers au contrôle d'un comité de plaintes, dans le domaine des opérations effectuées par les services de sécurité. Par définition, ces comités sont impuissants s'ils ne reçoivent pas de plainte. Or, pour pouvoir déposer une plainte, encore faut-il que le citoyen perçoive qu'il est victime d'une intervention policière qui viole ses droits. Dans la majorité des cas, il ignore même qu'il est la cible d'une opération des services de sécurité ou encore, il lui est impossible de fonder ses soupçons sur des informations précises. D'où l'absurdité relative d'établir un comité pour recevoir des plaintes impossibles à formuler ou trop imprécises pour ne pas apparaître dénuées de fondement. Autrement dit: si un comité de plaintes relatif aux opérations des services de sécurité avait été établi en novembre 1970 et avait exercé ses fonctions pendant les années subséquentes, il n'est *aucune* des opérations policières sur lesquelles nous avons fait enquête qui en aurait été affectée, si ce n'est peut-être les pratiques d'intimidation de la GRC dans ses tentatives pour recruter des informateurs. À l'exception des membres de l'APLQ, les victimes de ces opérations ignorèrent qu'elles étaient exécutées par des policiers ou encore, elles étaient trop intimidées pour se plaindre. Les membres de l'APLQ, portèrent, quant à eux, plusieurs plaintes contre ceux qu'ils présumaient être responsables du cambriolage de leurs locaux. Ces plaintes n'eurent, comme nous l'avons vu, aucune suite appropriée.

---

## 2.3 CONTRÔLE DES AUTORITÉS RESPONSABLES

Nous traiterons brièvement de ce que révèle l'enquête sur le contrôle des opérations policières qui ont fait l'objet de nos investigations.

Ce contrôle peut être conçu de deux manières, soit qu'on l'exerce de façon proactive (préventive), soit qu'on l'exerce de façon réactive (répressive). Le contrôle proactif précède l'opération et il s'exerce de façon continue à toutes les étapes d'une opération. Le contrôle réactif s'exerce, par définition, après le fait et sanctionne, au besoin, les policiers qui se sont livrés à des abus. Le contrôle des opérations policières peut enfin être exercé de l'intérieur des corps policiers et l'on parlera en ce cas d'un contrôle interne; il peut également être exercé de l'extérieur des corps policiers — par l'autorité politique compétente, par exemple — et l'on parlera alors d'un contrôle externe des opérations.

- Le contrôle proactif a fait complètement défaut au niveau de toutes les opérations dont nous avons discuté dans ce rapport. Il n'aurait évidemment pu s'exercer que de l'intérieur des corps policiers, les informations pertinentes à l'existence de ces opérations n'ayant pas été diffusées à l'extérieur de ceux-ci.
- Le contrôle de type réactif n'a été appliqué que dans le cas de l'opération «BRICOLE», publiquement révélée en 1976 par l'ex-agent Samson. Ce contrôle a été pratiqué de l'extérieur des corps policiers, trois policiers ayant plaidé coupable devant un tribunal qui leur octroya une libération inconditionnelle. Notons à quel point l'exercice de ce contrôle fut modeste; il intervint plus de quatre ans après l'infraction.

Cette faillite du contrôle qui devait s'exercer sur les opérations policières s'explique, en particulier, par deux facteurs.

Le premier de ces facteurs est l'ignorance dans laquelle se trouvaient les personnes qui auraient dû exercer un contrôle sur ces opérations. Cette ignorance a été souvent alléguée devant la Commission; elle fut *parfois* très réelle. Ce premier facteur est déterminant pour expliquer le défaut de contrôle externe: on ne peut contrôler une réalité dont on est systématiquement écarté. Il explique également, mais dans une mesure moindre, au niveau du contrôle interne, l'inertie de la hiérarchie policière.

Le second facteur est la notion très laxiste du respect des lois qui prévalait à l'intérieur des services de sécurité. Ceux-ci n'ont pas hésité, dans de nombreuses circonstances, à privilégier l'efficacité présumée de leurs opérations au détriment de leur légalité.

Nous tiendrons explicitement compte du premier de ces facteurs en formulant nos recommandations sur le contrôle des services de sécurité. Pour ce qui est du second de ces facteurs, il nous faut reconnaître qu'il n'est aucune mesure de contrainte, qu'elle soit d'ordre administratif ou autre, qui soit véritablement de nature à inculquer le respect de la Loi aux policiers qui en seraient dépourvus.



---

## CHAPITRE XIII

---

### RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

---

1	LE MANDAT DES SERVICES DE SÉCURITÉ .....	421
2	LES OPÉRATIONS EXTRA-LÉGALES DES SERVICES POLICIERS .....	421
2.1	Poursuites judiciaires .....	421
2.2	Respect des lois par les policiers .....	422
2.3	Recrutement des membres des services de sécurité .....	423
3	LES OPÉRATIONS INFRA-LÉGALES DES SERVICES POLICIERS .....	423
3.1	Utilisation de sources (humaines et techniques) .....	423
3.11	<i>Loi sur la protection de la vie privée</i> .....	425
3.2	Infiltration de policiers .....	426
3.3	Provocation .....	427
3.4	Manquements à la déontologie .....	428
4	L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS POLIÉRIES PAR LES AUTORITÉS RESPONSABLES .....	429

---





DÈS le départ, il importe de souligner que par suite du jugement de la Cour suprême du Canada, le pouvoir de la Commission de faire des recommandations a été considérablement restreint. L'article de son mandat relatif aux *«recommandations sur les mesures à prendre pour éviter que les actes illégaux ou répréhensibles que découvre la Commission ne se reproduisent à l'avenir»* n'a pas été reconnu valide en ce qui concerne les recommandations qui auraient eu pour objet la GRC.

Dans le texte de son jugement, l'Honorable juge Pigeon a toutefois reconnu que la Commission était habilitée, comme d'autres organismes, à proposer des modifications aux lois canadiennes<sup>1</sup>.

Le pouvoir de la Commission de faire des recommandations relatives aux corps policiers qui dépendent du gouvernement du Québec demeure cependant entier.

Il est certain que si la Commission abordait dans toute son ampleur le problème des mesures à prendre pour éviter que les actions sur lesquelles elle a fait enquête ne se reproduisent, le texte de son rapport s'allongerait encore considérablement. Les mesures qui devraient être envisagées s'étendraient de recommandations sur le recrutement et la formation des policiers jusqu'à des recommandations sur la structure actuelle des corps policiers. Pour formuler un tel ensemble de recommandations, la Commission aurait dû jouir de ressources beaucoup plus considérables que celles dont elle a disposé.

Il n'est toutefois peut-être pas souhaitable que le rapport que nous soumettons se prolonge d'une masse hétéroclite de propositions qu'on aurait tôt fait de remiser aux archives. C'est pourquoi la Commission a délibérément choisi d'être parcimonieuse dans ses recommandations en espérant qu'en étant moins nombreuses et, de ce fait, plus clairement perceptibles, celles-ci susciteront un débat fécond pour les institutions et seront mises en application. En présentant ses recommandations, la Commission se conformera à l'ordre qu'elle a suivi dans le chapitre d'analyse, lorsqu'elle a énoncé ses remarques générales sur les opérations policières.

---

<sup>1</sup>Voir le passage déjà cité du jugement de la Cour suprême du Canada, Chapitre II, section 3.1.



---

## 1 LE MANDAT DES SERVICES DE SÉCURITÉ

LA COMMISSION RECOMMANDE EN PREMIER LIEU QUE LE MANDAT DONNÉ AUX SERVICES DE SÉCURITÉ PAR L'AUTORITÉ POLITIQUE COMPÉTENTE SOIT À LA FOIS EXPLICITE ET PUBLIC.

Pour satisfaire à la première de ces conditions — l'explicitation — ce mandat devrait stipuler *avec précision* les critères à partir desquels des citoyens ou des groupes de citoyens seraient passibles de surveillance ou de toute autre forme d'intervention de la part des services de sécurité.

Pour satisfaire à la seconde des conditions — le caractère public du mandat — ce mandat devrait être directement établi par le ministère responsable des services policiers concernés, que ce soit au niveau provincial ou au niveau fédéral. Une fois établi, le texte de ce mandat devrait être publiquement soumis soit au corps des élus, soit à une commission parlementaire chargée des affaires de la justice. Ce mandat devrait enfin être périodiquement redéfini, en suivant la procédure proposée, à intervalles d'au plus trois ans.

Tout citoyen percevant qu'il est victime d'une surveillance ou de toute autre forme d'intervention qui outrepassse les termes du mandat public des services de sécurité pourrait porter plainte devant les organismes chargés de faire respecter ses droits, comme par exemple les tribunaux, la Commission des droits de la personne ou le Protecteur du citoyen.

---

## 2 LES OPÉRATIONS EXTRA-LÉGALES DES SERVICES POLICIERS

La Commission s'est expliquée dans le chapitre précédent sur son emploi de l'expression «opérations extra-légales». Cette désignation réfère à deux types d'opérations policières: premièrement, les opérations qui transgressent de façon explicite la lettre de la loi et les opérations qui, deuxièmement, semblent être exécutées en marge du texte de la loi mais dont la légalité ne peut faire l'objet d'une évaluation stricte et non controversée par suite des lacunes de la loi. La Commission fera donc trois types de recommandations par rapport à ces opérations extra-légales.

---

### 2.1 POURSUITES JUDICIAIRES

LA COMMISSION RECOMMANDE D'ABORD QUE LES POLICIERS QUI, AU REGARD DE LA PREUVE RECUEILLIE, ONT ÉTÉ IMPLIQUÉS DANS DES OPÉRATIONS QU'ELLE ESTIME ILLÉGALES, FASSENT L'OBJET DE POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE.

Une liste des opérations que la Commission juge illégales est énoncée dans la section 1.41 du chapitre XII<sup>1</sup>. Pour ce qui est de l'opération «POUPETTE», la recommandation de la Commission doit s'interpréter à la lumière de la position adoptée dans cette même section du chapitre XII. S'il donne suite à la recommandation de la Commission, le Procureur général du Québec devrait prendre en considération tant la responsabilité de ceux qui ont exécuté ces opérations, que celle de ceux qui les ont autorisées.

La recommandation de poursuivre les policiers qui, au regard de la preuve recueillie, ont commis des infractions aux lois canadiennes est essentiellement dictée par la rigueur des exigences de l'équité: dans l'état actuel du droit, il serait intolérable que les agents qui ont pour fonction de faire respecter les lois ne leur soient pas soumis, comme le sont les citoyens non-policiers.

## 2.2 RESPECT DES LOIS PAR LES POLICIERS

Les infractions faites aux lois par des policiers dans l'exercice de leurs tâches policières présentent toutefois un problème dont il serait vain de nier la complexité véritable en se contentant de réaffirmer des principes honorables, mais qui sont présentement dissociés de la réalité. Pour reprendre, en effet, un adage familier aux policiers et dont on aurait tort de méconnaître la portée, il leur serait impossible d'appréhender un fuyard en auto s'ils ne transgressaient pas eux-mêmes les limites de vitesse pour le rattraper.

La situation qui a prévalu dans les services de sécurité pendant la période qui a fait l'objet de notre enquête est en partie attribuable au grand laconisme de la loi sur la nature du respect qu'elle exige du policier. Ce laconisme a autorisé autant des pratiques légitimes que de graves abus. Or, rien ne nous assure que la situation qui a prévalu à l'intérieur des services de sécurité de la fin de 1970 à 1973 ne prévaudra plus, ni même qu'elle a cessé de prévaloir.

LA COMMISSION RECOMMANDE DONC AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC QU'IL SE PENCHE AVEC CÉLÉRITÉ SUR LE PROBLÈME QUE POSE LA CONCILIATION DU TRAVAIL POLICIER, DANS SA RÉALITÉ CONCRÈTE, AVEC LE RESPECT D'UN AUX LOIS.

Si, par suite de son examen, le ministère de la Justice parvenait à la conclusion que l'intention de prévenir un crime n'autorise en aucun cas un policier à commettre une infraction aux lois, cet énoncé devrait être intégré à la *Loi de police du Québec*. S'il parvenait à la même conclusion par rapport à l'utilisation d'informateurs et autres agents infiltrés par la police, un ensemble de

---

<sup>1</sup>La recommandation de la Commission s'applique à toutes les opérations illégales qui sont énumérées dans la section 1.41 du chapitre XII, à l'exception de la perquisition effectuée en 1972 aux locaux de l'APLQ (opération «BRICOLE»); trois policiers ont déjà été jugés par un tribunal en rapport avec cette opération illégale.

directives relatives aux aspects juridiques de l'infiltration devrait être soumis aux corps policiers du Québec<sup>1</sup>. Si de telles directives existaient déjà, elles devraient être rendues publiques.

LA COMMISSION RECOMMANDE EN OUTRE QUE LA COMMISSION DE RÉFORME DU DROIT DU CANADA SE LIVRE, QUANT AU TRAVAIL POLICIER, À UNE DÉMARCHE ANALOGUE À CELLE QU'ELLE VIENT DE PROPOSER AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC.

Le résultat de cette démarche devra faire l'objet d'une législation intégrée, dans le *Code criminel*, aux articles relatifs aux agents de la paix. Pour ce qui est de l'infiltration, elle devrait faire l'objet d'un document de travail de cette même Commission.

## 2.3 RECRUTEMENT DES MEMBRES DES SERVICES DE SÉCURITÉ

Les opérations d'un service de sécurité étant particulièrement susceptibles d'enfreindre tant la Loi que les droits des personnes, il nous semble clair que toute nomination relative à ce type de service devrait faire l'objet d'une révision externe rigoureuse.

LA COMMISSION RECOMMANDE EN CONSÉQUENCE QUE TOUTE AFFECTATION D'UN POLICIER À UN SERVICE DE SÉCURITÉ DÉPENDANT DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE DE LA JUSTICE, ET PARTICULIÈREMENT À CELUI DE LA SQ, FASSE L'OBJET D'UNE APPROBATION DE LA COMMISSION DE POLICE, APRÈS ÉTUDE DU DOSSIER D'UN CANDIDAT.

Toute l'information pertinente à l'évaluation de ce dossier devrait être mise à la disposition de la Commission de police par le Registraire<sup>2</sup>.

# 3 LES OPÉRATIONS INFRA-LÉGALES

## 3.1 UTILISATION DE SOURCES (HUMAINES ET TECHNIQUES)

Ces opérations dépendent, dans une mesure considérable, du recours à l'infiltration d'informateurs (sources humaines) dans des groupes ou auprès de personnes que les services de sécurité désirent contrôler. Nous avons

<sup>1</sup>Bien qu'il n'ait pas reçu, faute de données suffisantes, l'attention spéciale qui lui est due, le problème de l'infiltration est de dimension majeure. Le rapport du juge Charles D. Breitel témoigne de l'ampleur de ce problème. Voir *Socialist Workers Party et al. — against — The Attorney General of the United States et al.*; United States District Court, Southern district of New York, *Final Report of Special Master*, publié par *The Political Rights Defense Fund*, New York, 1980.

<sup>2</sup>Les fonctions du Registraire sont définies dans la section 4 de ce chapitre.

tenté de caractériser le type d'informateur qui est impliqué dans des opérations infra-légales de longue durée à la section 1.31 du chapitre précédent.

Par rapport à ce type d'informateur ou de source policière, la Commission fait les recommandations suivantes:

L'INFILTRATION D'UNE SOURCE HUMAINE AUPRÈS D'UNE PERSONNE OU D'UN GROUPE DE PERSONNES DEVRAIT FAIRE L'OBJET D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION DE LA PART DES SERVICES DE POLICE DÉPENDANT DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE DE LA JUSTICE.

- Cette demande d'autorisation devrait expliciter les motifs de l'infiltration proposée et énoncer avec toute la précision possible le type d'activités auquel l'informateur devra se livrer pour gagner la confiance de ceux qu'il infiltre et pour préserver ses relations avec la police.
- Elle devrait faire l'objet d'une approbation accordée soit par le Procureur général du Québec (ou son représentant), soit par un magistrat sur demande du Procureur général (ou son représentant)<sup>1</sup>.
- Une fois accordée, l'autorisation d'infiltrer ne devrait pas dépasser 90 jours. Au terme de cette période, elle pourrait à nouveau être renouvelée, l'exigence de justifier la demande étant plus rigoureuse à chaque renouvellement. Aucun informateur ne saurait être infiltré auprès d'une personne ou d'un groupe pour une période continue excédant une année.
- La procédure de contrôle que nous recommandons devrait faire l'objet de dispositions législatives intégrées à la *Loi de police du Québec*.

<sup>1</sup>La Commission Church a recommandé que l'infiltration d'une source humaine (d'un informateur) fasse l'objet d'une autorisation accordée par le Procureur général (*Attorney General*) des États-Unis et qu'elle ne dépasse pas une période de 90 jours, cette période pouvant être prolongée d'une durée maximum de 60 jours. Voir à cet égard: *Intelligence Activities and the Rights of Americans, Book II, Final Report of the Select Committee to study Governmental Operations with respect to Intelligence Activities*, United States Senate, Washington, 1976, *Recommendation* 55-56, pp. 328-329. Un projet de loi a été déposé devant le Conseil de ville de New York pour soumettre l'infiltration à la même procédure d'autorisation que l'écoute électronique, à savoir l'obtention d'un mandat devant un magistrat (voir Bouza, Anthony S. (1976). *Police Intelligence*. New York: AMS Press Inc., pp. 161-163). L'article 178.12 du Code criminel canadien — *Loi sur la protection de la vie privée* — stipule pour sa part que l'écoute électronique doit faire l'objet d'une demande d'autorisation signée par le Solliciteur général du Canada ou le Procureur général d'une province et accordée par un magistrat. L'article 16(2) de la *Loi sur les secrets officiels* stipule tou-

tefois que le Solliciteur général du Canada peut, sans le contrôle d'un magistrat, décerner un mandat autorisant l'interception des communications pour prévenir ou dépister une activité subversive. Dans le contexte de cet article 16, la notion d'activité subversive recouvre indifféremment la subversion étrangère et la subversion intérieure. La recommandation de la Commission laisse au législateur le soin d'évaluer si l'infiltration devrait être soumise au seul contrôle du Procureur général du Québec ou au contrôle conjoint de ce dernier et d'un magistrat. La Commission est d'opinion que l'infiltration d'une source humaine devrait être soumise à la même procédure d'autorisation que l'utilisation d'une source technique (écoute électronique): l'autorisation devrait donc être accordée par un magistrat, sur demande signée par le Procureur général. S'il y avait des exceptions à ce contrôle conjoint de l'infiltration, la Commission est d'avis qu'elles ne devraient concerner que des activités subversives d'origine étrangère. Nous soumettrons également une recommandation en ce sens par rapport à l'écoute électronique. Voir à cet effet la section 3.11 de ce chapitre.

La soumission de l'infiltration à un contrôle de durée apparaît déterminante aux yeux de la Commission. La présence continue d'un informateur dans un même groupe de personnes (ou auprès d'un même individu), pour une période qui peut se prolonger pendant de nombreuses années ne peut avoir, la plupart du temps, que des résultats néfastes aux droits des citoyens: l'un des résultats de cette présence continue est d'entretenir les soupçons de la police à l'égard de ce groupe ou de cet individu, alors même qu'ils auraient modifié complètement le type de leur militantisme. La permanence de l'infiltration encourage enfin la police à cautionner la perpétration d'une somme d'infractions qu'on laisse s'accumuler, dans l'espoir mal assuré de réussir une opération spectaculaire.

DE FAÇON PLUS GÉNÉRALE, LA COMMISSION RECOMMANDE QUE LA PROCÉDURE DE CONTRÔLE DE L'INFILTRATION D'UNE SOURCE HUMAINE QU'ELLE PROPOSE FASSE L'OBJET D'UN ARTICLE DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE. Cette loi est intégrée au *Code Criminel*.

L'application de cette recommandation aurait pour effet de soumettre la GRC, ainsi que les autres corps policiers canadiens, à la procédure de contrôle de l'infiltration que nous proposons.

L'article dont nous recommandons la rédaction soumettrait l'infiltration de sources humaines au contrôle du Solliciteur général du Canada (ou son représentant) pour ce qui est des affaires qui relèvent exclusivement de sa juridiction; ce contrôle serait également exercé par les Procureurs généraux des provinces (ou leurs représentants) dans les affaires relevant de leur compétence. À ce contrôle exercé par les ministres responsables des opérations policières, pourrait s'ajouter celui d'un magistrat. Cet article sur le contrôle de l'infiltration viendrait compléter les dispositions qui existent déjà dans la *Loi sur la protection de la vie privée* sur le contrôle de l'utilisation de sources techniques (interception électronique des communications) par la police.

---

### 3.11 LOI SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

La protection accordée par cette loi est cependant indûment restreinte par un article de la *Loi sur les secrets officiels*. En effet, l'article 178.12 du *Code criminel* (Partie IV.1, Atteintes à la vie privée) soumet l'écoute électronique et les activités connexes à l'autorisation d'un magistrat. L'article 16(2) de la *Loi sur les secrets officiels* permet toutefois au Solliciteur général du Canada de décerner lui-même un mandat autorisant l'interception ou la saisie de toute communication, «s'il est convaincu, en se fondant sur une preuve faite sous serment, que cette interception ou saisie est nécessaire pour prévenir ou dépister une activité subversive dirigée contre le Canada ou préjudiciable à la sécurité du Canada . . .». Le paragraphe (3) de cet article 16 définit l'activité subversive de la façon suivante:

- «(3) Aux fins du paragraphe (2), «activité subversive» désigne
- a) l'espionnage ou le sabotage;
  - b) des activités de renseignement d'origine étrangère visant à réunir des renseignements sur le Canada;



*c) des activités visant à opérer un changement de gouvernement au Canada ou ailleurs par la force, la violence ou tout autre moyen criminel;*

*d) des activités d'une puissance étrangère visant, en fait, ou éventuellement, à attaquer le Canada ou à se livrer contre lui à d'autres actes hostiles; ou*

*e) des activités d'un groupe de terroristes étrangers visant à la perpétration d'actes terroristes au Canada ou contre le Canada.»*

Cette énumération confond deux sortes d'activités: celles qui relèvent de la subversion externe ou étrangère — les paragraphes a), b), d) et e) — et celles qui relèvent de la subversion intérieure — le paragraphe c), si l'on excepte l'expression «ou ailleurs».

La preuve recueillie par la Commission montre à l'évidence qu'une part considérable d'arbitraire a prévalu dans l'étiquetage des activités qui auraient relevé de la subversion intérieure. Nous remarquerons en outre que la législation canadienne n'accorde aucun statut juridique particulier à ce qu'on pourrait appeler la délinquance politique. On ne voit donc pas pourquoi une disposition de la *Loi sur les secrets officiels* aurait préséance sur la Partie IV.1 du *Code criminel* (pourquoi ceux qui sont présumés se livrer à la subversion intérieure ne bénéficieraient-ils pas de la même protection que celle accordée à ceux qui pratiquent le crime organisé?).

LA COMMISSION RECOMMANDE EN CONSÉQUENCE QUE LE PARAGRAPHE 3C) DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI SUR LES SECRETS OFFICIELS SOIT EXPLICITEMENT MODIFIÉ, DE TELLE SORTE QUE LES SEULES EXCEPTIONS À LA PARTIE IV-1 DU CODE CRIMINEL (ATTEINTES À LA VIE PRIVÉE)<sup>1</sup> NE CONCERNENT, À LA RIGUEUR, QUE LA SUBVERSION ÉTRANGÈRE.

### 3.2 INFILTRATION DE POLICIERS

Il est relativement inutile de faire des recommandations qui pourraient être aisément contournées si elles étaient appliquées. Les trois recommandations précédentes visent à introduire des mesures de contrôle dans l'infiltration policière, quelles que soient ses modalités, et sont relatives à l'obtention d'une autorisation pour infiltrer une source humaine ou une source technique.

Une source humaine, telle que nous l'avons définie, n'est pas un agent de la paix (un policier au regard de la loi). Or, l'étude des dossiers du SPCUM à laquelle s'est livrée la Commission lui a révélé que des agents de la paix — des policiers — se livraient à l'infiltration en poursuivant des objectifs qui, au regard des opérations policières, sont analogues à ceux assignés aux informateurs. Les dossiers du SPCUM font même référence à ces policiers infiltrés par la

<sup>1</sup>Rappelons que cette Partie n'est relative qu'à l'interception des communications par des moyens électroniques ou semblables à ceux-ci.

même cote que celle attribuée à Mme Devault et à M. Séguin (la cote 945). Le caractère particulier de cette infiltration de policiers au sein de divers groupes de gauche, d'organismes syndicaux et de mouvements dissidents est sa *durée*; des policiers s'infiltrèrent dans un organisme pour plusieurs années et ils y parviennent, à l'occasion, à des postes de décision.

Pour éviter que les mesures de contrôle des sources humaines qu'elle préconise n'aient pour effet de réserver l'infiltration à ceux qui seraient par définition soustraits à ces mesures — les policiers infiltrés — LA COMMISSION RECOMMANDE QUE CES POLICIERS INFILTRÉS SOIENT SOUMIS À LA MÊME PROCÉDURE D'AUTORISATION QUE LES SOURCES HUMAINES.

### 3.3 PROVOCATION

La distinction entre les activités d'une source qui visent à recueillir de l'information et celles qui tendent à provoquer des gens à passer à l'action illégale est, de façon générale, difficile à établir. La Commission estime toutefois que le rôle joué par la source 171 dans le vol perpétré au bingo de la paroisse Sainte-Catherine à Montréal se rapproche davantage de la provocation que de la simple cueillette d'information. Il lui semble en conséquence que la loi canadienne devrait contenir des dispositions qui protègent les citoyens contre de telles activités, qu'elles soient le fait d'une source de la police ou d'un policier infiltré.

LA COMMISSION RECOMMANDE DONC QUE SOIT PROMULGUÉE UNE LÉGISLATION CANADIENNE QUI DÉFINISSE LES CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES LE GUET-APENS TENDU PAR LES SERVICES POLICIERS OU PAR DES PERSONNES RÉMUNÉRÉES PAR CES SERVICES EST ILLICITE.

Ces circonstances sont pour l'essentiel relatives à des manœuvres de provocation de la part de la police ou de ses informateurs ou agents de police infiltrés. Cette législation pourrait s'inspirer des dispositions contre l'«*entrapment*» (guet-apens) qui prévalent dans les lois américaines<sup>1</sup>.

<sup>1</sup>Nous reproduisons une définition de cette notion d'«*entrapment*», qui est souvent invoquée dans la jurisprudence américaine:

«*One who is instigated, induced, or lured by an officer of the law or other person, for the purpose of prosecution, into the commission of a crime which he had otherwise no intention of committing may avail himself of the defense of «entrapment». Such defense is not available, however, where the officer or other person acted in good faith for the purpose of discovering or detecting a crime and merely furnished the opportunity for the commission thereof by one who had the requisite criminal intent.*» (Corpus Juris Secundum, Vol. 22, Criminal Law, sect. 45 (2))

La traduction exacte de cette définition juridique pose de sérieux problèmes de transposition. Nous nous limiterons à en donner une paraphrase

fidèle: une personne qui est incitée, induite ou entraînée par un agent de la paix ou une autre personne à commettre un crime qu'elle n'avait pas l'intention de commettre, dans le but de prendre des poursuites contre elle, peut légalement invoquer pour sa défense qu'on lui a tendu un piège; une personne ne peut toutefois se prévaloir d'une telle défense si l'agent de la paix ou une autre personne a agi de bonne foi dans le but de découvrir ou de déceler un crime et s'est bornée à lui fournir l'occasion de commettre un crime qu'elle avait effectivement l'intention de commettre. Pour d'autres définitions de l'«*entrapment*» aux États-Unis, voir le *Model Penal Code*, sect. 2.13 (Official Draft, 1962); voir également *U.S. National Commission on Reform of Federal Laws, A Proposed New Federal Criminal Code*, (Brown Commission), sect. 702(2), (1971).

### 3.4 MANQUEMENTS À LA DÉONTOLOGIE

La Commission estime que certains des policiers du SPCUM impliqués dans l'opération «POUPETTE» et ses ramifications ont systématiquement manqué à leurs devoirs, tels qu'ils sont stipulés à l'article 67 de la *Loi de police* et dans diverses autres législations qui déterminent les devoirs de la police (maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité publique, prévention et répression du crime). Bien loin de préserver l'ordre public, leur action n'a eu pour effet que d'accentuer le désarroi du public par rapport à la résurgence du terrorisme après la Crise d'octobre 1970.

Dans la section qu'il consacre aux devoirs de service public des policiers, le *Règlement sur la déontologie et la discipline des policiers de la Communauté urbaine de Montréal* (A.C. 1711-78, 24 mai 1978) ne prévoit pas moins de trois fautes dont se sont rendus coupables, au regard de la preuve recueillie, des policiers du SPCUM impliqués dans l'opération «POUPETTE»:

«7. Le policier doit respecter l'autorité de la loi et des tribunaux et collaborer à l'administration de la justice.

*Constitue notamment une faute disciplinaire:*

- a) le fait d'empêcher ou de contribuer à empêcher la justice de suivre son cours;
- b) le fait de retenir ou de cacher une preuve dans le but de favoriser un inculpé ou de lui nuire;
- c) le fait d'omettre de transmettre ou de retarder la transmission à son supérieur de tout renseignement sur des crimes, infractions, faits ou événements d'importance dont le policier est témoin ou dont il a connaissance;»

La gravité des infractions commises par ces policiers et leur caractère systématique ne pourraient être adéquatement sanctionnés que par les mesures les plus sévères, qui pourraient aller jusqu'à leur destitution du SPCUM. L'article 86 du règlement précité stipule toutefois qu'*«une accusation disciplinaire contre un policier ne peut être portée que dans les deux ans de la commission de la faute disciplinaire, sauf dans les cas où la faute disciplinaire constitue également un acte criminel punissable par voie de mise en accusation seulement»*. L'article 87 du même règlement ajoute que:

«87. Le présent règlement abroge tout règlement ou résolution d'une municipalité de la Communauté urbaine de Montréal relatif à la déontologie ou la discipline à l'intention des policiers.»

La conjonction de ces articles équivaut à toutes fins pratiques à la proclamation d'une amnistie à l'égard de tout manquement à la déontologie (sauf certains actes criminels), auquel les policiers du SPCUM auraient pu se livrer avant 1976<sup>1</sup>. Les fautes relevées par la Commission ont été commises de la fin de

<sup>1</sup>Rappelons que le *Règlement sur la déontologie des policiers de la CUM* a été promulgué en 1978.

1970 au début de 1972. Sous réserve de la décision qui sera prise par le Procureur général du Québec dans le cas d'éventuelles poursuites contre le contrôleur de la source 171, il est en conséquence impossible pour la Commission de recommander quelque sanction que ce soit contre les policiers qui ont fait preuve d'inconduite dans l'opération «POUPETTE».

Elle tient cependant à affirmer que l'impunité dont jouissent à cet égard certains policiers au sein du SPCUM constitue une source de scandale qui est laissée à l'exploitation permanente de ceux qui voudraient jeter le discrédit sur ce corps policier. Seul l'établissement de mesures de contrôle *continues* des opérations policières est apte à empêcher la répétition des situations que nous avons décrites dans la seconde partie de ce rapport.

## 4 L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS POLICIÈRES PAR LES AUTORITÉS RESPONSABLES

Ces deux sujets étant étroitement reliés, nous en traiterons de façon simultanée dans cette partie de nos recommandations. Comme nous l'avons déjà dit à maintes reprises, un contrôle efficace des opérations policières présuppose la connaissance de la nature de ces opérations, ainsi qu'une volonté de l'acquiescer de la part des autorités mandatées pour exercer ce contrôle. Cette volonté, il faut le reconnaître, n'est pas toujours manifeste.

Le problème du contrôle des corps policiers a été très fréquemment débattu, que ce soit dans des documents produits par des organismes gouvernementaux de diverse nature ou dans des travaux académiques réalisés par des chercheurs. Pour éclairer sa réflexion, la Commission a requis de la SQ et du SPCUM des mémoires sur les procédures de contrôle exercées à l'intérieur de ces corps de police. Elle tient à remercier de façon particulière la SQ, qui a accédé à sa demande de façon élaborée en lui présentant un document comprenant plusieurs cahiers où s'énonce sa conception d'un service de renseignement. Le SPCUM a pour sa part accédé à la demande de la Commission en lui faisant parvenir une lettre de quelques pages, signée par son procureur.

Avant de faire nos recommandations, nous énoncerons un certain nombre de constatations générales sur le contrôle des corps policiers. Ces constatations découlent à la fois d'une réflexion sur les résultats de nos travaux et d'un examen de la littérature qui existe sur ce sujet. Nous leur donnerons la forme la plus brève possible.

- Les corps policiers sont soumis à une multitude de contrôles, dont aucun n'est malheureusement satisfaisant. La solution au problème du contrôle n'est pas de multiplier les contrôles théoriques, qui ne font qu'accroître un sentiment de frustration, parfois justifié, des policiers; il faut plutôt établir une procédure de contrôle qui soit efficace et qui ne perturbe pas le fonctionnement des services policiers dans l'accomplissement légitime de leurs tâches.

- Il est une conclusion qui se dégage tant des travaux de la Commission que des recherches effectuées dans le domaine de la police: le contrôle interne des corps policiers n'est pas suffisamment rigoureux pour prévenir les abus. L'explication la plus communément avancée de cette carence est la grande solidarité de groupe qui lie entre eux les policiers. La Commission a pu constater à plusieurs reprises la force de cette solidarité. Celle-ci trouve un terrain particulièrement favorable lorsque les procédures de contrôle s'exercent à huis clos et que ceux qui les appliquent sont eux-mêmes des policiers. Il s'ensuit que le contrôle interne des corps policiers doit être suppléé par un contrôle externe.
- La commission fait sienne une conclusion qui est énoncée dans une étude de la Commission de réforme du droit du Canada et qui est relative au caractère mythique de la responsabilité ministérielle, conçue de manière trop abstraite<sup>1</sup>. Cette conclusion, lorsqu'elle est située dans son contexte, ne signifie pas que la responsabilité d'un ministre quant à l'exercice d'un contrôle sur les corps policiers doive être déagée. Elle nous indique toutefois à quel niveau placer cette responsabilité: il incombe au ministre d'établir les mécanismes par lesquels un contrôle peut être exercé sur les opérations policières. On ne saurait toutefois exiger qu'il exerce personnellement un contrôle sur les opérations, en constituant à lui seul un organisme de supervision.
- *Il n'est aucun mécanisme de contrôle, aussi contraignant soit-il, qui ne puisse être rendu inopérant par une volonté déterminée de ne pas s'y soumettre. De toutes nos remarques, celle-ci est sans doute la plus importante: il n'est pas de contrôle possible si les corps policiers ne reconnaissent pas qu'ils sont comptables<sup>2</sup> de leurs actions devant une autorité qui leur est extérieure.*

Ces considérations faites, nous formulerons quelques principes qui devraient prévaloir dans l'élaboration d'une procédure de contrôle de la légalité des opérations policières.

- (i) Le premier de ces principes réside dans la détermination précise des lignes de responsabilité. La situation sur laquelle nous avons fait enquête

<sup>1</sup>Vandervort, Lucinda (1979). *Le contrôle politique des organismes administratifs autonomes*. Ottawa, Chapitre VI, section D 9. Cette étude ne porte pas sur les services policiers; nous estimons cependant que ses conclusions sur la responsabilité ministérielle valent *a fortiori* pour ce qui est du contrôle des opérations policières.

<sup>2</sup>Cette épithète traduit le terme anglais «*accountable*», qui est maintenant très utilisé dans la littérature scientifique sur le contrôle des corps policiers.

donne un exemple frappant de la méconnaissance de ce principe: l'un suivait les ordres, l'autre les donnait en s'estimant cautionné par ses supérieurs et ces derniers plaident l'ignorance de ce qui se passait.

(ii) Le contrôle exercé ne doit d'aucune manière constituer une interférence, de la part de l'organisme qui en est responsable, dans le fonctionnement légitime d'un corps policier.

(iii) Le contrôle exercé ne doit laisser aucune place à l'ingérence politique dans les affaires de la police.

(iv) Le contrôle ne doit pas être une fonction accessoire ou subalterne de l'organisme qui a charge de l'exercer. Un organisme, qui peut évidemment dépendre lui-même d'une institution plus large, doit être créé et sa seule fonction devrait être d'exercer un contrôle.

(v) Le contrôle doit enfin être exercé de façon continue et proactive (préventive). Il est inadmissible que plusieurs années séparent la commission d'une infraction de sa découverte.

Voici maintenant la proposition de la Commission à l'égard de la création d'un organisme de contrôle. Cette proposition repose, pour l'essentiel, sur son constat que la racine des abus sur lesquels elle a fait enquête provient du secret qui les abrite.

L'article 17 de la *Loi de police du Québec* stipule certaines des fonctions de la Commission de police<sup>1</sup>. Cet article se lit comme suit:

*«17. La Commission est chargée d'exercer la juridiction qui lui est conférée par la présente loi et de favoriser l'efficacité des services de police au Québec.*

*À ces fins, la Commission doit notamment:*

*a) assurer un service général d'inspection chargé de conseiller, en matière policière, les municipalités, la Sûreté et les corps policiers municipaux et d'en faire l'inspection;*

*b) tenir un registre des personnes qui agissent, au Québec, en qualité d'agent de la paix.»*

On doit tenir pour acquis que la promotion de l'efficacité de la police ne doit pas s'effectuer au détriment de son respect de la loi et du droit des personnes. Il nous apparaît à cet égard que les fonctions d'inspection et d'enregistrement qui sont assignées à la Commission de police par les paragraphes a) et b) de l'article 17 peuvent être exploités autant pour promouvoir le respect de la loi et du droit des personnes par la police que pour favoriser l'efficacité de celle-ci.

LA COMMISSION RECOMMANDE EN CONSÉQUENCE QUE  
SOIT CRÉÉ UN REGISTRARIAT DES OPÉRATIONS POLIÉRIÈRES EFFECTUÉES,  
PAR LES CORPS POLIÉRIERS RELEVANT DE L'ADMINISTRATION QUÉBÉCOISE

<sup>1</sup>L.R.Q. 1977, ch. P-13, tel que modifié par le projet de loi numéro 48 (sanctionné le 21 décembre 1979).

## DE LA JUSTICE, DANS DES DOMAINES OÙ LES DROITS DES CITOYENS SONT LE PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE LÉSÉS.

Ces domaines sont les suivants:

- le renseignement de sécurité,<sup>1</sup>
- la lutte anti-subversive,
- les mesures d'urgence,
- le contrôle des foules.

Cette énumération n'est pas exhaustive: elle se limite au champ de notre enquête et à des domaines qui lui sont immédiatement connexes. Il importe de remarquer qu'*en théorie* le service de renseignement de la SQ ne se livrerait qu'à des activités de soutien<sup>2</sup>; les renseignements qu'il recueille seraient au besoin transmis à des unités que l'on désigne, dans la terminologie policière, comme étant des unités opérationnelles. C'est pourquoi il est indispensable d'inclure, parmi les domaines d'activités policières relevant du Registrariat, les champs d'action où les renseignements de sécurité sont susceptibles d'être exploités au détriment des droits des citoyens.

Le Registrariat des opérations policières pourrait être rattaché à la Commission de police du Québec; il pourrait également constituer un organisme autonome, indépendant du ministère de la Justice du Québec.

Le responsable de cet organisme, que nous désignerons comme le *Registraire des opérations policières*, serait nommé par le gouvernement du Québec. Il disposerait d'un mandat de trois ans, qui ne serait renouvelable qu'une seule fois. Le Registraire serait investi de façon permanente, pour les fins de l'exercice de ses fonctions, des pouvoirs définis par l'article 22 de la *Loi de police*. Le Registraire veillerait, selon les normes de la Fonction publique, à recruter les membres de son service. À une seule exception près, aucune des personnes occupant une fonction au sein de ce Registrariat ne devrait être à l'emploi d'un corps de police ni l'avoir été avant d'appartenir au Registrariat. Le Registraire pourrait à sa discrétion adjoindre un policier ou un ex-policier à son personnel pour l'aider à accomplir ses tâches; l'expérience d'un policier ou d'un ex-policier compétent pourrait s'avérer profitable pour l'analyse des documents recueillis par le Registraire.

<sup>1</sup>Mémoire de la Sûreté du Québec, Cahier 02, *Organisation de la direction des renseignements et de son service de renseignements de sécurité*, p. 3. Comme le titre du cahier 02 l'indique, la section du Service de renseignements de la SQ qui recueille des informations sur les personnes et les groupes soupçonnés de se livrer à la subversion est désignée par l'appellation «Service des renseignements de sécurité».

<sup>2</sup>Mémoire de la Sûreté du Québec, Cahier 02, *Organisation de la direction des renseignements et de son service de renseignements de sécurité*, p. 3.

Les fonctions du Registraire seraient les suivantes:

(i) être le dépositaire permanent, à compter de son entrée en fonction,

— d'une copie de tous les documents produits et recueillis par les services de sécurité, les escouades spécialisées dans la lutte anti-subversive et les sections d'enquêtes criminelles,<sup>1</sup>

— d'une copie de tous les documents émanant de la direction d'un corps de police,

qui seraient pertinents à la connaissance de la nature des opérations de ces diverses sections et à l'évaluation de leur légalité;

(ii) être le dépositaire permanent, à compter de son entrée en fonction, d'une copie de toute directive ou consigne des autorités politiques à un corps policier;

Le Registraire aurait un accès complet aux documents déjà produits ou recueillis, avant sa nomination, par les corps policiers soumis à son contrôle et déposés dans leur service d'archives. L'élaboration des critères de pertinence des documents requis serait laissée à la discrétion du Registraire. Une copie de tout document classifié sous la mention «*confidentiel*» ou son équivalent devrait toutefois être automatiquement acheminée vers le Registrariat.

Il apparaît essentiel à la Commission que l'obligation de transmission de documents s'étende autant au service des enquêtes criminelles qu'aux sections spéciales vouées à la lutte anti-subversive. Si cette exigence n'était pas maintenue, il suffirait à un corps policier de modifier l'organigramme de ses services en rebaptisant les sections spéciales pour qu'elles échappent au contrôle documentaire exercé par le Registraire. Il y a également lieu de se rappeler que les services de renseignements appartenant aux corps policiers québécois n'effectuent, *en théorie*, aucune autre opération que la cueillette d'information. Il découle de cette situation que ce sont les escouades rattachées aux enquêtes criminelles qui sont susceptibles d'exploiter de façon opérationnelle les renseignements recueillis par les services de sécurité et de se livrer à des activités anti-subversives. Ajoutons enfin une dernière remarque, qui est décisive: la délinquance qui est explicitement motivée par des raisons politiques, comme par exemple le terrorisme, n'a comme tel aucun statut juridique dans les lois canadiennes. Il n'est par conséquent aucune section d'enquête d'un corps policier dont on ne puisse affirmer qu'elle appartient au domaine de la répression de la criminalité («enquêtes criminelles», entendues au sens large).

Le Registraire, de même que les personnes attachées à son service, seraient tenus de satisfaire aux normes applicables en matière de sécurité et de prêter les serments imposés aux personnes ayant accès à des informations

<sup>1</sup>Cette recommandation s'étend aux services ainsi énumérés, quelle que soit leur désignation officielle à l'intérieur d'un service de police.



de nature confidentielle<sup>1</sup>. Ces engagements ne devraient cependant pas constituer un empêchement au mandat du Registraire.

(iii) *examiner les documents reçus et communiquer au Procureur général du Québec, de même qu'au service chargé des enquêtes internes au sein du corps policier concerné, toute irrégularité par rapport aux lois existantes que pourrait révéler l'étude de ces documents;*

Dans le cas de conflit entre le Procureur général et le Registraire, l'une et l'autre partie à ce conflit auraient le pouvoir d'en révéler la nature à l'Assemblée nationale.

Le Registraire aurait le pouvoir d'utiliser les services des enquêteurs rattachés au service des enquêtes d'un corps policier pour obtenir un complément d'information, si cela s'avérait nécessaire. Il aurait également le pouvoir d'interroger les policiers sur la nature des informations contenues dans les documents reçus.

(iv) *présenter annuellement un rapport complet au Procureur général du Québec sur la nature des opérations policières exécutées par les corps policiers soumis à son contrôle et soumettre une évaluation de la légalité de ces opérations. Cette évaluation serait déposée à l'Assemblée nationale et rendue accessible au public;*

(v) *répondre de façon complète à toute demande d'information faite par les organismes institués en vertu des lois tant provinciales que fédérales pour protéger les droits des citoyens. Le Protecteur du citoyen et la Commission des droits de la personne constituent des exemples de ce type d'organisme;*

(vi) *proposer à l'autorité politique des modifications à la loi qui seraient de nature à accorder une meilleure protection aux droits des citoyens.*

Les avantages de cette procédure de contrôle sont les suivants:

(i) Son application est simple. Beaucoup des documents pertinents à la connaissance des opérations sont, d'après l'expérience de la Commission, déjà disséminés entre les trois grands corps policiers opérant en territoire québécois. La recommandation de la Commission n'équivaut guère plus qu'à ajouter une mention à la liste de distribution des documents émanant de la SQ et du SPCUM. Pourquoi ce qui est ou fut en grande partie disséminé à la GRC ne le serait-il pas à l'organisme dont nous proposons la création?

(ii) Elle détermine clairement les lignes de responsabilité:

- Les corps policiers sont responsables de transmettre toute information requise par le Registraire.
- Le Registraire est responsable de dénoncer les irrégularités.

<sup>1</sup>Cette disposition est modelée sur l'article 60 du projet de loi C-43 (*Loi sur l'accès à l'information*). Ce projet de loi a été déposé en première lecture devant la Chambre des Communes du Canada le 17 juillet 1980.

- Le Procureur général est responsable, de concert avec le service chargé des enquêtes internes au sein d'un corps policier, de veiller à ce que les abus découverts soient sanctionnés.

(iii) Dans la mesure où les opérations policières respectent les limites de la légalité, l'interférence dans leur déroulement est minimale. Le contrôle exercé est essentiellement de nature proactive (préventive) et dissuasive. Il est également continu. Il utilise à la fois les ressources du contrôle externe et du contrôle interne des opérations policières.

Le désavantage majeur de cette procédure réside dans la possibilité que les documents transmis par les corps policiers ne reflètent pas adéquatement la réalité des opérations. Ce désavantage nous apparaît plus théorique que réel. Les documents requis par le Registraire ne sont en effet pas des rapports préparés spécifiquement à son intention: ce sont des copies des documents rédigés par des policiers pour l'usage de leurs collègues, de leurs subordonnés ou de leurs supérieurs. Le Registraire disposerait donc en principe de la même information documentaire que les corps policiers eux-mêmes. On pourrait évidemment objecter que rien n'empêche les corps policiers de préparer deux versions de leurs documents: l'une destinée à l'usage interne et l'autre au Registraire. Pour que cette falsification soit efficace, il faudrait cependant qu'elle soit absolument systématique<sup>1</sup>. Or, une telle entreprise est difficilement réalisable. Remarquons de plus qu'un corps policier qui se livrerait ainsi à un camouflage systématique, alors qu'il est explicitement requis par la loi de transmettre des copies authentiques de sa documentation, serait délinquant au sens le plus fort du terme. L'acceptation d'une telle hypothèse voue irrémédiablement à l'échec tout effort pour établir une procédure de contrôle des corps policiers; elle rend même futile toute tentative pour concevoir une procédure de contrôle efficace.

Dans l'état actuel du droit constitutionnel, il nous est impossible de recommander que le Service de sécurité de la GRC soit soumis à l'obligation de transmettre une partie de sa documentation au Registrariat dont nous avons décrit les fonctions. Une telle recommandation équivaldrait en effet à proposer que d'importantes modifications soient apportées à la constitution canadienne. Même si elle exécute des opérations en territoire québécois, la GRC est une institution fédérale et ne dépend, à ce titre, que du ministre du Solliciteur général du Canada. Il serait toutefois souhaitable que le Service de sécurité de la GRC soit soumis, au niveau fédéral, à une procédure de contrôle analogue à celle que nous proposons.

Il importe de souligner que la procédure de contrôle continu que nous recommandons est profondément différente des dispositions contenues dans le projet de Loi C-43 (*Loi sur l'accès à l'information*). Pour l'essentiel, la

---

<sup>1</sup>D'après l'expérience de la Commission, l'étude de la documentation policière est la plupart du temps instructive, même si les documents transmis comportent de sérieuses lacunes. Si le personnel du Registrariat était à la fois compétent et dévoué à sa tâche, il est douteux que des opérations illégales de quelque envergure puissent lui être longtemps dissimulées.

fonction de Commissaire à l'information consiste à statuer sur la légitimité de demandes d'informations adressées à divers services gouvernementaux et provenant de l'extérieur de ces services, de même que de l'extérieur du commissariat à l'information. Le rôle de notre Registraire consiste à formuler pour son propre compte de telles demandes d'informations aux corps policiers.

LA COMMISSION RECOMMANDE L'ABOLITION DE L'ARTICLE 41(2) DE LA LOI SUR LA COUR FÉDÉRALE.

Cet article, qui confère un privilège d'immunité absolue au pouvoir exécutif fédéral, est sans exemple dans les principaux pays de droit anglo-saxon.

La recommandation de la Commission équivaut, en la présente, à appuyer l'article 3 du projet de loi C-43. Cette disposition décrète en effet l'abrogation de l'article 41 de la *Loi sur la Cour fédérale*.

LA COMMISSION RECOMMANDE ENFIN QUE TOUTES LES PIÈCES DE SON DOSSIER QUI ONT ÉTÉ RENDUES PUBLIQUES SOIENT DÉPOSÉES, PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, DANS UN ENDROIT ACCESSIBLE — BIBLIOTHÈQUE OU CENTRE DE DOCUMENTATION — OÙ ELLES POURRONT AISÉMENT ÊTRE CONSULTÉES.

Ces pièces comprennent les transcriptions sténographiques des témoignages rendus en audiences publiques et une copie de tous les exhibits déposés au cours de ces audiences.

---

# ÉPILOGUE

---



LA Commission espère qu'elle a su énoncer avec clarté les résultats d'une enquête qui a porté sur des dossiers parfois très complexes. Quitte à paraître quelquefois laborieuse dans son exposé, elle a délibérément choisi d'être explicite et d'avoir souci du détail des opérations policières sans rien concéder au sensationnalisme. Il lui a en effet semblé qu'en dépit de l'écho reçu par ses audiences dans l'opinion publique, les opérations sur lesquelles elle s'est penchée étaient encore mal connues et que les représentations courantes de leur nature étaient trop simples. Peut-être est-il réconfortant de partager le champ de la répression de la subversion entre policiers et terroristes; ce partage des rôles n'est toutefois pas conforme à la réalité, diverses autres catégories de personnes intervenant dans le processus de la répression.

Le volume déposé par la Commission est un rapport d'enquête. Un tel rapport devait par principe s'abstenir de soulever des questions auxquelles les résultats de l'enquête ne permettaient d'apporter aucun élément décisif de réponse. Lorsque les réponses auxquelles nous sommes parvenus étaient incomplètes, par suite des limites imposées à l'enquête, et qu'elles ne nous permettaient pas de conclure, nous l'avons explicitement indiqué.

Les événements décrits dans le rapport datent, pour certains d'entre eux, de quelque dix ans. On se tromperait cependant lourdement à croire que la situation qui prévalait à cette époque dans les services de sécurité a suffisamment évolué pour qu'il soit superflu d'élaborer des mesures de contrôle. La Commission a en effet recueilli le témoignage d'un officier supérieur de la police, selon lequel l'état actuel des services de renseignements est, à maints égards, comparable à celui de 1970 et des années immédiatement postérieures. La plupart des policiers impliqués dans les opérations examinées par la Commission sont encore en place, certains d'entre eux ayant même été promus. La nature du témoignage rendu par certains de ces policiers donne à penser qu'ils estiment n'avoir de comptes à rendre à personne.

Le caractère particulier de quelques-unes des recommandations de la Commission, comme la création d'un Registrariat des opérations policières, est qu'elles proposent que des gestes concrets soient posés pour établir une procédure de contrôle véritable sur les opérations des services de sécurité. La menace que posent ces opérations aux libertés civiles et au droit des personnes est réelle. Il est complètement illusoire de penser qu'elle se dissipera d'elle-même, sans que des mesures appropriées soient effectivement prises pour y faire échec et sans que des crédits soient alloués à l'établissement de ces mesures.

Certaines des recommandations de la Commission proposent aux autorités compétentes de faire un choix entre diverses mesures. D'autres recommandations réclament que des organismes se penchent sur des questions

abordées dans le présent rapport. Cette attitude de la Commission lui a été dictée par la complexité des problèmes qu'elle a affrontés.

Le rapport de la Commission ne traite du terrorisme que par le biais des opérations policières dirigées en théorie contre lui. Nous ne saurions terminer ce rapport sans dire à quel point est erronée une croyance entretenue par certains apologistes du terrorisme: en provoquant l'escalade de la répression, le terrorisme aurait pour résultat de soulever le peuple contre l'État. Cette croyance postule que la montée de la répression est aisément perceptible par les membres d'une société; elle postule en outre que confrontée à faire un choix entre l'État et le projet de société avancé par un mouvement terroriste, la majorité des citoyens se rangera du côté de ce dernier. L'un et l'autre de ces postulats sont également faux. Si l'on excepte les grands affrontements, la répression régulière du terrorisme s'exerce par une intensification de la surveillance, par l'infiltration, par la pratique de l'intimidation individuelle et par celle de la déstabilisation des groupes. Toutes ces mesures peuvent être généralisées dans l'ignorance complète de la majorité des citoyens. En cas de crise majeure, le plus grand nombre des citoyens soutient l'État, l'idéal au nom duquel se pratiquerait le terrorisme étant dénaturé par la violence déployée pour le réaliser.

En dernière analyse, seuls l'État et son appareil policier profitent du terrorisme.

---

**APPENDICE I**

**RÈGLES DE PRATIQUE  
ET DE PROCÉDURE**







Gouvernement du Québec  
Commission d'enquête sur la perquisition  
à l'Agence de presse libre du Québec,  
au Mouvement pour la défense des prisonniers politiques du Québec  
et à la Coopérative de déménagement du 1<sup>er</sup> mai

## RÈGLES DE PRATIQUE ET DE PROCÉDURE

Montréal, ce 29 août 1977.



ATTENDU QUE la Commission peut par tous les moyens légaux qu'elle juge les meilleurs, s'enquérir des choses dont l'investigation lui a été déferée, compte tenu de la Loi des commissions d'enquête (1964 S.R.Q. C. 11);

ATTENDU QUE pour ce faire, la Commission juge opportun d'édicter certaines règles destinées à favoriser le déroulement de ses travaux;

IL EST, par les présentes, établi les règles de pratique et de procédure suivantes:

Règle 1. La Commission tient ses audiences au 1 est, rue Notre-Dame, suite 5.15, à Montréal, ou au 2055 rue Peel, suite 600, à Montréal, à moins qu'elle n'en décide autrement.

Règle 2. Les audiences de la Commission se déroulent de 10h à 16h30 les mardi et mercredi, et de 10h à 13h les jeudi, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Règle 3. 3.1 Les audiences de la Commission sont publiques.

3.2 Quand la Commission juge que la divulgation d'un témoignage est de nature à nuire aux intérêts de la justice ou à empêcher un témoin ou une personne dont le nom ou les activités sont mentionnés à l'enquête de préserver à bon droit sa réputation ou son intégrité, ou pour toute autre cause suffisante, elle ordonne, suivant les modalités et pour la période qu'elle fixe, que le témoignage ne soit pas, directement ou indirectement, en tout ou en partie, relaté par les média d'information.

3.3 La Commission tient des audiences à huis clos lorsqu'elle le juge à propos. Dans ce cas, outre les personnes autorisées par la Commission, seul le témoin est présent, accompagné de son avocat s'il le désire.

3.4 Seules les personnes autorisées par la Commission ont accès aux témoignages rendus au cours des audiences à huis clos. Ces personnes doivent respecter les conditions imposées par la Commission.

Règle 4. Quiconque est appelé à comparaître devant la Commission a le droit d'être assisté de son avocat, s'il le désire.

Règle 5. L'avocat de toute personne appelée à déposer devant la Commission fait parvenir à la Commission une

comparution écrite indiquant le nom et l'adresse de la personne qu'il représente.

Règle 6. Lors des audiences, la Commission fait prendre les dépositions des témoins par sténographie, sténotypie, ou enregistrement mécanique.

Règle 7. Sous réserve de la Règle 6, à l'exception de la séance d'ouverture, les photographies, le vidéo, la cinématographie, la câblo-distribution et la télévision ainsi que l'enregistrement des audiences sont interdits.

Règle 8. Tout exhibit ou document produit devant la Commission est identifié par un numéro. Ce numéro est utilisé pour la durée de l'enquête.

Règle 9. Sous réserve de la Règle 3, toute personne désirant consulter les exhibits produits lors des audiences de la Commission doit obtenir la permission préalable de la Commission.

Cette consultation se fait au bureau de la Commission les jours juridiques, pendant les heures de bureau et en présence du Commissaire ou de son représentant.

Règle 10. Lors des audiences, l'enquête se déroule comme suit:

10.1 Tous les témoins sont appelés par la Commission et sont interrogés par le procureur de la Commission.

10.2 Le procureur du témoin peut ensuite l'interroger sur les faits révélés par l'interrogatoire principal.

10.3 À la suite de cet interrogatoire, le procureur de la Commission peut poser au témoin les questions qu'il croit utiles.

10.4 Toute personne peut demander à la Commission l'autorisation de témoigner et d'appeler des témoins pour apporter un fait de nature à lui rendre justice ou à éclairer la Commission. Cette demande se fait par écrit et indique les raisons pour lesquelles l'autorisation doit être accordée ainsi que les noms des témoins et les faits sur lesquels ceux-ci doivent être entendus.

10.5 La Commission dispose de cette demande en l'acceptant en totalité ou en partie ou en la rejetant.

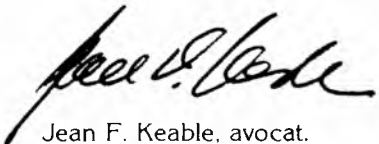
10.6 Lorsque cette demande est acceptée, la Commission assigne les témoins conformément à la décision rendue.

Règle 11. En tout temps, la Commission peut poser à un témoin les questions qu'elle croit utiles.

- Règle 12. Toute demande présentable à la Commission est transmise au procureur de la Commission et au Commissaire au moins quarante-huit (48) heures à l'avance.
- Règle 13. La Commission s'exprime en français.  
Toutefois, la Commission fournit, à ses frais, les services d'un interprète à tout témoin dont la connaissance du français n'est pas suffisante.
- Règle 14. Tout témoin désirant se prévaloir des services d'un interprète doit en aviser la Commission dans un délai raisonnable avant la date fixée pour l'audition, en indiquant la langue dans laquelle il désire que lui soient traduites les questions de la Commission et la langue dans laquelle il a l'intention de témoigner.
- Règle 15. Seuls les interprètes accrédités auprès de la Commission peuvent agir à l'audience.
- Règle 16. Dans son rapport, la Commission ne blâme la conduite d'une personne ou ne recommande des sanctions à son égard que si elle l'a entendue sur les faits donnant ouverture au blâme ou aux sanctions recommandées.  
Toutefois, cette obligation cesse si la personne a été invitée à témoigner devant la Commission et qu'elle a refusé ou négligé de le faire.
- Règle 17. Tout ce qui porte atteinte au decorum et au bon ordre de l'audience est interdit.
- Règle 18. Les présentes règles peuvent être modifiées à l'occasion sans avis préalable.
- Règle 19. Les présentes règles ont pour objet de faciliter les travaux de la Commission: elles doivent être interprétées dans ce sens.

FAIT à Montréal, ce 29ième jour  
du mois d'août 1977.

Le Commissaire,



Jean F. Keable, avocat.



---

## APPENDICE II

---

### **DONNÉES QUANTITATIVES RELATIVES AUX TRAVAUX DE LA COMMISSION**





<b>Nombre de journées d'audiences:</b>	157
— Audiences publiques:	74
— Audiences à huis clos:	104

(Il est arrivé fréquemment à la Commission de tenir des audiences publiques et des audiences à huis clos dans la même journée. C'est pourquoi la somme des audiences (178) dépasse celle des journées consacrées à ces audiences.)

<b>Nombre de témoins entendus:</b>	171
— Audiences publiques:	85
— Audiences à huis clos:	142

(Plusieurs des témoins entendus à huis clos ont également rendu témoignage lors d'audiences publiques.)

<b>Nombre de volumes de notes sténographiques:</b>	292	(19,995 pages de notes)
— Audiences publiques:	123	(9,787 pages de notes)
— Audiences à huis clos:	169	(10,208 pages de notes)

<b>Nombre d'exhibits:</b>	660
— Exhibits déposés en audiences publiques:	507
— Exhibits déposés en audiences à huis clos:	153

(Maints exhibits déposés à huis clos furent également déposés en audiences publiques; certains exhibits comportent plusieurs dizaines de pages.)